

CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Parlement des Jeunes: Laurent Mosar plaide pour un dialogue nourri



Le Bureau exécutif et des membres du Parlement des Jeunes accueillis par M. Laurent Mosar.

Dans le cadre de ses entrevues régulières avec les représentants du Parlement des Jeunes (PdJ), M. Laurent Mosar vient de recevoir le nouveau Bureau exécutif pour la session 2012-2013 composé de MM. Patrick Weymerskirch (Président), Philippe Roukoz (Vice-président), Alex Mersch (Secrétaire général) ainsi que de MM. Patrick Azevedo et Bob Ewen, membres.

Présentant au Président de la Chambre des Députés une à une les résolutions adoptées par les 120 jeunes qui, durant la session 2011-2012, ont contribué au bon fonctionnement de leur Parlement, la nouvelle équipe s'est avant tout penchée sur trois sujets, à ses yeux particulièrement importants:

- l'imposition de quotas féminins dans les conseils d'administration des grandes entreprises et une meilleure

représentation des femmes dans le monde du travail;

- la loi sur l'extension de l'interdiction de fumer;

- la politique d'asile et le sort des réfugiés au Luxembourg.

Dans ce contexte, M. Mosar a conseillé aux jeunes parlementaires de s'adresser dès le vote par le PdJ d'une résolution en relation étroite avec l'actualité politique au président et membres de la commission compétente de la Chambre afin de prolonger et d'approfondir le débat sur la question.

D'une façon générale et pour mieux associer le PdJ aux travaux de la Chambre, il s'est prononcé en faveur d'auditions régulières, rassemblant jeunes parlementaires du PdJ, députés de la Chambre et le cas échéant des experts pour discuter de sujets qui passionnent les esprits et

dictent l'actualité. Offre que la nouvelle équipe dirigeante n'a pu que saluer d'autant plus qu'elle revendique, à des fins d'échanges de vues ou de présence régulière de députés nationaux aux séances plénières du PdJ, un contact plus large avec les élus de tous les groupes parlementaires et sensibilités politiques.

Pour conclure, le Président de la Chambre a tenu à appeler à la conscience et à la responsabilité des jeunes en général et de leurs représentants parlementaires en particulier. Se souciant de certains propos xénophobes et racistes souvent virulents qui circulent sur les réseaux sociaux, M. Mosar a mis en garde ses interlocuteurs de ne pas minimiser la gravité et la portée de telles paroles. En effet, ce n'est pas en clamant que les étrangers leur volent les emplois que des jeunes, en mal d'occupation, risquent de trouver un travail.

19^e séance Mercredi 19 décembre 2012
20^e séance Mercredi 30 janvier 2013

Visite de l'Administratrice du PNUD

L'Afghanistan, la République démocratique du Congo, la Somalie et l'Irak: c'est sur ces pays que se concentrent les plus grandes actions du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Début février l'Administratrice du PNUD, Mme Helen Clark, les a abordés un à un lors d'un échange de vues avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés.

Pour ce qui est de la problématique de la surpopulation de la planète, Mme Clark plaide en faveur de l'autodétermination des femmes: elles devraient disposer de tous les

moyens de contraception et d'information pour pouvoir décider librement d'avoir des enfants ou non.

Selon Mme Clark, les efforts menés par la communauté internationale en faveur du développement et de la préservation de l'environnement devraient aller de pair. Elle a encore tenu à féliciter le Grand-Duché pour son engagement financier sans faille en faveur des actions du PNUD: le Luxembourg est effectivement très bien placé dans la liste des contributeurs du PNUD, non seulement en termes de contribution par tête d'habitant, mais également en termes absolus. Toutes contributions confondues, il se classe à la 19^e place.



Mme Helen Clark reçue par des membres de la Chambre

Point besoin d'inventer le talent féminin

«Je ne suis pas une inconditionnelle des quotas, mais ils peuvent me plaire dès que je constate l'ampleur des changements qu'ils sont capables d'opérer.» En s'exprimant de la sorte devant Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances, et les membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances de la Chambre, Mme Viviane Reding donna tout de suite le ton de son intervention.

Invitée fin février à s'exprimer dans l'optique d'un prochain débat d'orientation au Parlement sur la représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein de conseils d'administration, d'établissements publics et d'institutions du monde économique, culturel, social et sportif, la Vice-présidente de la Commission européenne en charge de la justice et des droits fondamentaux n'a pas fait planer l'ombre d'un doute sur ses convictions.

Alors que l'élimination de toute discrimination fondée sur le sexe est une des lignes fondatrices de l'Europe posées dès 1957 dans le Traité de Rome et que 60% des diplômés des universités européennes sont des femmes, il est grand temps que cette tendance se reflète aussi au niveau des instances de décision, ceci plus particulièrement au sein des conseils d'administration des entreprises cotées en Bourse, où Mme Reding propose de réaliser d'ici à 2020 un taux

de présence féminine de 40%. Les plus grandes écoles de commerce d'Europe ayant rassemblé, sous la forme d'une base de données dénommée «Global Board Ready Women», une liste de quelque 10.000 noms de femmes capables de faire partie de conseils d'administration, Mme Reding est certaine qu'il sera possible d'atteindre ce seuil.

Aux yeux de la commissaire européenne, l'obstacle qui empêche les femmes diplômées de viser plus haut se situe le plus souvent au niveau du «middle management» des entreprises. Après avoir terminé leurs études et une fois arrivées à ce stade de leur vie professionnelle, la plupart d'entre elles soit se heurtent à un univers masculin récalcitrant, soit

préfèrent la maternité à la poursuite de leur carrière. D'où l'importance du «role model», sorte d'icône féminine ayant réussi dans les plus hautes sphères décisionnelles sur laquelle les femmes peuvent s'appuyer pour franchir le dernier palier.

Mme Reding se dit aussi convaincue qu'il faut commencer par le haut de la pyramide afin de créer un mouvement d'aspiration. Pour mieux concilier vie professionnelle et vie privée - la maternité restant un cap difficile à négocier dans la vie professionnelle des femmes - davantage d'hommes devraient prendre des responsabilités auprès de leurs enfants. De cette façon on s'accoutumera à la présence des femmes aux postes clés de la société.



Mme Viviane Reding entourée des membres de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

DANS CE NUMÉRO

| | |
|---|--------|
| - Services postaux | p. 196 |
| - Discours de fin d'année du Président | p. 211 |
| - «Cliärrwer Lycée» | p. 225 |
| Sommaire des séances publiques n ^{os} 19 et 20 | p. 232 |
| Sommaire des questions parlementaires | p. Q78 |

Laurent Mosar à l'association «Initiativ Rëm Schaffen»

16 nouveaux candidats, dont 9 hommes, sont inscrits à la formation de secrétaire au cabinet d'avocat, proposée par l'a.s.b.l. «Initiativ Rëm Schaffen». Les cours ont repris depuis peu et se dérouleront sur huit mois.

Le 21 février dernier, le Président de la Chambre des Députés a pu s'entretenir avec celles et ceux qui suivent cette formation afin de connaître leurs motivations et appréhensions. Les interlocuteurs de M. Mosar lui ont notamment fait part de leurs réflexions sur l'évolution du marché

du travail luxembourgeois où offre et demande ne sont pas prêtes à s'équilibrer. Encourageant les nouveaux candidats à poursuivre leurs efforts afin de bientôt (re)trouver un emploi, le Président a estimé que les personnes motivées et flexibles, prêtes à effectuer des formations complémentaires et disposées à accepter des horaires irréguliers ont, malgré la situation économique actuelle difficile que traverse le Grand-Duché, des chances à (ré)intégrer le monde du travail.

La formation de secrétaire au cabinet d'avocat est offerte pour la sixième année consécutive et s'adresse à des personnes qui cherchent à s'insérer ou se réinsérer dans la vie professionnelle.

Dans un avenir rapproché, l'a.s.b.l. «Initiativ Rëm Schaffen» proposera également une formation de secrétaire médical à celles et ceux qui souhaitent prendre pied dans ce domaine d'activités.



M. Laurent Mosar a rencontré des candidats qui suivent une formation auprès de l'«Initiativ Rëm Schaffen».

Assemblée parlementaire de la Francophonie

Coopération au développement et renforcement de la démocratie parlementaire sur le continent africain



Les membres du Bureau de l'APF devant l'Assemblée nationale de la République française

Les travaux du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie se sont déroulés du 7 au 8 février à Paris à l'invitation de M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale française, et sous la présidence de M. Soungalo Apollinaire Ouattara, Président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et de l'Assemblée nationale du Burkina Faso.

Le Bureau a adopté le budget 2013 de l'APF présenté par le Vice-président de la Chambre des Députés, M. Michel Wolter. Dans son rapport sur ce budget en légère baisse par rapport à l'année précédente, M. Wolter a notamment détaillé les aspects financiers des projets de l'APF pour l'année en cours, allant des nombreux programmes de coopération interparlementaire aux réunions des diverses commissions, en passant par l'organisation du Parlement francophone des Jeunes à Abidjan en juillet 2013.

Alors que les dépenses n'augmentent guère, les recettes ont tendance à diminuer depuis plusieurs années consécutives sous l'effet de la crise

économique et de la réduction des subventions habituellement accordées par certains contributeurs traditionnels. Malgré une gestion très rigoureuse des dépenses, l'APF devrait pourtant chercher à augmenter de nouveau ses recettes propres afin de garantir le bon fonctionnement de l'organisation à l'avenir, a souligné M. Wolter.

Pendant la réunion de Paris, le Bureau a en outre donné son feu vert au lancement de l'Initiative multilatérale de coopération interparlementaire francophone (IMCIF), projet initié par l'APF avec plusieurs parlements francophones, dont la Chambre des Députés. L'objectif principal consiste à mettre en place des programmes de coopération en vue de fournir un appui aux parlements de la Francophonie cherchant à renforcer leurs structures et capacités. L'Assemblée nationale de la Côte d'Ivoire, pays en sortie de crise, sera le premier bénéficiaire de cette initiative d'un type nouveau.

Le Bureau a par ailleurs examiné les situations politiques dans l'espace

francophone et a adopté des déclarations notamment sur le Mali et la Tunisie. Concernant le Mali, le Bureau de l'APF a réitéré sa préoccupation face à la situation sécuritaire et humanitaire qui y prévaut actuellement et a réaffirmé son ferme attachement à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali.

Quant à la Tunisie, le Bureau a condamné avec la plus grande fermeté l'assassinat de Chokri Belaïd, fervent défenseur des droits de l'Homme et de la démocratie, le mercredi 6 février 2013 à Tunis, et a rappelé la nécessité de tenir des élections libres, fiables et transparentes afin que le pouvoir en Tunisie soit issu du peuple et que la population tunisienne, dans l'ensemble de ses composantes, soit représentée.

Enfin, Mme Yamina Benguigui, Ministre de la Francophonie du Gouvernement français, a rencontré les membres du Bureau de l'APF. À cette occasion elle a souligné l'importance de la Francophonie parlementaire.



M. Jean-Claude Mignon et M. Laurent Mosar

Visite du Président de l'APCE à la Chambre

Lors d'un récent déplacement à Luxembourg où il a rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ainsi que les membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, M. Jean-Claude Mignon, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), a notamment évoqué avec ses interlocuteurs la coopération APCE-UE et le fonctionnement de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH).

M. Mignon a rendu compte des démarches visant à améliorer les relations entre l'Assemblée parlementaire de Strasbourg avec les pays membres de l'Union européenne, les membres de la Commission de Bruxelles et les parlementaires.

Les échanges de vues ont également porté sur le fonctionnement de la CEDH et la procédure de nomination des juges. 60% des dossiers, dont la Cour est littéralement submergée, émanent de quatre pays. Le Président de l'APCE a fait état de ses soucis face au refus de certains pays d'exécuter les arrêts de la Cour. Le

Président de la Chambre des Députés a plaidé pour une meilleure implication des parlements nationaux pour accroître la prise de conscience du public.

À l'occasion de son entrevue avec les membres effectifs et suppléants de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE, en l'occurrence Mme Lydia Mutsch, M. Norbert Haupert, Mme Anne Brasseur, MM. Félix Braz, Fernand Boden et Marc Spautz, M. Mignon a notamment plaidé pour une meilleure coordination des calendriers des députés avec l'agenda du Conseil de l'Europe. L'état des ratifications par le Luxembourg des conventions du Conseil de l'Europe fut aussi évoqué.

Finalement, Jean-Claude Mignon s'est penché avec la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE sur la problématique des conflits gelés: alors que la situation reste bloquée sur l'île de Chypre, il a pu informer les députés luxembourgeois sur des progrès notables réalisés dans la gestion de conflits gelés touchant d'autres pays à l'image de l'Azerbaïdjan, l'Arménie, l'Ukraine ou encore le Maroc.

Un premier visiteur du Myanmar

Le Président de la Chambre des Députés a reçu dans l'après-midi du 8 février dernier le Ministre des Affaires étrangères du Myanmar, M. U Wunna Maung Lwin, en déplacement à Luxembourg. M. Mosar s'est félicité de l'existence de liens diplomatiques entre les deux pays, offi-

ciellement noués en juillet 2012 et qui à terme devraient contribuer à renforcer leurs relations.

Il a par ailleurs encouragé le Myanmar, pays qui vient de sortir d'un régime militaire, à poursuivre sur la voie des réformes.



M. Laurent Mosar et M. U Wunna Maung Lwin



Les délégations irlandaise et luxembourgeoise autour de M. Dominic Hannigan

Visite d'une délégation parlementaire irlandaise

L'Irlande doit connaître un retour à la croissance économique: l'avis des membres du Parlement irlandais à ce sujet fut unanime. Le pays qui préside actuellement l'Union européenne connaît un chômage de 15% et vit une période d'austérité aggravée suite aux mesures adoptées parallèlement au plan d'aide de 85 milliards d'euros accordé par l'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne (BCE) ainsi que le Fonds Monétaire International (FMI). Les députés irlandais ont d'ailleurs été unanimes pour exprimer leur gratitude envers les partenaires européens pour leur solidarité et l'appui financier à l'Irlande.

Vis-à-vis des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre qui l'ont accueilli en compagnie d'autres députés irlandais, M. Dominic Hannigan, Président de la Commission mixte des Affaires de l'Union européenne du Parlement d'Irlande a esquissé la situation économique peu enviable de son pays.

Bien que les efforts d'assainissement budgétaire (hausse d'impôts et coupes dans les budgets de la santé et de la sécurité sociale) commencent à porter leurs fruits, le peuple d'Irlande souffre sous l'effet des sacrifices imposés. Même s'il

s'avère encore trop tôt pour évoquer une sortie de crise, M. Hannigan ne désespère pas de voir son pays sortir vers la fin d'année du programme d'aide du FMI et des instances européennes.

Les députés ont constaté des similitudes entre les situations de l'Irlande et du Luxembourg: deux pays de petite taille avec des places financières qui ne sont pas toujours vues d'un bon œil par les «grands de l'Union européenne». De part et d'autre, les parlementaires furent unanimes à reconnaître l'importance de l'engagement européen des parlements nationaux.

Briser le tabou des mutilations génitales

Dans le cadre des événements organisés lors de la journée internationale contre les mutilations génitales féminines le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a eu une entrevue avec une délégation de la Fondation Raoul Follereau dont notamment Mme Fatoumata Daou, gestionnaire de projet au Mali.

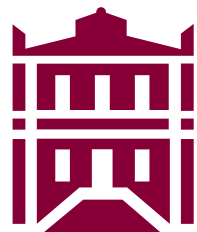
Mme Daou a présenté la situation telle qu'elle se présente dans le sud de son pays et a pu relater des avancées positives dans le domaine de la lutte contre les mutilations génitales féminines. De nombreuses femmes ne veulent plus que leurs filles soient sacrifiées à cette tradition ancestrale et de plus en plus d'hommes refusent

d'épouser une femme qui a subi une telle mutilation. La population considère de moins en moins la thématique comme un sujet tabou. «Il faut surtout informer et sensibiliser les habitants sur les réalités de cette pratique cruelle et ses conséquences physiques et psychiques. Le nombre d'excisions encore pratiquées est en baisse, mais il faut du temps pour qu'un changement de mentalité se fasse, et ce temps est nécessaire pour que le résultat soit positif et durable.», a expliqué Mme Daou.

D'après les chiffres de l'ONU, trois millions de filles sont excisées chaque année dans le monde.



M. Laurent Mosar a rencontré une délégation de la Fondation Raoul Follereau.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°6 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Services postaux

6160 - Projet de loi sur les services postaux

Le projet de loi 6160 sur les services postaux a pour objectif de transposer la directive 2008/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 février 2008 modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne l'achèvement du marché intérieur des services postaux.

Le projet de loi porte principalement sur deux grands sujets: le service universel et l'ouverture générale du marché.

Le service postal universel

L'idée de la directive est d'offrir aux utilisateurs de bons services à des prix abordables. Afin de remédier au danger d'une diminution de qualité des services, le principe du service postal universel est important. La directive stipule que le service universel garantit, en principe, une levée et une distribution au domicile ou dans les locaux de toute personne physique ou morale tous les jours ouvrables, y compris dans les zones éloignées ou faiblement peuplées. Le principe du service universel existe également pour le secteur des télécommunications, mais la concurrence sur ce marché fonctionne efficacement, de sorte que le législateur n'a pas dû charger un opérateur particulier pour assurer le service universel. Pour ce qui est du marché postal, le projet de loi propose de maintenir l'obligation du service universel pour l'EPT pour une période de sept ans.

Le projet de loi retient pour le consommateur luxembourgeois une distribution du courrier pendant les cinq jours ouvrables de la semaine.

Le maintien du service universel pour sept ans dans l'attribution de l'EPT devrait permettre d'amortir les investissements réalisés par l'entreprise pour se préparer à la libéralisation complète du marché. Après cette échéance les opé-

rateurs alternatifs ont la possibilité de briguer le statut de prestataire du service universel par une procédure transparente, proportionnée et non discriminatoire.

Le financement du service postal universel

Par le projet de loi 6160, le service postal universel n'est plus financé par le biais du service réservé. Le monopole de l'EPT sur les envois de moins de cinquante grammes disparaît donc avec la transposition de la directive.

Soulignons que le service postal n'est qu'un domaine d'activité sur trois de l'EPT à côté des télécommunications et des services financiers. Le Conseil d'État avait critiqué en 1999 dans son avis sur le projet de loi sur les services postaux que les services financiers postaux soient détachés de la loi sur les services postaux. Cette séparation est mise en œuvre par le présent projet de loi.

Un autre revenu de services postaux se fait par l'émission de timbres-poste. Ce droit d'émission relève de la souveraineté nationale et est réservé à l'État. Le projet de loi dispose que l'État pourra concéder par convention son droit spécial d'émission au prestataire du service postal universel. Le concessionnaire tient compte de ce privilège dans son calcul du coût du service universel. C'est l'EPT qui détient actuellement le privilège d'émission de timbres-poste.

Le projet de loi crée un fonds de compensation pour le maintien du service postal universel, géré par l'ILR. Par ce fonds, les prestataires fournissant des services postaux relevant du service postal universel sont tenus de contribuer au financement du service universel pour le cas où l'obligation de prestation de ce service entraînerait un déficit pour l'opérateur en charge.

L'ouverture totale du marché postal

Bien qu'il y ait une libéralisation du marché postal, celui-ci reste soumis à la régulation dont

la mission incombe à l'ILR. L'accès au marché postal est donc conditionné et soumis à l'obligation d'autorisation préalable. Par l'octroi d'une autorisation, un opérateur est tenu de contribuer au fonds de compensation.

Pour les services postaux en dehors du service universel il est proposé de limiter les formalités à une simple notification comprenant l'enga-

gement de participer aux coûts de surveillance du marché.

Tout prestataire de services postaux est donc soumis à des règles précises, notamment de garantir le secret des lettres et de respecter les obligations légales et conventionnelles applicables en matière de droit du travail et la législation de sécurité sociale en vigueur.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 14.07.2010

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace (Président: M. Marcel Oberweis):

- 19.07.2010 Désignation d'un rapporteur
- 24.03.2011 Présentation du projet de loi
- 28.04.2011 Échange de vues avec M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur Jeannot Krecké
- 16.06.2011 Examen du projet de loi
- 27.06.2011 Continuation de l'examen du projet de loi
- 12.09.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 17.09.2012 Continuation des travaux
- 20.09.2012 Examen de l'avis complémentaire de l'Entreprise des Postes et Télécommunications
- 24.09.2012 Continuation des travaux
- 27.09.2012 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 11.10.2012 Présentation et adoption d'une série d'amendements
- 13.12.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- Examen de l'avis du Conseil de la Concurrence
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012

Loi du 26 décembre 2012

Mémorial A: 2012, n°286, page 508



Circulation sur voie publique

6383 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi n°6383 a pour objet de remplacer le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, et ceci dans le but de prévoir la possibilité de publier autrement que par voie du Mémorial, à savoir par voie de presse, d'affichage ou par voie électronique, les règlements ministériels édictés dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route et des riverains. Cette publication comme alternative à la publication au Mémorial tient à des nécessités de rapidité et de souplesse.

Il faut savoir que cette possibilité de publication alternative est déjà actuellement donnée par l'article 100 du Code de la Route, qui dispose en son paragraphe premier que «le Ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions et le Ministre ayant les Transports dans ses attributions peuvent ensemble prendre des mesures particulières, dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route et des riverains qui sont justifiées par l'état et la disposition des lieux sur des tronçons déterminés de la grande voirie ou de la voirie normale de l'État située en dehors des agglomérations. Il en est de même sur la voirie normale de l'État située à l'intérieur des agglomérations dans le cas d'une urgence répon-

dant à la définition du paragraphe 3 de l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ou en cas de carence des autorités communales. Ces mesures sont publiées au Mémorial, par voie de presse ou par affichage dans les communes concernées».

Cependant, il résulte des dispositions combinées de l'article 112 de la Constitution aux termes duquel «aucune loi, aucun arrêté ou règlement d'administration générale ou communale n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi» et de l'arrêté royal grand-ducal du 22 octobre 1842 réglant le mode de publication des lois que les règlements ministériels édictés conformément à l'article 100 du Code de la Route doivent être publiés au Mémorial, alors qu'aucune forme de publication dérogatoire à l'arrêté royal grand-ducal précité du 22 octobre 1842 n'est prévue par une loi, mais seulement par un règlement grand-ducal. Dans ces conditions, les mesures ministérielles visées à l'article 100 du Code de la Route ne peuvent produire leurs effets qu'après avoir été publiées au Mémorial.

Afin d'éviter que les règlements ministériels publiés par voie de presse ou par affichage ne soient sanctionnés par l'article 95 de la Constitution qui interdit au juge d'appliquer des actes réglementaires non conformes à la loi, le projet de loi sous rubrique a donc pour objet de modifier la loi modifiée du 14 février 1955 précitée, en transférant les dispositions actuelles de l'article 100 du Code de la Route à l'article 5 de la loi de 1955.

- le fait de donner un ordre à d'autres personnes à les commettre; et

- la contribution à la commission d'une ou de plusieurs des trois infractions par un groupe de personnes agissant de concert. Ce concours, qui doit être délibéré, doit en sus remplir deux autres conditions⁶.

La Convention de Varsovie ainsi que les décisions-cadre susmentionnées viennent ainsi rajouter des nouvelles infractions visant à réprimer des faits qui peuvent servir à la commission d'une des infractions terroristes telles que prévues par les articles 135-1 et suivants du Code pénal. Le Chapitre III-1 du Livre II du Code pénal relatif aux infractions de terrorisme a été complété par la loi du 27 octobre 2010 concernant la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme⁷. Cette loi incrimine l'infraction de financement de terrorisme alors même que la réunion des fonds n'aurait pas effectivement servi à commettre une infraction terroriste (article 135-5 du Code pénal). De la même manière, le présent projet de loi n'exige pas qu'une infraction terroriste ait effectivement été commise alors que l'article 8 de la Convention de Varsovie prévoit que «[P]our qu'un acte constitue une infraction au sens des articles 5 à 7 de la présente Convention, il n'est pas nécessaire que l'infraction terroriste soit effectivement commise».

C'est pourquoi une attention toute particulière doit être portée aux éléments constitutifs de ces nouvelles infractions. Le commentaire des articles de la Convention de Varsovie joint au projet de loi indique que «[L]es infractions visées aux articles 5 à 7 présentent par ailleurs deux éléments communs importants: elles doivent être commises illégalement et intentionnellement. La condition relative à l'illégalité rend compte du fait que le comportement décrit pourrait le cas échéant être légal ou justifié, notamment par une des exceptions légales classiques prévues par le droit pénal commun⁸. De plus, les infractions doivent avoir été commises „intentionnellement” pour que la responsabilité pénale de leurs auteurs soit engagée»⁹.

Dans le même sens, le droit pénal exige de distinguer entre des faits constitutifs d'un acte préparatoire, non punissable et le commencement d'exécution d'une infraction, fait pénalement répréhensible. L'acte préparatoire est en effet de par sa nature un acte équivoque pouvant être interprété de différentes manières alors que l'acte d'exécution d'une infraction est univoque car il révèle de par lui-même son but. Ainsi, le commencement d'exécution d'une infraction est constitué par un acte qui ne doit être ni neutre ni équivoque¹⁰.

Puisqu'«il n'y a pas de crime ou de délit sans intention de la commettre»¹¹, c'est l'intention criminelle, le fait d'agir en connaissance de cause de la commission d'un acte illégal, qui sera déterminant pour l'application des nouvelles infractions insérées dans le Code pénal par le présent projet de loi.

Les auteurs de la Convention de Varsovie soulignent à cet égard que ces trois infractions doivent être commises intentionnellement pour que la responsabilité pénale de leurs auteurs puisse être engagée.

Par ailleurs ils soulignent qu'«[...] il faut relever que cet élément constitutif, commun aux trois infractions pénales en cause, révèle le caractère particulièrement exigeant de la preuve mise à charge des organes répressifs en matière de terrorisme: ainsi, et plus particulièrement dans le cas de l'entraînement au terrorisme, il ne suffira pas que le Ministère Public (i) prouve que des connaissances ont été intentionnellement transmises à une autre personne, mais il devra en outre prouver que (ii) cette personne, destinataire de l'entraînement,

⁶ Il doit: «[...] soit viser à faciliter l'activité criminelle du groupe ou en servir le but, lorsque cette activité ou ce but supposent la commission d'une infraction au sens des articles 5 à 7 de la présente Convention; [...] soit être apporté en sachant que le groupe a l'intention de commettre une infraction au sens des articles 5 à 7 de la [...] Convention».

⁷ Loi portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg; relative à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes, Mémorial A, n°193, 3 novembre 2010, page 3172.

⁸ Souligné par Mme le Rapporteur.

⁹ Commentaire des articles de la Convention du 16 mai 2005, (doc.parl. 6388), page 13.

¹⁰ Jean Bour, Droit Pénal, cours complémentaires en droit luxembourgeois 2008/2009, Chapitre IV, page 4.

¹¹ Article 121-3 du Code pénal français. Il importe de noter que le Code pénal luxembourgeois ne contient pas de théorie générale de l'élément moral. Pour les crimes et délits, cette (apparente) lacune de la loi doit être interprétée comme exigence d'un dol général, donc d'une volonté de commettre l'infraction; voir à ce sujet, Spielmann Dean et Spielmann Alphonse, Droit Pénal Général Luxembourgeois, Bruylant, 2002, pages 314-320.

avait l'intention de commettre une infraction punie d'une peine d'emprisonnement d'un maximum d'au moins trois ans, et (iii) que le formateur savait cela.»¹².

Ce régime de la preuve est aussi un élément essentiel pour la mise en équilibre des différents droits fondamentaux qu'il s'agit de préserver et de protéger. Cette nécessité devient particulièrement importante lorsqu'il s'agit d'incriminer, conformément à l'article 5 paragraphe 1 de la Convention de Varsovie, non seulement la provocation directe, mais également la provocation indirecte à la commission d'une infraction terroriste. Deux droits fondamentaux sont ainsi mis en concurrence: le droit à la vie qui est mis en danger par le terrorisme et la liberté d'expression qui constitue un des piliers fondamentaux d'une société démocratique. Dans cette perspective, la Convention de Varsovie demande que «[C]haque Partie doit s'assurer que l'établissement, la mise en œuvre et l'application de l'incrimination visée aux articles 5 à 7 et 9 de la présente Convention soient réalisés en respectant les obligations relatives aux droits de l'Homme lui incombant, notamment la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de religion, telles qu'établies dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et d'autres obligations découlant du droit international, lorsqu'ils lui sont applicables»¹³.

À part la mise en œuvre de la Convention de Varsovie, le projet de loi vise aussi, à la suite des amendements gouvernementaux du 12 octobre 2012, à modifier le Code pénal en tenant compte de la Recommandation 5 du Groupe d'action financière (ci-après, le GAFI) relative à l'infraction de financement du terrorisme ainsi que de la note d'interprétation portant sur cette recommandation¹⁴.

2. Les amendements gouvernementaux

Le Gouvernement a en effet proposé des amendements au projet de loi visant à conformer la législation nationale à la nouvelle Recommandation 5 du GAFI relative à l'infraction de financement du terrorisme ainsi qu'à la note interprétative relative à cette recommandation.

La recommandation 5 prévoit que «[L]es pays devraient conférer le caractère d'infraction pénale au financement du terrorisme sur la base de la Convention sur le financement du terrorisme, et devraient conférer le caractère d'infraction pénale non seulement au financement des actes terroristes mais également au financement des organisations terroristes et des individus terroristes, y compris en l'absence de lien avec un ou plusieurs actes terroristes spécifiques. Les pays devraient s'assurer de telles infractions sont des infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux».

Nous venons de voir que le Luxembourg a, par la réforme approfondie opérée par la loi du 27 octobre 2010 concernant la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, conformément le droit luxembourgeois aux recommandations émises par le GAFI. Les amendements gouvernementaux proposés dans le cadre du présent projet de loi visent à parfaire cette mise en conformité et à tenir compte des nouvelles exigences de la Recommandation 5 ainsi que de sa note interprétative.

Les auteurs des amendements gouvernementaux indiquent que «[...] vu l'importance de cette Recommandation, qui est considérée comme une „core Recommendation” par le GAFI, une attention toute particulière est portée à ce que l'intégralité des critères du GAFI y relatifs soient considérés comme étant remplis»¹⁵.

Ces critères sont notamment les suivants:

- tenir compte des infractions prévues par la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, ouverte à la signature à New York en date du 10 janvier 2000;

- conférer le caractère d'infraction pénale non seulement au financement des actes terroristes, mais également au financement des organisations terroristes et des individus terroristes, y compris en l'absence de lien avec un ou plusieurs actes terroristes spécifiques, ce qui rappelle aussi bien la logique de la loi du 27 octobre 2010 que celle du projet de loi initial;

- incriminer le financement lorsqu'il est dans l'intention de voir le financement utilisé ou en sachant qu'il sera utilisé en tout ou en partie par un terroriste ou par une organisation terroriste, y compris en l'absence de lien avec un ou plusieurs actes terroristes spécifiques.

¹² Commentaire des articles de la Convention du 16 mai 2005, (doc.parl. n°6388), page 13.

¹³ Article 12 de la Convention de Varsovie.

¹⁴ GAFI, Normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération, Les recommandations du GAFI, février 2012.

¹⁵ Amendements gouvernementaux du 12 octobre 2012, (doc. parl. n°6388^{4a}, page 5).

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 20.01.2012

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

08.02.2012 Désignation d'un rapporteur

21.11.2012 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

10.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012

Loi du 26 décembre 2012

Mémorial A: 2012, n°287, page 4519

Prévention du terrorisme

6388 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie, le 16 mai 2005, et modifiant

- le Code pénal;

- le Code d'instruction criminelle;

- la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

- la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980; et

- la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine

Le projet de loi a pour objet d'approuver la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie le 16 mai 2005 (ci-après: la Convention de Varsovie).

La Convention de Varsovie poursuit le double objectif d'améliorer, d'une part, la prévention des actes terroristes et de contenir, d'autre part, les effets négatifs du terrorisme lui-même mais aussi ceux de sa répression sur les libertés individuelles et la pleine jouissance des droits de l'Homme.

1. Trois nouvelles infractions strictement encadrées

La Convention de Varsovie prévoit trois nouvelles infractions que le projet de loi propose d'insérer dans le Code pénal:

1) la provocation publique à commettre une infraction terroriste (article 5),

2) le recrutement pour le terrorisme (article 6) et

3) l'entraînement pour le terrorisme (article 7).

D'une manière analogue, au niveau de l'Union européenne, la décision-cadre 2002/475/JAI du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme¹ telle que modifiée par la décision-cadre

2008/919/JAI² exige elle aussi l'incrimination par les États membres des infractions liées aux activités terroristes et consistant en (i) la provocation publique à commettre une infraction terroriste, (ii) le recrutement pour le terrorisme et (iii) l'entraînement pour le terrorisme.

Ainsi, la provocation publique à commettre une infraction terroriste vise selon la Convention l'intention «[...] d'inciter à la commission d'une infraction terroriste, lorsqu'un tel comportement, qu'il préconise directement ou non la commission d'infractions terroristes, crée un danger qu'une ou plusieurs de ces infractions puissent être commises»³.

L'infraction de recrutement pour le terrorisme constitue «[...] le fait de solliciter une autre personne pour commettre ou participer à la commission d'une infraction terroriste, ou pour se joindre à une association ou à un groupe afin de contribuer à la commission d'une ou plusieurs infractions terroristes par l'association ou le groupe»⁴.

Et l'infraction d'entraînement pour le terrorisme est établie par «[...] le fait de donner des instructions pour la fabrication ou l'utilisation d'explosifs, d'armes à feu ou d'autres armes ou substances nocives ou dangereuses, ou pour d'autres méthodes et techniques spécifiques en vue de commettre une infraction terroriste ou de contribuer à sa commission, sachant que la formation dispensée a pour but de servir à la réalisation d'un tel objectif»⁵.

Ces infractions feront l'objet des nouveaux articles 135-11, 135-12 et 135-13 du Code pénal.

Au-delà de ces trois infractions principales, la Convention de Varsovie prévoit en son article 9 l'incrimination d'infractions accessoires telles

- la complicité à ces trois infractions, l'organisation de la commission d'une de ces infractions; page 3.

² Décision-cadre 2008/919/JAI du Conseil du 28 novembre 2008 modifiant la décision-cadre 2002/475/JAI relative à la lutte contre le terrorisme, JO L 330 du 9.12.2008, page 21.

³ Article 5 de la Convention de Varsovie.

⁴ Idem., article 6.

⁵ Idem., article 7.

¹ Décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme, JO L 164 du 22.6.2002,



Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01.02.2012
Rapporteuse: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

12.09.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
14.11.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
19.11.2012 Présentation et adoption d'une série d'amendements
05.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012

Loi du 26 décembre 2012

Mémorial A: 2012, n°290, page 4532

Exploitation sexuelle des enfants

6408 - Projet de loi relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants et portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal

Le projet de loi sous rubrique vise à transposer en droit national la directive 2011/92/UE. Cette directive, qui remplace la décision-cadre 2004/68/JAI, a pour objectif de rapprocher les législations des États membres de l'Union européenne afin de lutter plus efficacement contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie, d'assurer la poursuite effective des infractions, de protéger les droits des victimes, de prévenir l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants et de mettre en place des systèmes de contrôle efficaces.

Les dispositions de la directive s'inspirent étroitement de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre les exploitations et les abus sexuels qui avait été ouverte à la signature à Lanzarote les 25 et 26 octobre 2007 et qui a fait l'objet d'une approbation par la loi du 16 juillet 2011 (voir Mémorial A, n°152 du 25 juillet 2011). La loi du 16 juillet 2011 a apporté une série de modifications aux articles 372 et suivants, 379 et suivants et 383 et suivants du Code pénal.

À l'instar de la Convention de Lanzarote, la directive prévoit un certain nombre de comportements qu'il s'agit d'incriminer en droit national. Les comportements visés par la directive sont: les infractions liées aux abus sexuels (article 3 de la directive), les infractions liées à l'exploitation sexuelle (article 4 de la directive), les infractions liées à la pédopornographie (article 5 de la directive), la sollicitation des enfants à des fins sexuelles (article 6 de la directive) et enfin, l'incitation, la participation, la complicité et la tentative en relation avec ces infractions.

La plupart de ces comportements sont déjà, depuis l'approbation de la Convention de Lanzarote, pénalement réprimés en droit luxembourgeois de sorte qu'il n'est pas nécessaire de transposer l'ensemble des mesures prévues par la directive.

Le projet de loi vise en particulier les infractions d'attentat à la pudeur (article 372 du Code pénal), de viol (article 375 du Code pénal) et leurs circonstances aggravantes (article 377 du Code

pénal), notamment lorsque ces infractions ont été commises sur des mineurs. Les peines prévues pour les infractions d'attentat à la pudeur et les circonstances aggravantes des infractions de l'attentat à la pudeur et du viol sont revues à la hausse. À cet égard il y a lieu de souligner que le projet de loi prévoit désormais que le maximum des peines prévues pour l'attentat à la pudeur et le viol pourra être doublé. Dans ce contexte, la future loi rajoute trois nouvelles circonstances aggravantes: lorsque ces actes ont été commis dans le cadre d'une organisation criminelle, lorsqu'ils ont causé un préjudice grave à l'enfant ou lorsque le viol ou l'attentat à la pudeur ont été commis par une personne qui a déjà été condamnée pour des infractions de même nature.

Le projet de loi complète aussi le dispositif relatif à l'exploitation, la prostitution et le proxénétisme (articles 379 et suivants du Code pénal).

Dans ce contexte, de nouvelles infractions viennent s'ajouter. Il s'agit pour l'essentiel:

- du recrutement, de l'exploitation et du fait de contraindre ou d'avoir recours à un mineur âgé de moins de 18 ans pour participer à des spectacles pornographiques, ou le fait de tirer profit de ou favoriser une telle action ou le fait de menacer le mineur à de telles fins;

- du fait d'assister à des spectacles pornographiques impliquant la participation d'un mineur âgé de moins de 18 ans;

- du fait de contraindre ou de forcer un mineur âgé de moins de 18 ans à se livrer à des activités sexuelles avec un tiers ou de le menacer à de telles fins.

Aussi le projet de loi prévoit-il, dans ce cadre, une aggravation des peines prévues par la législation actuelle et ceci en fonction de l'âge de la victime. Ainsi, les infractions prévues par l'article 379 du Code pénal seront punies de la réclusion de 5 à 10 ans (2 à 5 ans selon la législation actuelle) lorsqu'elles ont été commises sur un mineur âgé de moins de 16 ans et de 10 à 15 ans lorsqu'elles ont été commises sur un mineur âgé de moins de 11 ans (5 à 10 ans selon la législation actuelle).

Le projet de loi assure par ailleurs que les tribunaux pourront prononcer une interdiction à vie ou à dix ans au plus d'exercer une activité bénévole impliquant un contact habituel avec des mineurs. Le bénévolat n'est jusqu'ici pas couvert par les interdictions de ce type qui ne visent à l'heure actuelle que les activités professionnelles ou sociales impliquant un contact habituel avec des mineurs.

Sécurité sociale: coopération LU-FR

6422 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011

Le projet de loi a pour objet d'approuver l'accord en matière de sécurité sociale conclu entre la République française et le Grand-Duché de

Luxembourg sous forme d'échange de lettres signées à Paris le 11 avril 2011 et à Luxembourg le 17 juin 2011. Cet accord étend et modernise la coopération bilatérale, en particulier en vue de renforcer la lutte contre les fraudes, les erreurs et les abus dans le domaine de la sécurité sociale, et notamment dans le contrôle des incapacités de travail.

L'accord contribue ainsi à assurer une application correcte de la législation en matière de sécurité sociale dans les relations transfrontalières. Il vise à élargir l'assistance administrative et à faciliter un large échange d'informations entre les institutions concernées en France et au Luxembourg.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.04.2012
Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

08.11.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.01.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2013

Loi du 26 février 2013

Mémorial A: 2013, n°38, page 550

Quotas d'émission de CO₂

6428 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit national, par le biais d'une modification de la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, la directive 2009/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'améliorer et d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SCEQE).

En outre, le projet:

- modifie le champ d'application de la législation existante en incluant désormais le secteur de la pétrochimie ainsi que celui de l'ammoniac et de l'aluminium;

- apporte d'autres modifications concernant la gestion et la vente aux enchères des quotas, dont la validité s'étendra à huit ans, c'est-à-dire jusqu'en 2020;

- instaure un registre européen normalisé, tel que défini par le règlement (UE) n°1193/2011 et en confie la tenue du volet national à l'Administration de l'environnement.

Le SCEQE révisé par la 2009/29/CE et qui sera appliqué à partir de 2013, comporte les modifications suivantes:

- un élargissement du champ d'application du système qui inclura (outre l'aviation à partir de 2012) d'autres industries, à savoir les secteurs des produits pétrochimiques, de l'ammoniac et de l'aluminium, ainsi que les installations chargées du captage, du transport et du stockage géologique des émissions de CO₂, ainsi que deux nouveaux gaz, en l'occurrence l'oxyde d'azote et le perfluorocarbène;

- le remplacement du système actuel de plafonds d'émission nationaux par un plafond unique pour toute l'Union européenne;

- une réduction linéaire de 1,74% par an du plafond d'émission à l'horizon 2020 et au-delà, ce qui fera qu'en 2020, le nombre de quotas d'émission sera inférieur de 21% au niveau d'émission de 2005;

- le passage progressif à un système de vente aux enchères des quotas d'émission qui remplacera définitivement l'actuel système consistant à allouer gratuitement la majorité des quotas. À partir de 2013, au moins 50% des quotas devront être vendus aux enchères, taux qui devrait passer à 70% en 2020 avec in fine comme objectif une mise aux enchères intégrale en 2027. La vente aux enchères totale devrait par ailleurs être de rigueur dès 2013 pour le secteur de l'électricité. Dans d'autres secteurs, les quotas gratuits seront progressivement retirés sur une base annuelle. Des exceptions pourront être accordées à certains secteurs qui consomment beaucoup d'énergie, s'il est estimé que l'achat aux enchères de tous leurs quotas d'émission pourrait détériorer leur compétitivité internationale;

- une réglementation mieux harmonisée en matière de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions: un règlement relatif à la vérification des déclarations d'émissions et à l'accréditation et au contrôle des vérificateurs précise les conditions régissant l'accréditation et son retrait, la reconnaissance mutuelle, ainsi que l'évaluation par les pairs des organes accréditation; par ailleurs, un système de registres normalisés, sous la forme de bases de données électroniques, permettra de suivre la délivrance, la détention, le transfert et l'annulation des quotas; à travers ces registres, l'accès des citoyens à l'information dans le domaine couvert sera organisé;

- la possibilité pour les États membres d'exclure du système des petites installations qui émettent des quantités relativement faibles de CO₂ (moins de 25.000 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone par an), à condition que ces installations soient soumises à des mesures qui auront un effet équivalent sur leurs émissions. À noter que les auteurs du projet de loi ont choisi de ne pas retenir cette possibilité. En effet, ils sont d'avis que la mise en place de mesures de réduction équivalentes aurait impliqué une bureaucratie considérable, étant donné que l'État membre doit signaler chacune des installations à la Commission européenne, en précisant les mesures équivalentes en place dont cette installation fait l'objet et qui permettront d'atteindre des réductions d'émissions équivalentes.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 07.03.2012
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

19.11.2012 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
21.11.2012 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
05.12.2012 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
10.12.2012 Présentation et adoption d'une proposition d'amendements parlementaires
16.01.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.01.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2013

Loi du 21 février 2013

Mémorial A: 2013, n°35, page 536

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 23.04.2012

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

21.05.2012 Désignation d'un rapporteur
19.07.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
10.10.2012 Examen des articles du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
17.10.2012 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
21.11.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27.11.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012

Loi du 26 décembre 2012

Mémorial A: 2012, n°282, page 4410



Cour pénale internationale

6441 - Projet de loi portant approbation des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la résolution RC/Res.5 et par la résolution RC/Res.6 adoptées à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à Kampala, les 10 et 11 juin 2010

Le projet de loi n°6441 a pour objet d'approuver les amendements qui sont apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale lors de la Conférence de révision du Statut qui s'est tenue à Kampala en Ouganda, les 10 et 11 juin 2010.

Le Luxembourg a approuvé par la loi du 14 août 2000 le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998. Cette loi n'a pu être mise en vigueur qu'après la révision de la Constitution portant sur l'introduction d'un article 118 nouveau ayant la teneur suivante: «*Les dispositions de la Constitution ne font pas obstacle à l'approbation du Statut de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998, et à l'exécution des obligations en découlant dans les conditions prévues par ledit Statut.*».

Par la loi du 27 février 2012 notre pays a intégré dans le droit pénal interne les infractions prévues par le Statut de Rome en application du principe de complémentarité posé par l'article premier du Statut de Rome, en vertu duquel il incombe à chaque État Partie de juger lui-même, suivant sa législation interne, les crimes relevant de ce Statut alors que la Cour pénale internationale n'exerce sa compétence que dans les cas où les États ne veulent ou ne peuvent poursuivre les auteurs de telles infractions.

Dans le cadre de la loi précitée du 27 février 2012, la Chambre des Députés a retenu également les infractions qui font l'objet des résolutions RC/Res.5 et RC/Res.6 adoptées à la conférence de Kampala, les 10 et 11 juin 2010. Ce faisant, la Chambre a transposé dans le droit pénal interne, par les articles 136quater et 136quinquies du Code pénal, les dispositions qui font l'objet des résolutions qui sont approuvées par le présent projet de loi.

La résolution RC/Res.5 apporte un amendement au texte du Statut en complétant l'article 8 de ce même Statut par l'ajout, dans la liste des actes énumérés, de trois éléments nouveaux:

1. le fait d'employer du poison ou des armes empoisonnées;

2. le fait d'employer des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que tous liquides, matières ou procédés analogues; et

3. le fait d'utiliser des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain.

La résolution RC/Res.6 a pour objet d'incorporer dans le Statut de Rome le crime d'agression. À cet effet, le Statut de Rome est complété par les articles 8bis, 15bis et 15ter.

Aux termes de l'article 8bis est qualifié de crime d'agression la planification, la préparation, le lancement ou l'exécution par une personne effectivement en mesure de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État d'un acte d'agression qui, par sa nature, sa gravité ou son ampleur, constitue une violation manifeste de la Charte des Nations Unies. La définition se fonde sur la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale de l'ONU en date du 14 décembre 1974.

Les nouveaux articles 15bis et 15ter énoncent les règles relatives à l'exercice de la compétence de la Cour pénale internationale à l'égard du crime d'agression, en cas de renvoi par un État, de sa propre initiative (article 15bis), respectivement en cas de renvoi par le Conseil de sécurité des Nations Unies (article 15ter).

Cependant, en vertu des paragraphes (2) et (3) des articles 15bis et 15ter, la Cour pénale internationale ne peut exercer sa compétence en matière d'agression qu'après un délai d'un an après la ratification ou l'acceptation de ces dispositions par trente États Parties. Par ailleurs, en vertu du nouveau paragraphe (3bis) de l'article 25 du Statut, les dispositions relatives aux crimes d'agression ne s'appliquent qu'aux personnes effectivement en mesure de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État.

Comme notre pays a déjà transposé les nouvelles dispositions pénales dans notre droit interne par la loi du 27 février 2012, les auteurs du projet de loi invitent le législateur à approuver rapidement les amendements du Statut de Rome par notre pays permettant «*d'affirmer la position du Luxembourg parmi les États membres de l'Organisation des Nations Unies qui s'engagent résolument pour la justice internationale et contre l'impunité pour les crimes les plus graves touchant la communauté internationale dans son ensemble.*».

16.01.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
21.01.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2013
Loi du 21 février 2013
Mémorial A: 2013, n°35, page 536

Agents volontaires des services de secours

6453 - Projet de loi portant modification 1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;

2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

Le projet de loi sous rubrique est à considérer comme initiative transitoire en attendant la définition définitive du statut de l'agent volontaire des services de secours et marque la volonté gouvernementale de reconnaître, d'encourager et de favoriser l'engagement volontaire au sein des services de secours.

Le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit de réaliser une réforme en profondeur des services de secours luxembourgeois. En attendant cette réforme, il est cependant urgent de prendre un certain nombre de mesures permettant d'assurer le bon fonctionnement des services de secours.

De manière concrète, le projet de loi propose d'élargir le congé spécial aux activités managériales des responsables des services de secours afin d'éviter que ces personnes se voient contraintes de consacrer leurs congés de récréation à cet effet. Par ailleurs, il est prévu de modifier le Code du Travail pour redresser une erreur matérielle et de compléter l'article 5 de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 23.07.2012

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

12.11.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

24.01.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2013
Loi du 1^{er} mars 2013
Mémorial A: 2013, n°40, page 578

«Nei Bréck»

6468 - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à réaliser les travaux de réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg. Étant donné que le coût des investissements prévus est de 62,9 millions d'euros, l'autorisation de la Chambre des Députés est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, alors que le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Le Pont Adolphe a été construit dans les années 1900 à 1903 et constitue l'un des ouvrages emblématiques de la ville de Luxembourg. Malheureusement, les inspections récentes ont relevé qu'il est en état de dégradation avancé et que des mesures de réhabilitation de grande envergure, nécessitant la démolition complète du tablier et des tympans, s'imposent de manière urgente.

Pendant toute la durée de ces travaux de réhabilitation, il faudra dévier la circulation du pont Adolphe sur un pont provisoire, dont la construction a d'ores et déjà été autorisée par le biais de la loi du 16 juin 2011 portant réalisation du pont provisoire et des accès au chantier dans le cadre de la réhabilitation du pont Adolphe à Luxembourg (dossier parlementaire n°6176).

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 17.08.2012

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

17.10.2012 Désignation d'un rapporteur
21.11.2012 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
10.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°288, page 4522

Infrastructure touristique

6476 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Le projet de loi déposé par la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme a pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner

l'exécution du 9^e plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. L'enveloppe budgétaire du neuvième plan quinquennal s'élève à 45 millions d'euros.

La politique gouvernementale en matière de tourisme se base depuis 1973 sur les besoins du secteur touristique. La programmation pluriannuelle de la politique touristique a concrètement trouvé sa réalisation dans l'exécution de plans quinquennaux successifs qui ont per-

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 05.06.2012

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

26.11.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
05.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.12.2012
Loi du 26 décembre 2012
Mémorial A: 2012, n°284, page 4448

Abus de faiblesse

6444A - Projet de loi portant incrimination de l'abus de faiblesse

À l'instar de ce qui est prévu par les législations belge et française, le projet de loi poursuit l'objectif d'introduire en droit pénal luxembourgeois l'infraction d'abus de faiblesse. Les auteurs du projet de loi proposent de reprendre en droit pénal luxembourgeois l'article 223-15-2 du Code pénal français tout en adaptant les peines d'amende et d'emprisonnement.

Lors des travaux parlementaires, il a été relevé que de nombreux faits tombent sous le coup du nouveau délit de l'abus de faiblesse au niveau des donations entre vifs, des legs et successions conventionnelles et qui interviennent dans le giron des aides et prestations effectuées à des personnes, souvent âgées, dont l'état de santé ne leur permet plus de vivre en toute autonomie. Ces situations se caractérisent sou-

vent par l'existence d'un lien de confiance qui se noue entre la personne dépendante et celle(s) l'aidant dans sa vie quotidienne. À titre d'exemple, on peut citer:

- une personne proche de la victime qui tire avantage de sa maladie pour lui racheter sa maison à un prix dérisoire;

- une personne qui se fait délivrer par la personne vulnérable une procuration sur son compte;

- des entreprises itinérantes qui proposent des travaux à domicile pour des prix exorbitants;

- des personnes en état de sujétion psychologique ou physique parce qu'elles appartiennent à une secte, sont également considérées comme vulnérables.

Ainsi, le projet de loi ne fait que consacrer en droit pénal une préoccupation majeure du droit civil, à savoir la protection de la partie faible.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 19.11.2012

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Gilles Roth):

21.11.2012 Échange de vues avec des représentants du Parquet général



mis de créer ou d'améliorer l'infrastructure touristique au Grand-Duché.

Le nouveau programme quinquennal s'inscrit dans la lignée de son prédécesseur. Une analyse du concept stratégique global, menée en 2001, a montré d'ailleurs que les créneaux touristiques définis par la politique touristique luxembourgeoise recèlent encore un bon potentiel de croissance et permettront à notre pays de faire valoir ses atouts spécifiques sur le plan de la compétition internationale, à savoir:

- le tourisme de congrès, d'affaires et «incentive»,
- le tourisme culturel,
- le tourisme en milieu rural,
- le tourisme interne.

D'une manière plus générale, et ceci dans le souci constant d'une amélioration des prestations de service à l'égard du client, le Gouvernement entend encourager à tous les niveaux la mise en œuvre de nouvelles structures d'accueil touristiques.

Le 9^e programme quinquennal entend persévérer dans la transposition des recommandations formulées par l'étude d'impact réalisée par l'Institut Européen de Tourisme (ETI) en 2001. L'ETI avait constaté que, grâce aux aides accordées dans le cadre des différents programmes quinquennaux, l'offre infrastructurelle touristique luxembourgeoise et le degré d'équipement de nos établissements touristiques ont atteint une qualité de niveau international. On peut considérer que ceci est confirmé par le *Travel & Tourism Competitiveness Report 2011* publié par le *World Economic Forum*, qui place le Luxembourg au 10^e rang au niveau européen et au 15^e rang au niveau mondial.

Néanmoins, un certain retard doit encore être constaté au niveau de l'organisation touristique, de la formation touristique et du marketing touristique, c'est-à-dire dans des domaines exclus jusqu'en 2007 des différents programmes quinquennaux.

Concrètement, pour ces domaines, l'ETI propose:

- la création d'agences touristiques régionales: le développement progressif des ententes touristiques en agences touristiques régionales doit se réaliser non seulement au niveau de l'infrastructure touristique, mais doit par ailleurs être assuré par un soutien aux frais de fonctionnement et de rémunération;

- que les syndicats d'initiative, les ententes de syndicats d'initiative ou autres associations sans but lucratif puissent fonctionner comme de véritables gestionnaires de projets ou d'initiatives d'envergure régionale ou nationale permettant ainsi des heures d'ouverture orientées vers les besoins du client, un service professionnel pendant toute l'année, une accessibilité accrue et une gestion professionnelle du projet ou de l'initiative;

- la création, par les agences régionales, de produits touristiques thématiques axés sur l'aspect du développement durable;

- le développement de l'image de marque luxembourgeoise et la définition d'une «unique selling proposition» pour le Grand-Duché;

- le développement de la formation des professionnels du tourisme au niveau national, régional et local.

Si le 7^e programme quinquennal a servi à financer les études préalables à une mise en place de nouvelles structures professionnelles telles que recommandées par l'étude de l'ETI, le 8^e programme a permis de concrétiser la mise en place des Offices régionaux de tourisme (ORT) et le 9^e programme quinquennal servira notamment à asseoir et à pérenniser leur fonctionnement. Le présent programme quinquennal permettra non seulement de soutenir la création et l'extension de projets infrastructurels mais aussi d'accompagner financièrement les plus importants d'entre eux sur le plan de la gestion.

Sachant que le volontariat touche de plus en plus à ses limites, le but de cette mesure consiste à professionnaliser davantage la gestion et la promotion des infrastructures touristiques les plus importantes.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.10.2012

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

21.11.2012 Désignation d'un rapporteur

20.12.2012 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

16.01.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2013

Loi du 22 février 2013

Mémorial A: 2013, n°40, page 578

Schengen-Lycée

6496 - Projet de loi

1. portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006 et

2. autorisant le Gouvernement à procéder aux engagements à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de psychologie et d'orientation scolaires au sein du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl»

Le projet de loi sous rubrique a pour objet principal d'approuver l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006.

Le «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl» (ci-après: Schengen-Lycée) est une école transfrontalière dans laquelle se rencontrent des enfants et adolescents de nationalités différentes. L'école a été créée par l'Accord du 4 décembre 2006 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois. L'activité d'enseignement a débuté lors de l'année scolaire 2007/2008 avec la «Klassenstufe 5» (qui correspond à une classe du cycle 4.1 dans le système scolaire luxembourgeois).

Le lycée propose à la fois une voie d'enseignement secondaire menant à l'examen de fin d'études secondaires (Gymnasium/Abitur) organisée selon les modalités en vigueur en Allemagne et une voie d'enseignement secondaire technique avec comme finalité le diplôme luxembourgeois de technicien administratif et commercial, qui sous certaines conditions donne accès à une formation universitaire.

La réforme de la formation professionnelle ayant transformé fondamentalement les accès liés au diplôme du technicien, il n'est plus possible d'offrir cette formation en un cycle scolaire de trois ans tel que prévu au Schengen-Lycée.

Afin d'offrir aux élèves une formation professionnalisante aboutissant à un diplôme luxembourgeois, il est prévu de proposer au Schengen-Lycée la formation administrative et commerciale de l'enseignement secondaire technique qui se solde après trois années d'études par le diplôme de fin d'études secondaires techniques. En même temps, il sera possible, pour les élèves qui ne désirent pas passer l'examen de fin d'études secondaires techniques ou qui ne le réussissent pas, d'avoir accès, sous certaines conditions et moyennant le stage requis, aux écoles supérieures («Fachhochschulreife»).

La mise en œuvre de cette proposition nécessite la modification de l'Accord du 4 décembre 2006 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois.

Le projet de loi vise en outre à autoriser le Gouvernement à procéder à des engagements de renforcement à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS) au sein du Schengen-Lycée.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.11.2012

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Président: M. Ben Fayot):

10.01.2013 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

24.01.2013 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2013

«Cliärrwer Lycée»

6488 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée à Clervaux

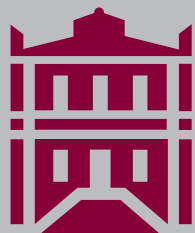
Le projet de loi 6488 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'un lycée à Clervaux. Étant donné que le coût des investissements prévus est de 75,45 millions d'euros, l'autorisation de la Chambre des Députés est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, car le montant de la dépense d'investissement en question dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu par l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

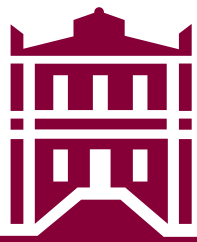
Le projet de construction d'un lycée à Clervaux répond aux orientations du plan directeur sectoriel «Lycées», approuvé par règlement grand-ducal du 25 novembre 2005. Il s'inscrit dans la régionalisation et la décentralisation de l'offre scolaire afin de réagir à la pénurie croissante d'infrastructures scolaires au Grand-Duché.

Le canton de Clervaux a été identifié comme «vide scolaire le plus important du pays» par le plan directeur sectoriel précité. La réalisation d'un lycée à Clervaux figure donc en toute logique parmi les projets d'établissements scolaires que le Gouvernement a décidé de construire en priorité pour parer à cette insuffisance infrastructurelle.

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Sommaire

1. Communication

- M. le Président

2. Résolution de M. Ben Fayot relative au rôle des parlements nationaux dans la future union budgétaire, financière et économique

- Discussion générale: M. Claude Meisch, M. Ben Fayot

- Vote sur la résolution modifiée (adoptée)

3. 6160 - Projet de loi sur les services postaux

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Norbert Hauptert

- Discussion générale: Mme Diane Adehm (M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias intervient), M. Eugène Berger, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Jean Colombero, M. Serge Urbany

- M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias (M. Gast Gibéryen intervient)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. Question urgente n°2467 de M. Ali Kaes sur les perturbations sur la ligne Troisvierges-Luxembourg

- M. Ali Kaes - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

5. 6388 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie, le 16 mai 2005, et modifiant

- le Code pénal;

- le Code d'instruction criminelle;

- la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

- la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980; et

- la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine

- Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner

- Discussion générale: M. Serge Urbany

- M. François Biltgen, Ministre de la Justice

- M. Serge Urbany (parole après ministre), M. François Biltgen

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 6441 - Projet de loi portant approbation des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la résolution RC/Res.5 et par la résolution RC/Res.6 adoptées à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à Kampala, les 10 et 11 juin 2010

- Rapport de la Commission juridique: M. Paul-Henri Meyers

- M. François Biltgen, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6468 - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement (M. Camille Gira pose une question)

- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Xavier Bettel, M. Roger Negri, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. Jacques-Yves Henckes

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (M. Marc Spautz et M. Marc Angel posent des questions)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6383 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 6428 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis

- Discussion générale: M. Eugène Berger (M. Marcel Oberweis pose une question), M. Roger Negri, M. Camille Gira, M. Jean Colombero

- M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures (M. Eugène Berger pose une question)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. Discours de fin d'année de M. le Président

- M. le Président

- M. Marc Spautz

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen et Claude Wiseler, Ministres; M. Marco Schank, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat ass och de Mëtteg schwéier.

1. Communication

Ech wollt awer direkt um Ufank vun der Sitzung nach eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren, ech mengen och an all Ären Nimm, eisem Kolleg Marcel Oberweis ze félicitéieren, deen net méi spéit wéi den nächsten 1. Januar eng ganz wichteg Fonctioun wäert iwwerhuelen, nämlech d'Présidentschaft...

(Brouhaha général et interruptions)

...vum Benelux-Parlament a mir wëllen him also ganz, ganz vill Chance a sengen Aktivitéite wënschen.

(Applaudissements)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech hätt geduecht den Nobelpriis,...

(Hilarité)

...de Frieddensnobelpriis fir den Här Oberweis, neen?

► **Une voix.**- Dat kënnt als Nächst.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ass dat dat Nächst?

► **Une voix.**- Mir deelen eis deen.

► **M. le Président.**- Als éischte Projet de loi haut de Mëtteg hu mir de Projet de loi 6160 iwwert d'Post. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen...

► **Une voix.**- Mir mussen déi Resolutioun nach huelen.

► **M. le Président.**- Solle mer déi nach direkt elo huelen?

(Interruption)

Jo, mir hunn nach effektiv déi Resolutioun, da kéinte mer déi nach direkt huelen.

2. Résolution de M. Ben Fayot relative au rôle des parlements nationaux dans la future union budgétaire, financière et économique

Wëllt nach een iergendwéi dozou eppes soen?

Den Här Meisch huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Claude Meisch (DP).**- Merci, Här Président. Mir kënnen selbsterständlech mat dem Contenu vun där doter Resolutioun d'accord sinn. D'autant plus datt ech selwer eng ganz ähnlech Resolutioun schonn hei abruecht hat den 3. Juli vun dësem Joer, an déi huet gefuerdert, genauou en Débat iwwert déi europäesch Froen, wat d'Politik budgétaire, financière an économique ubelaangt, ze féieren a fir och e Rapport écrit virdru virzeleeën.

Mir haten eis do en Délai ginn als Chamber selwer, deen, fäerten ech, kënnen mer net méi respektéieren, an zwar sollte mer do bis den Dezember 2012 dee Rapport virleien hunn an dann deen Débat och gefouert hunn. Dat wäert op jidde Fall net méi goen.

► **Une voix.**- Dat verpasse mer just.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dat verpasse mer dann elo. Ech mengen awer, datt een awer soll drop hiweisen, datt mer elo net a leschter Minutt eréischt hei déi doten Diskussioun als Chamber entdeckt hunn, an duerfir géif ech proposéieren, datt mer hei géifen ajoutéieren: „rappelant la résolution adoptée par la Chambre des Députés en date du 3 juillet 2012 décidant d'organiser avant décembre 2012 un débat d'orientation avec rapport écrit sur les limites et conséquences éventuelles de ce transfert de compétences dans les domaines de politique budgétaire, financière et économique vers l'Union européenne“. An dann awer gläichzäiteg nach hannendrun erëm eng Kéier rappéléieren: „décide d'organiser avant l'adoption du projet de loi transposant le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire un débat d'orientation avec rapport écrit se prononçant pour...“, an esou weider.

Datt mer déi géifen afléisse loossen, dann hätte mer eigentlech déi Resolutioun, déi mer den 3. Juli hei schonn eng Kéier gestëmmt haten, mat där neier hei fusionéiert, sou datt mer awer och beim Prinzip géife bleiwen, datt mer en Débat géife féieren, e Rapport écrit och géife virleeën, ier mer duerno un d'Diskussioun an un de Vote vun deene Projet-de-loien do géife kommen.

Merci, Här Président.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Meisch. Den Auteur vun der Resolutioun, den Här Fayot.

► **M. Ben Fayot (LSAP), auteur.**- Här Président, ech si selbsterständlech d'accord, dass mer dat, wat scho gestëmmt ass, och mat considéieren. Ech hunn och guer näischt géint en Débat. Ech hunn ëmmer gesot, datt ech fir all europäeschen Débat hei an der Chamber dankbar sinn.

Ech wëll awer dorop hiweisen, dass déi Resolutioun sech ausschwätzt, net elo fir en Débat, mä fir eng - wéi soll ech soen? -, eng Haltung vun der Chamber vis-à-vis vun den europäesche Problemer. A virun allem maachen ech op-

mierksam op den zweeten Deel vum Dispositif, dass mer och ons selwer opfuereeren, ons Expertise op deem Gebitt do ze dévoppéieren, well mir ginn elo andauernd an den nächste Méint a Jore konfrontéiert mat enger Imbrication vun deem, wat um europäesche Plang geschitt, an deem, wat um nationale Plang geschitt.

Et ass jo och eng Semaine vum Semestre européen ufanks Januar, wou dat och schonn uleeft, an ech mengen, mir bräichten och hei an der Chamber Expertise, Ënnerstützung fir déi Kollegen a Kolleginnen, déi an der Finanzkommissioun domat befaasst sinn, an dorobber géif ech da besonnesch hiweisen, mä selbsterständlech sinn ech mat deem d'accord, wat den Här Meisch gesot huet.

Ech wär och frou, wa mer dat hei als Wëllenskundgebung vun der Chamber esou wäit wéi méiglech eestëmme kéinten unhuelen.

Merci.

► **M. le Président.**- Gutt, Merci, mä Dir sidd awer d'accord, datt mer deen Zousaz, sou wéi den Här Meisch dat proposéiert, mat derbäisetzen.

Kann ech dann déi Resolutioun par vote à main levée ofstëmme loossen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass domadder d'accord? Wien ass net d'accord? Wien enthält sech?

Dat schéngt mer also d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wär déi Resolutioun uegholl.

Résolution modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant les nombreuses mesures prises et à prendre dans l'Union européenne et la zone euro pour répondre à la crise de la dette, dont le pacte budgétaire, la règle d'équilibre structurel des finances publiques, la procédure pour déficit excessif repris dans le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG), le mécanisme de surveillance bancaire, l'ensemble des règles comprises dans le «six pack» et le «two pack»;

- considérant la volonté exprimée par le Conseil européen d'aller vers une union économique et monétaire toujours plus intégrée;

- rappelant que les mesures prises ou simplement évoquées touchent au cœur des compétences budgétaires et financières des parlements nationaux;

- prenant acte de ce que l'article 13 du TSCG appelle le Parlement européen et les parlements nationaux à définir ensemble «l'organisation et la promotion d'une conférence réunissant les représentants des commissions concernées du Parlement européen et les représentants des commissions concernées des parlements nationaux afin de débattre des politiques budgétaires et d'autres questions régies par le présent traité»;

- prenant acte du document soumis par le président Van Rompuy intitulé «Vers une véritable Union économique et monétaire» dans lequel est inscrit un chapitre V sur la légitimation et la responsabilité démocratique;

- rappelant la résolution adoptée par la Chambre des Députés en date du 3 juillet 2012 décidant d'organiser avant décembre 2012 un débat d'orientation avec rapport écrit sur les limites et conséquences éventuelles de ce transfert de compétences dans les domaines de politique budgétaire, financière et économique vers l'Union européenne;

décide d'organiser avant l'adoption du projet de loi transposant le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire un débat d'orientation avec rapport écrit se prononçant pour:

- une dimension parlementaire forte, seule garante d'un contrôle démocratique suivi dans des matières qui relèvent de la compétence des parlements nationaux;

- un développement de sa propre expertise et ses moyens de contrôle démocratique face aux nouvelles procédures financières et budgétaires déjà en place ou en train d'être mises en place par l'Union européenne et la zone euro;

- la participation à une coopération permanente et flexible entre les parlements nationaux, sans vouloir pour autant créer de nouvelles institutions;

- une collaboration avec le Parlement européen telle que prévue par l'article 13 du TSCG, et

insistant au respect des compétences propres des parlements nationaux dans le domaine budgétaire et financier et en invitant le Parlement européen à en tenir compte dans ses propres démarches et initiatives.

(s.) Ben Fayot, François Bausch, Norbert Hauptert, Jacques-Yves Henckes, Lydie Polfer.

An da kéime mer nach eng Kéier zréck op den éischte Projet de loi vun haut de Mëtteg, nämlech de Projet 6160 iwwert d'Post. Hei hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Aehm, den Här Berger, den Här Haagen, den Här Adam an den Här Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den hono-rabellen Här Norbert Hauptert. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

3. 6160 - Projet de loi sur les services postaux

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace

► **M. Norbert Hauptert (CSV)**, rapporteur. - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dee Gesetzesprojet iwwert de Postservice gesäit d'Ëmsetzung vun enger Direktiv aus dem Joer 2008 vir, eng Direktiv iwwert déi definitiv Realisatioun vum europäesche Bannemaart am Beräich vun de Postservicer.

Dës Direktiv huet déi komplett Liberaliséierung vun de Postservicer fir den 1. Januar 2011 vir-gesinn, mat der Méiglechkeet fir d'Members-länner, dës Échéance op Ufro hin em zwee Joer verlängert ze kréien, a Lëtzebuerg huet vun dëser Méiglechkeet Gebrauch gemaach.

Eigentlech huet d'Liberaliséierung vun de Post-servicer schonns virun zwielef Joer ugefaange mat der Ëmsetzung vun der Direktiv 97/67. Duerch déi Direktiv, déi iwwert d'Gesetz vum 15. Dezember 2000 an eis national Legislatioun ëmgesat gouf, konnt de Postservice mat Aus-nahm vun der Bréifpost vu 50 g a manner an der Colis-Post bis zu 2 kg um konkurrenzéierte Maart duerch d'Bedreiwer vu Postservicer uge-buede ginn. Esou sinn nei Firmen, besonnesch am Beräich vun der Express-Post, bei eis am Land usäseg ginn.

Déi Ausnahm, dat heescht, Bréiwer bis zu 50 g a Päck bis zu 2 kg, déi de Service réservé duer-gestallt hunn, sollten als Kompensatioun fir d'Méikäschte fir de Bedreiwer vum Service postal universel, an eisem Fall de Postbetrieb, déngen. Dës Kompensatioun soll ab dem 1. Januar 2013 ewechfalen.

Dir Dammen an Dir Hären, woura läit dann eigentlech de Problem? De Problem, dee läit am Spagat, deen de Léiglateur maache muss tëschent dem fräie Konkurrenzmaart, wat déi eenzel Postservicer ubelaangt, deen der Philo-sophie am Fong geholl vum Bannemaart, vum fräie Bannemaart vun der Europäescher Unioun entsprécht, an anerersäits der Ofsécherung vum universale Postservice, deen an der Iddi vun enger nationaler Kohäsion verankert ass.

Den universale Postservice besteet an der Ga-rantie fir all Awunner bei eis am Land, egal wou hie wunnt, deen eng Bréifkëscht no den Norme vun dem nationale Régulateur opgestallt huet, d'Recht ze hunn, fir seng Post geliwwert ze kréie géint d'Bezuele vun engem abordabellen Eenheitspräis iwwert d'ganzt Land.

Duerch d'Liberaliséierung ass et duerch aus méiglech, datt Betriber un de Postservicer vun de groussen Agglomératiounen mat enorme Quantitéite vu Bréiwer a Päck op engem klengen Raum interesséiert sinn, an déi entleeën Dierfer uerchert d'Land net bedéngen wëllen.

Duerfir gesäit de Projet vir, datt de Régulateur, an eisem Fall den Institut Luxembourgeois de Régulation, een oder méi Betriber obligéiere kann, de Service postal universel ze assuréieren. De Finanzement vun deem Service muss awer assuréiert ginn am Fall, wou d'Recetten, déi de Service postal universel generéiert, net durginn, fir d'Käschten, déi duerch hien entstinn, ze decken.

De Bréifservice ass nach wie vor e rentabele Service, besonnesch an deene grouse Metro-polé wéi Stied wéi Lëtzebuerg, Esch, Didde-leng, Déifferdang, d'Nordstad, fir nëmmen déi ze nennen. Fir déi Marchée fënn ee rächlech Ubidder.

Dat ass awer net de Fall an de ländleche Re-gioune mat wäite Weeër a klengen Postvolumen. De Problem huet sech net gestallt, wou d'Post

nach de Monopol vun dem Postservice bei eis am Land hat. Och no der éischter Liberalisatioun am Joer 2000 krut d'Post d'Käschte vum Universalservice iwwert de Service réservé ge-deckt.

Wat d'Ofsécherung vum Service postal universel ubelaangt, esou gesäit de Projet vir, datt d'En-treprise vun der Post an der Telekommunika-tioun dee Service universel bis d'Joer 2020 as-suréiert. Dat ass net onbedéngt e Cadeau fir eis Postentreprise.

Här President, d'Zil vun deem Projet besteet also doran, engersäits de Fonctionnement vun engem liberaliséierten, konkurrenzfähige Post-betrieb ze reglementéieren an anerersäits d'Uge-buet vun engem Universalservice ofzesécheren.

Deen éischten Deel vum Projet gesäit all-gemeng Bestëmmungen an Definitivitéit vir. Deen zweeten Deel leet Bedéngunge fest, fir e Postservice kënnen unzëbieden an een Accès op de Réseau ze kréien.

De Projet ënnerscheet tëschent dem einfachen Ubidder vu Postservicer, deen eng Notifikatioun un den Institut Luxembourgeois de la Régulation muss richten, an dem Ubidder vum uni-versale Postservice, deen eng Autorisatioun vum IRL muss ufroen. Dës Autorisatioun ass un d'Obligatioun gebonnen, déi d'Qualitéit, d'Disponibilitéit an d'Ausféierung, déi de Ser-vice universel ubelaangen, souwéi zur Contri-butioun un den Nettokäschte vum allgemengen Universalservice bäizéieren.

Den drëtten Deel vum Projet bestëmmt d'Rech-ter vum Endbenotzer vum Postservice. Si be-treffen d'Veerdeelung vun dem Postservice souwéi de Recours am Fall, wou seng Post ver-luer geet.

De véierten Deel traitéiert den universale Post-service. Woura besteet deen? Wéi eng Exigence muss en erfëllen? D'Auteurs vum Projet hate virgesinn, datt eng vun den Exigenzen an der Verdeelung vun der Post sechs Deeg an der Woch géif bestoen. Opgrond vun allen Avisé vun de Berufschamberen an anereren Organisa-tiounen, déi sech géint esou eng sechsdeegeg Verdeelung ausgesprach hunn, huet d'Kommissioun no Récksprooch mat dem zustännige Minister décidéiert, fir de Service esou wéi bis elo op fënnf Deeg ze beschränken.

De fënneften Deel fixéiert Moosnamen, déi de Regulateur ënnerhuele kann, fir de Service uni-versel oprechtzuerhalen. Wéi muss de Service ausgeschrifwe ginn? A wat geschitt, wa keen Ubidder fir den universale Service postuléiert? An deem Fall designéiert den IRL een oder zwee Bedreiwer, déi am Besëtz vun enger Autorisa-tioun sinn, fir den universale Service ze assu-réieren.

De sechsten Deel traitéiert de Finanzement vum Service postal universel. Den Artikel 26 gesäit d'Auféierung vun engem Fonds pour le maintien du service postal universel vir. Dee Fong gëtt vum IRL géréiert a vun engem agrééierte Réviseur d'entreprise kontrolléiert. Zum Finanzement vum Fong droen all d'Pre-stataire vum universale Postservicer bäi. Dat heescht, all Prestataire, déi am Besëtz vun enger Autorisatioun sinn, mat Ausnahm vum designéierte Prestataire am Fall, wou keen Ubidder op d'Ausschreiwung vum Universalservice géantwert huet.

De siwenten Deel fixéiert d'Prinzipien, deenen d'Tariffer vun dem Universalservice ënnerworf sinn. Si mussen abordabel fir all Benotzer vum Service universel sinn. Si mussen käschtedeckend orientéiert sinn an e Incentive fir d'Uge-buet vum Universalservice duerstellen. Si mussen fir all Échelon vu Prestatioun uniforme iwwert d'ganzt Land sinn a si mussen transparent an net diskriminatorech sinn.

(Interruption)

Den aachten Deel...

Jo, voilà!

Deen aachten Deel leet d'Aufgab vum IRL als national onofhängeg Regulatorisatioun fest. Wat sinn dem IRL seng Missiounen? Wéi muss en déi ausüben a wat sinn d'Obligatiounen, déi mat senger Missioun verbonnen sinn?

Den néngten Deel vum Projet gesäit Sank-tiounen vir, deenen d'Prestataire vum Postservice ënnerworf sinn, wa se hir Missioun net re-gelrecht ausféieren. Am leschten Deel ginn d'Mesures abrogatoires an d'Dispositions tran-sitoires festgeluecht.

Esou gëtt d'Entreprise vun der Post an den Telekommunikatiounen mat dem Service postal universel bis den 31. Dezember 2019 char-géiert a gëtt während där Zäit vun enger Contributioun an de Fonds de maintien du ser-vice postal universel entbonnen.

Duerch dese Projet gëtt d'Gesetz vum 15. De-zember 2000 iwwert d'Postservicer an d'Postfi-nanzservicer an zwee gespléckt. D'Postservicer ginn aus dem Gesetz vum 2000 erausgeholl an

an de virleieende Projet integréiert, an d'Gesetz vum 2000 deckt an Zukunft nëmme méi d'Fi-nanzservicer of.

Sämtlech Berufschamberen, den Institut vun de Betribsréviseurs, de Conseil de la concu-rrence an d'Entreprise vun der Post an den Telekommunikatiounen souwéi de Statsrot hunn e fundéierten Avis zu deem wichtege Gesetzes-projet agereecht.

D'Salariatschamber begréisst, datt d'Post nach während siwe Joer de Service postal universel assuréiere soll. Si ass der Meenung, datt, fir een uerdentleche Service ze assuréieren, déi aktuell Postbüroer bestoe bleiwe mussen. Si ass derfir, datt de Fong fir d'Bäibehale vum Service postal universel vun alle Bedreiwer vu Postservicer an net nëmme vun de Bedreiwer vum Service postal universel gespeist misst ginn.

D'Chamber vun de Fonctionnaire begréisst ebenfalls...

(Brouhaha général)

Merci.

D'Chamber vun de Fonctionnaire begréisst ebenfalls, datt d'Entreprise vun der Post mam Service universel bis den 31. Dezember 2019 beoptragt gëtt. Och wat d'Bäibehale vun de Postbüroer an d'Speisung vum Fong ubelaangt, läit se op d'arselwechter Wellelängt wéi d'Salariatschamber. Se schléit awer d'Kombina-tioun vun deenen zwou Optiounen fir de Finan-zement vum Fong, esou wéi d'Direktiv et vir-gesäit, vir, dat heescht d'Speisung duerch d'Prestataire an eng Prise en charge vum eventuel verbleiwenden Découvert duerch de Statsbudget.

D'Chambre de Commerce regrettéiert deen defensive Charakter vum Projet, wat d'Liberalisatioun vum Postservice ubelaangt. Si insistéiert op d'Wichtigkeet vun engem Kollektivvertrag, deen d'Postservicer hei zu Lëtzebuerg op eng wirtschaftlech viabel an international kompeti-tiv Manéier erméiglecht. Si ass der Meenung, datt an der Iwwergangsperiod, dat heescht vum 1. Januar 2013 bis den 31. Dezember 2019, d'Méikäschte vum Service postal univ-ersel iwwert de Statsbudget gedroe misste ginn, an ass géint eng Participatioun vun alle Postser-vicedbedreiwer un de Fonctionnementskäschte vum IRL.

D'Entreprise vun der Post werft eng Rei Pro-blemer op, wat de Finanzement vun dem Ser-vice postal universel ubelaangt an d'Densitéit vum Réseau vum Postservice betrëfft. Eng Rei vun hire Remarquen hunn zu enger wesentle-cher Verbesserung vum Text bäigedroen.

De Conseil d'État huet a sengem Avis eng Rei vu formelle Verbesserungen vum Text vir-geschloen. Zesumme mat de Remarqué vun de Berufschamberen hunn déi derzou bäigedroen, datt d'Chamberskommissioun eng Rei vun Amendementer agereecht huet, déi vum Statsrot positiv aviséiert konnte ginn.

D'Chamberskommissioun huet mäi Rapport den 13. Dezember unanime ugeholl a schléit der Chamber vir, den Text, esou wéi en am Projet virläit, ze stëmmen.

Erlaabt mer awer nach eng lescht Remarque, Här President. Ech wollt besonnesch e Merci un d'Personal vun der Post a besonnesch d'Bréif-dreier richten, déi eis an déi deene Jore méi no stoungen, fir all déi Servicer, déi se am Déngscht vun eise Bierger a besonnesch, mengen ech, am Intérêt vun der sozialer Kohä-sioun vun eiser Gesellschaft gelescht hunn.

Ech wéilt awer och besonnesch de Kolleegen aus der Kommissioun Merci soe fir déi Kollabo-ratioun, déi ech fonnt hunn, fir dese Projet an de Rapport vum Projet hei ze maachen. Ech mengen, mir haten eng flott Diskussioun ze-summe mat de Leit aus dem Ministère, ze-summe mam zustännige Minister, dee prak-tesch ëmmer präsent war, fir den Text esou ze gestalten, wéi en haut hei virläit. Ech mengen, et ass eng Verbesserung vum Text, wéi en initial ausgesinn huet.

An ech mengen, mä leschte Merci geet beson-nesch un eis Sekretärin vun der Kommissioun, der Madame Tescher, déi wierklech eng formi-dabel Aarbecht gelescht huet, fir eis ze er-méiglechen, datt mer dee flotten Text, dee mer haut hunn, hei kënnen virdroen an datt mer iwwerhaupt de Projet haut kënnen iwwert d'Bühn bréngen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. le Président.-** Merci dem Här Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Diane Aehm agedroen. Madame Aehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut iwwert dat neit Postgesetz of. An der Öff-

fentlechkeet gëtt eigentlech éischter wéineg vun deem Gesetz geschwat, obschonn et e Gesetz ass, dat jiddwer Eenzelne vun eis be-trëfft.

Et geet em d'Liberaliséierung vun de Post-déngschter. Doduerjer soll d'Konkurrenz të-schent de Betriber, déi Postservicer ubidden, eropgoen. Mäi Kolleg, den Norbert Hauptert, huet en exzellente Rapport gemaach, an duerfir géif ech mech och just op dräi Punkten haut de Mëtteg konzentréieren.

Den éischte Punkt ass de Service postal univ-ersel. Dese Service besteet aus dem Asammelen, dem Sortéieren, dem Transport an dem Ver-deele vu Postsendunge bis zu zwee Kilo. Dat-selwecht gëllt och fir Päck vun zéng Kilo souwéi d'Veerdele vu Päck bis zu 20 Kilo, déi aus engem anereren EU-Memberland kommen. Och d'ageschriwwen Bréiwer souwéi d'Wärtsaachen, déi mat der Post geschéckt ginn, falen ënnert de Service postal universel.

An deem Zesummenhang ass et interessant ze notéieren, dass d'Veerdele vun de Lëtzebuerg-er Dageszeitungen net ënnert de Service postal universel fällt, well dës vun engem anere Ver-deellerréseau ausgedroe ginn, der sougenannter Messagerie postale.

Déi grouss Neierung beim Service postal univ-ersel besteet doranner, dass en a seng eenzel Bestanddeeler zerluecht gëtt. Dat heescht, dass ab dem 1. Januar 2013 ënnerschiddlech Firme kënnen op deem Créneau aktiv ginn, an net méi eng eenzeg Firma wéi bis elo. Wat de Pre-stataire vum Service postal universel ubelaangt, muss dësen derfir suergen, dass déi virgenannte Postsendunge während wéinstens fënnf Deeg an der Woch agesammelt, sortéiert, transpor-téiert a verdeelt ginn, an dëst am ganze Land.

Den Institut Luxembourgeois de Régulation soll derfir suergen, dass iwwerall am Land Bréif-këschte stinn. Dës Bréifkëschte sollen zu be-stëmmten Zäite während deene fënnf Schaff-deeg eidel gemaach ginn. Ausserdeem soll all Privatpersoun an all Betrieb während fënnf Deeg an der Woch seng Postsendunge bei sech heem an d'Bréifkëscht kréien. Hei stellt sech d'Fro, firwat dass mir bei fënnf Deeg an der Woch bleiwen an net op sechs Deeg eropginn. Dëst ass nämlech a verschiddeenen EU-Mem-berstaten de Fall.

Eng vun den Ursachen ass, dass an eisem Land 95% vun de Postsendunge bannent engem Dag ausgedeele ginn an 99% bannent zwee Deeg. Wa mir higaange wäeren a mir hätten de Service universel op sechs Deeg eropgesat, da géifen d'Postsendunge vu freides samschdes verdeelt ginn. Nun ass et awer esou, dass 90% vun de Postsendunge fir grouss Clienté sinn, wéi zum Beispill eis Verwaltungen, d'Banken oder aner Firmen, an déi schaffen eben nun emol gréisstendeels net samschdes. Et mécht also kee Sënn, d'Postsendunge samschdes ze verdeelen, wa se dann awer eréischt méindes gelies ginn.

Auserdem géif dëst laut der Lëtzebuerg-er Entreprise des Postes et Télécommunications ron-néng Milliounen Euro zousätzlech pro Joer kaschten. Déi verschidde Beruffs-kummere sinn och net fir den Ausbau vum Service postal univ-ersel op sechs Deeg.

Mä firwat ass et dann eigentlech esou wichteg, fir de Service postal universel ze definéieren an derfir ze suergen, dass en dann och esou aus-geféiert gëtt? Mä ganz einfach, well all Awun-ner hei am Land dovunner betraff ass.

Stellt lech einfach emol vir, Dir kréicht net méi all Dag Är Postsendungen heem, mä just nach eemol an der Woch. Oder Dir misst Är Post-sendungen iergendwou an eng aner Uertschaft siche fueren. Stellt lech och vir, et stéinge keng Bréifkëschte méi uechtert d'Land an Dir misst Är Saachen iergendwou op eng zentral Plaz féieren. Oder déi puer Bréifkëschten, déi dann nach iergendwou stinn, ginn nëmmen nach eemol an der Woch oder - schlëmmer - eemol am Mount eidel gemaach.

Duerfir ass et wichteg, de Service postal univ-ersel genee ze definéieren an derfir ze suergen, dass en och esou ausgeféiert gëtt. Well wa mir éierlech sinn, da gesi mir och an, dass et fir e Postbetrieb méi rentabel ass, sech just em déi grouss Stied ze këmmere, an deene vill Betri-ber setzen, déi vill Postsendunge kréien, wéi em kleng Dierfer, deenen hir Awunner manner Postsendunge kréien.

Bis elo ass de Service postal universel ausge-féiert gi vun der Lëtzebuerg-er Entreprise des Postes et Télécommunications, also eis Post, wéi mir allequerte soen. Dat neit Gesetz vun haut gesäit vir, dass dëst och soll fir déi nächst siwe Joer de Fall sinn, also bis den 31. Dezem-ber 2019. D'Post huet bis elo d'Ausféiere vun Service postal universel doduerjer finanziert, dass si eng Monopolstellung hat fir alles, wat Services postaux réservés sinn.

An domadder sinn ech dann och bei mengem



zweete Punkt ukomm, d'Services postaux réservés. Dës Services réservés si mam Gesetz vum 15. Dezember 2000 iwwert d'Services postaux et les services financiers postaux ageféiert ginn. D'Lëtzebuurger Post huet eleng dierfen hei am Land Postsendunge bis zu engem Gewicht vum 350 Gramm asammelen, sortéieren, transportéieren a verdeelen. Dës Postsendungen hunn och misse verschidde Konditiounen um Niveau vum Präis erfëllen. Dës Services réservés ware sengerzäit agefouert ginn, fir d'Lëtzebuurger Post ze schützen virun enger allze aggressiver Konkurrenz.

Am Joer 2002 ass d'Gewiicht vun de Services réservés op 100 Gramm zrëckgaangen. An zënter 2006 sinn et nach 50 Gramm pro Postsendung, fir déi d'Lëtzebuurger Post eleng zoustänneg ass. Dëst progressivt Opmaache vum Lëtzebuurger...

► **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*. - Här President!

► **M. le Président**. - Jo, Här Minister.

► **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*. - Ech wier frou, wann Der géift d'Oratrice bieden, méi haart ze schwätzen, oder déi aner lénks a riets vu mir bieden, méi lues ze schwätzen. Et ass relativ penibel fir een, deen esou wäit vum Riederpult setzt, fir sech ze konzentréieren, wa jiddweree schwätzt.

► **M. le Président**. - Da bieden ech lech nach eng kéier, wierklech opmierksam nozelauschten, fir datt och de Minister eppes vun der Interventiuon vun der Madame Aehm matkritt. Madame Aehm, fuert virun!

► **Mme Diane Aehm** (CSV). - Mam Gesetz...

(Brouhaha)

► **M. le Président**. - Ech géif lech bieden, nozelauschten!

► **Mme Diane Aehm** (CSV). - Mam Gesetz, dat mir haut stëmme wäerten, falen d'Services réservés fir d'Lëtzebuurger Post definitiv ewech. Dat bedeit, dass si keng Postsendunge méi huet, fir déi si eleng zoustänneg ass. Si huet also kee Monopol méi.

Also kann eis Post och net méi de Service postal universel mat dese Services réservés finanzéieren, wéi dat bis elo ënner gewëssen Ermänn méiglech war. Doduerjer ass eis Post finanziell benodelegt par rapport zu anere Betriber, déi am postalesche Beräich tätég ginn. D'Post muss schliesslech uechtere d'ganz Land Postsendungen asammelen, sortéieren, transportéieren a verdeelen. Si ass dee Betrib, deen d'ganz Land ofdecke muss a sech net just däruf op déi méi rentabel Secteure konzentréieren.

Déi aner Betriber dergéint d'Roséngen aus dem Kuch erauspicken. Well dese Service postal universel fir d'Lëtzebuurger Post risikéiert, en defizitäärt Geschäft ze sinn, gëtt e Fonds pour le maintien du service postal universel mam Gesetz vum haut ageféiert.

An domadder sinn ech da bei mengem drëtten Punkt ukomm, der Finanzéierung vum Service postal universel.

D'Gesetz gesäit d'Opsetze vum engem Fong vir, an deen all Betrib, deen am Segment vum universelle Postdëngscht Postservicer hei am Land ubitt, soll abezuelen, ausser d'Lëtzebuurger Post, well si soll jo de Service postal universel ausféieren. Wann d'Post nowiese kann, dass si e finanziellen Nodeel huet duerch d'Obligatioun vum Service universel, ka si aus deemem Fong eng finanziell Entschiedegung kréien.

Fir d'Post ass et wichteg, dass si net hire Benefiss, dee si op hiren aneren Aktivitéite mécht, muss huelen, fir de Service universel ze finanzéieren. Mir wësse jo alleguerten, dass d'Post net nëmme Postaktivitéiten huet, mä och nach de Postscheck an d'Telekommunikatiounen.

Well gefaart gëtt, dass d'Contributiounen vun deenen anere Prestatairenen net kéinten duergoen, fir d'Nettokäschte vum Service universel ze decken, hat och de Statsrot virgeschloen, de Lëtzebuurger Stat soll dësen Defizit ofdecken. D'Héichschoukkommissioun huet sech awer géint dese Virschlag ausgeschwat. Si ass der Meinung, dass de Stat net soll derfir bezuelen, an dëst scho guer net an Zäiten, an deenen de Stat selwer muss seng Ausgaben zrëckfuieren.

Hei sollen déi, déi sech d'Roséngen aus dem Kuch erauspicken, deemjéinegen hëllefen, dee muss de Service postal universel ausféieren.

Mam Gesetz vum haut gëtt also e Gesetz gestëmmt, dat et engersäits der Lëtzebuurger Post erlaabt, eng ganz wichteg Roll um postalesche Maart ze spillen. Anerersäits kréien d'Benutzer vun de Postservicer weiderhin d'Garantie, dass si qualitativ héichwärtig Servicer ugebuede kréien.

Ofschleissend ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschten.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. le Président**. - Merci der Madame Aehm. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger** (DP). - Merci, Här President. Ech wëilt och direkt aganks dem Rapporteur e grouse Merci ausschwätze souwuel fir säi schréftleche wéi säi mündleche Rapport. En huet och an der Kommissioun déi Aarbechten, et kéint ee scho bal soen, ganz gutt gegliddert. Et huet ee gesinn, datt e sech wierklech fläisseg an och ganz kompetent an deen Dossier erageschafft hat.

Ech mengen, dat hei ass de leschten Akt vum engem Prozess, dee schonns virun iwwer 15 Joer ugaangen ass, wéi déi éischt Direktiv, d'Liberaliséierung vun de Services postaux, an de Länner vun der Europäescher Communautéit uegoholl ginn ass. U sech misst een zwar eigentlech soen, ass schonns virun 20 Joer dee Prozess vun der Émwendung vun der klassischer Post zu enger Post vum 21. Jorhonnt ugaangen, well deen éischte Schrëtt, deen eigentlech gemaach ginn ass, dat war 1992, wéi d'Post, déi bis dohin eng staatlech Verwaltung war, en Établissement public ginn ass an och eng Autonomie financière an administrative kritt huet.

D'Direktiv, déi mer also haut transposéieren, ass déi lescht Etapp an engem laange Wee oder déi lescht Etapp, wou mer och schonns eng Etapp hatten 1997, wou eigentlech déi éischt Well vun der Liberalisatioun vun de Postservicer komm ass. Deemoos war dat, mengen ech, nach ënnert der Madame Delvaux. An haut ass also dann déi lescht Etapp.

Déi Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, déi staamt aus dem Joer 2008. Do ass se uegoholl gi vum Conseil a si hätt eigentlech misse bis 2010 emgest ginn. Et war awer d'Méiglechkeet an der Direktiv virgesinn, fir sech en Délai erauszuschloen. Lëtzebuerg hat dat och gefrot. Mir kruten dat och accordéiert. A mir hunn awer da misse bis eben haut, net haut, mä bis den 31. Dezember dëst Joer muss mer dat dann awer och maachen, wat mer jo dann haut de Mëtteg och wäerte maachen.

Et ass och während all deene Joren, an dat géilt och haut nach, vill Wäert drop geluecht ginn, datt d'Qualitéit vum Service postal universel garantéiert bleift. Duerfir behält och d'Post vum deem Moment an, wou dës Direktiv a Kraaft ass, d'Obligatioun oder d'Recht, loosse mer et emol esou soen, jee wéi een et gesäit, fir déi nächst siwe Joer de Service postal universel ze assuréieren.

Ech wëll elo net weider op dee ganze Volet, do kéint ee ganz vill a laang diskutéieren, mir hunn dat zum Deel och an der Kommissioun gemaach, iwwert dat, wat de Service postal ass, agoen. Ee Punkt oder zwee Punkte wëilt ech just erausgräifen. Dat sinn och déi, déi mer e bësselche méi laang an der Kommissioun diskutéiert hunn.

Dat eent war déi Fro, ob een de Postservice och soll op samschdes ausdehnen. Ech mengen, d'Regierung oder de Postminister Biltgen wollt dat onbedéngt. Et war awer esou an der Kommissioun, ech géif soen, praktesch all d'Membere vun all de Fraktiounen hatten do awer éischer Problemer domadder.

Och dobaussen um Terrain d'Brëfdréier, déi éischt Concernéiert, déi dat jo dann hätte misse maachen. Awer och de Lëtzebuurger Client am Endeffekt. Wann ee mat de Leit dobausse schwätzt, ass et wierklech keng grouse Demande, fir och samschdes nach de Courier ze hunn. Et ass einfach esou, datt d'Leit gewinnt sinn, datt samschdes a sonndes keng Post do ass an datt se och vläicht wëllen hir Rou hunn, keng Rechnungen aus der Brëfkëscht wëllen huelen. Bref, et ass eigentlech, mengen ech, hei zu Lëtzebuerg keng reell Demande do.

Ech mengen, och d'Gewerkschaften, d'Chambre de Commerce, d'Post selwer hunn doranner keng Plus-value gesinn. Et kascht och méi, wéi et bréngt. Et ass och scho virdu gesot ginn a verschidden Avisen, ech mengen vum deem vum der Post, datt dat souguer zousätzlech Fraisé fir d'Post bruecht hätt vu ronn néng Milliounen d'Joer. Mir sinn eigentlech frou, datt also och d'Kommissioun sech hei emol eng kéier géint d'Regierung konnt duerschetzen an et also bei deene fënnef Deeg bliwwen ass.

Et sinn och eng Rei Froen oder Froen op alle Fall, wat de Financement vum Service postal ubelaangt, déi net ganz kloer sinn. Ech mengen, et ass esou, datt d'Services réservés et erlaabt hunn, den eventuellen Defizit, deen aus dem Service universel entstanen ass, ze kompenséieren. Bon, wann elo déi Méiglechkeet ewechfält, da muss ee kucken, wéi een dat ka géigefinanzéieren. An et ass jo och de Moment net ofzegesinn, wéi sech dee Secteur an Zukunft wäert entwéckelen, ob zum Beispill dann de Courier électronique dee klassische Schrëftverkéier vläicht eng kéier ganz wäert eretzen.

Mir hunn elo e Fong am Gesetz ageschriwwen. Et kann een awer keng prezis Projektione maachen, wéi vill de Service postal wäert an Zukunft kaschten. Et weess een also net, ob dee Fong wäert duergoen, fir eventuell en Defizit ze begläichen. Wann et net sollt duergoen, wie bezilt dann d'Differenz?

Ech mengen, an der Kommissioun hu mer gesot, och de Postminister huet gesot, datt do de Stat dat net wëilt iwwerhuelen. Do bleiwen also da Froen op, wann herno en Defizit wier oder net genuch Suen do wieren, wéi dat da géif weidergoen.

Wa mer vun de Postservicer hei zu Lëtzebuerg schwätzen, wëilt ech nach en anere Punkt opwerfen. Dat ass dee vun de Postbüroen. Wann der effektiv, dat hu mer jo an deene leschte Jore gesinn, ëmmer méi zougemaach ginn, wann der also manner gebraucht ginn, fir den universelle Postdëngscht ze garantéieren, dann ass et jo awer esou, datt awer nach aner Aktivitéiten an deene Postbüroen oflafen, ëmmer méi zu, wat ee ka soen, Finanzservicer, wou een dat da ka maachen. Dat ass jo och e Service vun der Post.

An dat heescht, jo: Ass do och dann eng Virstellung, wéi dat soll an Zukunft geschéien? Ob dann nach weider awer Postbüroen zougemaach ginn oder awer de Stand vun elo, wéinstens datt dat wäert awer, géif ech soen, net weider Büroen zougemaach ginn.

Oder ass awer d'Virstellung, datt och zum Beispill d'Services financiers an Zukunft wäerte ganz aus de Postbüro verschwannen? Datt mer keng Postbüro méi hunn an datt dann och zum Beispill dat alles digital oder iwwer Internete gemaach gëtt? Vläch kann de Minister eis herno kuerz dorobber Opschloss ginn.

Här President, ech komme schon zum Schluss. Ech mengen, dee Projet de loi, dee mer haut stëmme, do gi mer also déi lescht Etapp um Wee vun der Post an d'21. Jorhonnt. Wat op alle Fall ënnert dem Stréch muss erhale bleiwen, dat ass, datt mer eis hei zu Lëtzebuerg och an Zukunft op en effizienten an e gutt funktionéierende Postdëngscht am Service vun de Bierger musse verlosse kënnen.

D'Gesetz, d'DP kann deem zoustëmme. Dat ass eng Virlog, fir datt mer an Zukunft nach en effiziente Service hunn. Mä d'Praxis muss dat an den nächste Jore weisen, ob se dann och dat erfëllt, wat mer hei am Gesetz dovunner erwaarden. Dat gesot also den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. le Président**. - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen** (LSAP). - Merci, Här President, Här Minister, Här Minister, Dir Damen an Dir Hären, fir d'Éischt géif ech gären dem Här Rapporteur, dem honorabelen Deputéierten Norbert Haupt, villmools Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mündleche Rapport.

Dese Projet de loi baséiert op enger EU-Direktiv, dat ass scho gesot ginn, déi Lëtzebuerg bis den 1. Januar 2013 also muss ëmsetzen, dëst nodeems mir mat verschiddenen anere Länner een zousätzlechen Délai accordéiert kritt hunn. D'Virriedner, denken ech, si schon op dese Punkt agaangen.

Zum Projet selwer: De Projet de loi ass de 14. Juli 2010 deponéiert ginn. An de Statsrot huet säin Avis den 13. Juli 2012 ginn. Dat si bal op den Dag genau zwee Joer. Eng Zäitspan, kann ee soen, déi deemem Projet de loi net grad guttgedoen huet, déi och d'Aarbechten an der Kommissioun e bësse freinéiert huet. Déi Aarbechten hunn also ugefaangen ouni den Avis vum Statsrot, an dat nach ënnert der Présidence vum verstuerwene Kolleg Lucien Thiel.

De But vun deem Gesetzesprojet ass déi komplett Ouverture vun de Postservicer. An dem Artikel 19 vum Projet de loi ginn d'Konditiounen vum sougenannte Service postal universel definiéiert. Et sinn dëst d'Levéé, den Tri, den Acheminement an d'Verdeelung vun den Envois postaux bis zwee Kilo a vu Päck bis zéng Kilo, d'Verdeelung vu Päck aus anere Länner vun der EU bis 20 Kilo souwéi déi ageschriwwen Envoien an d'Envois à valeur déclarée. Dat ass och scho gesot ginn.

Ech wollt dat awer soen, well d'EU-Direktiv och e sougenannte Prestataire vum Service postal universel virgesäit, dee bei eis am Land bis 2019, also wéi och elo schon, d'Post offréiert, mä duerch dëst Gesetz gëtt d'Post ganz einfach bestëmmt an obligéiert, fir dese Service universel postal unzebidden.

Iwwregens ass dës Obligatioun näischt Neies, well d'Obligatioun vum Service universel vum der Post schon iwwert d'modifizéiert Gesetz vum 15. Dezember 2000 am Artikel 17 impo-

siert ginn. No deem Zäitraum, also no 2019/2020 kann ee soen, kann dann all Entreprise eng Autorisatioun beim ILR ufroen, fir de Service universel postal kënnen ze offréieren, muss awer natierlech och d'Konditiounen an d'Obligatiounen vum Service postal universel kënnen garantéieren. Aner Prestataire kënnen am Kader vun deem Gesetz an och vun deser EU-Direktiv awer och nëmme verschidde Servicer vum Service postal universel ubidden.

Wat definiéiert dann elo de Service postal universel? De Service postal universel garantéiert am Prinzip d'Levéé an d'Verdeelung vum Courier bei d'Leit an d'Enterprenen, also bei d'Clienten, an dëst all Jours ouvrables an an all Géigende vum Land, am Sënn vun engem Service d'intérêt général. Ech denken, datt dat fir Lëtzebuerg wichteg ass.

Wann de Service postal universel no 2020 vun enger oder verschiddenen Enterprenen ugebuede gëtt, déi dann awer och natierlech mussen eng Autorisatioun vum ILR hunn, dann ass et kloer, datt dës Konditiounen an Obligatiounen musse garantéiert an erfëllt sinn a bleiwen.

Eng vun deenen Obligatiounen ass awer och an deemem Projet de loi ganz kloer, nämlech d'Abzuelen an ee Fonds de compensation, fir den Defizit, deen duerch d'Obligatioun vum Service universel postal kann entsto, fir dësen Defizit eben ofzedecken. D'Abzuelen an dese Fong, wien an dese Fong wéini a wéi vill abezilt, huet schon zu villen Diskussiounen gefouert, notamment och an der zoustänneger Kommissioun.

D'EU-Direktiv gesäit verschidde Méiglechkeete vir, fir de finanzielle Risiko vum Prestataire vum Service universel opzefänken. De Stat kann dësen Defizit zum Beispill iwwert de Statsbudget iwwerhuelen. Dat ass schon uegklongen. Statsbudget a Fong kënnen zesumme bestoen oder, wéi an deemem Fall, nëmme iwwer ee Mechanismus vum engem spezielle finanzielle Fonds, Fonds de compensation, deen iwwert d'Prestataire vum Service universel postal an iwwert déi Enterprenen, déi Deeler vum Marché vum Service universel ubidden, gespeist gëtt.

Vu datt d'Post iwwert dese Projet de loi obligéiert gëtt, de Service universel unzebidden, brauch si net an de Fonds de compensation anzebezuelen. Dat ass nëmme de Fall, wann d'Autorité nationale de régulation, also den ILR, de Prestataire vum Service universel bestëmmt oder déi néideg Autorisatiounen ausstellt.

Vum 1. Januar 2013 u mussen also nëmme d'Enterprenen an de Fonds de compensation abezuelen, déi verschidde Servicer, déi ënnert de Service universel postal falen, ubidden. De Fonds de compensation ass also do, fir den Defizit, wéi gesot, deen duerch de Service postal universel do géif entsto, fir deen opzefänken an ze kompenséieren.

Wéi vill ass dann de Käschtepunkt vun deem sougenannte Service universel postal? Dat ass jo de Moment ganz schwéier ze schätzen a virzugesinn. De sougenannte Postmarché orientéiert sech momentan ganz nei, an deen, deen an deemem Fall bestëmmt, ass ganz sécher och de Client.

Eng Etüd, déi am Opdrag vun der EU-Kommissioun gemaach ginn ass, weist op déi speziellesch Lëtzebuurger Situatioun hin. De Lëtzebuurger Marché ass fir déi nei Prestatairenen interessant, well den Territoire kleng ass. Des Weideren ass d'Zuel vun den Envois pro Persoun a pro Joer eng vun deenen héchsten an der EU. Dat huet mam Émfang vum beruffleche Courier ze dinn, notamment vun de Banken an den Assurancen. Sou maachen déi honnert gréisste Clienté ronn 70% vum Marché aus. Mir hunn also zu Lëtzebuerg hei e lukrative Marché. An duerfir ass et ëmsou méi wichteg, datt mer oppassen, datt dese Konkurrenzkampf net op d'Käschte vum traditionellen, leider onlukrative Service public universel geet.

Här President, aus villen Avisen, ënner anerem vum Statsrot, vum Conseil de la concurrence souwéi vun de Beruffschamberen, geet ervir, datt den Defizit vum Service postal universel, am Fall wou déi finanziell Capacitéit vum Fonds de compensation net duerget, vum Stat iwwert de Statsbudget sollt absorbéiert ginn. D'Regierung ass net deser Meinung. An d'Kommissioun huet sech schlussendlech, no Diskussiounen, och der Meinung vun der Regierung ugeschloss a festgehalten, datt den Defizit net vum Statsbudget sollt gedroe ginn.

Erlaabt mer awer an deemem Kontext e puer Froen. Wat fir eng Enterprisé bezuelen da vun 2013 bis 2019 an de Fonds de compensation an? De Montant, dee si mussen abezuelen a



dee vum ILR kontrolléiert gëtt, orientéiert sech um Chiffre d'affaires vun diesen Entreprises. Elo ass et awer esou, datt d'Post als Prestataire désigné net an de Fonds de compensation abezilt an awer den allergréissten Deel vum Service universel wäert assurieren, dee leider net lukrativ ass. Et ass net kloer, ob déi aner Entreprises, déi nëmme een Deel vum Service universel iwwerhuelen, en Émsaz maachen, den héich genuch ass, fir de Fonds de compensation genuch ze fëllen.

Elo stellt sech d'Fro dann, wien déi Käschtchen bis 2019, wann dat de Fall sollt sinn, iwwerhëlt. Wat fir eng Entreprise huet schonn en Intérêt, e Marché no 2019 ze iwwerhuelen, wann de Fonds de compensation eidel ass a soss keng Garantien do sinn, wann de Service postal universel defizitär ass?

Eng aner Fro ass: Mudde mer eiser Lëtzebuerger Entreprise publique Post finanziell net ze vill zou, wann ech nieft dem Coût historique entre autres un Investissementer vum Télécomsresseau mat ronn 200 Milliounen denken? Risquéiert dës Politik sech net um Réck vum Client auszuféieren, wann de Kompensationsfond senger Aufgab net ka gerecht ginn? Ech weess, d'ës si Froen, wou et schwéierfällt, an deem Stadium eng kloer a konkret Äntwert ze ginn. Dat ass Neiland fir eis, wéi den Här Minister Biltgen an där zoustänneger Kommissioun dat och gesot huet.

Dir Dammen an Dir Hären, a well d'ës Gesetz schonn esou vill Neierunge mat sech bréngt, war an ass et der LSAP-Fraktioun hir Meenung, fir op eng wichteg Neierung vun Gesetzesprojet ze verzichten, nämlech d'Distributioun vum Courier postal vu fënnf op sechs Deeg auszubauen. Den Här Berger huet et scho gesot: D'ës hätt nieft dem héije Käschtchenpunkt vu ronn néng Milliounen Euro pro Joer fir d'ës supplémentaire Dag, och d'ës supplémentaire Distributioun, fir déi ze garantieren, och nach zu zousätzleche sozialen a logistesche Problemer a Froen, wat d'Personal an d'Material ubelaangt, gefouert. Iwwregens hu mer jo och nach de Mechanismus vun de Boîtes postales an dem Courier express vu private Firmaen.

Et muss ee sech och eigentlech, an déi Fro ass och scho gestallt ginn, d'Fro stellen, wann de Courier samschdes ausgedroen gëtt, wat fir ee Courier da schlussendlech nach beim Client méindes soll ukommen. Den Avis vun der Kommissioun a vun etleche Berufsverbände war, fir d'Distributioun an d'Levee op fënnf Deeg ze loossen, also net der Propositioun vun der Regierung nozekommen. Dat ass och elo esou am Projet de loi virgesinn.

Här President, d'ës ganzen Dossier vun der Liberalisatioun vum Postmarché gëtt och bei de Gewerkschaften an natierlech beim Postpersonal diskutiert. Am Regierungsprogramm vun d'ës Koalitioun steet: «En ce qui concerne le marché postal, il appartient aux partenaires sociaux de s'accorder au préalable sur une convention collective sectorielle pour la distribution postale.» D'ës Projet de loi muss also mat der AUSAARbechtung vun engem Kollektivvertrag fir de Secteur an also och fir d'Post zesumme behandelt ginn.

Duerfir meng Fro un d'Regierung, ob si eis kéint soen, wou d'Négociatiounen vum Kollektivvertrag dru sinn. Ech denken...

► **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*.- Dat ass d'Regierung net. Et ass net d'Regierung, déi dee Kollektivvertrag ausschafft.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Dir wësst awer vläicht, wou d'Négociatiounen dru sinn. Da kënnt Der dat vläicht awer soen.

Ech denken, datt et nëmme normal ass, datt mer mussen oppassen, datt et net zu engem Outsourcing an deem Domän, zum Beispill beim Personal, kënnt, zum Beispill am Tri an am Affranchissement, fir d'Rentabilitéit vum Service postal universel ze erreechen.

An deem Kontext géif ech nach gären eng Kéier op de Courier express agoen. Ech vermessen hei déi néideg Definitioun. Dat hunn ech an der Kommissioun och scho gesot.

Fait ass, datt de Courier express net ënnert de Service postal universel fällt an domadder déi Firmaen, déi esou ee Service offrieren, och net an de Fonds de compensation anzebezeuele brauchen. Iwwregens brauchen d'ës Firmae keng Autorisatioun vum ILR, mä eng Notifikatioun geet duer.

An eise Käpp ass de Courier express ëmmer méi deier a méi schnell wéi den normale Courier. Mir hunn den Term awer net definéiert, soudatt ee kann hoffen, datt de Courier ex-

press och ëmmer, wéi elo, wäert zu deene selwechte Konditiounen funktionéieren. Wann dat net de Fall ass, muss d'Konkurrenzrecht wierken, an den ILR muss sech mam Term „degré suffisant d'interchangeabilité“ vum Artikel 26 Alinéa 2 auserneeetzen. D'ës an deem Sënn, datt d'ës Entreprises och obligéiert misste ginn, an de Fonds de compensation anzebezuelen.

Zur Diskussioun an zu enger Opposition formelle vum Statsrot huet och d'Aart a Weis gefouert, wéi d'Fonctionnementskäschtchen vum ILR sollte finanziert ginn. Den ILR ass, wéi gesot, d'Autorité de régulation indépendante vum Marché vun de Services postaux. Mir hunn déi eng Säit ee Fonds de compensation, deen den Defizit vum Prestataire oder vun de Prestatairé vum Service postal universel soll iwwerhuelen, an déi aner Säit d'Fonctionnementskäschtchen vum ILR, zum Beispill fir all Notifikatiounen an d'Autorisatiounsprozeduren, awer och fir de Marché postal ze iwwerwaachen an ze reguléieren.

D'Gesetz gesäit vir, datt d'Prestatairé vun de Services postaux, also déi keng Servicier vum Service postal universel ubidden, müssen zu de Fonctionnementskäschtchen vum ILR bäidroen. Dat schéngt och logesch, well eng Iwwerwachung vun den Notifikatiounen a vun de Services postaux wichteg ass, fir feststellen, ob d'Prestatairé net och Servicier ubidden, déi ënnert de Service postal universel géife falen. An deem Fall müssen d'ës Entreprises, wéi gesot, an de Fonds de compensation abezuelen.

De Statsrot war mat d'ës Argumentatioun vun der Kommissioun an der Regierung och d'accord.

An deem Kontext ass et awer nach wichteg ze ënnersträichen, datt nëmme de Chiffre d'affaires betruucht gëtt, dee vum Secteur vun Postservice ervirgeet, fir an de Fonds de compensation anzebezuelen. Esou kann et zum Beispill net sinn - an och, ech mengen, d'Madame Aderm -, datt bei der Post och den Émsaz vum Secteur vun der Telekommunikatioun betruucht gëtt, well dat dozou gefouert hätt, datt dee méi lukrativen Telekommunikatiounssector d'Defizit vum Postsector hätt missen decken.

Dir Dammen an Dir Hären, am Groussen a Ganze kann ee soen, datt d'Iwwerleungen an d'Recommandatiounen vun de Gewerkschaften an de Chambres professionnelles an d'ës Projet de loi mat agefloss sinn. Fir eis als LSAP ass et wichteg, datt mer müssen e Service public an deem Gesetz weider offrieren. Duerfir ass mat deem Gesetz och d'Post als Prestataire vum Service universel postal bis 2019 bestëmmt ginn. Mat dem Mechanismus vum Service universel ass et fir eis primordial, fir datt mer den Iwwergang op 2020 an doriwwer eraus eis traditionell Post net zersteieren.

Mir sinn der Meenung, datt d'Notioun vum Service public, deen hei zu Lëtzebuerg vun der Post garantéiert an offréiert gëtt an dee bei eis historesch gewuess an néideg ass, wichteg ass. Mir hunn am Kader vun, zum Beispill, der Liberalisatioun vum Telekommunikatiounssector d'ës Secteur, zum Beispill, nei opgestallt, d'ës op Drock vun enger ëmmer méi starker Konkurrenz an ëmmer méi performanten Technologien. An d'ës Secteur ass och gutt opgestallt. Eist klengt Land brauch eng staark Entitéit P & T, also Post, an duerfir ass et och gutt, datt mir d'ës zwee Secteuren an enger öffentlecher Entreprise zesummegeleest hunn.

Mir wëllen an deem Dossier keng wëll Liberalisatioun. D'Virdeeler vum Service public mussen fir jiddwereen an iwwerall zu Lëtzebuerg bestoe bleiwen. Fir d'ës ze realisieren, mussen mir eng virsiichteg Politik beim Opmaache vun der Entreprise publique P & T maachen, awer d'ës ëmmer am Sënn an an der Garantie vun engem Service d'intérêt général.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Haagen. Als nächste Riedner ass den Här Adam agefroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci fir d'Éischt eisem Rapporteur, dem honorabelen Här Norbert Haupt, dee souwuel en exzellente schrëfleche wéi mündleche Rapport vun deem Projet de loi hei gemaach huet.

Et ass scho villes gesot ginn. Ech mengen, de Service postal universel ass méi wéi eng Kéier erkläert ginn. Ech hunn dem Här Haagen seng Froen, och wat de Courier express ugeet, ganz interessant fonnt. Ech freeë mech da mat him op d'Äntwerte vum Här Minister, wéi mer dat wëllen auserenehalen. Et mécht mir et méi einfach, ech kann e bësse méi allgemeng och iwwert d'Philosophie vun deem Gesetz an iwwert d'Entwécklung am Postwesen agoen.

De 14. Juli 2010 ass de Projet de loi déposéiert ginn an et huet da bis haut gedauert, ier mer d'ës Gesetz kënne stëmmen. Et hat also zwee an en halleft Joer gedauert, bis déi néideg Avisen do waren an den definitive Projet elo virläit, dee mir dann haut wäerte stëmmen. Domat setze mer dann d'EU-Direktiv 2008/6 ëm. Mir haten, grad wéi zéng aner EU-Memberstaaten, d'Recht kritt, fir déi Direktiv net scho misse 2010 ëmzesetzen, mä fir se eréischt zwee Joer méi spéit, an zwar den 31. Januar d'ës Joer, misse ëmzesetzen.

Ech mengen, datt d'Chamberskommissioun déi Zäit gutt genotzt huet. Mir hu ganz vill Avisen erakritt, an ech mengen och, datt mer op déi Avisé praktesch allegueren agaange sinn an datt mer all déi Ufuerderungen, déi un eis eruedroen gi sinn, praktesch konnten erfëllen. Et gëtt elo héich Zäit, datt mer d'ës Gesetz stëmmen, well soss riskéiere mer, eng Straf ze kréie wéinst Netëmsetzung vun enger EU-Direktiv.

Mat dem Gesetz vun haut iwwert d'Services postaux féiere mer dann déi ganz Rei vu Bestriewungen zu Enn, fir de Postsector ëmmer méi ze liberaliséieren. Dee méi wéi 150 Joer ale Monopol vun der Lëtzebuerger Post fir d'Ausdeele vun de Bréiwer an de Postkaarte geet zu Enn, och wa mer der Post de Service universel bis 2020 mat deem Gesetz zouspriechen.

Et freet ee sech natierlech, wéi sënnevoll datt d'Liberaliséierung vun der Post ass, besonnesch fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg. D'Postservice hunn zu Lëtzebuerg eigentlech ëmmer gutt funktionéiert a ware relativ präiswäert, op alle Fall fir de Privatmann. An esou ass et och kaum de Privatmann, dee vun der Liberaliséierung profitéiert.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Bei der Post huet villes changéiert. Wann de Bourville nach an de 50er Joren a sengem Lidd «Tiens, voilà le facteur!» gesungen huet:...

(Hilarité)

«Dans chaque village, on connaît l'facteur. C'est un personnage qu'on porte dans son cœur.», dann ass haut net méi vill vun där Nostalgie vum Bréifdréier iwwreg.

De Bréifdréier vun haut steet ënner Zäitdruck. Seng Gesté ginn ähnlech geplangt an organiséiert wéi déi an der Fleegeversécherung.

Moies muss de Bréifdréier eng strikt Reiefolleg anhalen, wéi e säi Courier zesummentellt. Fir d'Éischt verdeelt hien déi virstortéiert Bréiwer a seng Casen, dann déi grouss Plien, dann d'Zäitschrëften, duerno d'Recommandéien an d'Reklammen. Dat ënnert un den Taylor a seng Theorie vum Scientific Management. Den Taylor huet jo schonn um Enn vum 19. Johonert probéiert, duerch d'Observatioun an de Chronométrage vun eenzelnen Aarbechtschrëtt d'Aarbecht op eng méiglechst rationell Aart a Weis ze organisieren. Dat ass him och op ville Plaze gegléckt, huet awer och, an ech mengen, zu Recht, den Onmutt vun de Gewerkschäfte provozéiert.

D'Leeschtungsverhale vun Einzelne gëtt och vun de Relatiounen ënnert den Einzelne bestëmmt an och vun de Relatiounen mam Chef oder der Chefetage beaflosst. Et mécht scho Sënn, iwwer eng effikass Aarbechtsorganisatioun ze diskutieren, mä de Salaré kann a sengem Wierken net als Maschinn betruucht ginn.

Mä net nëmme de Bréifdréier, och de Client huet vill Ännerungen, wat d'Post betrëfft, matterlieft. De Bréifdréier d'ës eigentlech keng Bréiwer méi vun de Leit op sengem Tour unhuelen. Dat ass op den Dierfer alt nach vill gemaach ginn, mä dat kascht ze vill Zäit, déi net an der Tourné mat ageplangt ass.

No der éischter Reorganisatioun vun der Post, déi jo net ganz glécklech war, war vill Duerjerneen. D'Bréifdréier hunn oft gewieselt, d'Zäit, wou d'Post kënnt, huet fir vill Leit changéiert, et si verschidden Tier organiséiert ginn, ee fir d'Zeitung, ee fir d'Bréiwer, ee fir d'Reklammen an ee fir d'Päck.

Dat hat souguer eisen honorabelen an onermiddleche Marcel Oberweis dozou verleet,...

► **Plusieurs voix**.- Ooohhh!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- ...no der Ökobalanz an den CO₂-Emissiounen vun där neier Strategie ze froen.

(Interruptions)

De Minister hat dropshi verséichert, datt d'Postentreprise sech scho géif Suergen ëm d'Émwelt an d'Nohaltegkeet maachen. D'Post keeft grénge Stroum, passt bei hirem Fuerpark op de Verbrauch op a schafft drun, den „ecological footprint“ vun der Entreprise kleng ze halen.

Dat ass jo schéin a gutt, a mat der zweeter Reorganisatioun ass och scho munches besser ginn. Den interessante Phenomeen, datt zwee

Postautoen sech net aus de Féiss kommen, de Bréifdréier mam Courier an de Michel-Greco-Auto, dee mat Päck hannendruift, deen ass awer nach net ganz aus der Welt geschaf.

Mir schafen also haut dee leschte Service réservé vun der Post of, Liberaliséierung total. déi gréng sprangen dowéinst net vu Freed an d'Luucht, eis Begeeschterung hält sech ferme a Grenzen.

(Brouhaha)

Och der Regierung hir Begeeschterung hat sech a Grenze gehalen. Si hat sech esou laang, wéi et nëmme méiglech war, géint déi Liberaliséierung gewiert. Mir waren eent vun deenen zwee Länner, déi sech den 1. Oktober 2007 géint eng Ouverture vun de Postservice ausgeschwat haten.

Historesch gesi léisst sech de Postmonopol a praktesch allen europäesche Länner wuel do-duerch erklären, datt den eenzelne Bierger ee Recht zougestane kritt huet, vun esou engem Service d'ärfen ze profitieren, an datt de Stat eigentlech deen Eenzege war, deen et fäerdgebuecht huet, esou ee Service ze organisieren. Et war also och eng Garantie an e Schutz duerch de Stat viru Willkür.

Haut menge mer jo dann an Europa, mir missten de Bierger virum Stat schützen, den Afluss vum Stat misste mer zréckdrécken, well déi fréi Konkurrenz um Marché besser Resultater fir d'Leit géif bréngen. Oder sinn eis déi kleng Leit egal? Denke mer net vläicht just un déi grouss Clienten, déi sech effektiv op engem fräie Maart besser Konditiounen aushandele kënnen, wéi dat bei engem staatleche Monopol de Fall wier?

An et sinn déi grouss Clienten, déi haut kënnen d'Konditiounen diktiert. Ech zweifelen zum Beispill net drun, datt Amazon haut esou e grouse Client ass, datt dee Betrib, deen esou ee Client wéi Amazon huet, alles drusetzt, fir dee Client ze halen. A wann een esou ee Client verléiert, da fält villes zesummen.

Wa mir dann elo op de Wee vun der totaler Liberaliséierung musse goen, dann ass et wichteg, dee kleng Client vun de Postservice ze schützen. Duerfir schafe mer e Service universel, deen eng Mindestprestatation fir all Mënsch garantéiere soll, och fir déi Leit, déi am ländleche Raum liewen, och fir déi Leit, déi relativ seele vun der Postoffer Gebrauch maachen.

De Minister hat gemengt, de Service misst sechs Deeg an der Woch funktionéieren. Mir waren alleguer der Meenung - dat ass och elo hei vu praktesch jiddweregem gesot ginn -, fënnf Deeg an der Woch géif duergoen, an duerfir stinn am Gesetz, wat mer haut stëmmen, och fënnf Deeg.

Iwwert d'Postbüro steet näischt an eisem Gesetz. Et hätt ee jo eventuell och kënne festhalen, datt pro x Awunner och ee Postbüro misst sinn. Dat wier allerdéngs eng ganz komplizéiert Geschicht ginn. E Postbüro huet jo eng ganz Rei Aufgaben, déi wäit iwwert de Service universel erausginn. A well de Service universel jo och muss finanziert ginn, wier et da schonn eng zimlech komplizéiert Aufgab ginn, wéi een Deel vum Postbüro géif ënnert de Service universel falen a wéi een Deel zum Beispill ënnert de Service financier oder soss eng Déngschtleschtung géif falen.

Et ass also an eisen Ae korrekt, keng Zuel vu Postbüro festzhalen. Mir sollten eis awer bewusst sinn, an ech denken dobäi virun allem un déi vill Député-mairen, déi heibanne sinn, datt d'Zuel vun de Postbüroen an Zukunft riskéiert dramatesch erofzogen. Vläch kritt dann deen een oder aneren Député-maire virgehäit, datt sech net hei an der Chamber fir eng Mindestzuel vu Postbüroen agesat gëtt, zumindest de Moment, wou a senger Gemeng soll e Postbüro ofgeschaf ginn.

Wéi gesot, de Service universel muss och finanziert ginn. Duerfir gëtt ee Fong geschafen, dee vum Institut Luxembourgeois de Régulation, dem ILR, gériert gëtt. D'Fro stellt sech, an och hei huet den Här Haagen ganz prezis gefrot, ob genuch Prestatairé um Marché sinn, fir an dee Fong anzebezuelen, ob do genuch Gelder zesummekommen, fir een eventuell defizitäre Service universel ze finanzieren. An ech sinn och gespaant drop, wéi eng Firmen dann elo schlussendlech zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren an dee Fong abezuelen.

Et ass am Moment schwéier ofzeschätzen, ob esou ee Service defizitär gëtt. D'Post seet eis, datt de Marché vum Bréifverkéier vu Joer zu Joer méi kleng gëtt. Muss dat esou weidergoen? Brauche mer op eemol kee Bréifdréier méi? Ech sinn do net esou pessimistes. Ech mengen, datt och an Zukunft nach Bréiwer verschéckt ginn. Verschiddenes wäert verschwannen oder ass scho verschwannen, wéi zum Beispill en Deel vun de Bankextraiten. Aner Produkte ginn nei erfondt, wéi zum Beispill de personaliséierte Reklammsbréif.



Recommandéén, déi jo net zum Service universel gehéieren, sinn iwwregens leider net um Ausstierwen. Besonnesch elo, zënter datt eng ganz Rei Leit och hei zu Lëtzebuerg ufänken, d'Kris ze spieren, ginn erëm ganz vill Recommandéén ausgedeele.

Iwwert déi wichteg Roll, déi den ILR mat dësem Gesetz zougestane kritt, huet de Rapporteur geschwat an ass och schonn hei geschwat ginn, esou datt ech zum Schluss vu mengen Ausföerunge kommen.

Här President, mir waren net Demandeur fir d'Gesetz, och wann et fir eng Rei Länner verständlech ass, datt se sech méi Konkurrenz gewénst hunn. Ech ka mech nach gutt drun erënneren, wéi schlecht d'Post zum Beispill a Spuenien virun der Liberaliséierung funktionéiert huet. E Pak ass a Spuenien ukomm oder en ass net ukomm. Eng Kaart aus der Vakanz huet ouni Weideres dräi Woche gebraucht, bis se an der spuenescher Bréifboite war.

Mä ech ka mech awer och nach gutt erënneren, wéi an Däitschland an eemol praktesch iwwer Nuecht eng gewaltig Konkurrenz zur Post opgebaut ginn ass, déi just mat der Aféierung vun engem sektorielle Mindestloun konnt gestoppt ginn. Liberaliséierung ass oft eng Gefor fir sozial Acquisen, an déi Gefor besteet och zu Lëtzebuerg.

Domat, léif Kolleegen an Kolleginnen, bréngen ech, wann och ouni Begeeschterung, den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz, wou mer mengen, datt énnert den Émstänn, déi mer imposéiert kritt hunn, dat Beschta draus gemaach ginn ass.

Ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Als nächste Riedner ass den Här Colombero agedroen. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, fir d'Éischt e ganz grouse Merci un den Här Hauptert fir säi méndlechen a schréftlechen Bericht, deen exzellent war. Ech brauch net vill hei ze schwätzen, well den Här Adam huet meng Ried virgelies.

(Hilarité)

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Wéi dann?

► **M. Jean Colombero (ADR).** - An duerfir...

► **Une voix.** - Elo wësse mer, wou de Wee hieft.

(Interruptions et hilarité)

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Här Meisch, ech hu schonn eng gréng Krawatt un!

► **Une voix.** - Wien hätt dat geduecht?

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Wien hätt dat geduecht?

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Dat gesot, mir hunn do och eng gewëssen Nostalgie vum ale Bréifdréier. An, Här Minister, d'Fro, déi ech lech stellen: Wou ass de gudden ale Bréifdréier higaangen? Ech ka mech erënneren...

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Net bei d'ADR!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Déi hutt Dir 2001 als ADR probéiert ofzeschaffen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...Partei, déi wollten d'Liberaliséierung!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - En ass jo net méi dran! En ass jo net méi dran!

► **Une voix.** - Net esou nervös, Här Biltgen.

► **M. le Président.** - Hei, lauschtert wann ech gelift dem Här Colombero elo no!

(Interruptions)

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Här Minister, dat heite war eng rhetoresch Fro.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Lauschtert dem Här Colombero no. Ech mengen, deen hält eng gutt Ried de Mëtteg.

(Hilarité)

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Här Minister, dat hei war eng rhetoresch Fro! Dat war keng direkt Fro.

(Interruption)

Mir hunn eng gewëssen Nostalgie vum Bréifdréier. Fréier ass e mat sengem Weenchen duerch d'Duerf gerannt. En huet d'ganz Duerf kennt. En ass bei d'Leit gaange mam Kalenner, mat der Post, mat de Päckelcher, mam Kannergeld. Et kann ee sech erënneren un déi kleng Pabeiersfatzen, déi en hat. En ass bei d'Bom komm mat der Rent. En huet eng Taass Kaffi gedronk. Dat war eng Nostalgie.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - An eng Drépp!

► **M. Jean Colombero (ADR).** - An eng Drépp. Neen, eng Drépp huet en net gedronk, well soss wier en awer voll gewiescht.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - An nach e Stéck Kuch giess!

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Hautdesdaags ass dat net méi de Fall. Ech mengen, munch Dierfer wiesselen de Bréifdréier esou wéi munch ee vun eis seng Frëndin, hein.

(Hilarité)

E kënnt an enger Nacht- und Nebelaktioun! An et misst ee vläicht eng Kéier, wann een awer esou fair wier, fir an der Post eng Kéier eng Etüd ze maachen, wéi d'Akzeptanz bei de Leit ass. Ech mengen, do géif vill erauskommen. Ech mengen, wann de Bréifdréier eng Kéier un der Dier schellt an no 30 Sekonnen ass keen do, da läit een Ziedel an der Bréifboite an d'Person kann hire Bréif an d'Post siche goen oder och bei déi associéiert Firmen. Déi hunn emol keng Zäit, fir ze schellen, déi setzen direkt de wäissen Ziedel an d'Bréifboite. Dat muss ee sech virstellen.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Esou wäit si mer komm mat der Liberaliséierung. De Stat, deen e Monopol hat. An ech si frou, Här Biltgen, dass mer dat e bëssen zrëckgehalen hunn. Ech maachen lech guer kee Virwurf. Et ass eng Constatioun.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Well Är Partei huet et gefuerdert!

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Neen, neen. Här Biltgen, ech maachen lech kee Virwurf!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Elo huet en nach eng Partei...

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Dat ass eng Constatioun, déi ech soen. An et deet eis wierklech leed, dass dat esou wäit ass. Well et dierf een net vergiessen, dass déi Bréifdréier an och déi Aarbechter, déi dann elo lues a lues d'Plaz vum Bréifdréier kréien, ënner ganz, ganz schlechte Konditiounen schaffen. Ech mengen, et war nach ni de Fall esou wéi haut, dass déi Leit, déi do bei der Post schaffen, esou vill krank sinn, dass déi gemobbt ginn, dass se wierklech ganz, ganz schlecht behandelt ginn. Ech muss derbäi soen, awer mäi Stempel drop drécken: Et ass einfach eng Schan. Och wa mer an enger Konkurrenzsituatioun sinn, setzen ech mech awer fir den Aarbechter an. Dat kann dach net sinn, dass mer an déi Richtung ginn, dass mer d'Leit awer hei ganz schlecht behandelen.

An duerfir, dat ass dee Bémol, dee mer hunn. Mir wäerten dat Gesetz hei stëmmen, awer mat engem klenge Bémol. Well mir gesinn, dass och no 2020, wann d'Konkurrenz méi grouss wäert sinn, wa verschidde Firmen da mat der Post konkurréiere wäerten, dass do dann dee Moment d'Konditiounen nach vill méi schlecht ginn, dass do Aarbechtskräften agesat wäerte ginn, déi wierklech um Mindestloun wäerte schaffen, an déi dierfen net mucksen, well soss gi se erausgehäit.

An dat ass d'Suerg, déi mir hei hunn. An duerfir soe mer jo, mä awer ouni Begeeschterung. A mir wäerten dat Gesetz da stëmmen, wéi gesot. Mä mir sinn net iwwerzeegt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Wien ass mir?

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombero. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.** - Sidd frou, Här Urbany, datt Der deen net hutt.

► **Une autre voix.** - Wien ass mir?

► **M. Alexandre Krieps (DP).** - E war gëschter beim Mindestloun net do!

► **M. Serge Urbany (déi Léink).** - Wéi ee stëmmt hei an dësem Fall, do ass d'Fro, wat fir eng grundsätzlech Mentalitéit dass een huet. Et kann ee soen, hei ass eng oder déi aner kleng Verbesserung dran, also stëmme mer alt derfir a mer bäissen op d'Zänn. Mir sinn eigentlech guer net dermat averstanen, mä mer stëmmen trotzdem derfir. Ech hunn do eng aner Attitüd. Ech gesinn hei awer dee Vote trotzdem als en Zeeche vun der Resistenz, dat ee muss setze géint déi Entwécklung do, déi komm ass. Ech wäert duerfir mat Nee stëmmen.

► **Une voix.** - Oh!

► **M. Serge Urbany (déi Léink).** - Et ass hei ganz kloer gesot gi vu verschidde Riedner... Den Här Adam huet et ganz däitlech gesot, wéll ech awer och hei betounen. En ech kann dat net esou laang ausféiere wéi hien, duerfir muss ech mech op hie beruffen.

Ech weess elo net, hunn ech zwou Minuten oder zwou an eng hallef Minuten, Här President?

► **M. le Président.** - Zwou an eng hallef.

► **M. Serge Urbany (déi Léink).** - Zwou an eng hallef.

► **M. le Président.** - Duerfir, fuert elo schnell virun.

► **M. Serge Urbany (déi Léink).** - Dir verstitt also, datt ech elo net kann ze vill an den Detail hei goen. Mä en huet et gesot: Déi Liberaliséierung hei, och wa se vun Europa eis imposéiert gëtt, profitéiert net de Leit. Si profitéiert net de Leit! Si profitéiert also forcément enger Rei vu private Muerksbetreiber, déi wäerten hei dräsprangen, fir ze profitéiere vun där Situatioun, déi d'Politiker an Europa an och zu Lëtzebuerg awer trotzdem e bësse matgeschafen hunn.

Laangfristeg wäert dat hei derzou féieren no Iwwergangszeiten, awer och schonn direkt, dass d'Post no ënne gezu gëtt, dass och de Service universel no ënne gezu gëtt, dass d'Prestatiounen fir d'Leit, d'Zuel vun de Postbüroen an all d'Prestatiounen fir d'Leit no ënne gezu ginn, d'Aarbechtsbedingungen no ënne gezu ginn.

Wann hei gesot gëtt, dass de Minister esou drop gepocht huet, fir de Samschdeg als Aarbechtsdag mat eranzehuelen, gesinn ech dat awer e bëssen als alarmant Zeeche fir dat, wat nach an Zukunft wäert op eis zoukommen an där Beziéung do!

Voilà. Ech hunn et gesot, ech wäert hei ganz kloer mat Nee stëmmen, fir en däitlech Zeechen ze setzen. Esou geet et net! An dat do muss och erëm ëmgedréit ginn. Dat do muss och erëm an Europa an och hei am Land ëmgedréit ginn! An duerfir mussen d'Leit sech wieren dogéint. An ech mengen, dass et dann och net geet, fir ze soen: „Mir stëmmen hei derfir, well et net anescht geet, an hei oder do gëtt nach eng kleng Verbesserung dru virgeholl.“ Voilà!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. An elo kritt den zoustännege Minister, den Här François Biltgen, d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëllt och fir d'Éischt dem Norbert Hauptert villmools Merci soe fir säi schréftlechen a méndlechen Bericht. Virun allem wëll ech em awer Merci soe fir déi vill Zäit, déi e sech hei geholl huet, net nëmmen elo zum Schluss, mä während eigentlech bal dräi Joer, fir zesumme mat de Kolleegen an der Kommission un deem Text ze schaffen.

Wat mir och hei e bësse leed deet, dat sinn d'Délaien, déi waren. Ech wouss, dass dat heiten e schwierege Projet ass. A soubal ech erëm eng Kéier fir d'Zweet dann 2009 Kommunikationsminister gouf, hat ech decidéiert, d'Gesetz fir d'Éischt mat alle Partner durchzeschwätzen an esou séier wéi méiglech e Projet de loi op den Instanzwee ze féieren. Wat ech och gemaach hunn, ganz fréi. An d'Kommissioun huet dat gemaach, wat oft net geschitt an der Chamber, mä hei huet d'Kommissioun et gemaach mat dem Rapporteur, nämlech net op den Avis vum Statsrot gewaart, mä effektiv ugefaangen, iwwer all Detail ze diskutéieren.

Leider, soen ech, huet hei effektiv de Statsrot, souwuel mat sengem prinzipiellen Avis wéi och mat dem Avis iwwert d'Amendementen relativ laang gewaart, esou dass mer awer mat aller Méi, déi mer eis ginn hunn an der Kommission an an der Regierung, elo mussen e bësschen zum Schluss séier fueren, wat ni gutt ass fir esou eng Matière wéi déi heiten, déi awer komplex a schwiereg ass.

Ech hätt gäre gehat, et hätt een e bësse méi Zäit gehat. Et kënnt nämlech nach mat derbäi - do ginn ech nach eng Kéier drop an -, dass mer jo hei souwiesch schonn dräi Joer zougestane krute vun der Kommission, also vun der Unioun, mat Ofsprooch vun der Kommission, fir dat méi spéit a Kraaft trieden ze loosse, nämlech nom 1. Januar 2013, wou aner Länner déi Liberaliséierung schonn hunn. Ech hätt dat also wierklech gär éischer gehat, och fir dem Betrib Post d'Méiglechkeet ze ginn, sech besser op déi nei Situatiounen anzustellen.

Ech weess, dass dat geschitt. Dat geschitt och an engem Sozialdialog, deen net ëmmer einfach ass. Mä en ass awer do. Wat och eng wichtig Saach ass, dass och gestridde gëtt. Dat ass schonn eppes, wat ëmmer wichteg ass. Mä et wier besser gewiescht, mir hätten et éischer gehat wéi elo.

Da wëll ech och e Wuert soen, well den Här Berger huet mech ëmmer „Postminister“ genannt. Ech sinn net Postminister. Ech si Regulatorminister.

(Interruption)

Jo, jo. Dat ass e reelle Problem. Den Här Schneider ass Postminister.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ah!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Jo.

(Interruption)

Neen, neen, ech waarde bis dass Der fäerdeg sidd. Ech...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Den Här Biltgen ass ganz nervös haut.

(Interruption)

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Här Berger, ech hunn net d'Impressioun, dass ech nervös wier.

► **Une voix.** - U wat läit et dann?

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Wann Dir eppes wëllt soen, da sot et, a soulaang waarden ech. Ech wëll just soen, dass de...

► **M. le Président.** - Ech bieden lech wierklech, awer elo emol e bësschen dem Minister nozelauschteren. Et ass effektiv ganz schweier, wann een hei soll schwätzen an andauernd gëtt riets a lénks do derzwësche geschwat. Här Minister, fuert elo virun!

► **Une voix.** - Et ass geschwé Chrëschtstag.

► **Une autre voix.** - Seng Zäit ass schonn em.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Här Minister, loosst lech net stéieren.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Neen, ech loosse mech net stéieren.

(Hilarité)

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Ech explodéiere geschwënn.

► **Une voix.** - Loost lech net stéieren.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Bleift roueg.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Neen. Wa Rou ass, da schwätzen ech weider. Ech hu kee Problem. Also, ech hunn Zäit de ganze Mëtteg.

► **Une voix.** - Mir och!

(Hilarité)

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Neen, ech verstinn, dass fir vill Deputéierten dat heite Gesetz net wichteg ass. Ech muss just soen, et ass awer wichteg.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **Une voix.** - Elo provozéiert Dir awer wierklech, Här Minister!

(Hilarité)

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Also, et muss ee wëssen, an ech kommen nach eng Kéier op d'Liberaliséierung zrëck, dass effektiv zënter der ganzer Liberaliséierung en Ennerscheid ass zwësche Postminister a Regulatorminister. De Kommunikationsminister ass Regulatorminister. Dat ass '99 fir d'Éischt geschitt. Bis dohi gouf et zum Beispill e Kommunikationsministère zu Lëtzebuerg bis '99, zu deem de Centre informatique gehéiert huet, zu deem d'Post als Betrib gehéiert huet, also P&T gehéiert huet.

Ech waarden, bis den Här Berger an den Här Krieps fäerdeg sinn.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, ech mengen, de Minister iwwerdreift awer elo. Et ass net méi wéi soss.

► **M. le Président.** - Mä, ech mengen, et wier wierklech gutt, wa mir alleguerten e bësschen méi Disziplin haut de Mëtteg hätten a mir géifen elo dem Minister nolauschteren. Soss komme mer wierklech net virun. Här Minister, wann ech gelift.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - En ass net fir näischt Kommunikationsminister!

(Hilarité)

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Et ass dunno '99 decidéiert ginn, an dat war opgrond vun der Liberaliséierungswell vun der Europäescher Unioun, dass de Kommunikationsministère als Ministère opgedeele gouf.

Do war zum Beispill, an dat war eng vun deenen éischten Décisiounen, déi ech hu misse huelen als Kommunikationsminister '99... Wéi ech fir d'Éischt Kommunikationsminister war, hunn ech misse den Här Paul Schuh, deen elo President vum ILR ass, op Drock vun der Kommission ofsetze loosse als President vun der Post - dee war nämlech déi Zäit Pre-

sident vun der Post -, well d'Kommissioun gesot huet, dat kann net sinn, dass een, dee fir de Regulatiounsminister schafft, well den Här Schuh ass dunn an de Kommunikationsministère komm, och President vun der Post ass.

Ech wëll dat just erënneren. Vill Leit kënnen sech net méi drun erënneren, wat dat en Drock vu Liberaliséierung war. Eng Liberaliséierung, déi notament am Postsecteur... An do soen ech dem Här Adam Merci, dass en dat gesot huet, déi vun der Lëtzebuurger Regierung ëmmer erëm refuséiert gouf, déi Liberaliséierung am Postsecteur.

Dat war allerdéngs do e Problem. An duerfir hu mer och nach haut déi Situatioun, dass de Kommunikatiounsminister fir d'Regulatioun zoustänneg ass. Den ILR exekutéiert d'Regulatioun op alle Gebidder - Telekom, Post, Energie, Gas an esou weider -, an de Kommunikationsminister proposéiert d'Gesetzter iwwert d'Regulatioun. De Kommunikatiounsminister dierf awer dofir fir d'Kommissioun net Chef si vun engem Betrib, deen eppes domat ze dinn huet.

An dofir ass '99 de Wirtschaftsminister dunn effektiv och President ginn - also President ginn... -, Ministere de tutuelle gi vun dem Betrib Post. Dat ass dat, wat '99 decidéiert gouf. An duerfir ass de Kommunikatiounsminister Regulatiounsminister an net Postminister.

Da wëll ech soen, dass ech hei bei den Diskussiounen awer e bëssen iwwerrascht sinn iwwer eng Partie Froen, déi déi Häre Berger, Adam an Haagen opgeworf hunn, op déi ech awer nach eng Kéier am Detail zrëckkommen, well mir hu se iterativ an der Kommissioun diskutéiert. An ech hunn och iterativ meng Äntwerte ginn. Ech hat och d'Gefill, déi Äntwerte wieren akzeptéiert ginn. An duerfir sinn ech e bëssen iwwerrascht, dass déi Froen nach eng Kéier hei gestallt ginn, amplaz dass Amendemente komm wieren.

Wou ech awer ganz iwwerrascht sinn, awer erfreet sinn, dat ass, Här Colombera, iwwert d'Positioun vun der ADR.

► **Une voix.** - Ah!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Dir sidd jo nach Member, hunn ech haut matkritt, während engem Joer an der ADR,...

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

(Interruptions diverses)

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - ...well am Joer 2000 huet d'ADR eng Motioun hei proposéiert, am Joer 2000, dat war virun der vir-viregter Liberaliséierung, fir ze soen: „Majo, kommt, mir maachen dat, wat d'Chambre de Commerce verlaangt, a kommt, mir maachen eng total Liberaliséierung vum Brëifpostsecteur, well et ass net gutt, dass mir hei e staateleche Monopol hunn.“

Ech sinn also frou, dass eigentlech hei d'ADR, well nach sidd Der Member vun der ADR, Här Colombera, hei eng aner Meenung huet wéi 2000, an de Contraire seet vun deem, wat Der 2000 gesot hutt. Dat wëll ech einfach esou hei akzeptéieren. A wann dat och éierlech gemengt ass, sinn ech ëmsou méi frou driwwer, well et ass ni falsch am Liewen eng Kéier eng aner Meenung ze hunn.

(Interruption)

Et ass ëmmer falsch, net op seng Meenung zrëckzekommen, wann et deem Falschen déngt. An duerfir soen ech dem Här Colombera hei...

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Fréier! Voilà!

► **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Dir...

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Ma, Dir sidd jo net méi Member an der ADR, Här Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Voilà! Duerfir gesinn ech dat esou.

(Interruption)

► **M. le Président.** - Erlaabt Der, datt den Här Gibéryen lech eng Fro stellt?

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Selbstverständlech.

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, ech wollt dat confirméieren, wat den Här Minister hei gesot huet. Mir hunn effektiv déi Positioun sen-

gerzäit gehat. An d'Partei ass dunn awer vun där absoluter Liberaliséierung ofkomm an engem nächste Wahlprogramm. A mir hunn déi Positioun dunn ageholl, déi mer haut hei vertraueden hunn.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Voilà! Dat wollt ech just hei gesot hunn. An nach eng Kéier, den Här Henckes ass net méi Member vun der ADR, mä ech wëll hei begrëssen, dass d'ADR hei eng aner Meenung geholl huet. Voilà.

(Interruption)

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Absolut.

(Hilarité)

► **M. le Président.** - Also, mir schwätzen elo hei net iwwert den ADR-Wahlprogramm, Här Minister, mä iwwert d'Postgesetz. Fuert Dir elo virun.

(Interruptions diverses)

► **Une voix.** - Et fänkt un, Slapstick ze ginn.

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Duerfir stëmme mer d'Gesetz.

► **Plusieurs voix.** - Mir, mir, mir!

(Hilarité)

► **Une voix.** - Die heilige Dreifaltigkeit!

(Hilarité et interruptions diverses)

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Här Kartheiser, schwätzt emol e klärend Wuert.

► **M. le Président.** - Här Minister, loosst lech net aus der Rou bréngen a fuert virun.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Ech loosse mech net aus der Rou bréngen. Ech waarde just, dass ech erëm ka schwätzen. Also...

(Interruptions)

Ech wëll zu der Liberaliséierung en général eppes soen. D'Liberaliséierung an Europa hat als Zil, op alle Secteuren dem Bierger besser Servicer zu bessere Präisser ze bidden. An déi Liberaliséierung muss een och dofir separat ugoen.

Wann ech elo bei dem Betrib Postes et Télécommunications sinn, muss ech soen, dass zum Beispill d'Liberaliséierung vun den Telekom-Servicer vill bruecht huet, och fir Lëtzebuerg. De Feeler bei der Liberaliséierung vun den Telekom-Servicer war allerdéngs, dass deemools d'Kommissioun der Meenung war, d'Infrastruktur misste liberaliséiert ginn amplaz nëmme d'Servicer. Well dat ass ee vun deene Problemer, dee mer haut hunn an deen och de Betrib Post huet, fir wierklech mat dem Breetband méi wäit ze goen, well do d'Post eigentlech ëmmer selwer géint sech a Konkurrenz gestallt gëtt duerch déi Liberaliséierung, déi zum Beispill bei der Energie a bei der Bunn aneschts war: Do sinn d'Infrastrukturen an der Hand vum Stat bliwwen an déi eenzel fréier Monopolisten, déi hu just Servicer ugebueden.

Hätte mer dat am Telekom-Secteur deemools duerkritt - mir waren awer bal déi Eenzeg, déi dat plädéiert hunn -, da wär et och am Telekom-Secteur haut méi einfach, eng Breetbandstrategie ze maachen, déi mer awer amgang sinn ze maachen, de Wirtschafts- an de Kommunikatiounsminister zesummen.

Wat d'Brëifpost ubelaangt, ware mer ëmmer géint eng Liberaliséierung. An duerfir wollt ech nach eng Kéier drop hiweisen, déi Debatten, déi mer 2000 hatten, wou iwwregens déi gréng Fraktioun dem Minister eng Motioun mat op de Wee ginn huet, déi vu jiddwengem gestëmmt gouf bis op déi deemools, déi se net gestëmmt hunn, fir ze soen, wiert lech bis zum Schluss, dass ze vill ofgebaut gëtt vum Service réservé. Déi Zäit, 2000, 2001, du war ech Minister, hate mer nach eng Majorité, eng Minorité de blocage. Déi hat mäi Successeur a Prédécesseur Jean-Louis Schiltz duerno net méi. A wéi gesot ginn ass, et ware just nach zwee Länner, déi dogéint waren an, vu dass mer hei an Majorité qualifié waren, hu mer eis net kënnen duerchsetzen, esou dass mer déi ganz Liberaliséierung hei kruten.

Woufir ass bei der Post, Brëifpostsecteur, déi Liberaliséierung fir Lëtzebuerg net wënschenswäert? Aus zwee Grënn. Deen Éischten ass deen: Et huet schon een, ech weess net wien et war, mä ech kann och där Beispiller ginn a jiddweere kennt se, wann een an der Vakanz war oder et war ee Kolleeg an der Vakanz an Italien an en huet em wëllen eng Kaart schécken, wéi schéin et an Italien wär oder Spuenien oder nach aner Länner, wéi laang ee gewaart huet. D'Joer drop huet en dann oder fir Chrëschttag huet en eng Kaart kritt vum Juli. Sou! Zu Lëtzebuerg war d'Brëifpost ëmmer zu gudder Präisser och séier. Sou! Si ass och nach haut vläicht manner gutt wéi fréier, mä dat huet och eppes mat anere Saachen ze dinn.

Mä mir waren net Demandeur, well eis Leit zu Lëtzebuerg hunn eng Brëifpost kritt, déi bëlleg a gutt war. Aner Länner hunn déi Liberaliséierung gebraucht, mir net!

Dat Zweet ass, an dat ass den Ennerscheed zum Telekom-Secteur, den Telekom-Secteur huet e Marché, deen dauernd explodéiert. Dat heescht, wat méi Konkurrenz kënn, wat och méi Servicer ugebuede ginn, wat och jiddweere op seng Käschte kënn. Et muss ee kucken, am Telekom-Secteur ass de Betrib EPT haut largetement majoritär. Ech wëll och soen, et hu verschidde Leit, den Här Haagen zum Beispill, gesot, dat dierft net hei erafléissen. Dat ass ganz kloer. Also, eng vun deene positive Konsequenze vun der Liberaliséierung an Europa ass, dass net gesot gëtt, méi, well s De um Telekom-Secteur e Benefiss méchs, muss De Defizit op dem Postsecteur maachen. Also, dat ass schonnes eppes, wat ganz kloer ass vun der Liberaliséierung. Mä et ass evident, dass hei de Marché zrëckgeet.

Et ass virdu geschwat gi vun de Banken. Jo, Dir wärt gesinn, ëmmer manner Leit, d'Banke froen ëmmer méi Suen, wann ee gäre seng Extraiten hätt. Dat heescht, ëmmer méi Leit ginn herno nach just op Internetbanking, deen och ëmmer méi sécher gëtt, wat gutt ass. An op där anerer Säit entsteet eleng doduerch e Verloschtgeschäft fir d'traditionell Brëifpost.

An dat, wat mir och, soen ech hei nostalgisch, e bësse leed deet, dat ass, dass mer eigentlech vergiessen, wou d'Brëifpost hierkënn. D'Brëifpost kënn aus engem Secteur hier, aus enger Geschicht hier, do muss ee wierklech op d'18. an d'17. Jorhonnert zrëckgoen, Thurn und Taxis an esou weider, déi hatten e Monopol. Déi hatten awer e Monopol fir déi Déck. Déi Déck hatten d'Recht op eng Post. An eng grouss Erungenschaft fir d'Leit war, dass de Stat jiddwengem garantiéiert huet, dass e géif Post kréien, an net nëmme deenen, déi konnte bezuelen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, déi Brëifpost muss een och gesinn, am Kader vun eise moderne Verfassungen, vun dem Brëifpostheimnis. Woufir sinn zum Beispill ëmmer, bei eis an anere Länner och, d'Brëifpost staatlech Beamte gewiescht? Majo, well ee vu staatlech vereedegte Beamte konnt erwaarden, dass se d'Brëifpostheimnis net géife verletzen. An dat ass eng Geschicht, déi een awer einfach net sollt vergiessen. Haut denkt kee méi drun. Haut gëtt gesot, et muss bëlleg sinn a séier sinn an esou weider. Mä d'Geschicht vun der Brëifpost, wéi och eis Post se gemach huet, war jiddwengem Bierger Urecht ze ginn, séier Brëiwer ze kréie vun engem aneren an déi Brëiwer net vun iergendengem oppgemaach ze kréien, mä déi Brëiwer zougelooss iwwerrecht ze kréien. Dat soll een net vergiessen.

An dat Drëtt, wat dobäi war, dat ass, an do kommen ech herno nach eng Kéier drop zrëck, wann et drëms geet, wéi et ze bezuelen ass, dat ass den Timber. Dat ass den Timber...

(Interruptions diverses)

► **Une voix.** - Ech war et net.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Virum Timber...

► **Une autre voix.** - Ech och net.

(Hilarité)

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Also, Här President, Dir decidéiert, wann ech ophalen.

► **M. le Président.** - Neen, Här Minister, fuert virun. Dir waart e puermol ënnerbrach ginn. Dir hutt also nach déi eng oder déi aner Minutt méi zegutt. Fuert virun, wann ech gelift.

(Interruptions diverses)

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Den Timber ass e wesentlech Element,...

► **Une voix.** - Hie mécht weider, wéi wann näischt gewiescht wär.

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - ...en Element gewiescht beim Bezuelen, well virum Timber huet dee bezuelt, deen e Brëif krut. Nom Timber huet dee bezuelt, deen e Brëif fortschéckt. An och dat erkläert eng Partie Problemer, déi mer herno kréie beim Finanzement.

Den Timber ass allerdéngs eng Demokratiséierung gewiescht vun der Brëifpost, well effektiv dee bezilt, dee gar hätt, dass deen aneren e Brëif kritt, an net deen, deen e Brëif kritt, muss bezuelen. Bon, natierlech hu mer Servicer, wou ee seet, ech hätt gar eppes séier, da kréien ech et.

Ech wëll iwwregens all deene Leit soen, déi op Internet bestellen an déi um Internet gesot kréien, Du muss esou vill fir den Transport bezuele vun Dengem Pak, si sollen emol ganz

oft dat maachen, wat ech ëmmer maachen, ze soen: „Ech verzichten dorop, schéck en einfach mat der normaler Post!“ Well doduerch kënn en net onbedéngt vill méi spéit un, mä e kënn op alle Fall méi bëlleg un, wéi wann een deier Privatservicer bezilt, soi-disant well eben déi Firma mat deem en Accord huet. Och do kommen ech nach eng Kéier drop zrëck, dass et och wichteg ass, dass an Zukunft den Utilisateur net onbedéngt déi Privatservicer ënnerstëtz, déi d'Korinthen aus dem Kuch eraussiche kommen.

An da wëll ech hei eppes soen, wat ech mengen, ech also ganz roueg ka soen, well ech mengen, ech sinn de meescht gehaasstene Politiker op der Post a bei de Brëifdréier souwisou.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.** - Dat ass, jo, dat ass esou, domadder muss ech liewen...

(Interruptions diverses)

Domadder muss ech liewen. Ech wëll just soen - duerfir kann ech dat soen, oni dass et als Schläimerei ugesi gëtt, well ech souwisou keng Stëmme méi do ze gewannen hunn -, dass een einfach hei muss unerkennen, dass d'Brëifdréier an hir Federatioun, dass déi eigentlech bal bereet waren hei, ee vun deenen eelste Beruffer, déi mer hei an der Fonction publique hunn, d'Brëifdréier, ech wëll net soe ganz ofzeschaffen, mä lues a lues auszerangéieren. An duerfir wollt ech dat nach eng Kéier virdu gesot hu vun der Geschicht vun der Brëifpost, och vun der Verfassungsroll vun der Brëifpost. An ech mengen, dass et duerfir och eng Unerkennung vun eis bedeit, dass hei awer Leit waren, en uralen traditionelle Beruf, déi bereet waren am Kader vun engem Sozialdialog ze kucken, fir déi Restrukturierung esou ze maachen op der Post, dass et och dee Betrib nach an Zukunft ka ginn.

An dann e Wuert zum Service universel an zum Service réservé. Mir hatten, an dat war nach, wéi ech 2001 déi virlescht Direktiv ausgehandelt hunn, hate mer e Service réservé, et ass e puermol gesot ginn, bis zu 50 Gramm konnt d'Post weider huelen. Domadder huet d'Post Defizitgeschäfte kënnen maachen. Wou sinn d'Defizitgeschäfte, wou sinn déi positiv Geschäfte? De Punkt ass, dass een...

Ech hunn dat ëmmer an der Kommissioun gemaach, dass ech de Brëifpostmarché e bësselche mat engem Méckekuch verglach hunn, dat ass en dréchene Kuch an d'Mécken, dat sinn d'Korinthen. Bis elo war et esou, dass mer gesot hunn, an dat war de Service réservé, d'Korinthen, an dat waren d'Brëiwer bis zu 50 Gramm, déi sinn der Post virethalen, wat iwwregens och schonn zu enger Partie Prozesser gefouert huet, zu Décisiounen beim ILR gefouert huet. Déi sinn dem Betrib Post virethalen.

Elo geet de Service universel op fir jiddweeren. An dat ass - an duerfir nach eng Kéier op déi Froen zrëckzekommen, déi hei gestallt goufen, déi ech scho beäntwert hat awer nach eng Kéier wëll bestellen - de Problem ass deen, dass de Service postal universel zwou Bedeitungen huet. Et ass een eenzege Betrib am Land, dee muss jiddwengem Bierger am Land, egal wou e wunnt, dat garantéieren! Dat heescht, dee muss och den dréchene Kuch garantéieren. An déi aner, déi nei Beriber, déi kënnen sech d'Korinthen eraspicken.

An dat ass de Punkt, wou et elo an Zukunft schwierig gëtt. An dat ass och den Haaptpunkt gewiescht, fir d'Regierung, net nëmme fir de Kommunikatiounsminister, mä fir d'Regierung insgesamt, an deem ganze Pak, fir ze soen, wa mer elo d'Konkurrenz opmaachen, da kann et net sinn, dass dann de Stat zweemol bezilt. De Stat bezilt de Betrib Post, well mir sinn eenzege Haaptaktionär, an ech sinn och der Meenung, dass dat och soll esou bliwen. Mir sollen net d'Actionariat opmaachen, well déi Fro gouf ënnerschwellig vun engem gestallt. Ech mengen, dass de Stat soll widerhin Aktionär bliwen, well de Betrib Post fir eis net e finanzielle Betrib ass, deen eis Sue soll virun allem an d'Keess ginn, mä virun allem eis Missiounen am Interessi vun de Leit ginn.

Op där anerer Säit ass et allerdéngs esou, dass mer net der Meenung sinn als Regierung, dass dann d'Post, dass dann de Stat och nach sollt d'Defizitgeschäft vun der Post bezuelen. Wann hei nei Konkurrenten op de Marché kommen, déi nëmme d'Korinthen huelen, ma da solle si derfir bezuelen. Hei ass et natierlech, jiddweere huet et gesot, dass hei souwuel d'Gewerkschafte wéi d'FEDIL an d'Chambre de Commerce enger Meenung waren, fir ze soen, de Stat soll bezuelen. Ech verstinn d'Gewerkschafte ganz gutt. Ech hunn och ganz vill Versteedemach, wann ech Member wär vun de Gewerkschaften.

► **M. le Président.** - Här Minister, ech muss lech just drop opmierksam maachen, dass Der

lues awer sécher zum Schluss kommt. Ech hunn lech elo fënnef Minutte méi ginn. Ech wär awer elo frou, wann Der géift lues awer sécher zum Schluss kommen.

► M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.- Wéi vill Minutte gitt Der mer?

► M. le Président.- Ma fuert emol virun. Dir hutt Der elo scho fënnef méi kritt. Ech mengen, mir hunn hei Riedezäiten, do muss awer jiddweree sech am Prinzip drun halen. Dir sidd elo e puermol ënnerbrach ginn, duerfir hunn ech lech och e puer Minutte méi ginn. Mä kuckt, datt Der awer elo lues awer sécher zum Schluss kommt.

► M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.- Liest den Avis vun der Chambre de Commerce no. Do steet dait-lech dran, mir hätte gär, dass de Stat bezilt a mir hätte gär, dass de Stat derfir suergt, dass d'Post restrukturéiert gëtt. An duerfir verstinn ech d'Gewerkschaften, dass si och wëllen hunn, dass de Stat bezilt, well se fäerten, dass se herno ënner Drock gesat ginn, dass herno ze vill séier an ze vill schlecht d'Posten ofgebaut gi bei der Post.

Ech soe just, ech versti si, mä ech deelen hir Meenung net, well ech effektiv der Meenung sinn, dass wann elo Privatbetriber kommen, déi hei d'Korinthen akasséieren, déi hei Suen akasséieren, dass se och solle bezuelen. An déi Fro, déi mer hei gestallt gouf vun engem vun den Intervenanten, fir ze soen: „Wie bezilt dann elo a wie bezilt net?“ Do soen ech ganz einfach, wa vill Privatbetriber kommen an d'Korinthen erauspicken, dann ass den Defizit vum Betrib Post grouss. Mä da sinn der och vill do, déi dra bezuelen an den Defizit.

Wa mer awer eleng doduerch, dass mer deene Betriber soen: „Dir musst herno bezuelen.“, deenen emol e Rigel virschieben, dass déi elo nëmme kommen an an de Ballungsgebidd - d'Ballungsgebidd, dat ass de Süden, dat ass de Minett an dat ass d'Stad -, do Servicer ubidden, bei deem, dee fortschéckt, net bei deem, wou et ukënn. Well, do wäert Der gesinn, dass e Betrib seet zu de Privatboiten: „Wann Dir wëllt bei eis kommen, da kritt Der vill méi bëlleg Är Post ausgedroen am Minett an an der Stad, mä wann Der gär Bréiwer am Norden hätt, da gi se méi deier.“ Wat mécht de Betrib? Ma e geet bei de Private fir de Minett a fir d'Stad an e geet bei d'Post fir deen am Norden an am Osten.

An duerfir, wa mer deene Betriber soen -, an duerfir sinn ech hei radikal géint den Avis vun der Chambre de Commerce a géint de Conseil de la concurrence -, wa mer deene soen: „Lauschtert, wann Dir nënnen d'Korinthen hei erauspickt, da musst Der matbezuelen.“, dann hu mer vläicht d'Chance, dass der manner kommen. Wann der manner d'Korinthen erauspicken, gëtt den Defizit fir de Betrib Post jo och manner grouss. An dat ass e bëssen d'Antwort op déi Fro, déi verschidde Leit gestallt hunn.

► Une voix.- Do si mer eis eens.

► M. le Président.- Dir misst lues awer sécher elo wierklech zum Schluss kommen. Dir sidd elo iwwer siwe Minutten. Ech mengen, Dir hutt Zäit, fir...

► M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.- Ech wëll lech da soen,...

► M. le Président.- ...Är Konkusioun ze zéien.

► M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.- Jo. De Problem ass, Här President, d'Deputéierten trieden op, stelle mer Froen, hätte gären eng Antwort. An Dir gitt mer net d'Zäit, fir d'Antwort ze ginn. Ech kann also keng Antwort méi ginn...

(Interruptions diverses)

Ech kann also keng Antwort méi ginn, déi ech gäre ginn hätt, well ech hu se...

(Interruptions diverses)

► Une voix.- Dir hat awer elo laang genuch...

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Dir hutt Är Zäit benotzt, fir iwwert d'ADR ze schwätzen.

► M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.- Ech hunn d'ADR gelueft. Elo sidd och nach rosen dowéinst!

(Interruptions diverses)

► M. le Président.- Här Minister, kommt elo zum Schluss.

► M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.- Ech hätt gären iwwert d'Expresspost geschwat, ech hätt gären iwwert d'Postbüro geschwat, ech hätt virun allem schrecklech gären iwwert de Kollektivvertrag geschwat an ech hätt och gären iwwer fënnef oder sechs Deeg geschwat. Ech wëll just

soen, dass ech kee Problem hunn, dass sechs Deeg fale gelooss ginn. Heiansdo muss ee Ballast loossen, fir dat ze kréien, wat ee gären hätt. A wat ech gären hätt, dat ass, dass déi Privatbetriber, déi d'Korinthen hei erauspicken, dass déi och bezuelen, an dass et net nëmmen de Stat ass an de Steierzueler, déi musse bezuelen, fir dass d'Leit e gudden Déngscht gebuede kréien.

Ech soen lech Merci.

► M. le Président.- Merci dem Här Minister. An domadder wär d'Diskussioun elo definitiv ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6160 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6160 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen géint eng Neen-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Bresseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

ler mer elo un deen nächste Projet de loi kommen, ass hei nach eng Question urgente vum honorabelen Här Ali Kaes iwwert d'Zuchlinn Elwen/Lëtzebuerg erakomm.

► Plusieurs voix.- Ooohhh! Aaahhh!

► Une voix.- ...misst nach d'Urgence erklären, Här President.

► Une autre voix.- Wou ass do d'Urgence?

► M. le Président.- Ech géif also den Här Kaes bidden, seng Fro ze stellen. Den Här Kaes erkläert lech elo d'Urgence.

► Une voix.- Mir fuere mat dem Zuch iwwert d'N7.

4. Question urgente n°2467 de M. Ali Kaes sur les perturbations sur la ligne Troisvierges-Luxembourg

► M. Ali Kaes (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech hunn u sech déi Fro gestallt, well ganz einfach mer bis elo eng gutt Woch haten, wou d'Temperaturen ënner Null gefall sinn an effektiv ass an där Woch direkt den éischten Zuch vun Elwen a Richtung Ettelbréck, Richtung Stad zweemol u sech net zu deenen normalen Horairé gefuer. Dat heescht, déi eng Kéier ass en iwwerhaupt net aus der Gare erauskomm, well en eng Pann hat zu Elwen. An déi zweete Kéier ass e just bis op Clierf komm an du war et eriwwer. A wann...

(Interruptions diverses)

► M. le Président.- Ech bidden lech, dem Här Kaes nozelauschteren.

(Interruptions diverses)

► M. Ali Kaes (CSV).- Ech weess souwisou net, wat et do ze laache gëtt. Ganz besonnesch...

► Une voix.- Här President, ech si gëschter mam Bus an d'Stad gefuer, deen hat dräi Minutte Verspéidung. Däerf ech och eng Question stellen? Et ass urgent, wann ech gelift.

(Hilarité)

► M. le Président.- Här Kaes, fuert elo virun.

► M. Ali Kaes (CSV).- Ech weess net, also déi Leit am Norden, déi deen Zuch huelen, déi fanne dat iwwerhaupt net lächerlech!

► Une voix.- Mir och net. Mir fannen eppes anescht lächerlech.

► M. Ali Kaes (CSV).- Grad déi gréng, déi jo fir den öffentlechen Transport sinn,...

(Interruptions diverses et hilarité)

...misste ganz speziell fir den öffentlechen Transport sinn, missten et guer net gutt fannen, wann ee sech net kann op den öffentlechen Transport verloossen. Wann een net zur Zäit op seng Aarbecht kënnt, wann een net zur Zäit a seng Schoul kënnt, wann een net zur Zäit an de Lycée kënnt, wann een net...

(Interruptions diverses)

► M. le Président.- Ech bidden lech, elo opmierksam ze sinn.

► M. Ali Kaes (CSV).- Wann een net op Dikrech zum Beispill an de Lycée kënnt, fir seng Prüfung ze schreiwen, dann ass dat...

(Interruptions diverses)

► M. le Président.- Här Kaes, stellt awer elo wann ech gelift Är Fro.

► M. Ali Kaes (CSV).- Jo.

► M. le Président.- Stellt elo Är Fro.

(Interruptions diverses)

► M. Ali Kaes (CSV).- Här President, da musst Dir et vläicht awer och fäerdegréngen, datt endlech hei Rou ass, datt een normal ka seng Fro stellen. Ech wëll just soen, datt dat doten net normal ass an datt...

(Interruptions diverses)

► M. Xavier Bettel (DP).- Do si mer eis all eens!

► M. le Président.- Ech bidden lech, awer elo wierklech nozelauschteren. Stellt Är Fro an da kann de Minister drop äntweren, wann ech gelift.

► Une voix.- Ma, et ass dem Minister seng Schuld!

(Hilarité)

► M. Ali Kaes (CSV).- Ech wëll just soen, datt grad an engem Moment, wou den öffentlechen Transport zweemol Sënn mécht, nämlech dann, wann d'Stroossen net onbedéngt gutt befuehrbar sinn, datt, wann een da seet, ma elo huelen ech grad haut den Zuch, an doduerch ze spéit kënnt, dann ass dat einfach net gutt.

An duerfir froen ech, ob den Här Minister a Kenntnis vun där Situatioun ass, ob u sech eis Zich net de wanterleche Konditiounen ugepasst sinn, wat also d'Ursaache sinn, datt dauernd Pannen optrieden?

(Interruptions diverses)

A wat den Här Minister - Dir kritt mech net aus der Rou, Dir alleguerten net -, a wat den Här Minister gedenkt ze ënnerhuelen, fir datt och déi Bierger aus dem Norden, déi fréi mam éischten Zuch Richtung Ettelbréck a Richtung Stad fuere, fir datt déi sécher an zur Zäit op hirer Aarbecht respektiv an hirer Schoul ukommen?

Ech soen lech Merci.

► Une voix.- Très bien!

► M. le Président.- Elo kritt de Minister d'Wuert, fir drop ze äntweren.

(Interruptions diverses)

► M. Xavier Bettel (DP).- Et ass e Bus an eng Luucht gerannt...

► Une voix.- Ech hunn d'Urgence nach net verstanen, Här President.

► Une autre voix.- De Minister erkläert eis et jo elo.

► M. le Président.- De Minister äntwert elo op d'Fro vum Här Kaes.

► M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Merci, Här President. E puer Saache sinn zu där doter Fro ze soen.

Dat Éischt, dat ass selbstverständlech, wéi den Här Kaes seng Fro gestallt huet, hunn ech mech bei de CFL informéiert, wat dann d'Problemer wäeren, krut och relativ prezis Äntwerten. Op deem Datum, wou gefrot ginn ass, den 12. Dezember 2012, war effektiv eng vun deenen..., hu mer 14 Deeg no hanne gekuckt, fir ze gesinn, wat alles passéiert ass. Zwou Saache si passéiert. Et war eng Relatioun vun deene 84 Zirkulatiounen, déi moies während deene 14 Deeg gefuer sinn, déi suppriméiert ginn ass, also net konnt nom normalen Horaire fuere.

Firwat war déi Suppressioun do? Mä dat war, well en techneschen Défaut um Transformateur vun der Lokomotiv 3.002 den Zuch...

► Plusieurs voix.- Aaahhh!!!

► M. François Bausch (déi gréng).- Elo wësse mer alles.

► M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Voilà!

...den Zuch RE 7.608 vu 5.41 Auer...

► Une voix.- Elo versti mer d'Urgence esou lues.

(Brouhaha et hilarité)

► M. le Président.- Da lauschtert och elo dem Minister no!

► M. Gast Gibéryen (ADR).- 3.002, ma dann ass et urgent.

(Hilarité)

► M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- ...well déi en techneschen Défaut um Transformateur hat. Dee Problem war also net, wéi elo hei gesot gouf oder wéi ee konnt gleewen, liéiert mat de Conditions hivernales, well et hat u sech näischt mam Wanter ze dinn. En hat just eng Pann, Wanter oder net Wanter.

(Brouhaha et hilarité)

Dat ass esou. Duerfir d'Antwort op déi Fro an op d'Angscht vum Här Kaes, datt dat op der Nordstreck, wou awer d'Wanterkonditiounen méi grouss si wéi op anere Strecken, kéint méi oft virkommen, ass also net justifiéiert, well den Zuch just eng Pann hat an dat do net mat de wanterleche Konditiounen eppes ze dinn hat.

D'CFL hunn och a mengen Aen hei relativ gutt reagéiert, well de Personnel de bord an den Agent local vu Clierf sinn informéiert ginn, hunn och de Persounen, déi dra waren, assistéiert an hunn och déi noutwendeg Moossname geholl, fir et an de Grëff ze kréie mat de Leit.

Do kann een effektiv elo driwwer laachen. Mä ech fannen, datt d'CFL do bei esou Fäll eng gutt Aarbecht maachen. Si si relativ schnell intervenéiert.

(Brouhaha général)

► Une voix.- De Problem sinn net d'CFL!

► Une autre voix.- Ausser zu Dikrech.

► M. le Président.- Ech bidden lech, nozelauschteren!

► M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.- Da soen d'CFL och nach, datt se an Zukunft och de Personnel sédentaire, dat heescht déi Persounen, déi op deene Garé sinn, déi qualifizéiert sinn, fir d'Surveillance vun deene Maschinen ze maachen, wäerte bäibehalen. Wann also aner Konditiounen sinn a Schwieregkeete sinn, datt se direkt kënnen agräifen.

Duerfir als Konkusioun wëll ech soen, datt d'Material vun de CFL duerchaus adaptéiert ass un déi do Froen an datt u sech ëmmer awer eenzel Pann kënne virkommen.

Des Weidere war nach de 7. Dezember 2012 een Zuch ëm 46 Minutte retardéiert. Dat war dat Eenzege, wat awer op där Streck dee Moment virkomm ass.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. le Président.- Merci dem Här Minister.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6388, eng Konventioun vum Conseil de l'Europe géint den Terrorismus. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et ass kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi...

► Une voix.- Den Här Urbany.

► M. le Président.- Den Här Urbany.

Da kritt also elo d'Wuert d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Christine Doerner.

5. 6388 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie, le 16 mai 2005, et modifiant

- le Code pénal;

- le Code d'instruction criminelle;

- la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

- la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980; et

- la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Christine Doerner (CSV)**, rapportrice.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konvention vum Conseil de l'Europe iwwert d'Terrorismuspreventioun - och Warschauer Konventioun genannt - vun 2005 ergäntz enner anerem d'Terrorismusbekämpfungskonvention vum 1977.

Schonns an de 70er Joren hat ganz Westeuropa mat terroristesche Strukturen ze kämpfen. Wéi zum Beispill déi Katastroph vum der Münchener Olympiad, awer och d'Entféierung vum deem Vol vun der Lufthansa, dee vu Palma de Mallorca no Frankfurt wollt fléien an dee finalement zu Mogadischu gelangt war.

Mir haten d'Entféierung vum Generalbundesanwalt Buback, dem President vum der Dresdner Bank Jürgen Ponto, dem Chef vun der däitscher Industrie Hanns Martin Schleyer, déi all leider ëmbruecht goufe vun der RAF, der Rouder Arméi Fraktioun, och d'Baader-Meinhof-Grupp genannt. De Schued a ganz Europa an deene Jore war a Milliardenhéicht, ouni déi Verletzten an Doudeg ze zielen.

De Schock vum 11. September 2001 huet verdäitlecht, dass mir elo an enger Weltrisikogesellschaft liewen, an där de Stat sengen nationale Sécherheetaufgaben nëmme kann nokommen, éischtens mat internationale Rechtsnormen a multilateraler Kooperatioun, zweetens mat innovativer Kriminalpreventioun, déi déi klassesch Strofressioun ergäntz, an drëtens dat Ganzt mat der richteger Balance tëschent Sécherheet a Fräiheet. Onnéideg Agrëffer an d'Grondfräiheete sinn ze vermeiden.

De Conseil de l'Europe, deem seng Konvention mir haut sollen an d'Législatioun ëmsetzen, ass säit de 70er Joren eng Autoritéit am Antiterrorberäich a gesäit sech als Partner vun der UNO bei der Ëmsetzung vun der globaler Antiterrorstrategie.

D'Haaptzil vun dëser Warschauer Konvention ass, wierksam strategesch Moosnamen ze treffen, fir den Terrorismus ze verhënneren. Den Text selwer vun der Konvention gëtt keng Definition, keng direkt Definitiou. En definéiert indirekt den Acte terroriste, andeems e sech op sektoriell UNO-Konventionen bezitt, déi iwwergens enger Clause d'approbation anticipée ënnerleien.

De Conseil d'État gesäit hei keng verfassungsrechtlech Problemer, well et sinn allgemeng UNO-Konventionen, déi sech spezifesch op den internationalen Terrorismus bezéien, wéi zum Beispill den Nuklearterror oder d'Sécherheet am Loftraum.

D'Konvention gesäit eng dräideeleg Preventiounsstrategie vir. Fir d'Alleréischt ass et eng besser Kooperatioun duerch national an international Sécherheidsdëngschter, spontanen Informationsaustausch an d'Verbesserung vu Koordinatiounspläng am zivilen Noutfall.

Déi zweet Sail ass de Schutz vun de fundamentale Bierger- a Strofprozessrechter. An déi drëtt Sail ass d'Ausenanersetzung, d'Verbesserung vun den Ursachen, aus deenen Terror entstoe kann, wéi zum Beispill den interkulturellen Dialog.

De Conseil d'État hat zu der Ëmsetzung vun dëser Konvention weider keng Bemierkung. Mä d'Originalitéit vun dëser Konvention läit an enger preventiver Approche. Duerfir verflucht sech Lëtzebuerg, d'Handlungen ze bestrofen, déi zwar keng Terrorakte sinn, mä zu terroristesche Strofdote féiere kéinten.

Konkret ginn elo, mat dësem Projet de loi, dräi nei Infractions an eise Code pénal agefouert, déi enk mat terroristeschen Aktivitéite verbonne sinn an doranner bestinn, eventuell en Terrorakt virzubereeden. An dat sinn déi öffentlech Provokatioun, de Rekrutement an d'Ausbildung fir terroristesch Zwecker. Dës nei Strofdote fanen hir Plaz am Code pénal ënnert dem Kapitel Crimes contre la sûreté intérieure de l'État ënner den Artikelen 135-11, 12 an 13.

An domadder gëtt, niewent der Warschauer Konvention, och d'Décision-cadre JAI vun 2008 ëmgësat, déi iwwert de Kampf géint den Terrorismus vun der EU schwätzt. Firwat ginn

déi zesummen ëmgësat? Well se d'Comportement vum der Provokatioun oder dem Rekrutement an dem Entraînement komplett d'nämlech oder similaire definéieren.

Dës dräi Infractions sinn autonom. Dat wëllt soen, si existéieren eegestänneg, och wann et net zu engem terroristeschen Akt kënn. Domadder läit dës Gesetzesprojet an darselwechter Logik wéi d'Gesetz vum Oktober 2010 iwwert de Finanzement vum Terrorismus.

Well hei eng Strofbestëmmung agefouert gëtt, déi d'Virfeld vun enger geplangter Terrorstrofdot ofdeckt, ass et ganz wichteg, dass de Regime vun der Bewäisféierung kloer encadréiert gëtt. Dës nei Infractions müssen also zwou Konditiounen erfëllen: D'Handlung muss rechtswiddreg, dat wëllt soen illegal sinn an och virsäitlech, wëssentlech begaange ginn. Et gëtt keng Infractions ouni de Wëllen, fir se ze begoen. Déi kriminell Intentioun spillt eng bedeutend Roll.

Wéi zum Beispill bei der Formatioun fir den Terrorismus muss de Parquet dräi Saachen, dräi Elementer beweisen: Éischtens, d'Terrorformatioun muss wëssentlech vermëttelt ginn; zweetens, den Destinataire vun der Formatioun muss de Wëllen hunn, eng Infractions ze begoen, op där op d'mannst dräi Joer Prisongsstrof ass, an drëtens, de Formateur muss dat och gewosst hunn. D'Bewäisféierung ass eng essenziell Garantie, fir d'Abusen an d'Aschränkung vu Grondfräiheeten ze verhënneren.

Contrairement zum Avis vum Conseil d'État huet d'Kommissioun och d'Tentatives vum Rekrutement an Entraînement zréckbehalen.

Op de Rot vum Conseil d'État hin ass den Artikel 315-11 iwwert d'Provokatioun nei libelléiert ginn. Si muss öffentlech sinn, selbstverständlich, mä d'Form vun der Publikatioun, der Verbredung gëtt net an den Detail agefouert, wat europarechtskonform ass. An der Justizpraxis wäert ganz besonnesch d'Radikalisatioun op Internetplattformen eng wesentlech Roll spillen.

Här President, d'Virverlagerung vun der Strofbarkeet spillt och eng wichteg Roll am Blanchiment an an der Finanzéierung vum Terrorismus. Eng wierksam Antiterrorstrategie ass och, terroristesche Strukturen hir finanziell Grundlagen ze entzëien.

Ech erënnere drun, dass mir mam Gesetz vum Oktober 2010 iwwert de Kampf géint d'Geldwäsch an den Terrorfinanzement ganz nei Infractions an eise Code pénal agefouert hunn. Mä hei war nach Reguléierungsbedarf, an duerfir huet d'Regierung am November dëst Joer Amendement zu dësem Projet gemaach. Si hunn d'Zil, der Recommandatioun 5 vum GAFI Rechnung ze droen, fir all Infractions vum Terrorismusfinanzement ze prezisieren.

Et geet drëms, net nëmme de Finanzement vun engem terroristeschen Akt ze bestrofen, mä och dee vun engem Terrorist oder vun enger terroristescher Organisatioun, och wann da kee spezifesch Terrorakt gemaach gouf respektiv kee Lien mat esou engem Akt bestanen hätt.

De Finanzement vum Terrorismus ass strofbar, wann d'Intentioun nogewise gouf, dass dës Finanzement wëssentlech als Zil eng terroristesch Infractions hat, och wann et net zu engem Terrorakt koom.

Ënner Finanzéierung falen all Modes de paiement...

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, nozelaschteren!

► **Mme Christine Doerner (CSV)**, rapportrice.- ...oder soss all materiell Ënnerstëtzung. De Conseil d'État huet iwwergens all dës Amendement ugeholl. Mir wëllen der New Yorker Konvention fir d'Bekämpfung vum Terrorismus an eiser Législatioun Rechnung droen.

Ech kommen zum Schluss. Mat Hëllef vun dësem Risikostrofrecht soll versicht ginn, potenziell Terrorgefaren ofzewieren. Mä d'Rechtsnorme ginn net duer. Si mussen verbonne si mat enger gesellschaftspolitescher Strategie géint d'Ausgrenzung, an zwar am Dialog mat all de Kulturen, déi sech eventuell duerch d'Globaliséierung an hirer Dignitéit bedroht fillen. Dat ass och eis gemeinsam Verantwortung.

Mir kënnen dës Projet stëmmen. An ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Doerner. An da kritt d'Wuert den Här Urbany.

Discussion générale

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- D'Madame Doerner huet elo vill vu graven terroristeschen Akte geschwat, déi kee vun eis wëllt. Et feelt zwar „de Bommeleeër“ zu Lëtzebuerg oder „d'Bommeleeër“ zu Lëtzebuerg an där Opzielung!

Dat Terrorismusgesetz hei kann awer ganz gutt benotzt ginn, well et esou gaur formuléiert ass, fir et op all méiglech Situatiounen auszudehnen, déi net eventuell an d'Konzept vun enger Regierung oder vun engem Stat passen, ouni dass se gewaltsam Aktiounen duerstellen an d'Sécherheet vun de Leit a Fro stellen.

Mir haten d'Diskussion bei deem Gesetz 2003 hei an der Chamber. Ech war selwer do derbäi. Iwwergens fannt Der erëm an deem Text, deen eis virläit, dass d'Untersuchungsriichter insitéieren op d'Définition précise des infractions. Eng Définition précise des infractions ass hei net do!

Et ass méiglech hei, wann een eng Strofdot begaangen huet, wou op d'mannst dräi Joer als Maximum dropstinn, awer vläicht nëmme e puer Deeg als Minimumpeine, an da gëtt se en Acte terroriste, dee kriminaliséiert ass, wann een domadder wollt d'Pouvoirs publics dozou zwéngen, «à accomplir ou s'abstenir d'accomplir un acte quelconque». Do kann ee sech vill Situatiounen virstellen.

De José Bové souz a Frankräich am Prisong, well e géint d'genmanipuléiert Felder virgaangen ass.

► **Une voix.**- Neen, net dowéinst!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Och dowéinst! Och wéinst enger anerer Infractions, mä och dowéinst. Mä och dowéinst!

(Interruption)

Jo, en huet se zerstéiert, deelweis. En huet e puer Dëngen erausgerappt aus engem Feld.

Da kann ee sech virstellen Infractionsen, déi bei Streiker virkommen. Et kann ee sech virstellen, wa Leit e Flughaf besetzen, well se sech géint eng Expulsioun zur Wier setzen. Da kann dat... An dat ass net definéiert, wat fir Infractionsen hei gëllen, am Géigesaz zum Ausland. Nämlech an der europäescher Direktiv si ganz kloer nëmme grave Infractionsen definéiert, déi kënnen kriminaliséiert ginn als terroristesch Akten.

Hei ass eng Nébuleuse, wéi de Statsrot deemools gesot huet, eng Nébuleuse vun Infractionsen opgaangen, wou den Här Frieden deemools als Justizminister net konnt soen, wat fir eng Infractionsen iwwerhaupt dorënnerefallen, well et esou eng laang Lëscht ass, déi ee guer net iwwerhaupt kann opstellen.

Wat ass d'Konsequenz dovunner?

Wann esou eppes, wann een eng Regierung zu eppes wëllt zwéngen an et begeet een e klengen Delikt derbäi, wou déi Strofen do dropstinn, da kann een zu 15 bis 20 Joer Réclusioun verurteelt ginn.

Elo kënn nach derbäi, wann een e Message d'incitation gemaach huet, wann een op den Internet schreift: „Déi houer Kapitalisten, déi déi genmanipuléiert Felder do maachen, do misst een emol eppes dergéint ënnerhuelen.“, an et ënnerhëlt eng Gruppéierung eppes dergéint, da gëtt deen, deen dat an den Internet geschriwwen huet, eventuell enger Peine vu 15 bis 20 Joer Réclusion criminelle ënnerworfen.

Ech wëll drun erënnere, Här President, dass 2003 hei eng Manifestatioun virun der Chamber war, wéi mer dat do ugeholl hunn. Ech wëll drun erënnere, dass deemools d'LSAP, déi gréng an déi Lénk gefuerdert hunn, dee Projet vun der Dagesuerdnung ze huelen. Ech wëll och drun erënnere, dass déi dräi Parteien dergéintgestëmmt hunn. An ech erwaarde mer eigentlech, dass elo datselwecht geschitt.

Ech kann net verstoen, dass dat hei e Modell Null ass, e Basismodell, wou ee keng Riedezäit dozou huet. Dat hei ass e ganz gravé Projet, dee ganz viles vun de Libertés publiques a Fro stellt an dem Stat eng ganz Panoplie vu Méiglechkeete gëtt, fir a gewësse Fäll virzuegoen, déi absolut näischt mat Baader-Meinhof an näischt mat gewaltsamen Attentater an och näischt mat Bommeleeër...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir misst awer elo zum Schluss kommen!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- ...an och näischt mat Bommeleeër ze dinn hunn, déi awer vläicht vill dermat ze dinn hunn och mat de Methode vum Service de Renseignement. Well dee kann nämlech och enquêterien zu terroristeschen Akten, wat säi Feld onwahrscheinlech kann ausweiden. Dat ass eng aner Diskussioun, déi mer amgaange sinn ze féieren.

Also, ech géif wierklech hei en Appell maachen, entweder nach eng Kéier dee Projet hei zréckzezéien an och eppes ze änneren an der Definitiou vum Terrorismus, wat deemools scho gefuerdert ginn ass, oder hei dergéintzestëmme.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Mä wou ech awer wollt soen: Och bei engem Modèle de base huet all Fraktioun Riedezäit. Also, et ass net esou, wéi en hei gesot huet, datt do keng Riedezäit géif zur Verfügung stoen.

Da kritt de Justizminister d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mat engem Punkt vum Här Urbany, dat ass awer deen eenzege, d'accord, nämlech dass et net gutt ass, dass mer zu esou Projeten esou wéineg Riedezäit hunn, well effektiv vill dozou ze soe wär an och vill kontraktöresch dozou ze soe wär.

Elo sot Der mer direkt, wéi vill Minutten ech hunn, dass ech domat duerkommen,...

► **M. le Président.**- Dir hutt zéng Minutten, Här Minister.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- ...well ech effektiv wëll eng Partie Saache soen.

Ech wëll emol fir d'Éischt der Rapportrice, der Madame Doerner, Merci soen, net nëmme fir de Rapport, mä och hei fir déi vill Aarbecht, déi gemaach gouf. Well wann ebe just d'Madame Doerner an den Här Urbany geschwat hunn, huet et hei esou geklongen, wéi wann hei eppes just Lettre à la poste, e Projet vun der Regierung, een eng Konvention géif iwwerhuelen, déi esou an der Chamberskommissioun duerchgebaatscht gi wär, wat net de Fall ass. Well mer eis effektiv zesummen, d'Regierung an d'Deputéierten insgesamt, vill Méi ginn hunn, fir effektiv hei och an den Detail an an all eenzelt Wuert eranzeogen an ze kucken en Text ze maachen, dee sech dréit an dee wichteg ass.

An dann huelen ech schonn eppes op, wat den Här Urbany gesot huet, fir ze soe Service de Renseignement. Wa mer elo amgaange sinn, hei an der Chamber déi Diskussiounen ze féieren iwwer de zukünftige Rolle vum Service de Renseignement, a wann dann, wat ech awer esou ëmmer erëm héieren a spieren, gesot gëtt, manner Service de Renseignement, méi normalen Droit pénal a Police a Parquet, jo, da mussen mer awer och esou Gesetzer maachen, déi am Terrorismus der Police, dem Parquet, de Richtere Kompetenz ginn, fir géint den Terrorismus virzuegoen!

An den Terrorismus ass eng Nébuleuse, déi ganz geféierlech ass! A just den Terrorismus, wann en net seriö och vun de juristeschen Instanzen apprëndéiert gëtt, ugegraff gëtt, da mécht e just bei de Leit vill zum Onwee. Well d'Leit dann Angscht kréie virum Terrorismus. A wann d'Leit Angscht virum Terrorismus kréien, da plädéieren d'Leit fir méi Polizei an aner Mesuren.

Duerfir ass et fir mech méi wichteg, wa mer soen, mir hätte gäre manner Service de Renseignement, fir Terrorismus nozekucken. Well d'Gefore vum Terrorismus solle mer och zu Lëtzebuerg net ënnerschätzen! Och zu Lëtzebuerg, wat e Land ass, wat eng Capitale européenne ass an eng Capitale financière ass, wat e klengt Land ass mat villen oppene Grenzen, ass net ausgeschlossen, dass mer terroristesch Geforen hei hunn.

Also muss een da kucken, ob ee wëllt dergéint virgoen oder net wëllt dergéint virgoen. A wann ee wëllt dergéint virgoen, geschitt dat am beschten am Verband mat anere Staten.

An duerfir ass et wichteg, dass mer hei déi Konvention, wat eng Konvention vum Conseil de l'Europe ass.... Fir och dat ze soen! Hei ass de Conseil de l'Europe, dee jo awer, soen ech, wat d'Méischerechter ubelaangt, nun awer misst au-dessus de tout soupçon stoen. Hei ass eng Konvention vum Conseil de l'Europe, déi mer hei unhuelen. An dat solle mer och emol eng Kéier hei soen. Hei ass net iergendeng Geheimorganisatioun, déi eis seet: „Maacht déi doten Texter!“, mä de Conseil de l'Europe selwer. An dat hätt ech och gär hei esou verstane.

Den Terrorismus ass haut eppes aneschters, wéi e fréier war, well den Terrorismus ëmmer méi eenzel gëtt. Et sinn ëmmer, an dat huet och eppes..., an ech kommen duerfir op d'Provokatiounsproblematik zréck, ëmmer méi eenzel Leit, wou sech op eemol zum Terrorist beruff fillen. A well et vill manner Gruppe sinn - well hei och eng Kéier Baader-Meinhof gefall ass -, vill manner Gruppe sinn, déi strukturéiert sinn, sinn et ëmmer méi eenzel Leit, déi, aus wat fir enge Grënn och ëmmer, terroristesch Akte beginn.

An duerfir, soen ech, sinn awer fir mech dräi Saachen hei an dësem Text wichteg. Dat Éischt ass dat vun dem Groupe terroriste. «Un groupe terroriste, l'association structurée d'au moins deux personnes, établie dans le temps,...» - well haut mam Internet kënnen déi egal wou an der Welt setzen an egal wou an der Welt matenee kommunizéieren - «établie dans le temps, en vue de commettre de façon concertée un ou plusieurs actes de terrorisme.»

Da kommen ech - ier ech vum Finanzement schwätzen, iwwert dee wëll ech awer och nach e Wuert verléieren - op den Acte de provocation zréck. Mir wëssen awer ganz genee, dass

notamment... Elo huelen ech nëmnen deen Deel. Ech wëll net verstane gi wéi wann nëmnen dat, deen Deel eleng den Terrorismus géif duerstellen op der Welt. Den islamisteschen Terrorismus ass een Deel vum Terrorismus. Et gétt vill Zorte vum Terrorismus, vu léns bis riets, iwwerall Zorten. Mä mir wëssen awer genee, dass den islamisteschen Terrorismus ënner anerem duerch Internetsité provozéiert gétt, wou da Leit op eemol duerch déi Internetsité sech beruff fillen, fir da selwer e Märtyrer ze ginn.

Duerfir ass deen Acte de provocation... An do widdersprieche ech dann, wéi gesot, ech hu jo gesot, bis op den éischte Punkt géif ech net dem Här Urbany widdersprieche, mä op deem Punkt muss ech em widdersprieche. Et ass wichteg, dass mer hei deen Acte de provocation définéieren, fir eben och kënnen och do, ab deenen Internetsité selwer, schonn ze kucken, dass mer net op eemol Leit hunn, déi hei mengen, si wäer beruff, dann och hei zu Lëtzebuerg oder iergendwou an Europa Märtyrer ze spillen.

An dat Drëtt, wat fir mech awer wesentlech ass, fir e Minister, dee vill vu senger Gesondheet agebéisst huet mat lech zesummen, an Dir hutt Är Gesondheet net agebéisst, mä mir hunn awer zesumme virun zwee Joer hei e Gesetz gemaach géint Blanchiment an allen Zorten, wou mer hei am Oktober virun zwee Joer da heite gemaach hunn. Just Lëtzebuerg als Place financière huet all Intérêt, och hei déi Dispositiounen ze hunn, dass egal wat kéint iwwer eng Place financière Lëtzebuerg zum Finanzement vum Terrorismus bäidroen, dass mer do radikal dergéint virginn.

An duerfir mengen ech, dass dat heiten, och wann elo net vill driwwer geschwat ginn ass - an, Här President, ech schenken lech dann erëm fënnf Minutten, déi Dir mir virdu geschenkt hutt, awer beim nächste Gesetz net méi, do kritt Der näischt méi geschenkt -, wéll ech da just soen, dass ech der Meenung sinn, dass dat heiten e wichtige Text ass, e wichtige Text och, fir d'Seriositéit vu Lëtzebuerg dobaussen duerzestellen, dass mer am Kader vum enger Konventioun vum Conseil de l'Europe hei kucken, eis déi juristesche Mëttelen ze ginn, dass Polizei, Parquet a Justiz kënnen hei virgoen, dass net Lëtzebuerg iergendwéi kéint an d'Émfeld vum engem Terrorismus kommen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister. Domadder wiere mer och um Enn vun...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Parole après ministre!

► **M. le Président.**- Jo, Här Urbany. Neen, Här Urbany, Dir hutt awer keng Zäit méi!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Parole après ministre!

(Interruptions et hilarité)

► **M. le Président.**- Oder Parole après ministre, da sot zu...

► **Une voix.**- En ass iwwer zwou Minutten iwwert d'Zäit!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Den Här Minister huet selwer gesot, et wier e wichtige Thema.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Neen, mä Dir musst awer soen.... Neen, mir hunn awer e Règlement, Här Urbany. Dir kënt awer net einfach hei eropkommen an d'Wuert froen. Da sot, ass et Parole après ministre oder wat?

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Parole après ministre.

► **M. le Président.**- Da regele mer eis hei.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dann hätt Der mer d'Wuert virdu sollen huelen. Parole après ministre ass fënnf Minutten. Et deet mer leed. Ech wëll Parole après ministre huelen!

► **M. le Président.**- Gutt, dann huet Parole après ministre! Da sot eis dat, wann Der hei opstitt, datt mer dat wéinstens wëssen!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech mengen, dass.... Ech wëll och net déi fënnf Minutten ausnotzen. Ech fannen, dass et eng falsch Duerstellung ass, fir ze soen, de Conseil de l'Europe, wat jo en honorabele Gremium ass, zwingt eis dozou, dat heiten unzuhuelen am Kader vum der Bekämpfung vum Terrorismus, vum wirklechen Terrorismus, vum där Bekämpfung ech och d'Ziler deelen.

Et geet net dodrëms. Et geet drëms, dass dat, wat de Conseil de l'Europe hei virschléit, sech grefféiert op eng Gesetzgebung, déi 2003 hei agefouert ginn ass an déi eng nébuleuse Definition vum den Akte virgesäit, déi ënner Terrorismus, déi als terroristesche kriminel Akte kënnen qualifizéiert ginn. Dat ass de Problem.

Deemools hate mer d'europäesch Direktiv, opgrond vun där mer d'Gesetz vun 2003 gemaach hunn, déi europäesch Direktiv huet eng ganz limitéiert Zuel vun Akten, vun Infractiounen, vun Infractiounen de droit pénal virgesinn, eng ganz limitéiert Zuel vu ganz schlimmen Akten, Kierperverletzungen, Mord an esou weider. Dat fält ënner d'Definitiou vum der Madame Doerner vu Baader-Meinhof an esou weider. Dat ass do ganz kloer dra virgesi gewiescht.

Den Här Frieden ass deemools vill méi wäit gaangen, an dat ass kritiséiert ginn. Den Här Frieden huet gesot, all Infractiounen am Droit pénal, déi e gewisse Kritär erfüllen, och wann nëmnen e puer Deeg Prisong dropstinn, falen ënner déi Definition. Hei kënnen kriminaliséiert ginn, wa se mat där zousätzlecher Konditioun verbonne sinn, dass se gemaach gi sinn, fir de Stat zu iergendeppes ze zwängen oder fir de Stat dozou ze zwängen, vum iergendenger politescher Décisioun Ofstand ze huelen.

Dat heescht, relativ harmlos Saachen, ech hu se virdrun opgezielt, déi kënnen passéieren, och bei gesellschaftlechen Aktiounen dobaussen, wa Leit a Bewegung sinn a rose sinn, Saachen, déi do kënnen passéieren, kënnen esou an deem Sënn kriminaliséiert ginn, dass 15 bis 20 Joer Réclusion criminelle dropsteet. Dat ass den eigentleche Problem hei. Dat ass de Problem!

A wann dann och nach en aarmen Däiwel eppes an den Internet schreift, da gétt en och nach als Hetzer, als Hetzer an déi Richtung ugesinn! An da kritt en déiselwecht Strof, déi Strofe ginn him hei imposéiert. Dat war bestëmmt net d'Absicht vum Conseil de l'Europe!

Ech wëll lech dat just an d'Gewësse ruffen. Stëmmt wann ech gelift net dee Projet hei!

► **M. le Président.**- Sou, Merci. Domadder ass d'Diskussioun awer elo definitiv...

Den Här Justizminister wëll nach eng kéier äntwerten. Här Justizminister, kuerz, wann ech gelift!

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Här President, ech hu verstanen, dass et de Wëlle vun der Chamber ass, dass ech net méi Stellung huelen. Ech hätt allerdéngs relativ vill drop ze äntwerten. Ech maachen dat dann net, aus Respekt virun der Chamber.

► **Une voix.**- Merci!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Justizminister.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6388 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6388 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme, géint 2 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Nancy Arendt), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par M. Lucien Clement), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: M. Jean Colombera;

M. Serge Urbany.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 6441, Amendement zum Statut de Rome vun der Cour pénale internationale. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Bis elo huet sech kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den

Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

6. 6441 - Projet de loi portant approbation des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la résolution RC/Res.5 et par la résolution RC/Res.6 adoptées à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à Kampala, les 10 et 11 juin 2010

Rapport de la Commission juridique

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch de Projet 6441 gétt de Statut vum dem Internationale Strofgericht vu La Haye ofgeännert. Lëtzebuerg huet deem Statut duerch d'Gesetz vum 14. August 2000 zougestëmmt. Den Artikel 123 vum deem Statut gesäit vir, dass deeselwechte Statut no siwe Joer an enger internationaler Konferenz kann examinéiert ginn an dass do eventuell kënnen Nobesserunge proposéiert ginn.

Dat ass geschitt duerch d'Konferenz, déi stattfonnt huet zu Kampala am Uganda, den 10. an 11. Juni 2010. Op där Konferenz sinn och zwou Resolutiounen presentéiert ginn, fir de Statut op zwee wichtige Punkten ofzeännere, an zwar den Artikel 8 ass ofgeännert ginn an et ass en Artikel 8bis an och Artikelen 15bis a 15ter bäigefügt ginn.

Déi éischt Resolutioun gesäit vir, dass d'Lëscht vun de Strofnoten ëm dräi Elementer ergänzt gétt. An zwar sinn am Krichsfall als strofbar unzegesinn de Gebrauch vu Gëft oder vergëfte Gasen, de Gebrauch vu Gëftgas an ähnlech Procédées, an de Gebrauch vu Kugelen, déi sech am Kierper vum Affer kënnen ausdehnen.

Duerch eng zweet Resolutioun, déi zu Kampala ugeholl ginn ass, ginn, wéi gesot, d'Artikelen 8bis, 15bis a 15ter bäigefügt. Den Artikel 8bis stellt u sech eng ganz grouss Neierung duer, well e qualifizéierten Ugrëff vun engem Land op een anert Land ass an internationale Crime, deen och virun d'Kompetenz vun der Cour pénale internationale gehéiert.

Et ass interessant vläicht, fir e puer Sätz aus deem Artikel 15bis rauszuehelen. Wat ass eng Aggressioun? Wat ass een Ugrëff vun engem Land op een anert? Dat sinn eng ganz Rei vu Faiten. Et ass net nëmnen d'Invasioun vum deem Land, mä et ass och de Bombardement vu baussen, et ass de Blocage vun den Häfe vum deem Land. Et ass, ënner anerem, och de Fait, dass een anert Land säin Territoire zur Verfügung stellt, fir den Ugrëff ze preparéieren oder duerchzuführen. Et ass och de Fait, dass een net nëmnen Truppen, mä eventuell Mercenaires oder aner Gruppen, irregulär Truppen an dat Land schéckt, déi och krichsähnlech Akte kënnen do virhuelen.

Déi Definition vum der Aggressioun geet also wäit iwwert dat eraus, wat ee kéint mengen, wann een dat liest, wat domat gemengt wier.

D'Artikelen 15bis a 15ter regelen d'Prozeduren, an do ass ënner anerem och virgesinn, dass déi Bestëmmung vun der Aggressioun oder vum Ugrëff op en anert Land nëmnen a Kraaft kann trieden, wann 20 Länner, déi de Statut approuvéiert hunn, och déi do Ofännerung ratifizéieren. Lëtzebuerg huet, duerch e Gesetz vum 27. Februar 2012, d'Incriminationen, wéi se virgesi sinn hei, schonn an de Code pénal iwwerholl. Mir hu bei där Geleehheet de Statut ganz iwwerholl. Mir hunn domat och de Lëtzebuerg Gerichter erlaabt, dass se selwer hei kënnen Faiten, déi an deem Statut virgesi sinn, ofuer-teelen, dass och Leit, international gesichte Krimineller, och hei zu Lëtzebuerg kënnen ofgeuerteelt ginn.

Fir elo ze erlaben, dass och um internationale Plang déi Ofännerunge kënnen a Kraaft trieden, mussen, wéi gesot, 30 Länner, déi de Statut approuvéiert hunn, och den Text ratifizéieren. Duerfir ass et och wichtig, dass Lëtzebuerg déi Ofännerunge ratifizéiert an där Form, wéi se an deenen zwou Resolutiounen virgesi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, zënter der Zäit, wou international Crimen onstrofbar waren, bis zu der Schafung vun dem Internationale Gerichtshaff vu La Haye, ass vill Zäit vergaangen. An et huet och laang Zäit nom Zweete Weltkrich gebraucht, bis d'Länner bereet waren, fir déi Cour internationale pénale ze schafen. Wann och déi Rechtsnormen op deem Plang net perfekt sinn, wa se musse verbessert ginn, nottamment duerch déi Resolutiounen, déi mer haut unhuelen, da stellt awer de Fait, dass esou en Internationale Gerichtshaff besteet, och an deem Punkt en enorme Fortschritt duer! An ech mengen, eist Land, wat derfir antrëtt, datt och um internationale Plang esou Rechtsnorme bestinn, deet och gutt drun, fir deene Resolutiounen hei séier zougestëmme.

Duerfir géif ech och d'Chamber bieten, déi Texter vun dem Dokument 6441 an där Form unzuhuelen, wéi se virgesi sinn. Ech kann och soen, dass d'Kommissioun, d'Commission juridique, eestëmme dem Rapport an och dem Text zougestëmmt huet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Et ass kee Riedner agedroen. De Justizminister.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mer bewosst, dass d'Chamber nach Projeten huet an a gehobener Stëmmung och waart, dass mer fäerdeg sinn fir d'Zäit. Ech wëll och duerfir kuerz bleiwen.

Et deet mir just ëmmer leed, dass all kéier, wann et ëm juristesche Projete geet, dass mer dann hei ganz kuerz driwwer schwätzen, och well no laanger Diskussioun keng reell Diskussioun méi ass. D'Cour pénale internationale ass awer eng wichtige Saach, wa mir gären hätten, dass och an der Welt Crimé géint d'Menschheit bekämpft ginn. An och do soen ech, wat d'Cour pénale internationale ugeet, dass ech frou sinn, dass mir elo all kéier dat maachen, wat virgeschloen gétt.

Den Här Paul-Henri Meyers huet et gesot, dass eis och eng, wann ech op d'Vefassungsdebat virgräifen, Här Meyers, wou mer zum Beispill eng besonnesch Dispositioun och hunn, wat de Statschef ubelaangt, an eiser Verfassung, mä wou et... Ech mengen, dass nach vill international ze dinn ass. Mech huet relativ gestéiert an där leschter Zäit, an et war viru Kuerzem, dass ech gelies hunn, dass ee General, deen am Kader vun de Jugoslawien-Kricher ugeklot war - wou Kroatien viru Jore gesot kritt huet: Dir dierft net Member gi vun der EU, wann Dir net alles maacht, fir deen auszeliwweren -, dass deen awer elo fräigesprach gouf. An dat sinn awer Saachen, wou ech soen: Mir sinn nach net au bout de nos peines!

Ech hunn de Moien op RTL d'Noriichte vu virun 20 Joer héieren, wou do geschwat gouf vun deene Crimen, déi déi Zäit an Ex-Jugoslawien géint d'Frae geschitt sinn, wou d'Fraen do massiv violéiert goufen, wat en Element war, fir Terror ze maachen an deem Krich. An ech mengen duerfir, dass een och... Dat ass nach net esou laang hier, 20 Joer. Et ass kee vun eis méi jonk wéi 20, also, dat ass eppes, wat mir all matkritt hunn, an ech mengen, dass et duerfir wichtig ass, dass mir dat heiten net einfach als technische Projet ofdinn, mä dass mer dat als wesentleche Schrëtt gesinn, fir och weltwäit Leit ze schützen géint Terrorismus, géint Absolutismus a géint Krich. An duerfir sinn ech frou, dass mer dese Projet hei stëmme.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Justizminister. Domadder wiere mer och um Ofschloss vun der Diskussioun iwwert dese Projet a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6441 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6441 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par Mme Nancy Arendt), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6468 iwwert de Pont Adolphe. Och hei ass d'Riedzeit nom Basismodell festgeloegt, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Bettel, Negri, Bausch a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

7. 6468 - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass u sech nach guer net esou laang hier, dass ech op dëser Plaz schon emol iwwert dës Bréck geschwat hunn. Et war den Dag, wou ech lech iwwert de Bau vun enger neier, provisorescher Bréck rapportéiert hunn. Eng nei provisoresch Bréck, déi en vue vun der Renovéierung vum Pont Adolphe a vum Réaménagement vum de Plaze Metz a Bréssel néideg ginn ass. Erlaabt mer, dass ech lech trotzdeem nach e puer Wuert Erklärungen heizou ginn.

De Pont Adolphe, besser bekannt als „déi nei Bréck“ ass mat Sécherheet eent vun de symboleschste Bauwierker aus eisem Land oder, besser gesot, vun der Stad Lëtzebuerg selwer. Tëscht 1900 a 1903 gouf dës Bréck no engem Konzept vum bekannte franséischen Ingenieur Paul Séjourné gebaut. Wéi déi nei Bréck dunn de 24. Juli 1903 ageweit gouf, war si déi gréisste Bréck, an deem Moment déi gréisste Bréck vum der Welt, déi aus Béi bestanen huet. Den Haaptbau vun der Bréck huet eng Ouverture vu 84,65 Meter. 1993 (veuillez lire: 1933) huet dunn den Züricher Ingenieur Mirko Roš d'Bréck op hir Belaaschtbarkeit hi gepréift an dobäi ass rausfonnt ginn, dass si den deemolege Verkéiersbelaaschtungen ouni Problem géif standhalen.

D'Bréck huet dunn iwwer laang Jore hiren Déngricht geleescht an de Belaaschtungen och standgehalen, bis si an de Jore 1961/1962 huet missen eng éischte Kéier adaptéiert ginn. Deemools ass d'Droffläch vun der Strooss, déi iwwert d'Bréck geet, komplett ersat ginn an d'Bréck ass och ëm 0,46 Meter op all Säit méi breet gemaach ginn. D'Gesamtbreet gouf deemno vu 17,82 Meter op 18,74 Meter eropgesat. Déi al, grouss Dalle aus Beton ass duerch eng nei Dalle ersat ginn, déi op méi klengen Dallenen opläit. E bësse méi kleng Dalle verbannen déi verschidde Béi vun der Bréck bis haut mateneen.

1976 sinn eng Rei aner Renovatiionsaarbechten dunn ënnerhol ginn un der Bréck. 1990 goufe Rëss an och Schied un de Steng vun der Bréck festgestallt. Dës Mängel hunn dann och gewisen, dass d'Droffläch u sech vun der Bréck net méi ganz dicht ass.

D'Bréck gouf du provisoresch stabiliséiert an et gounfen aus Sécherheitsgrënn Moosinstrumenter mat ubruecht, fir d'Verhale vun der Bréck bei héije Belaaschtungen ze kontrolléieren.

Ponts & Chaussées gesäit haut u sech véier Problemer, Hauptproblemer:

Éischtens: D'Droffläch vun der Bréck ass net méi dicht géint d'Waasser, ënner anerem weinst dem Salz, dat am Wanter op der Bréck gestreet gëtt. Duerch d'Andréng vum Waasser sinn eng Partie Fouen an der Bréck erausgewäsch ginn, wouduerch dunn op verschidde Plaze Viden entstanen sinn, déi dem Mauerwierk vun der Bréck geschuet hunn.

Zweetens: Aus dëser Ursach halen d'Steng vun den Haaptbéi vun der Bréck net méi richteg zesummen an hu misse provisoresch duerch stole Staange stabiliséiert ginn.

Drittens: Nei Rëss sinn duerch dës Renovatiionsaarbechten an de Béi entstanen.

Viertens: Duerch d'Renovatiionsaarbechten an de 60er Jore sinn och nach zousätzlech statesch Problemer un der Bréck entstanen.

Den Internationale Rot fir Sites et Monuments huet d'Bréck analyséiert a festgestallt, dass de Gabarit vun der Bréck och net méi duergeet, fir de Verkéier opzehuelen, dee se haut ze droen huet. Den Internationale Rot vu Sites et Monuments huet doropshi virgeschloen, d'Bréck weider ze stabiliséieren an den Haaptbau duerch

en neie Bou aus Bëton ze ersetzen, deen een da kéint mat Natursteen verkleeden. Dës Méiglechkeet géif et och erlaben, d'Bréck ze verbreederen, fir deemno méi Plaz fir de Verkéier ze schaffen.

D'Konzept fir d'Renovatioun vun der Bréck gouf zesumme mat de Bierger ausgeschafft. Fir si ass et wichteg, dass d'Bréck net hiren urspréngleche Charakter verléiert an datt och de Natursteen u sech bestoe bleift an och siichtbar bestoe bleift.

Et gouf sech no all dës Gespréicher fir eng éischerter douce Renovatioun vun der Bréck entscheed. Eng Renovatioun, déi doranner besteet, d'Fuerbunn vun der Bréck ze verbreederen, fir datt souwuel d'Autoe wéi herno och den Tram kënnen driwwerfueren. D'Bréck soll op béide Säite 75 cm méi breet ginn, soudatt si, zënter hirem Bau duerch den Här Paul Séjourné, am Ganzen 2,42 m méi breet gëtt. Esou soll d'Bréck de Besoin vum eiser Zäit méi gerecht ginn, ouni awer hiren initiale Charakter, hiert initiaalt Bild domat ze verléieren.

Wat d'Aarbechte selwer ugeet, sou ass mat Sécherheet den Haaptobjektiv, d'Bei selwer vun der Bréck ze verstärken. Da gëtt och nach déi ganz Fuebunneplaque ersat, déi jo, wéi schonns gesot, insgesamt 1,5 m méi breet gi wäert.

Während den Aarbechte gëtt de Verkéier jo bekanntlech iwwer eng nei, provisoresch Bréck geleet, där hire Bau jo schonns den Aval hei an der Chamber krut a wou d'Aarbechten och schonns ugefaangen hunn.

Fir de ganzen technesch Deel oder technesch Detail vum Projet verweisen ech lech u mäi schrëftleche Rapport, awer och un de Projet de loi selwer. Hei gëtt den technesch Oflaf am Historique an am Exposé des motifs millimetergenau beschriwwen.

De Käschtpunkt vun der Renovatioun vun der Bréck beleef sech op 62,9 Milliounen Euro. D'Fiche financière, déi am Projet de loi bäiläit, gesäit en Entretien vun 150.000 Euro pro Joer vir, an dat fir déi éischt zéng Joer. Duerno sinn, plus/minus, 600.000 Euro pro Joer fir den Entretien virgesinn.

Ech hunn et schonns gesot, déi nei Bréck ass e wichtegt Element vun der Verkéierssituatioun eile an der Stad. Des Weideren ass et awer och en touristeschen Unzéiungspunkt vun d'erselwlechter, e ganz wichtegt Element vun eisem Patrimoine culturel. Et ass also enorm wichteg, dass dës Symbol vun eiser Stad, dës Patrimoine vun eisem Land och no der Renovatioun erhale bleift. Ech denken, dass, esou wéi et elo am Projet de loi virgesinn ass, dës Ufuerderunge Rechnung gedroe gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer ofschléissend nach e puer Wuert zu der parlamentarescher Aarbecht. De Projet ass de 17. August 2012 vum Minister Claude Wiseler déposiert ginn, de 17. Oktober huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur genannt, de Statsrot huet säin Avis den 9. Oktober ofginn. Den 21. November hu mir an der Kommissioun de Projet an den Avis vum Conseil d'État analyséiert. Den 10. Dezember huet d'Kommissioun du mäi Rapport, mäi schrëftleche Rapport ugeholl.

De Statsrot huet a sengem Avis e puer Froen zur Verkéiersbelaaschtung op der Bréck duerch den Automobilverkéier an den Tram opgeworf, vu datt den Exposé des motifs, esou wéi de Statsrot et gesäit, net weider dorop agaan ass. An dësem Kader ass awer verdäitlecht ginn, dass d'Tramspur och ka fir de Bus benotzt ginn, am Fall wou de Projet „Tram“ a Verzuuch géif geroden.

Wat d'Vëlospuerer elo ugeet, sou si keng extra Vëlospiste virgesinn, well där jo schonns op där aler Bréck aménagéiert sinn.

Ech wëll lech da just nach e puer interessant Punkten nennen, déi mir an der Kommissioun selwer awer diskutéiert hunn.

Duerch dës Renovatiionsaarbechte wäert de Fortbestand vun der Bréck plus/minus fir déi nächst 100 Joer garantéiert sinn. Viru Jore war emol d'Iddi opkomm, opgeworf ginn, fir d'Bréck ofzerappen an nei ze bauen. Wéinst hirem dach awer groussen historesche Wäert ass dës Iddi awer erëm séier fale gelooss ginn.

Vu vireran ass de Projet esou ausgeschafft ginn, dass den Tram soll iwwert déi nei, renovéiert Bréck fueren, a folglech gëtt opgepasst, dass et net zu allze vill Vibratiounen doduerjer kënn. Deem gëtt also Rechnung gedroen.

(Interruption)

Wat mengt Der, Här Gira?

M. Camille Gira (déi gréng). - Ech wollt froen, ob ee mat deem „soll“ eppes hannendru ka siche goen, oder net, oder ob dat einfach...

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur. - Ech denken net, dass een... Also, mir hunn eile

Motioun gestëmmt an der Chamber, an Dir kennt do och d'Haltung vun der CSV,...

M. Camille Gira (déi gréng). - Ah okay, da si mer berouegt.

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur. -... da sollt Der den „soll“ net allze vill hannendru. Den „soll“ ass eigentlech geduecht, wann de Projet „Tram“ a Verzuuch kéim mat de Renovatiionsaarbechten - wat ech vun dëser Plaz aus net ka soen -, da muss een dat virgesinn.

M. Camille Gira (déi gréng). - Merci, da gi mer berouegt an d'Chrëschtvakanz.

(Hilarité)

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur. - Also, d'Struktur vun der Fuebunn gëtt esou ausgericht, dass et duerno och einfach ass, Tramsschinnen drop ze verleeën, fir de Fall, nach eng Kéier, wou den Timing tëscht dem Projet „Tram“ an der Renovatioun vun der Bréck dann net géif iwwereneklappen.

De Statsrot hat och d'Fro opgeworf, well déi zwou Plazen hanner respektiv virun der Bréck, also d'Place de Metz an d'Place de Bruxelles, och am Réaménagement mat virgesi sinn, dass dës eventuell och misst am Titel vum Gesetz festgehal ginn. Vu datt dës Aménagement par rapport zum Rescht vum Projet mat 4,7 Milliounen, also vill manner wéi 10%, an d'Gewicht fällt, huet d'Kommissioun decidéiert, dass dat awer net onbedéngt néideg wier.

Festgehal gëtt nach, dass eng Alimentation vun Tram net iwwer Caténairé soll geschéien, wat an der Chamberskommissioun dann och positiv bewäert gouf. Et ass also eng Alimentation par sol do virgesinn.

Fir de Rescht hate souwuel de Statsrot wéi och d'Chamberskommissioun keng Bedenken a si sech der Noutwendegkeet vun dësem Projet de loi bewosst ginn. Duerfir bieden ech dann och d'Chamber, dës Projet an där elo virleiender Form ze stëmmen. Ech soen lech Merci fir Äert Nolauscheren a ginn - wéi kéint et anescht sinn? - selbstverständlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci dem Här Clement. Als éischte Riedner ass den Här Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

(Discussion générale)

M. Serge Wilmes (CSV). - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, ech weiss, et ass net méi esou evident, fir nach nozelaschteren, no esou enger laanger Sitzung. Trotzdeem wëllt ech awer eng Fro stellen, nämlech: Wat verbënt d'Tower Bridge zu London, de Pont Alexandre III zu Paräis an de Pont Adolphe mateneen?

Une voix. - Et sinn drai Brécken!

M. Serge Wilmes (CSV). - Richteg! Et sinn drai Brécken...

(Hilarité générale)

...als Alleréischt, déi och nach souguer...

(Hilarité, applaudissements et interruptions)

...zu enger gläicher Zäit gebaut gi sinn. Mä - et ass nach en „Mä“ hannendru - fir d'Éischt emol, eng Bréck huet jo als Fonctioun, fir op direktem Wee zween Punkte mateneen ze verbannen, déi auserneeleien, déi duerch en natierlechen Obstacle, en Dall oder e Floss vunenee getrennt ginn. Dat ass zu London, zu Paräis an och hei zu Lëtzebuerg natierlech de Fall.

Mä, an dat ass den „Mä“...

M. Xavier Bettel (DP). - Et sinn och drai schéi Stied!

M. Serge Wilmes (CSV). - Et sinn och drai schéi Stied, ganz richtig, Här Bettel. Mä Brécke kënnen awer och méi si wéi just nëmmen...

(Brouhaha et hilarité)

Brécke kënnen awer méi si wéi just nëmme reng funktionell Konstruktiounen, well déi drai Brécken, vun deenen ech hei geschwat hunn, déi sinn dat nämlech, dass si Symboler och. Sou steet d'Tower Bridge zu London fir d'Muecht vum briteschen Empire,...

(Brouhaha)

...de Pont Alexandre III fir d'Sumptuositéit vu Paräis an d'Allianz vu Frankräich a Russland, an de Pont Adolphe hei zu Lëtzebuerg, do stelle mer eis d'Fro: Firwat steet deen? Fir viles!

(Brouhaha)

Fir viles, fir vill méi wéi ee souguer kann denken.

Fir d'Éischt emol steet dës Bréck fir eng nei Perspektiv fir d'Stad Lëtzebuerg. Well duerch hire Bau, do konnt d'Uewerstad direkt un d'Gare ugeschloss ginn. Mir hatten zwar schon déi al Bréck, mä mat dëser konnt nach méi eng direkt Verbindung gemaach ginn an, virun

allem, konnt doduerch en neie Quartier um Plateau Bourbon gebaut ginn, nodeems d'Festung jo geschlaff gi war, en neie Quartier mat ganz impressionnanten, representative Gebaier, wéi zum Beispill dem Spuerkeess-Gebai oder dem Gebai vun der Direktioun vun der Eisenbahn oder d'ARBEDS-Gebai.

Lëtzebuerg konnt doduerjer souzeoen e bësse säi Retard ophuelen, deen et op aner europäesch Stied hat, well aus enger klenger, enker Festungsstad ass doduerjer och eng richtig representativ Hauptstadt vun engem onofhängege Land ginn.

An de Pont Adolphe, dee war och deemools scho méi wéi just nëmmen eng Bréck. Et war eng technesch Meeschterleeschtung, realiséiert vum Albert Rodange, dem Film vun Michel Rodange iwwregens, a vum Paul Séjourné. An et war u sech den Albert Rodange, dee fir d'Éischt d'Iddi hat, fir dee Plang, fir d'Plang fir déi Bréck ze maachen, e grouse Bou iwwert d'Péitrusdall ze bauen.

An hie wollt dat am Ufank u sech maache ganz aus Bëton, da mat de Steng verkleet. Mä dat war fir déi Zäit och ganz moderent Baumaterial. A fir ze testen, ob dat och géif iwwerhaupt funktionéieren, esou e grouse Bou ze bauen, hat e souguer en Test grandeur nature gemaach, well en huet nämlech bei der Buercher Millen eng Bréck gemaach mat 38 m Duerchmesser, an dat huet geklappt. Duerfir konnt dat u sech och am Grouse gemaach ginn.

Mä fir ganz sécher ze sinn, huet d'Regierung awer nach wellen déi ganz Plang vun engem Expert iwwerpréiw loossen. An deen ausläneschen Expert, deen neien, dat war en ausläneschen Expert, dat war de Fransous, de franséischen Ingenieur, de Paul Séjourné. Dat huet de Rapporteur jo och a sengem Exposé hei virduer gesot, fir deen ech em nach wéilt félicitéieren.

Elo kann ee sech hei d'Fro stellen: Firwat grad de Paul Séjourné? Bon, hie war, wéi gesot, en Ingenieur an hie war virun allem e Meeschter am Bau vu Brécken aus Steng. Esou krut en 1886 zum Beispill d'Légion d'honneur mam Argument: «Il a conçu et construit, sur diverses lignes de chemin de fer, des ponts à grande ouverture dignes d'être cités comme modèles.» Duerfir versteet een, dass hie ebe mat sengem Wëssen a senger Erfahrung gefrot ginn ass, fir kënnen dann definitiv de Pont Adolphe ze bauen.

Hien huet derfir gesuergt, dass aus engem Bou dann herno zween Béi gi sinn, fir kënnen domat d'Belaaschtung an den Drock besser ze verdeelen a méi kleng ze halen. Déi Pläng, déi zwar definitiv vum Séjourné festgehal ginn, muss een awer soen, dass hie sech un deen Originalplang, un d'Iddi vun dem Albert Rodange gehalen huet, den Albert Rodange, deen, wéi ech virdru gesot hunn, u sech wollt déi Bréck aus Bëton bauen.

De Paul Séjourné huet se haaptsächlech ganz aus Steng baue gelooss, wat dann e Professor eng Kéier an den 90er Jore dozou gefouert huet, ze soen, dass Lëtzebuerg sech an deem Moment fir eng vun deene leschten alen, klassesche Brécken decidéiert hat, am Plaz fir eng vun deenen éischte moderne Brécken.

Et sief dann. Och wa se vläicht méi eng klassesch Bréck war, sou ass et awer eng Bréck, déi fir de Progrës steet, fir nämlech d'Urbaniséierung vun der Stad, wéi ech virdru gesot hunn, an awer och fir ee Land, dat amgaange war, sech vun engem aarme Bauerstat zu engem rächen Industrieland ze entwéckelen.

Mä domat nach net genuch! Well dës Bréck, wéi se gebaut war, déi hat nämlech eng ganz kuerz Zäit laang e Weltrekord. Si war nämlech fir e puer Méint laang déi Bréck, déi dee gréisste Steebou vun der Welt hat, nämlech mat 84,65 m. Dat muss ee sech emol eng Kéier virstellen! De Weltrekord fir eng Konstruktioun, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass, ass eppes, wat mer eis haut net méi kënnen virstellen. Well et gëtt haut an anere Länner gemaach. Deemools war dat hei de Fall.

An dat huet souguer och deemools déi Nei Welt impressiounéiert. Well an Amerika, no bei Philadelphia, do hu se eng Kopie gebaut vun onser Bréck hei, nämlech déi sougenante Walnut Lane Bridge.

Déi nei Bréck huet also d'Welt impressiounéiert, mä si huet sech awer och an de Käpp an den Härerzer vun de Lëtzebuerger festgesat. Si ass nämlech zu engem Repère an der urbaner Landschaft ginn. Eng Landschaft, déi mir an eise Alldag liesen, wann och ganz dacks onbewosst. Fir dat kënnen ze maachen, brauche mer Repèren. An déi Nei Bréck ass esou e Repère, no deem mer eis orientéieren.

Duerfir versteet een och, dass relativ emotionell och virun e puer Jore driwwer diskutéiert ginn ass, wéi déi Bréck sollt renovéiert ginn. Well

wann een nãmlech higee a Repère ãnnert oder se wëllt ewechhuelen, da ginn och déi Gewunnechten, eis visuëll Gewunnechten op d'Kopp gehãit. An dat stéiert de Mënsch nun eemol.

An engems ass awer, wéi ech virdu ganz am Ufank gesot hunn, eben de Pont Adolphe méi wéi just e Repère. Et ass einfach... Et ass e Symbol, ee Symbol vun der Modernitéit, dem Fortschritt, dem Rãichtum, der Onafhãngegkeet vun onsem Land, vun der Transitioun vun engem Jorhonnert an en anert. Si ass en Deel vun onser visueller, onser urbaner Identitéit, en architektonesche Patrimoine.

An duerfir kënnen mir dësem Projet och nãmmen zoustëmmen. Besonnesch, well dës Brëck jo esou erneiert gëtt, wéi se gebaut ginn ass, an domadder och déi nächst Generatiounen, wéi et an de Cahiers luxembourgeois vun 1956 ze liese wor, «un des plus beaux monuments du génie civil du monde» ierwe wãerten.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wilmes. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Hãre Ministeren, ech wëll fir d'Ëischt dem Rapporteur Merci soen, dem Här Clement. An och fir déi, déi et nach net wossten: Den Här Wilmes ass de formation Historiker. Dat huet een och gemierkt, mat wéi enger Freed en eis d'Geschicht vun där Brëck hei konnt erzielen. An ech muss Iech soen, et wor flott, Iech noze-lauschteren. Net, wéi Der esou gemengt hutt, dass et kéint langweilig sinn.

► **Une voix.** - Bravo!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech wor de Moien... Ech hunn d'„Wort“... ech liesen d'„Wort“ jo regelméisseg. Mã awer esou frou wéi de Moien, wéi ech d'„Wort“ gelies hunn, war ech scho laang net méi, wéi ech et du war: nicht nur nice to have. An do gesinn ech den Här Zwank, den de Leitartikel schreift am „Wort“. An ech zitëiere just e puer Sãtz:

„Die Mobilitãt ist ein wichtiger Standortfaktor - nicht nur für die Stadt, sondern für das Land. Da Luxemburg auch in den kommenden Jahrzehnten wettbewerbsfähig bleiben muss, ist es richtig, die Investition in die Tram nicht zu scheuen.“ An e schwãtzt och nach vu Verkëiersmëttelen, a selbstverständlech steet do: „Die Tram ist nicht nur ein Verkehrsmittel für die Hauptstadt, sondern ein unverzichtbarer Teil des nationalen Konzeptes «MoDu».“

(**Interruption**)

Ech hu geduecht, dat doten ass gutt, dat doten ass richtig! Et geet och an d'ëiselwecht Richtung.

En huet och den Här Spautz dran zitëiert. An ech mengen, dat, wat den Här Zwank och seet, ass och ganz richtig, dass et selbstverständlech wichtig ass fir d'ganz Land. An duerfir, déi Polemik, Här President, an den Ausrutscher vun Här Spautz,...

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Ausrutscher? Dat war dach keen Ausrutscher, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...wou en ze séier geschwat huet an duerno scho bereit huet, wat e gesot huet. Well et ka jo net sinn, dass fir d'Ëischt den Här Wolter jo awer den Här Frieden wëllt ofschëissen, dann den Här Spautz den Här Wiseler wëllt ofschëissen!

(**Brouhaha**)

Also, hei op der rietser Sãit hu mer gesinn, wéi d'Hekatombe elo ausgesãit. Ech wënschen der CSV, si hunn zwar nach méi Leit, mã dass och net jiddwereen elo den aneren ofschëisse wãert.

► **Une voix.** - Neen, dat maache mer och net.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, mir kommen awer elo zum Projet zrëck. Mã, wéi gesot, ech muss awer den Här Zwank luewe fir déi objektiv Meinung.

(**Interruption**)

A well d'„Wort“ awer méi no dem Här Spautz steet wéi mir, huet mer dat nach selbstverständlech méi Freed gemaach.

Den Här Clement huet et scho gesot, ech brauch net an den Historique anzegoen iwwert d'Wichtigkeet vun eiser Brëck. Mã et sinn e puer Saachen, wou ech just muss zrëck drop kommen.

Firwat den Tracé do? Firwat kënnst se op déi Plaz? Dat sinn d'Plazen, déi der Gemeng oder dem Stat gehéieren. Dat heescht, mir hunn net missen nach extra Prozedure maachen, wou mer nach de Risque gehãt hãtten, Zãit ze verléieren, wa mer Expropriatiounen hãtte misse maachen.

Déi aner Saach, déi immens wichtig ass, ass déi gutt Zesummenaarbecht, déi mer mam Stat an deem dote Kontext hunn. An ech muss Iech soen, Här President, dass d'Aarbecht mam Här Wiseler eng ganz agrãebel ass. An ech huelen hei meng Kap da vu Buergermeeschter, wou ech awer muss soen, dass et flott ass, e Partner ze hunn, mat deem ee ka Projeten ausschaffén, déi och wichtig sinn - an ech insistéieren -, net nãmmen fir d' Stad, mã fir d'ganz Land. An dat soll een och ervirstrãichen.

Firwat ech soen, dass et wichtig ass, ass elo, well d'Kommunikatioun eppes ass, wat ganz wichtig ass. Wéi de Verkëier elo leeft, fir ze évitéieren, dass et Stau gëtt. Fir d'Leit gutt ze informéieren, wéi dat och sollt fonctionnéieren, wãert och de Ministère zesumme mat der Gemeng Lëtzebuerg kucken, fir do d'Leit richtig ze informéieren, ze erklãren, wéi wat gemaach gëtt. An déi Kommunikatioun wãerte mer och zesumme maachen, wat wichtig ass, fir ze weisen, Här President, nach eng Kéier, dass, wann et wichtig Projete sinn, déi eng national Portée hunn, een do mat der Regierung e Partner huet.

Ech wëll hei nach eng Kéier insistéieren, dass den Tram geduecht... pardon, dass déi Brëck muss gebaut ginn och ënner anerem weinst dem Tram, dass dat an de ganze Konzept vu Tram och passt. An ech frou sinn, dass all déi, déi deemools déi Motioun gestëmmt hunn, wou se och gréng Luucht fir den Tram ginn hunn, haut mat hirem Vote, mam Oui och nees eng Kéier sech bekennen, dass se zu deem Projet sinn an dass se dann och, nodeems d'Brëck jo een Element vun dësem Projet ass, hir Zoustëmmung gi fir déi dote Saach.

Mã niewelaanscht, Här President, muss ech awer och soen, dass et eng Saach vu Sécherheet ass. Déi Brëck huet hir Zãit gemaach. Et ass net nãmmen den Tram, mã et ass och d'Sécherheit iwwerhaupt vun der Brëck. Et si jo Plaquettë souguer erfógefall. Also, et ass net vun ongeféier, dass dat heite muss gemaach ginn. Ech mengen, déi Brëck feiert d'nãchst Joer 110 Joer. An ech freee mech dann, wann déi Aarbechte fãerdeg sinn, dass dann dee Passage, esou wéi den Här Wiseler et virdu gesot huet, tëschent der Uewerstad an der Gare nees erméiglecht, dass den Trafic kann driwwerfueren.

Wéi gesot, nach eng Kéier Merci un d'Regierung fir déi kohãrent, konstruktiv Zesummenaarbecht! Ech wëll just, Här Minister, soen: Eis Ënerstëtzung hutt Der vun eiser Bãnk. Ech hoffen, dass Ër Partei och hanner Iech steet.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

(**Interruptions**)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

(**Interruptions**)

► **Une voix.** - Plein les poches!

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President.

► **Une seconde voix.** - Bass de neidesch?

► **La première voix.** - Jo, mir sinn och neidesch.

(**Hilarité**)

► **Une autre voix.** - Weess de, dat ass eng Doudsënn!

► **M. le Président.** - Här Negri, fuert lass!

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hãren, ech wëllt fir d'Ëischt dem Rapporteur Lucien Clement Merci soe fir seng exzellente Rapporten, schrëftlech wéi mëndlech. A selbstverständlech Ënerstëtze mir och d'Erneuerung vun dem Pont Adolphe, esou wéi de Rapporteur dat och scho gutt erklãert huet.

Duerfir wollt ech an deem Sënn just dem Minister eng Fro stellen. Mir gi jo dovun aus, Här Minister, dass d'Konstruktiv vum dem erneierte Pont Adolphe an allen Hãisichten der statescher an och der dynamischer Belaaschtung vum Tram Rechnung dréit, soudass mer eis elo definitiv an d'Lag versetzen, den Tram duerch d'Nei Avenue Richtung Hamilius fueren ze loosseren.

Den Ënnerbau vun der Brëck ab der Dalle porteuse fir den Tram op der Brëck selwer ass jo e ganz anere wéi den, dee virgesinn ass fir Autoen, Camionen a Bussen, ofgesi souwisou vum Uewerbau vun dem Tram, wou d'Tramsschinn selwer leien. Wann ech elo de Planning vum Chantier richtig verstãnen hunn, si jo elo emol dës Deeg d'Aarbechte fir déi provisoersch Brëck niewent dem Pont Adolphe ugaangen a solle 15 Méint ronn daueren, bis se kann a Betrieb goen. Dat misst dann am Fréijoer 2014 sinn.

Och wann um Pont Adolphe dann d'nãchst Joer schon e bësse kann ugefaange gi mat Flëcken, sou kënnen awer déi richtig Remise-en-état-Aarbechten natierlech erëischt voll ugoen, wann de Verkëier op déi provisoersch Brëck devéiert ginn ass. Souwãit ech mech och kann erënnern, ass d'Chantiersdauer, bis de Pont Adolphe erëm voll ka befuer ginn, bis em déi drãi Joer estiméiert.

Wann ech dat elo op der Zãitschinn kucken, si mer dann, wann alles normal leeft - a meeschtens kommen aus Erfahrung bei esou wierklech importente Projeten ëmmer Imprévü vir -, da si mer, wa mer dat elo emol vun hei aus rechnen, Ufank bis Mët 2017, bis de Verkëier dann erëm eng Kéier normal och iwwert de Pont Adolphe lafe wãert.

Wann ech dann och dovun ausginn, dass bis dohinner de Projet de loi iwwert den Tram sécher gestëmmt wãert sinn, wollt ech de Minister froen, ob een dann net kéint drun denken, op dem Couloir, wou den Tram herno soll iwwert de Pont Adolphe fueren, direkt och d'Tramsinfrastrukture matzeleeën. Zumindest kéint ee vlãicht esou eng Positioun „pour mémoire“ am Cahier des charges elo virgesinn.

Well wa spëder d'Stroosseninfrastruktur op deem neie Pont Adolphe erëm misst ewechgerappt ginn, wann alles fãerdeg ass, fir eng Tramsinfrastruktur an d'Plaz ze bauen, wier dat net nãmmen vum techneschen a stateschen Opwand hier net esou evident fir d'Gesamtstruktur vun der erneierter Brëck, well esou Aarbechten awer dann ëmmer zu staarken Erschütterunge vum Gesamtoufrage féieren. Mã et ass awer och vum finanzielle Volet eng Mehrausgab, déi dee Moment da wierklech awer och net néideg wier.

Kuerz gefrot, Här Minister: Ass et net méiglech, fir le moment venu déi entsprechend Décisioun Richtung Direktbau vun Tramsinfrastrukturen op dem erneierte Pont Adolphe virzesinn?

Domadder ginn ech nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hãren, no dem Rapporteur sengen ausféierlechen technesche Beschreibungen an dann och dem Här Wilmes sengen ausféierlechen historiesche Beschreibungen vun der Brëck wëll ech dozou nãischt méi soen. Ech wëll profitéieren, fir just zwee Detailler nach awer hei ze diskutéieren.

Dat eent ass natierlech - ech mengen, et ass elo schonn hei ugeklongen - déi ganz Infrastrukturen, déi sollen oder déi musse gebaut ginn herno weinst dem Tram, dass ee soll kucken a versichen, fir am Kader vun der Renovatioun vun der Brëck... Woubãi ech awer hei wëll betounen, et huet elo e bëssen hei esou ugeklongen, wéi wann d'Brëck misst renovéiert gi weinst dem Tram. Dat ass net de Fall. D'Brëck hãtt egal wéi misse renovéiert ginn, dat huet mam Tram eigentlech nãischt ze dinn.

Dat Eenzegt, wat just ass, et soll ee gescheit virgoen, dass, wann ee se renovéiert, well ee se muss renovéieren, well se nãmlech baufãleg ass, een dann natierlech virgesãit, dass ee se esou mécht, dass uewendriwwer alles esou aménagéiert gëtt, dass een net muss zweemol ufãnen, fir herno d'Tramsinfrastrukturen drop ze bauen. Ech mengen, dat schéngt mer wichtig ze sinn.

Wéi gesot, ech war natierlech och extrem frou haut iwwert dee Leitartikel am „Lëtzebuurger Wort“, well dee résuméiert exzellent dat...

(**Interruption**)

Jo, mã...

► **Plusieurs voix.** - Anerer och!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Also, ech wëllt, ech hãtt esou vill Afloss am „Lëtzebuurger Wort“, dass ech kéint esou Artikelen, esou Leitartikelen wéi déi dote bestellen!

► **Plusieurs voix.** - Dir net eleng! Dir net eleng!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Neen, ech mengen, dee Leitartikel war sachlech an eigentlech huet en exzellente dat erëmginnt, wat de Minister, den zoustãnnige Minister, mat der Gemeng Lëtzebuerg vum Summer d'lescht Joer op enger öffentlecher Versammlung am Numm engersãits vun der Regierung an am Numm vum Schãfferot vun der Stad Lëtzebuerg gezielt huet. An duerfir hunn ech dee Leitartikel exzellente fonnt. Dat ass e ganz guddé Résumé, an ech géif de Leit wierklech recommandéieren, den am Detail ze liesen.

Ech wollt...

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech hat en awer net bestallt, Här Bausch, wëll ech Iech just preziséieren.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Neen, ech gleewen Iech. Och Dir hutt net esou vill Afloss am „Lëtzebuurger Wort“, Här Minister!

(**Hilarité**)

Ech wollt awer nach een anere Punkt kuerz uschneiden, dass ass dee vun der Mobilité douce. Et ass virdu gesot gi vum Rapporteur, dass nãischt virgesinn ass zum Beispill fir de Vëlo um Pont Adolphe, an et ass gesot ginn, jo, do gëtt et jo eng Infrastruktur op dem Viaduc. Dat ass richtig, mã ech mengen, dass geet net duer. Mir mussen och op d' Achs Richtung, also Pont Adolphe erof op d' Gare eng Infrastruktur fir d'Mobilité douce, fir de Vëlo virgesinn.

Dat ass an der Avenue de la Liberté mat der Reorganisatioun, déi do wãert kommen, vun dem Stroosseraum menger Meinung no kee Problem herno, fir dat ze kréien. Um Pont Adolphe stellt et eng Rei Schwierigkeeten duer, mã ech mengen awer, mir sollten, et muss een dat awer och nach eng Kéier alles analyséieren an diskutéieren a kucken, wat fir eng Léisung mer fanne fir d'Mobilité douce, Foussgãnger a Vëlo um Pont Adolphe, déi besser ass wéi déi, déi elo geplangt ass.

Well mir kënnen net mat där zefridde sinn, wéi se elo besteet. Well et muss och méiglech sinn, dass een en direkten Accès huet iwwert den Achs erof, Richtung Gare erof respektiv an den Deel vum Quartier de la Gare. An ech wier frou, wann de Minister awer dat géif op de Wee mathuelen, fir dass mer am Detail nach eng Kéier kucken, och mat der Stad Lëtzebuerg zesummen, wéi eng Léisung mer kéinte fanne fir de Vëlo an déi dote Richtung.

Merci. Fir de Rescht, selbstverständlech stëmmen mer dësse Projet.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Och vun eiser Sãit aus e Merci un de Kolleeg Lucien Clement fir sãi guddé Rapport.

Mir hu virun enger Zãitchen hei e Projet de loi och gehãt, wou mer déi provisoersch Brëck, déi elo dës Deeg ugefaange gëtt ze bauen, gestëmmt hunn. Mir hu selbstverständlech dee Projet deemools matgestëmmt an esou wãerte mer och haut dësse Projet matstëmmen.

Et ass haut elo vill och iwwert den Tram mat an déi Diskussioun hei erageholl ginn. Ech brauch, mengen ech, eis Positioun dozou net méi hei ze erwãnen.

Ech mengen, déi Brëck hei, déi ass och gesot ginn, mã Virriedner huet et och elo grad gesot, mat oder ouni Tram, déi Brëck muss erneiert ginn, si muss stabiliséiert ginn, si muss restauréiert ginn. An ech mengen, dass d'Wichtigkeet vun dësem Projet, dass dee Projet, dass déi Brëck muss erneiert ginn. An duerfir stëmmt och eis Fraktioun, oder eise Grupp, deem Projet hei zou.

(**Brouhaha**)

► **Une voix.** - Ære Grupp gëtt ëmmer méi kleng, Här Gibéryen!

► **Une autre voix.** - „Den Här Kartheiser an ech“ musst Der soen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir soen, et stëmmt eise Grupp. Ech wëll korrekt bliwen an der Terminologie hei an dem Parlament...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Et ass scho kee Grupp méi, dass ass schonn eng Sensibilitãt!

(**Brouhaha**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, och dass korrekt laut eisem Règlement, wéi Der dat do ausdrëckt, Här Bausch. Mã dat huet nãischt mat der Zuel vun de Leit ze dinn. Alles ënner fënnel ass eng Sensibilitãt, laut eisem Règlement.

Bon, mir wëllen op jidde Fall dësem Projet zoustëmmen. Et gëtt hei gesot, dee Projet muss och gemaach gi weinst dem Tram. Bon, ech mengen, dass elo eng Stabilitãt gemaach gëtt fir déi Brëck, dass och kann en Tram oder e Bus oder Gott weess wat driwwerfueren, schéngt mer sous-entendu ze sinn. Dat ass net een Argument, fir hei géint dësse Projet ze stëmmen.

Ech mengen, et ass eng vun deene schëinste Brëcken, déi et iwwerhaupt gëtt. Et ass en Zeeche vun der Stad Lëtzebuerg. Ech mengen, et ass dee Punkt, oder dat Wierk, wat wahrschein-

lech eent vun deenen hei an der Stad Lëtzebuerg ass, wat d'Touristen am meeschte bewonneren, mat Fotoe maachen.

An ech mengen, wann ee weess, datt déi schéin „Al“ Bréck, wéi mir déi nei Bréck nennen, datt déi elo iwwer 110 Joer d'nächst Joer feiert, mengen ech, dann ass dat nëmmen normal, datt mer déi Bréck och elo esou restauréieren, datt se deene moderne Gegebenheiten entsprécht, a virun allem och d'Sécherheet vun der Bréck selwer iwwer d'nächst Jorhonnter garantéiert gëtt.

Duerfir wäerte mir dësem Projet mat Iwwerzeugung zoustëmmen, och an der Iwwerzeugung, datt ni en Tram wäert driwwerfueren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Jacques-Yves Henckes (Onofhängeg).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vu menger Säit aus Merci un de Rapporteur. Ech wollt just eppes ervirsträiche bei dem Historique, dee gemaach ginn ass, dat ass, datt et mäin Urgrousspapp war, deen als deemolege Bauteumister déi Décisioun geholl hat, fir déi Bréck do ze bauen...

(Brouhaha général et hilarité)

Elo ass den Historique komplett. An ech wollt duerfir soen, datt hien deen Abléck eng Visioun vun der Zukunft hat, well e jo och deen Abléck décidéiert hat, fir d'Gare nei ze bauen. An do gesäit een, datt esou Décisiounen ganz wichteg sinn, fir datt d'Stad Lëtzebuerg sech uerdentlech entwéckelt huet. An duerfir wollt ech och den Accord vu menger Säit aus zu dësem Projet bréngen.

(Hilarité)

Ech freeë mech och driwwer, dat wollt ech awer och nach soen, well mer elo an enger ganz gudder Atmosphär sinn, datt ech absolut mam Här Marc Spautz sengen Aussoen d'accord sinn, déi en à titre personnel gemaach huet, wou e wierklech vum Häerz aus geschwat huet.

► **Une voix.** - Wat seet dann de Rescht vun Ärem Grupp do derzou?

(Brouhaha et hilarité)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den zoustännegen Nohaltekeetsminister.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Wat seet dann de Rescht vum Här Henckes sengem Grupp do derzou?

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Clement an der Kommissioun Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi mer konnten em dëse Projet, wou jo an zwou Etappe provisoresch an elo definitiv d'Bréck gemaach ginn ass, mat hinnen zesumme maachen.

Ech wëll och hei just ganz kuerz e puer Remarqué maachen, vläicht awer net op d'Geschicht vun der Bréck agoen, well dat huet den Här Wilmes als Historiker jo flott gemaach, mä op där anerer Säit iwwer déi rezent Geschicht, esou wéi ech se erlieft hu säit 2004/2005, an déi Geschicht vun der Entstehung vun deem Projet, dee mer elo hei hunn, agoen.

Well ech ka mech erënneren, dat war e ganz komescht Gefill den éischten Dag, wou ech op den Travaux-publics-Ministère komm si sengerzäit, du stoung déi ganz Equipe do vun den Direktoren vun den eenzelnen Administratiounen an déi Responsabel an d'Responsabel vu Ponts & Chaussées. Déizäit ware mer nach op dem..., bei der..., also iwwer d'Péitrus hat ech eng schéi Vue op déi Bréck selwer.

Du sot ee vun den Offizielle vu Ponts & Chaussées zu mer: „Kuckt lech se elo ganz gutt un, Här Minister, well wie weess, wéi laang se nach steet!“ Sou, dat war d'Introduktioun an d'Ponts & Chaussées an an d'Travaux publics. Du war et mer schonnet net méi egal, vum éischten Dag un.

Deen Dossier ass du weid ergaangen, effektiv, well déi Bréck ass, an et ass gemooss ginn, zusehend mat schlecht ginn. A mir hate sengerzäit och eng ganz Rei staark Wanteren, an alles, wat Ponts & Chaussées gemooss huet, huet eis gewisen, datt misst agéiert ginn.

Wann Der elo haut déi Bréck kuckt, da gesitt Der och, wéi vill Eisestaenge momentan schonnet dra sinn, fir se zesammenzuehalen, well wieren net an deene leschte sechs, siwe Joer alleguer déi Aarbechte gemaach ginn, ech mengen,

datt se da wahrscheinlech schonnet net méi géif stoen.

Dat heescht, mir hunn déi Befestegung misse maachen, an et ass souguer esou wäit gaangen, dat war, mengen ech, 2006 oder 2007, datt vun enger vun deene Staangen, duerch déi Pressioun, déi exercéiert ginn ass, och ee Kapp vun der Staang an d'Péitrus erofgeflunn ass, wat sengerzäit gefeierlech war. Duerfir hu mer d'Halschent vun der Péitrus säit enger Rei Jore misse zoumaachen, fir einfach och ze garantéieren, datt kengem eppes géif geschéien.

Wat also och reng bildlech de Bewäis ass, wéi déi Bréck schafft, wat fir eng Pressioun do dra sinn an datt muss reagéiert ginn. Mat oder ouni Tram misse mer et maachen, an dat muss och elo kuerzfristeg gemaach ginn.

(Interruption)

Här Spautz, jo.

► **M. le Président.** - Den Här Spautz, jo, stellt lech gär eng Fro.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, Här President, ech wollt just den Här Minister froen. Hien huet gesot, ob mat oder ouni Tram. Den Här Bausch hat et och scho gesot, ob mat oder ouni Tram, déi Bréck hätt ëmmer misse nei gemaach ginn. De Käschtepunkt läit elo bei 62,9 Milliounen. Wann et elo ouni Tram wier, bei wéi vill léich en dann, oder ass do guer keng Berechnung gemaach ginn? Dat ass déi eng Fro.

An déi zweet Fro ass, déi Saachen, fir den Tram dorobber opzesetzen, fir de Stroum ze kréien an d'Schinnen ze kréien, déi si jo hei net mat dran an déi komme jo dann herno bei engem zousätzleche Projet zréck?

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Also, wat ganz kuer ass, dat ass, datt mer hei déi finanziell Voleten, dat eent vun deem anere getrennt hunn. Alles, wat duerno op déi Bréck kënnt, fir datt den Tram op där Bréck ka fieren, dat ass net an dësem Projet dran, weder Schinnen nach Elektresch nach Caténairen. Mä et komme keng, ech weess net, wéi een dat ënnerdrénner nennt, déi Caténairen do. Enfin, alles dat ass net am Projet an alles dat muss an dem Projet vum Tram matgeholl ginn. Dat ass absolut evident.

Dat, wat hei gemaach gëtt, dat ass eng Stabiliséierung vun där Bréck, datt se all Zort vu Gewicht an haaptsächlech vu Vibratiounen ka standhalen. Dat ass eppes, wat mer awer souwiso gemaach hätten, well ech weess jo net, wat an deenen nächste 50, 100 Joer fir eng Zort Trafic drober kënnt.

An ech mengen, datt een, wann een déi Bréck hei elo souwiso an esou engem grouse Volume Aarbechte fräsch mécht, se esou muss maachen, datt egal wat kéint drop landen, souguer en Jumbo kéint drop landen, fir datt mer sécher sinn, datt se - elo hunn ech net vun der Cargolux geschwat -, mä datt awer esou e Flieger kéint drop landen, datt se stabil ass, an datt mer sécher sinn, datt mer iwwer d'Zäite kommen. Dat fannen ech absolut normal.

Mä, wéi gesot, fir dem Här Spautz kloer an daitlech ze soen, déi eng an déi aner Käschten, déi ginn elo getrennt a ginn och duerno an dem Dekont vun deem engen an deem anere Projet getrennt.

Wéi mer déi Décisioun hu misse huelen, datt elo déi Bréck misst gemaach ginn, hu sech zwou Froe gestallt. Éischtens ass et relativ schnell kloer ginn, datt en Émännere vun där doter Bréck net méiglech wier, ouni se zouzemaachen.

Et war fir d'Éischt gekuckt ginn, ob mer net kéinten déi éischt Halschent maachen an dann zumindestens eng Halschent vun der Bréck oploossen. Also, ech mengen elo net déi do Halschent an déi aner, mä derlängst, au fil, soss hätt et jo net ganz vill Sënn, mä datt mer kéinten déi eng an déi aner Halschent, also wat op deem engen an op deem anere Bou steet, separaten loossen.

Dat ass awer total onsënnvoll gewiescht, well den Trafic net géibel méi drop gewiescht wier, well d'Aarbechten net uerdentlech hätte kënnen gemaach ginn. A well se och esou vill méi laang gedauert hätten, war kloer, datt se huet misse zouzemaach ginn.

Wéi mer déi Décisioun bis geholl haten, hunn zwou Froe sech gestallt. Déi éischt Fro, dat war: Wéi iwwerbréckt een déi Zäit, wou d'Bréck zou ass? An déi zweet Fro, dat ass: Wéi baue mer se nei?

Wat déi éischt Fro ugeet, wéi iwwerbréckt een déi Zäit: Ech weess net, ob Der lech erënneren kënnt, mä ech hat ganz am Ufank eng Proposition gemaach, fir eng definitiv Bréck nienendrun ze bauen, an zwar téschent dem Boulevard Prince Henri an op där anerer Säit der Zitha-Stroos. Ech fannen dat nach ëmmer eng

gutt Iddi, mä et huet keen et soss oder bal keen et soss eng gutt Iddi fonnt. Mir hunn dat dunn och si gelooss a mir sinn op eng provisoresch Bréck eriwergaangen. A mengen Aen hätt dat den Trafic besser kënnen méi doloossen, mä, wéi gesot, dat sinn Tempi passati, déi Diskussioun ass ofgeschloss.

Et ass also décidéiert ginn, eng provisoresch Bréck do ze bauen. Déi kënnt dann och net méi an d'achs vun der Stroos. Déi kënnt esou nobäi wéi méiglech bei der heiteger neier Bréck.

An nach fir all déi Leit, déi mer haut reprochéieren a soen: „Mä, wann Der do fäerdeg sidd, dann haalt Der déi do Bréck jo awer, well Der den Trafic wëllt besser leeden.“, deene wëll ech ganz kloer äntworten, datt dat da wierklech kee Sënn méi mécht, well wëlte mer se halen, dann hätte mer se wierklech an d'achs vun deenen anere Stroosse misse setzen. An hei mécht esou eng zweet Bréck kee Sënn, well si bréngt net méi Trafic dohinner, well Der souwiso vum Boulevard Royal a vun der Avenue de la Liberté nëmmen e gewëssene Volume hutt, an et ass just dat, wat Der kënnt iwwer d'Bréck bréngen. Also mécht eng zweet Bréck, déi net am Achs vun anere Stroossen ass, hei an dësem Moos kee Sënn. Se ass also nëmme provisoresch.

Dat Zweet, dat ass, dunn ass gesot ginn: Wéi gëtt dat Ganzt da gemaach? Dat heescht, et ass mat engem System hei gemaach ginn, dee relativ einfach mechanesch kann op- an ofgebaut ginn, datt mer och schnell domadder kënnen iwwer de Wee, also iwwer déi Aarbechte kommen.

Den Neibau, wéi gëtt den da gemaach? Dat war dunn déi nächst Fro. An ech ka mech erënneren, datt mer eng grouss öffentlech Versammlung, zesumme mat der Stad Lëtzebuerg, 2007 haten, wou alleguer déi Veräiner an d'Leit konnte kommen, fir eng Diskussioun driwwer ze féieren. An et ass och do ganz kloer aus där Diskussioun erauskomm, datt et net méiglech wier, déi Bréck ganz ewechzehuelen, quitte datt deen een oder deen aneren och vun de Politiker déi Iddi hat, fir eng besser Trafficléiung ze fannen, mä datt aus historisches Grënn an aus och sentimentale Grënn, wëll ech awer och soen, déi Bréck do am Fong d'Symbol vun der Stad wier an datt ee se net kéint tel quel ewechhuelen.

Ech ka mech erënneren, datt och sengerzäit eng ganz Rei vun deene schéinste Projeten an de Ministère erageschéckt gi si vun Ingenieuren, pensionéiert Ingenieuren, Designer, déi mer do nei Brécke gemoolt hu mat grouse Béi ënnerdrénner an uewendriwwer, wou den Tram ënnerdrénnerhoung, wou ech... Also, et war schéin. Et war wierklech flott an et huet mech och immens gefreut, datt d'Leit sech esou passionéiert hunn.

Genau déiselwech Passioun vun de Leit huet een da jo elo festgestallt bei deem Halt ënner der Rouder Bréck, wou een och eng ganz Rei Projeten an Iddien zugeschéckt kritt, wou d'Leit sech d'Méi maachen, fir hir Iddi matzedelen. Ech fannen dat eng flott Saach.

Duerno sinn Diskussiounen mat dem Kulturministère gemaach ginn, wou d'Madame Modert och vill gehollef huet, datt dat soll an engem Kader bleiwen, deen dann nach geschichtlech sënnvoll bleift. Natierlech ass Réckspreech mat der UNESCO geholl ginn, fir datt mer do och korrekt bleiwen an dat Ganzt am Fong, datt mer kéinten d'Geschicht op där enger Säit an op där anerer Säit déi nei Besoiné vun der Mobilitéit matenee verbannen, wat am Ufank net esou einfach ass. Mä wann een d'Resultat elo kuckt, mengen ech awer, datt an dem Projet op jidde Fall dat gelongen ass.

Duerno, an deenen nächste Jore wäert och e provisoresch Mobilitéitskonzept kommen. Well wann déi Bréck zou ass, och wa mer eng provisoresch hunn, gëtt et awer net ganz esou einfach, well mir hunn awer nëmmen dräi Pisten op där anerer. Mir kënnen awer nëmme Bussen a priori an eng Richtung korrekt an uerdentlech do fuere loossen.

An duerfir, wann den Här Bettel mir virdu Merci gesot huet fir déi gutt Kollaboratioun, soen ech dat ganz gär zréck, well mer hu vill mat der Stad Lëtzebuerg geschafft, fir e Mobilitéitskonzept op d'Been ze kréien, an dat heescht, dat Mobilitéitskonzept, datt op där Streck déi ganz Reorganisatioun vum Bussystem muss geschéien, well soss packe mer dat do iwwer déi Jore net.

Dat heescht awer och, datt eng Rei Stroosse wäerten zouzemaach ginn, wéi d'Avenue Monterey téschent dem Boulevard Prince Henri, dem Boulevard Royal, wou eng Deviation iwwer de Boulevard Grande-Duchesse Charlotte respektiv d'Avenue Marie-Thérèse muss gemaach ginn. Och d'Zoumaache vun der Embouchure vum Boulevard Royal op d'Rue Notre-Dame respektiv den Déplacement vum Riets- a vum Lénksobéier fir an de Boulevard de la Pétrusse eran.

Alles dat si Saachen, déi wäerten am Trafic changéieren an deenen nächste Jore, fir datt dee kann och korrekt lafen.

An dann dat zukünfteg neit Mobilitéitskonzept, wat zwou Piste fir den Individualverkéier a Richtung Gare virgesäit an zwou Piste fir den öffentlechen Transport, wäert och nach beinhalten, datt en fin de compte de Verkéier an der Zukunft anescht an der Stad Lëtzebuerg wäert geleet ginn.

An dat Konzept vun der Stad Lëtzebuerg ass dann erëm e Konzept, wat national muss eraplengen, an iwwer d'Konzept hu mer jo an dem Mobilité-durable-Konzept, wéi mer et virgestallt hunn hei, och geschwat. Alles dat leeft zesummen, geet zesummen a kanns de en fin de compte net auserenehuelen, well soss klappt dee ganze System net.

Zwou Saache wëll ech nach soen. Vläicht d'Äntwert och op dem Här Negri seng Fro, dee seet: „Wéi ass dat da mat der Kollaboratioun vun deem enge Projet an deem anere Projet? Leeft dat zesummen, wann déi Nei Bréck frësch gebaut gëtt op där enger Säit, an op där anerer Säit, wann den Tram da gebaut gëtt, esou wéi en actuellement geplangt ass?“

Ech kann elo net soen, wéi definitiv elo déi Chantiere lafen, a wat fir engem Délaie se lafen. Mä den Idealfall, a mir probéieren deen natierlech unzestriewen, dat ass ganz kloer, datt deen Tapis vun där Bréck soll an deemselwechten Zäitpunkt gemaach ginn, wéi dann dat Netz vum Tram soll geluecht ginn. Wann dat zesumme geet, a wann déi Prozeduren zesumme lafen, dann ass et logesch a sënnvoll, dat zesummen ze maachen.

Wann dat net geet, duerch wellech Grënn och ëmmer, well eben Zäitverschiebungen do dra sinn, da geet dat awer och separat. Mä d'Äntwert op Är Fro ass, wann et méiglech ass, wa mer et fäerdegbréngen, a wann all déi Prozedure richteg lafen, dann ass dat den ideale Fall.

An dann...

(Interruption)

► **M. le Président.** - Den Här Angel stellt dem Minister gären eng Fro, déi e gare beäntwert. Jo, Här Angel!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Här Minister! Merci, Här President. Här Minister, ech hunn eng Fro iwwer eppes, wou nach net driwwer geschwat ginn ass. Et geet jo och hei em d'Place de Bruxelles an em d'Place..., déi aner Platz, op där anerer Säit vun der Bréck...

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - D'Place de Metz.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - D'Place de Metz!

An op der Place de Bruxelles um Ufank vun der Bréck, do steet e Pavillon, dat ass e fréiere Kiosk, deen eng gewëssen architekturel Valeur huet - dat ass déi nämlechte Period, 60er Jore -, a dee gëtt genotzt vum Forum Casino d'art contemporain fir jonk Kënschtler, do si permanent Ausstellungen an och Vernissagen. Ech wollt lech just froen: Wat geschitt mat deem Kiosk? Dat, mengen ech, ass interessant fir all déi Leit, déi u Kultur interesséiert sinn.

Merci.

► **M. Claude Wiseler, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, am Prinzip ass geduecht, e ka während dem Chantier net gehale ginn, well u sech de Chantier och op där doter Platz natierlech muss geleet ginn, muss gemaach ginn. Duerfir kann een en net während dem Chantier stoe loossen. E soll awer duerno erëm dohinnerkommen, zu där doter Fonctioun.

Ech wollt um Ufank och, datt déi ganz Informatiounen, déi mer wëllen de Leit an der Kommunikatioun iwwer den Neibau oder iwwer dee Chantier vun der Bréck do ginn, datt mer déi sollten an deem Kiosk do maachen, well dat jo am Fong geholl ideal gewiescht wier. Leider geet et net, well mer d'Plaz brauchen.

Duerfir sinn elo, an dat hutt Der gesinn, scho grouss Containeren aus Glas opgeriicht ginn, vis-à-vis vum Casino. Do wäerten an deenen nächste Wochen och all déi Pläng an all déi Explikatiounen sinn, déi ee muss hunn, fir ze gesinn, wéi dee Chantier avancéiert, a fir souwuel de Lëtzeburger wéi awer och haaptsächlech hei den Touristen, well dat ass jo eppes, wou enorm vill Touristen eraus- an eraginn, fir deenen ze weisen, wat war, wat amgaangen ass gemaach ze ginn a wat an Zukunft kënnt.

An ech mengen, bei dësem Projet gradesou vill wéi bei villen anere Projeten an der Stad, do, wou vill Trafic ass, do, wou vill Leit zirkuléieren, ass et wesentlech, datt mer d'Informatioun an datt mer d'Kommunikatioun esou gestalten, datt jiddweree weess, em wat et geet. Well dat ass och en Deel vun der Akzeptanz vun deenen dote Projeten.



Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an och Merci fir déi grouss Zoustämmung, déi dese Projet wäert kréien.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Minister.

Domadder wiere mer um Enn vun der Diskus-sion a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6468 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Déi perséinlech Stëmme fir d'Éischt. Duerno de Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6468 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emilie Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Félix Eischen), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydia Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 6383, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Bis elo ass kee Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

8. 6383 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut hu mer e Projet um Ordre du jour, wou et dréms geet, fir dass mer d'Reglementer, wat de Beräich vun der Sëcherheit ubelaangt, méi bequém a méi einfach können huelen. Erlaabt mer duerfir, e puer Eckdate vum Projet opzeielen.

Bei diesem Projet ass den 2. Januar 2012 vum Nohaltegkeetsminister den Dépôt gemaach ginn. D'Avisé vun de Berufschamberen, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers houngen direkt hannendrun, an den Avis vum Statsrot ass den..., war och derbäi. Den 21. November 2012 hu mer an der Kommissioun den Text analyséiert an och den Avis vum Statsrot, an de Rapport ass den 10. Dezember uegheoll ginn.

Mat diesem Text maache mer eng Verbesserung an eng Vereinfachung, wat d'Publikatioune vun de Reglementer ueget. Leider, an dat wësse mer alleguerten, hunn d'Printmedien ëmmer méi Schwierigkeeten an et gëtt manner ëmmer op d'Dageszeitungen zréckgekuckt. Et war bis elo üblich, dass déi an de Printmedien hu misse veröffentlecht ginn. Fir dat elo können aneschtens ze maachen, mussen mer den Artikel 5 vum Gesetz vum 14. Februar 1955 änneren, wou mer do en neie Paragraph bäiflécken, wou et dann och duerno méiglech ass, iwwer aner Weeër, iwwer nei Modeller wéi och iwwert den Internet....

De Statsrot huet dat och ënnerstrach gehat, an och de Ministère war direkt bereet, fir dat ze maachen, dass mer esou aner Méiglechkeeten, besser Méiglechkeeten hunn, vill méi modern alleguerten déi Ännerungen, déi virgesi sinn am

Transport, dass déi och do sinn, fir dass et net méi ass, wéi et an der Zäit war, wou alles ëmmer huet misse an de Printmedië veröffentlecht ginn, wat eng ganz grouss Vereinfachung duerstellt.

Well dat Basisgesetz, wéi dat de Moment war, dat geet nach zréck op den 22. Oktober 1842, fir just ze soen, wéi dat déi Zäit war mat de Publikatioune. Duerfir ass et och gutt, dass mer dat elo an deem dote Punkt maachen. Mä ech mengen, dass et och eng Verbesserung ass fir alleguerten déi Leit an d'Benotzer, déi all Kéiers mam Code de la route ze dinn hunn, déi alleguerte mussen eben ëmmer wëssen, wat fir eng Ännerungen do kommen, an dass dat méi einfach gëtt.

Esou wäit zum Projet an ech ginn och domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Ech mengen, dat war esou komplett, datt näischt méi derbäizefügen ass. Da kéime mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6383 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6383 ass uegheoll mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Norbert Hauptert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emilie Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Nancy Arendt), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Félix Eischen), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydia Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Projet vun de Mëtteg an och vum diesem Joer, nämlech dem Projet de loi 6428, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den CO₂-Emissiounshandel. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger an Negri. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

9. 6428 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, jo, et geet zum Schluss zou. Ech maachen et net ganz laang, versprach!

Dee virleiende Projet de loi stellt ee weidere Bausteen, wéi oft hei an der Chamber schon, an der Lutte géint de Klimawandel duer. Et geet hei em den europäeschen Handelssystem vun den Emissiounsquoten, an hei speziell den Dreifhausgas CO₂. E puer Wuert zur Erklärung.

Mir modifizéieren dat scho modifizéiert Gesetz vum 23. Dezember 2004, mat deem mir deemools déi europäesch Direktiv 87 aus dem Joer 2003 ëmgeast haten. De virleiende Projet de loi ass den 23. Abrëll 2004 vum dem delegierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank an der Chamber déposéiert ginn. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Salariés hunn hiren Avis agereecht an de 26. Juni huet de Statsrot och den Text aviséiert. Awer opgrond

vun lwwerleunge vum Statsrot sinn an der Chamberskommissioun eng Rei vun Amendementer uegheoll ginn an deem neien, dem Statsrot sengem Avis complémentaire ass du Rechnung gedroe ginn. De Rapport ass de 27. November dést Joer majoritär uegheoll ginn.

Et sinn, an dat war d'Uwwerleung aus der Direktiv, an de leschte Joren nei Erkenntnisser op dem technologesche Plang an der Rumm vun der Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen gewonne ginn. An et kourm doduerch zur neier Direktiv 29 aus dem Joer 2009.

Haaptkärpunkten aus deser Direktiv sinn:

De Champ d'application gëtt ausgebaut, sou dass elo och de Secteur vun der Pétrochimie, dee vum Ammoniak a vum Aluminium abezu gëtt.

Et ginn Ännerungen am Beräich vun dem Versteed vum de Quoten agefuert. Hir Validitéit erstreckt sech elo iwwer aacht Joer, bis 2020.

An et gëtt e Régistre européen normalisé agefuert. Fir deen nationale Volet ass eis Ëmweltverwaltung zoustänneg.

An dann, vum nächste Joer un, ginn niewent dem Dreifhausgas CO₂, och Kuelewaasserstoff an och den Distéckstoffoxid abezunn.

Mat deem fir den Handelssystem weltwäit interessanten Utit wëllt d'Europäesch Union hir Emissiounen vun CO₂ reduzéieren, fir esou déi festgeluechte Klimaschutzziler aus dem Kyoto-Protokoll ze erreechen. Wéi gesot, et handelt sech heibäi ëm e relativ technesche Projet de loi. Ech verweisen duerfir op de schrëftliche Rapport fir déi Detailer an den Exposé des motifs. Hei nëmmen déi wichtegst Elementer.

Nach e kuerze Rappel zum europäeschen CO₂-Emissiounshandelssystem. Duerch déi éischt Period vum 2005 bis 2007, dat war eng Pilotphas, ass de System vum fräien Échange mat Emissiounsquoten an der Union agefuert ginn. Ronn 12.000 Industriebetriber sinn agebonne ginn, an déi stoungen deemools fir 50.000, pardon 50% vun der europäescher CO₂-Emissioun. Dat sinn awer weltwäit nëmmen 8%.

An der zweeter Period vum 1. Januar 2008 bis de leschten Dezember 2012 ass duinn den Handelssystem fir d'CO₂-Quoten etabléiert ginn. Den Entreprisé sinn deemools d'Emissiounszertifikater gratis zougewise ginn. Déi Entreprises, déi hir Limite iwwerschritt hunn, hunn entweder hir Installatiounen misse upassen oder awer se hu misse Quoten um Marché akafe bei deenen Entreprises, déi gespuert haten.

Mir all wëssen awer, dat ass déi batter Erkenntnis hautdesdaags, dass de System och ganz grave Dérapagé kann huet a sech munch Leit duerch de System ferm beräichert hunn, an Héicht vun Honnerte Milliounen, voire Milliarden.

An der drëtter Period, déi elo den 1. Januar ufänkt 2013 bis de leschten Dezember 2020, komme fundamental Ännerungen op d'Entreprises zou. Et kennt zu enger Harmoniséierung vum Handelssystem vun CO₂-Quoten. Et gëtt eng gemeinsam europäesch maximal Limite festgeluecht, an déi eenzel Memberstaten hu keen Afloss méi. Déi national Allocationspläng, déi bis elo bestanen hunn, ginn ofgeschaaft. Et gëllen iwwerall déiselwech Regeln, vu Portugal bis op Estland dorobber, fir déi Gratisverteilung vun den CO₂-Quoten. An da mussen all Quoten, déi net méi gratis verdeelt ginn, versteet ginn.

D'Zil ass ganz kloer: Bis zum Joer 2020 mussen d'CO₂-Emissiounen vun den Industriebetriber ëm 21% par rapport zum Joer 2005 reduzéiert ginn. Dat ass eng gewaltig Aufgabe, mä mir sinn um gudden Wee schon. An domat soll déi emittéiert Tonn CO₂ och e seriöse Präis kréien. Momentan läit dee Wäert nëmme bei aacht Euro pro Tonn, vill ze déif, fir iwwerhaapt eppes unzeréien. Eréischt ab 20 Euro pro Tonn kommen déi Firmen an d'Gesprécher, fir bei hire Betriber Anlagen anzebauen, fir CO₂ ze reduzéieren. Fir dést eben ze erreechen, kennt et zur Stee vun den CO₂-Quoten.

Vum nächste Joer u bedroen déi gratis verdeelte Quote fir d'Industriebetriber nach 80% vun der Mengt aus der zweeter Period, de Rescht mussen se steeën. An dee Prozentsaz gëtt bis 2020 op 30% reduzéiert an da fir op 0% erofgeféiert ze ginn, bis 2027. Da mussen se all hir Tonnen CO₂ steeën.

Ech wëll drop hiweisen, dass säit dem Ufank vun diesem Joer och den zivile Flugverkéier an der Europäescher Union an diesen Handelssystem agebonne ginn ass. Dat heescht, déi eenzel Fluggesellschaft müssen och Emissiounsquote kafen, wa si Volen an der Europäescher Union duerchféieren.

Kuerz gesot, 97% vun der Duerchschnëttsemissiounsmengt aus de Joren 2004 bis 2006 dierfen nach 2012 emittéiert ginn an nëmmen nach 95% am nächste Joer. 15% vun där Ton-

nage un CO₂ mussen si iwwert d'Stee akafen, de Rescht kréie si gratis. Domadder solle se och agebonne ginn an dee Prozess vun der Reduktioun, wuelwësend awer, dass de Flugverkéier an Europa 2% vun de Gesamtemissioune bäidreit. Wat de Loftverkéier iwwert déi europäesch Grenzen eraus ubelaangt, esou soll bis zum Hierscht vum nächste Joer e Kompromësvorschlag mat allen aussereuropäesche Fluggesellschaften ausgeschafft ginn.

De Stroossen- a Waassertransport, déi sinn nach ausgeklammert, awer de Waassertransport kann zu engem spéideren Zäitpunkt agebonne ginn. An d'Land- an d'Forstwirtschaft falen net ënnert diesen Uwendungsbereich. Firwat? Well et ganz schwéier ass, hir Emissiounen ze berechnen.

D'Stee kréien elo d'Méiglechkeet, verschidde kleng Installatiounen mat geréngem Ausstouss - 25.000 Tonnen CO₂ pro Joer - aus dem System erauszehuelen, ënnert der Konditioun awer, dass Mesuré geholl ginn, déi en ausgläichen Effekt op hir CO₂-Emissiounen hunn.

Et sief hei drop higewisen, dass mir des Konditioun net opgräifen, well dat mat engem héije bürokrateschen Opwand verbonne wier, a well jo all Memberland all ezel Installatioun der Europäescher Kommission melle muss.

Et gëtt awer och Ausnahmen zum Quotesystem. Wann erkannt gëtt, dass duerch d'Käschte vun der CO₂-Stee e Betrib zu enger Delokalisatioun kéint geféiert ginn, da kann dee Betrib seng Quoten och gratis à disposition gestallt kréien.

Wat den lwwergank awer vun der zweeter op déi drëtter Period ubelaangt, sou ass Folgendes festgehal ginn: Déi Quoten, déi net an der zweeter Period gebraucht goufen, kënnen an der drëtter Period benotzt ginn. Als eenzeg Ausnahm gëllt awer, wann ee Betrib ganz oder zum Deel seng Aktivitéiten astellt, da kann den zoustänneg Minister iwwert d'Zréckgi vun de Quote bestëmmen. Am Fall vun deenen zwee Wierker vu Rodange a Schëffleng huet de Minister kloer Positioun bezunn.

Ech wëll och drop hiweisen, dass d'Revenuen aus der Stee op ee momentan zweestellige Milliarden-Euro-Betrag geschätzt ginn. An des Montanté ginn zum Deel an d'Memberlänner zréckgeféiert oder awer si falen an den europäesche Klimaschutz, an do kënnen dann an alle Länner weider Aufgaben iwwerhol ginn.

De Prozess vun der Stee ass relativ komplizéiert. Ech wëll do op de schrëftliche Rapport verweisen.

Ech wëll och net vergiessen, dass d'Instrumenter vun dem „joint implementation“ an dem „clean development mechanism“ och weider zum Asaz kommen, awer mat diesen Instrumenter dierfen d'Länner aus der Europäescher Union hir CO₂-Emissiounen duerch Investissementer a Länner baussent der Europa-Union fräikafen. All Projet, deen agereecht gëtt, muss awer gedroe gi vun ökologeschen, vu sozialen a vu wirtschaftleche Kriterien.

An et dierf och net zur Vermeschung téschent den Aidé komme vun der Kooperatioun an deenen aneren. Déi sinn hei complémentäre unzege-sinn. Well duerch déi modern Ëmwelttechnologien, déi mir hei an Europa entwéckelt hunn, sollen och ons Partnerlänner Profit zéien, fir bei hinnen dann de Prozess vun Klimaschutz méi séier unzedreiw. A se ginn och méi schnell onofhängeg da vun de fossilen Energieressourcen, an domat jo och dann à la longue en aval ginn déi Reduktioune vun Dreifhausgasen duerchgeféiert. Et kann ee bal soen, eng Win-win-Situatioun, duerch Europa ageleet, fir aner bestëmmt.

E leschte Punkt. An dem neien Artikel 16bis gëtt drop higewisen, dass all Informatiounen iwwer ënner anerem d'Veerdele vun de Quoten an d'Kontroll vun Emissiounen kommunizéiert mussen ginn. Et ass awer festgehal ginn, dass et verbueden ass, des Informatiounen, déi ënnert de Secret professionnel falen, no baussen ze kommunizéieren.

A mat dem Vote vun diesem Projet de loi, dee mir haut wellen da stëmme, deen trëtt dann den 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft. A mat diesen dach méi techneschen Ausféierung bréngen ech den Accord da vun der CSV eran a soe Merci wéi ëmmer fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Rapporteur Marcel Oberweis Merci. Als éischte Riedner kritte elo den Här Berger d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. Mat allem Respekt fir säi Fläiss, mä an

esou engem wictheger klimapolitischen Dossier huet de Rapporteur a sengem schréffleche Rapport awer zu engem ganz groussen Deel de reale politeschen oder de reale klimapolitischen Aspekt vu Lëtzebuerg ganz ausgeklamert. Kee Wuert, wou mer zu Lëtzebuerg dru sinn am Klimaschutz, kee Bilan vun deem éischte Gesetz, keng Zuelen iwwert déi nei Allocatiounen, nëischt, guer nëischt zum real existéierenden Défi vun den Emissiounsreduktiounen hei am Land!

Dat ass ze bedauern, Här President. Ech hat gehofft, datt awer de Rapporteur da vlächet am Numm vun der CSV hei géif kuerz Stellung huelen, well mir si jo gewinnt an de Kommissionssitzungen, do ass en awer vill méi - wéi soll ech soen? -, do hëlft e gären awer seng Ministeren an d'Gebiet an e wäscht hinnen de Kapp, wann et och ëm klimapolitisch Froe geet. Ech hat mer och erhofft, datt den Här Oberweis hei dat géif wéinstens net als Rapporteur, mä als CSV-Spriecher maachen. Mä, wéi gesot, et ass eigentlech alles vum real existéierende Problem vum Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg ausgeklamert ginn, well wa mer iwwert dee Projet de loi debattéieren...

(Interruption)

Här President, ech mengen, den Här..., die wëllt sech och nach aschreien.

► **M. le Président.** - Fuert Dir elo emol virun, Här Berger!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Also, wa mer iwwert dee Projet de loi debattéieren, et geet jo am Endeffekt ëm d'Émsetzung vum Kyoto-Protokoll an d'Lëtzeburger Recht, an dat ass jo ee vun den Haaptpillere vum juristeschem contrainantë Klimaschutz zu Lëtzebuerg. An ech mengen, da kënnst een och net derlaanscht, fir fir d'Éscht emol eng Kéier de Gesamtkontext ze skizzéieren an ze analyséieren.

Hei gétt et eng Hällewull Froen ze beäntwerthen: Huet de Kyoto-Protokoll seng Wierkung erreecht? Wat ass de Kyoto-Protokoll nach wäert? Wéi geet et weider mam Kyoto-Protokoll? Wou si mer drun am Klimaschutz zu Lëtzebuerg? Wat bréngt dést Gesetz? Wat bréngt dést Gesetz dem Klimaschutz zu Lëtzebuerg? Wat misst een aneschters maachen am Klimaschutz, an eiser nationaler Energiepolitik zum Beispill? Ëm des kruzial Froe geet et am Endeffekt bei deem Gesetz.

Vlächet fir d'Éischt e puer Remarquen zum internationale Kontext.

Et sinn nach keng zwou Wochen hier, datt déi International Klimaschutzkonferenz, mëttlerweil déi 18., déi heescht COP 18, zu Doha eriwwer ass, mat deenen enttäuschende Resultater, déi mer kennen. Et ass keng neit globaalt Ofkommens zustane komm, wou eigentlech dann all déi grouss Emittanten, virun allem och d'USA, China, Indien, scho géife mat an d'Boot klammen. De Kyoto 2, fir et emol esou ze nennen, ass am Prinzip decidéiert gi bis 2020, mä nach just 27, d'Europäer plus zéng aner Länner, maachen do mat. Déi stelle ronn 15% oder ee Sechstel vun de weltwäiten Emissiounen duer.

Et ass och esou, datt zu Doha och keng kloer Décisioun getraff gi sinn, wat de Kyoto 2 ubelaangt, ausser datt en elo soll 2013 starten a bis 2020 goe soll. Keng nei kloer chiffriert Ziler. Wat geschitt zum Beispill mat de Quoten, déi net an der éischter Period gebraucht gi sinn? Et war och eng wictheg Fro, well mer jo och wësen, datt Polen do innerhalb vun Europa en anere Wee wëllt goen. Dat heescht, et sinn eigentlech ganz vill oppe Froe bliwwen, emol net zu deem neien Ofkommens, mä iwwerhaapt och zum Kyoto-Protokoll, zum Kyoto 2.

Et wäerten dann och bestëmmt Stëmme kommen, déi froen: Firwat dann iwwerhaapt nach esou e Kyoto 2? Ech mengen, egal wéi, d'DP, déi steet weider zu deem Protokoll, aus dräi Grënn.

Éischtens hu mer eng Verflichtung. A wa mer kucken an der Nordsüdschinn, datt d'industrialiséiert Länner déi sinn, déi am meeschte verschmotzen, datt déi an der Pflicht sinn, fir eppes ze maachen. An d'Drëttweltlänner, dat si gewéinlech déi aarm Länner, datt déi jo am meeschten ze leiden hunn ënner de Folge vun der Aerderwärmung.

Zweetens hu mer einfach och eng Verflichtung, fir nohalteg ze handelen vis-à-vis vun den zukünftege Generatiounen, besonnesch och am Klimaschutz.

An drëttens ass Klimaschutz am Endeffekt och eng enorm Chance fir d'Wirtschaft. Ech wäert herno nach eng Kéier dorobber zrëckkommen.

Bon, et bleift, datt mer hei en Text solle stëmmen, dee sech op e Protokoll baséiert, dee méi wéi jee onpräzis ass, wou een net genau weess, wou d'Rees weidergeet. Et kann also gutt sinn, datt och an den nächste Joren an der EU dee ganze Kyoto 2 nach eng Kéier nei wäert diskutéiert ginn, vlächet aneschters ausgeluecht ginn, an datt dann och deen Text, dee mer haut hei sollen ofstëmmen, erëm nei geschriwwen wäert ginn oder ofgeännert oder annulléiert wäert ginn, ech weess et net.

Bon, ech kommen dann zum lëtzebuergesche Kontext.

Den Text hei ass e bëssen eng Neioflag vun deem Text, dee schon 2004 gestëmmt ginn ass, den éischten Allocatiounsplang; dat war am Dezember 2004. Et läit jo op der Hand, datt een hätt och sollen e Bilan maache vun deem éischte Plang. An dee Bilan ass eigentlech ni richteg gemaach ginn. Et fënnt een och am Rapport ebe leider keng Tracen dovunner zrëck. Och an der Kommissions-, an der Nohaltegekeetskommissioun ass net vill doriwwer Rieds gaang. Dobäi weess een awer, datt jo eng ganz Rei Problemer bestanen hu mat deem éischten Allocatiounsplang.

Bon, deen Allocatiounsplang, mir wëssen dat, betrëfft déi grouss industriell Betriber, déi ganz vill CO₂ an d'Loft blösen. Hei zu Lëtzebuerg sinn dat elo keng Honnerten, mä dat sinn der awer iwwer eng gutt Dosen. Eigentlech hätt den Allocatiounsplang sollen en Ureiz sinn, fir datt déi Betriber méi energiespuersam solle schaffen, an dann och ënnert dem Stréch, wann ee méi spuersam mat der Energie ass, Sue spuert, am Endeffekt och méi kompetitiv hätte solle ginn.

Et war awer esou, datt déi Betriber wierklech ganz grousszügig Quoten ausgedeelt kruten, verdeelt kruten. Wéi mer duerno gesinn hunn, ze vill grousszügig. Et war eigentlech ni e wierklechen Ureiz do fir d'Lëtzeburger Betriber, fir wierklech CO₂ ze spueren, well se einfach mat ganz ville Quoten agedeckt gi waren.

Ee bekannt Beispill ass dat jo vun ArcelorMittal. Besonnesch ArcelorMittal huet jo e groussen Iwwerschoss vun esou Quoten. Si hu jo och eng Rei Wierker zougemaach a se konnten eigentlech dann déi Quote verkafen an domadder handeln. Si wollte se och elo hale fir déi zweet Period. An et ass jo elo esou, datt d'Regierung muss do intervenéieren, datt se muss striewelen, fir dann déi Quote vun ArcelorMittal zrëckzekeréieren.

Bon, de Plang vun 2004 hat och am Hannerkapp e bëssen, insgesamt, kann ee soen, hätten duerch de Kyoto-Protokoll och solle maartwirtschaftlech Regeln am Klimaschutz spillen. Een, deen ze vill verschmotzt, dee misst eigentlech bezuelen, dee misst Quote kafen, also misst dann eigentlech eleng duerch déi Regeln op de Wee goen, fir méi Klimaschutz ze maachen, fir manner CO₂ ze emittéieren.

Dernieft huet et sech awer och erginn an der Praxis, deemools 2004 - ech hat e bëssen d'Rieden nogelies vun 2004 -, do hunn déi eng oder aner Spriecher effektiv gemengt, datt de Präis vun deene Quoten, vun enger Tonn CO₂, datt déi géife wierklech an de Joren duerno an d'Luucht goen. Aacht Joer duerno, mengen ech, gesäit een, datt do de Präis eigentlech guer net an d'Luucht gaangen ass. De Präis läit um Buedem.

Ech wëll elo net dorobber agoen, wat och alles an de leschte Joren, Dir hut dat an de Medien alt emol matkritt, wat do vu Schmu gedriwwen ginn ass, net onbedéngt hei zu Lëtzebuerg, mä awer am Ausland, wou dann déi Quote gehandelt gi sinn. Do waren déi eng oder aner Skandalen, déi opgedeckt gi sinn, wou ebe Länner oder dann och Finanzinstituter Trickereien domadder gemaach hunn an dann och do Milliounen a Milliounen Euro sech erschlach hunn.

Bon, eng fundamental Fro, déi sech hei stellt: Hu mer duerch deen Allocatiounsplang dann hei zu Lëtzebuerg doduerjer eis Kyoto-Ziler erreecht, déi mer eis ginn hate respektiv déi mer operluecht kruten? Bon, Lëtzebuerg huet also, ech hunn et scho gesot, den industrielle Sektour ganz gutt mat Quote versuergt, an et kann een eigentlech soen, doduerjer huet d'Industrie, deen Deel huet also säin Zil erreecht. Si haten esou vill Quoten, hu keen Effort misse maachen, déi sinn also zefridden. Mä ass dat wierklech effizient gewiescht?

Op där anerer Säit muss mer jo awer och wësen, hei zu Lëtzebuerg ass net nëmme den industrielle Sektour, deen ee muss berücksichtigen, mä et ass jo och den Transportsektour, de ganzen Trafic, et sinn d'Haushalter an esou weider, déi een och muss considéieren. Wéi ass et dann an deene Secteuren gaangen? Et muss ee jo och wëssen, wat ee méi der Industrie ginn huet, wat een herno manner eigentlech a senger Bilanz huet fir déi aner Secteuren.

Wéi ass also d'Gesamtbilanz Kyoto, wa mer Industrie, Verkéier, Haushalter an esou weider zëmmerrechnen? An do geet d'Rechnung net op! Dat wësse mer jo alleguerten. 2011, ech mengen, wann ech déi lescht Zuelen nach am Kapp hunn, louche mer nach 10% iwwer eisem Zil, dat mer laut Kyoto-Protokoll, dem éischte Kyoto-Protokoll sollen erreechen. Mir hunn also trotz Quotenhandel am industrielle Sektour eis Kyoto-Ziler, trotz also deem Gesetz vun 2004, eis Ziler net erreecht.

Ergo war also och de Quotenhandel net d'Altheilmittel, fir eis Klimaschutzziler ze erreechen. Ech hunn et scho gesot, also d'Betriber sinn aus der Schosslinn komm an an deenen anere Secteuren, do ass awer weider massiv waarm Loft produziéiert ginn, a mir hänken an de rouden Zuelen an eiser Kyoto-Bilanz.

Wat huet d'Regierung gemaach, fir dann erauszekommen aus der negativer Bilanz déi lescht Joren? Bon, fir eisen Engagementer nozekommen, hu mer eis also massiv fräikaaft am Ausland. „Carbon Funds“, dat sinn esou Fongen, wou mer abezuelen, iwwer honnert Milliounen, wou mer awer guer net wëssen, wat fir eng Projeten dann iergendwou am Ausland domadder gemaach ginn.

Mir hunn zum Beispill CDMen a China gemaach. China, dat ass dat Land, dat mëttlerweil och Astronauten huet an all méiglech Rakéiten a Flugzeugträger. Deenen hu mer Wandmille bezuelt, well ouni eis Suen hätten déi warscheinlech keng Wandmille kënnen opstellen.

► **M. Camille Gira (d'ei gréng).** - Duerfir konnte se awer d'Carbolux...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Duerfir hätte se awer och nach vlächet kënnen am Géigenzuch bei der Carbolux dann en Effort maachen, d'Chineesen.

Mir hunn Albausanéierungen a Lettland...

(Interruption)

...finanzéiert. D'Regierung huet also hir Hausaufgaben am Klimaschutz net heiheem gemaach. Si ass mam Scheckheft duerch d'Welt gereest an huet sech iwwerall fräikaaft. An eisen Aen ass dat wierklech de falsche Wee.

D'DP freet: Firwat ginn déi Suen net hei am Land an de Klimaschutz investéiert an dann och domadder an déi sozial Économie hei investéiert? Ech mengen, eis Handwierksbetriber, déi wieren och frou, wa se do déi honnert Milliounen oder méi, déi mer all Joers an d'Ausland fir Klimaschutz investéieren, wann déi hei zu Lëtzebuerg kéinten an d'Betriber investéiert ginn.

An dese Projet hei, dee mer hei haut virleien hunn, dee gétt keng Antwort op all déi Eerausforderungen, wéi mer hei zu Lëtzebuerg ebe kënnen konsequent Klimaschutz maachen. A virun allem, datt mer och hei, wa mer Klimaschutz maachen, ech soen et warscheinlech nach e puermol haut, Klimaschutz ass och wierklech eng Chance fir d'Économie hei zu Lëtzebuerg. Dat muss ee wierklech verstoen. Net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mä awer och hei zu Lëtzebuerg.

Well ech mengen, besonnesch am Klimaschutz kann ee flott weisen, flott an der Praxis ëmsetzen, wéi eigentlech kënnen Économie an Ékologie zesammen Hand an Hand goen, wou ee vun deem anere ka profitéieren. Ech ginn net midd, fir dat ze ennersträchen, an ech wëllt stellvertredend - ech kéint vill Beispiller elo nennen, „green economy“ an esou weider, dee ganze Sektour -, mä ech wëll einfach hei stellvertredend eng vun eisen Alternativen nach eng Kéier rappeléieren.

D'DP, déi gétt jo net midd, fir ze soen, mir sollen hei en nationalen Albausanéierungsprogramm duerchzéien. Hei ass e ganz grousst Potenzial zu Lëtzebuerg, en enormt Potenzial, fir CO₂ ze spueren, fir eis Bilanz ze verbessern. Och do sinn d'Experten, déi soen, praktesch en Drëttel, wann net méi vun eiser Bilanz kéinte mer do verbessern, wa mer also alleguerten eleng nëmme déi al Haiser géifen hei energetesch verbessern, op de leschte Stand setzen, wou se kéinten Energie spueren.

Ech mengen, mat esou engem Programm, wann een dat géif maachen, kéint een also dem Klima op d'Been hëllefen, et kéint een awer och e Programm fir déi national Économie, fir d'Handwierksbetriber lancéieren. Nei Aarbechtsplaze kéinte geschaf ginn, eng Expertise géif geschaf ginn, Know-how kéint geschaf ginn, d'Recherche kéint relancéiert ginn. Ech mengen, datt ass eng Illustratioun also, wéi kéint mat aktivem Klimaschutz...

► **M. le Président.** - Här Berger, erlaabt Der, datt den Här Oberweis lech eng Fro stellt?

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ëmmer, Här President.

► **M. Marcel Oberweis (CSV), rapporteur.** - Här Berger, ech wollt lech eng Fro stellen, eng

ganz einfach. Dir sidd jo awer Zeie gi vun der Diskussioun ëm dee Klimapakt tëschent Gemengen a Stat. An et ass ee jo wierklech frou, datt mëttlerweil 60 Gemenge matmaachen an nach weider bäistoussen. An da kënnst dat zum Droen, wat Der dauernd elo sot hei, da kënnst a Gemengen a bei den Haushalter dobaussen déi Iwwerleung derbäi. Also, Dir wësst jo awer och, wat mer dobausse maachen?

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, ech wëll net op de ganze Klimapakt agoen. Ech weess net, wéi vill Zäit ech hunn. Ech hunn dat awer scho viru Woche gesot. Beim Klimapakt gëtt 80% investéiert, fir Auditen ze maachen an Etüdebüroen an héchstens 20% kréien do d'Gemenge fir konkret Mesuren. Dat ass da bei de Gemengen.

(Brouhaha)

Natierlech sollen och d'Gemengen an de Stat mat engem gudden Beispill virgoen. Mir mussen awer erreechen, an dat ass d'Responsabilitéit, mir mussen awer erreechen, an dat ass d'Responsabilitéit vun der Regierung...

► **Une voix.** - Dat ass dach net wouer!

(Interruptions diverses)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, dat ass d'Responsabilitéit vun der Regierung, datt hei zu Lëtzebuerg all Stot sollt d'Méiglechkeet kréien, d'Geleeënheet kréien, fir dat ze maachen, an net iwwer e Klimapakt oder iwwert d'Gemengen iergendwou herno e klenge Subsid ze kréien. Dat ass net effizient.

Mir gesi jo, bis elo si ganz wéineg Leit, déi dat hei zu Lëtzebuerg maachen. A firwat? Well et ass jo dann och ganz oft d'Fro vum Finanzement. An och do huet d'DP jo e Modell proposéiert, fir esou e Programm ze lancéieren. Mir soen, mat enger Klimabank, déi ebe just de Bierger alleguerten, de Bierger och an de Gemengen, wou kee Klimapakt ass, mä eng Klimabank, déi géif de Leit also Aarbechten (veuillez lire: Sanéierungsarbechten) virfinanzéieren. Dat ass jo de Problem! Et gétt Leit, wann déi esou eppes wëlle maachen, wësse se, ech kréien iergendeng Kéier e klenge Subsid erëm, da fänke se guer net un, bis datt se dee Subsid hunn, well se mussen d'Sue virstrecken.

Eise Modell a kuerze Wieder: Dat ass jo, datt ee mat enger Klimabank de Leit dat virfinanzéiert. An herno, wann déi Aarbechten ofgeschloss sinn, sätzen d'Leit an engem Haus, dat gutt energetesch sanéiert ass, spueren se all Joers Suen. A wann dann eigentlech mat „pay as you save“ alles dat, wat se un Energie spueren, mat deene Sue bezuele se dann dee Prêt, fir et emol esou ze formuléieren, vun der Klimabank zrëck. An hei hätt een nëmme Gewënner!

D'Stëit wiere Gewënner, well se géife Sue spueren herno laangfristeg, well se manner Energiekäschten hunn. D'Betriber, well se nei Aarbechtsplaze géife geschaf ginn. D'Klima natierlech souwisou, well mer manner CO₂ an d'Luucht blösen. An och de Stat wier Gewënner. En hätt also keng Strofen oder misst net am Ausland deier Projeten dann erëm maache loosse. An e géif och mat senger Klimabank laangfristeg déi Sue jo erëm zrëckkréien. Et si jo nëmme geléinte Suen. Also, e géif souguer seng Sue vun der Klimabank erëmkréien.

Also, hei kann eigentlech nëmme jiddweree gewannen, souwuel d'Ékologie wéi d'Économie. Einfach meng Fro: Firwat mécht d'Regierung net esou e Programm? Firwat zitt se net esou e Programm zou? Mir haten eng Motioun virun, ech weess net méi, zwee oder dräi Joer hei déposéiert fir esou e Modell. Se war uegholl ginn...

(Interruption)

Se war uegholl ginn. Bis haut huet d'Regierung nëischt an deem Domän gemaach.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech mengen, et ass ee Beispill vu villen, fir ze weisen, wéi hei zu Lëtzebuerg d'Défiaillancé vun der Lëtzeburger Klimapolitik sinn. Et ass einfach esou, et ass eng Konklusioun, déi ee muss zéien. D'Regierung huet keng Strategie am Klimaschutz.

An och haut dee Projet, dee rett se och net. Wann een elo muss e Bilan zéien, ech soen emol e Bilan no véier Joer - méi salopp -, véier Joer Wiseler a Schank, dann ass et deen, datt Klimaschutz de Moment inexistent ass zu Lëtzebuerg.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. Eugène Berger (DP).** - All déi Chancen, déi den aktive Klimaschutz bitt, déi gétt et net hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn hei just e Klimapakt an deene leschte véier Joer gestëmmt. An, wéi gesot, do ass nach nëischt geschitt an do ass d'Veantwortung just op d'Gemengen iwwerbruecht ginn. An och am Endeffekt ass dat just eppes, wou vill administrativ Aarbecht finanzéiert gëtt a soss weider nëischt.



Här President, dese Projet de loi, dat ass e bैसे Sand an d'Ae gestreet, fir virzetäuschen, dat nach iergendeppes wibbelt an der Lëtzeburger Klimaschutzpolitik. Et ass kee Bilan gemaach ginn aus dem éischten Allocatiounsplang. Et si keng Léieren dorauer gezu ginn. Et bleift ee komplett am Niwwel, wéi dann elo méi e konsequenten, méi en effizienten zweiten Allocatiounsplang soll ausgesinn. Hei ginn da lediglech weider d'Betriebes douce, ganz douce an d'Flicht geholl. Mä all déi aner relevant Secteure fir d'CO₂-Emissiounen hei zu Lëtzebuerg, do ass guer kee Konzept, läit do guer kee Konzept vir.

Dese Projet de loi ass an den Ae vun der DP keng Äntwert op d'Erausforderungen, wéi mer hei zu Lëtzebuerg konsequent Klimaschutz kéinte maachen an domat och fir eis national Économie nei Chancë kéinten opmaachen.

Dir hutt et verstanen: D'demokratesch Fraktioun, d'Demokratesch Partei, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert dese Projet net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischer well ech dem Rapporteur Marcel Oberweis villmoos Merci soe fir seng exzellente Rapporten, déi schrëftlech wéi mëndlech. D'lescht Woch war erëm wéi all Joers eng Klimakonferenz, dës Joer zu Doha, mam Haaptzil, en zweete Kyoto-Protokoll an d'Liewen ze ruffen.

E Minimalkompromëss als Resultat, wou mer, wéi esou oft, an enger Iwwergangsphas eis erëmfannen a wou just am Fong d'Europäesch Union an Australien sech bereet erkläert hunn, fir méi wäit ze goen. Déi grouss Industrie- a Schwelleländer sinn dergéint stur bliwwen an hunn de Problem, fir d'CO₂-Emissiounen endlech effikass ze reduzéieren, einfach op spéider vertagt. De Kyoto-Protokoll ass bis elo dat eenzeg international bindend Instrument, dat mer zur Verfügung hunn, fir géint CO₂-Ausstéiss ze steieren.

Den Usaz, de Kyoto-Protokoll ze verlängeren, ass sécher dat eenzeg Richtegt. Wat ze kucken elo bleift: Wéi vill Länner sinn awer elo nach bereet, an deem „Klimaboot“, wéi mer dat ëmmer esou schéin nennen, dodran ze bleiwen? Déi richteg Diskussioun wäert eréischt 2015 zu Paräis stattfannen, wou dann en neien Traité soll ënnerschräiwwe ginn an och eréischt ab 2020, wéi den Här Rapporteur gesot huet, a Kraaft triede wäert.

Wat bis dohinner geschitt, ass nach net richtig gewosst a bleift eng Inconnue. An duerfir wollt ech hei och vläicht den Här Minister froen, dee jo och zu Doha dobäi war, ob en eis vläicht awer kéint e bैसे méi Detailer ginn, wéi et souwuel an Europa, mä awer och wéi hei zu Lëtzebuerg et weidergoe soll.

Här President, d'Regierung huet an de leschte Joren e gudden Deal vun hiren Hausaufgabe gemaach. Dass 6% reduzéiert gi sinn, ass sécher wäit vum ugestriefen Zil ewech. Ech wéll awer och soen, dass mer tëschent 1990 an 2011 e groussen demografesche Wandel hei zu Lëtzebuerg erlieft hunn. Vläch just e rationaalen Zuleverglach: 1990 hate mer hei zu Lëtzebuerg 35.300 Frontalieren an 2012 sinn et der 168.000, e Plus vu méi wéi 130.000 Leit, déi all Dag hei zu Lëtzebuerg, och an der Woch, mindestens eng Kéier tanken. Wat zwar gutt fir eis Statskeess ass, mä natierlech awer schlecht fir d'Klimabilanz.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Wat awer och weist, dass besonesch am Ausbau vum öffentliche Transport déi gréissten Efforten hei am Land ze maache sinn, fir d'CO₂-Bilanz kënnen erfrozdrécken. D'Referenzjoer vun 1990 ass deemno och kee Gradmesser méi, mä éischer 2005, well dat och dat éischt Joer ass, wou de System vun engem Plafonnement vun den CO₂-Ausstéiss a Kraaft getrueden ass. Dat gëtt eis méi e korrekt Bild vun eiser Situatioun an den eigentlechen CO₂-Aspierungen, déi mer iwwert déi nächst Jore maache wäerten.

Wéi gesäit d'Strategie aus vun der Regierung? Wou läit nach Potenzial? A wat fir Beräicher besti Méiglechkeeten, fir nach méi CO₂ anzespueren? Wat erwaart sech de Minister mat der Applikatioun vun dem Aktiounsplang, op dee mer nach ëmmer waarden, Här Minister, an dem Klimapakt, dee mer jo viru Kuerzem hei an der Chamber gestëmmt hunn? An awéieren kann een dat elo scho quantifizéieren? - Dat sinn déi Froen, déi sech de Moment stellen, a wou ech de Minister och wollt froen, ob en herno dann dorop kéint eng Kéier agoen.

Och am Beräich vun den erneierbaren Energien, wou den Endkonsum bis 2020 bei 20% d'Regel soll ginn. Hei musse mer eis Ressourcen an eise Savoir-faire beschtméiglech nutzen, fir den Undeel ze erhéije respektiv der sougenannter „green economy“ en neien Elan ze ginn.

Dës soll natierlech net op d'Käschte vun aneren Interesse goen. Besonesch net, wann et ëm d'Nahrungsmittel geet. Dat ass eis ganz wichteg. Wéi mer wëssen, huet d'Europäesch Kommissioun eng Direktiv virbereet, wou am Kader vun de Strategie fir erneierbare Energien den Undeel u Biocarburant net méi 10%, mä just nach 5% vum Gesamtpackage duerstelle soll. Et ass nämlech keng Null-Prozent-CO₂-Technologie a virun allem gräift se op d'Biens de première nécessité zréck. Wees an aner Liewensmëttel sinn do fir eis Ernährung, nom Motto: „Léiwere e vollen Teller wéi e vollen Tank.“

Hei wollt ech och dann den Här Minister froen, wéi wäit mer do mat diesen Diskussiounen dru sinn a wat dat fir Lëtzebuerg och kéint bedeiten, déi Ernährung, déi elo vu Bréissel aus komm ass.

En anere Prinzip vum Kyoto-Protokoll niewent den CO₂-Emissionsrechter sinn déi flexibel - wéi och elo schonn ugeschwat ginn ass - Mechanismen. An deem Kontext muss ee virun allem erwärmen, dass eng ronn 83 Milliounen Euro fir Emissionsrechter vu Projekte am Ausland an aner Klimafongen agefloss sinn.

An och, wann dat prinzipiell Kyoto-konform ass, sinn déi CDM-Projekte keen Ersatz, fir CO₂-Aspierungen hei am Land net unzepaken. Hei wollt ech de Minister froen, wéi hien an dëser Fro gedenkt virunzefueren, besonesch wann ee gesäit, wéi d'Präisser dovun um Marché sech entwéckelen.

Esou wéi de Rapporteur dat scho gesot huet, stëmme mir d'Transpositioun vun enger Direktiv, déi de System op aner Industriebranchen erweidert. Et ass och ze begréissen, dass mir am Kader vun dëser Direktiv, wéi dat och scho gesot ginn ass, net méi 27 verschidden Aktiounspläng hunn, mä een eenheetleche Plafong gesat hunn. Also ee System, dee fir all Land d'selwecht géllt, mat engem Reduzéierungszil vun 21% um Horizont 2020, an dat par rapport zum Joer - als Referenz - 2005.

Ech wéll net elo nach eng Kéier drop agoen, wat de Rapporteur scho gesot huet iwwert déi progressiv Mise aux enchères vun de Quoten, mä trotzdem nach eemol erwärmen, wou der Méiglechkeet, déi kleng Betrieber, déi manner wéi 25.000 Tonnen CO₂-Ausstéiss pro Joer hunn, fir déi komplett ausserhalb vum Emissionsrechtssystem ze halen, ënnert der Konditioun, dass se aner Mesuren ënnern, fir eng equivalent CO₂-Reduzéierung ze erreechen.

Och wann een dat aus ekonomeschen a Kompetitivitéitsgrënn novollzéie kann, stellt esou eng Méiglechkeet eng Rei vu Froen, awéiwäit een dat genau kontrolléiere kéint. Dës hatt sécher net, an dat huet de Rapporteur och scho gesot, zur Simplification administrative gefouert. An duerfir war et sénnvoll, dass mir dës an der Kommissioun fale gelooss hunn.

Dese neien Text stellt och eng kleng Verbesserung duer an der Emverteilung vun den Emissionsrechter. Bis elo ware se gratis. All Betriber kritt e gewësene Montant zougesprach. Den Iwwerfluss kann entweder erëm zréck op de Marché verkaaft respektiv als Reserv bäibehale ginn.

Dese Prinzip gëtt elo méi streng a wäert hofentlich dozou bäidroen, méiglech Abusen ze verhënneren. Abusen och wéi deen, deen an Däitschland virun zwee Joer grouss erauskomm ass am Kader vu Steuerhannerréierung a Geldwäsch. Dës Deeg nach goug d'Zentral vun der Deutsche Bank op en Neits duerchsicht. 25 Mataarbechter stinn am Viséier, an de Schmu geet iwwer 230 Milliounen eraus. D'Emissionszertifikater waren am Ausland émsazsteuerfräi kaaft ginn an zu engem gudden Präis du weiderverkaaft ginn. D'Émsazsteuer dovunner ass duerno awer als Remboursement zréckgefrot ginn. Dat si Spillereien, déi vis-à-vis vum Steuerzueler, mengen ech, net tolerabel sinn, a wou mir eng kloer an transparent Linn brauchen, fir deem entgéintzewierken.

Wa mir an deem Kontext nach eemol op d'Zuelen hei zu Lëtzebuerg kucken, hu mir en Total zegutt vun 12.441.525 Tonnen, fir genau ze sinn, CO₂-Emissionsrechter iwwert d'Period 2008 bis 2012, déi sech dann op zéng Betriber verdeelen. An der Siderurgie hu mir en Accord, Lux 2016, wou engersäits d'Restrukturatioun vun de Rodanger a Schëfflerger Siten an anersäits d'Modernisatioun vum Standuert Esch/Belval duerch nei Investissements ugekuertelt gi sollen.

Et bleift ze hoffen, dass dës Engagementer och honoréiert ginn an dass mer an der Tripartite e

genaue Bilan zéien, wat genau émgemat ginn ass a wat net. Et gëtt engem schonn ze denken, dass ArcelorMittal duerch hir Emissionsrechter gewaltig Zommen agesammelt hunn, Gelder, déi vun der Öffentlichkeit finanziert gi sinn, an dat op Wierker, déi net zu honnert Prozent dréie respektiv de Moment komplett zou sinn!

Déi Diskussiounen hate mer och schonn e bëssen éischer am Joer. Mä et bleift nach ëmmer onkloer, wat mat deene Sue geschitt, déi als Emissionsrechter an d'Keesen erfléissen. Duerch de Verkauf an den Invest op der Bourse vun engem Deel vun deene Rechter soll de Groupe ArcelorMittal tëschent 2008 an 2011 eng ronn 250 Milliounen Euro akasséiert hunn.

(Interruption)

Eleng fir de Standuert Schëfflerger fuerdert ArcelorMittal eng 86.000 Tonnen Emissionsrechter, wou de Präis momentan bei jeeweils tëschent fënnf a siwen Euro d'Tonn läit. Dat sinn zesammen ëm déi 430.000 Euro.

Dat ass en Apport, deen net négligeabel ass, wann een Emstrukturierungsplang virhuet. De Sënn an Zweck vun diesen Emissionsrechter sinn et, weider nohalte Investissements ze maachen. A genau dat soll och hei gemaach ginn. Duerfir wéll ech hei den Här Minister froen, wéi e gedenkt a puncto Emissionsrechter fir Rodange a Schëfflerger mat ArcelorMittal dat auszuhandelen.

Madame Presidentin, ofschléissend wéll ech soen, dass mer heiwee weider eis Hausaufgaben a Saachen CO₂-Reduktioun maache mussen an awer och zesumme mat eisen europäesche Kolleegen e groussen Défi virun eis hunn, wou mer hoffentlich net op en neie Protokoll waarden, fir weiderhin konstruktiv Efforten an der Reduktioun vun den CO₂-Emissionsrechter ze maachen.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu diesem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Noluschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Negri. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Gira. Dir hutt d'Wuert, Här Gira.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mer erlaben, emol eng Kéier mat enger Zeechnung meng Interventioun unzefänken. Dir gesitt hei eng Karikatur aus enger däitscher Illustrierter zum Thema, wat mer elo beschwätzen. Hei steet, hei gesitt Der e Bankiwerfall. An de Bankbeamte gëtt d'Suen eraus an e seet: „Ein schmützigter Deal mit CO₂-Zertifikaten bringt mehr als tausend Banküberfälle. Unsere Experten beraten Sie gerne.“ An ënnendränner steet: „Tipps von der Deutschen Bank“.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi Zeechnung do resuméiert méi wéi dausend Wierder, wat aus dem europäeschen ETS-System ginn ass, nämlech eng Karikatur vun deem, wat et einfach sollt sinn. Aus engem Instrument, fir de Klima ze schützen, ass eng Gelddrückmaschinn fir Multinationale ginn!

Dobäi war jo eigentlech d'Grundidde vun deem System net esou schlecht. D'Iddi war jo folgend: Mir leeeën e Maximum vun Emissionen fir eng Rei industriell Betriber fest. An Europa sinn et eng 11.000 ongeféier. Mir schafen do ënnendränner e Maart, fir mat CO₂-Emissionsrechter ze handelen. An da kritt jo iergendwéi eng Kéier, war d'Hoffnung, all Tonn CO₂ e Präis. An da war jo dat, wat gerechent gi war, dass d'Investissements géifen do gemaach ginn, wou se am effizienteste wieren an d'Reduktioun am effikassest wier an domat d'Investissement och am bëlleegsten.

De Problem, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer, dass de System steet a fällt mat der richteger Festleegung vun Maximum vun den Emissionsrechter, déi awer op de Maart gehäit si ginn. An do hu souwuel d'EU-Kommissioun, muss ee soen, mä virun allem all eenzel europäesch Regierung versot an op den Drock vun den Industrielobbyen hu se d'Allocatioun fir déi eenzel Betriber vill ze héich festgesat.

D'Resultat: De Präis vun der Tonn CO₂ ass agebrach, fir net ze soen, huet sech eigentlech net do etabliert, wou eigentlech gerechent gi war. Et war eigentlech geduecht, dass mer op e Präis vun 30 Euro pro Tonn CO₂ géife kommen. Dat géif wierklech eng ganz Rei Investissements mat sech bréngen. Do fängt et un, fir eng ganz Rei industriell Betriber, sech ze rentéieren, well dann d'Investissements eigentlech méi Profit ofbréngen, wéi wa se weider CO₂ emettéieren.

Mir waren du séier bei engem Montant vun zéng bis zwielef Euro pro Tonn. Du kum nach d'Kris derbäi, dat ass richteg. Natierlech huet och d'Kris derzou bäigedroen, dass d'Iwwerallocatiounen - déi awer schonn do waren, wéll

ech betounen -, dass déi dunn nach méi grouss gi sinn. Sou dass mer am Juli dës Joer eigentlech nach just ware bei engem Präis tëschent sechs an acht Euro pro Tonn CO₂.

Resultat: Amplaz dass d'Industrien ënnert dem Drock vum ETS-System zu Investissements an Energiespueren ugehale wiere ginn, hu se eigentlech massiv Gewinne agefuer, an de Virriedner Roger Negri huet jo schonn hei gesot, wat ArcelorMittal zu Lëtzebuerg verdéngt huet. Et zirkuléiere Chiffere vun e puer honnert Milliounen Euro, déi Arcelor an Europa eleng mat deem do System verdéngt huet.

An d'Situatioun war am Juli eigentlech esou dramatesch, dass ee Moment d'Klimakommissäirin, d'Connie Hedegaard, e Virschlag gemaach hat, fir dee Marché ze stabiliséieren. An zwar huet se gesot, wann déi drétt Period den 1. Januar 2013 ufängt, da gi mer net all déi Allocatiounen, déi nach doruechter sinn, op de Marché a versteeën déi, neen, ronn 10% hale mer an a geheien déi vläch eréischt 2014, 2015, 2016 op de Maart. Déi, déi den Dossier e bësse suiivéieren, hate matkritik, dass d'Madame Hedegaard net ganz wäit komm war. Ganz séier war Oppositioun vu Polen do, vun aneren osteuropäesche Länner, déi nach vill méi Iwwerallocatiounen hu wéi aner. An et huet een net méi ganz vill héiere vun der Madame Hedegaard hirer Propositioun.

Mam Resultat, léif Presidentin, Kolleegen a Kolleeginnen, dass mer haut 1,4 Milliarden Tonnen CO₂ ze vill um Marché hunn.

An duerfir ass fir eis als Gréng och de Knackpunkt vun dëser Direktiv a vun dësem Gesetz, dass et elo méiglech ass, déi Allocatiounen, jo, déi Iwwerallocatiounen aus der zweeter Period an déi drétt Period mat eranzehuelen. Da kënt Der lech jo virstellen, wa schonn um Ufank vun der Period 1,4 Milliarden Tonnen CO₂ ze vill um Marché sinn, wou dann de Präis gehandelt gëtt. Et gëtt Experten, déi soen, dass nom Januar de Marché wäert total zesummebréchen an dass dat praktesch d'Enn vum System ass, an eigentlech kéint een den ETS-System, esou wéi en elo opgestallt ass, praktesch ofschafen. Dem Klima géif et sécherlech haut net schlechter goen, wann en esou net agefouert gi wier. An zumindest hätte mer net och nach parallell Milliarden Cadeauen u multinational Gesellschaften ze maachen.

An duerfir kënt Der lech och, Madame Presidentin, virstellen, dass déi gréng dese Projet net wäerte stëmmen.

Mir stënnen en awer och net, well zu Lëtzebuerg genau datselwecht awer geschitt ass. Elo hätt een déi Iwwerallocatiounen jo och nach kënne verstoen, wann een do direkt hätt misse voll dee System aféieren. Dat war awer net esou! Duerfir war jo genau déi Proufperiod, wann ech dat emol esou ka soen, déi éischt Period tëschent 2005 an 2007 war jo agefouert ginn. Do hate jo awer all Regierung an och déi Lëtzeburgeresch Regierung Zäit, dräi Joer ze kucken, wou mer dann dru sinn, ob déi Zuelen, déi se am Virfeld beim éischten Allocatiounsplang vun eenzelne Betriber kritt hätt, ob déi dann och der Realitéit géifen entsprechen.

An ech kéint lech, Madame Presidentin, ee ganzen Dossier matbréngen, wou déi gréng vun Ufank un drop opmierksam gemaach hunn, dass praktesch all Betriber, an net nëmme d'Arcelorsbetriber, Iwwerallocatiounen kritt hunn. Mir hunn x Questions parlementaires gestallt. Mir hunn déi jeeweileg responsabel Ministeren x-mol a Kommissiounen geruff an hunn ëmmer drop opmierksam gemaach a gesot: „Dir maacht hei nëischt fir de Klimaschutz, mä Dir verdeelt hei Cadeauen un d'Lëtzeburger Industrie.“

Komescherweis huet keen drop reagiert. Obwuel een direkt konnt gesinn am éische Joer - an, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, do konnt een nach net d'Excuse vun der Kris huelen, ech mengen, dass am Joer 2008 déi meescht Industrien zu Lëtzebuerg nach relativ voll gedréit hunn -, am Joer 2008 konnt ee schonn 20% Iwwerallocatioun feststellen.

An eréischt, wéi virauszegesi war, dass den Här Mittal elo awer nach e bësse méi géif iwwerdréieren an eventuell Schëfflerger a Rodange géif zoumaachen an awer eventuell Allocatiounen kréien, dunn huet dann och d'CSV de Sujet endlech entdeckt.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, vun der CSV, net nëmme den Här Mittal huet vun lech an dem Koalitionspartner hei riseg Cadeauen gemaach kritt. Dir hutt iwwer véier, fënnf Joer laang der ganzer Industrie hei matzen an der Kris Cadeauen gemaach. An déi gréng fannen

dat net gerecht. An duerfir hate mir jo viru Kuerzem och en Essai gemaach a gesot, wa mer do elo festgestallt hunn, dass déi Betriber, déi déi meeschten Energie konsuméieren, de meeschte Stroum an och aner Energien, wann déi elo schonn op där enger Sait e Cadeau kritt hunn, da kommt, mir huelen hinne wéinstens deen anere Cadeau ewech, nämlech, dass se praktesch näischt derzou bäidroen, fir an de Fonds de compensation ze bezuelen, fir dass mer mat deene Sue kéinten eppes maache fir déi alternativ Energien.

An do muss ech soen, och do ware mer als Gréng séier och beim neie Wirtschaftsminister op daf Ouere gefall, mä awer och bei der CSV, déi op där enger Sait sécherlech da mam Fanger drop weist, dass den Här Mittel elo e Cadeau kritt, mä da wier jo déi logesch Konsequenz gewiescht, dass een zumindest deen anere Cadeau erëm ewechgeholl hätt. Och do ass näischt geschitt.

Wat ass geschitt? Mir senken d'Tariffer op den 1. Januar an deene meeschte Beräicher vum den alternativen Energien. Et ass net méi méiglech, iwwerhaapt nach e Subsid ze krié fir Installatiounen iwwer 30 kWh. Dobäi kënnen eng Rei Buergermeeschteren an Députés-maires soen, dass eigentlech do eréischt eng richteg Dynamik entstanden ass. Et ass e Modell, vun deem ech an aller Bescheidenheit ka soen, dass mer deen an eiser Gemeng déi ewechgeholl hätt, an Tëschenzäit praktesch an alle Gemengen a bei alle Bierger a Biergerinnen Zousproch fannen, wou eigentlech all Konsument an all Konsumentin vu Lëtzebuerg an deenen nächsten zéng, fofzéng Joer d'Chance hätt, net nëmme Stroum ze konsuméieren, mä d'Equivalenz vun deem, wat e brauch, selwer ze produzéieren. Do geheie mer elo erëm eng Brems an. An ech kann dem Eugène Berger nëmme recht ginn, wann e seet: „Wéini entdecken mer och zu Lëtzebuerg, dass Klimaschutz keng Bürd ass? Dass dat keng Gefor ass, mä dass et eng riseg Chance ass?“

An ech géif lech emol alleguerten un d'Häerz leeën: Familiariséiert lech ganz e bësse mat der Situatioun an Däitschland. Well wann Däitschland haut esou gutt dosteet ekonomesch, dann huet dat enner anerem och dermat ze dinn, well déi déi berühmten Energiewend scho längst ageleet hunn, well se Honnertausenden Aarbeitsplazen an deem Bereich schafen. A wann hir Handelsbilanz wesentlech besser ass wéi déi vu villen aneren europäesche Länner, dann huet dat och dermat ze dinn, dass se ëmmer méi a méi Stroum an och Hëtz selwer produzéieren an net mussen aféieren.

Et huet e gréng Kolleeg am Europaparlament am Kader vum der Defizitkris an Europa eng Etüd maache gelooss vun Ekonomisten, an do kënt natierlech eng relativ kloer Korrelatioun vun de Statsdefizit mat dem Import vu fossilen Energieträger eran.

Ech ka mech ëmmer nëmme wonneren, wann hei geklot gëtt a gesot gëtt: „Jo, d'T-Shirte kommen aus China, aner Saache kommen aus China.“, an amplat d'Sonn, déi mer gratis kriéieren, amplat de Wand, dee mer gratis hunn, amplat den Département des forêts emol erëm auszenotzen, andeem mer Biomassinstallatiounen maachen, kafe mer monter Gas beim Här Putin a Pétrol bei de Katarer, an da wonnere mir eis, dass eis Balance commerciale net gutt dosteet. An da wier et, geet et vläicht net duer, den Här Altmeier op e Colloque ze invitéieren. Da mist een och duerno, wann een an der Regierungsverantwortung ass, konsequent dat maachen, wat Däitschland mécht, an dann zu Lëtzebuerg och endlech d'Energiewend aféieren.

Här President, Madame Presidentin - pardon -, Dir Dammen an Dir Hären, dat alles geschitt net hei.

Ech hunn e bëssen eng aner Meinung wéi den Här Berger, wat de Klimapakt ugeet. Ech menge schonn, dass dat sännvoll ass, dass och Beispiller do sinn, dass a Gemenge vill geschitt. Nach brauche mer do ronderëm an driwwer Rahmbedingungen, déi awer nëmmen eng Regierung ka setzen.

Wa mer keng ekologesch Steierreform maachen, wa mer nach ëmmer de Pétrol wesentlech méi bëllege verkaf wéi an den Nopeschlänner, da brauche mer eis net ze wonneren, dass déi beschte Stroossen a ganz Europa mat deene meeschten SUV befuert ginn. Ech mengen, d'Gemenge kënnen viles maachen, mä Steierpolitik, Akzisepolitik, do ass all Gemeng d'Hand gebonnen an do mussen endlech Neel mat Käpp komme vum der Regierung.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Camille Gira** (déi gréng). - Wat mir och net verstinn, dass gemengt gëtt, wann een elo kënschtlech iwwert de Fonds de compensation d'Elektrizitéit géif niddreg halen, dass een dann ArcelorMittal an aner Betriber hei hält. Mir hu jo elo erlieft hautno, mä och an der Noperschaft zu Florange, mat wat dass déi Décioune geholl ginn. Do si ganz aner Facteuren, déi spillen. Natierlech kann een d'Energie net onendlech an d'Héicht goe loossen. Mä Dir muss jo net gleewen, dass de Stroumpräis wäert dozou bäidroen fir dem Här Mittel seng Décioune, ob en nach jeemoos eng Kéier hei zu Schëffleng oder Rodange erëm e Wierk opmécht. Do si ganz aner Saachen, déi falen.

An eigentlech hate mer eng flott Diskussioun kritt och an der Kommissioun, wou den Här Oberweis ee Moment eppes opgeworf hat iwwert d'Désindustrialiséierung an hien awer selwer d'Chifferen op den Dësch geluecht huet a gesot huet, dass an Däitschland awer nach ongeféier 30% vum PIB d'Industrie hiergestallt gëtt, a Frankräich awer, mengen ech, knapp d'Halschent, wa meng Chifferen richteg sinn.

Elo froen ech lech awer, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären: Wéi ass dann d'Situatioun mam Stroum? Wéi erkläert Der lech dann, dass an deem Land, wou jo anscheinend esou ganz deieren alternative Stroum do ass, dee vu Sonn a Wand hiergestallt gëtt, do et méiglech ass, dass nach 30% vum PIB vum Industrie gemaach ginn, an an deem Land, wat sech zënter 40 Joer brett, dass et mat sengem Atomstrom awer wierklech en Avantage concurrentiel fir seng Industrie hierstellt, dass do nach knapps 15% vum PIB iwwer Industrie hiergestallt gëtt?

Do gesi mer, dass dat eigentlech just Lobbyarbeit ass, dass dat Drockmëttel si vum de Multinationalen, fir an alle Facteuren d'Präisser erofzedrücken, fir keng Responsabilitéit ze huelen, fir Klimaschutz ze maachen.

Wéini si mer endlech esou wäit, dass mer ophalen, deene Multinationalen do op de Laim ze goen, an eis net méi erpresse loossen? A wéini versti mer, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dass op engem doudege Planéit et och keng Aarbeitsplaze méi gëtt?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Gira. Den nächsten a leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Colombera.

► **M. Jean Colombera** (ADR). - Merci, Madame Presidentin.

► **Mme la Présidente.** - Dir hutt d'Wuert, Här Colombera.

► **M. Jean Colombera** (ADR). - Ech maachen et ganz schnell. Dese Modell ass definitiv gescheitert an et wär besser, wann en net géif existéieren. Et ass ee kapitalistesche Konstrukt, wou ganz vill Firmen ze vill verdéngen an op där anerer Sait aner Firme verléieren. An et geet natierlech wéi ëmmer em d'Question vum den Aarbeitsplazen: Do gi vill Aarbeitsplaze verluer.

Mir sinn der Meinung, dass mer déi Suen alleguerten notzvoll kéinte gebrauchen, fir hei an Land eis Betriber ze ënnerstëtzen, eis Stéit ze ënnerstëtzen, dann hätte mer ganz viles gemaach. Mir géife ganz vill Aarbeitsplaze kreéieren. Mä mat dësem System ass dat doten net méiglech. An duerfir wäerte mer dese Projet net ënnerstëtzen.

Merci.

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Colombera. Domat ass d'Riednerlescht ofgeschlossen an d'Regierung huet d'Wuert.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Här President... Madame, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt ganz um Ufank dem Rapporteur Merci soe fir säi gewinnt detaillierte Rapport, schréiftlech a mündlech. Dat mécht mir et méi einfach, ech brauch net an den Detail vum Projet anzegoen. Dat spuert eis Zäit. Ech kann also Saache soen, déi mer elo méi wesentlech erschéngen.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Ech wëll awer och op d'Direktiv zrëckkommen, déi mer haut ëmsetzen. Dat ass jo eigentlech de Sujet vum eisen Diskussiounen haut. An déi Direktiv, op där de Projet de loi fousst, deen der Chamber zum Vote virläit, ass eng vun den Haaptmoosnamen aus dem Paquet Klima an Energie aus dem Joer 2009, dee geduecht ass, dass d'EU et fäerdegbréngt, fir hir Klima- an Energieziler am Joer 2020 ze errechen. Dat sinn déi sougenannt dräimol 20%-Ziler: 20% manner Zäregase par rapport zu 1990, 20% vum Energiekonsum aus erneierbaren Energien an 20% Verbesserung vum der Energieeffizienz.

Dorobber dann och greffiert nient der Direktiv vum Emissionshandel d'Direktiv iwwer erneierbar Energien, wou Lëtzebuerg een Zil huet vun 11% respektiv 20% Emissionne par rapport zu 2005 erofzesetzen.

Et ass gesot gi vum Rapporteur, dass dese Projet effektiv den Emissionshandel relativ wesentlich reforméiert. Dat ass, mengen ech, ee ganz wichtige Aspekt. Ech soe just ee Saz dozou: Datt de System vun der drëtter Phas, déi d'nächst Joer ugeet, dass dee System méi restriktiv an deemno och méi effikass gëtt, wesentlech méi effikass gëtt, well elo eng EU-wäit gesamt Energieuergrenz géllt mat bal zwou Milliarden Tonnen CO₂ - 1,97, fir prezis ze sinn. An des Quantitéit gëtt all Joers em 1,74% erofgesat, fir dass mer am Joer 2020 nach just 79% vun den Emissionen ausstousse par rapport zum Joer 2005.

A virdrun ass et richteg, och d'EU huet geléiert aus där zweeter Phas, well dee Moment d'Memberstate mat deenen nationalen Allocationspläng natierlech e gewëssene Spillraum haten an och mat all deene Konsequenzen wéi Wettbewerbsverzerrung an esou weider, déi do gespillt hunn. An ech soen awer och nach eppes zu deem, wat de Camille Gira opgeworf huet, zu den Iwwerallocatiounen, wou mir als Lëtzebuerg ganz gutt dostinn. Ech hat d'Zuelen iwwregens an der Chamberskommissioun genannt.

(**Interruption**)

Jo bein, et muss ee sech awer och kënnen vergläichen, et muss ee sech och kënnen vergläichen! An 2006, wéi dat opgestallt ginn ass, huet, mengen ech, deemools och kee Kéier soen, dass mer eng Kris hätte respektiv wéi déi eenzel Länner och an deene verschiddene Secteure reagiert hunn.

Doriwwer eraus gëtt et och CO₂-Emissionsgrenzen. Ech mengen, dass ass och wichtige fir d'Produktion vun eenzelne Produkter, wéi beispillsweis Zement oder Stol. Pro Kilo Stol dären an Zukunft nach just 328 g CO₂ an d'Atmosphär entwäichen; dat als Beispill.

Dann huet de Rapporteur och de Prinzip vun dem Versteëe presentéiert. Do brauch ech net weider drop anzegoen. Dat Eenzegt, wat vläicht nach interessant ass, dass et eng Ausnahm gëtt zum allgemenge Prinzip vum Versteëe fir déi Secteuren, wou eben e Risque de fuites de carbone besteet, dat heescht, wou de System enger weltwäiter Konkurrenz ausgesat gëtt. An dorënnen fält eben och d'Stolproduktioun.

Wat nach wesentlich ass, dass ass, dass déi Quote jo och unhand vu Benchmarke, sougenannte Référentiell fixiert ginn, dat heescht, um europäeschen Niveau festgeluecht goufen. En attendant natierlech, dass eng Kéier e globalen Accord kënt. An déi Benchmarke, déi entsprechen an der Regel deenen 10% vu Betriber aus deene jeweilege Secteure mat deenen niddregsten Emissionen. Dat heescht, déi Entreprene, déi mat deene beschtméiglechen Technologie schaffen. Dat heescht, dass sinn déi effizientst Betriber. An doräusser sinn awer och déi Benchmarke entstanden.

Konkret falen zu Lëtzebuerg 20 Installatiounen ënnert den Emissionshandelsystem. A Fakt ass effektiv dat, wat scho virdrun opgeworf ginn ass, dass et e groussen Iwwerschoss vu Quote gëtt, déi déi eenzel Betriber aus der zweeter Phas mat an déi drëtt Phas, dat heescht 2013, dären huelen. Mä deenen Iwwerschoss fält natierlech ganz ënnerschiedlech aus vun engem Memberstat vis-à-vis vun deem aneren. An déi 13 Lëtzeburger Installatiounen hunn tëscht 2008 an 2011 insgesamt 13,7% manner CO₂ emittiert wéi se Quote kruten. Ech hu virdu gesot, an anere Länner ass dat wesentlich méi. Just fir dat eng Kéier kënnen ze vergläichen.

Et kann een also net behaupten, deen zweeten nationalen Allocationsplang 2006, dee wier schlecht oder stumperhaft élaboréiert ginn an deen hätt der Industrie onnéideg Quote ginn. Dat Ganzt ass deemools mam Fraunhofer Institut op Basis vum deenen Donnéeë gemaach ginn, déi an deem Moment zur Verfügung stoungen, an eben am Kontext vum de Produktionscapacitéite vum de Betriber.

An ech wëll awer do déi zwee Beispiller dann nach eng Kéier soen. Ech hunn et an der Kommissioun gemaach. Wann een elo nëmmen d'Industrien hëlt ouni Stroumproduktioun: Lëtzebuerg minus 14,90; d'Belsch minus 32,50; Frankräich minus 46,30.

An am Stolsecteur ass et nach méi frappant: Do ass Lëtzebuerg minus 28,6; d'Belsch scho minus 53%; Frankräich minus 84; Däitschland minus 46. Just fir dat eng Kéier gesot ze hunn, dass mir an deem Vergleich ganz gutt dostinn.

Da wollt ech vläicht nach ee Saz soen, dat, wat ech virdu schonn ernimmt hunn, dass et Fakt ass, dass EU-wäit mer e groussen Iwwerschoss

hu vu Quoten an dass an deemselwechten Zusammenhang d'Kommissioun deen Iwwerschoss op annerhalb Milliard Quoten also am Joer 2013, dass ass d'Enn vun der zweeter Phas, chiffréiert. An dat huet natierlech en Afloss op de Präis vun der Tonn. Deen ass relativ staark gefall op mëttlerweil tëscht fënnef a siwen Euro d'Tonn. A selbstverständlech riskéiert do d'Haaptreiz vum System, deen, fir a méi effizient Technologien ze investéieren, dass deen zum Deel verluer geet. An d'Europäesch Kommissioun huet och dorop reagiert, andeems se proposéiert, fir d'Quantitéit vu Quoten, déi an deene Joren 2013 bis 2015 solle verstee ginn, em 900 Milliounen Unitéiten ze kieren, an dese Volume dann nees an de Joren 2019 an 2020 op de Marché ze bréngen.

Dës Proposition, déi wäert ënnert der irescher Présidence an deenen nächste sechs Méint am Conseil an awer och am EU-Parlament diskutiert ginn. A prinzipiell schéngen och déi meesch Memberlänner déi Initiativ ze ënnerstëtzen, ausser Polen an dat eent oder anert osteuropäesch Land.

Dese sougenannte „backloading“ kann awer an eisen Aen nëmmen als eng eemoleg a kuerzfristeg Moossnam ugesi ginn. An d'Kommissioun huet duerfir och schonn ee Rapport virgeluecht, wou ee probéiert, méi strukturell un déi Problematik erunzegoen.

Et ass kloer, et geet drëm, fir engersäits ee robusten Emissionshandelsystem ze schafe mat Ureiz fir d'Betriber, dass se a méi effizient Technologien investéieren, an anersäits eben och fir ze verhënneren, dass et zu Delokalisatiounen kënt vum Industrien a Länner, wou manner héich Ëmwelt- an och Sozialstandarde gellen.

An deem Kontext schéngt et mer och wichtig, dass mer et fäerdegbréngen, och der Industrie do méi langfristeg eng Perspektiv ze bidden iwwer 2020 eraus. Dat ass bis elo iwwerhaapt net de Fall.

Gutt, ech wollt dann och nach ee Wuert soen zu enger vun de Froen. Ech hunn op deser Plaz - ech mengen, et war am Mee, de 15. Mee - gesot, am Kontext vum ArcelorMittal Schëffleng, sollt et am Laf vun dësem Joer esou sinn, dass zu Schëffleng keng Produktioun méi stattfënt, da géife mer déi ron 81.000 Tonne Quoten zrëckfroen. Mir si mëttlerweil Enn Dezember an ech hunn effektiv gëscht oder virgëscht d'Prozedur lanciert, fir des Quoten zrëckzefroen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Da wollt ech awer nach e puer Saache soen zu eiser nationaler Klimaschutzpolitik, well ech net d'accord sinn, wann hei gesot gëtt, d'Regierung an och Wiseler/Schank, déi wieren net beméit gewiescht an hätten am Klimaschutzberäich näischt errecht. Dat ass net nëmmen net richteg. Ech wëll och do gären e puer Beispiller ginn, déi weisen, dass do eng ganz Partie Saache passéiert sinn. An ech wollt do zéng Punkten eraushiewen, wou der dobäi sinn, déi emgesat sinn.

► **M. le Président.** - Erlaabt Der, dass den Här Berger...

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Yes.

► **M. le Président.** -...lech eng kuerz Fro stell?

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Yes.

► **M. Eugène Berger** (DP). - Jo, Här President, ech hat dat virdu gesot an och illustréiert. Ech wollt just de Minister froen, ob en och vläicht eng Kéier am „d'Lëtzeburger Land“ virun zwou, dräi Woche gelies huet den Artikel „So what?“? Do huet eigentlech e Journalist, deen Expert ass an deem Domän, genau déiselwech Konklusiounen gezu wéi ech haut de Mëttg. Ech hunn eigentlech nëmme paraphraséiert, wat do gesot ginn ass an de Konklusiounen.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Och wat an den Zeitungee steet, ass net ëmmer richteg. An ech muss och dem Här Feist, ech kann dem Här Feist do leider net recht ginn, wëll ech soen.

Ech wëll lech einfach e puer Saache soen, wat des Regierung gemaach huet, och an der Kontinuitéit vu mengem oder menge Virgänger - wann ech därf dat soen, Här Berger.

(**Hilarité et interruption**)

Fir d'Éischt emol wëll ech eppes zum Partenariat soen. Dat hunn ech och schonn haart do-bausse gesot - den Här Feist wouss dat net -, mir wäerten d'Partenariat pérenniséieren, a virun dem leschte Januar, also virum 31. Januar 2013 wäert um Dësch vun der Regierung ee Projet leien, fir d'Gesetz vun 2004 iwwert den

Développement durable se adapteieren, fir datt mer d'Méiglechkeet kréien, fir d'Partenariat, also d'Abzëzung vun der Zivilgesellschaft, vun de Gemengen, vun de Gewerkschaften, vun der Chamber, fir dat do festzhalen, wat mer versprach haten. An dee Projet ass fäerdeg. Dat heescht, dee wäert dann Enn Januar um Dësch vun Conseil de Gouvernement lieien.

Dann, en anere Punkt ass de Klimapakt, dat ass scho gesot ginn. Ech ginn net weider do drop an. Ech denken och, datt d'Gemeng Réiser wäert matmaachen. An ech wëll och dem Här Berger soen, datt a puncto Albusanéeierung do enorm vill dran ass. An ech weess elo schonn eng Partie Gemengen, déi mir gesot hunn, an et sinn der ganz vill, déi matmaachen, et brauch een nëmmen d'Zeitung opzemaachen an ze liesen am Kontext vun de Gemengerotsberichter, där et der elo jo ganz vill gëtt, ech wëll soen, do hu Gemengen mir gesot: „Ma, mir maache Projekte spezifescht an der Albusanéeierung, wou mer soen, déi éischt zéng, déi éischt 20, déi éischt 30 oder méi, do betriebe mir d'Leit speziell an deem Kontext.“

An da wëll ech soen: Albusanéeierung. Mir hunn en neie Régime d'aides op de Wee bruecht, wou spezifescht d'Albusanéeierung eng ganz wichteg Roll spillt. Just fir lech e Beispill ze ginn. Wann een alles cumuléiert, wann een eng Albusanéeierung mécht, da kann ee bis op 45.000 Euro kommen. Ech wëll dat just eng Kéier soen. A mir sinn amgaangen, och eng breet Campagne ze maachen.

A wa mer scho bei der Albusanéeierung sinn, da wëll ech och e Projet soen oder eng Mesure, déi mer an de Projet vun den Aides au logement... (veuillez lire: intégrer). Dat Gesetz vun '79 gëtt adaptéiert a wäerte mer vum 1. März um Dësch vun der Regierung hunn. Dat ass e ganz, ganz komplex Gesetz, well mer villes do änneren. Dat ass de Paquet Logement. An do wäerte mer eng Mesure hunn, déi heescht „Écoprêt à taux zéro“, wou mir mat de Gemengen, wou mir Konventiounen maachen a wou deejéinegen, deen eben e klengen Revenu huet, dee wëllt energetesch Albusanéeierung maachen, datt deen higeet an dee mécht dat, an eréischt no zwee Joer muss en dann dat zrëckbezuelen, de Prêt zrëckbezuelen ouni Zënsen.

An ech mengen, datt dat eng Approche ass, déi d'Strooss hält. Mir hunn eis do mat de Banke kuerzgeschloss a wéi gesot, ech brauch eng Base légale. An duerfir wäerte mer dat am Gesetz vun '79 iwwert d'Aides au logement fixéieren.

Da wëll ech soen, datt eleng um Niveau vum „PRIME House“, wou ech elo geschwat hunn, also Albusanéeierung, an do sinn nach aner Beräicher dran, datt mer 90 Milliounen wëlles hunn ze investéieren an deenen nächste véier Joer. An ech wënsche mer, datt et domat net duergeet. A wann d'Gemengen eng Hand upaken iwwert de Klimapakt, da wäerte mer an der Albusanéeierung nach méi Sue brauchen.

Eleng de Pakt Klima, fir och nach eng Kéier dorop zrëckzekommen, dat sinn 68 Milliounen, déi mer brauche fir de Fonctionnement bis Enn 2020. An dat sinn iwwer honnert Milliounen, wou ech dovun ausginn, datt mer am Kontext vun der Hardware, an d'Gemenge sinn do ganz kreativ, ech weess dat, an déi Sue wäerte mer och ganz sécher brauchen.

Een anert Beispill ass d'Wärmeschutzverordnung. Et kann een net einfach soen, mir hätten näischt gemaach. Mir hunn eppes Contraintes gemaach - Dir wësst déi verschidden Echéancen, ech ginn elo net dorobber an - en vum vun der Norm, eng Klass B am Beräich vum Wärmeschutz an eng Klass A am Beräich vun der Gesamtenergiebilanz bis 2015, an ab 2017 eng duebel Klass A.

Dann a puncto Berodung, Formatioun zesumme mat demgemeng Kolleeg Minister vun der Economie. Knapp 80 Gemenge maache bei „myenergy“ bei den „Infopoints“ mat. Och dat, mengen ech, ass e ganz wesentleche Punkt, déi Berodung.

Elektromobilitéit ass een anere Sujet. An den Aktionsplang wollt ech soen, well déi Fro gestallt ginn ass, deen ass fäerdeg. Mir hunn elo nach déi lescht Wochen eenzel Donnéeën, déi mer vun anere Ministère kruten, ageschafft. An dee wäert dann och ab 1. Februar kënnen virgestallt an diskutéiert ginn. Souwisou hu mer eng Partie vun deene Mesuren, déi am Partenariat eraschkoumen, schonn émgasat oder si mer amgaangen émssetzen. Ech wollt dat awer eng Kéier daitlech soen.

An dann, fir vläicht nach op eng oder zwou Froen ze äntwerten am Kontext vun de Biocarburanten. Do ass et ganz kloer, wa mer elo bei 5% sinn an net méi zéng, datt mer méi Efforten heiheem mussen maachen. Dat ass ganz kloer. Mir mussen ronn 300.000 Tonne méi an anere Beräicher reduzéieren.

An da war och d'Fro vun de CDMen. Ech mengen, de Roger Negri hat déi gestallt. Laut Direktiv däerfe mer 4% CDMen notzen, en Deel vun engem anere Land, wann dat d'accord wier. Mä do hu mer och nach näischt ënerholl. Zënter zéng Deeg ass jo kloer, datt de Kyoto-Protokoll d'Méiglechkeet gëtt, deemto och dann d'CDMe weider existéieren.

Dat sinn déi wesentleche Saachen, déi ech hei wollt viruginn. Ech mengen, datt ech och op déi wichtegste Fro geäntwert hätt. Meng Zäit ass em.

Ech wënsche mer, datt trotzdem déi Ëmsetzung vun där Direktiv, déi mer einfach brauchen, eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber fënnt.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem zoustännegen Minister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6428 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6428 ass ugeholl mat 40 Joéint 20 Nee-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Bodin, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Merges, MM. Paul-Henri Meyers Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par M. Lucien Clement), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Roger Negri), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

M. Jacques-Yves Henckes.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispense vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

10. Discours de fin d'année de M. le Président

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi dat Tradition ass, wëll ech um Enn vun eiser leschter öffentlecher Sitzung vun deem Joer e kuerze Réckbléck maachen an op deen een oder anere Sujet agoen, dee mech an de leschte Woche ganz besonnesch beréiert huet.

2012 war net ëmmer en einfacht Joer, net fir d'Leit dobaussen, mä och net ëmmer fir eis heibannen. An de leschte Wochen huet, niewent de Budgetsdebatten, de Geheimdénegschte e gudden Deel vun der Aktualitéit heibannen an dobaussen dominéiert. D'Geheimdénegschte Kontrollkommissioun huet an de leschte Woche vill Stonne verbruecht, fir hirer Kontrollaufgab, esou wéi d'Gesetz dat virschreift, nozekommen. Erlaabt mir och duerfir, vun der Geleehheet ze profitéieren, fir dem President, alle Membere vun dëser Commissioun an eisem Generalsekretär e grouesse Merci fir hiren Asaz auszedrécken.

D'Enquêtékommissioun wäert also elo an deenen nächste Wochen a Méint ze klären hunn, ob am Geheimdénegschte an deene leschte Jore géint Gesetzter verstouss ginn ass, an doriwwer der Chamber e Rapport maachen. Dëst stellt eng grouesse Erausforderung fir d'Parlament duer, well et fir d'Éischt ass, datt eng Enquêtékommissioun sech am Kader vun neie Gesetz, deem vum 27. Februar 2011, bewege wäert. E Gesetz, wat hir wäitgehend Kompetenzen gëtt. Ech wëllt duerfir dem President an alle Membere vun där Commissioun dat néideg Fangerspëtzegefill wënschen, dat si brauchen, fir hirer Missioun nozekommen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber huet an deene leschte Woche vill Zäit mat Dossiere wéi Wickreng/Léiweng, Geheimdénegschte oder Cargolux verbruecht. Dëst Opschaffe vun Dossiere gehéiert sécherlech zur Kontrollfunktioon vun engem Parlament an dréit zu méi Transparenz am politesche Liewe bäi. Ech géif mer perséinlech och wënschen, datt mir iwwert dese Wee verluerent Vertraue vun de Bierger an d'Institutionen erëmgewannen.

Nach soll dese Bléck no hannen an d'Vergaangenheet eis net vergiesse loosse, datt eist Land sech an engem groussen Émbröch befénnt an datt mir an deenen nächste Jore mussen zolidd Erausforderunge schélleren, déi eis ganz Energie an Asaz wäerte fuerderen. Ech géif duerfir wëllen en Appell un eis alleguerte richten, am neie Joer de Bléck no vir ze richten an eis nach méi offensiv mat deene fir eist Land, mä och fir Europa wesentlechen Zukunftschantieren ze befaassen.

En dovunner ass d'Bekämpfung vun der Aarmut. Den Eurostat huet viru Kuerzem erschreckend Zuele publizéiert: 24,2%, also bal e Véierel vun der Populatioun an deene 27 EU-Memberlänner hunn zejoert riskéiert, an Aarmut ze liewen oder sozial ausgeschloss ze ginn. 120 Milliounen Leit, bal eng Persoun vu véier, ware concernéiert. A Bulgarien ass et souguer bal d'Halschent vun der Populatioun. Hei bei eis am Land läit de Prozentsaz bei 17, dat wieren ongeféier 86.000 Leit, déi riskéieren, an Aarmut ze liewen oder sozial ausgeschloss ze ginn.

Och wann eist Land am Duerchschnëtt besser dosteet wéi déi meescht aner europäesch Staten, sou mussen dach déi Zuelen eis alleguerter eeschthafte Suerge maachen. Et ass och do, wou ee vläicht am beschten den Impakt vun der Kris mat all hire Konsequenzen viru Ae gefouert kritt.

Dese Risiko vun Aarmut trifft een Deel vun eiser Bevölkerung am häertesten, an dat sinn déi jonk Leit. D'Gefor, fir an Aarmut erofzeretschen, ass bei deene Jonken enner 25 Joer méi akut wéi bei deenen eelere Generatiounen. Ganz besonnesch nodenklech mécht mech duerfir och d'Kanneraarmut, mat där mir och an eisem Land ëmmer méi oft konfrontéiert ginn. An engem Rapport vum Stateg gëtt festgehalten, datt 2011 de Risiko, fir an Aarmut ze liewen, bei de Kanner a Jugendleche bis 17 Joer bei iwwer 20% louch.

Wann ech vun Aarmut schwätzen, da wëll ech dat net nëmmen op d'Fro vun der Héicht vum Akommes reduzéiert gesinn, well d'Aarmut hautdesdaags vill méi Dimensionen huet. Si ass subjektiv a relativ. Ernährung, Gesondheet, Kleeudung, Wunnen a sozial Émstänn spillen hei eng eminent wichteg Roll. Dozou gehéiert och zum Beispill dat, wat d'Kand ausserhalb vun der Famill an der Schoul vun Aktivitéite kann hunn, wat d'Famill sech finanziell an zäitlech ka leeschten u Sport, Kultur oder soss Fräizäit- a gesellschaftlech Aktivitéiten. Als Kand gëtt d'Fundament geluecht fir dat spéidert liewen an duerfir muss all Kand déi beschtméiglech Chancé kréien.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Kanner a Jugendleche, déi weder sportlech nach kulturell an hirer Fräizäit aktiv sinn, riskéieren ofzeretschen, leider ëmmer méi an engem digital Welt, aus där se riskéieren, net méi eraszekommen. Wéi ech viru e puer Wochen eng Visite bei der Association „Anonym Glécksspiller“ gemaach hunn, sinn ech dach déif schockéiert gewiescht iwwert d'Zuelen, déi mir vun deene Responsable vun där Association genannt gi sinn. Net nëmmen, datt am Land em déi 4.500 Leit glécksspillsüchtg sinn, mä et kënnst elo ganz besonnesch derbäi, datt ëmmer méi jonk Leit ofhängeg si vun Handy, PC, Internet oder alle méigleche virtuelle Spiller. Hei si jonk Leit, déi carrément just nach an engem digitaler Welt liewen, mat alle Konsequenzen, déi dat op hir Entwécklung wäert hunn.

Ëmmer méi Spezialiste warme virum digitalen Ofstieg, wa weider Kanner a jonk Leit haut duebel esou vill Zäit mat digitale Medië verbrénge wéi mam gesamte Schoulstoff, dee se ze absolvéieren hunn. Ganz besonnesch betrëff huet mech gemaach, datt vill Elteren iwwerhaupt net wëssen, wéi se mat deene Situatiounen sollen emgoen an u wie se sech kënnen wenden, fir hei Hëllef ze kréien.

Well ech iwwerzeegt sinn, datt mir eis dës Problematik mussen zur Zäit unhuelen a mir dat nëmme kënnen packen, wa mir dat zesumme mat der Regierung, den zoustännegen Administratiounen, awer och deene kompetenten Associatiounen maachen, hunn ech mer erlaabt, zesumme mat de Presidente vun deenen dräi derfir zoustännege Chamberskommissiounen ze kucken, wéi mir och um Niveau vun der

Chamber kënnen an dës Thematik nach méi aktiv ginn. Mäi Wonsch wier et, datt mer am Laf vun nächste Joer dese Sujet am Kader vun engem Orientéierungsdebatt kéinte behandelen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech kuerz iwwer Europa an d'Europäesch Unioun schwätzen. Ee vun deene bessere Momenter 2012 ass dee gewiescht, datt d'Europäesch Unioun de Friddensnobelpréis zu Oslo kritt huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Dës Auszeechnung kënnst zu engem gudden Zäitpunkt. Si ernéiert eis eemol méi un de Courage an un d'Ausdauer vun de Grénner vun der Europäescher Unioun, déi sech fir Eenheet, Fridden a Fräiheet agesat hunn. Grad an dese méi schwierigen Zäiten ass dëst e wichtegt Zeechen, fir eis alleguer als eng solidaresch Gemeinschaft ze gesinn an dee Courage ze weisen, fir iwwert des Kris eraszekommen.

Europa steet haut viru villen Erausforderungen, an dat net nëmmen op finanziellem an ekonomeschem Plang. Jugendaarmut, Jugendaarbeetslosegkeet, Perspektivlosegkeet, dat sinn déi grouss Erausforderunge fir d'Europäesch Unioun, un deene si och wäert gemooss ginn.

Et gehéiert haut a gewëssene Kreesser zum gudden Toun, extrem kritischesch zu Europa ze stoen. Am Moment gesi mir vill nationale Klenggeschicht an Egoismus. Mir gesinn erschreckend weínege Sënn fir Gemeinsames a Solidaritéit an der Unioun. Wann Europa senge Bierger net déi Gebuergeheet a Sécherheet ka ginn, dann ass de Risiko grouss, datt sech d'Maschine géint hir Erfinder wäert dréien an dann entsti Resentment, déi Europa riskéieren ze iwwerfuere. Dergéint mussen mir als Politiker ugoe mat Toleranz, Courage a méi Éierlechkeet an der Politik, awer an der Gewëssheet, datt et ouni d'Europäesch Unioun deemselben Kontinent vill méi schlecht géif goen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffen, datt mir no där besënnlecher Zäit vu Chrëschttag an Neijoersdag nei Energie a Courage wäerte matbrénge fir d'Erausforderungen, déi 2013 op eis waarden. Ech géif eis alleguer wënschen, datt mir an deenen nächsten Deeg deen néidege Recul kéinte kréien, fir eis selwer an eis Aarbecht och emol eng Kéier kritischesch ze hanterfroen.

An ech wëll zum Schluss vu mengen Ausféierungen de Jacques Delors zitéieren, dee kierzlech an engem Interview am Kontext vun der Zukunft vun der Europäescher Unioun gesot huet, an ech zitieren: «Parce que si l'Europe n'est pas en mesure, d'une manière raisonnable, compte tenu des efforts que doivent faire les gouvernements, d'ouvrir les chemins de l'espoir de la reprise économique et de la solidarité sociale, alors, elle risque d'échouer.»

Wat fir d'Europäesch Unioun zielt, zielt a fortiori och fir eist Land. An ech géif mir duerfir perséinlech fir 2013 wënschen, datt an all eisen Iwwerleeungen, hei am Haus, mä och dobaussen, erëm de Gedanke vun der Solidaritéit géif méi am Vierdergrond stoen.

Ech wëllt op dës Plaz alle Kolleegen, Kolleeginnen, dem Generalsekretär a sengen zwee Adjoints, mä och alle Mataarbechter aus deem Haus an aus de Fraktiounen an all deenen, déi un eiser Aarbecht associéiert sinn, an och der parlamentarescher Press e grouesse Merci ausschwatzen. Ech wënschen lech schnell elo fir 2013 all Gudden an eng gutt Gesondheet.

Meng beschte Wënsch richten ech natierlech och un d'Membere vun der Regierung a vun deenen aneren Institutionen, déi un der legislativer Aarbecht bedeelegt sinn. An all deene Leit, déi eis nolauschten oder nokucken, wënschen ech schéi Chrëschtdeeg an alles Gudden fir dat neit Joer. Ech freeë mech elo schonn, lech alleguerte gesond a monter an neie Joer erëmzegehe. Déi Éischt vun lech schonn den 3. Januar, wou déi nächst Sitzung vun der Enquêtékommissioun wäert stattfannen.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Applaudissements)

► **M. le Président.** - Den Här Spautz huet d'Wuert.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här President, am Numm vun de Kolleeginnen a Kolleegen hunn ech haut d'Éier, och lech all Guts ze soen a villmools Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi mer zesumme geleescht hunn an deene leschten zwielef Méint, zesumme mam Chamberspersonal, mam Greffe, mat de Mataarbechter aus de



Fraktiounen. Well ouni si all wier dat net méiglech, déi Aarbecht, déi mir heibanne maachen.

Et dierf een och net vergiessen, alleguerten déi Leit, déi an de Fraktiounen matschaffen, och deenen hir Aarbecht ze wüdeggen. An och deenen e grouse Merci fir all déi Aarbecht, déi se gemaach hunn! Et geet och dréms, fir dass mer déi besënnlech Zäit, déi elo op eis

zoukënn, kënnen notzen, Dir hutt et gesot, fir an eis ze goen a mat all deem driwwer nozedenken, wat geschitt.

Ech op alle Fall wëll d'Geleeënheet notzen, fir lech alleguerten an eisem Numm Merci ze soen, gläichzäiteg lech och schéin a besënnlech Chrëschtdeeg ze wënschen an e gutt Joer 2013 a Fridden, Gléck an Zefriddenheet. An och e

grouse Merci un d'Chamberspress an un d'No-kuckerte vu Chamber TV.

Merci.

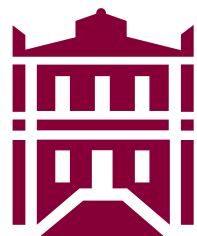
(Applaudissements)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann elo um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 30. an 31. Januar 2013.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.33 heures)



SÉANCE 20

MERCREDI,
30 JANVIER 2013

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. Composition de la Chambre des Députés

- M. le Président

3. Composition des commissions parlementaires

- M. le Président

4. Ordre du jour

- M. le Président

- M. François Bausch

5. Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot

- M. Ben Fayot

6. Ordre du jour (suite)

- M. le Président

7. Heure de questions au Gouvernement

Question n°194 du 29 janvier 2013 de M. Raymond Weydert relative à la réservation de terres agricoles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

- M. Raymond Weydert - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Question n°195 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à la prescription de l'antiacnéique «Diane 35» comme contraceptif, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- M. Eugène Berger - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°196 du 30 janvier 2013 de M. Roland Schreiner relative à la lutte contre le bruit des autoroutes et des chemins de fer, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Roland Schreiner - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°197 du 30 janvier 2013 de M. Claude Adam relative aux Assises de la réforme du lycée, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- M. Claude Adam - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Question n°198 du 30 janvier 2013 de M. Roger Negri relative aux heures supplémentaires des pilotes d'aviation de ligne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°199 du 27 janvier 2013 de M. Jean Colombero relative au test de dépistage de drogue «DrugWipe», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Jean Colombero - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°200 du 30 janvier 2013 de M. Fernand Diederich relative aux campagnes de sensibilisation en matière de sécurité routière pour les cyclistes et piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Fernand Diederich - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°201 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à l'application de la norme DIN EN 590 pour gazole au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- M. Eugène Berger - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

8. 6496 - Projet de loi

1. portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006 et

2. autorisant le Gouvernement à procéder aux engagements à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires au sein du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl»

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Ben Fayot

- Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser

- Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 6476 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

- Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme: M. Lucien Clement

- Discussion générale: M. André Bauler (dépôt d'une demande d'interpellation), M. Ben Scheuer, M. Camille Gira (dépôt d'une motion), M. Fernand Kartheiser, M. Jacques-Yves Henckes

- Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme (M. Ben Fayot pose une question)

- Motion 1: Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme, M. Camille Gira, M. Fernand Boden, M. Camille Gira

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

10. 6422 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011

- Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol

- Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Jean Colombero, M. Alexandre Krieps, M. Serge Urbany

- M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 6488 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée à Clervaux

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement

- Discussion générale: M. Emile Eicher, M. André Bauler, M. Claude Haagen, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen, M. Jean Colombero

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. 6453 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;

2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police: M. Ali Kaes

- Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich

- M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

13. 6484 - Proposition de modification du chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6508 - Proposition de modification du chapitre 14 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6515 - Proposition de modification du Règlement relative à la procédure applicable aux grands projets d'infrastructure

- Rapports de la Commission du Règlement sur les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés: M. Gast Gibéryen

- Votes sur les propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

14. Motion de M. Ben Fayot relative à l'intervention militaire française «Serval» et à la mission militaire de l'Union européenne EUTM Mali

- Exposé: M. Ben Fayot

- Discussion générale: M. Jean Colombero, M. Serge Urbany, M. Ben Fayot, M. Félix Braz

- M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense

- Vote sur la motion (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)



► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit de leschte Sitzungen an der Administration parlementaire déposéiert goufen, ass och um Bureau déposéiert a gouf och un d'Fraktiounen an un d'Sensibilités politiques verdeelt.

Communications du Président - séance publique du 30 janvier 2013

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les propositions de modification du Règlement et les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6515 - Proposition de modification du Règlement relative à la procédure applicable aux grands projets d'infrastructure

Dépôt: M. Alex Bodry, Député, Mme Christine Doerner, Députée, M. Gast Gibéryen, Député, M. Paul-Henri Meyers, Député, Mme Lydie Polfer, Députée, le 07.01.2013

6516 - Projet de loi relatif à la construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 31.12.2012

6517 - Projet de loi modifiant 1) la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques, 2) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 31.12.2012

6518 - Projet de loi portant 1) introduction de la transaction en matière pénale et 2) modification du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 03.01.2013

6519 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et certains pays concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.01.2013

6520 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, signée à Luxembourg, le 24 septembre 2012

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 03.01.2013

6521 - Projet de loi portant modification du Chapitre III du Titre IV du Livre V du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 08.01.2013

6522 - Projet de loi portant création d'un lycée à Clervaux

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 09.01.2013

6523 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 11.01.2013

6524 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 11.01.2013

6525 - Projet de loi relatif aux produits pharmaceutiques

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 11.01.2013

6526 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative, le 11.01.2013

6527 - Projet de loi:

1. ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics

2. portant création des centres de recherche publics LIST, Santé et CEPS

3. modifiant la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

4. abrogeant la loi du 9 mars 1987 ayant pour objet l'organisation de la recherche et du développement technologique dans le secteur public et le transfert de technologie et la coopération scientifique et technique entre les entreprises et le secteur public

5. abrogeant la loi du 10 novembre 1989 portant création d'un Centre d'Études de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Économiques auprès du Ministre d'État

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 14.01.2013

6528 - Proposition de modification de l'annexe 4 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés» du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. François Bausch, Député, M. Xavier Bettel, Député, M. Alex Bodry, Député, M. Lucien Clement, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Laurent Mosar, Député, Mme Lydia Mutsch, Députée, Mme Lydie Polfer, Députée, M. Lucien Weiler, Député, le 17.01.2013

6530 - Projet de loi concernant la gestion du domaine public fluvial et portant

a) modification

- de la loi du 28 juillet 1973 portant création d'un Service de la navigation,

- de la loi modifiée du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du port de Mertert,

- de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

- de la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, et

b) abrogation de certaines autres dispositions en matière de navigation fluviale

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 21.01.2013

6531 - Proposition de modification de l'article 17 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. Marc Spautz, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Claude Meisch, Député, M. François Bausch, Député, M. Laurent Mosar, Député, le 28.01.2013

6532 - Projet de loi sur la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur territoire allemand entre l'Est et l'Ouest

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 28.01.2013

6533 - Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.01.2013

6534 - Projet de loi portant approbation de «l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Confédération Suisse» et de «l'accord de coproduction audiovisuelle entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Irlande»

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 29.01.2013

6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 29.01.2013

6536 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 29.01.2013

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Composition de la Chambre des Députés

Ech wëllt dann nach eng Kommunikatioun maachen iwwert déi politesch Zesummesetzung vun der Chamber.

Aus dem Här Jean Colombera sengem Bréif vum 21. Dezember 2012 geet ervir, datt hien net méi zu der Sensibilité politique ADR gehéiert a säi politesch Mandat als onafhängegen Deputéierte weiderféiert. An hirem Bréif vum 18. Januar 2013 hunn déi Häre Jean Colombera a Jacques-Yves Henckes matgedeelt, datt si zesummen eng nei Sensibilité politique representéieren, déi „Députés indépendants - Onafhängeg“ heescht.

► **Une voix.**- Uuh!

(Interruptions diverses)

3. Composition des commissions parlementaires

► **M. le Président.**- An hirem Bréif vum 22. Januar 2013 proposéiert d'CSV-Fraktioun folgend Ännerungen an de Kommissiounen:

An der Commission du Développement durable ersetzt den Här Ali Kaes den Här Marc Spautz.

An der Commission des Pétitions ersetzt d'Madame Martine Mergen den Här Ali Kaes.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 24. Januar huet d'Présidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer eng Froestonn un d'Regierung; duerno de Projet de loi 6496, en Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Saarland iwwer en däitsch-lëtzebuergeschen Enseignement secondaire, nom Basismodell. Dann hu mer de Projet de loi 6476 iwwer e Fënnefjoresplang vun den Tourismusinfrastrukturen, nom Modell 1; de Projet de loi 6422, en Accord tëschent Lëtzebuerg a Frankräich an der Sécurité sociale, nom Basismodell; de Projet de loi 6488 iwwert de Bau vun engem Lycée zu Clief, nom Modell 1; de Projet de loi 6453, eng Ofännerung vum Code du Travail iwwert de Statut vum Agent volontaire des services de secours, nom Basismodell; d'Proposition de modification du règlement 6484, eng Ofännerung vum Kapitel 7 vum Titel V vun eise Chamberreglement, nom Basismodell; d'Proposition de modification du règlement 6508, eng Ofännerung vum Kapitel 14 vum Titel V vun eise Chamberreglement, nom Basismodell; an dann d'Proposition de modification du règlement 6515, eng Ofännerung vun der Prozedur iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat, nom Basismodell.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6444A géint den Abus de faiblesse, nom Basismodell; duerno de Projet de loi 6408 géint d'Abus sexuels, och nom Basismodell; dann eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'Reform vum Nationalitéitgesetz, nom Modell 2; an dann de Projet de loi 6328 iwwert déi jonk Au-pair, nom Basismodell; dann d'Proposition de loi 6111 iwwert d'Organisatioun vun engem Referendum iwwert de Choix tëschent engem City-Tunnel an engem Tram, nom Basismodell; d'Question élargie N°30 vum Här Robert Weber iwwert de Suivi vun der Faillite vun enger Baufirma; an duerno d'Question élargie N°31 vum Här Robert Weber iwwert d'Préretaire solidarité.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da freet den Här Ben Fayot d'Wuert. Zum Ordre du jour nach? Neen?

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, jo.

► **M. le Président.**- Ah, entschëllegt, Här Fayot, den Här Bausch freet nach d'Wuert zum Ordre du jour.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, Här President, mir haten lech e Bréif geschriwwen mat engem ganze Koup Questions parlementaires, déi largement iwwert dem Délai sinn. Et sinn der e gudden Deel elo beäntwert ginn, mä et sinn nach ëmmer dräi Stéck, déi opstoungen: eng vum 30. Oktober, eng vum 16. November an eng vum 3. Dezember. Déi betreffen natierlech d'Ministèren, déi haut net hei sinn, soss hätte mer haut och d'Froen hei gestallt.

Ech wär awer frou, wann Der géift insistéieren nach eng Kéier iwwer e Bréif, datt déi do dräi Froen, déi awer elo schonn dräi, véier Méint do sinn, och endlech solle beäntwert ginn.

► **M. le Président.**- Ech wäert dat nach eng Kéier maachen. Merci dem Här Bausch.

Da kritt d'Wuert elo den Här Ben Fayot fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Jo, Här President, aus Ulass vun Aktualitéiten an der Welt a besonnesch an Afrika wollt ech am Numm vun der Commission des Affaires étrangères eng Motioun hei op dem Bureau vum Haus déposieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que le conflit dans le nord du Mali oppose militairement depuis le 17 janvier 2012 l'armée régulière malienne aux rebelles touaregs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) alliés aux factions jihadistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et d'Ansar Dine ainsi qu'au Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), issu d'une scission d'AQMI, qui souhaitent établir un État islamique dans l'ensemble du pays;

- rappelant la situation humanitaire terrible créée par les exactions des islamistes sur la population civile au nord du Mali;

- considérant la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 20 décembre 2012 autorisant le déploiement de la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) sous conduite africaine pour une durée initiale d'un an et prévoyant d'être suivi par la formation et la restructuration des forces de défense et de sécurité maliennes, puis la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national;

- considérant que le 10 décembre 2012, un «concept de gestion de crise» au Mali est approuvé par les Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne qui concluent à la «nécessité d'avancer rapidement dans le processus de planification et de préparer une décision du Conseil instituant la mission»;

- considérant la décision du Conseil de l'Union européenne prise le 17 janvier 2013 relative à une mission militaire de l'Union européenne visant à contribuer à la formation des forces armées maliennes (EUTM Mali);

- considérant l'intervention militaire du nom de «Serval» engagée le 11 janvier 2013 par la France sur demande du Président du Mali et conformément à la résolution 2085 (2012) du Conseil de Sécurité de l'ONU;

- considérant que cette intervention urgente de la France était devenue nécessaire en raison du risque d'une progression rapide vers le sud en direction de Bamako du Mali, des forces opposées à l'armée malienne;

- considérant que l'action des rebelles armés dans le nord du Mali porte gravement atteinte à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali et constitue une menace imminente pour la stabilité de la région face à des États peu préparés à s'y opposer;

- soulignant qu'il s'agit d'une région proche de l'Europe et qu'en particulier le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal sont nos pays partenaires depuis de longues années;

- rappelant que le montant de l'aide humanitaire luxembourgeoise au Mali pour 2012 a été de 3,6 millions d'euros (2 millions d'euros pour combattre la crise alimentaire et 1,6 million d'euros en faveur des réfugiés générés par la crise malienne) et qu'elle sera de 3 millions d'euros en 2013;

- considérant la lettre envoyée le 17 janvier 2013 par le Président de l'Assemblée nationale française au Président de la Chambre;

- reconnaissant que l'action de la France au Mali respecte la légalité internationale et est aussi dans l'intérêt de ses partenaires européens en participant activement à la prévention d'un terrorisme violent qui n'hésite pas à s'attaquer à des populations civiles;

- se félicitant de l'intervention française de concert avec les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU à la demande des autorités maliennes;

- considérant la session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'est tenue le 19 janvier 2013 à Abidjan en République de Côte d'Ivoire et qui a discuté les modalités d'un déploiement accéléré de la MISMA;

- rappelant que sa Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopé-



ration et de l'immigration a émis, sur proposition du Ministre de la Défense, un avis positif pour la participation de l'armée luxembourgeoise à la mission EUTM Mali (EU Training Mission Mali), mission dont les buts sont «la formation et l'entraînement de bataillons des forces armées maliennes, ainsi que d'unités d'appui tactique et de soutien logistique du combat, y compris en matière de droit humanitaire international, de protection des civils et de droits de l'Homme»;

- considérant la conférence des donateurs organisée le 29 janvier 2013 à Addis-Abeba sous l'égide de l'Union africaine (UA);

- saluant l'engagement financier que le Gouvernement vient de décider en vue de la MISMA (4 millions d'euros) qui doit prendre dans les meilleurs délais le relais des militaires français engagés au Mali;

invite le Gouvernement

- à continuer son action en faveur de l'application de la résolution 2085 (2012) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des décisions afférentes de l'Union européenne;

- à s'engager pour la réalisation d'une conduite africaine de la mission internationale MISMA;

- à insister sur le respect des droits de l'Homme dans le cadre de l'action de la MISMA;

- à avoir une attention et un engagement particuliers dès lors qu'il s'agit d'améliorer la situation humanitaire qui s'est déjà gravement détériorée au Mali et dans les régions avoisinantes depuis le début du conflit armé;

- à continuer à s'engager pour la sécurisation de tous les acteurs humanitaires et pour le développement sur le terrain en collaboration étroite avec les autres États membres de l'UE;

- à la tenir constamment au courant en ce qui concerne la mise sur pied de la mission EUTM Mali;

- à appuyer les démarches internationales en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition qui devra comprendre un calendrier électoral et l'ouverture de négociations avec les représentants légitimes des populations du nord du Mali (élus locaux, société civile et les groupes armés non terroristes qui reconnaissent l'intégrité territoriale du Mali) conformément aux résolutions 2056, 2071 et 2085 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

(s.) Ben Fayot, Félix Braz, Norbert Hauptert, Fernand Kartheiser, Lydie Polfer.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot.

6. Ordre du jour (suite)

Ech géif proposéieren, datt mer um Uschloss vun de Voté vun de Projeten zum Schluss vun eiser Séance nach zu der Diskussioun vun där Motioun an och zur Ofstëmmung géife kommen.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Froe virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froen kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit respektiv der Opposition.

Als Éischt hu mer d'Fro N°194 vum Här Raymond Weydert un den delegierten Nohaltegkeetsminister iwwert d'Reservatioun vun Agrarland. Här Weydert, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°194 du 29 janvier 2013 de M. Raymond Weydert relative à la réservation de terres agricoles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures**

► **M. Raymond Weydert (CSV).**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an hirem Avis vum geplangten ofgeännerten Naturschutzgesetz aus dem Joer 2004 weist d'Landwirtschaftskammer dorop hin, datt dem Erhale vun der landwirtschaftlecher Notzfläch keng Rechnung gedroe gëtt.

Zurzeit bewirtschaft eisen Agrarsektor ronn 131.000 Hektar. A wann all déi Plans sectoriels an all aner Elementer, wéi Industrie- a Gewerbezon, Wunnengsbau, öffentlech Infrastrukturen, Paysages, Bauschuttdéponien, Naturschutz- a Waasserschutz zonen am Kader vum Aménagement du territoire émgasat ginn, déi wäerten eiser Landwirtschaft an Zukunft nach vill Terrainen entzéien.

Och d'Kompensatiounsmoosnamen am geplangten Naturschutzgesetz am Kontext vum Verloscht vun Habitaten oder Biotope wäerten eiser Landwirtschaft weider wäertvoll Terrainen entzéien.

Mir brauchen hei zu Lëtzebuerg eng staark a kompetitiv Landwirtschaft, fir d'Produktioun an d'Versuergung mat gesonde Liewensmëttel hei am Land ze garantéieren.

Duerfir meng Fro un den delegierte Minister vun der Nohaltegkeet, ob net kann am Kader vum Plan sectoriel «Paysages» d'Préservation des terrains agricoles agefouert ginn.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Raymond Weydert.

D'Wuert kritt elo den Här delegierten Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler. Ah, den Här Marco Schank - entschëllegt! - ass schonn ënnerwee.

(Hilarité)

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Här President, ech selwer hunn an der Vergaangenheet scho méi dacks dobausse gesot, datt zum Schutz vun eise Landschaften och de Schutz vu landwirtschaftleche Fläche gehéiert. A meng Propos war et duerfir, fir de Plan sectoriel «Paysages» ze notzen, fir an deemselwechten eng Zone de protection agricole ze verankeren. Duerfir hunn ech och mam Kolleg Minister vun der Landwirtschaft mech kuerzgeschlossen, fir eng entsprechend Démarche an d'Wee ze leeden.

An déi zwee zoustänneg Servicer vun deenen zwee Ministère sinn deemno och amgaangen, e Modell auszeschaffen op der Basis vun e puer Froekomplexer. Ech géif dat wëllen hei dann och kuerz opruffen.

Éischters: Wat sinn d'Kritäre vun der raimlecher Ofgrenzung vun esou enger Zon? Wat jo wesentlech ass!

Duerfir muss d'Landwirtschaft eis soen, wou déi Terrainen leien, déi opgrond vun hirem natierlecher Fruchtbarkeet, opgrond vun hirem Relief, opgrond vun hirem Flächestruktur, awer och opgrond vun der Lag vum Haff an de Schutz vun enger Zone de protection agricole solle kommen. An do brauche mer selbstverständlech en novollzéibart Kaartematerial, wat och amgaangen ass, erstallt ze ginn.

Dat Zweet ass d'Fro: Wat ass d'Finalitéit vun enger neier Zon, spréich, wat soll do erlaabt sinn a wat net?

Prinzipiell soll an enger Zone de protection agricole d'landwirtschaftlech Notzung Virrang hu virun anerem Notzen, wéi Wunnen, Fräizäitnotzen, wirtschaftlech Aktivitéiten, Stroossebau, ähnlech engem Modell, wéi en an dem Saarland funktionéiert. Naturschutz, Landschaftsflieg a Kompenséierungsmoosnamen sinn am Aklang natierlech mat der Landwirtschaft ze plangen.

Eng drëtt Fro: Wéi iwwerlagert sech déi nei Zon mat bestehenden Zonen, dem PSP natierlech, awer och den Natura-2000-Naturschutzgebieder?

Bestehend Natura-2000-Gebieder, Naturschutzgebieder a Waasserschutzgebieder sinn natierlech an hiren Zilsetzungen an eventuellen Oploen ze respektéieren. An d'Zone de protection agricole muss natierlech och ofgestëmmt gi mat aneren Zonen aus deemselwechte Plan sectoriel.

Dann déi véiert Saach: Et ass natierlech kloer, datt d'Flächenausweisung vum bestehende PAGen, awer och déi Flächenausweisung vun deenen dräi anere Plans sectoriels: «Zones d'activités» - et ass jo geplangt, datt eng Partie nei Zones d'activités kommen, anerer ginn ausgebaut -, oder do, wou nei Schinne geluecht ginn, Plan sectoriel «Transports», datt déi berücksichtegt ginn an datt déi net kënne Bestanddeel gi vun enger Zone de protection agricole.

Vläicht eng Schlussremarque: De Projet vun neien Naturschutzgesetz gesäit vir, datt d'Kompenséierungsmoosnamen net dierfen op landwirtschaftlech wäertvoll Fläche geschéien. Par contre ass et awer méiglech, datt Kompenséierungsmoosnamen, déi mat enger wirtschaftlecher Bewirtschaftung kompatibel sinn, wéi Grünstreifen-, Ackerrandstreifenprogrammer, Wisenextensivierungsprogrammer, datt déi an de Fonctionnement vum Betrib integréiert ginn an deemno och op gudder landwirtschaftlecher Biedem kënne gemaach ginn.

Ech soe Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här delegierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

Da komme mer elo zu der Fro N°195 vum Här Eugène Berger un de Gesondheitsminister an de Minister fir d'Sécurité sociale iwwert d'Medikament „Diane 35“. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°195 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à la prescription de l'antiacnéique «Diane 35» comme contraceptif, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Déi lescht Deeg war a Frankräich vill Opreegung wéinst enger Hormonpëll, déi sougenannt „Diane 35“. Et ass eigentlech à l'origine e Medikament géint Akne - ech sinn elo kee grouse Spezialist, ech huelen dat, wat ech an der Press an an de Medien do matkritt hunn -, dat awer och ënner anerem a Frankräich als Antibabypëll verschriwwen gëtt. Et gëtt gesot, datt véier Doudesfäll dorobber zréckzeféiere wieren a Frankräich.

Mëttlerweil sinn och eng ganz Rei Reaktiounen komm. Ënner anerem de Produzent Bayer seet och, proposéiert oder recommandéiert och, fir et nëmmen als Akne-Medikament ze verschriwwen. Och, souwäit ech de Moment weess, si verschidde franséisch Gesondheitsbehörden, dat ass d'ANSM - ech erspueren lech elo d'Ofkierzung... äh, de ganzen Numm -, déi hunn och recommandéiert, fir et net méi als Antibabypëll ze verschriwwen.

Duerfir wollt ech de Minister froen: Hei zu Lëtzebuerg, gëtt déi Pëll och hei zu Lëtzebuerg als Antibabypëll verschriwwen? Huet en eventuell vläicht och Donnéeën, a wat fir engem Mooss - ech weess net, absolut Zuelen oder prozentméisseg -, wéi se verschriwwen gëtt? Sinn och schonn hei Problemer signaliséiert ginn? An denkt de Minister och vläicht drun, fir op de Wee ze goen, och fir hei eng Rekommandatioun erauszeginn, fir déi „Diane 35“ net méi als Antibabypëll ze verschriwwen?

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Elo kritt den Här Gesondheitsminister, Minister vun der Sécurité sociale, Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol dem Här Berger Merci fir d'Fro, wat mer erlaabt, op eng Rei vu Froen, déi sech dobaussen och gestallt hunn, ze äntwerten.

Déi Pëll, déi den Här Berger uschwätzt, d'„Diane 35“, ass en zimlech ale Produkt, deen zënter 30 Joer um Maart ass. Et ass e Medikament, dat primär géint Akne, insbesondere och schwéieren Akne geduecht ass an net primär zougelooss als Verhütungsmëttel, als Antibabypëll. D'Indikatiounen, déi festgehale gi si bei der Mise sur le marché, also bei der Maartaféierung, louche ganz kloer bei der medikamentöser Wierkung bei Akne.

Elo ass et esou, dass déi Pëll en Nieweneffekt huet, en Effet accessoire, dee verhütend ass, an et ass indiquéiert, dass, wann een dat Medikament géint den Akne hält, een net derniewent nach muss eng Antibabypëll huelen.

Déi Diskussioun, déi elo a Frankräich lancéiert ginn ass, ass iwwregens net déi éischt, déi elo an deene leschte puer Woche lancéiert ginn ass. Dir wësst, dass och d'Diskussioun iwwert déi drëtt a véiert Generatioun vun den Antibabypëlle lancéiert ginn ass an dass och déi ganz Diskussioun elo an d'Agence du médicament zu London eriwergaangen ass, wou sech den Experte-Komitee mat all deene Froen ausenanersetzt.

Dee Risiko vun Thrombosen, dee bei deem Medikament „Diane 35“ elo an de Vierdergrond gestallt gëtt, ass och net nei, ass gewousst, ass och beim Beipackziedel ervirgestrach ginn. An et ass och ríchtig, dass an deene leschten 30 Joer véier Stierffäll domat associéiert gi sinn. Déi véier Stierffäll iwwer 30 Joer sinn an Zesummenhang ze bréngen mat méigleche Risiken, Thromboserisiken, deenen ee bei enger Schwangerschaft ausgesat ass an déi vill méi héich si wéi deene heite Prozentsaz.

Elo ass et esou, dass déi franséisch Agence du médicament eng speziell Décisioun geholl huet, déi och erëm eng Kéier zweedeiteg ass, well se engersäits seet, mir wäerten eng Suspensioun an dräi Méint maachen. Nun ass et awer esou, dass déi nächst Woch schonn deen zoustännege Komitee zu London vun der Agence européenne du médicament zesummekennt an och dat Medikament an all senger Facetté wäert analyséieren an dann och Rekommandatiounen wäert ginn.

Mir wäerten, dat kann ech hei scho soen, eis selbstverständlech konforméieren un déi Indikatiounen, déi vun der Agence européenne du médicament kommen. Doriwwer eraus, mengen ech, soll een op déi primär Indikatioun vum Medikament insistéieren, och insistéieren, dass dat Medikament no der Indikatioun, also och no der Indikatioun iwwert d'Dauer soll geholl ginn, an dass een dat Medikament, dat rembourséiert gëtt, net an Zukunft soll weider primär als Verhütungsmëttel verschriwwen.

Mir wäerten och mat den Dokteren opgrond vun deenen Diskussiounen, déi zu London stattfanne wäerten, communicéieren, esou wéi mer dat och gemaach hu mat de Pëlle vun der zweeter an der drëtter Generatioun, wou eng Kommunikatioun vun der Direktioun vun der Santé erausgaangen ass, déi sech alignéiert mat där, déi eis belsch Kollege geholl hunn.

Et muss een och wëssen, dass eis franséisch Kollegen zënter deene Problemer, déi se hate mat Mediator a mat anere Medikamenter, ganz speziell reagéieren a souguer, wann et net evident ass, d'Tendenz an der Lescht hunn, fir virun de Won ze lafen, ouni awer hir europäesch Partner ze informéieren.

Mir haten och d'Geleeënheet, déi lescht Woch bei der franséischer Gesondheitsministesch dorop ze insistéieren, dass et besser ass bei esou kriddeleche Saachen, sech ze concertéieren, amplaz doduerch, dass een...

► **M. le Président.**- Här Gesondheitsminister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech kommen direkt zur Konklusioun.

D'Konklusioun, Här President, ass: Hei gëtt et kee Grund, fir elo Panik ze maachen. D'franséisch Autoritéite soen deene Fraen, déi déi heite Pëllen huelen, si solle se net abrupt ënnerbriechen a si solle bei all Zweifel Récksprouch huele mat hirem Dokter. Et ass déiselwecht Empfehlung, déi mir maachen: D'Dokteren drop uschwätzen, wat eventuell Risike sinn, a wann een déi dote Pëll primär als Contraceptif hält, ze insistéieren beim Dokter op déi gutt Alternativen.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheitsminister.

Da komme mer elo zu der Fro N°196 vum Här Roland Schreiner un den Nohaltegkeetsminister iwwert de Kaméidi vun Autobunnen an Zuchstrecken. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°196 du 30 janvier 2013 de M. Roland Schreiner relative à la lutte contre le bruit des autoroutes et des chemins de fer, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Roland Schreiner (LSAP).**- Merci, Här President. Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wollt haut de Mëtteg op e Sujet zréckkommen, dee scho verschiddentlech hei an deemem Haus diskutéiert ginn ass, nämlech d'Lärmschutzmoosnamen, déi mer opgrond vun enger europäescher Direktiv, déi mer jo och hei an nationaalt Recht émgasat hunn, censéiert sinn, laanscht bestëmmten Autobunnen an Zuchstrecken ze realiséieren.

Am Kader vun der Diskussioun vum Projet de loi 6367 d'lescht Joer hei am November, am November vum leschte Joer, deen e Subsid geschafent huet fir d'Leit, déi ronderëm de Flughaf wunnen, fir Wunnengen akustesch ze isoléieren, hat de Minister Marco Schank op eng Nofro hi vum Kolleg Roger Negri geäntwert, dass, wat d'Autobunnen ugeet, eng ganz Partie Plazen identifizéiert goufen, wou och Chantieren an Zukunft virgise sinn, an da géifen am Kader vun deene Chantieren Antibruit-Moosnamen integréiert respektiv am Virfeld geplangt ginn.

Wat d'Zuchstrecken ugeet, sinn e puer gréisser Projeten ugekënnegt ginn. Ënner anerem ass do Schëffleng genannt ginn, woubäi ech entre parenthèses wëll soen, wat Schëffleng ugeet, läit och bei der Petitiounskommissioun a bei der Chamber eng Petitioun, déi agereecht ginn ass. Et ass och de Viaduc zu Esch genannt ginn.

Meng Fro haut ass eigentlech, dass ech wollt e bësse méi prezis Informatiounen hunn iwwert déi Projeten, déi geplangt sinn an deenen nächste Wochen a Méint, mat wa méiglech prezis engem zäitleche Schema.

Ech bréngen vläicht elo de Minister e bëssen an d'Labrängen, well e vläicht an där Form net op d'Fro gefaasst war, och well aus menger Fro dat net esou ervirgaangen ass. Ech sinn och domat d'accord, wann en haut net alles prezis ka äntwerten, dass en dat da vläicht schrëfflech noreecht.

Ech wollt awer nach derbäiflécken: Et sollt jo och nach eng Kartografie iwwerschaft ginn, war ugekënnegt ginn. Ech wollt do froen, wéi et mat deenen Aarbechten ass a wéini déi nei Kartografie da géif presentéiert ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Schreiner. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci,



Här President. Ech wëll just, well ech elo déi ganz Mëttesstonn amgaange war, hei virzebeereeden, soen, datt et awer relativ schwéier ass, wann s de um zwielef Auer ufänks, sechs Froen hei virzebeereeden, déi s de muss um zwou Auer dann ufänken ze beäntweren, datt dat eng Aarbecht ass, wann s de wëlls prezis a seriö, uerdentlech beäntweren, déi net ganz evident ass. Duerfir, bei deenen Deputéierten, wou dann d'Prezisioun net déi noutwendeg ass, entschëllegen ech mech, mä ech fannen de Fonctionnement och vläicht net ideal, fir uerdentlech Äntwerten ze kréien.

Op déi Fro, déi awer elo gestallt ginn ass, sinn e puer prezis Saachen ze soen. Den éischte Punkt, dat ass deen, ech fänke mat deem leschten un, deen Der genannt hutt, d'Kartografien: 2006/2007 ware Kartografië gemaach ginn, déi am Fong op Zuele baséiert hunn, déi sengerzäit en vigueur waren. Déi Kartografien, do baséiert deen aktuelle Plan d'action route et rail do-rober. Dat hutt Der ugeschwat.

Et sinn elo nei Kartografië gemaach ginn. Déi sinn och alleguer fäerdeg, sinn och d'lescht Joer, dat heescht, virum 31. Dezember 2012, op d'Kommissioun geschéckt ginn, ausser déi vum Flughafen, deen e wéineg méi komplex ass, mä déi misst an deenen éischten dräi Méint vun deem Joer och fäerdeg sinn, sou datt mer do eis Aufgab och korrekt a fristgerecht ofgeliewert hunn. A mir sinn och prett, fir dat selbstverständlech publiquement virzestellen.

Mä Är Froe waren am Fong iwwert dee leschte Plang gaangen. Do ass et esou, datt effektiv haaptsächlech d'Extensioin A3 an A6 dra war. Dat war déi Strooss, déi am Fong concernéiert war, wou och an der Planificatioun vun der Dräipuregkeet selbstverständlech déi noutwendeg Moosname mat dra sinn, fir kënnen d'Schallschutzwänn ze maachen a fir dat och richteg... Mä, wéi Der wësst, ass dee Projet momentan aus finanzielle Grënn net op der Dagesuerdung, sou datt och an der Realisatioun nach net domadder ugefaange ginn ass.

Mä Dir wësst awer och, datt d'Ponts & Chaussées iwwerall do, wou Autobunne respektiv grouss Stroossen no bei Quartiere laanscht-lafen, schonn déi Moosnamen de toute façon geholl hunn, indépendamment vun deem Plan d'action.

Wat awer elo - an dat ass vläicht, wéi ech lech kennen, fir lech elo méi interessant - e puer méi Detailler op alles dat ubelaangt, wat d'Eisebunn an der leschter Zäit op deene Chantieren, déi Dir elo prezis ugeschwat hutt, gemaach huet: Do muss ee soen, datt mer effektiv mam Zuch...

Heiansdo gëtt gesot: Da fuer mam Zuch laanscht d'Uertschaften, da brauchts de dat net ze maachen! Mä just, mir probéiere jo, mam Zuch an d'Uertschaften ze kommen, fir d'Mobilitéit ze förderen, datt d'Leit kënnen den Zuch huelen, soss huet e jo net méi vill Sënn! Also brauche mer och eng ganz Rei Schallschutzmoosnamen. Et gëtt awer kee Standardprogramm, well all Situatioun, hu mer gemierkt, total anescht ass, well mer all Situatioun individuell mussen ugoen.

Als Pilotprojet ass d'Gare vun Näerzeng zréck-behale ginn, well dese Site ënner d'Kritäre vun de legalen Texter fällt, fir déi Mesurë géint de Kaméidi néideg sinn, well hei grouss Modernisatiounsarbechten amgaange sinn an deenen Arrêt och ausgeluecht gëtt, fir datt d'Leit, déi net esou gutt ze Fouss si respektiv eng reduzéiert Mobilitéit hunn, Accès zu deser Haltestell kënnen hunn.

Als Mesurë géint de Kaméidi sinn am Kader vun deem Pilotprojet virgesinn: d'Installatioun am Laf vum éischte Semester 2013 vun Écranen a Form vu Bëtonsbléck an och vu gliesene Paneauen Enn 2013 an der Emprise vun der Haltestell am grouse Ganzen, dann d'Opstelle vun Écranen op den Eisebunnstrecke laanscht d'Uertschaften Näerzeng an Hunchereng. Dëst geschitt dann no der Fäerdegstellung vun de virdu genannten Moosnamen op der Haltestell selwer.

An drëttens d'Verleegung vun Amortisseuren an de Schinnen, déi sougenannten „rail dampers“; Dir kennt dat wahrscheinlech besser wéi ech. D'CFL sinn an deem Zesammenhang amgaangen ze kucken, wéi een des Amortisseure kann am beschten an déi bestehend Infrastrukturen eranintegrieren. Dës Mesurë sinn esou dimensionéiert ginn, fir e Maximum vun Awunnen virum Kaméidi ze schützen.

Virum der Installatioun vun de Moosname woren an der Moyenne tëschent Näerzeng an Hunchereng 700 Leit engem Kaméidi vun iwwer 45 Dezibel nuets ausgesat. No der Ëmsetzung vun de Mesurë wäerten et der just nach 100 sinn, déi dese Kaméidi erdroe mussen, a fir déi gëtt och nach no zousätzleche Moosname gekuckt. D'Käschte vun deem Pilotprojet sinn op ronn véier Milliounen Euro geschat ginn. A mir kucken elo, wat d'Erfahrungen doraus sinn.

En zweete Projet ass deen - hutt Der och ugeschwat - vun dem Viaduc zu Esch. Do ass et esou, datt 2011 scho Modernisatiounsarbechten duerchgefouert goufen, woubäi eng direkt Fixatioun vun de Gleiser duerch eng Verleegung op Ballast ersat gouf. Dës Mesurë, déi huet 4,5 Milliounen am Ganze kascht an huet et erlaabt, ganz sensibel de Kaméidi erfrozesetzen.

Als zousätzlech Moosnam sinn nach d'Installatiounen vun Écranen géint de Kaméidi geplangt. D'Liwwerung an d'Installatioun vun deesen Écranen ginn op 1,5 Milliounen Euro geschat. Dës Écranen, déi 1,80 m héich sinn, bestinn aus vertikale metalle Placken, déi et erlaben, fir de Kaméidi ëm wéinstens dräi Dezibel an den ieweschte Stäck a wéinstens siwe bis aacht Dezibel an den ënneschte Stäck ze reduzéieren.

Dese Projet ass elo e wéineg a Verspéidung, well nach mat der Gemeng Esch gekuckt ginn ass, fir den architektonesche Wënsch vun hinne Rechnung ze droen. Mä den Accord ass awer elo fonnt ginn, sou datt mer och do kënnen weiterfueren.

Da kann ech nach iwwer méi nohalteg...

► **M. le Président.**- Här Nohaltegkeetsminister, och Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ben, ech wëll just soen, datt dann zu Käerjeng, Nidderkäerjeng, Suessem op der Haltestell och nach stenge Maueren opgeriicht goufe vu 50.000 Euro, zu Dippech, Reckeng ähnlech Saachen, Écranen aus Glas opgestallt goufen. A selbstverständlech, niewent all deene Moosnamen, déi elo prezis aus dem Aktionsplang ervirginn, huet d'CFL e ganze Moosnamekatalog. Dee geet vu méi luesem Material iwwer méi lues Schinnen, iwwert d'Opstellung vun, wa se Haltestelle maachen, Écranen ganz laanscht déi Haltestellen, deen awer substanzuell ass an deen och wäit iwwert dat, wat am Fong an den Aktionspläng momentan obligatoresch definéiert ass, erausgeet.

Ech mengen, datt se do eng gutt Aarbecht maache bei all Haltestell, déi se maachen, op all Streck, déi se maachen. Gitt eng Kéier d'Péitenger Streck kucken! Do gesitt Der dat am allerbeschten illustréiert.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Da kéime mer elo zu der Fro N°197 vum Här Claude Adam an d'Erzéiungsministesch iwwert d'Assisë vun der Lycéesreform. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°197 du 30 janvier 2013 de M. Claude Adam relative aux Assises de la réforme du lycée, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, dese Freideg an dese Samschdeg huet den Educatiounsministère Assisen iwwert d'Reform vum Lycée organiséiert. Do kann ee sech e bësslechen informéieren, zum Beispill an der „EduNews“ vum Oktober 2012.

Do gëtt da gesot, wéi eng Partner da sollen zesummekommen - ech muss soen, dat ass ganz interessant, ganz spannend -, d'Vertrieeder vun de Schüler, vun den Elteren, vun den Enseignanten, vun den Direkteren an och vun der Société civile. Et kann een och um Internetsite iwwert d'Reform e bësslechen déi Froen, déi am Virfeld gestallt gi sinn, dat kann ee sech och ukucken.

Fir de Rescht weess een awer eigentlech net, wéi dat soll organiséiert sinn. Duerfir meng Fro dann haut: Wéi solle konkret déi zwee Deeg oflafen? Wat ass och d'Zil? Wéi soll, wéi wäit kann dat de Reformprozess beaflossen? Dat ass emol eng éischt Fro.

Eng weider Fro ass - ech kenne just d'Assisë vun der Kooperatioun, déi si regelméisseg: Ass dat hei éischer geduecht fir eng eemoleg Aktioun? Wann dat esou ass, fannen ech dat eigentlech e bësse schued, well dat kéint ee jo awer och an engem regelméisseg Rhythmus organiséieren.

An eng lescht Fro, Madame Minister: Ech fannen déi Iddi, fir d'Leit ënner där Form vun zwee Deeg zesummesetzen, eigentlech esou gutt, datt ech der Meenung sinn, datt d'Chamber, déi jo an där Geschicht hei och schlussendlech d'lescht Wuert matzeschwätzen huet, eigentlech dat och misst organiséieren.

Et ass awer esou, datt mir als Chamber net deiselwecht Moyenen hunn. Ech bedauern dat. Ech bedauern dat bei villen Dossieren, sou datt ech mech froen, firwat datt mer net einfach als Chamber associéiert gi sinn an och un deenen Assisen, a wann et nëmme als Beo-

bachter wier, kéinten deelhuelen a suivéieren, wat do diskutéiert gëtt.

Ech soe Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. D'Wuert kritt elo d'Madame Erzéiungsministesch.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Ech mengen, ech géif op dem Här Adam seng Fro am beschten äntweren, wann ech e bëssen erklären, firwat, wéi et zu deenen Assisë komm ass.

Dir kënnt lech erënneren, dass ech am Dezember 2011 eng Propositioun vun engem Gesetz fir eng Reform vum Lycée verschéckt hunn un alleguerten d'Schoulpartner. Mir hunn als Ministère dorobber 108 Avisen erakritt. An et ass jo kengem entgaangen, dass mer och e groussen Happening virum Ministère vun der Éducation nationale haten, wou Dausende vun Enseignantë sech versammelt haten.

Doropshin hunn ech natierlech mat de Vertrieeder vun där Manifestatioun geschwat. A si hu jo eng Mise à plat gefrot a méi Zäit, fir kënnen iwwert déi ganz Saach ze diskutéieren. Ech war domadder d'accord.

Mir hunn och déi Missioun... Doropshin huet sech dann eng Delegatioun vun 18 Vertrieeder zesummesat, 18 Leit, néng Vertrieeder vun de Comitéen aus den eenzelne Schoulen, néng Vertrieeder vun de Gewerkschaften. A si sinn dann do de Spriecher fir d'Enseignanten aus dem ganze Land. Mir hunn dann a villen Diskussiounen eis eensgemaach, dass si bis de Mäerz 2013, dat ass also an zwee Méint, alternativ Propositiounen géife maachen zu deene Propositiounen, déi de Ministère am Dezember 2011 op den Dësch geluecht huet.

Mir war et du wichteg, an ech hunn dat och mat der Delegatioun diskutéiert, dass, ier si hir Konklusiounen an hir Propositiounen an engem Dokument finaliséieren, se géifen deenen anere Partner vun der Schoul hir Meenung och dozou héieren.

Dofir hunn ech proposéiert, dass mer da géifen annerhallwen Dag organiséieren, wou alleguerten d'Partner vun der Schoul nach eng Kéier, déi, déi hir Meenung scho gesot haten, se an enger kuerzer Presentatioun géife maachen, an d'Délégation nationale, dat ass jo dann en neie Player, wann ech dat däréif esou soen, an deem ganzen Zesummespill, dass si géifen nach eng Kéier nolauschten an och hir Meenung, souwäit se elo schonn artikuléiert ass, oder hir Vuë géife presentéieren.

Dofir, well den Interlocuteur vum Ministère si jo net nëmme d'Enseignanten, mä et sinn och d'Elteren, et sinn d'Schüler, et ass de Collège des directeurs; a mir hunn déi Chamberen invitéiert, déi zum Projet de loi oder zu eiser Propositioun en Avis geschriwwen haten, an dat ass d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers an d'Chambre des Salariés. Dat sinn also déi Leit, déi mer do e Freideg an e Samschdeg zesummegeruff hunn.

Mir hu véier grouss Sujete proposéiert, fir ze diskutéieren. Dat éischt ass: Wéi kënnt e Schüler duerch déi ënnescht Klassen? Dat Zweet ass: Wéi ass fir déi ieweschst Klassen d'Organisatioun mat der Studierfäegkeet? Den drëtten Volet ass den Enseignement vun de Sproochen an dee véierten alles, wat d'Schoulautonomie, d'Schoulentwécklung, d'Organisatioun vun der Schoul ugeet.

Do soll dann all Partner seng Vuen eng Kéier presentéieren. Doraus entstë keng gemeinsam Konklusiounen. Dat ass einfach en Unhéieren ee vun deem aneren. Domadder, mengen ech, hätt ech d'Fro beäntwert.

Ech hat eigentlech elo net geplangt, all Joers esou eppes ze organiséieren. Mir mussen elo kucken, wéi deen Evenement hei ofleef. Dat ass och ganz schwierig. An et war vun de Partner net gewünscht, dass aner Leit nach géifen zougelooss ginn, sou dass dat e reng internt Evenement ass, wou all Partei oder all Partner vun deene fënneg seng Meenung seet, deen anere lauschtert no. An dorobberhi geet da jiddwereen heem an en zitt seng Konklusiounen.

Wann ech domadder Är Fro beäntwert hunn, da wier ech zefridden.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Erzéiungsministesch.

Da komme mer elo zu der Fro N°198 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Iwwerstonne vun de Piloten. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°198 du 30 janvier 2013 de M. Roger Negri relative aux heures supplémentaires des pilotes d'aviation de ligne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Merci, Här President. „Ee Pilot, deen doudmied ass, ass e Sécherheitsrisiko“, esou de President vun der ALPL, der Lëtzebuerger Associatioun vun de Linnepiloten, de Captain Darrell Myers, am Kader vum Aktionsdag zur Fluchsécherheet virun enger Woch, de leschten 22. Januar.

Déi Europäesch Agence fir d'Fluchsécherheet, d'EASA, huet och schonn den 1. Oktober 2012 op de Geforenaspekt vun de méi laange Fluchzäite fir d'Piloten higewisen. Sou soll den Asaz vun de Pilote vun 20 op 22 Stonnen erhéicht ginn, aacht Stonnen Attente plus 14 Stonne Vol. Nuetsflich sollen op zwielef Stonnen erhéicht ginn, obschonn d'Wëssenschaftler kloer drop verweisen, dass eng Déngszäit vu méi wéi zéng Stonne Fluchzäit de Sécherheitsrisiko signifikant an d'Luucht setzt.

Et ass jo kloer, dass d'Fluchgesellschaften de Moment ënner staarkem finanziellem Drock stinn. Mä bei Froen ëm Fluchzäite kann et an dierf et jo och net ëm méi Rentabilitéit goen, mä ëm méi Sécherheet, nom Motto „safety first“ oder „d'Sécherheet geet vir“. Et ass eis jo alleguerten kloer, dass e Passagéier, dee gesond an de Fliger klëmmt, och d'Recht huet, an d'Fluchgesellschaft d'Flicht huet, dee Passagéier och esou gesond erëm heem à destination ze bréngen, wéi en dat war, wéi en an de Fliger geklommen ass.

Dofir wollt ech den Här Minister froen, wéi he gedenkt, hei an där Saach do virunzegoen. An ech soen elo schonn, Här Minister, villmools Merci fir Är Äntwert.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Negri. D'Wuert kritt nach eng Kéier den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech wëll just soen, déi Fro, déi den Här Negri a sengem schrëftlechen Text formuléiert, dat ass eng ganz aner wéi déi, déi e gestallt huet. Well an Ärem schrëftlechen Text hutt Der iwwert d'Iwwerstonne bei de Pilote geschwat, an dat hei, do schwätze mer awer elo net iwwert d'Iwwerstonnen. Iwwerstonnen ass eppes anescht. Hei schwätze mer, bei där Fro, déi Der gestallt hutt, iwwert den „Fatigue Risk Management“, wat eppes anescht ass. D'Iwwerstonnen, déi gëtt et nämlech am Prinzip bei deenen zwee Betriber kaum, sou datt mer do kee Problem hätten.

Mä well ech mer awer geduecht hunn, datt Der dat do géift froen, kann ech lech awer eng Äntwert dorop ginn. An zwar ass d'Äntwert déi, datt et effektiv esou ass, datt d'EASA, dat heescht, déi Europäesch Sécherheitsagence, den 1. Oktober 2012 eng Rei nei Propositiounen gemaach huet, nei Reglementatiounen, fir harmoniséiert an Europa ähnlech Reglementatiounen iwwert de Risque vun der Middegkeet bei de Piloten, fir déi Saachen unzegoen. Dat soll à partir vun Enn 2015 dann och gültig sinn.

Dat huet se gemaach no engem laange Prozess, no engem laange Rulemaking-Prozess, deen awer eng ganz Rei Etappe schonn hat, wou se déi diverse wëssenschaftlech Etüden erbaigegen huet. Eng 50 Etüde waren dat mat ronn 76.000 Avisen, déi doriwwer expriméiert gi sinn.

Ech wëll lech just soen, ëm wat et geet, wéi dat alles gehandhabt ginn ass, an och mat Konsultatiounen, souwuel vum Personal wéi vun de Gewerkschafte wéi vun den Transporteure wéi vun Experten an de Régulateuren. Doropshin huet se eng 30 Moosname proposéiert, fir d'Sécherheet an deene 27 europäesche Länner plus d'Schwäiz, d'Belsch, Island a Liechtenstein dann ze maachen.

Am Prinzip si mir natierlech als Lëtzebuerg extrem fro, wa mer eng harmoniséiert Aart a Weis kréien, dat unzegoen. Well do, wou Der natierlech recht hutt, dat ass fir ze soen, datt kee Konkurrenzkampf soll kënnen entstoen op Basis vun der Sécherheet, wou een da manner Sécherheitsmesuren huet an dee Moment méi bëllek ka fléien. Dat ass net korrekt an net fair gewiescht.

Déi Mesurë-pharen, déi dodranner stoungen, dat ass haaptsächlech, fir d'Zäit vun de Reposminimumen, fir d'Vols à des heures défavorables unzegoen, wéi an den Nuetsperiode respektiv moies, a besser Rechnung ze droe vun den Décalage-horaires. An dann ass awer eng Méiglechkeet vun den Dérogations potentielles virgesinn, déi méi Flexibilitéit solle ginn.

Dat ass och dann eng gewëssen Diskussioun gewiescht. Dat ass awer keng spezifesch Lëtzebuerg Diskussioun. Dat ass eng Diskussioun, déi europawäit ass. Déi Manifestatioun, déi virun e puer Deeg hei war, war jo net eng Lët-

zebuenger Manifestatioun, mä war am Fong en europawäit Opmierksamkeetszéien op déi do Problematik.

Wat elo d'Lëtzebuenger Reglementatioun ueget, déi datéiert vun '95, muss natierlech och iergendeng Kéier iwwerkuckt ginn, well mer och deenen neien Donnéeën net méi an deem Sënn Rechnung droen a well mer evidentereis och eis mussen un eng Rei Saachen upassen.

Mä et ass awer gradesou kloer fir d'Direction de l'Aviation civile, d'DAC, déi dat do mécht, datt déi Sécherheetsregelen am Aérien, also am Secteur aérien, natierlech virrangeg sinn op aner Considérations an datt mer dofir mussen extrem gutt oppassen, datt mer all déi Regelen, déi gemeinsam Regelen, net op engem Dénominateur commun, deem klengsten, zesummeféieren, mä dat uerdentlech a seriö maachen.

Wat elo dat hei zu Lëtzebuerg ueget, do ass jo d'Luxair en fin de compte kaum betraff, well déi jo keng Flich vun zéng Stonnen oder méi huet, mä do méi Kuerzflüch sinn. Do ass jo haaptsächlech d'Cargolux betraff. Do ass et esou, datt mer eng Demande vun der Cargolux hunn, fir datt doriwuer kann diskutéiert ginn. An déi Diskussioun muss natierlech och esou gefouert ginn - d'Cargolux huet no Derogatiounen gefrot -, déi Diskussioun muss esou gemaach ginn, datt téschent Partenaires sociaux och elo eng Diskussioun stattfënn, fir ze kucken, wat sennvoll ass, wat méiglech ass a wat soll gemaach ginn.

Déi Diskussioun ass vir, an dann hannendru wäert d'DAC kucken, ob op Basis vun deem, wat do erauskënn, och déi noutwendeg Sécherheetsmoosnamen nach gewährleitet sinn, ier den Accord dropkënn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Da komme mer zu der Fro N°199 vum Här Jean Colombara, nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert den Drogentest „DrugWipe“. Här Colombara, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°199 du 27 janvier 2013 de M. Jean Colombara relative au test de dépistage de drogue «DrugWipe», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Jean Colombara (Onofhängeg).**- Merci, Här President. Vum 1. Mee 2012 u gëtt den „DrugWipe® 5 S“-Test gebraucht, fir Drogen am Speichel ze detektéieren. Wann dee positiv ass, da gëtt eng Blutanalys an och eng Urinanalys gemaach. An am Virfeld muss den Agent de la force publique, de Polizist, da kucken, ob déi Persoun Sproochartikulatiounsfeeler hunn oder iergendwéi d'Pupillen anormal hunn.

Mä do gëtt et Leit, déi Medikamenter huelen, an zwar Codein, Morphium, Opiaten, wéinst hirer Krankheet, wéinst hirer Péng, an déi Leit, déi ginn extrem belästegt, wat administrativ Weeër ueget. Dat heescht, déi mussen do d'Prouf erbréngen, wéi laang dass se krank sinn, firwat, wéi laang dass se d'Péng hunn, wéi laang dass se Medikamenter huelen. An da kréie se geschriwwen, d'Resultater, déi se ofginn, déi «dépendent en partie des certificats médicaux précités», dat heescht, et ass net sécher, dass déi Persounen dann herno nach hire Führerschäin behalen.

Ech fannen dat einfach discriminatoire, well dat einfach Leit sinn, déi zimlech méi al si wéi déi normal Drogenofhängeg. Duerfir wollt ech dem Här Minister Wiseler verschidde Froe stellen: Wéi vill Leit sinn no der Aféierung vun Test positiv vun der Police erwécht ginn? Wéi vill Leit hate méi wéi 40 Joer, méi wéi 50 Joer, méi wéi 60 Joer a méi wéi 70 Joer? Wéi vill Leit haten Drogen a wéi vill Leit hate Medikamenter am Waasser oder am Blut? Wéi ass d'Police iwwerhaapt ausgebild, fir e Verdächtegen ze detektéieren?

Dass eng eeler Persoun duerch iergendee Grond Sprooch- oder Artikulationsproblemer kann hunn, ass awer net anormal. Firwat ginn normal Bierger vu 40, 50, 60 oder 70 Joer belästegt, wëssend, dass déi Leit guer keng Drogen huelen, mä Medikamenter? Ass dat net eng Chasse à l'homme, Här Minister?

An dann, Här Wiseler, wéilt ech gär vun lech genau wëssen: Wat ass Är Philosophie hannert deser inkohärenter Drogpolitik, déi ech guer net kann deelen? Dir wësst jo och, dass verschidde Berouegungsmedikamenter, wéi Benzodiazepinen, dat heescht normal Berouegungsmittelen, dass déi kënnen bis zu 20% vun den Accidenter provoziéieren, well d'Reflexer ofhuelen.

Duerfir gesinn ech net an, firwat dass eng Zort do vu Leit einfach vun lech duerch Är falsch Drogpolitik, déi ech hei wierklech muss an de Raum stellen, firwat dass déi Leit do mussen esou belästegt gi mat Analysen, déi se menger Usicht no guer net verdéngt hunn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombara. D'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Also ech fänken un, andeems ech soen, déi éischt Fro, déi den Här Colombara gestallt huet iwwert d'Statistiken, mat allem Respekt, ech kann déi haut de Mëtteg net liwweren, well d'Polizei och net à même war, déi Statistiken elo fäerdeg op den Dësch ze leeën. Ech hu kee Problem, lech se ze ginn, soubal ech se schréfflech hunn, mä ech mengen, déi Statistiken, vu datt déi Tester eréischt vum 1. Mee 2012 un agefouert gi sinn, do sinn effektiv nach keng Joresstatistike fäerdeg gewiescht, duerfir war dat net immédiate liwwerbar. Dir kritt se no, dat ass net de Problem. Dir musst mech entschëllegen, mä dat ass elo net gaangen.

Par ailleurs wëll ech hei just kloer an däitlech soen: Wann Dir mer sot, mir géifen hei eng inkohärent Drogpolitik maachen, da muss ech lech ganz einfach äntworten: Ech maachen iwwerhaapt keng Drogpolitik!

(**Hilarité**)

Well et ass net esou, datt dat an der Kompetenz vun Infrastruktur-, Transport- oder Travaux-publics-Minister ass. Ech maachen eng Stroossesécherheetspolitik. Ech maachen eng Stroossesécherheetspolitik! An déi fannen ech extrem kohärent. Déi fannen ech extrem kohärent.!

Well wat ass meng Responsabilitéit? Meng Responsabilitéit ass ze kucken, datt déi Leit, déi den Auto op der Strooss fueren, datt déi an engem Zoustand sinn, fir en och kënnen ze fueren, an datt déi keng Gefor fir aner Leit an och net fir sech selwer sinn. Dat ass meng Responsabilitéit, dat maachen ech, an esou musst Der och déi Kohärenz kucken, déi meng ass, wann ech eng Politik ëmsetzen.

An do ass et ganz kloer, datt Alkohol an Drogen, wat och ëmmer Droge sinn, eng Gefor kënnen bedeuten. Mir geet et also drëms, fir ze kucken, déi Gefor esou vill wéi méiglech mat deene Moyenen, déi legal zur Dispositioun vun de Servicer sinn, ob dat elo Polizeiservicer sinn oder déi vum Transport, déi sech ëm Führerschäiner bekëmmere... (veuillez lire: bekëmmere, ze bekämpfen.) Dat géllt dann och fir déi nächst Fro, déi Der nach duerno stellt. Do ass dat ähnlech Rasonnement gültig.

Fir lech awer elo ze soen, wéi dat fonctionnéiert: Mir hunn e Gesetz säit 2007, respektiv 5. Juni 2009 en zousätzlech Gesetz, mat engem Règlement grand-ducal ëmgesat vum 18. November 2011, an dee gesäit vir, éischens, datt bei den Drogen eng Rei Tauxen, eng Rei Seule virgesi sinn, fir ze kucken: Wéini si se geféierlech a wéini fänken déi Leit un, déi eben esou en Taux an dem Blut oder am Kierper hunn, wéini sinn déi eng Gefor?

Do hu mer eis och ganz einfach un déiselwecht Seule gehale wéi eis Nopeschlänner, nottamment wéi d'Belsch, a mir hunn elo nach eng Propositioun, déi hei am Parlament läit, fir déi Seulen och méi niddreg ze setzen. Dat heescht, du däreft manner am Blut hunn, well d'Belsch dat och an der Lescht gemaach hunn. Dat heescht, dat si mer amgaangen ëmzesetzen.

Dat Reglement, wat virgesinn ass - an dat beäntwert lech schonn och Är Fro vun der Formation vun der Polizei -, do hu mer nämlech extrem prezis gekuckt, wéi dat soll gehandhabt ginn, datt een och sécher ka sinn, datt dat uerdentlech a korrekt gehandhabt gëtt an datt een et mécht wéi deen aneren an datt mer eng propper Solutioun hunn.

Duerfir ass jo eng ganz Batterie de tests standardisés - ellenen Ausdrock -, mä eng zéng, 15 Tester esou virgesat ginn, wou d'Polizei, déi dat da kruten, mat deene mer et och ausgeschafft hunn a wou déi Jongen, déi dat, oder déi Meedercher, déi dat mussen op der Strooss maachen, och ganz genau Instruktiounen kritt hunn, wéi se et solle maachen, dann ier se testen, Bluttester oder Urintester duerchféieren, emol duerch déi Batterie de tests standardisés eng Kéier ginn, fir ze kucken, ob iwwerhaapt eng Vermutung do ass, datt deejéinegen, dee se viru sech hunn, Droge ka geholl hunn.

An da soen ech zu där Ausso, wou Der sot „eeler Leit“ - an Dir schreift an der Fro „iwwer 40 Joer“ -, do ass et jo kloer, datt déi keng Droge géifen huelen: Also, ech fannen dat relativ keck a gewot, fir emol einfach esou eng Ausso ze maachen, datt, wann s de iwwer 40 bass, dass de emol keng Droge méi hëls.

(**Interruption**)

Ech weess net, ob dat esou ass. Ech ka mer awer virstellen, datt dat net onbedéngt bei jiddwerengem eppes elo strictement mam Alter ze dinn huet oder net, datt s de bei 40 op eemol ophäls. Dat, mengen ech, datt dat am Fong net d'Realitéit ass.

Par ailleurs, wär et och d'Realitéit, wär et och nach net méiglech, an engem Gesetz ze soen, datt déi Leit iwwer 40 Joer net méi géife getest ginn, well mir därefer keen Ennerscheid, weder iwwert den Alter nach iwwert d'Hoerfaarf nach iwwert d'Hautfaarf nach iwwert de Sexe vun de Leit nach iwwer wat och ëmmer maachen. Jiddweree gëtt d'selwecht par rapport zum Gesetz traitéiert, also och déi Altersfro.

Sinn also déi Batteries de tests standardisés, an ech kommen do op mäi Rasonnement vu vir-drun zrëck, positiv, jo, da ginn déi „swag drug tests“, déi Saliventester gemaach. Sinn déi positiv, da ginn entweder Blutprouwe respektiv Urinprouwe gemaach, fir dee Moment anze-gräifen.

An dat ass e Modell, dee relativ parallel ass zu deem, wat am Alkohol ass, sou datt ech do net déi Diskriminatioun gesinn an och keng Inkohärenz, wat déi ganz Problematik vun der Sécurité routière ueget.

Dat ass d'Äntwert op déi Fro. Déi Äntwerte vun de Statistiken, déi ech net ginn hunn, déi liwweren ech gär schréfflech no.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Da komme mer zu der Fro N°200 vum Här Fernand Diederich un den Nohaltegkeetsminister nach eng Kéier iwwert d'Sensibiliséierungscampagné fir Vëlosfuerer a Foussgänger. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°200 du 30 janvier 2013 de M. Fernand Diederich relative aux campagnes de sensibilisation en matière de sécurité routière pour les cyclistes et piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Fernand Diederich (LSAP).**- Här President, Dir Häre Ministeren, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wéilt eng Fro stellen am Zesummenhang mat deene schwéieren Accidenter, déi d'lescht Zäit geschitt sinn, woubäi et och Doudeger gouf, Accidenter, déi gréisstendeels op déi schlecht Siichtverhältnissen an der Wanterzäit zrëckgefëiere sinn.

Ech wéilt elo kengesweegs d'Automobilisten a Schutz huelen, déi ze schnell a rücksichtslos a Wunngebiddere fueren. Sécher sinn och zu Recht déi méi schwaach Verkéiersteilnehmer, wéi d'Vëlosfuerer an d'Foussgänger, duerch Bestëmmungen aus dem Code de la Route geschützt. Eng Rei vun hinne schéngt mer awer déi Bestëmmungen net ze kennen oder falsch ze interpretéieren, sou datt se sech selwer a Gefor bréngen.

Ech wéilt nëmmen dräi Beispiller ginn, ouni elo eng Lëscht, déi exhaustiv ass, hei opzezielen. Et gëtt Vëlosfuerer, souguer Eltere mat hire Kanner, déi am Sätzen iwwert d'Zebrastreife fueren. Ech hat der e puer esou interpelléiert. Déi hu gesot: „Mir hu gemengt, dat wier richtig esou.“ Si dierften dat, dat stéing jo néierens.

Et gëtt och Leit, déi owes ëmmer nach ouni Luucht ënnerwee sinn, och hei a Wunnquartieren.

An en drëtt Beispill nëmmen: Et gëtt Kanner, jonk Leit, déi lafen um Trottoir riets niewent dem Auto, an da bei den Zebrastreifen, da lafe se iwwert d'Strooss, well hire Kolleeg déi aner Säit steet. Oder Joggere sinn ënnerwee, dat gëtt et och, déi dann ebe mat darselwechter Vitesse wéi d'Autoen ënnerwee sinn an einfach virun den Auto sprangen, ouni, wéi et virgesinn ass am Code de la Route, dem Automobilisten Zeechen ze ginn.

Ech mengen, datt dat, wéi gesot, e grouse Problem de Moment ass. A mäi Kolleeg Roger Negri huet mer grad gesot, datt gëschter am däitsche Fernseh deeselwechte Problem och diskutéiert ginn ass an datt se do och wëlle méi massiv a streng duerchgräifen, well doduerch och eng ganz Rei schwéier Accidenter bei hinne geschitt sinn.

Ech wollt de Minister froen, wat e gedenkt ze maachen, fir des Situatioun ze verbessern, fir all Verkéiersteilnehmer méi ze sensibiliséieren am Hibleck op eng besser Cohabitatioun am Verkéier an domat och fir eng besser Sécherheet ze suergen.

Da wéilt ech deen ee Problem nach drunhänken, dat wier déi schlecht Beleuchtung natierlech op eenzelne Plazen, wou d'Leit iwwert d'Strooss solle goen.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Diederich. Elo kritt d'Wuert, fir op déi Fro ze äntwerten, den Här Nohaltegkeetsminister nach eng Kéier.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Nach eng Kéier Merci, Här President. Op d'Fro vum Här Diederich géif ech Folgendes äntworten: Natierlech huet e recht, Suerg ze hunn, wat déi manner geschützte Leit am Verkéier en fin de compte sinn, well mir hunn effektiv festgestallt, haaptsächlech an deene leschte Wochen, datt mer eng Rei grave Accidenter mat fatale Folgen do haten.

Kuckt een d'Statistiken, da gesäit een och, datt den Taux vun den Doudegen op de Stroossen, wat d'Foussgänger sinn, zwar ganz variabel ass: 25% 2009, nëmmen 3% 2010 - mä dat ass wierklech, well eis Zuelen esou kleng sinn -, 18% 2011; déi vun de gravé Blesséierten: 17%, zwësche 17% an 20% an deene leschte Joren. Dat heescht, mir stelle fest, datt ronn zwësche 15% an 20% vun deenen Doudegen oder schwéier Blesséierten op eise Stroosse Foussgänger sinn, also schonn eng Proportioun, déi net négligeabel ass.

Wann een dann d'Statistike weider kuckt, da gesäit een e puer Saachen, déi awer effektiv signifikativ sinn. Et gesäit een, datt déi meescht Accidenter an deene Joreszäite geschéie wéi elo, dat heescht Wanter oder Hierscht, do, wou et méi fréi däischer gëtt. Wann ee se och méi am Detail kuckt, da gesäit een, datt quasiment d'Absolutheet vun deenen Accidenter zu Zäite geschitt ass, wou et ufänkt, däischer ze ginn oder hell ze ginn, datt heescht moies oder owes, wou d'Visibilitéit schlecht ass.

Also, et kann ee ganz kloer deen Typ vun Accidenter drop zrëckféieren, datt d'Konditiounen vun der Visibilitéit relativ komplizéiert waren. An d'Proportioun vun Kanner a vun eelere Leit, déi dovunner concernéiert sinn, datt heescht, déi entweder schrecklech mobil sinn an op eng Aart a Weis, déi net viruszegesi war, oder déi méi eng schwierig Mobilitéit hunn, déi sinn och nach méi concernéiert wéi anerer.

Dat ass dat, wat mer einfach aus der Analys vun der Statistik zéien. Doraus eraus sinn dann eng Rei Sensibiliséierungscampagnen effektiv gemaach ginn, déi doranner bestinn, datt mer haaptsächlech jiddwereen, deen am Verkéier deelhëlt, opmierksam maachen op seng Responsabilitéit, nottamment déi, déi als Foussgänger do ginn, datt se sech sollen hell undoen. Dat wéllt net heeschen, datt mer elo eng obligatoresch Moud am Giele wëllen aféieren. Mä dat heescht awer, datt mer trotzdeem d'Eltere sensibiliséiere respektiv déi, déi eraus lafe ginn, si sensibiliséieren, datt se vläicht awer besser hunn, sech anescht unzedoen. An et ass jo och net schwierig, wann een de Kanner e Schoulsack keeft oder eng Windjackett keeft, datt een opasst, datt eppes Réfléchissant drop ass. Et ass heiansdo e klenge Geste, dee viles ka maachen.

Datselwecht ass bei deenen, déi Auto fueren, fir ze soen: Hei, passt just zu deenen Zäiten op! Et ass extrem schwierig, wann net vu jiddwerengem seng Responsabilitéit do mat erakënn.

Mir hunn och wëllen, elo dat nach eng Kéier ze répétéieren am Joer 2013, haaptsächlech déi Semaine mondiale vun der Sécurité des piétons, déi zwëschen dem 6. an dem 12. Mee 2013 ass, ze benotzen, fir nach eng Kéier ganz staark dorobber opmierksam ze maachen, an och d'Journée européenne de la sécurité routière dofir ze benotzen.

Dann hu mer viru 14 Deeg zesumme mat der Sécurité routière décidéiert, datt en Aarbechtsgrupp géif agesat ginn, deen nottamment als Missioun hätt, fir eng Rei net Regelen, mä eng Rei Recommendationen ze definéieren, wéi op den Iwwergang sollt gehandelt ginn. Do wësst Der - Dir hutt virdu geschwat vun deene bessere Belichtungen -, Dir wësst awer och, datt an de Gemenge selwer natierlech d'Gemenge responsabel si fir déi Belichtungen. Mir hunn awer gemengt, datt et wichtig wär, dofir de Gemengen och en Instrument zur Verfügung ze stellen an zwou, dräi Säiten, wou mer hinne Recommendationen ginn, wéi se et da solle maachen, fir et besser ze maachen. An de Stat muss natierlech datselwecht op deene puer Iwwergäng, déi op Landstroosse sinn, déi hien am Land da géiert, och maachen.

Dat ass dat, wat an der nächster Zäit elo wäert geschéien. An ech denken, datt mer doraus och eng Rei Léieren an eng Rei Konklusiounen zéien. Mä ech wëll awer och soen, datt trotzdeem eng Rei Gemenge schonn an deene leschte Joren extrem Efforté gemaach hunn, fir Belichtungen a Signalisatiounen op deene geféierleche Plaze wesentlech ze verbessern.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister, deen net soll ze vill wäit fort-

lafen, well och déi nächst Froe sinn nach allegeren an hien adresséiert. Mir hunn elo nach just eng derteschent, déi un den Här Wirtschaftsminister geet, nämlech déi N°201 vum Här Berger iwwert d'Norm DIN EN 590 fir de Gazole.

Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°201 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à l'application de la norme DIN EN 590 pour gazole au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Gëschter war eng Pressekonferenz vum Automobilclub, wou eng relativ schaarf Kritik am Kontext vum sougenannten „Wantediesel“ gemaach ginn ass. Dat ass, do ass gesot ginn, datt déi betreffend Direktiv nach net hei zu Lëtzebuerg ëmgesat wier an deen héije Schutz ebe géint d'Keelt am Diesel net garantéiert wier. Dat hätt och verursaacht, datt se vill méi Dépannagen hätte misse maachen an datt och doduerer den ACL méi Käschten dowéinst gehat hätt.

Op der Pressekonferenz ass gesot ginn, de Wirtschaftsminister, deen hätt seng Hausaufgaben net gemaach. An, Här President, ech sinn och elo e bësselchen an enger komescher Situation, well ech hu gëschter déi Fro eraginn, esou géint zéng, hallwer eelef moies, an an der Zwëschenzäit ass dat awer och an der Press kommentéiert ginn, respektiv och de Wirtschaftsminister huet an der Press schonn drop reagéiert. Dat heescht, déi Froen, déi ech eigentlech dozou hunn, sinn zum gudden Deel beäntwert. Ech kann eigentlech nëmme soen: „Play it again, Etienne!“, da kënnst et och an de Chambersrapport, an d'Chamberblichchen, dann ass et och offiziell.

Dofir meng Fro awer nach eng Kéier: Ass d'Économie effektiv zoustänneg fir déi Direktiv? Ass déi Direktiv ëmgesat? Wann net, firwat ass se net ëmgesat respektiv ass och am Virfeld schonn an deene leschte Méint déi Problematik opgegraff ginn oder ass dat elo wierklech ganz rezent, datt déi sech erausgestallt huet?

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt elo den Här Wirtschaftsminister Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Äntwert dann op déi Fro vum honorabelen Deputéierten Berger wëll ech da Folgendes soen: Eischstens emol, et dierf een zwou Saachen net duerjereegeheien. Déi Directive qualité carburants, vun där Der schwätzt, déi huet näischt direkt mat der Norm ze dinn. Déi Directive qualité carburants ass och net meng Kompetenz. Déi ass doriwwer eraus souwisou och transposéiert gi vum Ministère du Développement durable, an zwar mat Datum vum 16. März 2012.

Elo gétt et awer eng Norm, eng europäesch Norm, iwwert d'Carburanten an iwwer de Problem, deen Der ugeschwat hutt, vun der Qualitéit vum Diesel a vun der Qualitéit vum Wantediesel. Déi europäesch Norm gesäit vir, dass et méiglech ass, och nach speziell lännerspezifesch Annexen un déi Norm ze definéieren. Elo ass et awer esou, dass, wann esou eng Annex soll definéiert ginn, da muss eng Demande do si vum Secteur. A priori misst zum Beispill den ACL oder d'Pétrolieren, de Groupement pétrolier oder eng ULC oder wien och ëmmer dat froen, et ka souguer eng Administratioun sinn, wa se mengt, do wär e Besoin, da ka se dat froen an da ka se soen: Hei, mir wëllen eng Norm, eng spezifesch Norm, nach eng Annex zu där Norm fir Lëtzebuerg hunn.

An dann ass et awer esou, dass déi Norm muss och vun hinnen ausgeschafft ginn. Déi muss vun hinnen ausgeschafft ginn an déi gétt da vun engem Service, dee mir ënnersteet, dat ass den ILNAS, déi gétt da vun deem begleet an an de Kader gesat an och ugeholl.

Elo musst Der awer wëssen, dass éischstens emol ni esou eng Demande vum Secteur koom...

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, dem Här Minister nozelauschten!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Et ass ni esou eng Demande komm vum Secteur, och net vum ACL, zumindest weder bei mir nach bei der Direction de l'énergie vu mengem Ministère nach beim ILNAS, an esou wäit ech weess, och net beim MDDI, fir eng speziell Annex zu där Norm fir Lëtzebuerg auszeschaffen. Mëme wann déi dann ausgeschafft gi wär an den ILNAS hätt déi dann en mesure gesat, da wär déi Norm net bindend gewiescht. Well Norme sinn ni bindend, et sief dann, et mécht ee se per Gesetz oder Règlement grand-ducal zu eng Norm.

Firwat huet Lëtzebuerg also keng spezifesch Norm? Mä aus deem éischte Grond, well et net gefrot ginn ass, ni gefrot ginn ass vum Secteur, zumindest ni offiziell. Ech weess net, op wéi enge Plaze vläicht den ACL dovu geschwat huet, mä net bei mir. An zum Zweeten, well déi Produiten, déi mir jo hei verkafen op eisen Tankstellen, déi kommen all aus der Belsch an aus Holland. An déi mussen deenen Normen also do entsprechen, also deenen Annexen entsprechen.

A wann déi Annexen, déi d'Belsch hunn, fir ze garantéieren, dass den Diesel net afreiert, wann déi do sinn - an déi sinn do -, dann hunn ech kaum Zweifel, dass, wann déi Produiten, déi Dieselproduiten, wann déi an den Ardennen funktionéieren, dass déi zu Lëtzebuerg net och solle funktionéieren, well et normalerweis hei net méi kal gétt an net méi problematesch gétt wéi do. Dovun ofgesinn hunn ech lech gesot, dass déi Normen net bindend sinn. Dat heescht, même wa mer se hätten, misste se sech net drun halen an et géifen och keng Sanktioune ginn, fir dat doten ze maachen.

D'ailleurs huet den ACL selwer gesot, dass e Stéchprouwe gemaach huet an dass nëmme dräi Tankstellen - dräi Tankstellen - déi Wonschnorm, déi si hätten, net erfëllt hunn. Dräi Stéck! Ech weess awer och, dass se virdrun, am Ufank vum Wanter, schonn esou Tester gemaach hunn. Do waren der e puer méi, déi déi Normen - also déi, déi si gären hätten, déi si sech virstellen - net respektéiert hunn.

Mä dat huet ganz oft domat ze dinn, dass Der kleng Tankstellen hutt, déi an der Phas, wou se vum Hierscht eriwwer ginn an de Wanter, nach hir Tanke voll hu mat deem ale Mazout, also mat dem Summerdiesel, an da gétt deen au fur et à mesure geméischt ebe mam Wantediesel. An am Ufank, an där Phase transitoire, do kënnst et dann natierlech vir, dass déi Graden net -20 respektéieren oder -15 respektéieren, mä vläicht en Degré dodrënner.

Dat ass awer eng normal Phase transitoire an do ass de Problem einfach deen, dass ee jo da misst zu den Tankstelle soen: „Mä Dir musst deen alen Diesel do lassginn!“

Ech mengen, dass ganz generell, wann eng Demande do ass vum Secteur, da solle se dat maachen, wéi dat sech gehéiert, nämlech ufroen, entweder bei mengem Ministère oder beim Här Wiseler an dem Här Schank hirem Ministère, an da wäerte mer dat probéieren dann am Intérêt vum Secteur ze regelen.

Ech wëll awer trotz allem soen, dass, wa mer permanent vu Simplification administrative schwätze a wa mer permanent schwätze vun Offbaue vu Prozeduren, an hei kënnst deen éischte kleng Couac, wou e puer Autoen hänke bliwwen sinn - an ech wëll just nach hei a Klammere soen, dass et net ëmmer d'Qualitéit vum Diesel ass, déi schold drun ass -...

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ma et ass awer eng Fro, déi scheinbar d'Vollek beweegt, dofir géif ech mer...

(Hilarité)

...dofir erlaben ech mer, zéng Sekonne méi laang...

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Et si lauter Froen, déi d'Vollek bewegen, Här Minister.

(Interruptions diverses)

► **Une voix.** - De Wanter ass eriwwer!

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Et ass gutt, da kommen ech zu mengem Schluss, da kommen ech zu mengem Schluss. Wa mer also permanent vu Simplification administrative schwätze, da solle mer se och eescht huelen an net bei all Klenggeheet, wou een eppes fuerdert, erëm eng nei Norm an en neit Gesetz schreiwten. Dat ass Punkt 1!

A Punkt 2, do soen ech awer ganz kloer, dass déi Tankstellen, déi hei zu Lëtzebuerg Produiten ubidden, déi hei zu Lëtzebuerg gutt Geld verdéngen mat deene Produiten, gefällegst och hire Clientë sollen déi Produiten ubidden, déi net an hiren Autoe fréieren!

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wäere mer um Enn vun der Froestonn. Et sinn allerdéngs hei nach, jo, et sinn nach eng Rei Froen, mä et ass geschwé fënnep op dräi, et ass am Règlement eng Stonn virgesinn. A mam beschte Wëlle kënnen mer elo net nach eng Kéier allegueren déi Froen huelen, well soss si mer nach vill méi laang ënnerwee. Ech wollt lech just nach eng Kéier soen, datt den Artikel 7 vun eisem Re-

glement virgesäit, datt all déi Froen, déi elo net konnte gestallt ginn, awer nach erëm eng Kéier kënnen bei enger nächster Froestonn gestallt ginn.

(Interruption et hilarité générale)

Merci fir d'Verständnis.

Mir géifen dann elo ufänke mam éischte Projet de loi, nämlech dem Projet de loi 6496, en Accord tëscht Lëtzebuerg an dem Saarland iwwer en däitsch-lëtzebuergesch Enseignement secondaire. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Berger, Adam a Kartheiser.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

8. 6496 - Projet de loi

1. portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006 et

2. autorisant le Gouvernement à procéder aux engagements à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires au sein du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl»

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.** - Här President, et gétt säit dem Schouljoer 2007/2008 eng Schoul zu Pärel am Saarland, déi bekanntlech „Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl“ heescht. Dës Schoul ass an engem groussregionale Kontext ze gesinn. Um 7. SaarLorLux-Sommet am Joer 2003 gouf festgehale, en neie Schoultyp fir d'Groussregioun Däitschland/Lëtzebuerg ze schafen. Am Mee 2005 hunn Expertegruppe vu Lëtzebuerg a vun Däitschland sech fir d'Éischt gesinn. 2006 ass et en Ofkommen ginn zwëschen deenen zwee Partner, an 2007 huet déi Schoul ugefaangen.

An där Schoul gi Kanner aus Däitschland an aus Lëtzebuerg enseignéiert. Si funktionnéiert als Ganzdagsschoul mat villen Offeren, internen Differenzéierungen, Fräizäitméiglechkeeten an och schouleschen Hëllef. Den Opbau geet vun der Klass 5 bis 9 an da vun de Klassen 10 bis 12, also insgesamt aacht Joer.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Lëtzebuerg Kanner ginn doran nom Cycle 4.1, dat heescht 5. Schouljoer, meeschtens awer nom Cycle 4.2, dat heescht 6. Schouljoer, um Enn vun der Grondschoul.

Interessant un där Schoul ass, dass se fir d'Éischt ee gemeinsamen Zyklus fir d'Kanner alleguer vun der 5. bis zur 9. Klass offréiert, also eng Aart „tronc commun“ mat internen Differenzéierungen. Vun der 7. Klass bis zur 9. Klass ginn d'Schüler an dräi Leeschtungsgruppen agedeelt. A vun der 10. Klass bis zur 12., also an dräi Joer, gétt et ee Wee zum Abitur, also zum Ofschloss vum Enseignement secondaire, nom däitsche Modell, an ee Wee am Enseignement secondaire technique nom Lëtzebuerg Modell.

Dee Wee, dee leschten do, huet bis elo zum lëtzebuergesch Diplom vum Technicien administratif et commercial mat Hochschulreife gefouert. Dass nëmme eng Bunn vu Formation professionnalisante offréiert gouf, hânt mat der relativ klenger Zuel vu Schüler dofir zesummen. Dat sinn eppes ëm 40 Schüler pro Joer. Esou eng Formation gétt et net an Däitschland, während de Lëtzebuerg Régime technique jo bekanntlech zwou Finalitéiten hat, nämlech eng Formation professionnalisante an den Accès zur Héichschoul.

Well d'Klasse vum Schouljoer 2007 an 2008 no an no fir déi eenzel Joergäng bis haut agefouert goufen, wäiss d'Schülerzuel all Joer ëm 100 bis 120 Schüler. Bis elo, dat heescht bis zur 10. Klass, si 720 Schüler an deem Lycée. A wann d'11. an 12. Klass derbäikommen, wäerten zwëschen 900 an 1.000 Schüler do ënnerriicht ginn. 40% vun de Schüler si Lëtzebuerg, 60% däitsch Kanner.

D'Detailer vun der Organisatioun a vun der Finanzéierung goufen an der Kommissiounssitzung vum 10. Januar 2013 duergeluecht, intensiv diskutéiert a kënnen och am Bericht vun der Kommissioun nogelies gi vun deenen, déi dat interesséiert.

De virleende Projet, Här President, huet zwee Objektiv, déi sech am Intitulé erëmfinden, dee mer geännert hunn op Wonsch vum Conseil d'État. Den éischten Objektiv ass d'Zoustëmmung zum Accord vum 21. März 2012 zwëschen onser Regierung an der Regierung vum Saarland. Dësen Accord ännert den éischten Accord vum 4. Dezember 2006. Dës Ännerung ass duerch d'Reform hei zu Lëtzebuerg vun der Berufsausbildung noutwendeg ginn, déi den Zougang zum Diplom vum Technicien geännert huet.

Et soll elo de Schüler vum Schengen-Lycée eng administrativ a kommerziell Formatioun vum Lëtzebuerg Enseignement secondaire technique proposéiert ginn, mat als Ofschloss dem Diplôme de fin d'études secondaires techniques. Et gétt och méiglech fir déi Schüler, déi den Ofschlossexamen vum Enseignement secondaire technique net wëllen oder net kënnen maachen, awer trotzdem Accès zur Fachhochschulreife ënner gewëssene Konditiounen ze kréien. Bekanntlech ass bei deem Diplom, Lëtzebuerger Diplom, d'Hochschulreife, d'Fachhochschulreife drun ugehaangen.

Den zweeten Objektiv vun deem Projet ass, eng Base légale ze schafen, fir Personal fir de Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires, och SPOS genannt, am Schengen-Lycée ze engagéieren. Dee Service besteet scho mat Leit, déi als Chargés de cours agestellt ginn. A fir deem Service eng Base légale ze schafen an déi also ze engagéieren, maache mer dëst Gesetz. Zu deem Personal gehéiert ee Psycholog, ee Pädagog, een Educateur gradué an een Assistant social à mi-temps, dat sinn also insgesamt dräi an eng hallef Täch" vu Fonctionnaires, déi op de Budget vun 2013 gerechent ginn.

Esou en Encadrement, wëll ech och nach soen, ass zu Lëtzebuerg jo gängeg. Et gétt en am Saarland oder an Däitschland net. Dëst Personal gétt vum Lëtzebuerg Stat bezuelt a gétt da matgerechent bei der Festleueg vum finanziellen Beitrag vu Lëtzebuerg fir den Engagement vun Enseignanten.

Här President, dëst ass en innovativ Projet, insgesamt wat déi Schoul ugeet, deen op vill Interessi an der Regioun dës Säit an déi Säit vun der Musel stéisst. Et ass en originelle Projet, fir Kanner aus verschidde Natiounen zesummen ze erzéien, an en dréit domat zum Versteedemech zwëschen onsen zwee Länner an der Groussregioun bäi.

Et ass och e schoulesch interessante Projet duerch déi Tatsaach, dass d'Schüler all zesumme sinn an duerch intern Differenzéierung hiren individuelle Profiler entsprach ka ginn. Si kréien déi beschtméiglech Chance, fir e Schouloffschloss ze kréien, jee no hirer Stärkt an der Schoul. An ech wëll derbäifügen, dass déi vill Méiglechkeeten, déi et am Kader vun enger Ganzdagsschoul gétt, fir fir d'Kanner an der Fräizäit Offeren ze maachen, och fir hinne schoulesch ze hëllef, dass dat natierlech eng Particularitéit vun deem Lycée zu Pärel ass.

Ech wëll soen, dese Lycée gehéiert, dréit sech an an déi innovativ Schoulpolitik vun dëser Regierung, an duerfir géif ech och d'Chamber bieden, fir hiren Accord zu deem Projet de loi ze ginn. Ech wollt och soen, dass d'LSAP selbstverständlech och dësen Accord matdréit.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll just ganz kuerz sinn a fir d'Éischt Merci soen dem Ben Fayot fir säi Rapport. En huet dat hei wéi gewinnt ganz extensiv gemaach an duerfir ass och net ganz vill méi dozou ze soen. Also, mir als CSV-Fraktioun ginn den Accord hei zu deem Projet.

Ech wëllt just kuerz vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Fro ze stellen der Educatiounsministeresch, nämlech mat Bléck op elo wat zu Schengen ass tëschent Däitschland a Lëtzebuerg: Wéi gesäit et aus an deem Kader mat der Zesummenaarbecht an der franséischsproocheger Grenzregioun? Dat wär just déi Fro, déi ech hei wollt stellen, an ech wollt profitéieren:

nach eng Kéier den Accord vun der CSV-Fraktioun a Merci fir dee gudden Rapport!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wilmes. D'Wuert kritt den Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech sinn och ganz kuerz. Ech maachen dat hei vu menger Plaz aus. Ech wéilt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Ech mengen, de Schengen-Lycée, dee funktionéiert schonn elo säit e puer Joer, och d'Detailer, wéi dee ganze Fonctionnement ass, dorop ass de Rapporteur och nach eng Kéier kuerz agaan. En huet och drop higewisen, datt et wierklech en innovativt Projekt ass, e grenziwwerschreidende Projekt, wat mir och eng ganz gudd Saach fannen. Mëttlerweil huet dee Modell seng Feierproff bestanen. An et gesäit een och de Succès vun deem Lycée, well all Joers méi Schüler sech do wäerten aschreiwelen.

Dese Projekt huet eigentlech zwee Punkten: Mir sollen den Accord vun 2012 hei approvieren, deen do tëschent der Regierung an dem Bundesland gemaach ginn ass, an dann och méi spezifesch hei, datt nach soll Personal fir de SPOS kënnen agestallt ginn. Ech mengen, och dat ass eppes, mir ginn net midd, fir d'Wichtigkeet vun der Orientation scolaire ze ënnersträichen. Dat geet also och an déi Richtung. Dat, fir ze soen, datt mir als DP-Fraktioun och kënnen deemem Projekt zoustëmmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. De Schengen-Lycée huet sech vill virgeholl. Hie bitt en Ofschluss vu klassischen Secondestudien, wéi mer se zu Lëtzebuerg hunn, un, an och en däitscht Abitur. An am Schengen-Lycée soll et awer och ee Lëtzebuerg Diplôme de technicien ginn, a mat der Reform vun eiser Formation professionnelle zu Lëtzebuerg ass dat, wéi esou viles mat der Reform, méi komplizéiert ginn. Duerfir hu mer dann och dee Projekt de loi, et soll de Schüler méiglech gemaach ginn, déi keen esou een Ofschluss kënnen oder wëlle kréien, ënner Konditiounen, déi festleien, Zougang zu enger Fachhéichschoul ze kréien.

Mir fannen dat gudd. Mir fannen dat eng gudd Saach. An duerfir bréngen ech och den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Gesetz.

Den zweeten Deel vum Gesetz, deen et erlaabt, 3,5 Poste fir de SPOS vum Schengen-Lycée ze schafen, ass jo eigentlech eng Regulariséierung vun enger bestehender Situatioun. Dat fënnt och eis Zoustëmmung.

Ech soen dem honorabelen Här Fayot Merci fir säin ausféierleche Rapport. Et huet mer och extra gudd gefall, fir dat Wuert „tronc commun“ aus dem Här Fayot sengem Mond hei op deser Plaz ze héieren. Et schéngt esou ze sinn, datt an...

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- Et ass net fir d'Éischt!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Gelift?

► **M. Ben Fayot (LSAP), rapporteur.**- Et ass net fir d'Éischt!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Jo. Et schéngt esou ze sinn, léif Kollege vun der sozialistischer Säit, datt a Projets pilotes verschidde Saache méi einfach sinn ze realisieren wéi eben an der grousser Education nationale. Hei ass d'Beispill vum Schengen-Lycée, wou den Tronc commun besteet. Den Här Fayot huet esou richteg gesot, wéi mir et och ëmmer soen: „Et soll een d'Kanner esou laang wéi méiglech zesumme léiere loosse.“ Ech erënnere nach un de Lycée Ermesinde, wou mer et fäerdegbruecht hunn, fir de Reliounsunterrecht duerch e gemeinsame Wäerteunterrecht ze ersetzen. Heiansdo sinn déi Saache méi liicht.

Madame Minister, d'Froestonn ass eriwuer, mä ech schlësse mech awer och dem Här Wilmes un, ech stellen och eng Fro. An zwar, bei all de positive Saachen: Wéi ass den Échange garantiert, zum Beispill tëschent dem Schengen-Lycée an eise Lycéeën?

Well ech mengen, datt déi Pilotprojete wierklech alleguerten interessant sinn. Do gëtt vill Aarbecht gemaach, well eben nei Weeër musse gesicht ginn. An et ass natierlech wichtig, wann déi Aarbecht och op fruchtbare Buedem fällt doduerch, datt d'Kommunikatioun tëschent deene Schoulen an eiser Schoul klappt.

Ech soe Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech och uschlëssen: direkt e Merci un de Rapporteur, deen och aner Kollege scho gesot hunn.

Ech wollt eigentlech zwou Froe stellen un d'Madame Minister. Déi éischt ass: Wéi kënnen mer wëssen oder wësse mer dat, wéi vill Lëtzebuerg Schüler eigentlech op d'Käschte vun eise däitsche Partner an deem Lycée an d'Schoul ginn?

Well mir wësse jo, datt eis däitsch Partner bezuele fir déi Leit, déi op där Säit wunnen. Dat sinn awer leider ëmmer méi Lëtzebuerg, déi an Däitschland wunnen. Dat heescht, wéi vill Lëtzebuerg insgesamt sinn eigentlech an där Schoul, an där Schoulpopulatioun? Sinn dat dann elo wierklech méi Däitscher oder méi Lëtzebuerg, déi allerdéngs da vun eise däitsche Partner da bezuelt ginn, proportionell?

Dat Zweet ass schoulintern: Gëtt et do wierklech e Mix, a souwäit déi Sektionen elo bestinn, kënnen mir elo soen, datt och d'Lëtzebuerg sech - bon, et ass elo natierlech esou, et bestinn nach net all Klassen an esou weider -, mä kënnen mir elo scho soen, datt ënner deene Lëtzebuerg Schüler, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, Leit sech Richtung Abitur orientieren, respektiv ënner richteg däitsche Schüler, déi an Däitschland wunnen, Leit higinn an e Lëtzebuerg Ofschloss eng Kéier ustriewen? Souwäit een dat elo scho ka soen?

Well eréischt dann, wann een déi Facteuren huet, kann ee wierklech wëssen, ob dee Schoulmodell wierklech e mixte Schoulmodell ass, dee réussiert, oder ob et méi e prakteschen Niewenteneen awer ass tëschent Lëtzebuerg an Däitschen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo d'Madame Erziehungsminister.

► **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.**- Merci, Här President. Och ech wollt mech uschlëssen dem Merci un de Ben Fayot, de Rapporteur, un all meng Virriedner. Ech freeë mech och iwwert dee breede Konsens zu deemem Gesetz.

Dir hutt recht: De Schengen-Lycée ass en innovativt Modell an et ass eng Schoul, déi e grouse Succès huet. Ech mengen, dass een dat, nodeems d'Schoul 2007, bei der Reentrée 2007 ugefaangen huet - mir sinn elo 2013 -, ech denken, dass een elo ka soen, dass dee Modell richteg funktionéiert.

Et ass eng exemplaresch Zesummenaarbecht tëschent dem Saarland a Lëtzebuerg, wou mer Enseignanten a Schüler vun deenen zwee Länner zesummebréngen, déi zesummen opwuesen.

Ech wëll awer soen, dass - fir dem Här Kartheiser seng Fro als Éischt ze beäntweren -, mir elo nach net soe kënnen, wéi vill Schüler sech op d'Abitur orientieren oder wéi vill elo fir den EST-Diplom, vu dass se eréischt op Dixième brachen, fir zu engem Diplom ze kommen. Mä et gëtt u sech nëmme een dees selwechten Diplom. Et gëtt net en Diplom „Abitur“ an en Diplom „Premièresexamen“. Et gëtt een Diplom, dee souwuel gläichgestallt ass mam Abitur wéi mam Lëtzebuerg Premiersexamen. Wat dee classeschen...

Et ass falsch - de Gérard Zens wénkt doiwuer, dass ech eppes falsch gesot hunn -, et gëtt zwee Diplomer, mä si visieren, si maachen dat awer zesummen. Et ass elo net, dass eng Klass wier, déi op deen ee geif virbereeden, an eng op deen aneren. Si sinn zesummen an der Klass a si visieren déi zwee Diplomer.

Wat den EST ugeet, dat ass eng Lëtzebuerg Spezifisitéit. Dat gëtt et net ënner där Form an Däitschland. Dat ass also ganz kloer de Lëtzebuerg Diplomer.

An da gëtt et an Däitschland eng Spezifisitéit, déi mir net hunn, wou et awer derwärt ass, driwwer nozedenken, ob mir se sollen aféieren. Dat heescht, wann een en Diplom net kritt, wann een d'Studie gemaach huet, stellt ee sech engem Examen an et kritt een en net, da kann een ënner verschidde Konditiounen deen Diplom direkt ënnerdrënnen kréien.

Dat ass eng Dispositioun, vun där am Schengen-Lycée ka profitiert ginn, wou een, deen also den Abitur oder de Premiersexamen net kritt, kann dann iwwer verschidde Dispositiounen awer en Diplom kréien, deen nëmme Zougang zu enger Fachhéichschoul gëtt. Dat ass eng Dispositioun, déi mir an de Lëtzebuerg Gesetzer net hunn an déi natierlech Méiglechkeeten opmécht fir d'Schüler, déi am

Schengen-Lycée sinn, esou gudd d'Lëtzebuerg wéi déi Däitsch, déi an déi Schoul do ginn. Gutt!

Déi zweet Fro: Wéi vill Schüler sinn am Lycée? Bon, et sinn der am Ganzen de Moment, wann ech déi lescht Chifferen hunn, ongeféier 720, déi an de Lycée ginn. Dovunner komme 60% aus Däitschland, 40% kommen aus Lëtzebuerg.

Wéi vill bei deenen däitsche Résident Lëtzebuerg sinn, dat weess ech net. Dee Chiffer kann ech lech net ginn. Mir kënnen en nofroen an lech dat dann noliwweren, mä ech weess dat esou net.

Mir hunn och eng Rei vu Schüler, déi vun der Lëtzebuerg Säit an de Schengen-Lycée ginn a wou d'Elteren dann duerno an d'Gégend eriwuerplënnen. Dat sinn also gewësse Fluktuationen, mä ech liwweren lech déi Chifferen awer ganz gären no.

De Claude Adam huet gefrot, wéi den Échange ass tëschent der Équipe vum Schengen-Lycée an de Lëtzebuerg Lycéeën. Ech geif deen als gudd bezeichnen. Éischtens ass den Direkter respektiv d'Directrice adjointe vum Schengen-Lycée an alle Sitzunge vum Collège des directeurs derbäi, an zweetens hu mer e Réseau vu wat mir nennen „Lycées pionniers“. Dat sinn also Lycéeën, déi a verschidde Domäne méi aktiv sinn, wat d'Orientation, wat d'Schoulentwécklung ugeet, déi sech regelméisseg gesinn, an do ass de Schengen-Lycée, d'Partner vum Schengen-Lycée sinn ee vun de Motore vun där Équipe. Si sinn ëmmer do derbäi an do fënnt dann och en Échange statt tëschent de Praktiken an deenen enge Schoulen an an deenen aneren.

Dann ass déi drëtt Fro. Ech mengen, mir freeën eis alleguerten - ech ginn emol dovunner aus, dass mer eis alleguer freeën -, wa mer et fäerdegbréngen, eng Zesummenaarbecht iwwert d'Grenzen eraus opzebauen. Ech mengen, de Schengen-Lycée ass e gudd Beispill, wat een an der Groussregioun u Konkretem kann ubidden a wou ee ka Brücke bauen a Klufte ofbauen. Dat huet immens gudd mam Saarland funktionéiert.

Mir probieren, mir sinn an Diskussiounen fir esou eng Zesummenaarbecht och an der Groussregioun mat Frankräich. Dat ass, geif ech soen, méi komplizéiert. Mir hunn elo een éischt positivt Resultat, dat ass, dass mer zesumme mat Frankräich kënnen Classes préparatoires fir Grande-écolen zu lechternach ubidden. Dat ass déi éischt konkret Émsetzung vun där Zesummenaarbecht mat Frankräich.

Déi Classes préparatoires, wa mer da genuch Schüler fannen, déi sech aschreiwelen fir eng Classe préparatoire fir d'Écoles de commerce, d'grouss Écoles de commerce a Frankräich, da wäerten déi des Reentrée, dat ass also d'Reentrée 2013, lafen, den lechternacher Kolléisch zesumme mam Lycée Georges de la Tour vu Metz, déi och esou Classe-préparatoire hunn, wou dann d'Zesummenaarbecht tëschent Équipe vun Enseignanten och ganz intensiv gëtt.

Mir denken och nach ëmmer drun, ob mer kënnen e französische Lycée oder e Lycée franco-luxembourgeois am Süde vum Land op d'Bee setzen. Ech hoffen! Ech weess net, ob et eppes gëtt. Mir sinn amgaangen ze diskutieren. Ech stelle just fest, dass et méi komplizéiert ass a Frankräich, well mer verschidde Autoritéiten hunn. Wat de Collège ugeet, sinn et d'Regiounen, a wat de Lycée ugeet, ass et dann de Ministère de l'Éducation nationale zu Paräis. Dat sinn also zwee Niveauen, wou muss diskutiert ginn.

Da muss ee soen, dass et schon e Gehälterënnerschied gëtt tëschent däitschen a Lëtzebuerg Enseignanten. Dat geet awer mat Däitschland, mä ech wëll soen, dass d'Zesummeliewe vu Lëtzebuerg a französische Enseignanten an deemselwechte Lycée sécher méi schwier gëtt, well de Gehälterënnerschied tëschent engem Lëtzebuerg Enseignant, dee jo weider no Lëtzebuerg Regele bezuelt gëtt, an engem französische Enseignant, deen no französische Regele bezuelt gëtt, deen ass vill méi grouss, an dat ass natierlech e Konfliktpotenzial, wat een net dierf ënnerschätzen.

Ech muss och soen, dass am Fall vum Saarland d'Autoritéiten immens interesséiert waren, fir matzemaachen, an d'Weeër si mam Saarland nun immens kuerz, während de Wee bis op Paräis, deen ass méi émsändlech. Mä mir sinn awer weider mat der französische Ambassade an de Gespréicher, fir och esou eng Konstruktiv ze maache fir Lëtzebuerg.

Bon, wat soss zum Projekt ze soen ass, ech mengen, et ass alles vu menge Virriedner gesot ginn. Et sinn zwee Voleten. Mir änneren, mir komplettieren den Accord, deen 2006 am Dezember gemaach ginn ass, fir eben déi Filière EST, Formation administrative et commerciale, kënnen unzebidden am Schengen-Lycée. Dat bedeit e Vertrag mam Saarland an dee muss

d'Chamber ratifiéieren. A mir profitiere vun där Geleeënheet, fir dann dräi an en hallwe Posten unzefroen, fir e SPOS ze équipieren am Schengen-Lycée.

Ech wëll awer dozou prezisieren, dass mir jo en Accord mam Saarland hunn, a mir deelen d'Personal nom selwechte Schlëssel 60/40. 60% vum Personal ass vun der däitscher Säit bezuelt a 40% vun der Lëtzebuerg Säit, an déi dräi an en hallwe Posten, déi ginn dann op eise Quorum, an déi 40% eran. Et ass also net eng supplementär Dépense, mä et ass en Émschichten innerhalb vun eiser Kontributioun zum Finanzement vum Schengen-Lycée - dass mer dat awer hei ganz kloerstellen!

Sou, da freeën ech mech iwwert déi breet Zoustëmmung. Ech sinn iwwerzeegt, dass déi Responsabel an d'Schüler vum Schengen-Lycée sech och doriwwer freeën, an ech hoffen, dass déi Success Story am Schengen-Lycée esou weidergeet!

Villmools Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Ministesch. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6496 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6496 ass ugehall mat 60 Jostëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Joséé Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6476 iwwer e Fënnefjoresplang vun den Tourismusinfrastrukturen. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriewen: déi Häre Bauler, Scheuer, Gira, Kartheiser an Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

9. 6476 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

► **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet, deen elo elei zur Diskussioun steet, handelt vun der Exekutioun vum 9. Fënnefjoresplang am Beräich vun Tourismusinfrastrukturen.

Bedéngt duerch d'Finanz- an d'Weltwirtschaftskris an aner Affären, déi fir de Moment dat politescht Liewe méi oder wéiniger dominieren, gëtt iwwert den Tourismussektor am generelle wéi och am politeschen Alldag net allze vill geschwat an och net allze vill diskutiert.

Dobäi ass awer just den Tourismussektor ee ganz wichtegt Standbee vun der Lëtzebuerg Économie. Et gëtt geschat, datt den Tourismus-

secteur eile zu Lëtzebuerg direkt an indirekt 2011 5,7% vum PIB duergestallt huet. Well déi ganz Branche och nach richtig aarbechtsintensiv ass, ass den Tourismussektor och nach e Créateur d'emplois par excellence. Eng plus/minus 18.000 Leit, dat si 7,6% vum eiselem Employé eile zu Lëtzebuerg, hanken direkt oder indirekt un der Tourismusbranche. 6.000 Leit sinn direkt an der Tourismusbranche beschäftegt.

Och wann de Sektour an deene leschte Joren - wéi kann et dann anescht sinn? - och mat den Auswierkung vum der Finanzkris ze kämpfen hat, sou ass d'Joer 2011 dach méi oder wéiniger zefriddestellend ausgefall. D'Unzuel vun den Iwweruechtungen an den Hotelten, Aubergen, Pensiounen, Jugendherbergen a Campinger ass global gesinn an d'Luucht gaangen: vun 2,28 Milliounen am Joer 2010 op 2,35 Milliounen am Joer 2011.

Den Duerchschnittsopenthal vum deem eenzelen Tourist oder Client, dee geet awer leider erof. An der Hôtellerie sinn dat am Schnëtt 1,79 Nuechten, wou de Client zu Lëtzebuerg bleift. Op de Campinger sinn et 5,18 Nuechten am Schnëtt. De Fait, datt emmer méi Leit awer da manner laang op enger an därsewlechter Plaz iwweruechten, ass eng Tendenz, déi net nëmme zu Lëtzebuerg festgestallt gëtt. Dat gesäit een och am Ausland.

Här President, wann ee kuckt, wat am leschte Joer un Tourismusinfrastrukturen eile zu Lëtzebuerg bestanen huet, da stellt ee fest, datt 2011 laut den Zuele vun dem Projet de loi 2.600 Etablissementer am Sektour touristique bestanen hunn. Dat ass plus/minus deeselswechte Chiffer, wéi en eis am 8. Fennefjoresplang virgeleeeën huet.

Wa mer awer an den Detail ginn, da stelle mer Folgendes fest: 2011 hate mer 283 Hoteller, Aubergen a Pensiounen a plus/minus 8.588 Better. Op 100 Campinger stoungen den Touristen eng 16.300 Emplacementer zur Verfügung. Derbäi kommen nach 14 Jugendherberge mat 1.200 Better an 39 Gites d'étape mat 2.368 Better.

Et fält awer op, wann een déi Zuele kuckt, datt d'Unzuel vun den Etablissementer engersäits konstant bleift, anersäits awer d'Capacités vun den Etablissementer an d'Luucht gaangen ass. Dat heescht, datt deen eenzelen Betriber, deen nach do ass, méi grouss ginn ass. Bei den Hotelten hate mer 2006 7.474 Better, 2011 8.588 Better. Dat ass e Plus vun de Capacités vu 15%.

Dat, Här President, si mat Sécherheet och ganz impressionnant Zuelen, deenen ee sech net emmer gradesou bewosst ass, wann een eile zu Lëtzebuerg iwwert den Tourismus schwätzt.

Dese gudden Zoustand vun den Infrastrukturen am Tourismussektor konnt awer nëmme erreecht ginn, well dese Sektour nieft där grousser Eegeverantwortung vun de Leit selwer an der Eegeninitiative vun deeneselwechten an deene leschte Jorzénge den awer och aktiv an intensiv um Stat duerch déi successiv Fennefjoresplang begleet an och gefördert ginn ass.

Déi verschidden uneneegereite Fennefjoresplang hunn zënter 1973 den Tourismus a saine Développement gefördert an hu gehollef, him dee Stellerwäert ze ginn, deen en haut hei zu Lëtzebuerg dann och huet, e Stellerwäert, dee wichteg ass fir Lëtzebuerg an dee sech op verschiddenen Ebenen och nidderschléit.

Et si mat Sécherheet net d'Steiereinnahme fir de Stat a fir d'Gemengen, wou ech eile drun denken, Steiereinnahmen, déi sech mat Sécherheet op engem éischerer méi niddregen Niveau bewegen, well mir et hei éischerer mat méi klengen Betriber, och ganz dacks nach mat Familljebetriber ze dinn hunn. Dat gëllt iwwerengs fir d'Kollektivitätssteier wéi och fir den Impôt commercial.

Et sinn aner Domänen, déi hei wichteg sinn. Ech erënneren drun, datt des Betriber enorm vill Aarbechtsplazen ubidden, och där vum Non-qualifié. Des Weidderen heescht dat Cotisations deene verschiddene Sozialsystemer, der Pensionskeess an der Gesondtheitskeess. Net ze schwätzen dovun, datt iwwert deseen aarbechtsintensive Sektour ville Leit mat hire Familljen en Akommes garantéiert gëtt, datt dann erëm dem Stat awer och Lounsteier abréngen kann.

Dat heescht awer net, oder dat soll awer net heeschen, datt een elo alles erreecht huet a mat deem, wat een erreecht huet, soll zefridde sinn. Fir mat der Evolutioun vun dem dynamesche Sektour matzhalen, mussen emmer erëm nei innovativ Iddien op den Dësch kommen, datt souwuel vu staatlecher Säit wéi selbstverständlech och aus dem Sektour selwer.

Dës Iddien all gebündelt gëllt et dann awer en musique ze setzen. An duerfir denken ech, datt esou ee Fennefjoresplang e ganz géeegeent Instrument ass, an e stellt mat Sécherheet och e ganz géeeegente Kader dofir duer.

Wéi den Tourismus hei zu Lëtzebuerg um nationalen, regionalen a lokale Plang an deene leschte 40 Joer evolueert huet a wat d'Schweierpunkte vun de leschten acht Fennefjoresplang waren, datt kann een a mengem schréftleche Rapport souwéi och am Projet de loi ganz detailléiert noliesen.

Dës successiv Fennefjoresplang hu jiddefalls maassgeblech mat derzou bäigedroen, datt déi touristesch Offer, d'Infrastrukturen an den Equipement méttlerweil en internationale Qualitätsniveau erreecht hunn. Lëtzebuerg läit op dese Punkten am internationale Verglach op der 15. Plaz an um europäeschen Niveau op der zéngter Plaz.

Här President, deen neie Fennefjoresplang ass an der Linn vum sengem Virgänger a féiert déi konkret Émsetzung vun de Recommandatiounen virun, wéi se an enger Étud vum ETI, dem Europäeschen Tourismusinstitut op der Uni Tréier, am Joer 2001 virgezeecht goufen.

Zur Erënnerung: 2001 huet deen deemolegen Tourismusminister Fernand Boden des Étud beim ETI an Optrag ginn, an dat, fir ze kucken, wéi den Tourismussektor sech bis dohinner entwéckelt hat. Dës Étud huet bescheinegt, datt d'Zilsetzungen, déi ufanks den 90er Jore gesat goufen, zu engem groussen Deel erreecht gi sinn. Souwuel déi infrastrukturell Offer wéi d'Equipement kruten en internationale Niveau vun deser Étud attestéiert.

Op där anerer Säit sot des Étud awer och, datt nach zousätzlech Efforten ze maache sinn, wat d'Organisatioun, d'Formatioun an de Marketing vun Tourismus an am Tourismus ugeet. Och e Stéck méi Professionalismus an dem Tourismussektor gouf an deser Étud gefuerrert. Nei Créneuen, déi misse gefördert ginn, wieren de Kongresstourismus, de Kulturtourismus an den Tourismus am ländleche Raum. Wéi gesot, soll den 9. Fennefjoresplang d'Émsetzung vun de Recommandatiounen aus der Étud vum ETI konkret weiderféieren.

Et gëtt awer och op verschidden anere Punkten nach Nachholbedarf. Konkret ass festgestallt ginn, datt et um Niveau vun der touristescher Formatioun, der Organisatioun an dem Marketing nach e gewëssene Retard opzehuele gëtt. Dat si Punkten, déi eréischt an dee leschte Fennefjoresplang opgeholl goufen an deemno och dann eréischt éligibel goufen an deenen hir Realisatioun um Terrain nach e bësselchen Zäit wäert brauchen.

Fir des dräi Beräicher ze fördern, proposéiert d'Étud ETI folgend konkret Mesuren:

Éischtens, d'Schafe vun regionalen touristeschen Agencen. D'Ententé sollen no an no an Agencen emgewandelt ginn. Dese Prozess soll net nëmme um Niveau vun den Infrastrukturen, mä och um Niveau vun de Fonctionnementskäschten an de Gehälter ennerstézt ginn.

Zweetens, d'Syndicats d'initiative an d'Ententé sollen an Zukunft esou opgestallt ginn, datt se als Gestionnaire vu Projeten oder Initiative kënnen fonctionnéieren, déi eng regional oder national Enverge hunn. Dat bréngt mat sech, datt ee méi prezis op d'Besoin vum de Clienté kann agoen an e professionnelle Service iwwert datt gant Joer ubidden kann.

Drëtens, d'Schafe vun themateschen touristesche Produkter duerch déi regional Agencen, achséiert op den Aspekt vun der Nohaltegkeet.

Véiertens, d'Promotioun vum der „image de marque luxembourgeoise“ an enger Definition vum der „unique selling proposition“ fir de Grand-Duché.

An d'Formatioun fir déi Professionell aus dem Tourismusberäich, sief et um nationalen, regionalen oder lokalen Niveau.

Här President, wann de 7. Fennefjoresplang d'Étude finanziert huet, déi eis recommandéiert hunn, professionell Strukturen ze schaffen, esou huet den 8. Fennefjoresplang erlaabt, fir d'Éischt d'ORTen, d'Offices régionaux de tourisme, op d'Been ze stellen. Am zukünftege Fennefjoresplang soll hire Fonctionnement elo gefestegt ginn.

Ausserdem ennerstézt deen neie Programm net nëmme d'Schafen an d'Extensioun vun neien a bestehenden Tourismusinfrastrukturen, hien erlaabt och, datt des Projeten um Niveau vun der Gestiou an Zukunft kënnen finanziell begleet ginn. D'Zilsetzung vun deser Mesure ass eng weider Professionaliséierung vun der Gestiou souwéi der Promotioun vun de wichtegsten touristeschen Infrastrukturen hei am Land. Et ass jo awer gewosst, datt de Volontariat genee wéi an anere Secteuren och hei am Tourismus lues awer sécher och u seng Limité stousse wäert.

Här President, deseen neie Plang couvériert d'Joren 2013 bis 2017 an huet eng Enveloppe vun net manner wéi 45 Milliounen Euro. Dat ass déi éischte Kéier säit 40 Joer Fennefjoresplang, datt et net zu enger Augmentatioun par rapport

zum Fennefjoresplang vu virdu kënn. Des Enveloppe gëtt mat dem Projet de loi em eng fennef Milliounen par rapport zu deem vu virun erofgesat. Dat mécht plus/minus 10% aus.

Well et sech awer hei trotzdeem em eng ganz zolidd finanziell Enveloppe handelt a mir eis an Zäite vu Wirtschaftskris befannen, wou et em eis Statsfinanzen esou gestallt ass, wéi et eben ass, well ech trotzdeem dem Budgetminister Luc Frieden Merci soen, datt en trotz deene finanziellen Engpäss esou vill Sue fir den Tourismussektor zur Verfügung gestallt huet. Dat beweist awer och, datt d'Tourismusbranche e gewëssene Stellerwäert an der Regierung geneisst an datt d'Regierung sech der Wichtigkeet och vun dem Sektour ganz genee bewosst ass.

Et si selbstverständlich vill Suen, mä des Suen, déi elo an der Vergangeneheit an den Tourismusberäich investéiert goufen, komme jo schliesslech awer och der Allgemengheet zégutt an droen derzou bäi, fir d'Bild vum eiselem Land och dobausse wesentlech ze verbessern.

Esou konnten zum Beispill duerch den 8. Fennefjoresplang folgend Infrastrukturprojete realiséiert ginn: d'Modernisatioun vum Centre récréatif et de loisirs zu lechnernach, d'Modernisatioun vun enger oppener Schwämm zu Réimech, den Aménagement vum Musée Henri Tudor zu Rouspert, d'Iwwerdeckung vun der Äispist zu Beaufort, den Ausbau vum Domaine touristique zu Munzen, den Ausbau vu verschiddene Vélodromen, d'Modernisatioun vun den Infrastrukturen vum Beeteburger Mäerchepark oder och nach déi finanziell Begleedung un där neier „Marie-Astrid“, e Schëff, datt sech nach wie vor awer bei de Lëtzeburger wéi och bei den Touristen enger ganz grousser Belieftheet erfreet.

Nei Projete kommen elo fir d'Zukunft derbäi: Esou ass zum Beispill geplangt, datt am Oste vum Land eng nei Schwämm gebaut soll ginn. Datselwech soll och am Park Housen geschéien. Zu Esch soll eng nei Jugendherberg gebaut ginn, an de Militärmusée zu Dikrech soll réamagéiert ginn. Nieft dese Projete ginn awer och Moderniséierungsefforten an der Hôtellerie, de Jugendherbergen an de Campinger weiderhin ennerstézt, genaousou wéi weiderhin d'Fonctionnementsfraisé bei verschiddene Projete kënnen iwwerholl ginn. Och gi Projeten ennerstézt, déi zum Zil hunn, d'Qualitéit an d'Professionaliséierung am Tourismus ze verbessern.

Ech kéint elo nach laang weiderfuere an am Detail alles erzielen, wat duerch deen neie Fennefjoresplang am Beräich vum Tourismus soll emgesat ginn.

D'Applikatioun vun deem Fennefjoresplang gëtt ganz genau an deene verschiddene groussherzogleche Reglementer beschriwwen. Des Reglementer ware leider net beim Projet de loi annexéiert. Si sinn awer méttlerweil vum Ministère nogeliwwert ginn a sinn den 10. Dezember par courrier électronique publiéiert ginn.

Et ass gewosst, datt d'Reglementer enner d'Kompetenz vun Minister falen. Duerfir e grouse Merci un d'Madame Hetta, déi sech spontan bereet erkläert huet, des Reglementer direkt der Chamber zoukommen ze loossen.

Elo hat jiddwereen Zäit genuch, des Reglementer am Fong ze studéieren an ze liesen. Et konnt also jiddwereen, dee wolt, sech e geneet Bild maachen, wat dann elo wou am Land soll gebaut oder gemaach ginn. Opschloss ginn des Reglementer och, wéi finanziéiert gëtt respektiv wien enner wat fir engen Émstänn a Konditionnen dovunner profitéieren kann.

Här President, souwuel d'Chambre de Commerce wéi och de Statsrot begréissen alle béid dese Projeten ennersträchen an hire jeweilegen Avisen d'Wichtigkeet vum Tourismussektor fir eis Économie. Des Weidere gëtt op d'Wichtigkeet vun dem 9. Fennefjoresplang fir den Développement vun der Tourismusbranche hei zu Lëtzebuerg higewisen.

Déi eenzeg Kritik, déi d'Chambre de Commerce mécht, betrëfft dee Punkt, dee seet, datt bei verschiddene Bauprojeten, wéi zum Beispill am Kader vun de Gites ruraux oder Vakanzendierfer, verschidden Tauxe beim Subventionnement ugewannt ginn, wann et sech em privat oder öffentlech Investoren handelt. Si plädéiert an hirem Avis fir en eenheetlechen Taux, egal ob den Initiateur d'öffentlech Hand oder e privaten Investor ass. Enner dem Bléckwénkel vun där méi ugespaantener finanzieller Situation vum Stat stellt d'Chambre de Commerce d'Fro, ob et net opportunn wier, just nach deen niddregen Taux, dee fir de Privatinvestisseur gëllt, och beim öffentleche Sektour unzewennen.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Eng ähnlech Kritik ass déi, datt jee no Region, wou eng touristesch Infrastruktur soll hikommen, ennerschiddlech Subventionstauxen

ugewannt ginn, obwuel, egal wou de Site ass, de Käschtepunkt emmer deeselswechten ass.

Här President, de Statsrot begréisst de Projet de loi a seet, datt dese Fennefjoresplang eng logesch Suite vum 8. Fennefjoresplang duerstellt, an huet duerfir och keng weider Observatiounen gemaach.

Als Rapporteur wënschen ech mir selbstverständlich, datt dese Projet eng grouss Zoustëmmung erlabenne kritt. Datt ech dann duerfir och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dem Projete ginn, schéngt mer evident.

Zum Schluss soen ech nach all deenen, déi un dem Projete matgeschafft hunn, Merci, datt gëllt souwuel fir d'Madame Hetta wéi och fir d'Beamte vum Ministère, d'Beamten aus der Chamber, an der CSV-Fraktioun. E Merci och, net ze vergiessen, un d'Kolleginnen an d'Kollegen aus der Commission des Classes moyennes fir déi dach séier fair Diskussioun, déi mir do haten!

Dat gesot, Här President, soen ech och nach Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.-** Très bien!

► **Mme la Présidente.-** Merci, Här Clement. Als éischte Riedner ass den honorablen Här André Bauler agedroen. Här Bauler, dann hutt Dir d'Wuert.

Discussion générale

► **M. André Bauler (DP)-** Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut de Fennefjoresplang am touristeschen Infrastrukturberäich diskutéieren a stëmmen sollen, dann ass datt d'Geleeecheit net nëmme, fir iwwert d'Hardware, mä och iwwert d'Software ze schwätzen.

Zur sougenannter touristescher Software gehéieren: d'Kommunikatioun, d'Qualitéit vun der Kommunikatioun, d'Koordinatioun vun de Manifestatiounen, de Professionalismus vun den Acteuren an domadder och d'Qualitéit vun der Offer insgesamt.

De Rapporteur Lucien Clement ass elo just op d'Investitiounen, spréich d'Hardware, agaan. Ech sinn natierlech frou, datt verschidden touristesch Attraktiounen queesch duerch d'Land ennerstézt ginn, awer och besonesch duerch den Norden, wéi zum Beispill de militärhistorische Musée vun Dikrech, de Landwirtschaftsmusée zu Bënzelt, d'Mise en valeur vum historichesche Kär vun Esch-Sauer, de Bau vun der Piscine vun Housen oder eng touristesch Indoor-Infrastruktur an der Gemeng Clierf.

Et ass evident, datt een hei net ouni modern Presentatiounskonzepter auskënn, wann een d'Attraktivitéit vun desen Haiser erhalen oder stärke wëllt. An Zäite vu knappen, jo defizitére Keesen ass et awer wichteg, sech emol erëm op seng Stärken zréckbesënnen a virun allem ze kucken, wéi ee mat manner Mëttel méi ka leeschten.

An ech denken och, datt am ländleche Raum - am Mëllerdall, op der Musel a besonesch am Éislek - touristesch Potenzialer iwwer e Kongresstourismus eraus stiechen an Aarbechtsplazen erhalen oder geschafe kënnen ginn, wa mer déi erfuerrert Software, déi besonesch déi öffentlech Hand finanziert, richteg asetzen.

Et feelt wierklech net u Gebaier, Monumenter, Buerger, Schlässer a Muséén, déi mer richteg valoriséieren mussen. Hei heescht et, all Acteuren esou a Bewegung ze setzen, datt jiddwereen seng Potenzialer entfale kann. Den ONT an d'ORTE kënnen do net ouni d'Matschaffe vun de fréiwëllege Professionelle funktionéieren.

Am Norde vum Land gouf et vill där Acteuren, scho laang ier den Office régional du tourisme des Ardennes luxembourgeoises an d'Liewe geruff gouf. Mä wann ee sech am Norden emhéiert, da mierkt een, datt villes net zur Zefriddenheet vun deenen „professionelle Fräiwëllegen“ - wéi ech se gären nennen - funktionéiert. Och wann d'ORTen am Mëllerdall an op der Musel éischerer besser funktionéieren.

Madame Presidentin, de Feedback, dee mer am Norde vum eisen touristeschen Ententé kréien, ass zimlech ernüchternd. D'Gemengen an d'Ententé bezuele bal 82.000 Euro an d'ORTAL-Keess, de Return dovunner léisst awer, wann een etleche Politiker a professionelle Fräiwëllegen nolauschtert, ze wënschen iwwreg. Sou hunn enner anere d'Deputéiert Haag, Kaes, Schaaf a meng Weinegkeet an engem Bréif un d'Madame Minister Hetta op d'Defiziter an der ORTAL-Aarbecht higewisen.

Op deser Plaz ass eis net genuch Zäit gegénnt, fir eemol grondsätzlech iwwert den Tourismus hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen an eis mat der

Politik, déi do ronderëm gesponne gëtt, auserneezsetzen.

Duerfir géif ech, Madame Presidentin, eng Demande iwwerreechen, wou ech lech bieden, eng Interpellatioun, déi d'DP ufreet, an de Chambersprogramm mat opzehuelen, fir datt mer eis eemol grëndlech mat der Thematik auserneezsetzen kënnen an eis esou mat de Stärkten a Schwächen vum System befaassen.

(M. André Bauler dépose une demande d'interpellation au sujet de l'évolution du secteur touristique au Luxembourg.)

► **Mme la Présidente.** - Merci!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - Ech wëll awer hei op dëser Plaz déi wäertvoll Aarbecht vum de Bénévolen am Tourismus souwéi an de Syndikater zesumme mat den Ententes touristiques ervirhiewen, well si sinn de Garant vun der Organisatioun an der Qualitéit vu Manifestatiounen an Eventer, genauso wéi se fir d'Gestioun vum den Infrastrukturen am sougenannten Outdoor-Beräich zoustänneg sinn.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et essenziell, datt de Fënnefjoresplang en Instrument gëtt, mat deem mer prezis definéiert Prioritéiten a Schwéierpunkte kënnen setzen. Dat huet den Emile Calmes hei viru Jore gefrot, an dës Forderung huet nach ëmmer Aktualitéitswäert. Sou huet hien deemools verlaangt, datt virun der Opstellung vum engem Fënnefjoresplang kloer Ziler definéiert musse ginn. „Wat wëlle mer erreichen? Wou wëlle mer hin? Wat fir eng Zilgruppe viséiere mer? Wéi musse mer d'Offer hiren Erwaardungen upassen?“, huet hie gefrot.

Mir als DP sinn der Iwwerzeugung, datt dës weiderhin onverzichtbar ass, fir d'Zukunft vum Lëtzebuurger Tourismussecteur mat der erfuerderter Professionalitéit an Effektivitéit unzegoen. Esou brauche mer ënner anerem e Konzept, dat de Gemengen, déi touristesch Aarbecht leeschten, déi finanziell Mëttel a menschlech Ressourcen zur Verfügung stellt, déi se wierklech brauchen.

Dës gesot, Madame Presidentin, wëll ech dem Rapporteur Lucien Clement fir säi Bericht Merci soen an den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Ech wëll awer gläichzäitig soen, datt mer déi vu menger Fraktioun ugefrotene Interpellatioun esou séier wéi méiglech behandle sollen, fir mat der Madame Minister hei am Plenum iwwert d'Problemer, awer och iwwert d'Potentialer vun der Branche ze diskutéieren an déi Konklusiounen ze zéien, déi sech opdrängen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Bauler. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorablen Här Ben Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Scheuer (LSAP).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, als Allereischst soen ech dem Rapporteur Lucien Clement Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Mir diskutéieren haut iwwert den 9. Plan quinquennal am Beräich vum Tourismusinfrastrukturen. Dee Plang soll d'Joren 2013 bis 2017 couvréieren. Mir sinn also scho bei deem 9. Fënnefjoresplang. A wann ee bedenkt, datt et dës Pläng scho säit 1973 gëtt, muss ee jo scho soen, datt den Tourismussecteur en Dauerbrenner ass.

Et muss een awer och zur Konklusioun kommen, datt de System vum Fënnefjoresplang sech bewährt huet respektiv datt d'Politik kee bessert Instrument fonnt huet, fir den Tourismussecteur ze fördern. Mir kënnen an deem Kontext haut sécher keng Debatt iwwert den Tourismussecteur féieren, mä ech wëll d'Gleedeneheet notzen, fir de Secteur an engem méi breede Kontext ze kucken, ouni op déi eenzel Elementer vum Plang anzegoen.

Fir d'Éischt wëll ech e puer Bemierkunge maachen. De wirtschaftlechen a gesellschaftlechen Impakt vum Tourismussecteur zu Lëtzebuerg gëtt heefeg ënnerschat. Laut Estimatioun vum dem WTTC huet den Tourismussecteur en direkten an indirekten Impakt, dee sech op ongeféier 5,7% vum PIB fixéiert. Ongeféier 18.000 Aarbechtsplazen hänken dovun of. Dat si 7,6% vum gesamt Aarbechtsmarché.

De Secteur vum Tourismus schafft Aarbechtsplazen, hien dréit zur Diversifikatioun vum eiser Économie bäi an domadder och zum ekonomesche Wuesstum, an hien ass Bestanddeel vum eiser Image. E Land, an deem et sech gutt liewe léisst, ass och interessant fir Investissementer an anere Wirtschaftsbereicher.

Viru gëtt fënnf Joer hu mir iwwert den 8. Fënnefjoresplang geschwat. Do goung Rieds vum engem Prozentsaz vun 9,7% vum PIB, e Wäert, dee bis 2017 souguer op 10% soll klammen. Et ass also nach Sputt no uewen. A fir deen ze fëllen, stëmme mir dës Plang.

De wirtschaftlechen Impakt vum Tourismussecteur ass also moossbar. Do dernieft gëtt et awer och en direkte gesellschaftlechen Impakt. Touristesche Infrastrukturen a Strukturen, wéi den historeschen a kulturellen Patrimoine vum eiserem Land, eis Natur, eng breet gefächert Fräizäitoffer an aussergewöhnlech Evenementer si wichteg Elementer vun der Liewensqualitéit vum alle Lëtzebuurger Bierger. Investissementer an den Tourismus sinn also och Investissementer an d'Liewensqualitéit vum de Leit hei am Land.

Et ass och e Secteur, dee sech ëmmer nees selwer erneiere muss, dee sech dem Client upasse soll an net ëmgedréit, e Secteur, dee seng Offer esou breet positionéiert, datt d'Beriber aus der Branche hir Plaz fannen.

Wou ass de potenzielle Client? Wat verlaangt hien? Wat kann ech him bidden? Wéi kommen ech un hien erun? A ganz wichteg: Wéi fideliséieren ech de Client? An op déi lescht Fro gëtt et just eng Äntwert, an dat ass: duerch d'Qualitéit!

E puer konkret Punkten: d'Zuel vum den Iwweruechtungen. Bei der Zuel vum den Iwweruechtungen ass d'Tendenz steigend, obwuel d'Dauer vum den Iwweruechtungen zréckgeet, an esou ass éischer den Trend vu City-Trips oder Mini-Trips confirméiert.

Zu de Beruffer, déi d'Branche um Liewen halen: Et sinn oft Beruffer, déi net einfach sinn, wou een dee ganzen Dag um Dill ass an da schaffe muss, wann déi aner Leit hir Fräizäit genéissen. Et ass awer och - an ech denken éischer do un d'Restauratioun - en Domän, wou d'Paieren net immens héich sinn trotz der gudder Qualifikatioun an de villen Aarbechtsstonnen.

D'Attraktivitéit vum enger Branche moost sech och drun, wéi vill jonk Leit sech an enger spezieller Berufsausbildung engagéieren. E jonke Mensch kuckt ëmmer, an dat mat Recht: Wéi si meng Berufsperspektiven? Si se finanziell interessant? Si se villsäitig? Kann ech Carrière maachen?

Ginn d'Beruffer an der Tourismusbranche an hirer Villsäitigkeit de jonke Leit an dem Secondeaire gutt duergestallt, wa si sech fir eng berufleche Carrière entscheede mussen, theoretesch a praktesch? Vergiesse mer och net, datt et héich cotéiert Ausbildungen op Universitéitsniveau gëtt?

Dann e puer Commentairen a Froen zum eigentleche Fënnefjoresplang. D'Leitmotiv vum der Regierung ass: „Qualité de vie et qualité du tourisme“. Am Kader vum dësem Visioun féinnt een am Regierungsprogramm verschidde Nischen, déi villversprechend solle sinn, wéi d'Paradebeispill Kongresstourismus oder de Geschäftstourismus an dann den internen Tourismus, dee just fir déi traditionell Regiounen - de Mëllerdall an d'Éislek - ëmmer méi eng grouss Bedeitung kritt.

D'Stad Lëtzebuerg ass eng vun den europäeschen Hauptstied. Eis Finanzplaz ass staark. Hei ass also ee Créneau, dee vill Erfolleg verspricht. Et schéngt eis och evident ze sinn, datt den Ausbau vum anere Secteuren, wéi zum Beispill d'Recherche an den Développement, e grouse Plus u Seminären, Kongresser an Échangé bedeite kann.

Kann d'Madame Ministesch eis Opschluss iwwert d'Evolution vum Kongresstourismus a vum Geschäftstourismus ginn?

Mä dës dierft sech awer net nëmmen am Zentrum an am Süde konzentréieren. An deenen anere Regiounen wéi dem Mëllerdall, dem Éislek, der Musel gëtt et vill mëttelstänneg Beriber, an zwar Familljebetrieb, keng Konzern, déi vum Tourismus ofhängeg sinn.

Dës Regiounen dierfen net nëmme gewisse ginn, neen, si mussen wirtschaftlech kënnen profitéieren! D'Tourismopolitik ass Mëttelstandspolitik. Et ass kloer, datt d'Foiren a grouse Evenementer wéi zum Beispill präzise Hochzäiten e Plus fir d'Hôtellerie bedeite kënnen, mä hei wier et interessant ze wëssen, wat fir eng Clientèle sech éischer ugesprach fillt.

Fir d'Foiren ass eng confortabel Enveloppe am Plan quinquennal. Dat ass ze begrëssen, mä ech froe mech, Madame Ministesch, ob een net do kéint ee méi genaue Screening maachen. Ginn zum Beispill jonk Leit vum dësem Formule ugezunn? Ass net de Besoin do, fir iwwer aner Weeër, duerch nei Technologien, duerch sozial Netzwerker a Plattformen méi eng jonk Clientèle unzeschwätzen?

Zum Qualitéitslabel: E wichtige Bestanddeel vum eiser Attraktivitéit ass d'Qualitéit, déi mer opweises hunn an déi mer duerch verschidde Labelen zertifizéieren, wéi zum Beispill den

„ServiceQualitéit LËTZEBUERG“ oder den „Eco-Label“. Dës Labeler sinn immens wichteg, well se och direkt u Subsidiere gebonnen sinn, mä well se och no baussen eng ganz kloer Vitrine si vun der Qualitéit, déi hei am Land gebuede gëtt. A fir de Konsument heescht dat och, datt d'Zertifizéierung regelméisseg kontrolléiert gëtt. Doriwwer eraus gëtt et och eng Classification hôtelière, déi mer gemeinsam mat eise belschen an hollännesche Kolleegen deelen. Am Regierungsprogramm steet, datt de Klassifikatiounssystem Benelux reforméiert gëtt.

Elo wëll ech d'Madame Ministesch froen, ob si eis kéint soen, wéi vill Etablissementer dës Klassement ugefrot hunn - en ass jo net obligatoresch - a wou d'Reform de Moment drun ass?

Bei eise franséischen Noperen ass eng Klassifikatioun 2009 a Kraaft getrueden an huet an der Branche fir vill Onrou gesuergt. Et ass och berechtigt, an deem Kontext ze froen, ob esou eng Klassifikatioun eng Plus-value duerstellt, wa se net zumindest um europäeschen Niveau harmoniséiert gëtt.

Et geet awer net nëmmen drëms, qualitativ op der Héicht ze sinn, mä och am Sënn an am Respekt vun der Ëmwelt ze handelen. Dat ass virun allem wichteg, wa mer vum Tourismus rural schwätzen, deen an deene leschte Joren net nëmmen hei, mä a ganz Europa staark zougeholl huet. D'Leit wëllen aus hirem stressigen Alldag erauskommen, an beschte matzen an der grénger Landschaft a léiwer do, wou den Nohaltegkeetsprinzip groussgeschriwwe gëtt. Deen Trend ass selbsterständlech ze ënnerstetzen an de Stat muss de „greening“ vun der Tourismusbranche virundreiwen.

Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Etüd vum ETI recommandéiert, fir dat klengt Land Lëtzebuerg touristesch als e Ganz ze betruechten an ze vermaarten. Richtig, mä da muss de Stat awer derfir suergen, datt all Regioun am Land hir wirtschaftlech Entwicklungschance behält. Wann dat net de Fall ass, da soll awer kompenséiert ginn, wat verluer geet.

Wéi gesäit et um Terrain aus? Den Tourismussecteur entwéckelt sech an de leschte Jore positiv am Zentrum an am Süde vum Land. Och op der Musel ass en Opschwung ze verzechnen, mä d'Musel war jo och wierklech ënnerentwéckelt.

Den Tourismussecteur geet dramatesch zréck an de classesche Regiounen, do, wou hie fir Lëtzebuerg gebuer ginn ass, an zwar an den Ardennen a virun allem am Mëllerdall.

E kuerze Vergleich tëschent de Joren 1995 an 2012: e Réckgang am Éislek vum den Hotelsbetreiber vum 127 op 73, e Réckgang vum den Zëmmeren vum 1.935 op 1.400, am Mëllerdall e Réckgang vum den Hotelle vum 78 op 43 a vum den Zëmmeren vum 1.467 op 741. Dat si bal 50%. Interessant ass, datt d'Musel zouleet vu 571 op 851 Zëmmeren.

Den Tourismus huet zu Lëtzebuerg Formen ugeholl, déi déi fréier Kärregiounen défavoriséieren. Dat bedeit ouni Zweifel e grouse wirtschaftleche Verloscht fir dës Regiounen.

Wat maachen? Ganz kuerz e puer Iddien, déi op der Hand leien: D'Vermaartung an d'Gestioun vum Patrimoine a vun den Eventer an deenen dote Regiounen muss nach méi professionell ginn an duerch ganz gutt qualifizéiert Leit gemaach ginn. De Bénévola huet grouse Traditioun, mä d'Knachenaarbecht an engem ëmmer méi haarde Konkurrenzkampf muss vum Experte gemaach ginn.

Et gëtt grad am ländleche Raum eng Hällewull vun Associatiounen a vun Etablissementer, déi aktiv am Tourismussecteur sinn: ONT, ORT, LEADER+, Naturparken, Ententen, Syndikater, Offices de tourisme - et si se bestëmmt nach net all! Hir Aktivitéiten an hir Objektivier iwwerschnéide sech an eiserem klengen Lëtzebuerg. Och hei muss besser koordinéiert ginn. De Ministère du Tourisme soll dat menger Meenung no maachen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Plan quinquennal ass ouni Zweifel en nützlich a souguer en noutwendeg Instrument, fir den Tourismussecteur ze begleeden. Hei muss virun allem Akzenter setzen duerch d'Moderniséierung vum de bestehenden Infrastrukturen respektiv duerch d'Schafung vum neien Attraktiounen.

Et si grouse Investitiounen virgesinn, déi sécher net ganz vum Tourismusministère bezuelt kënnen ginn. Ech denken zum Beispill un de Lift an der Stad Lëtzebuerg. Et si méi klenger derbäi, déi an Zesummenaarbecht mat de Gemenge musse realiséiert ginn, wéi zum Beispill de Village vacances. An ee Volet gesäit vir, fir de Fonctionnement vum den Offices régionaux ze verbesseren. Dat schéngt mir ganz wichteg ze sinn, well ouni en optimal Gestioun bréngen och déi schéinsten Infrastrukturen net deen erhofften Erfolleg.

Ech ginn dann och den Accord vum der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Scheuer. Deen nächsten agedroene Riedner ass den honorablen Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, erënnert lech nach un d'Ried vum Premierminister d'lescht Joer an der Lag vum der Natioun. Do hat en den Tourismussecteur als e wichtegen Zukunftssecteur fir Lëtzebuerg duergestallt, net nëmmen, wat d'Wirtschaft ubelaangt, mä och, wat d'Zuel vum den Aarbechtsplazen ubelaangt.

déi gréng deelen d'Meenung vum Premierminister. Och mir gesinn nach grouss Potenzialen an deem Secteur, awer net nëmmen, esou wéi hien et duergestallt huet, am Kongress- a Geschäftstourismus, mä och nach a ganz anere Segmenter, zum Beispill Vélostourismus oder och Inlandstourismus.

Ech mengen, dass et misst méiglech sinn, fir nach méi Lëtzebuurger iwwer Sylvester oder aner verlängert Weekender net nëmmen auschwéifen ze loosse an d'Äifel, an den Elsass an an d'Wallonie. Ech mengen, wa mer geziilt Werbung géife maachen, wann Acteure sech géifen zesummesetzen, misst et och méiglech sinn, dass eng Rei Leit hei am Land géife bleiwen. Heiansdo ass et jo esou, dass een dann an der Sauna am Schwarzwald méi Lëtzebuurger begéint, wéi wann een op Clierf géif goen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Bleift Dir dann net hei?

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Ech war net dohin. Ech hunn dat awer gesot kritt.

(Hilarité et interruption)

Émsou méi, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ware mer awer iwwerrascht, erstaunt an och enttäuscht driwwer, wéi mer du festgestallt hunn, dass den 9. Plan quinquennal ronn 10% manner Suen zur Verfügung stellt wéi dee virun.

Do hu mer eis awer gefrot: Wat ass dat fir eng Logik bei der Lag vum der Natioun, wou jo awer och en vue vun der Opstellung vum nächste Budget d'Prioritéite solle gesat ginn, wat ass dat da fir eng Logik, wann ech bei der Lag vum der Natioun dee Secteur als absolut prioritär ukënnegen an dann am Budget awer d'Finanzmëttel fir dee Secteur kierz ginn? Ass dat net awer en typescht a classescht Beispill vum „Ankündigungspolitik“, sou wéi eis däitsch Kollege géife soen?

Mä, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee scho kierz geet, da wier et awer émsou méi wichteg, déi Suen, déi een dann nach huet, ganz geziilt anzesetzen. Mä och do fanne mir Gréng eis net am Plan quinquennal erëm. Mir ginn dat Gefill net lass, dass hei nach ëmmer eng Politik mat der Strenz gemaach gëtt. Investitiounen gi gemaach opgrond vum Demandé vu lokale Syndikater a Gemenge respektiv privaten Investisseuren.

Ech wëll elo hei net falsch verstane ginn. Ech mengen, déi gréng si bestëmmt bekannt dofir, dass se fir eng Bottom-up-Approche sinn. Mä dat heescht awer net, dass fir eis dee Projet sech net muss awer an engem ganz kloeren nationale Kontext bewegen. A wéi misst an eisen Aen dee Kontext ausgesinn? Ma éischters bräichte mer eng ganz kloer Visioun an deem Secteur, wéi mer Lëtzebuerg duerstellen. Wat ass de Gesamtprofil vu Lëtzebuerg?

Ech hunn net dat Gefill, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer déi Visioun hunn. A wa mer se och nach vläicht iergendwou an engem Dokument stoen hunn, wann een awer da bei d'Acteuren op den Terrain dobausse geet, dann huet een net dat Gefill, dass déi Visioun, sollt se dann existéieren, bis no ënnen erof deklinéiert ginn ass.

Jiddweree probéiert, sech e bësse mat sengen Atouten aus senger Regioun duerstellen. Dat ass net grad dat, wéi een eng gemeinsam Vermaartung mécht. An et misst een awer och vläicht méi dacks drun erënnere, dass Lëtzebuerg net méi grouse wéi e franséisch Département ass.

An ech ka mer net virstellen, dass eng Ardèche sech a verschiddeenen, an zéng verschiddeenen Secteuren mat zéng verschiddeenen Profiler duerstellt. Déi hunn eng kéier ee Profil entwéckelt an dee probéiere se, an der ganzer Welt duerstellen. An da soen d'Leit jo och: „Ech ginn an d'Ardèche an d'Vakanz.“, an dann duerno kucke se emol, wou se dann an der Ardèche wëllen higoen. Mir hunn nach ëmmer e bëssen d'Tendenz, dass déi lechternacher wëllen d'Touristen op lechternach lackelen an déi Wolzer op Wolz an déi Réimecher op Réimech. An da ginn awer d'Leit vläicht dobaussen net esou richtig eens, wat dann elo de Gesamtprofil vu Lëtzebuerg ass. Ech mengen, do misste mer nach dru schaffen.

Hätte mer dann eng kloer Visioun, déi mer och eenheetlech no bause géifen duerstellen, da wier et wichteg, hannendrun als zweete Punkt eng gutt duerchduechte Strategie ze hunn. Déi, déi mer haut hunn, baséiert op engem Konzept vun 1992. Do ass wuel 2002 eng Evaluatioun gemaach gi vun där Strategie a sinn och deelweis Upassunge gemaach ginn, mä ouni Spezialist an där Branche ze sinn, mengen ech awer können ze soen, dass zéng Joer haut-desdaags am Tourismus eng Eiwegkeet sinn.

Virun 20 Joer wousst nach keen, wat Ryanair wier. Do huet nach keen dru geduecht, rusesch a chineesesch an ech weess net wat vun aneren Touristen hei op Lëtzebuerg ze lackelen. Ech mengen, zéng Joer si souguer haut am Kontext vum Tourismus eng immens laang Zäit. Energiepräisser spillen eng Roll; Länner, wou eng Mëttschicht entsteet an esou weider an esou fort. Duerfir mengen ech awer, dass et esou lues un der Zäit wier, d'Gesamtstrategie awer ze iwwerdenken.

Hätte mer eng Visioun an eng Strategie, da muss mer eis iwwerleeën, ob mer dobaussen um Terrain ugepasste Strukturen hunn. Mir begrëssen, dass eng Reform vum ONT gemaach ginn ass. Mir fannen och prinzipiell d'Ätze vu regionalen ORTe positiv. Mä wann ee sech awer och do erëm ëmlauschert, dann huet een awer dat Gefill, dass déi ganz Struktur vun uewe bis ënnen an dee klengste Syndicat d'initiative awer nach net kohärent sinn. Virun allem schéngt et net kloer ze sinn, wat dann elo deem engen an deem anere seng Missioun ass - eng Rei vu menge Virriedner hunn dat och schonn opgeworf -, a wann d'Missiounen net kloer sinn, da gëtt sech verheddert an dann ass vläicht ganz vill gudder Wellen ënnerwee, mä dann ass d'Resultat net ëmmer deementsprechend.

Virun allem sinn dann och déi Strukturen nach ëmmer net flächendeckend. Am Weste gëtt et nach keen ORT. Ech wëll elo emol wierklech net pro domo schwätzen, mä ech fannen et awer schued, dass zum Beispill en Äischdall, dee fir mech an der Tëschenzäit zu deene schéinsten Ecker vu Lëtzebuerg gehéiert, dass dee broochläit an deem ganze Secteur, wann ech emol esou däerf soen. Ech weess, dass een do net einfach elo ka mat de Fanger schnippen a soen, muer leeft do eppes. Mä wann een awer emol net drun denkt, am Westen en ORT anzusetzen, da brauch ee sech awer och net ze wonneren, wann do näischt entsteet.

Duerfir wier ech frou, vun der Ministesch gewuer ze ginn: Wéi geet et mat den ORTe weider? Ass d'Missioun kloer definéiert? Denkt Der drun, vläicht de Westen ze trenne vun der Stad Lëtzebuerg? Dat ass jo e bëssen de Problem, dass déi ganz Regioun an de classeschen Tourismusregioun bei der Stad Lëtzebuerg drunhängt. Ech mengen net, dass dat Sënn mécht. D'Stad Lëtzebuerg gëtt ganz gutt eleng eens, sech ze vermaarten. Déi hunn och déi professionell Instrumenter. An ech mengen, et wier gutt, wann een do deene Gesprécher, déi waren, nach eng Kéier géif am Weste gewuer ginn: Kënnen mer do eppes maachen? Wa jo, mir si gäre bereet, eis zesummenzesetzen, fir an déi Richtung ze goen.

Wann een dann d'Strukturen huet, da kënn eigentlech eréischt als véierte Punkt dat, wat mer haut diskutéieren, da muss ee sech déi finanziell Moyenë ginn, fir mat deene Strukturen déi Strategie ëmzesetzen, fir d'Visioun ze realisieren. An dat kann an dat soll da selbstverständlech och e Plan quinquennal ginn. Dat ass en awer net. Eis feelen awer an deene Stufen, déi ech elo opgezielt hunn, wesentlech Elementer, fir da ganz effikass déi Suen, déi dann hei bereitgestallt ginn, anzusetzen.

Ech ginn lech e Beispill: d'Jugendherbergen. Et wier jo flott, wa mer e flächendeckend Netz vu Jugendherbergen hätten, fir dass jonk Mënsche Lëtzebuerg kënnen entdecken, fir dass e Wandertourismus, deen ëmmer méi opkënn, wou... Et ass jo net fir näischt, dass Zéngdausende Leit op de Saint-Jacques-de-Compostelle ginn. Dat si jo net lauter déif reliéis Mënschen, déi sech selwer wëllen iwwert dee Wee entdecken. Déi wëlle ganz einfach eng aner Form vun Tourismus maachen, spadséiere goen, ofschalte vun deem ville Stress, deen och meng Virriedner hei schonn erwähnt hunn.

Ech kenne Leit, déi amgaange sinn, e kleng Saint-Jacques-de-Compostelle fir Lëtzebuerg opzesetzen, fir a 14 Etappe praktesch laansch d'Grenz vu Lëtzebuerg ronderëmzegen. Do wier et awer flott, wann déi Leit iergendwéi eng Kéier kéinten op e flächendeckend Netz vu Jugendherbergen zréckgräifen. Dat si ganz oft Leit mat kleng Budgeten, et si jonk Leit. Mä mir kënnen awer elo net waarden als Ministère, bis iergendwou an enger Regioun, wou mer nach e wäisse Fleck hunn, well keng Jugendherberg do ass, bis iergendwou een, eng Gemeng oder wien och ëmmer op eng Iddi kënn, fir dat ze maachen.

Ech mengen, mir mussen nieft där spontaner a kreativer Bottom-up-Anproche awer eng kloer Visioun vun uewen hunn. An an deem Kontext, mengen ech och - an dat kënn eis awer och nach net genuch eraus aus deem Plan quinquennal -, misste mer ophalen, och ze vill Suen direkt vläicht just un eng eenzeg Gemeng ze ginn oder un een eenzelne Projet, mä dass mer och do vill méi géifen drun denken, e gewësenen Deel fir eng gewëssen touristesch Regioun ze reservéieren, an dann awer och vun den Acteure verlaangen, sech mam Ministère zesummenzesetzen, e Plan régional - oder nennt et, wéi Der wëllt - zesummen auszeschaffen an dann déi Suen och ganz effikass a gezielt ëmzesetzen. Mir ginn dat Gefill net lass, dass hei dann awer e bëssen d'Päerd vun hannen opgesuedelt gëtt.

Dat heescht net, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dass eng Rei Secteuren, eng Rei Pisten, déi hei an deem Projet festgehale sinn, net eis Ennerstëtzung fannen. Mä wa mer keng Visioun entwéckelen, wa mer eis Strategie net iwwerdenken, wann d'Prioritéiten net an engem kloer sektorielle Plang festgehale ginn, da fäerte mir, dass e gudden Deel vun deene 45 Milliounen verpuffe respektiv versickeren ouni grouss Wierkung.

A well mäi Kollege Henri Kox viru fënnf Joer awer eigentlech schonn déiselwech Kritik gemaach huet a gesot huet, mir missten awer iergendwéi eng Kéier méi eng kloer Démarche entwéckelen, a well mer dat Gefill hunn, dass deene Kritiken awer net Rechnung gedroe ginn ass, wëllte mer eis Iwwerleeungen, déi ech elo duergeluecht hunn, résumieren an enger Motion, Madame Presidentin, déi ech lech hei wëllt iwwerreechen.

► **Mme la Présidente.** - Merci!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que le tourisme au Luxembourg est orienté suivant un concept stratégique retenu en 1992 et ayant comme vision «qualité de la vie et qualité du tourisme»;*

- *considérant qu'une analyse de ce concept en 2001 a montré que les créneaux touristiques définis par la politique touristique luxembourgeoise recèlent encore un bon potentiel de croissance;*

- *considérant que la mise en œuvre de la stratégie nationale de 1992 implique le bien-être du touriste et de l'habitant du pays comme le respect et la sauvegarde de l'environnement naturel;*

- *estimant pourtant que la mise en œuvre de la stratégie nationale ne peut être considérée comme achevée, notamment en relation avec la sauvegarde de l'environnement naturel (p. ex. la qualité des eaux des fleuves);*

- *estimant que dans différents domaines touristiques (p. ex. le tourisme à vélo, le tourisme interne) les potentiels de croissance ne sont pas assez exploités;*

- *considérant que le 9^e programme quinquennal a comme objectif de s'inscrire dans la transposition de cette stratégie nationale;*

- *estimant pourtant que l'élaboration d'un plan quinquennal comme instrument de mise en œuvre de la stratégie nationale dans le domaine touristique demande plus qu'un «appel d'offre de projet» du Ministère auprès des communes et syndicats touristiques;*

- *considérant qu'il est indispensable de cibler l'utilisation des moyens financiers à des projets conformément à une stratégie du tourisme durable;*

- *estimant qu'une nouvelle évaluation et une éventuelle réorientation de la stratégie de 1992 s'impose;*

invite le Gouvernement

- *à procéder à une nouvelle évaluation du concept stratégique pour le tourisme au Luxembourg;*

- *à élaborer dans le cadre de cette évaluation et ensemble avec tous les acteurs nationaux (ONT, ORT, LCTO, acteurs privés) un bilan des forces et faiblesses du tourisme au Luxembourg;*

- *à établir sur base de ces évaluations un plan sectoriel tourisme en y intégrant les grandes infrastructures nécessaires pour la promotion du tourisme durable (activités indoor et outdoor);*

- *à réviser ou même redéfinir la stratégie nationale en tenant compte des potentiels de croissance dans tous les créneaux touristiques et notamment dans le domaine du tourisme doux;*

- *à renforcer les démarches pour améliorer l'environnement naturel, notamment la qualité des eaux des fleuves, la biodiversité et la qualité de l'air dans les villes.*

(s.) Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, José Lorsché, Viviane Loschetter.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Ech wëll och hei soen, gëtt déi Motioun ugeholl, dann hu

mer kee Problem, dese Projet ze stëmmen. Mä wann net, da géife mer eis awer enthalen, fir awer ze weisen, dass mer kee Problem hu mat deene Suen, déi hei an de Secteur ginn.

Jo, mir als Gréng hätte kee Problem, wann et der méi wieren. Mä wann et der scho manner sinn, mengen ech, muss mer awer iergendwéi eng Kéier zum Punkt kommen, dass mer déi Sue méi gezielt, no engem kloer Plang, no transparente Kritären, och vläicht méi no regionale Kritäre géifen ëmsetzen. Sou dass ech nach hoffen, dass vläicht vun der Regierung en Entgéintkomme kënn a se och kloer weist, dass se déi Kritiken, déi mer hei duerleeën, dass mer déi deelen, fir dass mer vläicht méi konsequent weiderkommen.

Virun allem, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wëlle mer als Gréng awer un eppes Fundamentales erënneren, wat eigentlech och schonn am Konzept vun 1992 ganz kloer erauskomm ass, e bëssen ënnert deem Slogan, deen deemools festgehale ginn ass, „qualité de la vie et qualité du tourisme“: Mir hunn, léif Kolleginnen a Kollegen, keng Alpen hei a kee Mëttelmier, kee Bodensee a keng Stied wéi Siena oder Florenz. Wat d'Touristen zu Lëtzebuerg sichen, ass eng interessant Kulturlandschaft, eng villfälteg Kombinatioun vu Patrimoine naturel a Patrimoine historique a culturel. Dat ass eise groussen a bal eenzegén Atout!

A wann een awer mat oppenen Aen duerch Lëtzebuerg fiert, da muss een awer leider feststellen, dass diesen Atout an deene leschten 20 Joer net nëmme vernoléisst ginn ass, mä plazeweis richteg zerstéiert ginn ass. Dat Autentescht, léif Kolleginnen a Kollegen, ass op ville Plaze verluer gaangen.

A mengt Der, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et géif nach ee Belsch op Lëtzebuerg lackelen, wa mer lues a lues an deem Land hei alles zoubetonéieren? Mengt Der, et géif een däitschen Tourist unzéien, wa mer eis Dierfer a Stied ëmmer méi verschampelieren? An et geet och net duer, e Veianer Schloss an eent zu Esch/Sauer ze hunn, wann tèschent deenen Uertschaften eng banaliséiert Landschaft ass mat grujelechen Appartementshaiser a véierspurege Stroossen.

(Interruptions)

Dann hält, léif Kolleginnen a Kollegen, sech kee méi ganz laang hei an deem Ländchen op. A mengt Der...

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Här Kaes, den Här Gira ass gutt, he?

► **M. Ali Kaes** (CSV).- Ah, an deem do Fall, jo.

(Hilarité)

► **Une voix.**- Dont acte! Dat war mat Är beschte Ried.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- A mengt Der, léif Kolleginnen a Kollegen, d'Hollänner géifen hir Kanner an d'Roulotte setzen, fir op e Camping an d'Ënnersauer ze goen, wann deemnächst iwwer sämtlech europäesch Agenzen d'Noriicht geet, dass Lëtzebuerg all Dag Zéngtausenden Euro muss bezuelen, well mer nach ëmmer net amstand sinn, eis Kläranlagen à jour ze setzen, well mer am Fréijoer praktesch bei sämtleche Badegewässer mussen e roude Fändel setzen? Dat ass wierklech keng gutt Reklam!

A wa mer dat net verstinn, ech mengen, da bréngen déi schéinste Plans quinquennaux an déi schéinste Prospekter iwwer Lëtzebuerg näischt,...

► **Une voix.**- Dat ass awer emol richteg, dat do!

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- ...wa mer eisen eenzegén Atout, dee mer hunn, déi flott Kulturlandschaft, wa mer déi, souwuel wat de Patrimoine culturel wéi wat de Patrimoine naturel ugeet, verschampelieren. Da maache mer villes futti.

Duerfir mengen ech, dass mer och hei, wéi an anere Beräicher, kloer Choixe mussen treffen. Mir kënnen net, wéi mer dat esou oft zu Lëtzebuerg wëlle probéieren, de Botter an d'Geld vum Botter hunn. Mir kënnen net gläichzäiteg vum doucen Tourismus a vum Tanktourismus profitéieren. Och hei muss mer Prioritéite setzen.

Fir déi gréng läit eng grouss Zukunft am doucen, nohaltegen Tourismus fir Lëtzebuerg. Mä wa mer nach eng Kéier 20 Joer laang eisen eegene Potenzial esou futtimaache wéi déi lescht 20 Joer, da wäert et, fäerten déi gréng, an 20 Joer ze spët sinn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Gira. Den nächsten agedroene Riedner ass den ho-

norabelen Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, just e puer Wuert. Och d'ADR kann d'accord si mat deem Projet de loi. Ech soen och dem Här Rapporteur Merci fir e ganz interessanten a komplette Rapport.

Ech wollt awer direkt ee vun deene Punkten opgräifen, déi hie gesot huet an op dee bis elo kee reagiert huet, dat ass déi Kritik vun der Chambre de Commerce. Déi ass nämlech substanzuell. Mir kënnen net hei eise privaten Investisseuren net ënnert d'Aerm gräifen oder respektiv, wéi si et gesinn, eng deloyal Behandlung vun de privaten Investisseure maachen, well et ass jo opgrond vun deenen hirer Leeschtung, wou d'Zukunft vum Tourismussektor muss garantéiert ginn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat heescht, dat ass schonn dat, wat d'Chambre de Commerce gesot huet. Dat ass eng Saach, vun där ech hoffen, dass d'Regierung dat opgräift an eis seet, wéi se wëllt domadder ëmgoen, well et ass de privaten Investisseur, dee muss d'Konkurrenzfähigkeit vu Lëtzebuerg och géigeniwwer dem Ausland zu engem groussen Deel garantéieren. An et ass eis Aufgabe, fir en dobäi ze ënnerstëtzen. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt, deen ech wollt maachen, dat ass, dass mer iwwerhaupt mussen nodenken, ob mer déi Infrastrukturen, déi mer hunn, net solle besser notzen. Den Här Gira huet mat Recht, muss ech soen - ech ginn deene Gréngen net gär recht, mä déi Kéier ginn ech him recht -...

(Interruption)

...drop opmierksam gemaach, dass mer eis Landschaft mussen schounen. Ech ginn him do, wéi gesot, ganz gär recht souguer. Et muss een awer och kucken, dass mer déi Kulturlandschaften, déi mer hunn, besser notzen.

Ech ginn lech dat Beispill vum Pei-Musée. Et ass net normal, dass mer eng ganz grouss Zomm an d'Konstruktioun vun engem schéine Gebai gestach hunn, wat awer nëmmen e puer Dausend Visiteuren am Joer unzitt, déi och bezuelen. Ech schléissen d'Schoulklassen, déi do derduerchgefouert ginn, emol aus. Also wou nëmmen e puer Dausend Leit am Joer higin, déi bezuelen, fir eppes ze kucken, wat ganz, ganz wéineg Leit wierklech interesséiert.

An et muss ee wierklech nach eng Kéier nodenken, zemools an deenen Zäiten, wou mer elo sinn, ob mer esou Infrastrukturen, wéi mer se do hunn, net solle benotzen, fir grouss international Ausstellungen op Lëtzebuerg ze kréien, wou och d'Hoteller ausgelascht wären, wou wierklech en touristesch Plus géif entstoan aus enger deierer Infrastruktur, déi mer eis dohinergesat hunn.

En drëtten Punkt, an dat ënnersträichen ech mat grousser Freed, well et ass och eppes, wat am ADR-Wahlprogramm stoung: Ech hu gesinn, dass den Institut européen du tourisme recommandéiert huet an dass d'Regierung dat elo opgräift, fir déi Lëtzebuerger Image de marque och an der Hôtellerie an esou weider weider auszubauen. Dat ass néideg, well a verschidene vun eisen Hotellen, och déi méi grouss oder international Hotellen, do ass en Dekor, wou een heiansdo mengt, et wär een an Italien oder soss anzwousch, mä net zu Lëtzebuerg.

An d'Fro ass: Wéi wëllt d'Regierung dat dann elo konkret ëmsetzen? Wéi wëllt d'Regierung dann elo an der Hôtellerie an op anere Plazen higoen an derfir suergen, dass méi Lëtzebuerger Identitéit an eisem Tourismus och bemerkbar ass?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner steet hei op menger Lëscht den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (Onofhängeg).- Här President, ech wollt och ganz kuerz soen, dass mer mat deem Projet de loi d'accord sinn an dass mer och dem Rapporteur félicitéiere fir säi Rapport.

(Brouhaha)

Et ass kloer, dass den Tourismus eng etlech Problemer kann huet, eng etlech Evolutionne kann huet, well mer fréier duerch d'Bankeplaz etlech Touristen haten, déi, wa se hei op Lëtzebuerg koumen, fir e bëssen no hiren Dividenden an Interëten ze kucken, dann nach e puer Deeg heibliwwen sinn. Dat huet sech elo ginn.



Villes geet elo méi iwwert den Internet eriwwer. An doduercher gesäit een och, datt déi Zäit, wou mer Touristen hunn, wéi laang se heibleiwen, datt dat meeschtens net iwwer een Dag oder zwee erausgeet.

Duerfir begrësse mer awer och déi Iddi, fir elo och déi regional Publicitéiten ze reorganiséieren vum Tourismussecteur. Well et gesäit een, datt et iwwerall am Land ganz vill Publicitéite gëtt, mä déi sinn net koordinéiert. Jiddweree mécht e bësselchen eppes fir sech, an et ass dobausse fir den Tourist normalerweis ganz weineg lisibel a ganz vill Saache ginn net gesinn.

Ech wëll nëmmen ee Beispill ginn: Dat ass, wann en Tourist hei zu Lëtzebuerg ass an e versicht erauszefannen, wou en da Lëtzeburger Spezialitéite kann iessen. Dat ass bal onméiglech, fir dat erauszefannen do, wou en ass. An dat si Beispiller, wou eng regional Publicitéit op jidde Fall eppes misst bréngen.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier den Accord vum Jean Colombera a vu mir zu deem Gesetzesprojet bréngen.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. D'Wuert kritt elo déi zoustänneg Ministesch fir Mëtzelstand an Tourismus, d'Madame Hetto-Gaasch.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, ier ech op déi schlechte Froen a gutt Iddien a Virschléi aginn, vläicht awer och e puer Gedanke vusäite vum Tourismusministère hei lasszeginn.

Ech mengen, et ass gesot gi vum Rapporteur, dass deen 9. Fënnjoresplang ganz kloer an der Linn bleift vu senger Virgänger, well eis ass et wichteg, dass mer déi Qualitéit, déi mer hunn an eisen Infrastrukturen, awer och am Service, dass mer déi einfach och weiderhin héichhalen. An dass déi Qualitéit net schlecht ass, dat beweist awer och déi gutt Plaz, déi mer kritt hu vum World Economic Forum. Do si mer nämlech an deem neiste Kompetitivitätsindex bei am ganzen 139 Länner op déi 15. Plaz komm. Ech mengen, do kënnen mer eis och roueg driwwer freeën!

Et sinn e puer Saachen ugeschwat ginn, op déi ech am Fong geholl zum Deel elo schonn a menger Ried hei eng Äntwert wäert ginn, mä ech wäert herno och nach eng Kéier am Detail dorop agoen. Et gëtt eng ganz Partie Beräicher, wou mer eis och bewusst sinn, dass mer eis nach muss vill méi professionaliséieren: engersäits, wat gesot ginn ass, déi touristesch Organisatioun, an awer och ganz kloer am Beräich vum Marketing.

Wann ech op déi touristesch Organisatioun ze schwätze kommen, ech mengen, et ass e puermol gesot ginn: De Bénévolat ass eppes immens Wichtiges, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn. Dat ass richtig. Mä mir mierken awer och ëmmer méi, dass de Bénévolat awer och ëmmer méi heefeg u seng Grenze stéisst. An duerfir sinn eben déi Offices régionaux du tourisme geschafe ginn, fir d'Éischt an den Ardennen, dunn am Mëllerdall 2011, dunn op der Musel an dat lescht Joer am Süden.

An, Här Gira, mir kënnen gären eng Kéier iwwert den ORT am Weste schwätzen. Mä da muss ech awer vun lech d'Gefill kréien, dass Der och fundamental dovunner iwwerzeegt sidd. Do hutt Der mech awer elo net esou iwwerzeegt, dass Der ORTen onbedéngt gutt fannt. Ech fannen, Dir hutt lech e bësse widdersprach wann Der sot, op där enger Säit wär vill Kritik do ubruecht, an op där anerer Säit wär et awer och vläicht gutt, wa mer en ORT an de Weste géife kréien.

Bon, déi professionell Strukturen an de Regiounen, déi konnten awer och an deene leschte Joren nëmme geschafe ginn, well mer eis iwwert de Fënnjoresplang d'Méiglechkeet ginn hunn, dat matzefinanzéieren, dat iwwerhaapt als éligibel ugeholl hunn. Wat ass hir Aufgab? Dat war zum Deel och e bësse konfus. An domadder ginn ech elo dem Här Bauler schonn eng Äntwert op seng Froen. Et war vläicht net kloer genuch: Wat ass dem ONT seng Aufgab a wat ass den ORTen hir Aufgab?

Den ONT ass strictement just responsabel fir d'Veermaartung vu Lëtzebuerg dobausse. Dat ass dem ONT seng Aufgab. An et ass net un deene klengen ORTen, fir och d'Promotioun vu Lëtzebuerg am Ausland ze maachen. Au contraire! Si sinn am Fong geholl d'Vebindung tëschent alleguerten den Acteuren an der Regioun selwer an deenen nationale Promotiounsinstanzen, wéi dem ONT an dem Ministère. Si

sinn déi, déi solle Synergien tëschent deenen eenzelnen Acteure schaffen, fir am Fong geholl doduerch gebündelt touristesch Produkter ze entwéckelen.

Dat ass eng vun hiren Haaptaufgaben, an da virun allem, fir an der Regioun déi Produkter och méi visibel ze maachen an ze suggéréieren. Well och dat gëtt ëmmer erëm vergëss: All déi Produkter, déi mer an de Regiounen hunn, déi muss een och den Hôteliere presentéieren, fir dass d'Hôteliere och hire Leit dat erëm kënnen weiderginn.

Dann ass hir aner Aufgab, Animatioun ze maachen, d'Guides touristiques ze forméieren, ze rekrutéieren, d'Ausschaffe vu flotte Féierungen ze maachen an da schlussendlech, wéi ech gesot hunn, Animatioun op de Campingen, an de Regiounen selwer. Ech mengen, dat sinn d'Aufgabe vun den ORTen. Do sinn an der leschter Zäit och Réuniounen gewiescht, fir eben och nach erëm eng Kéier ze soen, wat ass deem engen an deem anere seng Aufgab. An ech mengen, do muss se sech einfach op déi Aufgaben erëm méi besënnen.

Dann ass de Volet Marketing ugeschwat ginn, e ganz wichtige Beräich. Mir haten am Kader vun leschte Fënnjoresplang eng Analys maache gelooss vum ONT, fir emol erëm ze kucken: Wat ass dann iwwerhaapt deem seng Haaptmissioun? An déi ass ganz kloer d'Veermaartung vun eiser touristesch Offer a vum ganze Lëtzebuerg. D'Promotioun vu Lëtzebuerg huet awer elo net nëmmen d'Zil, fir Touristen an d'Land ze bréngen, mä - an dat ass och e puermol gesot ginn - ganz kloer eisem Land dobaussen eng besser Image de marque ze ginn, eis einfach am Ausland méi bekannt ze maachen.

Déi grouss Neierung, déi mer elo am 9. Fënnjoresplang an deem Kontext vum Marketing och hunn, dat ass, dass mer Betriber, déi wierklech hir Infrastruktur qualitativ verbessert hunn, dass mer déi ënnerstëtzen, wa se sech wellen am Ausland bekannt maachen, doduerch, dass mer, wa se e Stand mussen lounen, wa se selwer e Stand mathuelen op eng Foire am Ausland, dass mer am Fong geholl deen Invest, dee si do bedriewen, an Zukunft investéieren.

Elo kann ee soen - elo weess ech net méi, wien dat gesot hat vun de Foiren engersäits, ech mengen, et war den Här Scheuer -, d'Foiren engersäits an op där anerer Säit déi jonk Clientèle éischter duerch den Internet unzéien. Ech mengen, béides brauch een. Mir brauchen déi zwou Saachen. Déi si complémenteaire.

D'Foiren erlaben en direkte Kontakt tëschent dem Client an dem Acteur. Well wa mir Partner mat op d'Foiren huelen, Hôteliere, déi sech do kënnen presentéieren, oder Aviatoungsgesellschaften, Reesbusgesellschaften, dann hunn déi do den direkte Kontakt, entweder mat Touroperatoren oder awer och mat de Clienten. Dat ass wesentlech.

Dernieft natierlech brauche mer e performanten Internetsite. An ech weess net, ob Der schonn eng Kéier kucke waart, deen neie visit-luxembourg.com, deen ass richtig gutt. An do ginn déi jeeweileg Acteuren och opgefuerdert, selwer hire Bäitrag ze leeschten, fir am Fong geholl déi Informatioun, déi iwwer si do verdriwwen gëtt, à jour ze halen.

Dann d'Qualitéitslabelen, e Wuert nach do derzou. Dir wësst, dass mer och d'Méiglechkeet hunn an dass dat och wichteg ass, fir Leit, déi wellen d'Qualitéit héichschauwen an hirem Betrib, fir déi och ze ënnerstëtzen, dat ass de „ServiceQualitéit LÉTZEBUERG“.

Dann hu mer awer nach aner Labelen: den „EureWelcome“, deen am Fong geholl ass fir d'Accessibilitéit vun de Betriber och fir Leit mat enger Behënnerung, den „EcoLabel“ fir eng ëmweltfrëndlech Gestioung vun de Ressourcen an den „bed+bike“-Label. Ech mengen, dat sinn alles Saachen, wou mer eis Moyenë ginn hunn, fir d'Qualitéit einfach an de Betriber ze verbesseren.

Wat ass eis Visioun? Et ass gesot ginn: Hu mer eng Visioun?

Ech mengen, mir hunn eng Visioun, ganz kloer: Liewensqualitéit, Tourismusqualitéit. Wa mir et fäerdegbréngen, d'Tourismusqualitéit hei zu Lëtzebuerg ze steigere, da bedeit dat gläichermoossen, dass mer domadder och d'Liewensqualitéit vun eisen Awunner steigere. Mir wëssen, dass den Tourismussecteur e ganz wesentleche Facteur soll, muss si vun eiser Economie. En dréit net nëmmen dozou bäi, dass mer eis Economie kënnen diversifizéieren, mä en erlaabt virun allem och, ganz vill Leit ze beschäftegen. Ech wäert elo gläich och kuerz dorobber agoen.

Wa mer kucken, an der Welt ass den Tourismus ee vun deene Secteuren, déi sech no der Kris am beschten erholl hunn. Mir hunn d'lescht Joer fir d'Alleréischent an der ganzer Geschicht eng Milliard Arrivéee gehat. Dat heescht, d'Leit

reesen, och wann et hinne finanziell vläicht net esou gutt geet. Dat heescht, et ass e Secteur, dee wësst. Wa mer wëssen, dass d'Asiaten, d'Chineesen an Zukunft nach vill méi wäerte reesen, da gi mer eis bewusst, wat mer do fir e Potenzial hunn. An dat ass e Potenzial, wat mer eis net dierfe laanschit d'Nues goe loosse!

Ech ginn lech awer do e puer Chifferen: d'lescht Joer 130.000 Chineesen hei zu Lëtzebuerg, déi am ganze 36 (veuillez lire: 36.000) Nuiteeën ausgemaach hunn. An 58% vun den Tax-free-Dépense ginn op hire Kont. Dat heescht, dat ass net nëmmen den Horesca-Secteur, deen dovunner profitéiert, mä och dee ganze Commerce. Europa gesinn ass nach ëmmer weltwäit déi éischte Reesdestinatioun mat 500 Milliounen Arrivéeeën. Den Tourismus huet sech an Europa ganz gutt aus der Kris erausgezunn. En huet eng Progressioun gemaach tëschent 2011 an 2010 vu 6,1% a läit do iwwert dem Duerchschnitt weltwäit.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat konkret un Zuelen - ech ginn net méi op déi an, déi den Här Clement genannt huet -, mä et ass e Secteur, wou am Ganze 17.500 Aarbechtsplazen...

► **M. le Président.**- Madame Minister, erlaabt Der, datt den Här Fayot lech eng Fro stellt?

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.**- Also, vu dass ech nach esou vill Froen ze beäntweren hunn, hält ech da gar meng Minutten bäi, wann ech da soss net sollt duerckomme mat deem Ganzen. Dann dierf den Här Fayot selbstverständlech eng Fro stellen.

► **M. le Président.**- Här Fayot, da stellt Är Fro, wann ech gelift!

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech wollt just d'Madame Minister froen, mir hate viru Kuerzem an der europapolitescher Kommissioun en Dokument vun der Europäescher Kommissioun iwwert d'Facilitatioun vun de Visaen, fir den Tourismus ze encouragéieren, besonnesch den Tourismus vun ausserhalb Europa.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.**- Jo.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Ech wollt d'Madame Minister froen, ob se scho gehéiert huet, do waren eng Partie Simplificatiounen dran, déi och méi schnell da sollten erlaben, fir deene Länner, China, Japan an esou weider, wou d'Touristen hierkommen, fir deenen et ze erliichteren, op Lëtzebuerg ze kommen, also op déi Manéier och d'Zuel vun deenen Touristen ze augmentéieren. Hutt Dir schonn eppes dovunner gehéiert? Sinn do Aarbechten um europäesche Plang oder um Lëtzeburger Plang amgaangen?

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.**- Also, do kann ech den Här Fayot berouegen. Mir sinn do schonn eng ganz Zäit amgaang, drun ze schaffen. Mir stellen iwwert d'Konsulat zu Schanghai déi ADS-Visaen aus. Dat geet ganz einfach, a relativ séier kënnen mer dat maachen. Mir haten elo nach kierzlech matgedeelt kritt, dass se e ganz grouse Grupp iwwert dee Wee elo hei och op Lëtzebuerg schécken. Also, ech kann lech do berouegen, dat leeft! Dat gëtt et schonn eng Zäit an et ass och dat, wat am Fong geholl vläicht Lëtzebuerg esou interessant mécht, well mer eben déi Méiglechkeet hunn, iwwert d'Konsulat déi Visaen esou séier ausstellen.

Sou, elo hutt Der mech awer hei duerchnee gemaach. Ech war elo bei den Aarbechtsplazen. 17.500 sinn et der hei zu Lëtzebuerg a 5,7% vum PIB direkt an indirekt sinn op den Tourismus zrëckzeféieren. Mir haten iwwer 2,2 Milliounen Nuiteeën. Dat heescht net nëmmen, dass déi Leit Suen ausginn an engem Hotel. Si ginn och iessen an d'Restauranten, si ginn och Visité maachen. Si loosse Suen an de Commercen hänken. Ech mengen, dat ass alles net ze ënnerschtätzen.

Dann eppes, wat ech wierklech op dëser Plaz wëll soen: Ech wëll dem Horesca-Secteur e ganz grouse Merci soen, well si et fäerdegbruecht hunn, d'lescht Joer 2.200 Chômeuren ze rekrutéieren, anzustellen. Dat heescht, dat si Leit gewiescht zum Deel ouni grouse Qualifikatioun, zum Deel ouni iwwerhaapt eng Qualifikatioun, an Dir wësst esou gutt wéi ech, dass mer net méi esou vill Secteuren hei zu Lëtzebuerg hunn, wou een ouni Qualifikatioun nach kann eng Aarbecht fannen.

E klänge Réckbléck an dann en Ausbléck op den 9. Et ass dovunner geschwat ginn, dass d'Enveloppe reduzéiert ginn ass. Jo, d'Enveloppe ass reduzéiert ginn. Ech mengen, et war en allgemengen Appell gemaach ginn, dass mer solle spueren. Wa mer dat net gemaach hätten, da wär wahrscheinlech gesot ginn: „Ah jo, am Tourismus, déi hunn emol net den Effort gemaach, fir ze spueren!“ A wa mer spueren,

kréie mer gesot: „Et ass net gutt, dass Der gespuert hutt!“

Ech kann lech awer och soen, Här Gira, dass mer opgrond vun deenen Erfahrungen, déi mer déi lescht Joren hunn, opgrond vun deenen Demanden, déi mer erakritt hunn - Projete vun den Acteuren, déi Der zum Deel am 9. Fënnjoresplang erëmfant -, dass mer awer och domadder duerckommen, mat deene Suen. Mir kënnen jo ongeféier ausrechnen, wéi mer dat an deenen nächste Joren da wäerte verdeelen. Also, vun dohier ass dat schonn an der Rej! Et ass natierlech 10% manner wéi deen 8. Ech wëll awer soen: Et sinn 20% méi wéi de 7., dat kann een dann och bei där Geleeeenheet soen.

Da wëll ech och soen, dass déi Enveloppe mat den touristeschen Acteuren zesummen zesummegeallt ginn ass, sou dass ech elo hei einfach esou emol behaupten, dass déi budgetär Mëttelen, déi mer eis elo do ginn - ech hoffen, déi mer kréien de Mëtteg! -, dass dat dann och duergeet.

D'Schwéierpunkte vum Plan quinquennal, vun dem 8. Plan quinquennal, ech wëll lech dat awer vläicht soen, wou ginn déi Suen iwwerhaapt hin, fir dass Der lech e bëssen e Bild kéint maachen: 30% vun deene Suen vum 8. Plan quinquennal sinn an d'Hôtellerie gefloss, net grad 20% an Infrastrukturmoosnamen, déi vu Syndicaten initiéiert gi sinn, 26% u Gemengen. Ech denken do haaptsächlech u Muséeën, Schwämmen, Duerfverschéinerungsprojeten, Sentier-touristiquen, d'Parken an dann net ze vergiessen d'Pistes cyclables.

An dann nach eng Nouveautéit, déi mer am 7. Plan quinquennal haten, war nieft den Hëllef vum den Infrastrukturprojeten, dass mer eis och d'Méiglechkeet ginn hunn, fir Frais de rémunération a Fonctionnementskäschte vun A.s.b.l.en a Syndicaten ze iwwerhuelen, wann dat da Projete waren, déi regional oder souguer national Importenz haten. D'ORTE sinn ausgebaut ginn, an all déi Mesurë maache 15% aus vum Plan quinquennal. Dann e bësse méi wéi 6% fir Privatcampingsbesëtzer, awer och fir Verbesserung vum de Giten a fir soss Investisementer am Beräich vum kulturelle Patrimoine. Ech denken do u Millen, déi renovéiert gi sinn. Dat heescht, de Rescht vun de Suen, déi 4%, déi dann nach bleiwen, déi sinn an Etüde gefloss.

Dann elo zum 9. Fënnjoresplang. Ech mengen, ech hat virdru gesot, mir bleiwe gären an der Kontinuitéit, wellen d'Qualitéit einfach héichhalen, well mir hu keng Bierger, mir hu kee Mier, mir kënnen eis also par rapport zu eiser Konkurrenz just duerch eng ganz gutt Qualitéit démarquéieren.

An den 9. Fënnjoresplang wäert eis dann also och weiderhin erlaben, duerch Subsiden de Secteur ze ënnerstëtzen: engersäits weiderhin d'Gemengesyndicaten oder d'A.s.b.l.en, dann awer och d'Hotellen, entweder Neibauten oder Renovatiounen, dann d'Giten, d'Jugendherbergen, an dann déi nei Kategorie, déi mer agefouert hunn, vun de Villages de vacances; natierlech och d'Opwärtung vun eisem Patrimoine culturel, d'Structure-d'accueil, wou mer Méiglechkeeten hunn, déi ze ënnerstëtzen, dann d'Personal, wéi ech virdru gesot hunn, wann dann national oder regional en Interessi ass, weiderhin d'Realisatioun vun touristesche Konzepter oder Etüden, d'Ëmsetzung vu Qualitéitsprogrammen, déi ech lech virdru genannt hunn, an dann, wat ech och gesot hunn, d'Participatioun op Foirë fir Leit, fir Hôteliere, déi wierklech ganz vill investéiert hunn an hir Betriber.

Déi Neierungen, déi fanne sech haaptsächlech och an de Reglementer erëm. Wann Der dat gekuckt hutt, da gesitt Der, dass mer do d'Seuilen erhéicht hunn, fir der Evoluitioun vun dem Indice des prix Rechnung ze droen. D'Taxe sinn zum Deel an d'Luucht gesat ginn. Et sinn nei Kategorien agefouert ginn a mir hunn och Méiglechkeete geschaaft, dass d'Campingen haaptsächlech kënnen ënnerstëtzt ginn, wa se Matériel locatif, wa se doranner investéieren, well mer wëssen, dass dat d'Zukunft ass. Et gëtt manner ewell mat den Zelter dorëmmer gereest, mat de Roulotten, mä d'Leit sinnen éischter de Locatif op de Campingen.

Éier ech da meng Konklusioun géif zéien, wéilt ech dann nach just op e puer Froen agoen. Et war gesot ginn, dass vun der Chambre de Commerce gefuerdert ginn ass, dass déi Privat an d'Gemenge missten déiselwecht ënnerstëtzen kréien. Ech muss lech awer soen, da stellen ech lech d'Fro zrëck: Eng Gemeng, déi verdéngt jo awer och keng Sue mat engem Projet. Soll een dann elo eng Gemeng d'selwecht ënnerstëtzen oder e Privaten d'selwecht ënnerstëtze wéi d'Gemeng, wohl wissend, dass de Privaten dat herno exploitéiert an och Sue kann domadder verdéngen?

Da war och d'Iddi gesot ginn, si missten dees selwechten niddregen Taux kréien. Ech wëll



dann awer emol gär heibannen déi Gemen-gepäpp a -mamme gesinn, déi de Fanger an d'Luucht strecken, wann ech soen: „Okay, mir reduzéieren den Taux vun Arem Subsid, deen Der kritt fir Ar Investissementer, op dee vun de Privaten.“

► **Une voix.** - Ah neen!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Voilà, an da si mer séier fäerdeg!

Da war dovunner geschwat ginn - Här Bauler, Dir hat dat ugeschwat -, d'Kollaboratioun tëschent den Acteuren an dem ORT. Dir hutt lech och an der Kommissioun extrem laang mat den ORTe beschäftegt, well mir hunn eigentlech ganz wéineg an der Kommissioun, wéi mer iwwert de Plan...

(Interruption)

Neen, neen, mir hu ganz wéineg iwwert de Plan quinquennal an der Kommissioun geschwat. Mir hu laang eis mat den ORTen opgehale!

► **Une voix.** - Dat war wichteg!

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Et war ganz wichteg, mä dat hätt een och kënnen an enger anerer Sitzung à part maachen. Ech wär gär komm. Ech soe just, déi Kollaboratioun ass den A an den O tëschent deenen eenzelnen Acteuren, ORT, de Bénévolen, verlaangt awer vu béide Säiten, vun alle Säite Respekt, eng gutt Kollaboratioun an och de Versteedsdemech ee fir deem anere seng Aarbecht!

Interpellatioun: Moi, je veux bien! Ech stelle mech ganz gär Are Froen.

Dann den Här Ben Scheuer. Dir hat déi Saach vun de Foiren an den neien Technologien ugeschwat. Ech mengen, ech hu schon dodrop geäntwert. Déi Saache si complémentaire.

Zur Klassifikatioun wëll ech lech soen, dass mer de Statut d'hébergement nei wäerten déposieren, well de Conseil d'État hat eis drop higewisen, dass do verschidde Saachen, esou wéi mir et virgesinn haten, net géife goen. Mir wäerten dat an deenen nächste Wochen nach eng Kéier nei déposieren. Déi Klassifikatioun schaaft ganz sécher eng Plus-value, well et ass eng europäesch Klassifikatioun: „Hotelstars Union“, wou ganz vill aner Länner mat drunhänken, notament eis direkt Konkurrenten, esou dass de Client herno wierklech kann anstänneg vergläichen. Dat heescht, e Véier Stären an der Schwäiz oder an Eisträch ass dann och de Véier Stären hei zu Lëtzebuerg. Duerfir da mengen ech, dass dat eis scho ganz vill wäert bréngen.

Dann - den Här Gira - déi Saach mam Budget, déi hat ech lech gesot. Dann hutt Der gesot: „Wéi stellt Lëtzebuerg sech duer?“ Ma, Dir hutt d'Antwort selwer ginn! An et ass och dat, wat mir dobausse maachen. Lëtzebuerg stellt sech duer duerch seng diversifizéiert Natur, duerch eng héichwärtig Gastronomie an duerch eise Patrimoine culturel. An et ass och domadder, wou mer och dobaussen oprieden a wou mer ëmmer erëm soen: „Kommt, mir bidden lech dat op kleinstem Raum alles zesammen un.“ An ech mengen, dass mer dat awer bis elo och relativ systematesch och dobausse konnten esou vermaarten.

Kollaboratioun ONT/ORT/Ministère du Tourisme, ech hat dat scho gesot: Déi eng sinn zoustänneg fir Marketing, déi aner fir Produkter auszeschaffen, a mir hunn dann dat Ganzt am An.

ORT-Westen, wéi gesot, jo, do kënnen mer eis gär zesummesetzen, wa genuch Gemenge sinn, déi Demandeur sinn.

Dann zu de Jugendherbergen. Jo, mir hunn der eng ganz Partie. Mä och do wëll ech lech soen, wa mer bei de Jugendherbergen dat applizéieren, wéi dann d'Chambre de Commerce oder wéi aner Leit dat elo heibanne gefuerdert hunn, dass d'Gemengen - Madame Mutsch, Dir musst elo lauschten -, just datselwecht kréie wéi d'Privatinvestisseuren, da wär d'Gemeng Esch, déi elo e ganz flotte Projet eragereecht huet fir eng Jugendherberg, awer net frou, well da kréie se vill manner Ennerstëtzung!

An ech mengen, déi Fro muss mer eis stellen, dat eent ass een, dee Sue mat eppes mécht, an dat anert ass eng Gemeng, déi e Service ubitt. Duerfir mengen ech schon, dass déi Gewiichtung fundéiert ass.

Motion 1

Bon, ech mengen, ech hunn elo alles gesot. D'Motioun, jo, also ech mengen, mir kënnen déi roueg unhuelen. Dee Volet, wat d'Flëss ubelaangt, do sinn ech elo net esou zoustänneg, mä mir kënnen dat awer gären an d'Regierung esou mathuelen.

Dir hutt nach eng Fro?

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der zoustänneger Ministesch!

Den Här Gira freet awer nach eng Kéier direkt d'Wuert. Ech huelen un, nach eng Kéier zu der Motioun, Här Gira?

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Jo, jo. Et war jo esou, dass ech gesot hat, mir géifen eise Vote zum Projet de loi vum Vote vun der Motioun ofhängeg maachen. Wann ech elo richtig matkritt hunn, hat d'Madame Ministesch awer net d'Zäit an d'Chance, déi Motioun a Rou ze liesen.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Ech hunn déi elo ganz séier gelies dohannen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Eis ass et egal, mä mir hunn och nach... Ech wollt froen, ob een dann net kann de Vote vun dësem Projet de loi bis hannert dat nächst...

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Neen! Ech hu gesot, ech huele se un!

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Okay. Neen, et ass gutt!

(Brouhaha)

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Ech hu just gesot, ech wier net zoustänneg fir d'Flëss, mä ech géif dat dann de Kollege mat an d'Regierung huelen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Et ass esou vill Kaméidi heibannen, dass net alles bis bei mech ukomm ass.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Dat kënt Der awer roueg haart soen, Här Gira!

► **M. le Président.** - Gut! Jo, Merci der Madame Minister. Mä den Här Boden wëllt nach eng Fro stellen.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Här President, ech wollt am Numm...

► **M. le Président.** - Ech bieden lech nozelauschten, wann ech gelift!

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Ech wollt nach zu där Motioun den Här Gira froen, wat dat bedeit, datt ee soll e Plan sectoriel «Tourisme» maachen. Wie géif dee maachen a wéi géif dat ausgesinn? Eier ech kann zu dëser Motioun Stellung bezéien, géif ech gär wëssen, wat dat bedeite géif.

(Interruptions)

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.** - Dass do wat ass? Ech hunn dat net verstanen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Ech mengen, mir hunn e Plan sectoriel «Lycées» gemaach, mir hunn en Inventaire gemaach iwwer Land. Mir hu gesot: Wat hätte mer gären, flächendeckend? Wou sinn Defiziter? Wou si mer gutt équipéiert? An ech ka mer parfaitement virstellen, dass een eng ähnlech Démarche mécht am Tourismusberäich.

Ech hunn ee Beispill hei ginn, zum Beispill mat de Jugendherbergen. Mir maachen den Inventaire, mir soen: Wou hu mer der, wou hu mer keng? Ass dat sännvoll, dass an deem wäisse Fleck eng ass? An dass een dann duerno awer kann déi Suen, déi am Plan quinquennal sinn, méi geziilt un Acteuren ginn oder franchement Regionuen.

Ech hu jo och gläichzäiteg fir méi eng regional Approche plädéiert. Si solle vläicht net direkt all Suen un eenzel Gemengen oder eenzel Syndicate ginn, mä soen: Mir wiere frou, wann an där do Region eng Jugendherberg géif entoen. Et ríft een d'Acteuren zesammen, fir ze soen: Wie kéint den Träger sinn? Wie kéint eng Hand mat upaken? An dass dann och vläicht esou Projeten e bèsse méi en héije Prozentsaz aus dem Plan quinquennal géife kréien, wéi wann elo jiddwereen dat mécht, wat e grad fir gutt féinnt.

Dat wier awer an dese méi schwierigen Zäiten, wou d'Budgete méi enk sinn, wou d'Ministesch jo och gesot huet, dass agespuert muss ginn, dat kann een och nach verstoen... Mir sinn der Meenung, wa scho muss gespuert ginn, wat een och nach ka matdroen, da muss een awer duebel derfir suergen, dass dann déi Sue mat engem méiglechst groussen Effet agesat ginn. Ech mengen, dat geet awer dann, wann een eng kohärent Planung flächendeckend iwwert d'ganz Land mécht. Dat war e bessen d'Iddi, déi hannendrustécht.

► **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Merci. Ech mengen, d'Madame Minister huet gesot, datt si d'Motioun géif akzeptéieren. Da géif ech elo emol fir d'Éischt proposéieren, datt mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi géife kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6476 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6476 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner (par M. Claude Meisch);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombero et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Kann ech dann d'Motioun à main levée ofstëmme loossen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit...

► **Une voix.** - Neen, neen! Neen, neen, den Här Boden ass net d'accord!

► **M. le Président.** - Da stellen ech eng aner Fro: Ass een net mat där Motioun d'accord?

Enthält ee sech?

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. le Président.** - Dann ass d'Motioun...

► **Une voix.** - Här Boden, Dir brems d'Ministesch aus!

(Brouhaha général)

► **M. le Président.** - Dann ass d'Motioun 1 mat enger Enthaltung ugeholl!

► **(La motion 1 est adoptée avec l'abstention de M. Fernand Boden.)**

Deen nächste Punkt ass d'Diskussioun vum Projet de loi 6422, en Accord tëschent Lëtzebuerg a Frankräich an der Sécurité sociale. Hei huet sech bis elo just ageschriwwen: d'Madame Mergen.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

10. 6422 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Härten an Damme Ministeren, léif Kollegeinnen a Kollegen, de Projet de loi 6422, wou ech lech de Rapport elo hei wëll virstellen, dee gouf vun eise Ausseminister, dem Jean Asselborn, de 4. Abrëll 2012 hei an der Chamber deponéiert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ah!

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.** - Ech gesinn, den Här Bettel, deen apprécieert dem Här Asselborn seng Aarbecht.

Den Avis vum Statsrot zu dësem Projet de loi, dee kouw den 9. Oktober datselwecht Joer, an an der Sitzung vun der Santéskommissioun vum 18. November d'lescht Joer gouf ech dunn als Rapportrice designéiert. Mir sinn dann och an darselwechter Reünion op den Avis vum Statsrot agaangen. De 17. Januar dëst Joer, do gouf mäi schréftleche Rapport an der Santéskommissioun presentéiert an ugeholl. An dee wëll ech lech dann och elo hei mëndlech presentéieren.

Mir waren eis an der Kommissioun eens, datt e performanten internationale Sécurité-sociales-System nëmme vun der Populatioun géif ugeholl ginn, wann och sécher gestallt wier, datt e gerecht wier an, natierlech, datt en och géif richtig a virun allem zur vollster Satisfaktioun funktionéieren. A fir datt dat doten de Fall ass, do mussen natierlech verschidde Regele bestoen, déi eng effikass grenzwwerschreidend Kooperatioun tëschent den Institutiounen, mä awer och am Austausch vun den Donnéeë garantéieren.

Déi administrativ Regelen, déi ginn a multilateralen Instrumenter festgehalen, an do gouf et d'Reglement 1408/71 vun der Kommissioun iwwert d'Applikatioun vum Regime vun der Sécurité sociale fir d'Salariéien an hir Familjen, déi sech bannert der EU bewegen. An dat Reglement, dat huet och schon esou Regele festgehalen, wat d'Kollaboratioun tëschent den Autoritéiten ubelaangt.

Dat neit Reglement, dat zënter dem 1. Mee 2010 en vogueur ass, dat geet méi wäit an et verstärkt dee generale Prinzip vum der Kooperatioun tëschent den Institutiounen. Dat verhënnert awer natierlech net, datt eenzel Länner méi wäit wëlle goen an dann ebe bilateral Konventiounen ofschléissen.

De Minister huet eis och rappéléiert, datt scho bei der Aféierung vum Statut unique festgehale gi war, datt eng verstärkte Kontroll misst kënnen applizéiert ginn, wann e Verdacht op Fraude am Zesammenhang mat Krankmeldungen bei Frontaliere géif bestoen. Lëtzebuerg huet doropshi mat eisen dräi Nopeschlänner Négociatiounen ugefaangen.

Wat d'Relatioun mat Frankräich ubelaangt, do hunn déi zwee Länner vum 1. Mee 2010 sech un dat aalt Reglement gehalten an duerno natierlech och un dat neit. Zousätzlech gouf et awer zënter dem 1. August 2008 och schon en Accord bilatéral tëschent deenen zwee Länner, wat d'Assurance maladie-maternité, d'invalidité, de vieillesse an de survie ubelaangt. An och, wat de Recouvrement an d'Récupératioun vu Cotisations sociales respektiv Prestatiounen ubelaangt, déi zu Onrecht ausbezuelt goufen.

Leider geet awer weder dat neit Reglement nach des bilateral Konventioun wäit genuch, fir eng konkret an direkt Kooperatioun tëschent de Sozialversécherungsorganismen ze garantéieren. Si gesinn nëmmen en Échange d'informations vir, wat déi eenzel Dossieren ubelaangt, also si gesi keng Transmissioun vu Fichiere vir an domat och keen Échange, wat d'Kontrollen um Terrain vun deenen zwee Länner ubelaangt.

Duerfir gouf eben décidéiert, dësen Accord mat Frankräich, dee mer dann elo mat eise Vote hei sollen officialiséieren, ofzeschléissen. Dësen Accord, dee moderniséiert déi bilateral Kooperatioun virun allem, fir d'Lutte géint d'Fraude, Feeler an Abusen am Domän vun der Sécurité sociale ze renforcéieren an an deem Kader eben och, wat de Contrôle bei de Krankmeldungen ubelaangt.

Wat dann eis aner zwee Nopeschlänner ubelaangt, d'Belsch an Däitschland also, esou ass do en Accord méi schwéier ze realiséieren. Firwat? Bon, Dir wësst, datt an Däitschland déi eenzel Länner zoustänneg sinn, a bei der Belsch, do hunn och nach d'Mutualitéiten e Wiertche matzeschwätzen. Duerfir hu mer awer elo dësen Accord mat Frankräich um Dësch leien a mir kënnen deenen en attendant jo haut stëmmen.

Et war bei den Diskussiounen, fir zu dësem Accord ze kommen, esou, datt mir, also d'Land Lëtzebuerg, virun allem drun interesséiert waren um Contrôle, wat d'Krankmeldungen bei de Frontalieren ubelaangt. Frankräich awer wollt méi e generale Kader festhalen. Also hu misse Kompromësser gemaach ginn, fir e gesonden Équilibre ze fannen a fir esou also zu dësem Accord ze kommen.

Dann ass et awer och interessant, ze wëssen, datt Kontrolle bei Krankmeldungen ëmmer kënnen gemaach ginn, dat laut Droit international, wa se vum Land ugefrot ginn, wou d'Per-



soun schafft. Dee Contrôle awer gëtt da vun den Autoritéiten an no de gesetzleche Regele vum Land, wou d'Persoun wunnt, duerchgefuert. An duerfir gëtt dës generelle Prinzip och direkt am éischten Alinea vum Artikel 20 vun dësem Accord festgehalten.

Den Accord gesäit dann och e supplémentäre Contrôle vir vun den Autoritéite vum deem Land, wou d'Persoun schafft, an deem Sënn, datt dat Land, wou se schafft, kann e Médecin de confiance aus deem Land, wou d'Persoun wunnt, designéieren, fir dës Contrôle ze maachen. Et ass also eng exzeptionell Prozedur, déi deenen zwee Länner e supplémentäre Moyen gëtt, fir d'Effektivitéit vun de Kontrollen ze gewährleeschten.

Wichtig ass et dann awer, ze wëssen, datt et international nëmme Kontrolle gëtt, fir ze kucken, ob d'Persoun wierklech krank ass. Dat heescht, reng administrativ Kontrollen, wéi se bei eis Usus sinn, fir ze kucken, ob d'Persoun doheem ass, wa se krankgemellt ass, an ob se net enger Aarbecht nogeet oder eng Beschäftigung mécht, déi se net dierft maachen, esou Kontrollen, déi gëtt et am Ausland net. A well et dëst net gëtt, kënnen se och net an dësem Accord festgehale ginn an och net a weideren Accorden, déi mer iergendwann eemol kéinte mat eisen aneren zwee Nopeschlänner ofschléissen.

Elo awer zum Avis vum Conseil d'État. Deen encouragéiert d'Regierung, mat hiren Efforté weiderzefueren, wat eng korrekt Applikatioun vun der Législatioun vun der Sécurité sociale bei transfrontale Relationen ubelaangt. E mécht awer virun allem Remarquen zum Artikel 21, an zwar seet en, datt all administratiivt Arrangement tëschen engem Minister a sengem auslänneschen Homolog, wat d'Lëtzebuurger Land international engagéiert, misst duerch d'Chamber goen.

Well et hei awer an der Suite drëms geet, fir administrativ Arrangementer ze fannen, fir en Traité ëmzesetzen, dee scho gréng Luucht vun der Chamber krut, ass et duerno dann net méi néideg, datt dat nach eemol duerch d'Chamber geet. De Conseil d'État insistéiert duerfir awer, datt dës Arrangementer mussen am Memorial publizéiert ginn, esou wéi den Artikel 37 vun eiser Verfassung dat dann och virgesäit.

D'Santéskommissioun huet sech och eng Rei Gedanke gemaach iwwert dësen Accord, a mir hunn an engem Tour de table eng Rei Saache festgehalten, zum Beispill datt, wann eng Firma e Problem vun Absentéisme huet, een deen eigentlech net eleng duerch Kontrollen an de Grëff kritt, mä datt da virun allem emol soll a muss gekuckt ginn, fir de Grond ze sichen, firwat esou vill Leit sech genau an där Firma krankmellen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP), rapportrice. - Et giong och Rieds driwwer, datt eenzel Firmae méttlerweil hiert Personal géifen duerch Privatdetektive kontrolléieren oder, besser gesot, hinne nospionéiere loosse. De Gesondheitsminister, deen huet eis gesot, datt et duerfir keng Base légale gëtt an datt hien dëst och désapprouvéiert.

Mir hunn dann och driwwer geschwat, datt een emol op internationalem Niveau misst d'Krankeschäiner harmoniséieren an datt et och misst méiglech sinn, e Krankeschäin fir nëmme en hallwen Dag auszustellen.

No dës méi generellen Diskussiounen an Iwwerleeungen huet d'Kommissioun mech du beoptragt, mä Rapport ze schreiwen, an dee gouf, wéi ech aganks scho sot, de 17. Januar an der Santé- a Sécurité-sociales-Kommissioun uegoholl. Ech hu probéiert, lech elo dat Wichtigst doraus ze erzielen, an ech hoffen dann, datt mer dësen Accord herno kënnen unanime stëmmen.

An deem Sënn ginn ech op alle Fall elo emol den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir dës Projéit an ech soen lech alleguerter Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen** (CSV). - Jo, Merci, Här President. Nodeems d'Rapportrice esou komplett war, wierklech all Reflexiounen, déi mer an der Santéskommissioun gemaach hatten, scho gezielt huet, bleift mir eigentlech just nach den Accord vun onser Fraktioun ze ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Mergen. An dann huet den Här Colombero nach d'Wuert gefrot. Här Colombero, wann ech gelift!

► **M. Jean Colombero** (Onofhängeg). - Merci, Här President. Merci un d'Madame Claudia Dall'Agnol fir hire Bericht.

Menger Usicht no sinn esou Projéiten net ganz harmlos. Ech mengen, wann den Dokter ee krankmellt, dann ass e krank. Also, ech weess net, wat een do soll kontrolléiere goen, Här Minister. Déi Persoun ass krank a fäerdeg. An do muss ee sech ganz prinzipiell verschidde Froe stellen. Ass en Aarbechter gare krank? Ass en Aarbechter gare krank, wann hie riskéiert, no senger Krankheet entloos ze ginn oder Primen ze verléieren?

Dës Projéit huet e ganz komeschen Arrière-gout, an ech hunn hei d'Impressioun, dass den Aarbechter ni dierf krank ginn. Ass en Aarbechter e Risikofacteur fir d'Ekonomie, wann hien eng Woch méi laang krank ass, jo oder neen? Söllt een net primär d'Aarbechtskonditiounen verbessern, anstatt den Aarbechter als Sündenbock ofzestempelen, esou wéi dat gesot ginn ass vun der Madame Claudia Dall'Agnol?

Wa mir eng Woch méi laang..., wa mir alleguerter eng Woch an de Gruëf géife schaffe goen oder op de Bau, da géife mer verstoen, wat den Aarbechter wäert ass a firwat dass e krank gëtt. Ech mengen, dat musse mer alleguerter hei eng Kéier agesinn, ier mer eppes ofstëmmen.

Duerfir considéieren ech dee Projéit de loi net grad als Heure de gloire fir den Aarbechter, Här Minister. An ech mengen, mir missten eis schommen, fir den Aarbechter permanent de Schwaarze Péiter zouzeschousteren!

Sou, dat gesot, kënt Der domat ufänken, wat Der wëllt.

Merci.

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombero. Den Här Krieps huet nach zum selwechte Projéit d'Wuert gefrot. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alexandre Krieps** (DP). - Merci, Här President. Ech wollt am Fong aganks nëmme der Madame Dall'Agnol Merci fir hir Aarbecht soen an ech wollt och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz bréngen.

Mä wann ech awer de Frënd Colombero héieren, den Dokter Colombero, hei Saachen an d'Welt setzen! Mir hunn e Problem mat Leit, déi doheem bleiwen. Mir hunn och e Problem, säit de Statut unique existéiert, dass déi éischt 13 Wochen d'Krankeeseen net méi vill kontrolléieren, well de Patron jo bezilt. Dat ass eng Realitéit. An ech géif awer net pauschal soen, jiddweree géif Stakhanovist hei spillen an all moies um fënnef Auer opstoen, fir schaffen ze goen. Dat ass net déi Erfahrung, déi d'Kollegen um Terrain hunn. An duerfir...

Dat gesot, dat Gesetz ass och interessant, well et een Distinguo ass tëschen dem Contrôle médical an dem administrative Contrôle, dat ass den Haaptpunkt an dësem Gesetz. An ech gleewen och, mir wëssen, dass bei de franséische Kollegen den Absentéisme vill méi héich ass. An dat ass och dat Land, wou am meeschte Berouegungsmëttele geschléckt ginn, mä dat ass e kulturelle Phänomeen. Et gëtt och vläicht méi Rouden do gedronk wéi bei ons, an duerfir kommen d'Leit moies net esou séier op.

(Interruptions)

Mä dat gesot, dat hei ass e gudden Accord, an ech mengen, et kann een nach dee verbessere vläicht an der Zukunft an der Praxis, mä et ass e gudden Accord. Duerfir bréinge mir onsen Accord zu deem Projéit.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Krieps.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk). - Ech froen och nach d'Wuert.

► **M. le Président.** - Elo kritt d'Wuert den zoustännegen...

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk). - Här President, ech froen och nach d'Wuert.

► **M. le Président.** - Ah, den Här Urbany freet och nach d'Wuert. Här Urbany, da kritt Dir d'Wuert.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk). - Jo, ech muss dann awer och vläicht heirop reagéieren, wat mä Virriedner gesot huet. D'Chiffere vum Observatoire de l'absentéisme weisen kloer drop hin, dass d'Absencen op der Aarbechtsplaz zu Lëtzebuerg esou niddreg si wéi a kengem Land

ronderëm. Dat heescht, dass se ronderëm méi héich sinn.

Si weisen och drop hin, dass den Absentéisme de courte durée, also dat kuerzt Feelen op der Aarbechtsplaz, erfogaangen ass a leschter Zäit, well - soe se - d'Leit fäerten, se géifen hir Aarbecht verléieren, während awer den Absentéisme de longue durée, dee bedéngt ass duerch Depressiounen, Stress op der Aarbecht an esou weider, liicht an d'Luucht gaangen ass, wat eventuell eng Konsequenz ass vum éischte Phänomeen. D'Leit bleiwe hei enger klenger Krankheet doheem (veuillez lire: net doheem), wat awer dozou féiert, dass se herno ëmmer méi krank ginn an da mussen e Krankeschäin de longue durée huelen.

Duerfir ginn ech dem Här Colombero do komplett recht,...

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk). - ...et ass hei en Drockmëttel am Fong geholl, wat, en Drockmëttel...

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden, den Här Urbany ausschwätzen ze loosse! Här Urbany, Dir ganz eleng hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk). - Et ass eng Allianz vun de rasonabele Persounen, déi e sozialt Häerz hunn.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh, ah, ola!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk). - An deem Sënn sinn ech scho laang an der Fraktioun vum Här Colombero an hien a menger.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!!!

(Hilarité)

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk). - Dat huet awer keng allgemeng politesch Konsequenzen.

(Interruptions)

Mä zu deem heite Punkt op jidde Fall. Also, ech mengen, dass hei en zousätzlech Drockmëttel opgebaut gëtt, obscho jo awer de Contrôle administratif och während deenen éischten 13 Wochen zu Lëtzebuerg méiglech ass, och fir Frontalieren, och fir Leit, déi hei wunnen.

Wat, mengen ech, awer nach méi e Problem ass, dat ass, dass d'Patronat ëmmer méi dozou iwwergeet, fir privat Krankekontrollen ze organiséieren. Dat heescht, privat Krankendokteren, déi vun hinne bezuel ginn, unzestellen, fir d'Leit nach eng Kéier zousätzlech ze kontrolléieren. Dat heescht, mir hunn am Fong geholl en duebele Kontrollmechanismus, deen absolut net gesond ass.

An duerfir wäert ech op jidde Fall mech hei bei deem Projéit enthalten, well ech der Meinung sinn, dass dat hei awer trotzdem en Instrument ass, zousätzlechen Drock opzebauen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Urbany. A wann dann elo soss keng Wuertmeldung méi ass, kritt de Gesondheitsminister d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt drop hiweisen, dass d'Problematik vun dem Contrôle vun den Absencen hei nëmme ee klengen Element ass vun deem Projéit, well, éischstens - an dat huet d'Madame Rapporteur richteg gesot -, de Contrôle administratif de la maladie, wéi mir en hei zu Lëtzebuerg kennen, a kengem anere Land ronderëm bekannt ass, sou dass een dozou d'Leit doriwwer keen Accord ka maachen.

Et ass richteg, dass d'Nopeschlänner kee Problem domat hunn, wa mir eis Kontrolleuren iwwert d'Grenz schécken, net fir d'Maladie festzustellen, mä fir d'Präsenz oder d'Netpräsenz während dem Krankeschäin festzustellen. Wann een esou kuckt, bei deene Contrôles administratifs, déi an engem Joer gemaach ginn, dat sinn der tëschen 8.500 a gutt 10.000 pro Joer, da stellen déi Kontrollen iwwert d'Grenz ëm 30% vu sämtleche Kontrollen duer. Dat heescht, Kontrollen an deenen Nopeschlänner.

Et ass also net en Accord, dee just de Contrôle des malades, ob dat elo iwwer e franséischen oder däitschen oder belschen Dokter ass, dee kuckt, ob d'Maladie wierklech do ass oder net, oder ob et de Contrôle administratif ass, mä et geet doriwwer eraus. Et ass eng géigesäiteg Ënnerstützung, déi hei ënnerschriwwen ginn ass a Saache Sécurité sociale, déi e Schratt méi wäit geet, wéi dat, wat souwisou am Koordinatiounsreglement 883 tëschen den europäesche Partner festgeluecht ass. An de Sënn do dervun ass, dass ee sech hëlleft, fir Frauen an aller Hisiicht an der Sécurité sociale kënnen feststellen an ze évitieren.

An ech muss lech soen, dass och an der Sécurité sociale, wat e solidairesche System ass, et noutwendeg ass, dass ee sech ëm Abusé këmmert. A just ëm Abusé geet et. Et geet net drëm

hei, fir Hexejuegd ze maachen op Kranker, well et ass zu Recht ënnerstrach ginn, dass Lëtzebuerg zwar eng Evolutioun am Krankestand an deene leschte Joren hat, awer nëmme eng liicht Evolutioun, a vis-à-vis vun deenen dräi Nopeschlänner en däitlech méi niddrege Krankestand huet, iwwer Joren elo gekuckt. Mir leien en Delta vun engem bis 2% vun eisen Nopeschlänner ewech, an dat, obwuel dass mer mëtten an enger Kris sinn.

Keng Hexejuegd, well - an dat gëtt heiansdo vergiess - bal d'Halschent vun deene Leit, déi schaffen, ni eng Ënnerbriechung am Joer vun hirer Aarbecht weint Krankheet hunn.

Et gëtt ëmmer gesot, si melle sech alleguerter krank. Dat ass ganz reduktiv. Bal d'Halschent vun deene Leit, déi schaffen, melle sech an engem Joer net krank. Dann hu mer déi normal Evolutioun, a mir hunn awer och, mir hunn awer och, an et sinn der eng Rei vun eis heibannen, déi sécher net als Sklavendreiwier bekannt sinn, mä déi et an hirem eegene Betrib erlieft hunn, dass heiansdo méindes, freides d'Zuel vun den Eendagskrankeschäiner méi héich ass wéi méttwochs oder donneschdes. Wann dat eng Kéier oder zweemol oder dräimol virkënt, dann ass dat nach eppes Normales. Wann dat awer op eemol fofzegmol am Joer virkënt, da muss ee sech dorëms këmmere.

An dann - jo, ech fänken do domat un, wat ech wëll -, wat den Dokter Colombero gesot huet, well dat, wat e festgestallt huet, dat ass am meilleur des mondes vläicht d'Realitéit mat deem Dokteschstand, wou et net ee schwaarzt Schof dobäi géif ginn, mä an dëser Welt ass et awer liicht aneschtens, an do gëtt et déi eng bei den Assuréeen, déi heiansdo luussen - an dat ass net d'Regel -, an da gëtt et déi aner bei der Dokterschaft, déi heiansdo deenen hëllef, déi luussen. An dat kënnen mer op Statistike feststellen.

A wann den Dokter Colombero, dee säi Berufsstand jo och kennt, éierlech wier, da géif e soen, de Gros, den absolute Gros vun den Doktere maachen dat mat Droiture an no hirem beschte Wëssen a Gewëssen, mä et gëtt der awer och, déi bal just nëmme dat maachen a quasi net méi intervenéieren an der normaler Behandlung vun de Kranken. An do gëtt et en Accord tëschen der Dokterschaft an der CNS. Wann een e gewëssene Prozentsaz bei senger Patientèle iwwer Krankeschreiwungen iwwerschreit, da gëtt een zumindest suspekt, an dat sinn net elo fënnf oder 10%, mä dat si 60, 70, 80 oder 90% vun deene Patienten, déi bei engem laanschtkommen, déi krankgeschriwwen ginn.

Bon, Dir erlaabt mer, dass ech mer do Froe stellen, a wann Dir lech keng Froe stellt, froen ech mech, a wat fir enger Welt dass Der lieft.

Ech mengen, dass dat heiten net e Gesetz ass, fir deenen éierleche Leit e schlecht Gewëssen ze maachen, mä eng Sécurité sociale, déi ob d'Solidaritéit baut, brauch och e Minimum u Contrôle. An där beschtméiglecher Welt bräicht een déi net, mä mir sinn nach leider net an där beschtméiglecher Welt ukomm. Da muss een déi éierlech schützen doduerch, dass een heiansdo deenen Onéierleche kann e béise Fanger maachen.

A wéi gesot, et ass schrecklech reduktiv, wann een deen Accord hei just duerch de Brëll vun dem Contrôle gesäit. Et ass en Accord, deen an enger gudder Kollegialitéit mat de franséischen Autoritéiten ausgeschafft ginn ass, an et ass en Accord, deen net nëmme an eng Richtung spillt, mä an déi zwou Richtunge spillt.

Als Beispill: Wann een hei Prestatiounen kritt, ob dat sozial Prestatiounen sinn oder ob dat de Chômage ass, an et géif ee gläichzäitig iwwert d'Grenz voll schaffen, ma da stellen ech mer d'Fro, ob een dat einfach esou kann hinuelen oder ob een da muss aktiv ginn. Oder vice versa, wann een a Frankräich géif Chômage kréien an hei géif voll schaffen, an d'Autoritéite froen eis ëm Assistance, da fannen ech dat normal, dass een déi Saach nokucke geet an dat net als Hirngespinnst duerstellt.

Voilà, Här President, ech mengen, dass deen Accord hei en anstännegen Accord ass, an ech géif mer wënschen, dass mer en ähnelche mat eisen aneren Nopeschlänner kéinte schléissen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gesondheitsminister. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projéit de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6422 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Interruption)

Dat gëtt notéiert.

De Projet de loi 6422 ass ugehall mat 58 Jo-Stemme géint zwou Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

M. Jacques-Yves Henckes.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera et Serge Urbany.

Wéllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6488 iwwert de Bau vum engem Lycée zu Clierf. D'Riednerzäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eicher, Bauler, Haagen, Gira a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

11. 6488 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée à Clervaux

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn haut d'Eier, lech dann och nach de Rapport vum der Nohaltegkeitskommissioun iwwert de Gesetzprojekt 6488 virstellen. Et geet elei em de Bau vum deem neie Lycée zu Clierf.

Virewech kuerz d'Antécédentes: De Projet gouf de 16. Oktober 2012 vum Nohaltegkeitsminister an dem Infrastrukturminister, dem Här Claude Wiseler, hei an der Chamber déposiert. De Statsrot huet säin Avis den 13. November ofginn. Déi zoustänneg Kommissioun huet mech dann den 21. November als Rapporteur zu deem Gesetzprojekt genannt. Doropshin huet d'Kommissioun souvuul de Projet wéi och den Avis vum Conseil d'État den 20. Dezember examiniert an de schréffleche Rapport ass an der Sitzung vum 16. Januar 2013 ugehall ginn.

Här President, wéi et de Plan directeur sectoriel «Lycées» virgesäit, solle mëttel- a laangfristeg déi néideg Schoulcapacitëte geschafe ginn an déi schoulesch Offer dezentraliséiert a méi regionaliséiert ginn. Dese Plang wéllt och, datt d'Schoule méi attraktiv gestalt solle ginn, notament duerch e bessert Ubannen un den öffentlichen Transport, an d'Capacitëit vum de Schoulgebaier soll optimiséiert ginn.

De Kanton Clierf huet am Norde vum Lëtzebuerger Land u sech déi klengste schoulesch Offer. Een neie Lycée ass also néideg a sécher och méi wéi justifiéiert. Eent vun den Ziler ass et, wéi ech scho virdu gesot hunn, fir d'Distanz tëschent Schoul a Awunnergemeng vum de Schüler ze kieren. Mat deem neie Gebai wäerten dann och déi Leit aus dem heijen Norden e Lycée an hirer Wunnégend zur Verfügung hunn.

Tëschent de Joren 2000 an 2011 gouf et eng regelméisseg Erhéijung vum der Awunnerzuel am Kanton Clierf, ergo och vum de Schülerinscriptiounen. Sou hu sech zënter 2000 bis haut landeswäit insgesamt 8.056 Schüler méi ugemellt, dat enner anerem bedéngt duerch d'Gebuertserhéijung an de steigende Migrationenzoufluss, awer och duerch eng Verlängerung vum der obligatorescher Schoulzäit.

Här President, et gouf schonns méi laang vun deemem Projet geschwat; fir d'éischte Kéier 2005

am Regierungsrot. Eng Etüd huet gewisen, datt et e seriöse Besoin an där Region vum Land a puncto Secondaire gëtt. Déi politesch Responsabel vum Pôle Nord ennerstëtzen dese Projet duerfir och mat ganz vill Vehemenz an Intereessi.

De Plan directeur sectoriel «Lycées» gesäit déi prioritär Rekrutierungszone mat de folgende Gemenge vir: Dat ass selbstverständlech Clierf, Konstern, Hengescht, Housen, Munzen, Élwen, Wäisswampech, Wëntger a Kiischpelt. D'Awunnerzuel an där Zon, also an all deene Gemengen, klëmmt zimlech rasant erop. Sou goufen am Joer 2011 am Ganze 17.776 Awunner gezielt, eefel Joer virdu waren et der 14.599.

D'Entwécklung an de Schoule geet an déiselwecht Richtung mat engem lichte Réckgang 2010, deen zënterhier praktesch awer net méi variéiert huet. 2011 hu sech an där Zon 1.508 Schüler ageschriwwen, wat de bis dohi maximale Potenzial ausmécht.

All Gemenge vum Kanton si mat Clierf via öffentlichen Transport verbonden. E grouse Virdeel fir de Lycée zu Clierf ass säin direkten Uschloss dann och un d'Eisbunnsnetz. D'Parzell vum Lycée ass 3 ha an 3 a grouss. Deen neie Lycée wäert eng Capacitëit vum ronn 800 Schüler hunn. Dese Lycée wäert et erméiglechen, datt d'Schoulen zu Wolz an zu Ettelbréck deemno dann och kënnen entlaascht ginn.

An deemem zu Clierf geplangten neie Lycée ginn all Formatiounen de Besoinen entsprechend proposéiert, bis op d'Ausnahm vu verschiddene méi spezielle Formatiounen, wéi zum Beispill d'Hôtellerie, d'Agrarformatioun, d'Konstruktioon an Habitat.

Esou wéi bal an all aneren neie Lycéeën elei am Land bitt och de Lycée Clierf an enger éischter Phas eng énescht Divisioun vum Secondaire un souwéi déi énescht Cyclé vum Technique an de Régime préparatoire. Et sinn am Ganze 34 Klasse virgesinn, dovunner 26 fir den Technique, dat heescht Cycle inférieur, an aacht Klasse fir de Classique, Division inférieure.

Wat d'Klassesäll ugeet, gëtt et Raim vu 60 bis 70 m², verschidden Ateliers artistiques, e Musiksaal, eng Salle polyvalente, verschidde Bios-, Geos-, Geschichts-, Informatik-, Chimies- a Physiksaal souwéi Sportsaall an eng Schwämm. De Ministère de l'Éducation nationale huet a sengem Bauprogramm verschidde Strukturen virgeluecht, déi fir eng optimal Ausrichtung vun deene verschiddenen Type vu Säll am Schoulkomplex suerge sollen.

D'Schoulgebai soll folgendermoosse strukturiéiert ginn: Eng Structure d'enseignement mat deenen eenzelne Modulën, eng Structure administrative fir d'Direktiounsekretariat, de Konferenzraum an esou weider, eng Structure d'accueil fir d'Kantin, d'Bibliothék, en Openthaltsraum an nach Sportsinfrastrukture mat deenen entsprechende Säll an och Terrainen, eng Schwämm a schlussendlech eng extern Anlag fir de Schoulhaff, de Préau an d'Busquaien, eng Gréngzon an e Parking fir Autoen a Véloen.

Wat de Projet pédagogique ugeet, wéllt de Ministère, datt d'Encadrement vun de Schüler de ganzen Dag vu moies aacht bis owes sechs assuréiert soll ginn. De Site, op deem den neie Clierfer Lycée geplangt ass, läit am nördleche Quartier vu Clierf um alen Industriegeleit ennen am Dall, dee bis 2007 vun der Firma CTI Systems beluecht gouf. Dese Site ass westlech an östlech vum Hiwwele geschützt an den Dall verleeft deemno an déi béid aner Richtunge Süden an Norde weider. D'Clierf fléisst op där östlecher Säit laanscht souwéi och d'Zuchschinnen, déi sech do befannen. D'Clierfer Gare läit ausserdeem ganz no. Op westlecher Säit verleeft d'N18, südlech läit den Terrain vun der aler Industriehal Synplants.

Déi al Gebaier vun der CTI-Firma goufe viru Kuerzem ofgerappt. Et muss nach eng Sanéierung op verschiddene Plaze vum Terrain do gemachen ginn. Doréms muss de Stat sech këmmern. De Site, op deem den neie Lycée geplangt ass, gehéiert effektiv zënter 2007 dem Stat. De Site, deen als Zone des bâtiments publics agestuft ass, huet wéi ech scho virdu erwähnt hunn, eng Fläche vun 3,03 ha an ass mat der Nummer 687/2922 am Kadaster enregistriert.

D'Terrainen an der Noperschaft gehéieren der Gemeng, den CFL, dem Syndicat Sicler, dem Stat an de Ponts & Chaussées. D'Etüd iwwert d'Architektur huet och de bestehenden Iwwerschwämmungsrisiko matanalyséiert a verschidde Virsiichtmoosnamen goufen an där Etüd och festgeluecht.

D'Quaie fir d'Busse sinn, wéi ech schonns mentionéiert hunn, um Site selwer. D'Schwämm huet u sech eng duebel Funktioun fir d'Schoul a fir de Public. Des Weideren steet hei e Parking vun 68 Plazen zur Verfügung. Fir déi praktesch Detailer vun där duebeler Notzung vun der Piscine mécht de Stat dann och mat der Gemeng,

oder wäert de Stat dann och mat der Gemeng eng Konventioun aushandelen.

Et ass och iwwer een eegent Identitéitskonzept nogeduecht ginn. Zum Beispill soll de Lycée sech a säin natierlechen urbanisteschen Environment op eng positiv an attraktiv Manier integréieren. E gesécherte Foussgängerwee vum Lycée bis bei d'Gare soll den Accès zum ganze Schoulkomplex erméiglechen. Et gëtt och iwwert d'Iddi diskutéiert, e Konzept fir d'Mobilitéé douce ze entwéckelen, fir datt d'Schüler encouragéiert ginn, méi ze Fouss oder verstärkert och mam Vélo bis an d'Schoul ze kommen.

Fir d'Konstruktioon selwer vum Lycée gëtt modernt an nohaltegt Material benotzt, dat en einfachen Entretien duerno och erméiglecht an och energiespuerend an émweltfrëndlech ass.

À propos Energie: Hei gëtt dem Stat seng Strategie och gewëssenhaft émgemat an un déi aktuell Normen ugepasst. D'Prinzipie vun der Nohaltegeket ginn hei no deem neieste Stand respektéiert a selbstverständlech och émgemat. Den neie Lycée wäert eng Performance énergétique vun der Klass A kréien. D'Efficacité énergétique thermique kritt d'Klass C.

Et gëtt hei eng Kombinatioun vun zwee verschiddenen Entlüftungssystemer virgeschloen, déi eng mechnesch an déi aner eng natierlech. Dat wäert derzou féieren, datt d'Gebai eng ideal Innentemperatur an och eng ganz gutt Loftqualitéit soll kréien.

Et sinn och Solarzelle virgesi fir d'Produktioun vun Hëtzt. Sou ginn also iwwerflësseg CO₂-Emissiounen vermieden, notament fir waarmt Waasser an och fir d'Heizung.

D'Kantin ka 400 Schüler empfänken, dat awer an zwee getrennte Servicer, also zweemol 200. Wat d'Detailer elo vun der Infrastruktur ubelaangt, déi si ganz prezis am Exposé des motifs erkläert.

Ier ech lech nach vum Avis vum Conseil d'État schwätzen, kommen ech elo awer nach virdu zum finanzielle Volet. Laut den Indikatiounen vum Devis estimatif vum Mäerz 2012 leien d'Käschte fir de Bau bei 75.450.000 Euro mat der TVA. Hei muss ee soen, datt fir de Sportskomplex 6,2 Milliounen doranner enthalte sinn an dofir gebraucht ginn. Verbrauchs- an Entretienkäschte ginn op 13.245.000 Euro d'Joer geschat.

Här President, de Statsrot huet säin Avis de 15. November ofginn. E stëmmt deem Gesetzesprojekt zou, andeems datt e betount, datt d'Zil vum neie Lycée zu Clierf doranner besteet, fir d'schoulesch Offer am Land besser ze verdeelen, virun allem an deene Regionen, wou e seriöse Besoin besteet, wéi zum Beispill am Norde vum Land. De Statsrot stellt sech och zefridde mam Rapport iwwert d'Architektur an iwwert de Choix vum Baumaterial an och iwwert d'Synergiefunktioun vun der Schwämm.

De Statsrot mécht allerdéngs eng Bemierkung iwwert d'Schülercapacitëit. Am Plan directeur sectoriel «Lycées» steet, datt de Maximum bei 1.508 Schüler am Kanton läit, all Cyclen zesummegeholl. Or, am Gesetzesprojekt gëtt awer vum 800 Schüler fir de Cycle inférieur geschwat.

De Statsrot stellt sech also d'Fro, ob d'Auteurs vum Projet an enger Optik handelen, fir e Lycée ze bauen, dee sech nënnen op d'Cycles inférieurs vu Classique an Technique limitéiert. An deem Fall missten dann d'Schüler duerno trotzdeem an en anere Lycée eriwewiesselen.

De Statsrot ass der Meinung, datt et dann administrativ gesi méi effikass a génschteg wier, aus deem neie Lycée eng Annex vun engem anere Gebai ze maachen, esou wéi d'Mierscher Annex vum Dikrecher Lycée. An der Kommissioun hu mir awer festgestallt, datt des Kritik net justifiéiert ass, well d'Offer vum Lycée op iewescht Klassen a Funktioun vun der Awunnerzuelentwécklung ausgeweit ka ginn. Hei dierft eng Extensiuon ouni gréisser Problemer méiglech sinn.

D'Administration des Bâtiments publics huet preziséiert, datt eng méiglech Extensiuon vum Gebai mat ageplangt ass an datt de Stat elo kierzlech d'Parzell vun der Gesellschaft Synplants ofkaf huet. Dese Terrain ass iwwregens och schonn als Zone des bâtiments publics ausgewisen. D'Kommissioun huet also zrëckbehalen, datt deen neie Clierfer Lycée onofhängeg gëtt an datt e keng Annex vun engem anere Lycée wäert ginn.

Här President, wa mir haut dese Projet stëmmen, ass et méiglech, datt d'Aarbechte fir den neie Lycée 2014 uginn an an deem Fall wier de Bau normalerweis Enn 2017 fäerdeg. Als Rapporteur denken ech oder, besser gesot, wënschen ech mir, datt dese Projet eng grouss Zoustëmmung heibanne kritt. Et ass e wichtege Projet, fir déi schoulesch Offer ze verbessern, mä och e wichtege Projet fir déi ganz Region um an am Clierfer Kanton.

Ech soe Merci all deenen, déi un deemem Projet matgeschafft hunn. An ech soe Merci fir d'Nohaltegkeeten an och ginn, wéi kann et aneschtters sinn, den Accord vun der CSV-Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Emile Eicher agedroen. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Emile Eicher** (CSV).- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, mat deemem Projet, deen dräi Artikelen émfass an nëmme siwen Zeile laang ass, wäert sech d'Zukunft vun der Nordspëtzt vun eise Land bedeitend verännern. Dese neie Lycée wäert d'Liewensqualitéit vun eise Kanner a Jugendlechen e gutt Stéck verbessern.

Ech weess net, ob Dir et wësst, mä d'Kanner, déi vun Huldang op Dikrech an de Lycée wëllen, déi brauchen am Moment eng Stonn an 20 Minuten, mussen zweemol emsteigen, an dat zweemol am Dag!

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Dat ass dese sougenannten „Postkutschenzäitalter“!

► **M. Emile Eicher** (CSV).- Net vill besser geet et ville Kanner aus den Dierfer ronderem. Si brächten des Zäit awer batter néideg fir Hausaufgaben, Sport, Fräizäit a Familjeliewen. Dese Stress ass och schlecht fir hir Gesondheet a fir hire Succès an der Schoul. Eise kleng Lycée fir maximal 800 Schüler bitt an Zukunft déi bescht Viraussetzung fir eng perséinlech Betreuung vun alle Kanner, wou keen anonym bleift.

Här President, mam Clierfer Lycée entstinn eng Rei vun neien héichwärtigen Aarbechtsplazen, déi an deemem Mooss douewen zimlech rar sinn. Ronderem de Lycée erwaarde mir eis eng nei Dynamik, wou nei Betriber eng Chance kréien, sech ze entwéckelen an domadder zur Stärkung vum Centre de développement et d'attractivité vu Clierf bäidroen ze kënnen.

Well et am Clierfer Kanton déi meeschten Industriearbeitsplaze pro Awunner an eise Land pro Kapp gëtt, wësse mir, datt et immens wichtege ass fir d'Zukunft vun dese Firmen, wann net nëmmen déi finanziell, steierlech an aarbeitsrechtlich Konditiounen stënnen, mä och dat soziaalt, medezinescht, kulturell a sécher och dat schoulescht Émfeld attraktiv ass. A wann et besonnesch drëm geet, fir nei Investitiounen an deser Region ze maachen, sinn dat Argumenter fir d'Zukunft. An deemem Sënn gëtt den neie Lycée e wichtege Mosaiksteen fir eis wirtschaftlech Entwécklung an dréit zu de weiche Standuertvirdeeler vun eiser Region bäi.

Dese Lycée ass awer net de Lycée vun der Clierfer Gemeng, mä de Lycée vum Clierfer Kanton an doriwwer eraus. Nach bei kengem Projet, an eiser Géigend op jidde Fall, hu mir esou vill Zoustëmmung fonnt, wéi dat och d'A.s.b.l. De Clierfer Kanton bewisen huet mat 4.000 Ennerschrëften, déi si gesammelt hunn.

Déi konstant Ennerstëtzung vun de betraffene Gemengen, Wëntger, Élwen, Wäisswampech, de Fusionsgemenge Park Housen, Kiischpelt an och Clierf hu mat hirem fläissege Lobbyismus bei der Regierung sécherlech gehollef, datt mir haut dese Projet de loi virleien hunn. Hinne alleguerten e grouse Merci!

Kolleginnen a Kollegen, eis Bevölkerung am Clierfer Kanton ass an de leschten zielef Joer em knapp en Drëttel gewuess an huet domadder sämtlech Prognosen aus dem Plan sectoriel «Lycées» bäi Wäitem iwwertraff. Duerfir sollte mir eis all Dieren oplossen, eis un des rasant Entwécklung unzepassen, a wann et sech weist, och dese Lycée op déi héich Klassen auszewenden. Et ass virauer scho gesot ginn: Deen noutwendigen Terrain ass scho kaaft ginn op dem Site vun der Setzgromperegensenschaft a kann och dofir genotzt ginn.

D'Gemeng Clierf wäert ouni ze zécke sech den Ufuerderung vum Lycée stellen. Sou muss zum Beispill en neie Kollektor duerch déi ganz Uertschaft gezu ginn, fir des nei Gebaier unzuschleissen. Mir sinn och derbäi, eng Mobilitééstudie ze maachen, fir datt eis Kanner sécher ze Fouss vun der Gare bis an den Zentrum goe kënnen, ouni sech mussen duerch de Verkeier ze schloen.

Mat de Responsabele vum Clierfer Lycée wënsche mir eis als Region eng kreativ a konstruktiv Zusammaarbecht, an dat mat alle sozialen, kulturellen a wirtschaftlechen Acteuren, fir zesammen eng gesond Entwécklung vun der Nordspëtzt weiderzedreien.

Et ass mir kloer, datt mir haut e ganz grousst Zil erreicht hunn, mä datt awer nach vill Aarbecht op d'Forces vives vun eiser Regioun duerkënnt. Mir wäerten dem Grupp, deen dat pädagogesch Konzept ausschafft, all Ënnerstëtzung zousoen, fir eise Lycée zu enger zolitter Reputatioun an enger moderner Image de marque ze verhëllefen.

Här President, de Mataarbechter vum Architektbüro a vu Bâtiments publics kann een nëmme félicitéiere fir dës flott, resolut moderner an dem Patrimoine naturel gutt ugepasstent Schoulgebai mat Piscine a Sportshäl. An dat alles no bei der Gare, fir eisen zukünftege Schüler soumat optimal Bedéngungen ze bidden.

Här President, dese Lycée verbessert d'Chancegläichheet net nëmme vun eise Schüler, mä vun enger ganzer Regioun, déi heiduerch e weideren Opdriff krit. Dofir soen ech der ganzer Regierung Merci an lech all heibannen, déi dese Projet mat hirem Jo ënnerstëtzen.

Merci!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eicher. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Demokratesch Partei ass de Clierfer Lycée zënter dem Ufank vum 21. Johonnert ëmmer eng Noutwendegkeet gewiescht. Et ass fir d'DP eng onverzichtbar Infrastruktur an der moderner Wessensgesellschaft, eng Institutioun mat pädagogeschem an erzieereschem Profil, jo, mä awer och mat kulturellem Charakter a sozioekonomeschem Impakt op d'Entwécklung vun der Regioun.

Duerfir huet sech d'DP vun Ufank u fir dese Projet staarkgemaach. D'Mandatär vum der DP hu sech kloer zu dieser Schoul bekannt a sech konkret fir si agesat. Fir mech perséinlech ass d'Thema vum Clierfer Lycée mat ville gudde, awer och manner gudden Erënnerunge verbonnen.

Am Ufank, dat wësse mer alleguer heibannen, huet nëmme e Grapp vu Leit un d'Noutwendegkeet vun dieser Schoul gegleeft. Et ass ee scho bal als ee Fantast ugekuckt ginn, wann een drop opmierksam gemaach huet, datt esou eng Schoul am Clierfer Raum duerchaus Sënn géif maachen, virun allem aus der Siicht vun der schoulescher Dezentraliséierung.

Datt et ufanks u Begeeschterung an Engagement gefeelt huet, dat gehéiert zu de schlechten Erënnerungen. Mä et gouf glécklecherweis Biergerinnen a Bierger, déi méi zouverständlech waren an déi virun allem an all deene Joren net gezéckt hunn, ëmmer nees fir de Bau vun esou enger Institutioun ze plädéieren an anzuetrieden.

D'schoulescher Dezentraliséierung war eng vun de Begrënnungen, well iwwersichtlech Schoule loosse sech besser organiséieren. Hei ass de Schüler keng Nummer, den Direkter kennt seng Élève bal all mam Numm, de Corps vun den Enseignantë begéint sech intensiv, fir en zefriddestellenden Teamwork an Interessi vun alle Jonken ze leeschten. Dat war sécherlech ee vun de Grënn, dee mech perséinlech als Enseignant am Postprimaire ëmmer nees dozou motivéiert huet, ze widerhuelen, datt mer déi dote Schoul am ieweschten Deel vum Land bräichten.

Eng iwwersichtlech Schoul, eng Schoul mat Wohlgefühl, an där d'Beziung Schüler/Enseignant groussgeschriwwen gétt, well ee sech kennt, well een net an der Hektik, déi esou dacks grouss Schoulen eegen ass, laanschte-neeleeft a -lieft.

Mir wëssen all, wéi wichteg d'Qualitéit vun der Relatioun tëschent Enseignant a Schüler ass. Mir wëssen, datt e grouschen Deel vum Léierfollg vun der Persoun an der Perséinlechkeet vum Enseignant ofhänkt. Grad a méi iwwersichtleche Schoulgemeinschaften ass et méi einfach, déi Beziung tëschent Schüler a Professer opzebauen. Grad hei léisst sech déi pädagogesch Aarbecht besser an de Mëttelpunkt stellen, well ee sech kennt a well ee méi Zäit fireenen huet.

Am Ufank war et schwéier an et ass ofgeewart ginn. Et gouf Zuelematerial gesammelt, bis datt ersichtlech gouf, datt et am Oste vum Clierfer Kanton, wann een dat esou oes kann, en „vide scolaire absolu“ géif ginn. Datt de Bau vum Clierfer Lycée bal zu enger „never-ending story“ sollt ginn, gehéiert sécherlech zu de manner gudden Erënnerungen. Datt dat Ganz esou laang geschleeft huet an op déi laang Bänk gedreécht gouf, ass keng gutt Erënnerung.

Wéi et riskéiert huet, méi laang ze daueren, du sinn d'Leit am Norde méi a méi ongehele ginn a si hunn hir Ongedold op ënnerschiddleche Weeër zum Ausdrock bruecht.

Zu de gudden Erënnerunge gehéiert, datt d'Medien op eis Appeller gelauschert hunn. D'Press hat op eemol en oppent Ouer fir de Projet - déi geschriwwen an déi geschwate Press. An ech wëll op deser Plaz, vun deser Plaz aus der Press en häerzleche Merci soen, datt si de Sujet ëmmer nees opgegraff huet, wann et néideg war a wa seng Befürworter se geruff hunn.

Sou erënneren ech mech nach ganz gutt un e Reportage, deen RTL 2007 iwwert de Sujet Clierfer Lycée zesummegestallt hat. Deemools gouf e Meedche vu Léiler, dat zu Wolz op enger Septième ageschriwwen war, op sengem Schoulwee gefilmt. Nodeems d'Meedchen um sechs Auer opgestanen ass, ass et vu Léiler aus emol fir d'Éischt esou géint Véirel vir siwen op Hengscht mam Bus gefuer. Do huet et missen emsteigen an dann op den nächste Bus waarden, deen et da vun do aus bis op Wolz gefouert huet.

No enger gudder Stonn ass et um Busquai vum Lycée du Nord ukommen an et huet géint aacht Auer seng Klass erreecht. Owes ass et deselwechte Wee an déi ëmgekeiert Richtung erëm heemgefouert ginn. Insgesamt sinn esou gutt zwou Stonnen am Bus verluere gaangen.

Dës Zäit hätt d'Meedchen duerchaus anescht notze kënnen - mä Virriedner huet et gesot - fir Sport, Musek oder einfach Léieren. Et wäerten op d'mannst nach véier Joergäng dru gleewe missen, bis datt dann endlech de laang erbäigewëschte Clierfer Lycée seng Dieren opmécht an déi Éisleker Jugendlech wesentlech manner Zäit am Bus verléieren.

Beim Thema Clierfer Lycée fale mir etlech Aktiounen an, déi d'Forces vives aus der Regioun an Einzelner vun hiren äerdege Verrieder lancéiert hunn, fir de Sujet iwwerhaapt an der öffentlecher Debatt ze behalen, well dat war net onbedéngt evident, zemools, well de politeschen Engagement sech éischter a Grenze gehalten huet.

De President vun der Vereenegung De Clierfer Kanton, Léon Braconnier, huet dat op de Punkt bruecht, wéi en 2011 geschriwwen huet: „Die verpassten Jahre zeigen eines: Die Begeisterung für das Projekt Lyzeum im Kanton Clerf war vielerorts eine laue, eine halbherzige.“ An e schrouf weider: „Wie immer räumten einige Skeptiker dem Projekt anfangs keine große Chance ein. Aber die überwältigende Mehrheit der Bevölkerung stand und steht hinter der Idee.“

Datt mer haut hei dierfen iwwert de Bau vun dieser Schoul entscheeden, ass dann och wirklich dem zéien Engagement vun der Vereenegung De Clierfer Kanton ze verdanken. De Kolleg Emile huet et virdu gesot.

Hir féierend Leit hu sech onentweegt a mat enger formidabler Gedold fir d'Schafe vun enger Sekundarschoul an der Nordspëtz ausgeschat an agesat. Mat Erfolleg, wéi mer feststellen dierfen, quitte datt am Dossier éischter gehandelt hätt misse ginn. Mä wéi huet de fréiere Schoulinспекter René Maertz a Grënnungspapp vun der Associatioun De Clierfer Kanton eemol esou treffend geschriwwen: „Das Staatsschiff ist ein langsames Schiff, es agiert nicht, es reagiert.“

Erënnere mer drun, datt d'Chamber um Ufank vun diesem Johonnert eng Motioun vum Robert Garcia ugeholl hat, an där de Bau vun engem Lycée am Kanton Clierf ausdrécklech heibannen ënnerstëtz gouf. Dat huet de fréiere Wirtschaftsminister Henri Grethen esicht geholl an hien a senger him eegener Wäitsicht dozou ugereegt, fir den Terrain, op deem déi fréier Firma Cleveland implantéiert war an déi op Lentzweiler ënner dem Numm CTI ëmgesiedelt ass, iwwert d'SNCI opzekafen, soudatt iwwert dese Wee den erfuerderten Terrain, no bei der Eisebunn, disponibel war.

Erënnere wëll ech drun, datt den Henri Grethen séier aktiv gouf, nodeems déi deemoleg Schoulministesch Anne Brasseur drop higewisen hat, deemools schon, datt et ëmmer schwéier wier, e Lycée ze schafen, well d'Regierung meeschtens un der Terrainsfro scheitert.

Duerch déi exzelleent Zesummenaarbecht tëschent dem deemolege Wirtschaftsminister an der deemoleger Educatiounsministesch konnt dunn den Terrain vun der CTI fir ee Lycée reservéiert ginn. Dat hat virun 2004 am Minette geklappt an et sollt och zu Clierf mat Succès widerholl ginn. Duerch dese glécklechen a geschéckte Grëff vum Henri Grethen...

► **Plusieurs voix.** - Ah! Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - ...huet sech also d'Fro vun der Verfügbarkeet vun engem Terrain fir de Lycée net méi gestallt.

(Interruptions diverses)

Wéi gesot, meeschtens ass et jo ëmgekeiert. D'Regierung wëllt eng Schoul oder en anert öffentlech Gebai bauen, mä da gëtt et schwéier, fir e passenden Terrain ze fannen. De Minister Claude Wiseler kann e Liddchen dovunner sängen. An anere Géigende vum Land kënnen mer jo dovunner och e Liddche sängen.

Nom Henri Grethen senger gelongener Aktioun war awer dunn eng Zäit Funkstille am Dossier an et huet op eemol am Fréijoer 2006, ënner der CSV/LSAP-Regierung, geheescht, de Projet wier elo emol op onbestëmten Zäit ausgesat.

Erëischt den 19. Dezember 2006 gouf de Sujet hei an der Chamber vum heitegen Europadeputéierte Charles Goerens op en Neits opgegraff...

► **Plusieurs voix.** - Ah! Oh!

(Interruptions diverses)

► **M. André Bauler (DP).** - ...an öffentlech diskutéiert. Deemools huet hien op d'Noutwendegkeet vun diesem Gebai higewisen. Hien huet sech och kloer fir de Standuert Clierf ausgeschat, eng Plaz, déi kaum kéint ugezweifelt ginn.

Ech zitieren de Charles Goerens: „Clierf läit zentral. Clierf läit un der Eisebunn. Clierf ass och e Verkéiersknotenpunkt. Dee Lycée soll bei der Gare entstoen oder bei d'Gare kommen. Do ass en Terrain reservéiert, an deen hu mer och der Wäitsicht vum viregte Wirtschaftsminister ze verdanken, deen an der viregter Legislaturperiode...“ - dat war tëschent 1999 an 2004 - „...eng Décisioun matgeholfel huet erbäizeféieren, fir e Betrib, dee CTI heescht, ze delogéieren, an zwar an d'Industriezon vu Lentzweiler.“

An der Debatt iwwert de Lycée huet den Député-maire vu Wolz, de Romain Schneider,...

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

(Interruptions)

► **M. André Bauler (DP).** - ...Enn 2006 d'Regierung an d'Parlament opgeruff, keng weider Zäit an diesem Dossier ze verléieren an Neel mat Käpp ze maachen. Den Oprüff vum Här Schneider un d'Adress vun der CSV/LSAP-Koalitioun war gutt gemengt, mä en huet net alles gedéngt. Nach ganzer sechs Joer sollten an d'Land zéien, bis endlech e Projet de loi déposéiert gouf. D'Leit aus dem Kanton hu sech weider misse gedélegen, an hir Verrieder goufen net midd, sech nees fir des Schoul weider ze engagéieren an un des Schoul ze erënneren.

2007 huet d'Initiativ „E Lycée fir de Clierfer Kanton“ eng Petitioun gestart, wou iwwer 4.000 Ënnerschrëften zesummekoumen; den Emile Eicher sot dat elo just. 2009 huet dunn d'Regierung endlech en Architektbüro ugestallt, deen d'Pläng fir des Schoulinfrastruktur sollt ausschaffen. 2009 war och dat éischt Krisejoer. Als Reaktioun op dee méi enke Spillraum bei de Statsfinanzen hunn dunn d'CSV an d'LSAP am Hierscht 2010 decidéiert, fir verschidde staatlech Infrastrukturprojeten op Äis ze leeën, dorënner och de Clierfer Lycée.

D'Initiativ „E Lycée fir de Clierfer Kanton“ huet doropshin all Hiewelen a Bewegung gesat, fir des enttäuschend Entscheedung réckgängig ze maachen. 2011 hunn d'Verrieder vun der Initiativ a vun der Vereenegung De Clierfer Kanton de Ministere Mady Delvaux a Claude Wiseler iwwer dausend Postkaarten, déi ronn dausend Stéit oder Familjen aus dem Norde representéiert hunn an déi un de Premierminister gericht waren, iwwerreicht, dës mat der Demande, bei der Opstellung vum Statsbudget 2012 schoulesche Bauten absolut Prioritéit aneraumen an de Clierfer Lycée schnellstméiglech ze verwierklechen.

De 16. Oktober d'lescht Joer huet d'Regierung dunn endlech decidéiert, de Gesetzesprojekt, dee mer haut stëmme sollen, op den Instanze wee ze schécken. De laang erbäigewëschte Bau vum Clierfer Lycée gouf domat an d'Wee geleet. Fir d'Awunner aus der Nordspëtz a virun allem fir d'Éisleker Jugend geet domat en Dram an Erfüllung. Dese Lycée ass fir déi ganz Regioun, besonnesch aus pädagogescher a kultureller, awer och aus wirtschaftlecher a sozialer Siicht, en essenziell Element an der Weiderentwécklung vum Kanton.

Kee Wonner, datt de Fernand Etgen 2011 an der Revue vum Clierfer Kanton schrouf, ech zitieren: „Déi Kanner, déi haut a modern Grondschoole ginn, solle muer an hirem Kanton an e moderne Lycée kënnen goen. An e Lycée dréit och wesentlech dozou bäi, datt grad des Kanner an hirem Kanton eng Aarbechtsplaz fannen.“

An de Camille Gira, dee jo zesumme mam fréieren DP-Deputéierten Emile Calmes zu de Promoteure vum Atert-Lycée zu Réiden gehéiert, huet dat op folgend pertinent Formule bruecht: „D'Regioun profitéiert vum Lycée an de Lycée profitéiert vun der Regioun.“

Effektiv ass de Clierfer Kanton, grad wéi de Réidener Kanton, eng ganz dynamesch Géigend, zemools aus demografescher Siicht. Mëttlerweile bal 18.000 Awunner an der Nordspëtz. Tëscht 1991 an 2010 ass d'Bevölkerung ëm ronn 30% am ganze Land gewuess. Am Clierfer Kanton ass se dergéint ëm 54% gewuess. Des zwee Prozentsätz soen alles.

Ech géif nach gare bäifügen, Här President, datt deen neie Lycée zu Clierf, dee jo no neisten techneschen an ekologeschen Erkenntnisser gebaut soll ginn, ausbaufäeg soll sinn. Spéitstens wann d'Schoul deen ieweschten Zyklus vum Postprimaire ubitt, muss do kënnen gehandelt ginn. Ech sinn zefridden, datt de Stat mëttlerweile och elo Propriétaire vum Terrain vun der fréierer Setzgrouperegenossenschaft, deen nieft dem fréiere CTI-Terrain läit, ginn ass. Esou ass genuch Raum do, wann et zu enger Extension kënn.

Datt de Lycée eng autonom Schoul gëtt, déi net vun engem anere Gebai ofhänkt, ass och eng erfreesch Nouvelle, well esou eng Entscheedung hätt der Schoul vun Ufank u geschaet, souwuel aus organisatorescher wéi aus pädagogescher Perspektiv.

Ech wënschen och, datt d'Zesummenaarbecht tëschent Bâtiments publics an der Enseignants-équipe, déi de Lycée op d'Bee setzt, Friichten dréit an d'Raimlechkeeten esou équipéiert ginn, datt si moderne pädagogeschen Erkenntnisser gerecht ginn.

Ofschléissend wëll ech allen, déi op iergendeng Manéier an all deene leschte Jore sech fir de Bau vum Clierfer Lycée agesat hunn, e grouse Merci soen. Si all hunn e grouse Succès ze verbuchen am Intérêt vun der Nordregioun an hiren Awunner. Et sinn all déi, déi de Kapp net an de Sand gestach hunn, et sinn déi, déi Ausdauer a Gedold haten, et sinn déi, déi dru gegleeft hunn, datt e Lycée méi ass wéi eng Schoul, nämlech e Kulturträger, deen am gesellschaftleche Liewen am wäiteste Sënn vum Wuert eng Schlüsselroll spillt, Aarbechtsplaze schafft an d'Mënschen zesummebréngt.

An deem Sënn wënschen ech, datt et net bis e puer Woche virun den nächste Landeswahlen dauert, bis de Bagger rullt. Dës ass op alle Fall eng grouss Stonn fir de Kanton Clierf. Et ass e schéine Moment, wou mer fir d'Nordspëtz e klaren Etappesieg erziilt hunn. Et ass e Moment, dee sech an eist Gedichtnes aschreiwéiert, a mir all kënnen soen, mir wieren derbäi gewiescht.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, no deem expliziten Historique, deen den Här Bauler hei gemaach huet, wäert ech dorobber verzichten, fir dann nach eng Kéier dee ganzen Historique ze zitieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Ech hat dat iwwerregens souwisoen guer net wëllen.

(Hilarité)

Ech géif awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir dem Här Rapporteur, dem Här Lucien Clement, villmools Merci ze soe fir säin explizite schrëftleche a mündleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, iwwert de Bau vun engem Lycée zu Clierf, denken ech, ass an diesem Haus scho vill diskutéiert ginn; entre autres, an dat ass och schonn ugeklungen, war dat am Kontext vun de Spuermesuren, déi d'Regierung der Chamber proposéiert hat. An deem Kontext ass d'Realitatioun vum Bau vum Clierfer Lycée, wat de Finanzement ubelaangt, kuerz retardéiert ginn.

Et ass awer och ëmmer säitens vum Bauteminer an och vun der Educatiounsministesch gesot ginn a prezisiéiert ginn, dass d'Aarbechte vum Planning a vun den Etude fir d'Realitatioun vum Bau vum Clierfer Lycée géife weidergoen. Wéi mer gesinn, ass dat och de Fall. An d'Regierung huet also an deem heite Projet och Wuert gehalten.

Här President, 2001 ass de Plan directeur sectoriel «Lycées» ugeholl ginn, an d'Noutwendegkeet, fir ee Lycée am Norden ze bauen, war vun Ufank un evident, well do ee klore Vide scolaire festgestallt ginn ass. Nieft dem Clierfer Lycée hat de Plan directeur och d'Noutwendegkeet ënnerstrach, an dat soll een hei och soen, fir nach fënné weider schoulescher Infrastrukturen ze bauen, an dat an zwou Phasen.

An enger éischer Phas sollten d'Lycéeën vu Jonglënster, Réiden an Esch/Belval gebaut ginn. Duerno wier ee Lycée am Südosten, een am Süden an een am Norden ze bauen. Mëttlerweile sinn déi Standuerter jo och definéiert:

Mondorf, Déifferdang a Clierf. Déi éischt Phas vum Plan sectoriel ass elo esou gutt wéi ofgeschloss an duerfir kann d'Realisatioun vun de Lycéeën vum der zweeter Phas ufänken, mat als éischte Lycée de la Clierf.

Ech wëll nach eng Kéier kuerz op d'Objektiver vum Plan sectoriel agoen. Et sinn d'zousätzlech schoulesch Capacitéitë kreéieren, eng Dezentralisatioun vun der schoulescher Offer bewierken, e puer schoulesch Ballungszentren schaffen an domat resultéiert manner Déplacements fir d'Schüler, fir bei d'Lycéeën ze kommen. An dës Objektiver gi ganz kloer beim Bau vum Clierfer Lycée erfüllt.

D'Schülerpopulatioun vun der Zone de recrutement, also vum Anzugsgebiet vum zukünftige Clierfer Lycée, ass vun 2000 bis 2011 an deene Joren an zwar vun 1.440 op 1.508 Schüler geklommen. Dat sinn also am Moment ronn 1.500 Schüler, déi op Wolz ronn 60%, op Dikrech 10%, dann op Ettelbréck 14% mussen an d'Schoul fueren an dofir, an dat ass och schonn ugeklongen, eng laang Zäit brauchen - 80 Minuten an der Moyenne -, déi si iwwer sech ergoe musse loosse.

Des Weidere ginn och ongeféier 40 Schüler aus där Regioun an d'Belsch an d'Schoul. Allerdéngs kann een net dovunner ausgoen, dass déi 1.500 Schüler, déi am Moment op Wolz, Dikrech an Ettelbréck an d'Schoul ginn, also elo alleguerten op Clierf an de Lycée wäerte goen. Vun deenen 1.500 Schüler sinn der nämlech 700 ronn am Cycle inférieur. Déi, déi elo an de Cycle supérieur ginn, ginn also och weiderhin an hir üblech Lycéeën.

Derbäi kënnt, dass d'Schüler aus de Géigende Wëntger, Kiischpelt an Housen vläicht besser un de Wëlzer Lycée ugeboune sinn a sech also dohinner prioritär wäerten umellen. Am Moment sinn also ronn 650 Schüler, déi vun der Offer vum Clierfer Lycée wäerte profitéieren. Duerfir gesäit dese Projet de loi och vir, fir 34 Klassen ze organiséieren, déi sech am Cycle inférieur den Enseignement secondaire an den Enseignement secondaire technique opdeelen. Laangfristeg kann de Lycée actuellement bis zu 800 Schüler empfänken.

Dir Dammen an Dir Hären, de Statsrot hat a sengem Avis vum 15. November vum leschte Joer bemängelt, dass d'Offer vun deem neie Lycée sech just op de Cycle inférieur beschränkt. An deem Fall wieren eng ganz Partie vu Schüler, nämlech déi, déi am Cycle supérieur sinn, vum Virdeel vum engem Lycée de proximité ausgeschloss.

Ech wëll awer hei preziséieren, dat ass och schonn e puermol ugeklongen, dass dat nëmmen an enger éischter Phas de Fall wäert sinn. De Législateur kann nämlech zu all Moment d'Base légale vun deem Text änneren an d'Offer op de Cycle supérieur erweideren, wéi dat zum Beispill am Fall vum Réidener Lycée gemaach ginn ass.

De Clierfer Lycée gëtt also keng Annex vun engem anere Lycée, mä en onofhängege Lycée wéi déi aner och. Mëttelfristeg wäert d'Offer och op de Supérieur erwidert ginn.

De Plan sectoriel huet och véier Pôles d'enseignement définiert: den Norden, de Süden, den Osten an den Zentrum, deen nach eng Kéier ennerdeelt ass an den Zentrum Norden an den Zentrum Süden. An all Pôle solle sech déi bestehend Lycéeën an déi nei Lycéeën beschmeiglech ergänzen, soudass an all Pôle dat gesamt schoulescht Angebot de Schüler zur Verfügung soll stoen.

D'Opdeeling vum Land an deene Pôlen huet et och méiglech gemaach, d'Notioun vun engem Lycée de proximité iwwerhaupt ze schaffen. All Schüler soll sech an de Lycéeën kennen umellen, deen am noosten zu sengem Wunnort ass. Dat verhënnert engersäits, dass ze vill Va-et-vient tëschent deene geografesch Pôlen entsteet. Anerersäits verhënnert et och, dass ze vill Schüler sech fir ee bestëmmt Lycée mellen, well dee vläicht als aussergewéinlech attraktiv gëllt bei deene Jonken an da komescherweis och mat där Konsequenz, dass en dann iwwerlaascht ass.

Eenzeg Ausnahm am Fall vum Clierfer Lycée ass, dass d'Schüler aus de Gemenge Wëntger, Park Housen a Kiischpelt wäerten de Choix behalen, well aner Lycéeën, zum Beispill de Wëlzer Lycée, fir si a verschiddene Fäll vläicht besser ze erreche sinn.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Bau vum Clierfer Lycée wäert eng sécher Plus-value fir d'Bevölkerung aus dem Norden duerstellen, déi momentan, an dat ass och schonn e puermol erwähnt ginn, konstant wiisst. De Clierfer Lycée ass ganz gutt um Eisebunnsréseau ugeboune, a fir déi meeschte Schüler wäert dese Lycée déi interessant Alternativ sinn.

Allerdéngs ass et wichteg, dass den öffentlichen Transport an där Géigend nach weider ausgebaut a gefördergt gëtt, fir dass och all

Schüler déi ideal Konditiounen huet, fir an d'Schoul ze kommen. Nëmme wann d'Offer um öffentlichen Transport stëmmt, ass de Lycée de proximité ee richtege Virdeel.

Des Weidere, andeems méi Schüler aus dem Cycle inférieur op Clierf an d'Schoul ginn, wäerten déi aner Lycéeën, als Beispill Wolz, Dikrech an Ettelbréck, wesentlech entlaascht ginn. D'Infrastrukture gi méi iwwerschaubar an do léisst et sech da besser Schoul halen. Déi Proximitéit wäert och nach ee bessert Verhältnis tëschent de Schüler an den Enseignantë fördern.

Ech wëll hei awer och nach ennersträchen, dass eng Schoul an esou enger Géigend net nëmmen ee Bildungsoptag huet, mä ganz kloer een Effet multiplicateur huet. Ee Lycée bréngt ganz nei Dynamik an eng Géigend, mat zum Beispill, kann ee sech virstellen, um kulturellen, um sportlechen, um kommerzielle Plang, wann déi Bewegung bis an d'Spill kënnt.

De wirtschaftlechen Impakt ass net ze ennerschätzen. De Commerce gëtt gefördert, a fir d'Betriber ass et och net oninteressant, aus där Géigend an d'Ausbildung oder an zukünftige Employéen ze investéieren. D'Gemeng Clierf op jidde Fall freet sech aus all dësen Ursachen op hire Lycée an erhofft sech natierlech iwwer d'ganz Joer eng Beliewung vu Clierf an Émgegend selwer.

Här President, ech wäert hei elo net op déi technesch Detailler vum Clierfer Lycée, wat d'Schoulsäil, also d'Organisation interne an d'Architektur ugeet, agoen. D'Virriedner hunn dat scho gemaach. D'energetesch Konzept, d'Ubannung un den öffentlichen Transport an de Choix vum Site stelle keng Problemer duer, esou wéi meng Virriedner och dat scho gesot hunn. All déi aner Detailler stinn am schrëffleche Rapport vum Rapporteur. Ee moderne Lycée mat Sportsinfrastrukturen, wéi Sportshal, Busquai, Parking fir Autoen a Véloen, fir nëmmen des ze nennen, kann also op engem Areal vun ronn dräi Hektar gebaut ginn. Mir haten eng ähnlech Surface beim Projet vum Lycée Vauban hei an der Stad.

Dese Lycée ass och no deene standardiséierte Raster vum Ministère geplanzt an ausgeschafft ginn, wat natierlech eng méi schnell a méi bëlleeg Infrastrukturplanung mat sech bréngt. D'Bauzäit ass mat plus ou moins dräi Joer virgesinn. D'Erfahrung vun enger Ganzdagsschoul ginn an deem Projet, wou d'Schüler tëschent hallwer nacht a sechs Auer betreit ginn, ugewannt.

Zum Schluss nach e puer Wuert iwwert de Standuert, wou deen neie Lycée hikënnt. De leschte Méindeg huet de Gemengerot vun der Clierfer Gemeng eng punktuell Emännung vum PAG gestëmmt, fir den Terrain zu Eeselbu als Zone spéciale agricole emzekerzéieren. Dëst erméiglecht et, der Éisleker Setzgromperegenossenschaft hir Opberedungsanlage de déplacéieren, déi sech am Moment nach ëmmer an der Baaschtnecher Strooss befënnt, genau op deem Terrain, deen de Stat elo kaaft huet, fir de Lycée drop ze bauen.

Eréischt nodeems déi Opberedungsanlage zu Eeselbu fonctionnéiert, kënnen déi Halen zu Clierf ofgerappt ginn an et kann och mam Ausbau vum Lycée ugefange ginn. Mir hoffen, dass dat relativ schnell ka realiséiert ginn, soudass de Bau vum Lycée kee Retard, och den Ausbau doduerjer kritt.

Här President, ech denken, dass dëst e Projet ass, dee ganz wichteg, net nëmmen um nationale Plang ass, mä och eng Beliewung fir d'Éislek mat sech bréngt, besonnesch an de Schoulinfrastrukturen. An duerfir ginn och natierlech och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deem Projet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Haagen. Als nächste Riedner ass den Här Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (d'ei gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, net nëmmen „Gottes Mühlen mahlen langsam“, mä och d'Mille vun de Lëtzebuerger Regierung muelen dacks ganz lues. A wa se solle Miel fir den Norde muelen, da muele se ganz oft nach méi lues, wéi se scho muelen.

De Clierfer Lycée ass e gutt Beispill vun deser Langsamkeit. Et ass eigentlech onverständlech, well de Bau vun genuch Schoulraum fir déi Schüler, déi schonn zweielef Joer op der Welt sinn, ier se da sollen an dee Schoulraum goen, ass jo eigentlech net grad eng politesch Meeschterleschtung. Et misst eigentlech dat Normalst vun der Welt sinn.

A wann een dee Schoulraum net mat Zäite baut, spuert ee jo och keng Suen, well déi Schüler, déi gëtt et jo, déi si jo do, an déi muss ee jo iergendwou ennerbréngen. Et kann ee se

jo net, wéi mer esou schéin an der Schoul ëmmer gesot hunn, „mat Siemens-Lufthaken ophänken“. An da ginn da lénsks a riets Provisorie gemaach, Container opgeriicht, wéi wann dat alles näischt géif kaschten. Wa mer géifen e Bilan maachen, da gëtt dat meeschtens nach vill méi deier, wéi wa mer direkt genuch an dat Richteg gebaut hätten.

Et kann op jidde Fall keen dem Lëtzebuerger Parlament an deem Fall e Virwurf maachen. Et ass schonn erwähnt ginn hei vum Kolleeg Bauer: Beim Vote vum der zweeter Phas vum Ausbau vum Lycée Wolz hat de Kolleeg Robert Garcia am Numm vun eiser Fraktioun eng Motion erabruucht, dass d'Regierung sollt alles an d'Wee leeden, fir e Lycée am Kanton Clierf ze bauen.

Déi Motioun ass ëmmerhi schonn de 14. Juni 2001 hei unanime vun der Chamber gestëmmt ginn. Ech weess net, ob Dir et normal fannt. Mir fannen et net normal, dass, wann hei eng Motioun an enger Chamber unanime ugeholl gëtt, et dann nach bal zweielef Joer dauert, ier dann dat, wat an där Motioun steet, ëmgesat gëtt. Ech iwwerloosen lech lwwerleungen, wéi dat an deem dach relativ räiche Land méiglech ass.

Op jidde Fall war fir eis och onverständlech, an do muss ech awer e klenge Bémol an d'Glanzleschtung vun der DP zréckginn, Här Bauer, et deet mer leed, mä de Plan sectoriel vun 2003 ass awer och enner demokratescher Bedeelegung opgebaut ginn. A mir hunn ni verstanen, wéisou do net direkt de Clierfer Lycée och mat an déi éischt Phas vu Lycéeën eragesat ginn ass. E war direkt och an der zweeter Phas. Dobäi hunn eigentlech déi Zuele vun 2001, déi mir als Ennerlage fir eis Motioun erabruucht hatten, scho gewisen, dass eigentlech genuch Schülerpotenzial do war.

Duerno sinn du vu ville Säiten, an déi sinn hei erwähnt ginn, an ech wëll och hei net nach eng Kéier de Mérite vun all deenen opzielen, Initiative geholl ginn, fir de Projet dann awer lues a lues weiderzebréngen. Ech wëll nach un eng méi spontan Aktioun vun eiser Partei dann erënneren. Sou hate mir den 20. Januar 2006 eng symbolesch Aweigung douewen um Site gemaach, wou schlussendlech et elo de Lycée hikënnt, fir éischtens ze demonstréieren, dass ee soll virumaachen, an zweetens awer och, fir ze soen, dass mir als Gréng géifen dee Site als dee beschte fannen. An natierlech si mer frou, dass dat dann och esou geschitt ass.

Mä et huet dunn awer nach siwe Joer gedauert, bis mer dann haut endlech dee Projet kënnen stëmmen.

Ech wëll dann awer och hei ee ganz klenge Virwurf un eenzel Gemengen aus der Regioun maachen, déi sech awer musse gefale loosse, dass och vläicht de Fait, dass douewen net ëmmer jiddweree sech eeneg war, wou dann dee Lycée sollt an de Clierfer Kanton kommen, och vläicht net grad dozou bägedroen huet, dass de Projet méi séier virugaangen ass.

An ech ka mech och nach erënneren, dass eenzel Jugendorganisatiounen vun eenzelne Regierungsparteie sech iwwerschloen hu mat all méigleche Modellen, grenziwwerschneidende Lycéeën an esou weider an esou fort. Och dat, mengen ech, huet net dozou bägedroen, dass et séier virugaangen ass. Well wann um Terrain Oneenegkeet herrscht, dann ass eng Regierung natierlech ëmmer frou, well da ka se soen: „Ma et läit net un eis. Gitt Dir lech emol eens douewen um Terrain, an da maache mir schonn, dass et weidergeet!“

Mä, Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass alles Vergaangenheit. Haut gëtt de Projet gestëmmt. déi gréng freee sech mat all deenen, déi sech bis elo scho gefreet hunn, dass et endlech esou wäit ass. Mir freeën eis iwwert de Standuert, well e landesplaneresch Sënn mécht an transportméisseg ideal ass.

déi gréng freee sech och iwwert d'Energiekonzept a si frou, dass nom Réidener Lycée, wat do e Paradebeispill war, an Tëschenzäit esou een héijen energetesche Standard bei de Bâtiments publics ugewannt gëtt. Et ass gewosst, dass dat heiansdo e bësse Pionieraarbecht brauch, och eenzel Saachen net direkt klappen. Mä wann een awer kuckt, wéi weineg de Réidener Lycée zum Beispill un Energie brauch, dat ass awer scho phenomeenal. An dat wäert eis alleguerten nach eng Kéier an zéng, 20 Joer zegutt-kommen, wann de Pétrol nach wesentlech méi wäert kaschten, wéi en haut kascht.

Mir sinn och frou, wéi all déi aner virun eis, dass et en eegestännege Lycée gëtt. Et wier net gutt gewiescht, wa grad an enger ländlecher Regioun e Projet ugehaange gi wier als Unhängsel, als Blinddarm vun iergendengem anere Lycée. Grad dat hätt verhënnert, dass eng Eegendynamik, déi hei beschriwwen ginn ass, iwwert de Lycée eraus an d'Regioun entstanen wier. An et ass duerfir och ganz gutt, dass schonn de Projet de loi fir de schoulesche Volet esou war.

Mä Virgänger Robert Garcia huet ëmmer insistéiert a gesot: Kommt, mir kucken, dass mer praktesch parallel mam Bau vum Lycée och dat pädagogesch Konzept opbauen! Well do kann et eventuell Liene ginn. An dat ass an Tëschenzäit jo och Standard. An dat begrëisse mir.

Mä mir sinn awer net frou, dass de Moment nëmmen den enneschte Cycle virgesinn ass. Firwat net direkt een - tëschent Anführungszeichen - „normale Lycée“ bauen? Mir kruten zwar verséichert, dass den Ausbau kee Problem wier, mä et wier sécher méi bëlleeg gewiescht, wa mer dat direkt virgesinn hätten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e groussen Ennerscheid, ob ech e Lycée op de Geeseknäppchen bauen oder op Clierf oder Réiden. Am ländleche Raum geet et net nëmmen drëms, Schoulraum fir Schüler a Schülerinnen ze bauen, net nëmmen drëms, de Kanner hire Schoulwee ze verkierzen. Neen, am ländleche Raum ass e Lycée e formidabelt Entwécklungsinstrument fir eng ganz Regioun, en neien Zentrum, fir d'Identitéit ze stäerken. Jo, e formidabelt Instrument, fir an der Wëssensgesellschaft den Informatiounszuch net ze verpassen.

All déi Erwaardungen hu sech am Kanton Réiden, an dat kann ech vu ganz no bestätegen, a kuerzer Zäit mam Atert-Lycée bestätegt. An ech wënschen dem Clierfer Kanton mat sengem Lycée datselwecht.

Merci villmoos!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gira. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, esou wéi meng Virriedner si mir och frou, haut endlech kënnen deem Projet zuzestëmme. Et ass e Projet mat enger laanger Geschicht. Et ass vill driwwer diskutéiert ginn hei am Parlament an an der Öffentlechkeet a virun allem vun deene betraffene Leit aus der Regioun vu Clierf an Émgegend.

Ech wëll awer fir d'Éischt dem Kolleeg Lucien Clement als Rapporteur vun eiser Säit Merci soe fir säi gudden an explizite Rapport, deen en zu deemem Projet de loi gemaach huet.

Wa mer haut kënnen mat Freed a Satisfaktioun dese Projet hei stëmme, da muss een awer wëssen - an et hu scho Virriedner drop higewiesen -, datt en eng laang Virgeschicht huet. An et däreer een och net vergiessen, well haut d'CSV an d'LSAP och ganz frou iwwert dese Projet sinn, datt et nach net allze laang hier ass, datt d'CSV- an d'LSAP-Fraktioun heibannen engem Spuerprogramm vun der CSV/LSAP-Regierung zougestëmmt hunn, den Accord ginn hunn, an deem dese Lycée am Fong vun de Prioritéite gestrach ginn ass.

Fir eis als ADR, wéi mer déi Diskussioun hei gefouert hunn, hu mir och eng Rei vu Projekte gesot, déi sollen zréckgesat ginn oder se sollen iwwerhaupt net gebaut ginn. Mä mir hunn awer och eng Rei vu Projekte genannt, déi mer onbedéngt gär realiséiert gehat hätten, an do waren nun emol eben d'Schoulinfrastrukturen, d'Lycéeën, an zwar sämtlech Lycéeën derbäi, well mer schwätzen net nëmmen iwwert de Clierfer, et muss een och nach iwwert de Lycée fir Mondorf oder fir Déifferdang schwätzen, déi jo och an deem Kader mat zréckgesat si ginn.

Et ass also net onbedéngt de Mérite vun deser Regierung, datt haut dese Projet hei gestëmmt gëtt, mä et ass de Mérite vun der Opposition, déi ëmmer drop higewisen huet, an ech géif soen, iwwert d'Opposition eraus vun de Bierger aus dem Kanton Clierf selwer, dem Cliärwer Kanton, déi hir Initiativen ëmmer geholl hunn an Drock gemaach hunn, déi Petitiounen gemaach hunn an déi, muss ee vläicht éierlech soen, méi Succès vun der bausseparlamentarescher Opposition realiséiert hunn, wéi d'Opposition hei am Parlament selwer, déi ëmmer op daf Ouere gestouss ass bei der CSV/LSAP-Majoritéit, wat dese Projet ubelaangt huet.

Soudatt ee ka soen, datt wierklech...

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - War dat d'Clierfer Sektoun vum ADR?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wéi déi Leit, Här Fayot, douewen am Norde sech net ginn hunn an deen néidegen Drock gemaach hunn, dunn eréischt huet d'Regierung reagéiert an huet e Réckzéier gemaach. Dee Projet, dee se no hanne gesat huet, huet se dunn erëm no vir gesat, fir datt en haut kann hei gestëmmt ginn. Ech mengen, dat soll een awer emol eng Kéier ganz kloer hei soen.

Mir wëssen elo alleguerten a mir sinn eis eens, datt dat e Projet soll ginn, eng Schoul soll sinn, ee Lycée soll ginn, deen net nëmmen e Cycle inférieur, mä och de Cycle supérieur soll kënnen herno mat ubidden. An ech mengen, grad hei ass och parteiwwergräifend elo hei, genau wéi viru méi wéi zéng Joer eng Motioun hei parteiwwergräifend gestëmmt ginn ass, ass och elo hei parteiwwergräifend gesot ginn, datt dee Lycée muss och de Cycle supérieur ubidden, wann déi Zäit komm ass.

An hei hätte mer och gare vun der Regierung, an ech mengen, d'Zouso bei dem Vote vun dem sem Projet, datt dat och d'Realitéit gétt. Well Der verstüdt, datt ee sech net kann op eng Regierung verlossen, déi bal Jorzéngte brauch, bis se e Projet ëmsetzt, deen awer ëmmer hei vum Parlament verlaangt ginn ass. An d'Kommissioun war sech eens, souwuel wat de Cycle supérieur ass wéi och, datt et soll en eegestännege Lycée ginn, datt et net soll eng Annex ginn. Ech mengen, do ass d'Kommissioun sech eens. An da musse mer och hei, bei esou enger Debatt wéi déi heiten haut ass, vun der Regierung d'Zouso kréien, datt dat och an der Praxis esou geschitt.

Genausou gutt wéi gesot gétt, datt de Lycée soll vun 2014 bis 2017 gebaut ginn. Och déi Zouso hätte mer gär. Genausou gutt wa misst eng Annex gebaut ginn, fir eben alles ze offréieren, datt mer dann och déi Garantie wäerten hei kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, zum Projet selwer brauch een net villes ze soen. Dat hunn d'Virriedner alleguer gemaach. Et ass sécherlech wichteg, datt mer an eise Schoulinfrastrukturen dezentral Infrastrukturen maachen. Dat ass an de leschte Jore mat Erfolleg op verschiddene Plazen hei am Land gemaach ginn an dat hei ass och eng ganz wichteg Etapp fir déi Region.

Wann eben de Lycée an déi Region hikënt, an ech brauch net méi drop hinzewisen, wat d'Virriedner gesot hunn, datt dann déi Studentinnen a Studenten, déi da kënnen dohinner an dee Lycée goen, datt déi wierklech an enger vertriebbarer Zäit och vun doheem bis an de Lycée kënnen goen. Dat ass wichteg fir d'Liewensqualität vun deene Kanner.

An ech mengen, et ass och wichteg, déi Zäit, déi do gespuert gétt, déi kann da fir aner Saache genotzt ginn. Et ass hei gesot ginn, se kënnen léieren, se kënnen kulturell, se kënnen sportlech Aktivitéite maachen a si kënnen och raschten. Wann d'Kanner kënnen moies eng hallef oder dräivéirel Stonn méi laang schloufen, déi se net müssen an de Schoulwee investéieren, an owes och dräivéirel Stonn éischer doheem sinn, da léiert et sech nach besser, wéi wann ee muss an d'Nuecht era léieren. Et ass also och am Interessi vun de Kanner.

Et ass sécherlech och am Interessi vun der Liewensqualität insgesamt an esou engem Bërich, well et weess een, datt esou eng Schoul jo och villes mat sech zitt. Et gétt do Leit, déi Geschäfte hunn, déi sécherlech kënnen do Saache mat de Studenten maachen. Et ginn och sécherlech méi Leit dohinner wunnen, et gi sécherlech och Enseignanten dohinner wunnen, wann ee Lycée do ass. Also, et ass eng Opwärtung wierklech vun enger ganzer Region.

An et ass déi Politik, déi mer mat voller Iwwerzeugung och als ADR wëllen ënnerstëtzen. Duerfir ass et selbstverständlech, datt mir d'Zoustëmmung zu deem Projet ginn.

Ech mengen, et soll een awer net vergiessen, datt och Projeten, déi nach ausstinn - mir schwätzen iwwer Clierf; ech schwätzen do vu Mondorf a vun Déifferdang -, datt déi och misse realiséiert ginn. An et wäert jo net misse sinn, datt och an deene Regionen d'Leit müssen Ennerschrëfte sammelen a Petitioune maachen, fir e Lycée ze kréien.

Ech erënneren drun, datt eleng duerch d'Finanzpolitik vun deser Regierung mer am Abléck mussen iwwer 200 Milliounen d'Joer Zënsen, Scholdzëns bezuelen. Dat sinn zwee Lycéien d'Joer, déi mer elo an Zëns misse bezuelen, opgrond vun där desastréiser Finanzpolitik vun deser Regierung. Wou mer dat Geld kéinte vill besser investéieren a Schoulinfrastrukturen, wéi elo misse Scholdzënsen zrëckbezuelen.

Zum Schluss nach eng Bemierkung, Här President. An dem Artikel...

M. le Président. - Här Gibéryen, Dir misst awer wierklech elo zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo, Här President, dat wäert ech och direkt maachen. Zum

Schluss nach déi eng Bemierkung. Dat ass, wat den Assainissement vum Terrain ubelaangt. Ech mengen, mir hunn dat och schon a vill méi engem grouse Mooss bei der Arcelor gemierkt, wou de Stat Terraine kaaft huet an herno huet de Stat d'Terraine missen a Milliounenhéicht sanéieren. Ech mengen, hei spillt de Prinzip vum Pollueur-payeur.

An hei och, mengen ech, ass en Terrain kaaft ginn, dee wuel zum gréissten Deel sanéiert ass, mä wou awer nach punktuell en Assainissement muss gemaach ginn, deen och elo erëm muss vum Steierzueler bezuelt ginn. Dat hätte mer eis gewënscht, datt deen Abléck, wou de Stat déi Terrainen iwwerholl huet, datt dorobber opgepasst gi wier, datt déi Stellen dann och integral assainéiert gewiescht wieren, an datt elo net de Steierzueler misst och nach do fir en Deel opkommen.

Dat gesot, Här President, nach eng Kéier si mir frou, fir deem Projet kënnen zoustëmmen.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Très bien!

M. le Président. - Merci dem Här Gibéryen. D'Wuert kritt elo den Här Colombera.

M. Jean Colombera (Onofhängeg). - Merci, Här President. Fir d'Éischt ee Merci un den Här Clement fir säi Bericht.

Endlech ass et esou wäit! D'Regierung huet dem Drock vu verschiddene Syndikater, ënner anerem De Cliärrwer Kanton A.s.b.l., noginn, huet verschiddene Deputéierten, Nord-deputéierten: den Här Bauler - e ganz grouse Mercil -, dem Här Eicher, dem Här Schneider, awer och dem Här Garcia mat senger Motioun noginn. Déi hunn als Lokomotiv hei fungéiert a mat hinnen ass dee Projet hei praktesch géint de Wëlle vun der Regierung realiséiert ginn.

Plusieurs voix. - Oh!

Une voix. - Déi do ass zwar net schlecht!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Jean Colombera (Onofhängeg). - Jo, Dir héiert jo net gären d'Wourecht, mä et ass awer esou.

(Interruptions diverses)

Wann een op lech gewaart hätt, da wäert mer haut nach net amgaangen. D'Regierung huet och de Leit nogi vun der Region, déi sech mat enger Petitioun manifestéiert hunn. Et ass vun engem Vide scolaire hei geschwat ginn, vum gréissten Vide scolaire vum Land.

An dann déi Fro, déi da jiddweree stellt, an déi Fro, déi wäert Der éiweg behalen: Firwat, Här Minister, sidd Der elo érischt waakreg ginn? Da kommt heihin a sot eis: Firwat sidd Der elo érischt waakreg ginn an net virun zéng Joer, wou déi Problemer gewosst waren? Mir wosste jo alleguerten, wéi vill Kanner am Clierfer Kanton an d'Schoul ginn an de Fondamental; dann ass et jo einfach, ze rechnen, dass déi Kanner eng Kéier an de Lycée kommen. Et ass jo ganz normal. Mä do wart Der net waakreg ginn. Also muss Der lech ëmmer de Virwurf gefale loossen, dass Der hei net reagiert hutt an net zur richteger Zäit reagiert hutt.

Deemoos war scho gewosst, dass d'Schüler ganz vill Zäit verlueren hunn, wéi se an d'Schoul gaange sinn, a si hu manner Liewensqualität gehat. Den Här Eicher huet mat Recht drop higewisen, eng Stonn an 20 Minute vun Huldung op Dikrech! Ech mengen, do ass ganz manner Liewensqualität fir déi Kanner gewiescht. Keng sportlech Aktivitéiten, keng musikalesch Aktivitéiten, ech mengen, dat ass hei ze bedauern.

De Lycée kascht 75 Milliounen Euro. Déi Sue si ganz gutt investéiert. Virun zéng Joer hätte mer sécherlech e bessere Präis kritt. Mä et ass jo bekannt, dass all Décisioun, déi ze spéit getraff gétt, vill méi de Budget belaaucht.

Mir bedauern och, dass fir de Moment nëmmen méi den ënneschten Zyklus ugebuede gétt. An, Här Minister, Dir hutt jo versprochen, den ieweschte géif och kommen. Dat wäert Der eis jo hei nach bestätegen.

Fazit: Hei ass et verpasst ginn, ganz fréi dee ganz fréie politesche Konzept fir d'schoulesch Infrastrukturen an der Entwécklung vun der Clierfer Region ze presentéieren. Firwat dat esou ass, ass ganz schwéier ze verstoen. Dir dot lech ëmmer schwéier mat Décisioune vum Norden.

Erënnere mer eis emol un den Ackerbaulycée zu Gilsdref, deen net ganz IVL-konform ass. Och do ass ganz schwéier nozevollzéien, firwat dass Der esou Décisioune trifft a firwat dass Der dem Norden net grad déi Prioritéit gitt, déi d'ganz Land misst hunn, trotz dräi Ministeren, déi mer hei an der Regierung hunn.

Dat gesot, ginn ech mat ganz grousser Satisfaktioun den Accord zu deem Projet.

Merci, Här President.

M. le Président. - Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert den zoustännegen Nohaltegkeitsminister, den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures. - Merci, Här President. Ech fänken och un, andeems ech dem Rapporteur villmools Merci soe fir déi sachlech Aart a Weis, wéi en de Projet hei presentéiert huet, wéi en och a wéi mer konnten och an der Kommissioun matenee schaffen. Ech si frou, datt mer schnell kënnen esou virukommen.

Ech hu mat Interesse nogelauschert iwwert déi verschidde Paternitéiten a Maternitéiten, déi dann elo de Projet huet. Dat sinn der ganz vill, déi sech elo géint d'Regierung hei duerchgesat hunn, fir datt d'Regierung dee Projet hei presentéiert a stëmmt. Ech mengen, jiddweree hëlt dat jo op seng Kap a jiddweree schneit sech déi Stécker erof, déi e Loscht huet, sech erfzeschneiden.

Ech soe just, datt ech nach ni e Projet an deser Chamber stëmme gelooss hunn an déposéiert kritt hu géint de Wëlle vun der Regierung. Also, dat ass awer déi éischte Kéier, datt ech déi do Suppositiounen héieren! Duerfir loosse mer dat net allze vill seriö he huelen!

Ech well awer trotzdeem eng Rei Saache soen, fir kloer an däitlech ze ënnersträchen, wat déi Politik ass, déi mer hei amgaange sinn, nottamment am Schoulbau, ze féieren. Well dat, wat des Regierung säit deene leschten - ech géif soen - fënnf, sechs, siwe Joer an de Schoulbau am ganze Land investéiert, do géif ech awer emol gare gesinn, wien a wat fir eng viregt Regierung esou vill gemaach huet, fir Schoulen ze bauen, fir schoulesch Infrastrukturen ze kréien a fir och weiderzekommen.

(Interruptions diverses)

Dat ass unique an deene leschte Jore gewiescht. An dat ass och normal, datt mer et maachen, well mer de Besoin hunn, fir et ze maachen. A mir kommen och virun an deem ganze Kontext.

(Interruption)

Dat ass dat Éischt, wat ech wollt soen.

Dat Zweet, wat ech well soen, dat ass déi Fro vun der Reieffolleg: Firwat maache mer dat eent a firwat maache mer dat anert hannendrun? Mä mir hunn, an de Camille Gira huet et richteg gesot, säit 2002, 2003 e Plan sectoriel «Lycées». An dee Plan sectoriel «Lycées», dat ass genau dat Dokument, un dat ech mech halen, wann et ëm d'Reieffolleg geet, wéi mer déi Schoulinfrastrukturen wéini wou solle bauen.

An der éischer Phas vun deem Plan sectoriel stoungen eng Rei Lycéien dran. Déi hu mer elo alleguer gebaut. Déi si realiséiert. An deen hei Lycée, dee stoung an der zweeter Phas vun deem Plan sectoriel.

Elo komme mer un déi zweet Phas an elo maache mer déi zweet Phas. Dat ass de Clierfer Lycée, dat ass de Mondorfer Lycée, dat ass den Déifferdanger Lycée. Dat sinn déi, déi elo kommen. An dat kënnt no deem Rhythmus, esou wéi e festgesat gi war virun zéng Joer, wat d'Besoinen an deem Land sinn. Genau dat féieren ech zesumme mat der Madame Delvaux an der Regierung an deenen nächste Joren aus.

An dann, fir all déi Leit, déi soen: Dir hutt näscht fir den Norden iwwreg! Also sériusement! Éierlech gesot, et muss een awer emol trotzdeem kucken, wat an deene leschte Jore fir den Norden an an den Norden investéiert ginn ass. An dat ass enorm, net nëmmen am Stroossebau, net nëmmen an de Bâtiments publics, mä am grouse Ganzen, och am Schoulbau, wat gemaach gétt.

Wann ech just opzielen, wat an deene leschte Jore realiséiert ginn ass: Mir hunn de ganze Lycée du Nord awer ëmgebaut. Mir hunn de ganzen Dikrech Kolléisch awer ëmgebaut. Mir hunn en neie Réidener Lycée gebaut. Dat si jo awer substanzieel Bauten, déi fir den Norden am Norde gemaach gi sinn, déi ofgeschloss gi sinn elo.

An alles dat, wat mer elo amgaange sinn ze plangen niewent deem hei Lycée, ob dat de Lycée agricole ass... Elo kann een eng Standuertdiskussioun do féieren. Déi féieren ech ganz gären. Ech soen lech just, 30 Joer ass se gefouert ginn an et ass näscht weiderkomm, et ass näscht décidéiert ginn. Mir hunn elo eng Décisioun geholl. Et kann een driwwer diskutéieren, et kann ee se contestéieren, mä zumindest mengen ech, datt mer an deem Dossier virukommen.

Den Nordstad-Lycée, dee mer provisoresch zu Dikrech installéiert hunn, wou mer elo amgaange sinn ze kucken, fir en definitiven, neie Lycée ze bauen, den neien Nordstad-Lycée, wéi gesot. De Lycée technique des Professions de Santé, wou mer 2013 ufänke wäerte mat dem Bauen. D'Extensioun vum Lycée technique

Ettelbréck, déi hannendrukënt, en neie CNFPC, wou mer och amgaange sinn, den Emplacement elo momentan ze determinéieren. E ganze Programm, dee fir den Norden, fir d'Nordstad a fir de ganzen Norde gemaach gétt.

Duerfir, déi Reprochen, hei am Schoulbau an an anere Saachen, et géif näscht fir den Norde gemaach ginn, loosse ech einfach fir des Regierung op kee Fall stoen an op kee Fall gellen! Des Regierung, des Majoritéit mécht vill fir all Bezierk, inklusiv fir den Norden, ganz vill fir den Norden.

An da kommen déi aner Lycéien hannendrun. Mondorf si mer amgaangen ze plangen. Zesumme mat der Gemeng Déifferdang, dat muss och weidergoen, dat ass absolut evident.

Nach eng punktuell Fro, déi den Här Gibéryen, mengen ech, gestallt hat, dat ass déi vun den Assainissementer vun deenen doten Terrainen. Mä selbstverständlech huet déi Firma CTI déi Assainissementer gemaach, déi se huet misse maachen, déi se imoséiert kritt huet. Mä déi huet se gemaach bis op den Niveau vun engem Terrain industriel, esou wéi den Terrain sengerzäit och ausgi war.

An dat, wat elo nach zousätzlech ze maachen ass, dat si just déi punktuell Saachen, déi mer nach brauchen, fir d'Stabilitéit vun deem Lycée op de Poteauen, op deenen e steet aus Héichwassergrenn, ze kréien, wou mer nach punktuell Assainissementer, dären hir Envergure ee ronn mat 500.000, 600.000 Euro kann rechnen, déi nach zousätzlech ze maache sinn. Mä deen Assainissement vun der Entreprise bis op deen Niveau, wéi e verlaangt war, ass selbstverständlech esou gemaach ginn. Dat sinn déi Prezisioune, déi ech nach wollt derbäifügen.

Ech soen all deenen, an dat si se alleguerten, déi dee Lycée hei wäerte stëmme, villmools Merci. An ech menge sécher, datt d'Bâtiments publics och déi Diligenz mécht, déi elo dra besteet, fir dat, wat um Pabeier haut gestëmmt gétt, esou schnell wéi méiglech an d'Realitéit ëmzesetzen.

Villmools Merci!

M. le Président. - Merci dem Här Minister.

Domadder wier d'Diskussioun iwwert dese Projet ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6488 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6488 ass uegoll mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert, Serge Wilmes (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombera et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Projet de loi ass de Projet 6453, eng Ofännerung vum Code du Travail iwwert de Statut vum Agent volontaire des services de secours. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: déi Hären Etgen an Diederich. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

12. 6453 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;

2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours

Rapport de la Commission des Affaires Intérieures, de la Grande Région et de la Police

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.**- Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deem grouse Moment fir den Norden, wou och ech extrem frou sinn, datt Clief natierlech en neie Lycée kritt,...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.**- ...hunn ech d'Éier, lech de Rapport vun der Commission des Affaires Intérieures, de la Grande Région et de la Police iwwert de Gesetzesprojekt 6453 virstellen, bei deem et engersäits em eng Gesetzesännerung um ofgeännerte Gesetz vum 31. Juli 2006 iwwert de Code du Travail geet, an deem anerersäits eng Verbesserung um ofgeännerte Gesetz vum 12. Juni 2004 iwwert d'Schafung vun enger Administratioun fir d'Noutdengschter bréngt.

Dese Projet gouf den 23. Juli 2012 vum Innenminister an der Chamber déposéiert. Et sinn eng ganz Rei vun Avisen erakomm. Dorops waert ech spéider ze schwätze kommen. Den 12. November sinn ech vun der Commission als Rapporteur ernannt ginn. Nodeems d'Kommissioun dee ganzen Dossier mat den Avisen examinéiert hat, goufe véier Amendementer virgeschloen, déi dann och de 4. Dezember vum Statsrot aviséiert goufen. An hirer Sitzung vum 24. Januar vum neie Joer huet d'Kommissioun dunn de Rapport ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet muss een u sech als Iwwergangsprjekt gesi virun där grousser Reform vun de Services de secours. De Projet ennersträicht de Wëlle vun der Regierung, fir dee fräiwëllegen Engagement besser unzërkennen, ze encouragéieren an och weiderhin ze förderen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer d'Entwécklung vun onsen Noutdengschter zënter dem Akraaftriede vum 2004er Gesetz ënnert d'Lupp huelen, stelle mer fest, datt grouss Problemer bestinn, wat d'Disponibilitéit vun de Fräiwëllegen ugeet. Duerfir hunn d'Responsabel vun de Centres de secours d'Noutbrenns gezunn, andeems se eng öffentlech Demande gemaach hunn, full-time professionnell Personal anzustellen.

Bon, doropshin huet am September 2009 den Innenminister Experten ugestallt, eng Iwwerleeung iwwert d'Ëmsetzung vun enger institutioneller an operationeller Reorganisatioun vun de Lëtzebuurger Noutdengschter ze féieren. Den 11. Oktober 2010 huet de Grupp vun den Experten de Rapport un den zoustännnege Minister ofginn.

Här President, d'Grondiddi vun dese Propositionne läit u sech op engem Regruppement vun der Protection civile an de Pompjeeën, an dat an enger gesamter, an enger globaler Struktur.

Momentan gëtt u sech un den Texter geschafft, fir e Projet de loi an deem Sënn kënnen ze presentéieren. Bis een zu enger Ëmsetzung vun der Reorganisatioun vun den Noutdengschter kënn, muss een awer an der Tëschenzäit dréngend e puer Moossnamen ergräifen, déi e gudden Fonctionnement vun de Servicer, vun de jëtzege Servicer erméiglechen.

An der Praxis gesäit dese Gesetzesprojekt vir, de Congé spécial fir déi Haaptresponsabel vun den Noutdengschterservicer, déi sech och mat administrativen a representative Missiounen muss befaassen, esou ze erweideren, datt déi betreffend Persounen net op hire Congé légal mussen fir all déi Aktivitéiten zréckgräifen.

D'Situatioun ass déi, datt am Gesetz e Plaffong vun 42 Deeg am Aarbechtsliewe virgesinn ass, deem dann ebe fir déi grad genannte Leit soll erwidert ginn. D'Limite vun den 42 Deeg gëtt opgehuelen an et komme maximal siwe Congésdeeg pro Joer derbäi. De Gesetzestext gesäit am Artikel 16 ganz genau vir, wien iwwert dese Congé verfüegen däerf. Zudeem gëtt d'Méiglechkeet geschaff, fir hallef Congésdeeg ze huelen an domadder u sech méi rationnell mam Congé ëmzegen.

Ausserdeem ass an deem Projet virgesinn, datt de Code du Travail u sech, datt e Feeler do korrigéiert gëtt, fir den Artikel 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. Juni 2004 iwwert d'Schafung vun enger Administratioun vun den Noutdengschter u sech am Text ze kompletéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och nach e puer Wieder iwwert déi verschidden Avisë soen. A sengem Avis vum 9. Oktober 2012 huet de Statsrot säin Accord fir d'Démarche vun deem Projet de loi ginn. E wollt awer betounen, datt een d'Notioun vum Jour ouvrable soll bäibehalen, wat de Congé spécial ubelaangt, fir sämtlech Mëssverständnisse ze vermeiden.

D'Kommissioun huet den Avis vum Statsrot a Betruecht gezunn an doropshin och Amendementer ugeholl. A sengem Avis complémentaire huet de Statsrot d'Virschléi vun der Kommissioun integral guttgeheescht.

Wat elo d'Beruffschamberen ugeet, sou leie gläich véier Avisë vir, déi awer alle véier positiv sinn. D'Chambre de Commerce begreift de Projet an huet just e puer kleng Ureegungen. Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics vum 8. Oktober félicitéiert d'Regierung, datt se iwwert deem heie Wee d'Volontariat am Noutdengschterservice ennerstëtzt a motivéiert. D'Chambre des Métiers, hiren Avis ass vum 12. Oktober, huet u sech och keng Bedenke mat deem Projet, an d'Chambre des Salariés gëtt och hiren Accord, mä huet eng Rei vun Iwwerleeungen a Suggestiounen opgefouert, op déi ech a mengem schrëftleche Rapport méi am Detail aginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll zum Schluss awer d'Wichtigkeet vum Bénévolat am Sécherheets- a Rettungswiesen ennersträichen. D'Disponibilitéit vun hinnen ass méi wéi jee gefuerdert, well d'Zuel vun den Zwëschefäll an d'Komplexitéit vun deenen Zwëschefäll ëmmer weider zouhëlt.

Stellt lech nëmmen ee Moment vir, et géife keng fräiwëlleg Hëllefkräfte ginn! Dëst wier eng Katastroph! An den Einzelnen, deen Hëllef brauch, geséich eréischt dann déi wäertvoll Aarbecht, déi si all Dag onentgeltlech leeschten.

Wat wiere mer zum Beispill oui fräiwëlleg Pompjeeën, déi hir Fräizäit hierginn an dobäi heiansdo hiert Liewe riskéieren, fir ons an Noutsituatiounen ze hëllef? Datselwecht géllt natierlech fir d'Leit vun der Protection civile.

Ech sinn der Meenung, datt een dese wichtige Leit déi néideg Unerkennung muss ginn an hinnen op d'mannst de Kader bidden, deem hinnen erméiglecht, hir fräiwëlleg Aarbecht kënnen ze maachen, ouni datt dat negativ Répercussiounen op hiert Berufsliewen huet. Et geet hei ganz einfach em Respekt an em Solidaritéit.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir weider Detailler verweisen ech lech op mäi schrëftleche Rapport. Ech bidden lech, dese Projet ze stëmmen, a ginn och heimadder d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun, der CSV-Fraktioun, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Fernand Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, kee Land, kee Stat, keng Gemeng kann op de fräiwëllegen Asaz vun der Basis vu sengen Hëllefdeengschter verzichten. Et ass awer och en oppent Geheimnis zënter Joren, datt d'Volontariat an enger seriöser Kris ass, an dat net nëmmen hei zu Lëtzebuerg.

Méi héich Qualitéitsuspréich un éierenamtlech Aarbecht bedéngt, datt des Aarbecht net ganz onbezuelt däerf bleiwen. Fräiwëllegkeet brauch Unerkennung, brauch Formatioun, brauch gesetzlech Basis, Plattformen, fir zesummeneschaffen, brauch Ennerstëtzung vun öffentlecher Hand. De Stat muss Bedéngunge schaffen, fir datt d'Rettungsdengschter virun allem op koordinativem Plang besser kënnen funktionéieren.

An deem Sënn begrësse mir als Demokratescher Partei ausdrécklech de virleiende Projet iwwert d'Erweiterung vum Congé spécial. Et ass awer kee Cadeau, éischter ee Must. Et kann een net méi vun deenen, déi Responsabilitéit bei de fräiwëllege Rettungsdengschter iwwerhuelen, verlangen, datt si och nach hire Congé opferen, fir d'Gestioun vun hirer Aufgab ze maachen. Dat neit Éierenamt verlaangt Réciprocitéit vu Ginn a Kréien, an net nëmmen oneegennëtzegt Schaffen. D'Mesuren aus deem Projet sinn also eng Selbstverständlechkeet.

Et ass awer och eng isoléiert Mesure, déi näischt un der aktueller Situatioun ännert. Mir brauchen esou séier wéi méiglech eng Reform vun de Rettungsdengschter. A wann ee gesäit, wéi schwéier datt de Minister sech gedoen huet mat deem minimale Projet, wou eréischt iwwert de Wee vun Amendementer de Revidicatiounen vun der Pompjéesfederatioun Rech-

nung gedroe ginn ass, da gëtt et engem elle fir déi grouss Reform. Et huet un Dialog gefeelt, awer och u Wëllen.

Et ass nun emol wéi beim Asaz, datt fir déi néideg Reforme séier muss reagiert ginn. D'Rettungswiesen ass ee permanente Kampf géint d'Auer. Ee Projet de plan national d'organisation des services de secours läit zënter Juli 2012 um Dësch. Zënterhier kee Piepstoum vum Innenminister! De Reformprozess geet an den Ae vun der Demokratescher Partei ze lues virun.

(Interruptions diverses)

Mir mussen méi séier d'Objektiv vun engem eenheetleche Rettungsdéngscht errechen.

D'Aarbechtsgruppen an d'Experten hu bis elo eng fantastesch Aarbecht geleescht. Hinnen all géllt eisen oppriichtige Merci. Dat virleiend Konzept bitt eng zolid Basis, fir drop opzebauen. Et bleiwen awer nach Defiziter ze behiewen. De finanziellen Aspekt ass bis elo ausgeklammert ginn. Hei ass et un der Regierung, festzeleeën, wat een eenheetleche professionelle Rettungsdéngscht dem Stat wäert ass.

An dann d'Fro vun der Struktur. Wéi institutionaliséiere mer déi méi enk Zesummenaarbecht tëschent Stat a Gemengen zu enger eenheetlecher Struktur um operationelle Plang?

Klärungsbedarf och nach fir de Profil vun den Haaptamtlechen; Berufsbild, gefrote Formatioun a Missioun bleiwen onkloer.

Vill Takt an Afillungsverméigen an déi richteg Sensibilitéit ass gefrot, fir datt d'Hallef- oder d'Deelpersonaliséiere sech net op d'Käschte vum Bénévolat mécht. An deem Schema solle Professionnell déi Bénévol net kontrolléieren, si sinn net Supérieure a Léiermeeschter. Jiddweree muss seng definéiert Plaz hunn. Éischt Experience weisen eis, datt d'Zesummenaarbecht net esou einfach ass, wéi ee sech dat gewünscht hatt. Déi Bénévol fille sech ganz oft entmündegt.

Här President, et ass elo um Innenminister, fir derfir ze suergen, datt de Reformprozess viru-geet a keen op der Streck bleift. Den Innenminister muss och den Dialog mat de Gesondheetsberuffer an anere Bedeelegte sichen, fir des Reform an aller Objektivitéit ze finaliséieren. Hei geet et em d'Sécherheet vun all eenzelen Bierger.

Ech wëll nach dem Rapporteur, dem Kolleeg Ali Kaes, Merci soe fir säi schrëftleche Rapport an him fir säi mëndleche Virtrag félicitéieren. Merci fir seng Aarbecht an lech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. D'Wuert kritt elo den Här Diederich.

► **M. Fernand Diederich (LSAP).**- Merci, Här President. Nodeems de Rapporteur den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn huet, wëll ech him Merci soe fir dee Rapport an och gläichzäiteg den Accord gi vun eiser Fraktioun, vun der LSAP, soudatt d'Regierung dese Projet och matdréit.

(Hilarité)

Mir begrëissen awer och d'Mesuren, Här President, déi an deem Projet de loi fir eng Iwwergangszäit am Intérêt vun all deene Persoune geholl ginn, déi sech am Kader vum Bénévolat mat grousssem Engagement an am Respekt vu Wäerter wéi sozial Verantwortung a Solidaritéit asetzen, fir hire Matbierger am Noutfall déi beschtméiglech Hëllef ze leeschten. Merci dofir.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Diederich. Ech mengen, de Rapporteur war esou komplett, datt mer net méi nach mussen eng Zousatzstellungnahme kréien. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss. Den Här Minister wëllt awer nach dozou intervenéieren.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kuerz Interventioun, well awer e puer Saachen hei am Raum stinn, déi ech net gären esou stoe loos-

sen. Fir d'Éischt wollt ech soen, dass dat, wat haut hei geschitt ass, e weidere Schrëtt ass um Wee vun där Reform, wou mer esou wäit sinn, géif ech bal soen, wéi mer nach ni waren. De Rapport vun der Expertegrupp hat eis dräi Hausaufgabe ginn an enger éischer Phas, wann ech dat däerf esou formuléieren.

Als Éischt sollte mer haaptberufflech Mataarbechter astellen, besonnesch am Ambulanzdengscht, fir do de Service ze garantéieren. Dat ass geschitt, mat 25 haaptberufflechen Agenten. Op de 15. Februar ginn der elo nach eng Kéier zwielef no agestallt, wou déi Professionnell sollen déi Bénévol encadréieren.

Eng zweet Moosnam war d'Afféiere vun enger Indemnitéit fir d'Permanencëstonnen. Dat ass och geschitt iwwert de Règlement grand-ducal vum 21. März d'lescht Joer, 2012, wou d'Leit

da fir Permanencëstonnen een Euro kréien an, wa se am Zenter bleiwen, véier Euro.

Dat hei ass déi drëtt Moosnam, déi elo mat deem Projet de loi ëmgesat gëtt. Dat heescht, deene Verantwortlechen, wéi de Rapporteur - deem ech Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche gudden Bericht, duerfir brauch ech och net vill an den Detail ze goe vum Gesetz -, wou mer de Leit méi Zäit ginn, oder déi Leit méi Zäit zur Verfügung hu fir administrativ Aufgaben, ob dat zum Beispill d'Erstelle vun de Permanencëlëschten ass, ob dat den Entretien vum Ersatzmaterial ass oder soss Saachen. An et fale vill Saachen un. Dat ass dat, wat hei geschitt.

Mä wou ech elo wëll e wichtige Message, deen ech hei wëll der Chamber ginn an och dem Här Etgen am Speziellen, fir him ze soen, dass ech, mengen ech, grad just am Dialog grad déi Saach richtig maachen. Mir hunn Aarbechtsgruppen, déi sinn amgaangen, déi einzel Aspekter vun der Reform duerchzediskutéieren.

An elo komme mer am Fong geholl zum Kär vun där ganzer Diskussioun, an zwar der Form, wéi deen Etablissement soll funktionéieren herno respektiv déi finanziell Approche vun deem Ganzen. An do wëll ech an deenen nächste Wochen - ech soen dat kloer an däitlech, dat wier an dräi, véier Wochen - mam Syvicol a mat der Stad Lëtzebuerg wierklech an direkte Gespréicher kucken, wéi mer dee Kader setzen, fir déi finanziell, fir d'Finanzéierung vun där ganzer Reform. Dat soll geschéien. Déi national Struktur, déi muss esou séier wéi méiglech op d'Bee gestallt ginn.

Mir wëssen awer allegueren heibannen, dass Sécherheet an deem Beräich oder eng Reform an deem Beräich net zum Nulltarif ze kréien ass. Dat ass nun eemol esou! Dat wäert eppes kaschten, an de Stat an d'Gemenge mussen hir Efforten zesumme maachen. Ech si prett, do Diskussiounen ze féieren, fir dann eben dese wichtige Projet de loi, deen ech dëst Joer wëll nach op den Instanzewee schécken, kënnen ze déposéieren. Dat ass meng Strategie.

Ech hat bis elo eng kloer Linn, ech behalen eng kloer Linn an ech wëll dat am Dialog maachen. An deenen nächste Woche kucke mer, dass mer konstruktiv a wierklech proaktiv zesummeschaffen, am Sënn vun der Saach, ouni Polemik. Wa mer dat fäerdegréngen, an ech fannen, mir hunn dat elo laang fäerdegruecht, da kréie mer des wichtige Reform - an do deelen ech d'Meenung vun alle Spriecher heibannen - fir eis Biergerinnen a Bierger, da kréie mer déi och esou duerch, wéi mer dat gären hätten.

Duerfir soen ech der Chamber Merci, dass se haut dese Projet de loi, deen e weidert Stéck vun deem Puzzle ass, dat eis e Bild soll gi vun engem performante Rettungswiesen hei zu Lëtzebuerg, wou e Plan national, wou e gewësene PNOSS, also e Plan national d'organisation des services de secours eis soll de Wee weisen. Dat ass e Bild, dat mer mussen zesummen zeichnen.

Ech maachen dat net am Alleingang, Här Etgen, ech maachen dat wierklech mat alle Leit um Terrain, an duerfir dauert et leider esou. Well et gëtt keng Reform, wou ee mat Bénévolé schafft, kann een net duerchbaatschen. Do muss ee mat de Leit schwätzen. Et ass dat, wat ech maachen. An ech komme gären nach eng Kéier dëst Joer erëm, fir iwwert des Reform ze schwätzen. An ech hoffen och, dass ech dëst Joer nach kann dee Projet de loi op den Instanzewee ginn.

Merci!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci, Här Innenminister.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6453 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6453 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adept, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M.



Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombara et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zu dräi Änderungsverschléi vum eise Chamberreglement. Déi ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Wuert kritt elo de Rapporteur, den Här Gibéryen.

► **Une voix.** - Très bien!

13. 6484 - Proposition de modification du chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6508 - Proposition de modification du chapitre 14 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6515 - Proposition de modification du Règlement relative à la procédure applicable aux grands projets d'infrastructure

Rapports de la Commission du Règlement sur les propositions de modification du Rè-

glement de la Chambre des Députés n°6484, n°6508 et n°6515

► **M. Gast Gibéryen** (ADR), rapporteur.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Reglementskommissioun proposéiert der Chamber dräi Ännerunge vum eise Reglement.

Déi éischt Ännerung, déi ass vun der Petitiounskommissioun ugereegt an agereecht ginn a betrëfft den Artikel 155 iwwert, wéi et normal ass, d'Petitiounen a virun allem iwwert d'Prozedur, wann déi Petitiounskommissioun en Avis oder eng Meenung un den zoustännege Minister areecht, dee fir deen Deel vun der Petitioun zoustännege ass. Hei maache mer elo an eist Reglement eng Prozedur, déi, an hirem gréissten Deel, identesch ass, wéi mer se och bei de Questions parlementaires hunn.

Wann also e Minister vun der Petitiounskommissioun gefrot gëtt, fir opgrond vun dem Inhalt, deen an där Petitioun ass, eng Prise de position ze huelen, dann huet de Minister ee Mount Zäit, fir dorobber ze äntworten. Mengt de Minister, hie kéint déi Äntwert am Zäitraum vun engem Mount net ginn oder formuléieren, huet en d'Méiglechkeet, fir beim Chamberspräsident en Délai supplémentaire vun engem Mount ze kréien, deen dann de Chamberspräsident em kann accordéieren. Huet en no deem Mount och nach keng Äntwert schrëftlech ginn, kann d'Petitiounskommissioun de Minister an d'Kommissioun invitéieren, wou en da mëndlech muss op déi Froen äntworten.

Deen zweeten Deel, wat d'Ännerungen ubelaangt, wat d'Petitiounen ubelaangt, ass, d'Reglementskommissioun huet sech Gedanke gemaach iwwert d'Relatioun tëschent der Petitiounskommissioun an deenen eenzelnen zoustännege Fachkommissiounen, wann eng Petitioun agereecht gëtt, déi zum Deel och ënnert d'Kompetenz géif vun enger Fachkommissioun falen.

D'Kommissioun huet duerfir proposéiert, fir datt an deem Fall, wou an enger Petitioun och e Sujet géif behandelt ginn, deen, wéi gesot, ënnert d'Kompetenz vun enger Fachkommissioun fält, dann d'Petitiounskommissioun, déi zoustännege, déi respektiv Fachkommissioun muss iwwert d'Existenz vun där Petitioun informéieren.

An zweetens kann awer och d'Petitiounskommissioun eng Prise de position bei engem Minister froen, a wa se eng Prise de position beim Minister freet, muss se déi zoustännege Fachkommissioun doriwwer informéieren, datt se

de Minister em eng Fro gebieden huet. Se kann och higoen an en Avis vun der zoustännege Fachkommissioun froen.

Mir wollten dat an d'Reglement och mat eraersetzen, well eben och d'Suerg war, wa Froen erakommen, déi reng an der Petitiounskommissioun waren, déi awer eng zoustännege Fachkommissioun och betreffen, datt déi zumindest misst informéiert ginn an och e Matsproocherecht hätt, fir eventuell en Avis der Petitiounskommissioun mat eranzeginn.

Dat ass déi éischt Ännerung vun eise Reglement, wéi gesot, am Zesammenhang mat de Prozedure vun der Petitiounskommissioun.

Déi zweet Ännerung ass am Fong eng ganz kleng: Do gëtt de Chapitre 14, Titel V vun eise Reglement gestrach, an zwar am Zesammenhang mat der Finanzéierung vun de Parteien am Kader vun Dépenses, déi se hu bei Chamberswahle respektiv Europaparlamentswahle.

An eise Reglement stoung dran, wéi d'Prozedur wier, fir datt déi Parteien do kéinten e Remboursement kréie vun engem Deel vun de Käschten, déi se bei Europa- oder Nationalwahle haten. Dat Ganz ass awer an d'Gesetz vun der Parteifinanzéierung vum 16. Dezember 2011 integréiert ginn, soudatt et net méi brauch an eise Chambersreglement ze stoen.

Duerfir ass déi zweet Proposition, fir dann eben deen Deel aus dem Chambersreglement ze sträichen.

Déi drëtt Ännerung, déi mer proposéieren, déi geet op eng Resolutioun zrëck vun der Chamber vum 13. Mee 2009 iwwer eng Prozedur vun de groussen Infrastrukturprojeten. Deemools huet d'Comexbu - oder Commission du Contrôle vun der Exécution budgétaire - mat deem zoustännege Minister eng Prozedur ausgeschafft, wéi an Zukunft de Minister an déi zoustännege Kommissioun géifen de Suivi vu grouse Projete maachen, an dat am Zesammenhang wéi mer higaange sinn a mer hunn d'Gesetz geännert, wou de Seuil fir grouse Infrastrukturprojete vu 7,5 op 40 Milliounen erhéicht ginn ass, wou d'Regierung muss e Projet de loi virleeden.

Well do de Montant vu 7,5 op 40 Milliounen eropgaangen ass, huet d'Chamber deemools an der Resolutioun festgehalen, datt déi Prozedur soll kommen, datt och d'Regierung verpflichtet wier, d'Chamber als Contrepartie dann awer iwwer all wichtige Projet, deen zumindest iwwer zéng Milliounen geet, um Lafenden ze halen.

An dat ass déi Proposition, deen Accord, deen deemools tëschent der Comexbu an dem zoustännege Minister festgehalen ginn ass, dee kënn dann elo an d'Reglement stoen, wou, éischters, et eng Obligatioun vum Minister ass, all sechs Méint e Bilan financier iwwert déi grouse Infrastrukturprojeten där oder deenen zoustännege Chamberskommissiounen ze presentéieren.

Den zweete Punkt doranner ass, datt all Changement important vun engem Projet, deen nom Vote vum Gesetz stattfonnt huet, muss engem neien Exame vun der Chamber ënnerleien. Am Prinzip geet dat dann an déi zoustännege Fachkommissioun, déi kuckt, wat de Changement important ass, an dann als Kommissioun ka se soen, mir ginn eisen Accord dozou. Oder wa se mengt, et wier méi important, da ka se och der Chamber proposéieren, eng Motioun ze stëmmen, a se kann esou wäit goen, datt se seet, se wier der Meenung, de Changement wier esou grouse, et misst en neit Gesetz gemaach ginn.

Mä, wéi gesot, e Changement important, dat huet elo net dermat ze dinn, wat de Finanzement vum Projet ubelaangt, mä dat ass, wat d'Ausrichtung vum Projet ubelaangt, wann do e wesentleche Changement géif kommen.

Deen drëtte Punkt an deem Accord, deen an d'Chambersreglement integréiert ass, wat festgehale ginn ass: datt en neie Projet de loi muss kommen, wann dee votéierte Kredit méi wéi 5% dépasséiert gëtt. An deem Fall ass d'Regierung obligéiert, en neie Projet de loi ze maachen. An deem Fall, wou en Dépassement vum votéierte Kredit ass, awer net méi wéi 5% oder manner wéi 5%, da muss deen zousätzleche Kredit iwwert d'Budgetgesetz autoriséiert ginn.

Dat sinn déi dräi Propositionen, déi d'Reglementskommissioun eestëmmeg ugeholl huet an och duerfir der Chamber proposéiert, fir se haut hei ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

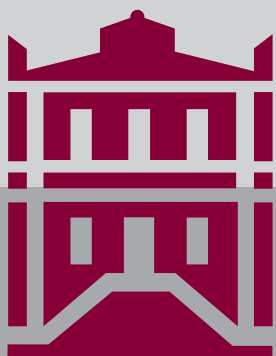
► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Wëllt nach een dozou d'Wuert huelen? Wann dat net de Fall ass, géife mer iwwert déi eenzel Annerungsverschléi elo ofstëmmen. Fir d'Éischt den Änderungsverschléi 6484.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6484

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

De Vote ass ofgeschloss.

Den Änderungsverschlach 6484 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Alexandre Krieps);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombara et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Da kéime mer zum Änderungsverschlach 6508 iwwert d'Kapitel 14 vum Titel V.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6508

Och hei geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuracion. De Vote ass ofgeschloss.

Den Änderungsverschlach 6508 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Scheuer), Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombara et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Dee leschten Ofännerungsverschlach ass de Virschlach 6515, eng Ofännerung vun der Prozedur iwwert déi grouss Infrastrukturprojete vum Stat.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6515

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuracion. De Vote ass ofgeschloss.

Och deen Änderungsverschlach 6515 ass uegheoll mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Fernand Etgen), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Camille Gira), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser;

MM. Jean Colombara et Jacques-Yves Henckes;

M. Serge Urbany.

Da kéime mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Motioun, déi den honorabelen Här Fayot déposiert huet. Den Här Fayot freet nach eng kéier d'Wuert, fir déi Motioun nach eng kéier ze exposéieren.

14. Motion de M. Ben Fayot relative à l'intervention militaire française «Serval» et à la mission militaire de l'Union européenne EUTM Mali

Exposé

► **M. Ben Fayot (LSAP), auteur.-** Jo, Här President, ech verstinn, dass d'Kollege presséiert sinn. Ech wollt just e puer Wuert trotzdem dozou soen. Déi Motioun ass am Fong geholl entstanen och duerch ons Aktivitéit an der Commission des Affaires étrangères. Mir hunn de leschte Méindeg virun aacht Deeg vum Verdedegungsminister e Projet virgeluecht kritt, fir onsen Avis derzou ze ginn, fir een oder zwee Offizéier oder Ënneroffizéier an eng Missioun vun der Europäescher Unioin am Mali ze schécken, fir do déi malesch Arméi ze trainéieren.

Dann hu mer jo och gesinn, dass d'franséisch Arméi am Mali intervenéiert ass opgrond vun enger Resolutioun vum Sécherheetsrot vun der UNO an och opgrond vun engem Bréif vun dem President vum Mali, fir eben déi Integritéit vum maleschen Territoire ze garantéieren, well, wéi Der jo wéist, islamisteschen Forcen, anerer am Norde vum Mali déi Integritéit menacéiert hunn. Dir wéist och, dass am Norde vun deem Land e relativ schlëmme Regime agefouert ginn ass, och besonnesch géint d'Zivilpopulatioun.

Mir hunn och e Bréif kritt vum President vun der franséischer Assemblée nationale, fir e gewëssenen Appui fir Frankräich ze kréien, wat eleng do intervenéiert ass, natierlech an Ze-

summenaarbecht mat den afrikaneschen Truppen aus där Géigend.

Mir wëssen och, dass Lëtzebuerg mat dem Mali an och mat där Géigend eng extra Relatioun huet, well mer eng laang Period vu Kooperatioun mam Mali hunn, och mam Niger, mam Burkina Faso, an dass déi Leit, wa se bei ons komm sinn, gesot hunn, dass se en enger ganz schwieerer Situatioun sinn. Mir haten och virun e puer Wochen den Ausseminister vum Niger do, deen an onser Kommissioun war an deen och gesot huet, dass déi ganz Region do an der Instabilitéit dreet ennerzegen. An natierlech wësse mer och, dass déi Regierung ganz no bei Europa ass an dass alles, wat do geschitt, kann eng Influenz hunn op iwwerhaapt déi Fluxen och vun deene Länner no Europa.

Duerfir hu mer geduecht, et wär interessant, fir trotzdem an enger Motioun vun der Chamber, och vun alle Fraktiounen gedroen, dat auszedecken, dass mer déi Interventioun vu Frankräich ennerstëtzen an dass mer och hëllef mat deem, wat mer kënnen, fir an där Region fir Uerdnung a Rou a Stabilitéit am Intéret vun der Populatioun ze suergen.

Ech wëll soen, dass déi Motioun hei och mam Ausseminister ofgeschwat ass, deen, wéi Der wéist, am Ausland ass. Dee war zu Addis Abeba op enger Geberkonferenz, dat kënnt och hei zum Virschäin an der Motioun. An natierlech sinn och déi aner Membere vun der Regierung, d'Madame Jacobs als Kooperatiounsminister, de Verdedegungsminister vun där Motioun au courant gesat ginn, déi also och Bescheid wëssen.

Ech wëll och soen, dass mer déi Motioun säit leschte Méindeg enner verschiddene Kolleegen, och mat de Fraktiounen probéiert hunn opstellen. Et si Modifikatiounspropositiounen vun der CSV-Fraktioun komm, de Félix Braz huet och e groussen Apport bruecht,...

► **Une voix.-** Très bien!

► **M. Ben Fayot (LSAP), auteur.-** ...fir déi Motioun zur Satisfaktioun opstellen.

Ech géif duerfir mengen, wann Der jo och gesitt, et sinn all d'Fraktiounen, déi hei ennerschriwwen hunn, bon, d'CSV-Fraktioun, d'DP-Fraktioun, déi gréng Fraktioun, dann natierlech och d'ADR-Fraktioun an ons Fraktioun, déi do...

► **Une voix.-** Dat ass keng Fraktioun.

► **M. Ben Fayot (LSAP), auteur.-** ...jo, d'ADR-Sensibilitéit, pardon, an dann d'LSAP-Fraktioun, déi dat ennerschriwwen hunn. An ech géif lech awer duerfir bieden, fir Är Zoustëmmung zu där Motioun ze ginn.

Merci.

► **M. le Président.-** Merci. Ech hunn elo zwou Wuertmeldungen, den Här Colombara an den Här Urbany.

Här Colombara.

Discussion générale

► **M. Jean Colombara (Onofhängeg).-** Jo, Här President, Merci fir d'Interventioun. Ech hunn ee kleng Problem mat der zweeter Säit, sechsten Tiert. Do steet geschriwwen: «...se félicitant de l'intervention française de concert avec les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU à la demande des autorités maliennes...». Ech fannen deen Term extrem, extrem schaarf, Här Fayot. Ech fannen deen Term net gutt! Mir wäerten eis awer elo net op d'Schëller klappen, wann d'franséisch Arméi an dem Mali intervenéiert an do d'Leit, egal vu wëlchem Bord, ëmkommen!

Ech mengen, mir missten deen Term do änneren, an ech géif proposéieren den Term „considérant“, nämlech: «...considérant que l'action de la France au Mali...» an esou virun. Dat wär vläicht méi elegant wéi „se félicitant“, dat ass vill ze vill staark!

► **M. le Président.-** Den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Léng).-** Merci, Här President. Ech deele selbstverständlech déi Oflehnung vun de fundamentalisteschen reliéise Gruppen am Mali, déi hei an där Resolutioun, an där Motioun zum Ausdrock kënnen. Trotzdem, mengen ech, d'äerf een déi direkt esäitgeg beschlossene franséisch Militärinterventioun net begréissen. Et muss ee se, mengen ech, och mat enger gewësser Suerg kucken, well se och net am Kader vun der UNO stattfënn,...

► **Une voix.-** Dach!

► **M. Serge Urbany (déi Léng).-** ...obschonn dat hei drasteet.

Ech hu leider net Riedezäit genuch, fir kënnen auszuféieren, firwat se net am Kader vun där UNO-Resolutioun stattfënn, an ech mengen, si ass och onbegrenzt an der Zäit. D'Fransouse selwer setze sech keng Begrenzung, wat hiren Openhalt am Norde vu Mali ueget.

An ech mengen, esou eng Militarisiéierung, déi et forcément ass vum Nordmali, oui dass do en demokratescht Konzept fir de ganze Mali hannendrusteet - an esou e Konzept steet net hannendrun, esou e Konzept läit net vir! -, esou eng Militarisiéierung ka wéi an Afghanistan, wéi op anere Plazen dee ganze Konflikt an d'Längt zéien, déi opspillen am Fong geholl, déi ee wëllt bekämpfen, an dorënner leit virun allem d'Zivilbevölkerung.

An ech géif soen, d'Zivilbevölkerung leit haut schonn - leit haut schonn! - dorënner. Haut steet am „Monde“ en Artikel vum Direkter vun Human Rights Watch, dee seet: «Confrontée à un ennemi sans égard pour le droit international humanitaire, alliée à une armée coutumière des violations, soutenue par les troupes de pays voisins au bilan douteux en matière de droits de l'Homme, comment la France pourra-t-elle s'assurer que son intervention ne se traduise pas par de nouvelles souffrances pour les populations?»

Et muss een och nach, mengen ech, derbäsoen: Frankräich huet selwer zur militärescher Zouspëtzung vun deem Konflikt bäigedroen, duerch vill Facteuren, enner anerem awer och duerch seng Waffenexporter an duerch d'militäresch Interventioun a Libyen - ech kann dat net hei ausféieren -, och wéinst senger wirtschaftlechen Interessen an där ganzen Géigend. Ëmmerhi muss ee wëssen, dass 30% vum Uran fir déi franséisch Atomkraaftwierker vun do aus där Géigend kommen, net wäit ewech. Et gëtt och do Uelechfelder an esou weider. Och huet Frankräich ëmmer nach an där Géigend Diktatoren ennerstëtzt, fir seng wirtschaftlech Interessen do duerchzesetzen.

Ech mengen duerfir tatsächlech, dass déi Formuléierung an deem Text hei, wou Frankräich félicitéiert gëtt fir déi Interventioun, dass déi falsch op der Plaz ass, mä dass ee Frankräich éischer misst kritiséieren an deem Fall, wéinst senger ganzer Virgeschicht an och wéinst der Aart a Weis, wéi dee Konflikt do ageleet ginn ass.

Ech kann duerfir net déi Motioun hei stëmmen!

► **M. le Président.-** Den Här Fayot kritt nach eng kéier d'Wuert. Merci, Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Léng).-** Den Här Fayot, mengen ech, stellt mer jo eng Fro gären?

► **Une voix.-** Neen!

► **M. le Président.-** Neen, den Här Fayot wollt nach eng kéier Positioun huelen.

Här Fayot!

► **M. Ben Fayot (LSAP), auteur.-** Jo, Här President, déi Awänn vum Här Colombara a vun dem Här Urbany kann ech net deelen. Ech mengen, déi Expressioun „se félicitant“ seet, mir huelen déi Aktioun vu Frankräich zur Kenntnis a mir begréisse se, well et ass ganz kloer, dass, wa Frankräich net intervenéiert wär de 17. Januar bis elo, da wär an där Géigend do Chaos ausgebrach.

(Interruption)

An dat wär besonnesch fir d'Zivilbevölkerung e Riseproblem gewiescht!

An ech wëll trotzdem drun erënneren, Här Urbany, Här Colombara, dass am Nordmali, do, wou islamisteschen Truppen a Bande regéiert hu während engem Joer, dass do besonnesch déi Zivilbevölkerung an enger schrecklecher Situatioun war. Do ass d'Scharia installéiert ginn an do waren d'Mënsche Fräiwëld fir déi islamisteschen Banden. An duerfir, mengen ech, kann ee ganz vill vun deem, wat hei gesot gëtt, selbstverständlech och zur Kenntnis huelen. Ech hunn dat jo alles, mir liesen dat jo alles an den Zeitungen. Mä wann do deen Abléck Frankräich mat dem Sege vun dem Conseil de Sécurité vun der UNO an op Demande vun dem President vum Mali net intervenéiert wär, da wär do wierklech de Chaos ausgebrach!

A mat allem Respekt fir déi Nuancen an déi Reserven, déi ee kann hunn, mengen ech, ass dat dat Wesentlech, dass fir déi Stabilitéit, den Zesummenhalt vun deene Länner an där Region Frankräich eppes gemaach huet. An duerfir, mengen ech, solle mer dat och kloer ausdrécken à l'adresse vun eise franséische Kolleegen an der Assemblée nationale.

Merci.

► **M. le Président.-** Sou, elo kritt den Här Félix Braz nach eng kéier d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).-** Zwou, dräi kuerz Remarquen! Déi éischt, Här Urbany, bei allem Verständnis, et kann een och an der rezenter Geschicht Geschichtsfälschung bedrei-

Sommaire des séances publiques n^{os} 19 et 20

| | |
|--|------------|
| Communication | p. 195 |
| Résolution de M. Ben Fayot relative au rôle des parlements nationaux dans la future union budgétaire, financière et économique | p. 195-196 |
| 6160 - Projet de loi sur les services postaux | p. 196-201 |
| Question urgente n°2467 de M. Ali Kaes sur les perturbations sur la ligne Troisvierges-Luxembourg | p. 201 |
| 6388 - Projet de loi portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, signée à Varsovie, le 16 mai 2005, et modifiant | |
| - le Code pénal; | |
| - le Code d'instruction criminelle; | |
| - la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne; | |
| - la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980; et | |
| - la loi modifiée du 14 avril 1992 instituant un code disciplinaire et pénal pour la marine | p. 201-203 |
| 6441 - Projet de loi portant approbation des amendements apportés au Statut de Rome de la Cour pénale internationale par la résolution RC/Res.5 et par la résolution RC/Res.6 adoptées à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à Kampala, les 10 et 11 juin 2010 | p. 203-204 |
| 6468 - Projet de loi portant réhabilitation du Pont Adolphe à Luxembourg | p. 204-207 |
| 6383 - Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques | p. 207 |
| 6428 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre | p. 207-211 |
| Discours de fin d'année de M. le Président | p. 211-212 |
| Communications | p. 213 |
| Composition de la Chambre des Députés | p. 213 |
| Composition des commissions parlementaires | p. 213 |
| Ordre du jour | p. 213 |
| Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot | p. 213-214 |
| Ordre du jour (suite) | p. 214 |
| Heure de questions au Gouvernement | |
| Question n°194 du 29 janvier 2013 de M. Raymond Weydert relative à la réservation de terres agricoles, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures | p. 214 |
| Question n°195 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à la prescription de l'antiacnéique «Diane 35» comme contraceptif, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale | p. 214 |
| Question n°196 du 30 janvier 2013 de M. Roland Schreiner relative à la lutte contre le bruit des autoroutes et des chemins de fer, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures | p. 214-215 |

Question n°197 du 30 janvier 2013 de M. Claude Adam relative aux Assises de la réforme du lycée, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 215

Question n°198 du 30 janvier 2013 de M. Roger Negri relative aux heures supplémentaires des pilotes d'aviation de ligne, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 215-216

Question n°199 du 27 janvier 2013 de M. Jean Colombero relative au test de dépistage de drogue «DrugWipe», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 216

Question n°200 du 30 janvier 2013 de M. Fernand Diederich relative aux campagnes de sensibilisation en matière de sécurité routière pour les cyclistes et piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 216

Question n°201 du 29 janvier 2013 de M. Eugène Berger relative à l'application de la norme DIN EN 590 pour gazole au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 217

6496 - Projet de loi
1. portant approbation de l'Accord signé à Luxembourg le 21 mars 2012 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre modifiant l'article 3 de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006 et

2. autorisant le Gouvernement à procéder aux engagements à titre permanent pour les besoins spécifiques du Service de Psychologie et d'Orientation Scolaires au sein du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl» p. 217+218

6476 - Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un neuvième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique p. 218-223

6422 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011 p. 223-225

6488 - Projet de loi relatif à la construction d'un lycée à Clervaux p. 225-228

6453 - Projet de loi portant modification
1) de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail;
2) de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours p. 229-230

6484 - Proposition de modification du chapitre 7 «Des pétitions» du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6508 - Proposition de modification du chapitre 14 du Titre V «Procédures et dispositions particulières» du Règlement de la Chambre des Députés

6515 - Proposition de modification du Règlement relative à la procédure applicable aux grands projets d'infrastructure p. 230-231

Motion de M. Ben Fayot relative à l'intervention militaire française «Serval» et à la mission militaire de l'Union européenne EUTM Mali p. 231-232

wen. Also d'Ausso, fir ze soen, dass dat heiten net am Kader vun der UNO stattfënnt, ass einfach net richtig. Dat kënn Der esou net soen, dat ass falsch!

D'UNO ass selwer den éischten a beschte Juge, fir ze befannen iwwert déi franséisch Interventioun, iwwert déi ee kann diskutéieren. Mä et kann een hir awer net reprochéieren, si wier ausserhalb vun der internationaler Legalitéit. Si fënnt statt am Rahme vun engem UNO-Mandat op Demande vun der malescher Regierung, vun där een da kann halen, wat ee wëllt, mä ëmmerhin, den Droit huet eppes mat der Form ze dinn an hei ass awer déi international Legalitéit respektéiert! Duerfir: Da kann een nach gedeelter Meenung sinn, mä et kann een awer net seng Argumentatioun dorobber opbauen, dass d'Fransousen hei illegal par rapport zum internationale Recht intervenéiert wieren. Soss hätte mir als Gréng och dat heiten net ënnerstëzt! Dat ass awer eben net esou, wéi Dir et sot, et ass just de Contraire.

Déi zweet Remarque, wat fir eis och wichtig ass - an dat sinn awer d'Käraussoe vun där Motioun -, dat ass, dass déi franséisch Interventioun keng franséisch Interventioun soll bleiwen! Frankräich huet intervenéiert zu engem Zäitpunkt, wou anerer net fäeg gewiescht wieren, a wann et net geschitt wier, da wier d'Situatioun am Mali an notament an der Hauptstadt haut eng honnertmol méi komplizéiert wéi déi, déi mer elo schonn um Terrain hunn, och vum humanitäre Standpunkt hier.

Dat muss een och dierfe soen, do ass och eppes verhënnert ginn. Och dat muss een dierfe soen, Här Urbany!

An eis ass et wichtig an där Motioun, dass ënnerstrach gëtt, dass aus där franséischer Interventioun séier déi international MISMA-Missioun gëtt ënner Conduite africaine. Well dorëms geet et! Et ass keng franséisch Interventioun, et ass eng international, an dat soll och séier um Buedem duerch international Truppen ënner afrikanescher Conduite daitlech

gemaach ginn. Dat ass d'Käraussoe vun der Motioun, déi mer an den Inviten un d'Regierung ënnerstrach hunn.

Drëtten a leschte Punkt: Dir beschreift d'Situatioun vun de Mënscherechter. Den Här Fayot huet ganz zu Recht drop higewisen, dass déi scho laang am Norden dramatesch ass, duerch déi Leit, deene sech d'Fransousen elo géint-iwwergestallt hunn. An, jo, d'malesch Arméi huet sech scho Saachen zuschulde komme gelooss. Dat konnte mer an deene leschten Deeg liesen. An dowéinst ass och an där Motioun eppes doriwwer dran, Här Urbany! Dir musst se och da ganz liesen.

Et steet net vun ongeféier dran, dass d'Lëtzebuerger Regierung och do hire Bäitrag soll leeschten, dass grad der Situatioun vun de Mënscherechter am Kader vun der militärescher Interventioun eng besonnesch Opmierksamkeit soll geschenkt ginn, well mer wëssen, dass et schonn - wéi leider ëmmer do, wou militäresch agegraff gëtt - och zu Exactione kënn. Et geet elo scho Rieds vu sommären Exekutiounen duerch d'malesch Truppen. Mir wëssen dat och, an duerfir steet jo an där Motioun, déi des Chamber un hir Regierung riicht, dass se grad dorobber soll oppassen. Mir verkennen dat also net, et ass ausdrücklech Géigestand vun där Motioun.

Ech soen lech Merci.

(Interruption)

► **M. le Président.** - Merci. Neen, Här Urbany, Dir hutt scho praktesch dräi Minutte geschwat, eng Minutt iwwerzunn. Dir hutt alles gesot.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Déi Resolutioun gesäit keng direkt franséisch Interventioun vir! Ganz einfach!

► **M. le Président.** - Jo, Neen! Här Urbany, mir fänken elo net méi mat Diskussiounen un.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - D'UNO-Resolutioun gesäit keng direkt Interventioun vir Frankräich!

► **M. le Président.** - Här Urbany, et geet elo duer! Mir héieren elo nach den zoustännege Minister kuerz.

► **Une voix.** - En ass net den zoustännege Minister!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense.** - Merci, Här Président. Ech wollt kuerz d'Wuert huelen, fir éischters der Chamber Merci ze soen, dass se sech hei der Aktioun vun der Regierung associéiert, dass se eis am Fong invitéiert, déi Démarche, déi mer zesummen ugefaangen hunn - an der Commissioun vun den Affaires étrangères a vun der Défense de leschte Méindeg ass déi Diskussioun gefouert ginn...

Ech hu gesot an ech soen et weider: Mir wäerten lech am Bild halen an et ass ganz kloer, dass ech mech deene Wierder vum Här Braz a vum Här Fayot associéieren. Hei geet et drëm, dass déi franséisch Interventioun an eng sogenannte „EUTM Mali-Missioun“ iwwergeet.

Lëtzebuerg ass bereet, zwee Leit dohinner ze schécken. Dee Règlement grand-ducal, dee gëtt deemächst op den Instanzewe geschéckt. Mir hu scho véier Milliounen bezuelt, fir logistesche Hëllef ze ginn, a fir déi zwee Leit, dat gesäit elo esou aus: Den nächsten Dënschdeg, 5. Februar, ass déi nächst Conférence de génération de forces an do wäerte mer eis dann nach eng kéier „aklicken“, wann ech dat dierf esou soen, an déi ganz Missioun. An et gesäit esou aus, dat wëll ech hei elo scho soen, wéi wa mer mat de Fransouse géifen zesummen um Terrain, am Kader vun hirer Missioun Formatioun maachen.

D'Detailer, soubal ech déi hunn, ginn ech an d'Chamberscommissioun. Eise Wee ass ganz

kloer, ech wäert d'Chamber a gradesou d'Kommissioun permanent au courant halen, gradesou gutt wéi eisen Ausseminister, dee leider net hei ka sinn, an och wéi d'Madame Jacobs, déi de leschte Méindeg och dobäi war, wéi mer d'Iddi vun enger Motioun lancéiert hunn.

Nach eng kéier Merci un d'Chamber. Mir ënnerstëtzen natierlech ganz gutt a mir begrëssen, dass déi ganz grouss Majoritéit vun der Chamber des Motioun ënnerstëzt.

Merci.

► **M. le Président.** - Sou, ech géif des Motioun elo à main levée zur Ofstëmmung ginn.

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Motioun mat enger grousser Majoritéit uegell.

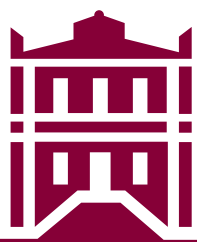
(La motion est adoptée avec l'abstention de M. Jean Colombero et contre la voix de M. Urbany.)

Domadder wäere mer och schonn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.59 heures)

 d'Chamber online op www.chd.lu



Sommaire des questions parlementaires

Question n° Auteur Objet

Session ordinaire 2011-2012

2325 Ben Fayot Excuses envers les Juifs pour la collaboration des autorités luxembourgeoises

Session ordinaire 2012-2013

2396 André Bauler Évolution du canton de Mersch
 2416 François Bausch et Xavier Bettel Réalisation du tram dans l'agglomération de la ville de Luxembourg
 2422 Fernand Kartheiser Église Notre Dame des Douleurs à Differdange
 2428 Josée Lorsché et Claude Adam Implantation de studios de production cinématographique sur le site du futur quartier «Nei Schmelz» à Dudelange
 2431 Jean Colombera Traitement mécano-biologique sur la déponie du SIDECE
 2433 Lydia Mutsch Construction de logements pour étudiants
 2439 André Bauler Licencements auprès de certaines entreprises au Luxembourg
 2442 Gast Gibéryen Déblocage d'une tranche d'aide à la Grèce
 2443 Fernand Etgen Augmentation de la TVA
 2451 François Bausch Contribution de crise
 2452 Fernand Kartheiser Sécurité des gratte-ciel
 2459 Roland Schreiner Ligne du Nord
 2460 Jean Colombera Sylviculture
 2461 Jean Colombera Staphylococcus aureus résistant à la pénicilline
 2463 Fernand Etgen Fermeture du Centre intégré pour personnes âgées à Mertzig
 2464 Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf Prévention des cancers
 2465 André Bauler et Fernand Etgen Naturpark Öewersauer
 2466 Fernand Kartheiser Promotion de la presse écrite
 2468 Eugène Berger Horaire et trajet de la ligne d'autobus n°194 (Sandweiler-Luxembourg-Bettembourg)
 2470 Jean Colombera Éventuelle fusion entre le Centre Hospitalier du Kirchberg et la Zithaklinik

2471 Jean Colombera Participation aux frais médicaux
 2472 Anne Brasseur Portail pédagogique «mySchool!»
 2473 François Bausch et Camille Gira Libéralisation des services aéroportuaires
 2474 Diane Adehm et Gilles Roth Sanctions disciplinaires dans la fonction publique
 2475 Lucien Clement Procédure de recrutement des instituteurs de l'enseignement fondamental
 2476 Eugène Berger Contournement d'Alzingen
 2477 Fernand Etgen Rapport de l'Administration des enquêtes publiques sur un incident entre un aéronef et un véhicule en date du 21 janvier 2010
 2478 André Bauler Encadrement d'enfants à troubles comportementaux
 2479 Jacques-Yves Henckes Dette effective
 2480 Claude Adam Éducation précoce
 2481 Marcel Oberweis et Jean-Paul Schaaf Cancer de la peau au Luxembourg
 2482 Jean Colombera Direction de la section «Public Health» du CRP-Santé
 2483 Jean Colombera Contribution financière du Luxembourg à l'OMS
 2485 Jean Colombera Démolition de l'ancien poste douanier de Wormeldange
 2486 Jean Colombera Sécurité sur les pistes cyclables
 2488 Sylvie Andrich-Duval Pilules contraceptives de troisième génération
 2489 Lucien Clement Suspension des fonctionnaires communaux
 2490 Eugène Berger Projet révisé d'un «stade-mall» à Livange
 2491 Lucien Clement Nouvelle décharge entre Beidler et Brouch
 2492 Robert Weber Rapport d'activité 2011
 2493 Jean Colombera Création monétaire
 2494 Jean Colombera Carte de stationnement pour personnes handicapées
 2500 Jean Colombera Prothèse totale de hanche (PTH)
 2501 Jean Colombera Shopping au Luxembourg
 2503 André Bauler Changement de section ou de filière de formation
 2505 Josée Lorsché Plan d'encadrement périscolaire
 2506 Jean Colombera Organisation du CEPS

Session ordinaire 2011-2012

Question 2325 (28.9.2012) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant les **excuses envers les Juifs pour la collaboration des autorités luxembourgeoises**:

Le 19 septembre 2012 un historien luxembourgeois, Monsieur Serge Hoffmann, a publié au «Tageblatt» une lettre ouverte à Monsieur le Premier Ministre. Il s'y réfère à une initiative du Premier Ministre belge, Monsieur Elio Di Rupo, qui vient de présenter les excuses de la Belgique envers les Juifs pour la collaboration des autorités belges «à l'entreprise d'extermination mise en place par les nazis» qui «se sont rendus complices du crime le plus abominable».

L'historien luxembourgeois rappelle que la persécution des Juifs a commencé au Luxembourg début septembre 1940. Selon cet historien, la Commission administrative et les autorités luxembourgeoises encore en fonction à ce moment ont exécuté sans protester les ordres de l'occupant et facilité ainsi la déportation des Juifs présents sur le territoire luxembourgeois.

L'interprétation officielle de cette période sombre de notre histoire a toujours été que le pays ayant été envahi par l'Allemagne, le Gouvernement luxembourgeois ayant quitté le pays le 10 mai 1940 et l'occupant ayant pris le contrôle intégral du pays, contrairement à ce qui s'est passé en Belgique, la responsabilité du Gouvernement luxembourgeois n'était pas engagée.

Il est vrai cependant, comme le relève Monsieur Hoffmann, qu'entre le 10 mai et l'automne 1940, la Commission administrative et les administrations luxembourgeoises ont continué à fonctionner normalement avec une certaine autonomie et ont ainsi une certaine responsabilité dans la déportation des Juifs («mitschuldig» selon l'auteur).

Dans ce contexte, j'aimerais demander à Monsieur le Premier Ministre s'il partage l'interprétation de l'historien cité et s'il compte donc suivre l'exemple du Premier Ministre belge. Par ailleurs, j'aimerais savoir quand et comment les recommandations émises en 2009 par la commission chargée d'étudier la question des spoliations des Juifs au Luxembourg seront mises en œuvre par le Gouvernement.

Réponse (30.1.2013) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Monsieur le Député demande dans sa question parlementaire s'il n'est pas opportun que le Gouvernement luxembourgeois, à l'instar du Gouvernement belge, s'excuse auprès de la communauté juive pour la participation des autorités luxembourgeoises à la persécution des Juifs au Luxembourg.

Au cours des dernières décennies, un certain nombre d'historiens se sont intéressés à la période se situant après l'invasion allemande le 10 mai 1940. Lors de leurs travaux de recherche, ils ont également examiné le fonctionnement de l'administration luxembourgeoise après cette date.

Au vu des sources et des travaux de recherche sur cette période et notamment sur le fonctionnement de l'administration luxembourgeoise, en particulier le fonctionnement de la Commission administrative, instaurée après le départ du Gouvernement luxembourgeois, il est permis de conclure que toute la lumière n'as pas encore été faite concernant cette période de notre histoire.

Il subsiste en effet un certain flou concernant les événements de l'époque et notamment le rôle de la Commission administrative en général et en rapport avec la déportation de la population juive en particulier.

Il me semble donc opportun et nécessaire d'approfondir la recherche concernant cette période. C'est pourquoi je me propose de charger quelques historiens, spécialistes en histoire contemporaine, de porter un regard critique sur la période et les événements en question. Ce n'est que sur la base de ces travaux que des conclusions fondées concernant une participation active de la Commission administrative à la déportation de la population juive pourront être tirées.

En ce qui concerne les recommandations émises en 2009 par la commission chargée d'étudier la question de la spoliation des biens juifs au Luxembourg, j'ai convenu avec Monsieur le Président du Consistoire israélite que nous nous concerterons pour voir ensemble comment ces recommandations peuvent être transposées.

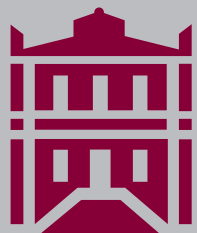
Session ordinaire 2012-2013

Question 2396 (6.11.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant **l'évolution du canton de Mersch**:

Il va sans dire que le canton de Mersch, situé au centre géographique du pays, se distingue depuis des années par un développement favorable. La localité de Mersch figure en effet parmi les chefs-lieux de canton du Grand-Duché de Luxembourg. Elle héberge plusieurs services administratifs étatiques, des lycées et des institutions à caractère national. Le développement futur de Mersch et de ses environs sera sans nul doute influencé par la mise en valeur du site de l'ancien «Agrocenter».

Dans le souci d'avoir une image plus complète du paysage social et économique de cette partie du Grand-Duché, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer l'évolution démographique des communes du





canton de Mersch depuis 1992 en tenant compte des différentes classes d'âge?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils également présenter l'évolution du nombre d'emplois créés dans le canton de Mersch durant les 20 dernières années en ventilant par branche économique? Comment la population active et le taux de chômage ont-ils évolué dans la région depuis 2002? Quelles sont les communes du canton qui ont connu la plus forte progression en matière d'emplois? Et quelles sont les branches économiques qui ont généré une croissance prononcée d'emplois? Qu'en est-il de l'évolution du nombre de personnes qui résident dans le canton et qui travaillent dans une commune située en dehors de celui-ci? Est-il possible de situer ces statistiques dans un contexte national?

Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des informations sur de nouveaux investisseurs qui leur auraient signalé de vouloir s'établir dans les zones d'activités économiques situées dans le canton? Qu'en est-il des terrains qui restent disponibles afin d'accueillir des entreprises nouvelles dans les zones existantes?

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peut-il me fournir aussi des informations actualisées sur l'évolution des planifications concernant la viabilisation du site de l'ancien «Agrocenter»? Quelles sont les activités économiques qui y devraient voir le jour? Et quelles sont les perspectives en matière de création d'emplois et de logements dans ce contexte?

Réponse commune (20.2.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Le canton de Mersch regroupe les communes de Bissen, Boevange-sur-Attert, Colmar-Berg, Fischbach, Heffingen, Larochette, Lintgen, Lorentzweiler, Mersch, Nommern et Tuntange. La commune de Lorentzweiler fait partie de la région d'aménagement Centre-Sud. Les douze autres communes font partie de la région d'aménagement Centre-Nord.

L'évolution de la population au canton de Mersch de 1991 à 2012:

| Communes | 1991 | | | | | 2001 | | | | 2011 | | | |
|---------------------|------|-------|------|------|-------|------|-------|------|-------|------|-------|------|-------|
| | 0-19 | 20-64 | 65+ | inc. | total | 0-19 | 20-64 | 65+ | total | 0-19 | 20-64 | 65+ | total |
| Bissen | 27,5 | 62,9 | 8,1 | 1,5 | 100,0 | 28,3 | 63,0 | 8,7 | 100,0 | 28,3 | 59,7 | 11,9 | 100,0 |
| Boevange-sur-Attert | 27,7 | 61,9 | 9,8 | 0,6 | 100,0 | 27,4 | 62,8 | 9,7 | 100,0 | 25,4 | 63,7 | 10,9 | 100,0 |
| Colmar-Berg | 26,3 | 65,2 | 7,2 | 1,3 | 100,0 | 27,7 | 64,0 | 8,3 | 100,0 | 24,6 | 64,5 | 10,9 | 100,0 |
| Fischbach | 26,9 | 60,3 | 11,4 | 1,4 | 100,0 | 28,2 | 62,4 | 9,4 | 100,0 | 25,7 | 65,4 | 8,8 | 100,0 |
| Heffingen | 24,9 | 59,6 | 13,5 | 2,0 | 100,0 | 26,2 | 60,1 | 13,7 | 100,0 | 28,3 | 61,8 | 9,9 | 100,0 |
| Larochette | 27,6 | 59,9 | 10,8 | 1,7 | 100,0 | 32,0 | 59,2 | 8,8 | 100,0 | 28,2 | 63,0 | 8,8 | 100,0 |
| Lintgen | 24,9 | 63,2 | 11,0 | 0,9 | 100,0 | 26,6 | 61,3 | 12,1 | 100,0 | 24,5 | 64,3 | 11,2 | 100,0 |
| Lorentzweiler | 25,5 | 62,4 | 11,6 | 0,6 | 100,0 | 24,7 | 61,1 | 14,2 | 100,0 | 20,6 | 62,7 | 16,6 | 100,0 |
| Mersch | 25,0 | 61,2 | 12,7 | 1,1 | 100,0 | 25,4 | 61,9 | 12,6 | 100,0 | 23,0 | 62,3 | 14,6 | 100,0 |
| Nommern | 26,1 | 64,3 | 9,1 | 0,5 | 100,0 | 30,6 | 58,9 | 10,5 | 100,0 | 28,9 | 62,6 | 8,4 | 100,0 |
| Tuntange | 29,0 | 62,4 | 7,8 | 0,8 | 100,0 | 32,4 | 59,8 | 7,8 | 100,0 | 27,1 | 63,8 | 9,0 | 100,0 |
| Canton Mersch | 26,0 | 62,1 | 10,9 | 1,1 | 100,0 | 27,2 | 61,6 | 11,2 | 100,0 | 24,8 | 62,8 | 12,4 | 100,0 |
| Grand-Duché | 22,8 | 62,8 | 13,1 | 1,2 | 100,0 | 24,6 | 61,6 | 13,9 | 100,0 | 23,3 | 62,7 | 14,0 | 100,0 |

Sources: Stotec, Recensements de la population 1991, 2001, 2011

Le canton de Mersch a connu entre 1991 et 2011 une croissance de 10,9% jusqu'à 12,4% pour la part des 65 ans et plus dans la population. Par contre, la part des jeunes de moins de 20 ans a baissé dans la même période.

En comparaison avec l'ensemble du Grand-Duché, le canton de Mersch présente un pourcentage plus élevé de jeunes en dessous de 20 ans et un pourcentage moins important de 65 ans et plus. Le part de la population active est plus ou moins comparable.

et 2001. De même, ces chiffres ne reprennent pas les frontaliers.

Emploi par lieu de travail et selon la division de la NACE (cf. page suivante)

| Communes | km ² | Habitants | | | | Évolution | | | |
|---------------------|-----------------|-----------|---------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | | 1991 | 2001 | 2011 | 2012 | 1991-2001 | 2001-2011 | 1991-2011 | 1991-2012 |
| Bissen | 20,75 | 1.781 | 2.447 | 2.784 | 2.787 | +37,39 | +13,77 | +56,32 | +56,49 |
| Boevange-sur-Attert | 18,87 | 1.405 | 1.760 | 2.037 | 2.079 | +25,27 | +15,74 | +44,98 | +47,97 |
| Colmar-Berg | 12,31 | 1.385 | 1.711 | 1.919 | 1.991 | +23,54 | +12,16 | +38,56 | +43,75 |
| Fischbach | 19,61 | 491 | 635 | 894 | 937 | +29,33 | +40,79 | +82,08 | +90,84 |
| Heffingen | 13,34 | 684 | 824 | 1.068 | 1.102 | +20,47 | +29,61 | +56,14 | +61,11 |
| Larochette | 15,40 | 1.288 | 1.742 | 2.012 | 2.023 | +35,25 | +15,50 | +56,21 | +57,07 |
| Lintgen | 15,25 | 1.841 | 2.226 | 2.605 | 2.685 | +20,91 | +17,03 | +41,50 | +45,84 |
| Lorentzweiler | 17,45 | 2.773 | 2.973 | 3.531 | 3.555 | +7,21 | +18,77 | +27,34 | +28,20 |
| Mersch | 49,74 | 5.970 | 7.012 | 7.973 | 8.216 | +17,45 | +13,71 | +33,55 | +37,62 |
| Nommern | 22,44 | 784 | 954 | 1.178 | 1.202 | +21,68 | +23,48 | +50,26 | +53,32 |
| Tuntange | 18,74 | 739 | 1.027 | 1.275 | 1.318 | +38,97 | +24,15 | +72,53 | +78,35 |
| Canton Mersch | 223,90 | 19.141 | 23.311 | 27.276 | 27.895 | +21,79 | +17,01 | +42,50 | +45,73 |
| Grand-Duché | 2.586,36 | 384.634 | 439.539 | 512.353 | 524.853 | +14,27 | +16,57 | +33,21 | +36,46 |

Sources: Stotec, Recensements de la population 1991, 2001, 2011

Sources: Stotec (2012): Population par commune au 1^{er} janvier 2012

Le canton de Mersch comptait au 1^{er} janvier 2012 une population de 27.895 habitants. Concernant la période de 1991 à 2012, la population résidente dans les communes du canton de Mersch a augmenté de 45,7%. À titre de comparaison, lors de la même période la population au Grand-Duché de Luxembourg a augmenté de 36,5%.

La commune de Fischbach a connu la croissance la plus importante: 90,8% en 21 années. Pendant la même période, la population des communes de Mersch et de Lorentzweiler a seulement augmenté de 37,6% respectivement de 28,2%.

Les classes d'âges pour le canton et ses communes en 1991, 2001 et en 2011 en %:

La population active et le taux de chômage fin 2001, 2006 et 2011:

| | 2001 | | | 2006 | | | 2011 | | |
|---------------|-------------------|----------|-----------------|-------------------|----------|-----------------|-------------------|----------|-----------------|
| | Population active | Chômeurs | Taux de chômage | Population active | Chômeurs | Taux de chômage | Population active | Chômeurs | Taux de chômage |
| Canton Mersch | 10.422 | 212 | 2,03 | 11.324 | 475 | 4,19 | 13.066 | 703 | 5,38 |
| Grand-Duché | 185.477 | 5.393 | 2,91 | 202.392 | 10.297 | 5,09 | 229.092 | 16.086 | 7,02 |

Source: Stotec (2012), Emploi et chômage par canton et commune 2001 - 2011

En 2001, le canton de Mersch présentait une population active de 10.422 personnes, dont 212 chômeurs, soit un taux de chômage de 2,0% (G.-D.: 2,9%). En 2011, la population active augmentait à 13.066 personnes, dont 703 chômeurs, soit un taux de chômage de 5,4% (G.-D.: 7,0%).

À noter que pour tous les tableaux qui suivent, les chiffres du recensement de la population en 2011 ne sont pas encore disponibles de sorte que la comparaison se limite aux années 1991

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.

L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.



| Comm. / canton | Divisions de la NACE | | | | | | | | | | | Total |
|---------------------|----------------------|----------------|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|-------------------------|-------------------------------|------------------------------|---|-----------------|-----------------|--------|
| | agri-culture | énergie et eau | extraction minimum industrie chimique | transformation métaux | autres industries manufacturières | bâtiment et génie civil | commerce, horesca, réparation | transports et communications | banques, assurances, services aux entreprises | autres services | sans indication | |
| Bissen | 26 | | 417 | 40 | 50 | 33 | 80 | 6 | 7 | 54 | 17 | 730 |
| Boevange-sur-Attert | 42 | | 3 | 13 | 2 | 20 | 26 | | 4 | 32 | 7 | 149 |
| Colmar-Berg | 8 | | 71 | 158 | 2601 | 89 | 36 | 49 | 19 | 122 | 26 | 3179 |
| Fischbach | 30 | | | 1 | 1 | 3 | 39 | 2 | | 42 | 6 | 124 |
| Heffingen | 35 | | 1 | | | 30 | 28 | | 1 | 19 | 4 | 118 |
| Larochette | 6 | | 34 | 3 | 5 | 21 | 91 | 11 | 14 | 71 | 4 | 260 |
| Lintgen | 27 | | 2 | 223 | 19 | 24 | 61 | 2 | 10 | 44 | 7 | 419 |
| Lorentzweiler | 33 | | | 32 | 3 | 39 | 108 | 13 | 9 | 104 | 13 | 354 |
| Mersch | 82 | 40 | 4 | 139 | 235 | 170 | 568 | 56 | 90 | 374 | 44 | 1802 |
| Nommern | 66 | | | | | 18 | 14 | 3 | | 20 | | 121 |
| Tuntange | 12 | | | | | 10 | 25 | | 2 | 36 | 2 | 87 |
| Canton Mersch | 367 | 40 | 532 | 609 | 2916 | 457 | 1076 | 142 | 156 | 918 | 130 | 7343 |
| Grand-Duché | 5325 | 832 | 10988 | 4881 | 9381 | 13607 | 28766 | 10323 | 21293 | 44394 | 4101 | 153891 |

Source: Stateg, Recensement de la population 1991 - population ayant un emploi par lieu de travail et selon la division de la NACE

| Comm. / canton | Divisions de la NACE | | | | | | | | | | | | | | | | | Total | |
|----------------|-------------------------------|------------------|----------------------|----------------------|--|---------------|---|------------------------|--------------------------------|-----------------------|---|--------------------------|-----------|-------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|-------|-----------------|
| | agricult., chasse, sylvicult. | pêche, aquacult. | industr. extractives | industr. manufactur. | product., distribut. électricit., gaz, eau | construc-tion | commerce, répar. automob. et articles domest. | hôtels et restau-rants | transports et com-munica-tions | intermé-diat. financ. | immobil., location et services aux entrepr. | adminis-tration publique | éducation | santé et action sociale | services collectifs, sociaux et personnels | services domes-tiques | activités extraterri-toriales | | sans indication |
| Bissen | 11 | 0 | 0 | 429 | 0 | 56 | 61 | 6 | 5 | 6 | 8 | 32 | 12 | 8 | 6 | 8 | 1 | 10 | 659 |
| Boevange | 28 | 0 | 3 | 24 | 0 | 12 | 14 | 6 | 0 | 1 | 7 | 23 | 7 | 2 | 1 | 1 | 0 | 2 | 131 |
| Colmar-Berg | 8 | 0 | 0 | 2423 | 0 | 86 | 16 | 17 | 20 | 6 | 28 | 84 | 17 | 1 | 34 | 9 | 2 | 14 | 2765 |
| Fischbach | 29 | 0 | 0 | 1 | 0 | 4 | 35 | 6 | 0 | 0 | 2 | 32 | 6 | 0 | 2 | 2 | 1 | 5 | 125 |
| Heffingen | 18 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 | 20 | 15 | 0 | 1 | 1 | 10 | 8 | 1 | 5 | 5 | 0 | 4 | 148 |
| Larochette | 4 | 0 | 24 | 7 | 0 | 49 | 47 | 40 | 10 | 14 | 12 | 37 | 15 | 28 | 18 | 6 | 0 | 13 | 324 |
| Lintgen | 11 | 1 | 0 | 303 | 0 | 22 | 65 | 25 | 5 | 10 | 5 | 43 | 17 | 4 | 10 | 6 | 0 | 12 | 539 |
| Lorentzweiler | 18 | 0 | 0 | 33 | 0 | 26 | 69 | 17 | 4 | 3 | 10 | 40 | 17 | 88 | 12 | 5 | 0 | 32 | 374 |
| Mersch | 45 | 0 | 2 | 451 | 76 | 338 | 664 | 112 | 77 | 50 | 128 | 221 | 102 | 247 | 87 | 20 | 7 | 49 | 2676 |
| Nommern | 35 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | 7 | 12 | 0 | 0 | 2 | 14 | 8 | 4 | 4 | 3 | 0 | 5 | 105 |
| Tuntange | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 | 6 | 12 | 0 | 3 | 7 | 20 | 7 | 3 | 10 | 6 | 2 | 7 | 120 |
| Canton Mersch | 219 | 1 | 29 | 3671 | 76 | 689 | 1004 | 268 | 121 | 94 | 210 | 556 | 216 | 386 | 189 | 71 | 13 | 153 | 7966 |
| Grand-Duché | 3215 | 6 | 197 | 18340 | 898 | 16023 | 22190 | 8496 | 12842 | 19320 | 14717 | 20156 | 7204 | 14025 | 5915 | 2208 | 8264 | 11336 | 185352 |

Source: Stateg, RP2001 - Population ayant un emploi selon la commune de travail et selon la division de la NACE

Ces tableaux reprennent les emplois au lieu de travail et par division de la NACE en 1991 et en 2001. Entre 1991 et 2001 les divisions de la NACE ont changé.

De 1991 à 2001 le nombre d'emplois au canton de Mersch augmentait de 8,5% (G.-D.: 20,4%).

En 2001, la plupart des emplois dans le canton de Mersch se concentraient dans les communes Colmar-Berg (34,8%) et Mersch (33,6%) et dans la division de la NACE «industrie manufacturière» (46%).

Commune de travail de la population ayant un emploi résidant au canton de Mersch en 2001

| Commune de travail | 2001 | |
|-----------------------------------|------------------|-------------|
| | Canton de Mersch | Grand-Duché |
| Bissen | 275 | 659 |
| Boevange-sur-Attert | 94 | 131 |
| Colmar-Berg | 680 | 2.765 |
| Fischbach | 76 | 125 |
| Heffingen | 98 | 148 |
| Larochette | 188 | 324 |
| Lintgen | 284 | 539 |
| Lorentzweiler | 179 | 374 |
| Mersch | 1.410 | 2.677 |
| Nommern | 84 | 105 |
| Tuntange | 73 | 120 |
| Total Canton de Mersch | 3.441 | 7.967 |
| Canton de Luxembourg | 4.044 | 87.490 |
| Canton de Capellen | 277 | 7.575 |
| Canton de Esch-sur-Alzette | 231 | 29.693 |
| Canton de Clervaux | 33 | 3.071 |
| Canton de Diekirch | 922 | 10.130 |
| Canton de Redange | 102 | 2.325 |
| Canton de Vianden | 19 | 696 |
| Canton de Wiltz | 37 | 2.857 |
| Canton de Echternach | 66 | 2.920 |
| Canton de Grevenmacher | 172 | 4.659 |
| Canton de Remich | 21 | 2.858 |
| Autres (étranger & «sans indic.») | 885 | 24.467 |
| Total | 10.250 | 186.708 |

Source Stateg: Recensement de la population 2001

La population ayant un emploi et résidant au canton de Mersch comptait en 2001 10.250 personnes. 3.441 de ces personnes (33,6%) travaillaient dans le même canton, c'est-à-dire 66,4% de la population ayant un emploi résidant dans le canton de Mersch travaillait en 2001 en dehors de celui-ci.

Du total des 7.967 personnes qui travaillaient en 2001 dans le canton de Mersch, 3.441 (43,2%) habitaient dans le même canton.

En ce qui concerne le futur développement du site «Agrocenter» à Mersch, il importe de préciser en premier lieu qu'il ne s'agit pas d'un projet qui sera réalisé par un acteur étatique. La grande majorité de fonds appartient aux entreprises privées actives sur le site. L'État est propriétaire de quelque 19% de la surface totale de la future zone soumise à plan d'aménagement particulier et de la zone verte. Une partie de cette surface est actuellement occupée par un bâtiment occupé par les services du Ministère de l'Éducation nationale. En conséquence, l'État n'est pas à même de jouer un rôle d'envergure en tant que développeur.

Vu qu'il s'agit d'un site à caractère stratégique, le département de l'Aménagement du territoire a joué son rôle en tant qu'initiateur d'une planification coordonnée par le biais d'une consultation rémunérée cofinancée par l'État. Il a été garanti que le cahier des charges pour le projet soit compatible avec les objectifs du programme directeur d'aménagement du territoire et de l'IVL, tout en tenant compte de la proximité immédiate du pôle multimodal qu'est la gare de Mersch ainsi que du statut de centre de développement et d'attraction de la commune. Tous les acteurs communaux, étatiques et privés directement concernés ont participé à l'élaboration d'un plan directeur. Le plan directeur est la base pour les prochaines étapes, à savoir l'intégration du projet dans le plan d'aménagement général et l'élaboration du plan d'aménagement particulier ainsi qu'un premier projet de remembrement. L'implication

du département de l'Aménagement du territoire s'arrête avec l'élaboration du plan directeur accepté par tous les acteurs. À partir de ce moment, les autorités communales qui ont décidé d'élaborer le plan d'aménagement particulier ainsi que les propriétaires concernés sont les principaux acteurs en jeu.

À titre indicatif les données structurelles estimées sur base du plan directeur retenu sont les suivantes:

- surface totale du site: environ 21 hectares
- zone destinée à être urbanisée: environ 17 hectares
- 550 à 600 logements
- 1.250 à 1.350 habitants
- 500 à 600 emplois

Ces données issues du plan directeur sont indicatives, sous réserve des procédures relatives à la refonte du plan d'aménagement général et du plan d'aménagement particulier.

Le type d'activités prévues devra être compatible avec un quartier urbain mixte, immédiatement connecté à un pôle d'échange multimodal, à savoir la gare de Mersch.

Comme une part des activités sur le site ne sera pas implantée à court terme, la création de logements et d'emplois sera réalisée en phases.

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est régulièrement sollicité par des sociétés qui cherchent à s'implanter au Luxembourg. Toutefois, pour des raisons évidentes de confidentialité, il n'est pas possible de publier une liste d'entreprises qui ont exprimé leur intérêt pour investir au Luxembourg.



Actuellement, il n'existe ni de zone industrielle à caractère national ni de zone d'activités économiques à caractère régional dans le canton de Mersch. Les zones industrielles à caractère national sont directement gérées par le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur alors que les zones d'activités économiques à caractère régional sont gérées par des syndicats intercommunaux.

Il est prévu de créer un tel syndicat intercommunal pour la gestion de la zone d'activités économiques à caractère régional au lieu-dit «Roost». Cette zone d'activités économiques, où sont actuellement implantés la laiterie Luxlait ainsi que les services techniques Creos, est destinée à une vocation régionale. Cependant, le syndicat intercommunal qui devrait être en charge de la gestion de la zone d'activités économiques en question n'a pas encore vu le jour.

Concernant les zones communales ou privées, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur n'a pas de compétence en matière de gestion. Par conséquent, il n'est pas possible de fournir une réponse à l'honorable Député Monsieur André Bauler quant à la disponibilité de terrains au niveau communal pour une éventuelle implantation nouvelle ou réimplantation d'entreprises dans le canton de Mersch.

Par ailleurs, il échoit de constater que ce canton profite comme tout autre canton du soutien de la part de l'État à travers les différents plans d'action soutenant l'investissement et la création d'emplois.



Question 2416 (16.11.2012) de **MM. François Bausch** (déli gréng) et **Xavier Bettel** (DP) concernant la **réalisation du tram dans l'agglomération de la ville de Luxembourg**:

La mise en œuvre de la stratégie nationale de mobilité «MoDu» prévoit entre autres la réalisation du tram dans l'agglomération de la ville de Luxembourg et des communes limitrophes. Dans ce contexte, la Chambre des Députés avait voté une motion (datée au 14 juin 2012 et déposée par Monsieur Serge Wilmes) qui mentionne un accord quant à la répartition des coûts de financement de la façon suivante:

«Considérant l'accord entre le Gouvernement et le collège échevinal de la ville de Luxembourg de financer le projet d'après une clé de répartition de 2/3 des coûts à charge de l'État et de 1/3 des coûts à charge de la ville de Luxembourg, ces dépenses comprenant les coûts de construction, de fonctionnement et d'exploitation du projet.»

Suite à la mise en question tant de la nécessité du tram que du mode de son financement par certaines déclarations récentes parues dans la presse, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

1) Est-ce que Monsieur le Premier Ministre peut nous confirmer que le Gouvernement reste attaché à la mise en œuvre du tram et des pôles d'échange périphériques tel qu'ils sont esquissés dans la stratégie nationale de mobilité «MoDu»?

2) Est-ce que le Gouvernement tient ses engagements en relation avec le financement des coûts du tram comme arrêté dans l'accord susmentionné?

Réponse (30.1.2013) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Par leur question parlementaire n°2416 du 16 novembre 2012, Messieurs les Députés Xavier Bettel et François Bausch souhaitent s'informer au sujet du projet du tram dans la ville de Luxembourg, dont notamment sa réalisation et son financement.

D'emblée, je peux vous confirmer que, malgré la crise économique actuelle et les contraintes budgétaires en résultant, le Gouvernement entend poursuivre sa politique consistant à favoriser l'utilisation des transports en commun et de la mobilité douce, qui se retrouve dans la nouvelle stratégie globale pour une mobilité durable «MoDu» et qui est à la base du plan directeur sectoriel «transports».

En ce qui concerne plus particulièrement le projet du tram et les pôles d'échange, il convient de souligner que le tram constitue l'élément principal dans le concept de la chaîne de mobilité, introduit par la stratégie «MoDu», pour relier les différents pôles de développement de la ville de Luxembourg. Il permettra

de préparer le Luxembourg aux défis en matière de mobilité et de développement économique de demain, qui se caractérisent, d'un côté, par l'accroissement des flux de voyageurs vers et dans la ville à moyen et à long terme et, de l'autre côté, la nécessité de traiter le problème du goulot d'étranglement dans les transports en commun sur l'axe central de la ville de Luxembourg. La synergie entre le tram et les pôles d'échange permettra de créer un réseau de transports en commun performant, raison pour laquelle les pôles d'échange seront développés parallèlement à la réalisation du tram.

Au vu des atouts de la solution représentée par le projet du tram et les pôles d'échange, le Gouvernement considère l'investissement dans ces projets structurants comme essentiel pour relever les défis de mobilité et pour garantir la compétitivité du pays à l'avenir.

En ce qui concerne la question portant sur le financement des coûts du tram, le Gouvernement confirme son engagement relatif au financement du tram à raison de 2/3 des coûts à charge de l'État. Cet accord a été trouvé avec la ville de Luxembourg et porte sur les coûts de construction, de fonctionnement et d'exploitation du projet. Il figure de plus parmi les éléments sur lesquels se base la motion de la Chambre des Députés du 14 juin 2012 adoptée avec 55 voix suite au débat de consultation au sujet du concept de mobilité et du tram dans la ville de Luxembourg.



Question 2422 (21.11.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'Église Notre Dame des Douleurs à Differdange**:

Iwwert d'Zukunft vun der Déifferdenger Kierch Notre Dame des Douleurs gëtt dëslescht vill diskutiert. Nodeems festgestallt gouf, datt ëmmer méi Réss entstinn, gëtt d'Ofrappe vun dësem historesche Gebai als eng vun de méiglechen Optiounen envisagéiert, an dat obwuel et technesch méiglech wier d'Kierch ze retten.

An dësem Kontext wëilt ech der Madame Kulturministeresch dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Positioun vun der Madame Kulturministeresch an dësem Dossier?
2. Wäre et net méiglech, d'Kierch als „monument historique“ ze klasséieren?
3. Ass d'Regierung bereet, finanziell Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir ënner anerem och d'Konschtwierker ze retten, déi zum nationale Patrimoine gehéieren an zum Deel vu Lëtzebuerger Kënschtler geschafte goufen?

Réponse (29.1.2013) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Culture*:

Ech erlabe mer, dem éierewäerten Här Deputyéierte Fernand Kartheiser an der Reiefolleg vu sengen dräi Deelfroen vu senger uewe genannter Fro ze äntweren.

1. Déi Déifferdenger Kierch ass duerch Ëmstänn, déi nach net gekläert sinn, an en Zoustand versat ginn, deen hiert Weiderbestoen ënner verstännege Konditiounen onméiglech gemaach huet.

Onofhängeg vun all Glaawensbekenntnis huet fir déi meeschte Bierger an enger Gemeng eng d'Kierch eng historesch a kulturell Bedeutung. Si ass och iwwer hir historesch a kulturell Dimension eraus an deenen allermeschte Fäll den urbanistesche Mëttelpunkt vun der Uertschaft a prägt dacks d'Erscheinungsbild vun der Uertschaft vu bannen a vu baussen hier. Eng Kierch huet och fir vill Leit eng emotional Bedeutung als wichtige lokalen „lieu de mémoire“.

Dat trauregt Schicksal vun der Déifferdenger Kierch ass net op eng Naturkatastroph zréckzuführen, mä ass d'Resultat vun enger Kette vun öffentliche a privaten Entschéedungen op lokalem Plang. Zu engem spéiden Zäitpunkt ass versicht ginn, déi lokal Problematik op déi national Bühn ze hiewen.

2. De Sënn vum Klassement vun engem Gebai als „monument national“ ass et, fir e Gebai, deem säin Erhalt aus engem archäologeschen, historeschen, kënstschtlereschen, ästheteschen, wëssenschaftlechen, techneschen oder industrielle Bléckpunkt gesi vun öffentliche Interesse ass, géint Aktivitéiten ze schützen, déi dem Gebai schueden, an och zu all Zäit dofir ze suergen oder suergen ze loossen, dass dat Gebai an engem gudden Zoustand ass.

Wat elo de Fall vun der Déifferdenger Kierch ugeet, esou muss ee soen, dass zu kengem Zäitpunkt an deene bal 60 Joer vun hirer funktionéierender Existenz, an där se nach ganz war, jeemools iergendeen de Klassement virgeschloen hätt. Et ass elo net esou, wéi wann de kierchleche Patrimoine net genuch dokumentéiert oder protégéiert wier. Niewent der Commission des Sites et Monuments nationaux gëtt

et zënter 1945 eng Kierchekommissioun, déi fir all Projet, deen eng Kierch betrëfft, muss zu Rot gezu ginn.

Et wier a mengen Ae méi wéi abenteuerlech gewiescht, e Gebai, dat duerch nach ze klärend onnatierlech Ëmstänn baufällig ginn ass, Hals iwwer Kapp ze klasséieren an domat d'Allgemengheet fir déi entstane Mëssstänn finanziell verantwortlech ze maachen.

Dobäi kënn, dass bei der geologescher Beschaffenheet vum Terrain, ëm deen et hei geet, scho virdrun eng Kierch no relativ kuerzer Zäit baufällig gouf, wat normalerweis eng Décisioun am Sënn vun engem groussen Investissement zousätzlech erschwéiert.

3. D'Entschéedung doriwwe ass um lokale Plang geholl ginn.



Question 2428 (23.11.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Claude Adam** (déli gréng) concernant **l'implantation de studios de production cinématographique sur le site du futur quartier «Nei Schmelz» à Dudelange**:

Dans la foulée de l'utilisation de ladite «Acierie» de l'ancienne usine d'Arbed-Dudelange pour «ReTour de Babel», l'exposition emblématique de l'année culturelle 2007, Madame la Ministre de la Culture avait annoncé que le Gouvernement envisageait de soutenir le secteur de la production cinématographique luxembourgeoise dans l'intention d'y faire construire des studios de production cinématographique.

Une ligne budgétaire aurait même été inscrite dans le budget de l'État de 2009, qui en fin de compte avait disparu du document budgétaire final.

Dans le master plan relatif à l'urbanisation future du site dit «Nei Schmelz», une grande partie des bâtiments évoqués reste affectée au projet de studios cinématographiques.

Dans son édition du 19 septembre 2012, «L'Essentiel online» fait état, sous le titre de «Mystère aux studios de ciné», d'un chantier privé de studios de cinéma en cours dans le zoning de Kehlen.

Ces développements passés et récents nous amènent à poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Le Gouvernement continue-t-il de soutenir l'idée de l'implantation des studios cités sur le site du futur quartier «Nei Schmelz» à Dudelange?
2. Existe-t-il une stratégie respectivement des concertations entre les instances gouvernementales et le secteur cinématographique privé concerné pour ouvrir une perspective à moyen terme à ce projet culturel?
3. Quel est l'état d'avancement des négociations entre le propriétaire des terrains de la friche d'Arbed-Dudelange et les parties publiques concernées, notamment l'État et la ville de Dudelange sur la mise en œuvre de la transmission annoncée des terrains vers un consortium public?
4. Le Gouvernement soutient-il d'une manière ou d'une autre la participation du secteur cinématographique luxembourgeois dans le projet cité de studios de cinéma sous l'égide d'un promoteur privé?
5. Le projet privé ne risque-t-il pas d'hypothéquer la réalisation ultérieure du projet sur le site «Nei Schmelz» à Dudelange?

Réponse commune (29.1.2013) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

Ad 1) Le programme gouvernemental 2009-2014 prévoit que: «dans le cadre du concept d'assainissement du site du laminoir de Dudelange, le Gouvernement poursuit les démarches

avec l'Union luxembourgeoise pour la production audiovisuelle (ULPA) pour le développement sur le site d'un complexe de production audiovisuelle qui est à financer par le secteur privé avec le soutien de la ville de Dudelange et de l'État.»

Toutefois, les travaux d'assainissement du site de Dudelange s'échelonnent dans le temps et l'aménagement complet d'un studio de production ne pourra, de ce fait, être terminé dans un délai rapproché. Voilà pourquoi, un groupe de producteurs a pris l'initiative d'élaborer un projet de complexe audiovisuel à Kehlen qui a pu être finalisé à court terme, permettant ainsi aux producteurs de régler la problématique des studios.

Ad 2) Le Gouvernement s'est engagé à valoriser le site de Dudelange quelle que soit sa destination, et indépendamment du type d'activité économique ou culturelle qui y sera localisée. Avec la création des nouveaux studios cinématographiques à Kehlen, le projet de l'implantation de studios de production audiovisuelle sur le site de la «Cité du Futur» (anciennement dénommé «Nei Schmelz») n'est actuellement pas poursuivi.

Ad 3) Les négociations avec le propriétaire des terrains seront entamées dès que les travaux sur le projet d'assainissement seront achevés.

Ad 4) Il s'agit en l'occurrence d'un projet entièrement privé et par conséquent le Gouvernement ne participera en aucune façon à la réalisation et au financement de ce projet même s'il salue cette démarche et son importance pour le développement futur du secteur.

Ad 5) Le Gouvernement poursuivra son partenariat avec la ville de Dudelange concernant le développement de la «Cité du Futur» en vue d'une reconversion appropriée.



Question 2431 (26.11.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **traitement mécano-biologique sur la déponie du SIDEC**:

D'mechanesch-biologesch Offallvirbehandlungsanlag (MBA) op der SIDEC ass laut de Responsabelen zanter dem 23. Abrëll 2007 a Betrib. Deemools gouf behaapt se géife kee Sickerwaasser méi oflafe loossen. D'Vergaangenheet hat ons awer bewisen, datt dëst net ëmmer richtig ass, well verschidde net gëf Sickerwaasser op lerpeldeng oflafe gelooss. Dëst gouf souguer vum Minister confirméiert.

Am Kontext vun der SIDEC-MBA géif ech gäre folgend Froen un Iech, Här Minister, riichten:

1. Laut mengen Informatiounen war un dësem Betrib (MBA) een Defekt, an eenzel Offall wieren onvirbehandelt op der Deponie gelagert ginn. Kann den Här Minister mer dëst confirméieren?
2. Wéi dacks war dës Zerkleengerungsanlag zanter 2007 ausser Betrib, respektiv wéi dacks ass dës ersat ginn?
3. D'MBA fonctionnéiert mat elektrescher Energie. Besteet eng CO₂-Bilanz? Wa jo, wat seet dës aus? Wéi vill Energie gouf all déi Joren hei verbraucht?
4. Duerch d'Verdonstung vum Sickerwaasser an der MBA féint eng Schuedstoffuräicherung am virbehandelten Offall statt. Well dës schiedlech Stoffen op der SIDEC gelagert ginn, kënn et zu enger neier Sickerwaasserbildung. Domat kann ee jo unheulen, datt d'Schuedstoff an Sickerwaasser zanter 2007 zouheulen? Wéi héich sinn an dësem Joer folgend Parametere: CSB, BSB5, NH₄, AOX an déi eenzel Schwéiermetaller am Sickerwaasser vun der Deponie um Fridhaff? Goufen dës Wäerten virun 2006 gemiess a wéi héich waren dës an deene Joren?

Réponse (12.2.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Zanter dem 9. Abrëll 2007 ass déi biologesch Staf vun der mechanesch-biologescher Offallvirbereedungsanlag (MBA) a Betrib. Zënterhier goufen et verschidde Perioden, wou eenzel Deeler vun der Anlag ausser Betrib waren.

Allerdéngs ass der Ëmweltverwaltung net bekannt, datt opgrond vun dësen Ausfall onbehandelten Offall op der Deponie ofgelagert ginn ass. Dës Ausso kann also net confirméiert ginn.

D'Zerkleengerungsmaschinn ass an der MBA deen Anlagendeel, deen de gréisste materielle Belaschtung ausgat ass, an huet deementspriechend och e grouse Verschleiß opzeweisen. Duerfir huet och missen am Laf vum Joer 2012 déi al Zerkleengerungsmaschinn ersat ginn. D'Ausfallstonne fir dës Remplacement goufen an der Ausfallstonnestatistik mat berücksichtegt.



Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vu 19:00 Auer un

An der folgender Tabell sinn d'Zäiten an d'Ursache vun de Stëllstänn vun Anlagendeeler aus der MBA, vun un datt se a Betrib ass, opgeléicht:

| Ufank | Schluss | Dauer | Ursach |
|------------|------------|-------|--------------------------------|
| 24/03/2007 | 10/04/2007 | | Ueschléisse biologesch Stuf |
| 06/07/2007 | 12/07/2007 | 40h | Pann op der Pelleteuse |
| 03/10/2007 | 09/10/2007 | 40h | Pann um Broyeur |
| 15/05/2008 | 16/05/2008 | 16h | Pann um Broyeur |
| 26/09/2008 | 26/09/2008 | 8h | Pann um Broyeur |
| 12/11/2008 | 12/11/2008 | 8h | Pann um Broyeur |
| 05/05/2009 | 06/05/2009 | 16h | Revisioun |
| 08/09/2009 | 08/09/2009 | 8h | Reparatur um Broyeur |
| 02/12/2009 | 08/12/2009 | 40h | Pann um Broyeur |
| 02/02/2010 | 02/02/2010 | 8h | Ersetze vun Transportbänner |
| 25/06/2010 | 02/07/2010 | 48h | Maintenance |
| 11/02/2011 | 11/02/2011 | 8h | Maintenance |
| 03/06/2011 | 03/06/2011 | 8h | Maintenance |
| 15/08/2011 | 19/08/2011 | 40h | Installatioun vum neie Broyeur |

Eng CO₂-Bilanz am eigentleche Sënn war net gefrot an och net iwwert d'Genehmegung gefuerdert. Et sinn awer verschidden energierelevant Aspekter, déi disponibel sinn:

Déi Offäll, déi säit 2007 pro Joer an der MBA um Fridhoff behandelt goufen, ware souwuel aus quantitativer wéi och aus qualitativer Siicht méi oder wéineger gläich. Esou goufen am Schnëtt pro Joer, op Säite vun der mechanischer Behandlung 45 MJ pro Tonn, a fir déi biologesch Behandlung 174 MJ pro Tonn behandelten Offall en elektrescher Energie agesat.

Et kann een awer, wann ee vun Energiebilanz schwätzt, dës net nëmmen op de Verbrauch un elektrescher Energie fir d'Virbehandele vun den Offäll reduzéieren. Eng vun den Ursachen nämlech, firwat den Offall an enger MBA virbehandelt gëtt, ass, niert der Volumereduzéierung, datt d'Emissioun vu klimaschiedleche Gase bei der Deponéierung reduzéiert ginn. Duerch d'Virbehandlung vun den Offäll, a besonnesch duerch déi biologesch Stabiliséierung, kënn et zu enger signifikanter Reduzéierung vun Emissiounen vu klimawirksame Gasen aus den ofgelagerten Offäll.

D'Trennung vun den heizwäerträichen Offäll an der mechanischer Opbereedung an hir uschlëssend Verbrennung bedéngen am Verglach zu der Deponéierung vun onbehandelten Offäll en Energiegewinn vun zirka 15.000 MJ

pro Tonn, wat sech natierlech och an der CO₂-Bilanz bei enger méiglecher Substitioun vu fossilen Energieträger positiv auswirkt. Den Transport vun den heizwäerträichen Offäll bis an d'Verbrennungsanlag steet deem mat engem verhältnisméisseg geréngem spezifeschen Energiebedarf vu 75 MJ pro Tonn Offall géigeniwwer.

Bei der biologescher Behandlung kënn et weder zu enger exothermescher Reaktioun, wou eng spezifesch Energiequantitéit vun zirka 22.500 MJ pro Tonn organesch Offalldrëchsubstanz fräigesat gëtt. Dës verfügbar Energie gëtt um Fridhoff fir d'Verdonstung vun Deponiesickerwaasser gebraucht, dat an der biologescher Stuf néideg ass, fir de Prozess um Lafen ze halen. Dës Energie gëtt deemspriechend agespuert, well se fir d'Entsuergung an d'Renegung vum Sickerwaasser net méi noutwendeg ass.

Alles an allem dréit esou d'Offallvirbehandlung zu enger Verbesserung vun der Klima- an Energiebilanz bäi.

Déi folgend Analysresultater deiten net drop hin, datt duerch d'Benotze vu Sickerwaasser eng Erhéijung vun de Schuedstoffer am Deponiesickerwaasser entsteet. D'Wärter an der Tabell stelle Minima a Maxima duer, tëscht deenen d'Analysewäerter während engem Joer variéieren.

Esou konnt och nodeems d'MBA a Betrib geholl ginn ass, keng Zounahm an der Konzentration vu Schwiermetaller oder aner Schuedstoffer am Deponiesickerwaasser festgestallt ginn. Dat nämlech stellt ee fest bei den halogenéierte Kuelewaasserstoffer, déi zum gréissten Deel souguer ënnert der miesstechnescher Noweisgrenz louchen. Dat gëllt och fir all déi aner chemesch Verbindungen oder Miessparameter, wéi z. B. CSB, BSB oder Ammonium, déi ouni Ausnahm déi fir eng Hausoffalldeponie typesch Wäerter opweisen.

Och konnt am Verglach mat de Wäerter, déi virun 2006 gemooss goufen, keng Entwécklung festgestallt ginn, déi kéint drop hiweisen, datt et zu enger erhéichter Fräisetzung vu Schuedstoffer op der Deponie kimm wier nodeems d'MBA a Betrib geholl gouf.

Question 2433 (26.11.2012) de Mme Lydia Mutsch (LSAP) concernant la construction de logements pour étudiants:

L'article 29 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit qu'une participation de l'État peut être accordée aux promoteurs publics pour la création de logements pour étudiants. Or, il s'avère que le Gouvernement est en train de limiter cette participation, plafonnée à 100% jusqu'à maintenant, à 70% au maximum.

Dans ce cadre, il convient de constater que cette décision intervient à un moment où le nombre de logements pour étudiants est très largement insuffisant par rapport à la demande. Rappelons que l'Université du Luxembourg compte 6.200 étudiants inscrits et gère actuellement 550 chambres pour étudiants. Selon des informations de l'Université du Luxembourg, 113 demandes de logement n'ont pas pu être satisfaites, sans tenir compte des étudiants qui n'ont même pas tenté de faire leur demande, sachant qu'il n'y avait plus de places disponibles et que l'Université avait loué toutes les chambres endéans une semaine après l'ouverture des inscriptions. Tout ce qui précède concorde avec le rapport d'activité du Ministère du Logement qui constate que «le Grand-Duché de Luxembourg reste en sous-effectif de ce type de logements.»

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que la grande majorité des logements disponibles se situent à Luxembourg-ville (319 unités), et non près du quartier «Université» à Belval (219 unités à

Esch-sur-Alzette et à Mondorcange), site qui accueillera la majorité des étudiants lorsque les travaux d'infrastructure seront terminés. Il est généralement reconnu que la construction et finalisation progressive des infrastructures universitaires devra aller de pair avec un agrandissement substantiel du parc de logements dans toute la région du sud du Grand-Duché et plus spécifiquement dans les communes voisines du site de Belval.

Finalement, il convient de souligner que le programme gouvernemental stipule que «le Gouvernement veillera à ce que l'offre corresponde à 20% des étudiants inscrits à l'Université». Compte tenu des chiffres précités, force est de constater que pour le moment l'offre satisfait seulement à peu près 9% des étudiants inscrits à l'Université. En d'autres termes, il manque environ 700 logements afin d'atteindre l'objectif défini dans l'accord de coalition.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Messieurs les Ministres ne trouvent-ils pas que la réduction de la participation étatique risque de freiner considérablement la construction de logements étudiants indispensables dans le sud du pays? Cette réduction ne va-t-elle pas à l'encontre des constats et objectifs gouvernementaux précités?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils chiffrer le montant des économies qui seront réalisées à l'avenir par la réduction de la participation étatique? Quel a été le montant total annuel des participations de l'État accordées aux promoteurs publics pour la création de logements destinés à l'hébergement d'étudiants au cours des six dernières années?

- Comme l'objectif des 20% n'a même pas été atteint de moitié, quels sont les mesures et projets que le Gouvernement compte mettre en place afin d'atteindre cet objectif le plus rapidement possible?

Réponse commune (7.2.2013) de M. Marco Schank, Ministre du Logement, et de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

D'emblée, il y a lieu de souligner que tous les projets déjà inscrits au programme pluriannuel de construction d'ensembles, prévu par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, et pour lesquels une convention entre l'État et le promoteur a été signée, ne sont pas concernés par la réduction de la participation étatique, qui reste toujours conséquente avec un taux maximal de 70% en faveur de l'acquisition de terrains et de la construction de logements pour étudiants. Notons dans ce contexte que les terrains resteront toujours acquis aux promoteurs qui, à l'avenir, devront effectivement s'acquitter d'une participation au projet de 30%.

La réduction de la participation étatique génèrera une fourchette d'économie budgétaire estimée entre 750.000 euros et un million d'euros par année. Au cours des six dernières années, l'État a pris en charge quelque 20 millions d'euros.

Pour ce qui est de l'avenir, la décision du Conseil de Gouvernement du 19 décembre 2003 relative au financement et à la gestion des logements pour étudiants est toujours d'actualité. En effet, le Gouvernement avait notamment chargé le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat de la construction de logements pour étudiants et chercheurs, également sur le site universitaire des friches de Belval-Ouest.

Le Fonds du Logement vient d'achever la construction de 42 logements pour étudiants sur le site «Nonnewisen» à Esch-sur-Alzette. Un deuxième projet portant sur 30 unités est en cours de réalisation sur un terrain sis au boulevard Kennedy, également à Esch-sur-Alzette, alors qu'un troisième projet concernant 35 logements sera mis en chantier à Oberkorn d'ici quelques semaines.

L'Administration des Bâtiments publics vient de remettre les dossiers du projet «Soleuvre» audit Fonds, en vue de la réalisation de quelque 70 unités de logements pour étudiants dans l'ancienne maison de retraite.

Question 2439 (27.11.2012) de M. André Bauler (DP) concernant les licenciements auprès de certaines entreprises au Luxembourg:

| Parameter | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|----------------------------------|--------------|---------------|----------------|----------------|------------|
| CSB (O ₂ mg/l) | 1.500-4.000 | 840-4.200 | 1.300-4.100 | 520-3.600 | 950-4.300 |
| BSB-5 (O ₂ mg/l) | 21-140 | 11-980 | 41-300 | 16-270 | 15-250 |
| NH ₄ (mg/l) | 270-880 | 110-680 | 220-540 | 180-500 | 280-980 |
| Koffer (mg/l) | 0.42-1 | 0.19-0.51 | 0.19-0.41 | 0.21-0.32 | 0.16-0.37 |
| Zénk (mg/l) | 0.43-1.2 | <0.0002-0.67 | 0.29-0.79 | 0.23-0.75 | 0.3-0.56 |
| Bläi (mg/l) | <0.005-0.071 | 0.01-0.06 | <0.025-0.058 | 0.03-<0.05 | 0.02-<0.05 |
| Cadmium (mg/l) | 0.001-<0.005 | <0.0005-<0.05 | <0.0025-<0.005 | <0.0025-<0.005 | 0-<0.005 |
| Chrom (mg/l) | 0.39-1.5 | 0.17-1.2 | 0.36-1.4 | 0.46-1.3 | 0.7-1.5 |
| Hexavalente Chrom (mg/l) | <0.005-0.51 | <0.005-0.16 | <0.005-0.56 | <0.005-<0.008 | <0.005-0.2 |
| Quecksëlwer (mg/l) | <0.001 | <0.001 | <0.001 | <0.001 | <0.001 |
| Arsen (mg/l) | 0.031-0.11 | 0.02-0.08 | <0.025-0.073 | 0.03-0.07 | 0.03-0.14 |
| Halogenéiert Kuelewaasserstoffer | | | | | |
| Trichlorofluoromethan (µg/l) | <0.2 | <0.2 | <0.1-<0.2 | <0.1 | <0.2 |
| 1,1-dichloroethylen (µg/l) | <0.2 | <0.2 | <0.2 | <0.2 | <0.2 |
| Dichloromethan (µg/l) | <0.1 | <0.1-0.255 | <0.1 | <0.1 | <0.1-0.502 |
| 1,2-t-dichlorethylen (µg/l) | <0.2 | <0.2 | <0.1-<0.2 | <0.1 | <0.2 |
| Trichloromethan (µg/l) | <0.1-0.426 | <0.1-0.644 | <0.1-0.217 | <0.1-1.137 | <0.1-2.3 |
| 1,1,1-trichloroethan (µg/l) | <0.1 | <0.1 | <0.1 | <0.1 | <0.1 |
| Tetrachloromethan (µg/l) | <0.1 | <0.1 | <0.1 | <0.1 | <0.1 |
| Trichloroethylen (µg/l) | <0.1 | <0.1 | <0.1 | <0.1 | <0.1 |
| Dibromomethan (µg/l) | <0.1 | <0.1 | <0.1 | <0.1 | <0.1-<0.2 |
| Dichlorobromomethan (µg/l) | <0.3 | <0.3 | <0.1-<0.3 | <0.1 | <0.2-<0.3 |
| 1,3-c-dichloropropen (µg/l) | <0.3 | <0.3 | <0.1-<0.3 | <0.1 | <0.3 |
| Trichlorobromomethan (µg/l) | <0.3 | <0.3 | <0.1-<0.3 | <0.1 | <0.3 |
| 1,3-t-dichloropropen (µg/l) | <0.3 | <0.3 | <0.1-<0.3 | <0.1 | <0.3 |
| 1,1,2-c-trichloroethan (µg/l) | <0.2 | <0.2 | <0.1-<0.2 | <0.1 | <0.1-<0.2 |
| Trichloronitromethan (µg/l) | <0.2 | <0.2 | <0.1-<0.2 | <0.1 | <0.2-<0.5 |
| Chlorodibromomethan (µg/l) | <0.2 | <0.2 | <0.1-<0.2 | <0.1 | <0.2-<0.3 |
| Tetrachloroethylen - (µg/l) | <0.2 | <0.1 | <0.1 | <0.1 | <0.1 |
| Tribromomethan (µg/l) | <0.3 | <0.3 | <0.1-<0.3 | <0.1 | <0.3 |
| 1,1,2,2-tetrachloroethan (µg/l) | <0.2 | <0.2 | <0.2 | <0.2 | <0.2 |

Ces derniers temps nombre d'entreprises installées au Luxembourg (comme p. ex. ArcelorMittal, DuPont, Hyosung, Luxguard, UBS, HSH Nordbank) ont considérablement réduit leur personnel ou annoncé de cesser leurs activités d'ici peu de temps. L'exemple le plus récent étant celui d'un établissement bancaire qui vient d'annoncer une réduction importante de ses effectifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations concernant la qualification des personnes touchées par les réductions de personnel ou les licenciements des derniers mois? Combien de personnes sont concernées par ces décisions? Quel est leur niveau de formation? Quelle est la durée moyenne de leur chômage?

- Combien de gens ont trouvé entre-temps un nouvel emploi? Combien de ces personnes ont pu être replacées par les services de l'ADEM? Combien de personnes ont trouvé un nouvel emploi par leurs propres soins?

- Est-ce que des programmes de formation spécifiques ont été organisés par l'ADEM pour les demandeurs d'emploi en question? Dans l'affirmative, de quelle nature étaient ces cours et combien de personnes y ont participé?

Réponse (4.2.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En temps de crise, les entreprises réduisent leurs activités, avec des conséquences inévitables en termes de réduction d'effectifs. Vous le savez bien, le Luxembourg n'échappe pas à cette réalité.

Vous n'êtes pas sans savoir non plus que les entreprises sont tenues de déclarer les licenciements et annonces de licenciements au comité de conjoncture.

Concernant le niveau de qualification des salariés qui perdent leur emploi, les données administratives ne fournissent pas d'informations. En effet, le niveau de qualification n'est pas une variable disponible dans les données de la sécurité sociale, seule source reprenant l'ensemble des salariés par entreprise.

La durée de chômage est disponible à l'ADEM. Toutefois, elle ne couvre qu'un volet de la question. En effet, ce serait réducteur de se limiter aux seuls résidents qui s'inscrivent à l'ADEM pour étudier les conséquences d'un licenciement. L'ADEM ne dispose pas d'informations sur la durée de chômage des frontaliers qui ont perdu leur emploi, ni des personnes qui ne se sont pas inscrites auprès de l'Agence, peut-être parce qu'elles n'avaient pas droit à une indemnité de chômage. En plus, en cas de préavis, certaines personnes attendent la fin de leur préavis avant d'aller s'inscrire à l'ADEM; leur inscription peut donc se faire quelques mois après la survenance de l'événement en question.

Concernant les entreprises que vous citez dans votre question, sachez que pour seulement deux d'entre-elles le nombre de salariés qui se sont inscrits à l'ADEM entre le 1^{er} juillet et le 24 décembre 2012 dépasse les 20 personnes. Par ailleurs Arcelor n'a procédé à aucun licenciement conformément aux accords conclus. Notons finalement que, d'un point de vue des statistiques de l'emploi, l'analyse de durée de chômage n'a que de sens avec un recul temporaire suffisant, pour éviter des problèmes d'indisponibilité de trajectoire complète.

Pour étudier le devenir des personnes, l'ADEM peut retracer, entreprise par entreprise, la situation des salariés, par exemple un an après l'événement. Pour cela, il faut combiner différentes sources administratives. La loi sur la protection des données limite cet exercice à des entreprises ponctuelles. Dans le cadre de l'Observatoire de l'emploi qui a été créé en 2011, un projet de constitution de base de données sur l'emploi est en phase d'élaboration qui permettra toutefois, probablement fin 2013, à faire des analyses plus scientifiques sur les trajectoires professionnelles des salariés. Dans ce contexte, des études pourront alors porter sur le devenir des salariés ayant perdu leur emploi.

Les personnes concernées peuvent bien évidemment, comme tout autre demandeur d'emploi, bénéficier des mesures en faveur de l'emploi, lorsqu'elles s'inscrivent à l'ADEM. À côté de ces mesures générales et dans le contexte de certaines des entreprises citées dans votre question, il faut citer des actions complémentaires telles que les éléments prévus dans un plan social, les cellules de reclasse-

ment, le programme «Fit4job», avec notamment ses projets «Fit4 génie civil» et «Fit4 financial markets» pour les secteurs en question.

Question 2442 (26.11.2012) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant le **débloçage d'une tranche d'aide à la Grèce**:

An der Nuecht vun e Méindeg op en Dënnsdeg, de 27. November, huet den Eurogroup décidéiert, Griichenland eng weider Finanzsprézt vun 43,7 Milliarden Euro ze ginn. Énner anere Mesurë sollen och d'Prëten u Griichenland an der Lafzäit verlängert ginn an den Zënssfouss erofgesat ginn.

Dowéinst géif ech dem Här Premierminister an dem Här Finanzminister gären dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass de Bäitrag vu Lëtzebuerg fir dës nei Tranche vun 43,7 Milliarden, déi u Griichenland iwwerwise gëtt?

2. Wéi war déi éischt Lafzäit, a wat ass déi nei Lafzäit fir de bilaterale Prët vu Lëtzebuerg u Griichenland?

3. Wéi war den éischten Zënssfouss, a wéi ass den neien Zënssfouss vun dësem Prët?

4. Ass et ausgeschloss, datt dëse Prët u Griichenland vun engem Scholdeschnëtt ka be-traff ginn?

Réponse commune (18.2.2013) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

1. Le 27 novembre 2012, l'Eurogroupe a approuvé le déboursement d'un prêt à hauteur de 43,7 milliards d'euros du Fonds européen de stabilité financière (FESF) à la République hellénique. Les prêts accordés par le FESF bénéficient de la garantie des États membres de la zone euro. La quote-part du Luxembourg se chiffre à 0,27%, soit un encours maximal de 1,947 milliards d'euros. Cette garantie est uniquement invoquée en cas de non-remboursement du prêt accordé par le FESF. Par conséquent, au cas où la République hellénique se verrait dans l'impossibilité de rembourser - partiellement ou intégralement - le prêt accordé par le FESF, le FESF invoquerait la garantie de l'État, qui - dans le cas du Luxembourg - se chiffre à un montant maximal de 118 millions d'euros (sur l'encours de 43,7 milliards d'euros). À noter que l'octroi du prêt par le FESF à la République hellénique n'entraîne aucun transfert de ressources du Luxembourg à la Grèce et n'a aucune incidence budgétaire pour le Luxembourg.

2. En mai 2010, les États membres de la zone euro ont accordé des prêts bilatéraux coordonnés pour un montant maximal de 80 milliards d'euros à la République hellénique dont 52,9 milliards d'euros ont été effectivement déboursés. Dans ce cadre, le Luxembourg a pris un engagement pour accorder un prêt bilatéral d'un montant maximal de 206.054.851,64 euros dont 140.102.551,84 euros ont été effectivement déboursés. L'accord de mai 2010 prévoyait que les déboursements allaient avoir lieu entre mai 2010 et juin 2013 et la maturité des prêts était fixée à cinq ans, c'est-à-dire que la dernière tranche du prêt bilatéral allait être remboursée en 2018. Les maturités des prêts bilatéraux accordés à la République hellénique ont été prolongées à deux reprises. Conformément à l'accord intervenu à l'Eurogroupe du 27 novembre 2012, le remboursement des prêts bilatéraux s'étale maintenant sur la période 2020-2041.

3. La rémunération initiale du prêt bilatéral accordé à la République hellénique était Euribor trois mois + 300 points de base. Suite à l'accord intervenu à l'Eurogroupe du 27 novembre 2012, la rémunération du prêt a été ajustée à Euribor trois mois + 50 points de base, soit une baisse par rapport au taux d'intérêt initial de 2,5 points de pour cent.

4. Les décisions prises par l'Eurogroupe en date du 27 novembre 2012 ont pour finalité de garantir la soutenabilité de la dette publique grecque et partant de minimiser le risque d'une future restructuration de cette dette.

Question 2443 (28.11.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant l'**augmentation de la TVA**:

En date du 15 octobre 2012 j'ai posé une question parlementaire à Monsieur le Ministre des Finances se référant à une déclaration du président du groupe parlementaire CSV laissant entrevoir une augmentation de la taxe sur la va-

leur ajoutée à l'horizon 2015 (cf. *compte rendu n°3/2012-2013 - question parlementaire n°2355*). Si Monsieur le Ministre des Finances a bien répondu au premier volet de ma question parlementaire en affirmant que le Gouvernement n'envisageait actuellement pas d'augmentation du taux normal de TVA et informait également qu'une augmentation de 1% du taux générerait des recettes de quelque 130 millions d'euros, il a cependant omis de répondre au deuxième volet de ma question.

Voilà pourquoi, je me permets de réitérer les questions suivantes à l'attention du Ministre des Finances et à celle du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Dans le cas de figure d'une augmentation du taux normal de la TVA, quels seraient les effets secondaires sur les finances publiques et l'économie?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer comment une telle augmentation se répercuterait sur l'évolution de l'inflation et de l'indexation automatique?

Réponse commune (15.2.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Le Gouvernement reconfirme qu'un relèvement des taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) n'est actuellement pas envisagé.

L'analyse de cas de figure de pays qui ont relevé le taux de la TVA montre que, outre l'effet direct positif sur les recettes fiscales, une telle adaptation entraîne des effets secondaires sur d'autres agrégats économiques, par exemple le taux d'inflation des prix à la consommation, la consommation privée des ménages, la croissance économique et l'emploi. Par le biais de l'impact sur la croissance économique, un effet secondaire sur l'évolution d'autres recettes fiscales liées directement à l'évolution de la conjoncture peut se matérialiser et ainsi atténuer l'effet direct positif sur les recettes fiscales. Or, d'autres effets secondaires peuvent avoir un impact positif sur l'évolution des recettes fiscales en outre de la TVA. Il n'existe actuellement pas d'étude économique qui procède à une quantification complète des effets directs et indirects d'un relèvement des taux de TVA sur l'économie luxembourgeoise. Il est évident qu'au cas où le Gouvernement se proposerait de procéder à une modification du régime existant en matière de TVA, une éventuelle décision du Gouvernement en la matière sera précédée par une analyse économique qui visera à décrire l'ensemble des effets directs et indirects.

Il convient de relever que la participation du Luxembourg dans l'Union économique et monétaire ainsi que l'existence à Luxembourg d'un mécanisme d'indexation automatique des salaires impliquent qu'une attention toute particulière devra être accordée à l'atténuation des effets secondaires d'une éventuelle hausse de la TVA sur l'évolution des coûts salariaux nominaux via le canal de l'indexation automatique.

Question 2451 (4.12.2012) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant la **contribution de crise**:

La contribution de crise a été introduite en décembre 2010, elle fut applicable pendant l'année 2011 pour être abolie ensuite à partir de l'année 2012. La contribution de crise était à charge des personnes physiques uniquement et devait être perçue sur tous les revenus professionnels, de remplacement et du patrimoine de 2011.

La perception de la contribution est assurée par le Centre commun de la sécurité sociale pour les revenus professionnels, ainsi que les revenus de remplacement et par l'Administration des contributions directes pour les revenus des personnes qui ne sont pas assurées obligatoirement à la sécurité sociale luxembourgeoise ainsi que pour les revenus de capitaux et d'immeubles.

Le taux de la contribution de crise était fixé à 0,8%.

D'après des informations qui nous sont parvenues, la plupart des bulletins d'impôts émis pour l'année 2011 ne reportent une contribution de crise que pour la part à percevoir par l'Administration des contributions directes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le montant prélevé par le CCSS en tant que contribution de crise? Quel était le montant de l'assiette de cette contribution?

2. Quel est le montant prélevé par l'Administration des contributions directes? Quel est le montant de l'assiette de cette contribution et comment se compose-t-elle?

3. Étant donné que l'ensemble des déclarations de 2011 n'a pas encore été traité, quels sont les montants des estimations définitives actuellement faites par l'Administration des contributions directes?

4. Est-ce que les recettes estimées correspondent aux prévisions?

5. Sinon, quelles en seraient les explications possibles?

Réponse (15.2.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La contribution de crise est perçue au profit de l'État par le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) et par l'Administration des contributions directes (ACD).

En vertu de l'article 4, paragraphe 4 de la loi du 17 décembre 2010, la contribution de crise sur les revenus professionnels et les revenus de remplacement est due par les personnes y visées et est déterminée sur la base de l'assiette prévue à l'article 38 du Code de la sécurité sociale, mais sans application du minimum et du maximum inscrits à l'article 39 du même code. L'assiette mensuelle est réduite d'un abattement correspondant à respectivement l'intégralité et à trois quarts du salaire social minimum. Dans ce cas, la contribution de crise est établie et perçue par le CCSS. Pour les autres revenus, la fixation et le recouvrement de la contribution de crise appartiennent à l'ACD.

La contribution de crise ainsi prélevée s'élève à:

| | |
|------|--|
| 2011 | 90.606.884,35 euros (budget de 73 millions d'euros) |
| 2012 | 12.998.945,87 euros (budget de 12 millions d'euros) dont 8.393.101,56 euros perçus par le CCSS et 4.605.844,31 euros perçus par l'ACD. |

Le montant perçu par l'ACD se compose d'un montant de 1.805.456,81 euros versé par les employeurs qui a été retenu sur les salaires et d'un montant de 2.800.387,50 euros perçu par l'ACD dans le cadre de l'imposition par voie d'assiette.

Pendant l'année 2012, les impositions établies par les bureaux d'imposition de l'ACD par voie d'assiette se composent comme suit:

| Catégories de revenu | Base d'assiette de la contribution de crise | Contribution de crise |
|------------------------------------|---|-----------------------|
| Bénéfice commercial | 6.086.328,32 | 48.561,46 |
| Bénéfice agricole et forestier | 1.386.133,84 | 11.059,66 |
| Bénéfice d'une profession libérale | 48.278.023,68 | 385.199,63 |
| Revenu d'une occupation salariée | 19.126.125,79 | 152.603,11 |
| Revenu de pensions ou de rentes | 37.931.068,60 | 302.643,58 |
| Revenu net de capitaux mobiliers | 28.807.244,42 | 229.846,61 |
| Revenu net de la location de biens | 181.455.511,87 | 1.447.793,25 |
| Revenus nets divers | 127.538.791,10 | 1.017.603,70 |
| Totaux: | 450.609.227,62 | 3.595.311,00 |

Des recettes supplémentaires d'environ six millions d'euros sont prévues pour 2013 et les années suivantes.

Question 2452 (4.12.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **sécurité des gratte-ciel**:

Besonnenes am Quartier vum Kierchberg, mä och op anere Plaze wéi op Belval, ginn ëmmer méi Héichhauser gebaut a geplangt. E rezente PAP gesäit och esou Tierm fir Wunnzwecker vir.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

1. Hunn d'Pompjescorpsen dat gëeegent Material, an d'ëst och an der néideger Quantitéit, fir am Fall vun engem Brand an den Héichhaiser kënne s'ënnvoll ze intervenéieren?

2. Verfügen d'Pompjescorpsen iwwert déi néidege Formatiounen an Übungen, fir e Brand an engem Héichhaus ze bekämpfen an d'Leit ze evakuéieren?

3. Si fir Leit, déi an esou Héichhaiser schaffen oder wunnen, Evakuationsübungen vorschriwwen? Si schonns esou Übungen duerchgefouert ginn, a mat wéi engem Resultat?

4. Wéi eng Norme muss beim Bau vun engem Héichhaus respektéiert ginn, souwuel fir de Risiko vu Feier wéi vun Aërbiewen? Wie kontrolléiert, ob dës Normen agehale ginn? Si schonns Verstéiss géint dës Norme festgestallt ginn?

Réponse commune (17.1.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Zur Fro 1):

Generell kann ee soen, datt eis Pompjescorpsen iwwer modernt Material vun héijer Qualitéit verfügen. Domat si se och gutt gerüst, fir am Fall vun engem Brand an engem Héichhaus ze intervenéieren. Prinzipiell ënnerscheet sech dat Material och net vun deem, dat bei anere Bränn zum Asaz kënnt.

Zur Fro 2):

Déi Pompjescorpsen, déi an hirem Asazgebidd Héichhaiser hunn (dat si virun allem d'Stad Lëtzebuerg an d'Stad Esch/Uelzecht), kennen déi aszaktesch Spezifitéiten, déi esou Gebaier mat sech bréngen. Duerch Visiten a souwäit wéi méiglech Übungen, maache si sech am Virfeld mat deene Gebaier vertraut, sief et während der Bauphas oder bei der Abtribnahm.

Zur Fro 3):

Iwwert de Code du Travail an iwwer Kommodosgenehmegunge sinn eng Kéier pro Joer Evakuationsübungen virgeschriwwen, souwäit déi betraffe Gebaier ënner déi Bestëmmunge falen, dat heescht an deem Fall, wa se als Bürofläche genotzt ginn. Esou Evakuationsübungen ginn duerchgefouert a si bis elo duerch gitt verlaf, och wann déi eng oder aner Verbesserung am Evakuationsplang huet nodréiglech missen duerchgefouert ginn.

Den Zweck vun esou Übungen ass jo och ze iwwerpräieren, ob d'Evakuationsplang esou kënnen ugewannt ginn.

Zur Fro 4):

Héichhaiser mussen generell no den Eurocoden (EN Norme fir de Bau) geplangt a gebaut ginn.

Dës Codë behandelen och preventive Brandschutz an Aërbiewegeforen.

Souwäit en Héichhaus eng Kommodoserlaabnis brauch, ginn déi Aspekter an der Erlaabnis verdéift a prezisieréiert, zum Beispill mat Hëllef vun den „Conditions type“ ITM-SST 1500.2, 1503.2 an 1504.2.

Kontrollbüroen, déi vum Aarbechtsminister agréiert sinn, iwwerpräieren d'Gebaier virun hirem Abtribnahm, ob dës Oplagen agehale gi sinn. Verstéiss si scho festgestallt ginn, esou datt dat betreffend Gebai huet missen ugepasst ginn, ier et a Betrib gaangen ass.

Héichhaiser, déi reng fir Wunnzwecker benotzt ginn, falen net ënner d'Gesetzgebung vum Kommodo. Hei sinn déi relevant Dispositiounen aus dem kommunale Bauterreglement maassgeblich.

Question 2459 (7.12.2012) de **M. Roland Schreiner** (LSAP) concernant la **ligne du Nord**:

D'après des articles récemment parus dans la presse belge, le gestionnaire du réseau ferroviaire belge Infrabel souhaite structurer le réseau en trois catégories (A, B et C) dans le cadre de son plan pluriannuel 2013-2025. Les lignes classées niveau C n'obtiendraient ainsi aucun investissement avant 2025.

La ligne 42 Liège-Gouvy est une des lignes visées. Cette ligne est reliée au Luxembourg par la ligne du Nord et représente un lien important pour les voyageurs en direction du Nord de l'Allemagne et des Pays-Bas.

Une pétition est par ailleurs en cours pour la sauvegarde de la ligne de train Liège-Gouvy. Celle-ci prendra fin le 24 décembre 2012 et compte déjà 5.370 signataires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de ce projet d'Infrabel?

2. Si cette décision se confirme, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que cela risque de mettre en danger les futurs projets de modernisation de la ligne du Nord repris dans la stratégie globale pour une mobilité durable ainsi que l'avenir de la ligne en général?

3. Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de son homologue belge afin de garantir la pérennité de la ligne du Nord pour laquelle l'État a déjà investi des sommes et des moyens considérables?

Réponse (17.1.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°2459 du 7 décembre 2012, l'honorable Député Roland Schreiner souhaite s'informer au sujet de l'avenir de la ligne 42 Gouvy-Rivage-Liège.

Suite aux annonces informelles qu'un plan d'économie serait en cours de discussion en Belgique, ayant notamment pour ambition d'arrêter l'entretien de certaines lignes ferroviaires en Belgique, dont la ligne 42 entre Gouvy et Rivage, j'ai adressé un courrier au Secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité de la Belgique, tout en situant ce dossier dans le cadre de nos opérations ferroviaires transfrontalières avec la Belgique.

Dans ce contexte, les stipulations du protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg le 17 avril 1946, le Memorandum of Understanding entre le Ministre des Communications du Royaume de Belgique et le Ministre des Transports du Grand-Duché de Luxembourg concernant l'électrification de la section de ligne de chemin de fer entre Gouvy et Rivage du 20 juin 1991, ainsi que le deuxième Memorandum of Understanding du 8 décembre 1992 ont été rappelés à Monsieur le Secrétaire d'État. Dans ces documents la Belgique et le Luxembourg ont notamment confirmé «leur volonté commune de préserver les relations par chemin de fer entre les villes de Luxembourg et de Liège et d'assurer au Grand-Duché de Luxembourg un accès à l'arrêt en gare de Liège des trains à grande vitesse de la ligne Bruxelles-Liège-Cologne».

Question 2460 (10.12.2012) de **M. Jean Colombara** (ADR) concernant la **silviculture**:

Betreffend die Reform des Naturschutzgesetzes vom 19. Januar 2004 wird die naturnahe Forstwirtschaft durch die Bestimmungen des Artikels 17 deutlich eingeschränkt. Besonders die „Eis-lécker Louhecken“ nur noch nach der traditionellen Methode zu bewirtschaften, ist nicht nachhaltig, weil bodenschädigend und vom wirtschaftlichen Standpunkt aus gesehen rein unmöglich. Da, wo die Positivwirkungen sowie der Biotopwert des Waldes das alleinige Ziel sind, dort ist der Stellenwert der Holzproduktion gleich null und dies zum Schaden des Eigentümers. Eine Symbiose zwischen Ökonomie und Ökologie gemäß dem Prinzip „Schutz durch Nutzung“ müsste möglich sein.

Fragen:

1) Wie steht der Minister zum Import von Bauholz aus Ländern, die sich überhaupt nicht um Schäden in der Natur kümmern, und was will er unternehmen, um die naturnahe Bewirtschaftung des Waldes hierzulande nicht weiter einzuschränken?

2) Da durch den Klimawandel verschiedene Baumarten wie z. B. die Fichte verschwinden werden, wurde seitens des Ministeriums schon über Alternativen mit nicht autochthonen Baumarten nachgedacht, und wenn ja, mit welchen?

3) Wie ist die Meinung des Ministers über Kahlschläge in Fichtenbeständen, die über 60 Jahre alt sind?

4) Wie steht das Ministerium zur Problematik der Lohhecken, die eine künstliche, vom Menschen geschaffene Waldformation sind und nicht in den europäischen Habitat-Direktiven erfasst sind, wissend, dass die Niederwaldwirtschaft nicht unendlich möglich ist?

5) Wie steht der Minister zu den durch die Ardenneoffensive schwer beschädigten Waldbeständen, die noch zusätzlich durch die Buchenkomplexkrankheit für viel Totholz sorgen?

6) Wie steht es mit dem fachgerechten Wegebau in den Wäldern, um den Abtransport des eingeschlagenen Holzes zu ermöglichen?

7) Kommt es zu aufgezwungenen Schutzzonen bei Flächen, die den Privatbesitzern gehören?

Réponse (21.1.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Ad 1) Die Regierung hat sich 2004 für eine doppelte Zertifizierung (FSC und PEFC) der Luxemburger Staatswälder entschieden und die Naturverwaltung (damals Forstverwaltung) damit beauftragt, die Zertifizierung nach den Labels von FSC und PEFC in den Gemeindewäldern zu fördern. Damit hat die Regierung sich eindeutig für die Anwendung des Nachhaltigkeitsgedankens im Forstwesen ausgesprochen, im Sinne der Ministerkonferenzen zum Schutz der Wälder in Europa. Die Regierung wollte hiermit bekräftigen, dass alle Funktionen des Waldes wahrgenommen werden müssen. Nur eine naturnahe und nachhaltige Waldbewirtschaftung wird diesem Ziel gerecht. Gleichzeitig hat die Regierung damit den Akzent auf die für das Zertifizierungsprinzip typische voluntaristische Ansichtweise gesetzt. Somit entscheidet letztendlich der Käufer von Holz und Holzprodukten, je nachdem ob er umweltbewusst entscheidet oder nicht, ob es eine Nachfrage gibt für Holz aus nicht nachhaltiger Bewirtschaftung oder nicht. Das Nachhaltigkeitsministerium will auch dieses Jahr dem Regierungsrat einen Vorschlag unterbreiten für ein Konzept einer Einkaufspolitik der Regierung, welche den Gebrauch von Holz aus nachhaltiger Waldbewirtschaftung unterstützt.

Selbstverständlich bedeutet eine Zertifizierung für einen Forstbetrieb Einschränkungen, weil dieser Betrieb sich ja dann an die Regeln des entsprechenden Zertifikates halten muss. Das Ausmaß dieser Einschränkungen hängt allerdings von den einzelnen Zertifikaten ab. Die Einschränkungen der Waldbewirtschaftung durch das Naturschutzgesetz, genauso wie die Einschränkungen durch eine Zertifizierung, haben ihren Ursprung in der Tatsache, dass eine naturnahe und nachhaltige Waldbewirtschaftung angestrebt wird. Für einen Waldbesitzer, welcher seine Wälder wirklich naturnah und nachhaltig bewirtschaften will, stellen diese Einschränkungen im Allgemeinen kein Problem dar.

Bauholz ist Nadelholz. Für Bauholz besteht in der Tat (in Abhängigkeit von der wirtschaftlichen Situation in der Baubranche) ein nachhaltiger großer Bedarf. Nadelhölzer sind in Luxemburg jedoch nicht einheimisch (mit Ausnahme der Kiefer), und eine Waldbewirtschaftung, welche großflächig auf Nadelholzanbau in gleichaltrigen Beständen aufbaut, kann grundsätzlich nicht naturnah sein. Auch gibt es Standorte in Luxemburg, auf denen Nadelwälder ökologische Schäden hervorrufen (z. B. entlang von Fließgewässern, auf Böden, die zur Podsolierung neigen, auf sensiblen Feuchtböden, auf Standorten mit Vorkommen seltener Arten...). Deshalb ist es ökologisch angebracht und im Interesse der Allgemeinheit, dass das Naturschutzgesetz den Gebrauch von Nadelhölzern einschränkt. Da durch die Umwandlung von Laubwald in Nadelwald ökologisch wertvolle Biotope zerstört werden, sieht das Naturschutzgesetz (Art. 13) u. a. vor, dass die nach einem Kahlschlag erforderliche Wiederbewaldung aus ökologischer Sicht gleichwertig sein muss. Eine Umwandlung von Laubwald in Nadelwald kann aber nicht als gleichwertig angesehen werden.

Was den Import von Nadelholz angeht, so kann man nicht grundsätzlich sagen, dass Bauholz immer aus einer nicht naturnahen Bewirtschaftung kommt, da es auch Gegenden in Europa gibt, in denen Nadelbäume einheimisch sind, dort nachhaltig bewirtschaftet werden können und zertifiziertes Holz liefern können.

Ad 2) Eines der wichtigsten Prinzipien des naturnahen Waldbaus ist die Standortgerechtigkeit. Dies bedeutet, dass die Hauptbaumart eines Bestandes an den Standort angepasst sein soll. Die Fichte ist z. B. in niedrigeren Höhenlagen als 350 m, auf basischen Substraten, auf grundwasserbeeinflussten oder trockenen Böden usw. im Prinzip nicht standortgerecht. Baumarten, welche an den entsprechenden Standort nicht angepasst sind, haben nicht nur eine schlechte Wachstumsleistung, sondern sind auch besonders anfällig gegenüber klimabedingtem Stress und gegenüber Krankheiten. Im Hinblick auf den Klimawandel sollte deshalb jetzt schon auf die Standortgerechtigkeit der Bestände besonders geachtet werden. Eine naturnahe Waldbewirtschaftung, welche auf Standortgerechtigkeit achtet, ist eine erste und wichtige Vorsichtsmaßnahme im Hinblick auf den Klimawandel. Bei den Überlegungen, was die Standortgerechtigkeit angeht, sollte der Klimawandel jetzt schon mit einbezogen werden. Besonders vorsichtig sollte man mit Baumarten umgehen, welche gegenüber dem Klimawandel besonders empfindlich sind, wie z. B. die Fichte.

Die Naturverwaltung will in Zukunft verstärkt auf einheimische Baumarten achten, welche

gegenüber dem Klimawandel weniger empfindlich sind, wie z. B. die Traubeneiche, nicht einheimische Laubbaumarten, wie z. B. die Esskastanie, Walnuss, Schwarznuss jedoch nur in geringen Mengen und in der Mischung verwenden.

Ad 3) Das Gesetz vom 30. Januar 1951 über den Schutz der Wälder schreibt eine Genehmigungsprozedur vor für Kahlschläge über 2 ha, nimmt jedoch u. a. davon Nadelholzbestände aus, welche älter als 50 Jahre sind. Nach FSC-Standard sind Kahlschläge (> 0,3 ha) im Prinzip nicht erlaubt, nach PEFC-Standard sollen Kahlschläge vermieden werden. Nach Art. 13 des Naturschutzgesetzes ist der Waldeigentümer verpflichtet, spätestens drei Jahre nach einem Kahlschlag Maßnahmen zu ergreifen, um Waldbestände zu schaffen, welche ökologisch und ertragsmäßig dem genutzten Bestand entsprechen. Diese Verpflichtung des Naturschutzgesetzes soll in Zukunft von der Naturverwaltung stärker als in der Vergangenheit vor Ort überprüft werden.

Kahlschläge schaffen zeitweise ein Offenlandklima, wobei der Charakter des Waldinnenklimas zeitweise verloren geht, mit allen negativen Konsequenzen für die darauf angewiesenen Lebewesen, der Abbau der organischen Substanz sehr beschleunigt wird, wobei Nährlemente ausgewaschen werden und verloren gehen, in geneigtem Gelände Erosion stattfindet, das Landschaftsbild gestört wird, angrenzende Bestände Schaden erleiden können und der Anbau empfindlicher Baumarten erschwert wird. Kahlschläge sind also ökologisch negativ zu bewerten und sowohl waldbaulich als auch wirtschaftlich meistens nicht sinnvoll. Dabei ist zu bemerken, dass gerade zurzeit vielerorts, besonders im Privatwald im Ösling, großflächige Kahlschläge getätigt werden, wobei dies gesamthaft zu einer Situation führt, welche ökologisch sehr bedenklich ist.

In Kahlschlägen im Privatwald wird öfter die ganze Fläche mit Maschienen befahren anstatt nur auf Rückegassen, wie dies bei einer einzelbaumweisen Bewirtschaftung üblich ist, was (besonders in Hanglagen) zu großen Schäden an der Bodenstruktur führt und wodurch zukünftige Baumgenerationen stark belastet werden.

Ad 4) Niederwälder wurden ab dem 19. Jahrhundert vor allem im Ösling als Eichenschälwälder gepflanzt und bewirtschaftet, zur Gewinnung von Lohe für die Gerbereien und von Brennholz für die Bevölkerung. Zum größten Teil sind diese Wälder heute noch in Privatbesitz, werden jedoch kaum mehr als Niederwald bewirtschaftet. Sie prägen große Teile der Landschaft des Öslings und schon alleine aus kulturhistorischen und ästhetischen Gründen wäre es sinnvoll, wenn sie als ein Teil der typischen Kulturlandschaft erhalten blieben. Wegen der mosaikartigen Struktur und der zum Teil dichten Kraut- und Strauchschicht sind die Niederwälder jetzt ein wertvoller Lebensraum für seltene Arten, wie zum Beispiel das Haselhuhn und die Wildkatze. Deshalb wäre es ebenfalls aus ökologischer Sicht wünschenswert, wenn diese Waldbilder zumindest stellenweise erhalten blieben. Aus diesem Grund wird z. B. im Staatswald stellenweise diese alte Bewirtschaftungsform zur Produktion von Lohe noch weitergeführt, auch wenn dies wirtschaftlich kaum mehr Sinn macht. Um für den Privatwald ebenfalls einen finanziellen Anreiz zu schaffen, dieses stellenweise Auf-den-Stock-setzen durchzuführen, wurde in der großherzoglichen Verordnung vom 18. März 2008 über die Beihilfen zu Verbesserungsmaßnahmen der natürlichen Umwelt eine finanzielle Unterstützung angeboten für Kahlschläge von maximal 100 Ar in Niederwäldern. Zeitweise wurden jedoch in der Vergangenheit größere Flächen von ehemaligen Niederwäldern in Nadelwälder umgewandelt, leider auch auf Flächen, auf denen aus heutiger Sicht die Nutzung als sehr aufwändig angesehen wird, und leider auch auf Standorten, auf denen z. B. die damals angepflanzte Fichte überhaupt nicht standortgerecht ist. Um einen finanziellen Anreiz zu schaffen, diese Umwandlung zu unterlassen, wurde in der großherzoglichen Verordnung vom 13. März 2009 über die Beihilfen zu forst- und landwirtschaftlichen Bewirtschaftungsmaßnahmen eine finanzielle Unterstützung angeboten für die Überführung von Niederwald in Laub-Hochwald.

Aus ökologischer Sicht macht es Sinn, Teile des bestehenden Niederwaldes zu erhalten, besonders in Gebieten, in denen seltene Tier- oder Pflanzenarten vorkommen, die an diesen Lebensraum gebunden sind. In diesen Gebieten sind aus Gründen des Artenschutzes im Interesse der Allgemeinheit Maßnahmen zum Erhalt

des Niederwaldes als Lebensraum seltener Arten sinnvoll.

Auch in den Niederwäldern sind die Bestimmungen des Naturschutzgesetzes über die Wiederbewaldungspflicht bei Kahlschlägen anzuwenden.

In Gebieten, in denen der Wald wichtige Funktionen des Bodenschutzes und des Trinkwasserschutzes zu erfüllen hat, werden im öffentlichen Wald Maßnahmen zum Erhalt einer dauerhaften Bewaldung getroffen. Um diese dauerhafte Bewaldung zu gewährleisten, kann es sinnvoll sein, bestehende Niederwälder in Laub-Hochwälder zu überführen, besonders dann, wenn die Zukunft eines Bestandes nicht mehr abgesichert ist.

Ad 5) Waldbaulich macht es durchaus Sinn, geschädigte Bestände zu verjüngen. Sowohl waldbaulich wie auch wirtschaftlich und auch aus ökologischer Sicht macht es Sinn, dies über Naturverjüngung zu bewerkstelligen, unter der Voraussetzung allerdings, dass der bestehende Bestand an den Standort angepasst ist.

Die Buchenkomplexkrankheit hatte vor zehn bis zwölf Jahren für viel Aufregung unter den Forstleuten gesorgt, besonders in Wallonien und in Rheinland-Pfalz. Obschon gebietsweise unsere Buchenbestände damals erhebliche Schäden erlitten hatten, hat sich diese Krankheit nicht zu dem entwickelt, was seinerzeit befürchtet wurde. Aus wirtschaftlicher Sicht hat die Buchenkomplexkrankheit für den Waldbesitzer zum Teil erhebliche Schäden verursacht; waldbaulich sind die Folgen dieser Krankheit aus heutiger Sicht jedoch zu bewältigen.

Ad 6) Die nationale Landeswaldinventur lässt im öffentlichen Wald ein dichteres Waldwegenetz erkennen als im Privatwald (74% der Fläche des öffentlichen Waldes und 61% der Fläche des Privatwaldes weisen Rückedistanzen von weniger als 250 m auf); im Gutland besteht ein dichteres Wegenetz als im Ösling (Anteil der Flächen mit einer Rückedistanz von weniger als 250 m: im Gutland 59% und im Ösling 72%). Man kann also davon ausgehen, dass im Privatwald noch etlicher Bedarf an Wegebaumaßnahmen besteht.

In der großherzoglichen Verordnung vom 13. März 2009 über die Beihilfen zu forst- und landwirtschaftlichen Bewirtschaftungsmaßnahmen wird eine finanzielle Unterstützung angeboten für Wegebauprojekte, und im Rahmen von Flurbereinigungsprojekten im Wald ist der gemeinschaftliche Wegebau ein entscheidender Aspekt.

Ein ausreichend ausgebautes Wegenetz zusammen mit der Einrichtung einer Feinerschließung mit Rückegassen sind wichtige Voraussetzungen für eine nachhaltige Waldbewirtschaftung, weil nur so bodenschonend und bestandschonend gearbeitet werden kann. Dem Wegebau kommt eine besondere Bedeutung zu im Rahmen einer naturnahen Waldbewirtschaftung, weil die Maßnahmen in strukturierten Beständen einzelbaumweise geschehen und die Gefahr, dass dabei der Boden oder der Restbestand zu Schaden kommt, größer ist als bei der altersklassenweisen Bewirtschaftung. Ein Wegebauprojekt kann also aus ökologischer Sicht durchaus positiv zu bewerten sein; andererseits kann ein Wegebauprojekt u. U. jedoch auch bedeutende negative Auswirkung auf die Natur mit sich bringen.

Wegebaumaßnahmen sind laut Naturschutzgesetz generell genehmigungspflichtig. Entsprechende Anträge werden auf Umweltverträglichkeit geprüft und die Genehmigung wird meistens unter der Voraussetzung ausgestellt, dass bei der Ausführung der Arbeiten verschiedene Auflagen erfüllt werden. In ökologisch sehr sensiblen Biotopen kann unter Umständen eine umfassendere Umweltverträglichkeitsprüfung erforderlich sein beziehungsweise sogar das Vorhaben gesamtthaft aus Naturschutzgründen abgelehnt werden.

Ad 7) Durch die Ausweisung eines Naturschutzgebietes kann es auch zu Einschränkungen in der Bewirtschaftung von Privatwäldern kommen. Die Ausweisung von Naturschutzgebieten kann jedoch nur im Einklang mit den Rahmenbedingungen des Naturschutzgesetzes und den Entscheidungen des Nationalen Naturschutzprogrammes erfolgen und gemäß der Prozedur für die Ausweisung von Naturschutzgebieten, wie sie in den Artikeln 34 bis 50 sowie 56 bis 58 (Rekursverfahren) des Naturschutzgesetzes beschrieben ist.

In den Kernzonen der Naturwaldreservate, in denen jegliche Nutzung verboten ist, befinden sich nur Waldbesitzer, welche dies ausdrücklich bewilligt haben und im Rahmen eines Vertrages in den Genuss einer finanziellen Beihilfe kommen.

Question 2461 (10.12.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **staphylococcus aureus résistant à la métilcilline**:

Noch immer ist die Problematik der therapieresistenten Keime aktuell, so dass ältere Personen, die auf eine Versorgung in einer Langzeitpflegestruktur warten, wegen der resistenten Keime auf einer Warteliste belassen werden. Gewusst ist, dass Patienten, die mit einem MRSA befallen sind, nicht immer in einer Akutklinik abschließend dekontaminiert werden, so dass der Familienarzt sich dieser Problematik annehmen muss. Hier scheinen Verhaltensmuster vorzuliegen, die seitens der Obrigkeit eine unverzügliche Analyse mit Handlungsbedarf fordern. Hier sollte eine unabhängige Instanz diese Praxis bewerten, da auch bei wiederholter Information des Gesundheitsministers, beispielsweise in der Antwort auf meine parlamentarische Frage Nr.1384 vom 13. April 2012 (cf. *compte rendu n°13/2010-2011*), die Handlungsmuster der Intervenienten in Kliniken und im poststationären Bereich von den vorgeschriebenen ministeriellen Vorgaben abweichen können. Auch ist die Vergütung der Mehrkosten bei Behandlung und Materialbeschaffungen durch die Pflegedienste in der Nomenklatur bisweilen nicht geklärt.

Fragen:

1) Wie läuft bei einer Entlassung von Patienten aus einer Akutklinik die Übergabe konkret ab, und zwar wenn der Patient noch zu Hause eine MRSA-Dekontaminationskur fortsetzen soll?

2) Wird die Hygienefachkraft der Akutklinik ein Protokoll ausstellen und dem Referenzarzt, sprich Familienarzt, immer diese Unterlage direkt übermitteln?

3) Hat der Minister in den einzelnen Kliniken nachforschen lassen, inwieweit es Protokolle zu solchen ministeriellen Vorgaben gibt (siehe meine parlamentarische Anfrage Nr.1384 vom 13. April 2012).

4) Hat der Minister Belege finden können für eine dokumentierte Informationsweitergabe an die Familien- respektive Referenzärzte, die eine Dekontamination bei diesen Patienten überwachen und therapeutisch leiten müssen?

5) Wie werden die Kosten der Dekontamination abgerechnet, wenn dann, wie in vielen Fällen notwendig, Fachkräfte aus den Pflegediensten intervenieren müssen?

6) Besteht hier nicht dringender Handlungsbedarf und wie kann man der Diskriminierung von älteren Menschen entgegenwirken, die durch ihren resistenten Keim keinen Platz in einer Pflegestruktur finden?

7) Wird sich der Minister in einer Pressekonferenz diesem Thema, das zweifellos direkt mit der öffentlichen Gesundheit zu tun hat, widmen?

Réponse (28.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

In meiner Antwort auf die parlamentarischen Anfragen Nr.1365 (cf. *compte rendu n°10/2010-2011*) und Nr.1384 des Herrn Abgeordneten habe ich darauf hingewiesen, dass in den Alters- und Pflegeheimen Schutzmaßnahmen im Kontakt mit MRSA-kolonisierten Bewohnern (Isolierung sowie Einsatz von Kittel und Mund-Nasen-Schutz nur in Ausnahmefällen) notwendig sind.

Um generell die Zahl von nosokomialen Infektionen zu verringern, wird die Bedeutung der alkoholischen Händedesinfektion und des richtigen Einsatzes der Handschuhe durch das im Gesundheits- und Pflegesektor tätige Personal regelmäßig unterstrichen. Es werden auch zu diesem Zweck für die Alters- und Pflegeheime angepasste Empfehlungen in vom Gesundheits- und vom Familienministerium gemeinsam durchgeführten nationalen Aktionen vermittelt.

Es sind dem Familienministerium keine Fälle von Verweigerung einer Aufnahme in ein Alters- oder Pflegeheim wegen eines resistenten Keimes bekannt.

Es wird vom Krankenhaus ein MRSA Entlassungsprotokoll an den Hausarzt oder den weiterbehandelnden Arzt sowie an die oder den weiterbehandelnde(n) Institution oder Pflegedienst übermittelt.

Die Interventionen eines Pflegedienstes bei einer MRSA-Dekontamination sind nicht in der Gebührenordnung der nationalen Gesundheitskasse vorgesehen und werden deshalb dem Patienten in Rechnung gestellt.

Question 2463 (11.12.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **fermeture du Centre intégré pour personnes âgées à Mertzig**:

Il me revient par voie de presse que l'établissement public «Servior» vient d'annoncer, à l'approche des fêtes de fin d'année, la fermeture du Centre intégré pour personnes âgées à Mertzig d'ici fin 2013.

Comme la plupart des pensionnaires de cet établissement sont originaires de Mertzig et des alentours, cette nouvelle est davantage bouleversante pour les personnes concernées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration les questions suivantes:

- Est-ce que la décision de «Servior» concernant la fermeture est définitive?

- Dans l'affirmative, qu'en est-il de l'affectation future du personnel?

- Madame la Ministre peut-elle déjà fournir des précisions en ce qui concerne le logement des pensionnaires dans d'autres établissements?

- Est-ce que le Ministère prendra en charge d'éventuels surcoûts pour les pensionnaires suite au logement?

- Quelle sera la future affectation de l'immeuble principal?

- Est-ce que les responsables communaux seront intégrés dans les discussions afférentes?

- Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis que l'affectation doit correspondre avec le caractère socio-économique et rural de Mertzig?

- Est-ce que l'État entend respecter les dispositions de la donation mentionnée dans ma question parlementaire n°0340 du 22 décembre 2009 (cf. *compte rendu n°8/2009-2010*)?

Réponse (22.1.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Le Centre intégré de Mertzig, pour lequel les demandes d'admission se font de plus en plus rares et qui se situe dans une région disposant actuellement d'une couverture de lits de plus de 12% pour la population âgée de plus de 65 ans (moyenne au Luxembourg: 7% / dans nos pays voisins: 4%), fermera ses portes dès le départ respectivement le transfert de tous les pensionnaires.

L'établissement m'informe que le personnel sera affecté à d'autres centres dont surtout ceux de Vianden et Diekirch qui ouvriront leurs portes en 2013. Dans la mesure du possible il sera bien évidemment tenu compte des désirs de chaque membre du personnel.

Il en est de même des pensionnaires qui pourront choisir entre tous les centres de l'établissement public. Un éventuel prix de pension supérieur à celui payé par le pensionnaire au CIPA de Mertzig, selon le nouveau centre choisi, ne pourra pas être pris en charge par le Ministère, mais en cas de besoin, le Fonds national de solidarité pourra intervenir selon les règles établies par la loi pour l'obtention d'un complément.

Une partie du terrain sera affectée à l'a.s.b.l. «Op der Schock», qui y construira et fera fonctionner, en accord avec les autorités communales, un foyer pour personnes handicapées et l'actuel bâtiment pourra trouver une nouvelle affectation à caractère social.

Il va sans dire que tout nouveau projet sera développé en étroite collaboration et concertation avec les autorités communales.

Question 2464 (11.12.2012) de **MM. Marcel Oberweis** et **Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant la **prévention des cancers**:

Selon un article du journal «La Libre Belgique» paru le 5 décembre 2012, une simple activité physique (la marche à pied p. ex.) d'une trentaine de minutes par jour diminuerait considérablement le risque des cancers, en particulier des cancers du sein et du côlon. De nombreuses études ont démontré l'effet bénéfique de la combinaison d'une activité physique régulière et d'une alimentation équilibrée sur la prévention des cancers. Plusieurs milliers de cas de maladies cancérogènes (30%) pourraient ainsi être évités par an, rien qu'en France.

Les spécialistes recommandent trois à quatre heures d'activité physique par semaine. Cet effort bienfaisant diminuerait également l'apparition de maladies récidives. Par ailleurs, les études prouvent que 10 à 20% des cancers en Europe seraient causés par un manque d'exercice physique. Notons que la prévention en question est gratuite et ne demande que très peu de temps. La guérison par contre peut s'avérer très coûteuse et pour le patient et pour la caisse de maladie.

C'est dans ce cadre que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du phénomène décrit par ce journal?

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques et/ou d'études qui permettraient de cerner ce phénomène au Luxembourg? Quel est le taux d'activités sportives des résidents luxembourgeois?

- Au cas où ce taux serait déficitaire, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour sensibiliser davantage la population au besoin de pratiquer des sports afin de diminuer le risque de maladies telles que les cancers?

Réponse commune (30.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Le cancer est aujourd'hui en Europe une maladie à forte prévalence. Il est la deuxième cause de mortalité dans les pays de l'OCDE, après les maladies de l'appareil circulatoire. En Europe, en 2009, la mortalité par cancer représentait 28% du total des décès.

Au Luxembourg, en 2010, les décès par cancer représentaient ainsi 28% du total des décès. L'Union européenne recommande aux États membres de mettre en place des plans de prévention et de lutte contre le cancer incluant la surveillance épidémiologique des cancers. À ce sujet, il convient de préciser que le Conseil de Gouvernement vient d'approuver un projet de règlement grand-ducal ayant pour objet de mettre en œuvre un registre national du cancer (RNC) couvrant la totalité du territoire respectivement tous les cas de cancer. Toutefois, un focus sur les cancers les plus fréquents sera opéré (cancer du sein, du poumon, colorectal, prostate, peau et hématologique).

Les ministres soussignés sont parfaitement au courant des évidences scientifiques prouvant les bienfaits de l'activité physique sur la santé, en terme de prévention de maintes maladies chroniques (maladies cardio-vasculaires, diabète, obésité, ostéoporose et entre autres encore certains cancers). L'activité physique est notamment liée à une diminution du risque des cancers du côlon, du sein (après la ménopause) et de l'endométré. Après le diagnostic de certains cancers, l'activité physique régulière a montré chez les personnes concernées également une amélioration de la qualité de vie, et a généré des effets favorables sur leur survie.

D'après l'OMS, «l'inactivité est estimée être responsable d'être la cause primaire pour environ 21-25% des cancers du sein ou du côlon, 27% des diabètes et 30% des maladies cardiaques ischémiques».

Au Luxembourg nous constatons depuis quelques années des progressions encourageantes de la pratique d'activité physique régulière chez la population générale, comme le montre l'enquête Eurobaromètre sur l'activité physique dans les pays membres, publiée en 2010.¹

Selon cette enquête, le Luxembourg se situe en 7^e position parmi tous les pays membres de l'UE, montrant que la moitié de la population enquêtée pratique une activité physique régulière ou assez régulière. Par contre 32% de celle-ci n'en pratique pas du tout.

Toutefois, les résultats de l'enquête Eurobaromètre ne doivent pas inciter à des conclusions erronées, l'échantillon de l'étude étant limité et la représentativité de l'étude devant être interprétée avec quelques précautions.

Dans l'étude HBSC sur le bien-être des jeunes âgés entre onze et 17 ans, illustrée ci-devant, nous constatons que la pratique de l'activité physique chez les enfants et les jeunes au Luxembourg se trouve dans la moyenne européenne. Toutefois, nous constatons que seulement 18% des filles de onze ans et 13% des filles de 15 ans pratiquent une activité physique vigoureuse ou modérée.

Environ deux fois plus de garçons que de filles pratiquent une activité physique, à savoir 32% des garçons de onze ans et 24% de ceux qui ont 15 ans. Ceci ne fait qu'un tiers des garçons de onze ans et seulement un quart de ceux ayant 15 ans.

Les ministres soussignés regrettent de devoir constater que la grande majorité de nos enfants, à savoir 80% des filles et entre 65 et 75% des garçons ne pratiquent que rarement ou pas du tout d'activité physique.

Deux études sur l'activité physique concernant des jeunes de neuf, 14 et 18 ans, résidant au Luxembourg, ont été publiées en 2006, respectivement en 2010. Elles ont relevé que seulement 22% des jeunes remplissent les recommandations en matière d'activité physique

¹ Sport et Activités Physiques. Eurobaromètre spécial 334, mars 2010, Personnes enquêtées au Luxembourg/N: 513



journalière. Elles ont également mis en exergue un manque d'activité physique plus prononcé chez les jeunes fréquentant des voies de formations moins élevées, notamment chez les jeunes filles. L'étude de 2010 était une étude longitudinale et n'a pas montré d'effet positif par rapport à celle de 2006.

En conclusion, malgré certaines tendances à l'amélioration, toujours est-il que les taux d'une pratique d'activité physique régulière restent déficients dans notre pays. Cette constatation est aggravée par le fait de l'existence de grandes disparités dans notre société par rapport à ces habitudes de vie, gradients qui se manifestent entre autres pour le sexe, l'appartenance au niveau socio-économique ou éducatif ou à la nationalité.

Avec le plan national «GIMB» (Gesond iessen, méi bewegen), lancé en 2006 sur base d'une déclaration commune entre les départements ministériels de la Santé, de l'Éducation nationale, de la Famille et des Sports, l'engagement a été pris pour le développement d'une politique commune en faveur d'une alimentation saine et équilibrée, ainsi que d'une activité régulière.

En matière d'activité physique, il y a lieu de rappeler les initiatives sur le plan national: «Meter fir Meter», avec, s'étalant sur quatre ans, la promotion successive, et ceci à niveau national, de la course à pied, du cyclisme de loisir, de la natation et de la marche. En 2012, une extension du plan d'action «GIMB», visant spécifiquement l'activité physique, a été adoptée par le Conseil de Gouvernement et présentée à la Commission parlementaire de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Est ainsi notamment visée la promotion ciblée et renforcée des activités physiques et sportives chez les filles respectivement les garçons, le soutien de la mobilité douce et du sport informel, l'élargissement et l'amélioration de l'offre sportive.

Une des premières actions de ce plan est la campagne nationale «Lëtze Move!», qui, depuis le début de 2012, encourage la population à la pratique plus régulière d'activités physiques et sportives. Les participants à cette campagne peuvent comparer leur activité physique et sportive avec les recommandations nationales et internationales, formulées notamment par l'OMS, qui sont de 30 minutes d'activité physique d'intensité modérée par jour pour les personnes adultes et de 60 minutes pour les jeunes.

Les actions se développant dans le domaine de l'activité physique vont de pair avec les initiatives visant d'une manière plus spécifique l'alimentation saine et équilibrée, pour ne citer que les projets ciblant, au niveau national, les maisons relais, les écoles et lycées, les maisons de jeunes, la petite enfance ou la population âgée.

Depuis l'initiation «GIMB», nous comptabilisons jusqu'à l'heure actuelle plus de 250 projets dans des écoles, entreprises, maisons relais, communes, hôpitaux et associations sociales. Ces projets se situent dans une visée de durabilité et de mise en réseau des partenaires les plus divers.

Changer les habitudes d'une population constitue un défi de longue haleine, qui nécessite certes la volonté et l'effort individuel de tout un chacun, mais surtout la création de circonstances favorables, permettant de rendre les choix sains accessibles à tous.

Question 2465 (12.12.2012) de **MM. André Bauler et Fernand Etgen** (DP) concernant le **Naturpark Oewersauer**:

Il nous revient de la presse quotidienne que le «Naturpark Oewersauer» traverse actuellement une phase difficile et paraît perdre d'attractivité et de dynamisme.

En effet, une éventuelle participation des communes de Wiltz et de Rambrouch ne semble pas se concrétiser dans un avenir proche. La nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre, créée suite à la fusion des anciennes communes de Esch-sur-Sûre, Heiderscheid et Neunhausen, n'est pas associée aux travaux du bureau exécutif. Un certain nombre de projets sont en veilleuse ou n'avancent guère. La présidence du parc naturel avoue dans une interview qu'il existe des problèmes de communication et de présentation des travaux réalisés, ce qui a suscité des critiques au sein du comité syndical.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Comment Monsieur le Ministre se positionne-t-il par rapport aux difficultés qui se posent dans ce contexte et aux critiques formulées?

- Quelles sont, à son avis, les raisons des problèmes évoqués dans la presse?

- Quelles sont les pistes qui permettraient de fournir un nouvel élan au parc naturel de la Haute-Sûre et de renforcer l'identification des citoyens avec leur région?

- Dans quelle mesure une éventuelle fusion des parcs naturels «Oewersauer» et de l'Our pourrait-elle s'avérer bénéfique? En quoi pourraient résider les gains d'efficacité en ce domaine?

- Selon quelle démarche Monsieur le Ministre entend-il encourager une telle fusion?

Réponse (17.1.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Les honorables Députés s'enquêtent sur des affirmations dans la presse écrite relatant d'une «phase difficile» et d'un sentiment que le Parc Naturel de la Haute Sûre «paraît perdre d'attractivité et de dynamisme». L'article de presse sur lequel se base la question parlementaire a été publié suite à une réunion du conseil communal d'Esch-sur-Sûre, une commune membre du parc naturel. Lors de cette réunion, le conseil communal a formulé un certain nombre de critiques à l'égard du parc naturel qui ont été transmises sous forme de délibération aux responsables du parc naturel, qui ont répondu fin décembre 2012 par écrit et de manière très détaillée et fouillée aux remarques du conseil communal.

Dans ce contexte, les honorables Députés évoquent dans leur question parlementaire quatre principales critiques véhiculées par la presse:

- la lenteur de la procédure d'adhésion des communes de Wiltz et de Rambrouch;
- l'absence d'une association de la commune d'Esch-sur-Sûre aux travaux du bureau exécutif;
- la mise en veilleuse et la lenteur de mise en œuvre de certains projets;
- des problèmes de communication et de présentation des travaux réalisés.

D'abord, il importe de rappeler que le statut, la composition et le fonctionnement d'un parc naturel sont définis par la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels. Cette même loi dispose dans son article 19 que la procédure prescrite pour le premier établissement d'un parc naturel est applicable aux modifications à apporter au règlement grand-ducal portant création du parc naturel. La procédure d'adhésion des communes de Wiltz et de Rambrouch comprend donc une adaptation de l'étude préparatoire, avec entre autres une présentation au public - qui a eu lieu en 2009 -, une adaptation de l'étude détaillée (avec entre autres les objectifs, mesures et moyens du parc, un plan de financement, les statuts du syndicat etc.), une enquête publique et l'adaptation du règlement grand-ducal portant création du parc naturel. L'avancement de cette procédure dépend d'une bonne collaboration entre toutes les parties concernées. Or, il s'avère, qu'après les élections communales de 2011, ce processus de négociation s'est nettement ralenti par rapport au planning initial, vu que dans une des deux communes candidates à l'adhésion, il ne semble plus avoir une majorité pour mener à bien ce processus.

Ensuite, il est important de se rappeler que les parcs naturels sont gérés par des syndicats mixtes État-communes, conformément aux dispositions de la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes. Dans le cas des parcs naturels, le comité se compose d'un nombre égal de représentants communaux et de représentants de l'État. D'après la loi relative aux parcs naturels, le président doit obligatoirement être un représentant communal, de manière à ce que le secteur communal dispose d'une majorité par rapport au secteur étatique. Le bureau, en tant qu'organe exécutif, se compose, dans le cas du Parc Naturel de la Haute-Sûre, de trois représentants communaux et de deux représentants de l'État. Le président et les membres du bureau sont élus par le comité selon les modalités prévues par la loi concernant les syndicats de communes. Les questions soulevées par les honorables Députés touchent donc au moins dans la même mesure les représentants communaux.

Suite à la fusion en 2011 des communes de Esch-sur-Sûre, Heiderscheid et Neunhausen, le nombre de communes membres du Parc de la Haute-Sûre est désormais de quatre au lieu de six, dont trois sont représentées, conformément aux statuts du syndicat, dans le bureau. Si cette situation est légale, comme l'a d'ailleurs confirmé Monsieur le Commissaire de district aux responsables du parc naturel par un courrier du 22 juin 2012, elle peut cependant être considérée comme «malheureuse».

Vu que toute modification des statuts est une procédure lourde, le parc naturel a choisi de re-

dresser cette situation dans le cadre de la modification des statuts qui devra de toute façon avoir lieu dans le contexte du processus d'adhésion de la commune de Wiltz. Or, comme ce processus avance moins vite que prévu (voir ci-dessus), le problème ne trouve pas de solution rapide. C'est pour cette raison que le bureau a proposé à la seule commune non représentée au bureau de l'inviter entre-temps à ses réunions et de se réunir plus souvent en comité et moins souvent en bureau.

Malheureusement, la commune d'Esch-sur-Sûre ne semble pas vouloir profiter de cette offre. Compte tenu de ce qui précède et sachant en plus que la commune d'Esch-sur-Sûre n'a pas été candidate pour devenir membre du bureau exécutif lors de l'élection des organes du parc naturel, je ne peux que difficilement comprendre la critique que la commune d'Esch-sur-Sûre ne soit associée aux travaux du bureau exécutif. À cela s'ajoute que chaque membre du comité peut à tout moment demander à ce que des sujets soit portés à l'ordre du jour, respectivement introduire des propositions pour que le comité en délibère. Finalement, il appartiendra évidemment au comité d'envisager une modification des statuts lorsqu'il l'estime nécessaire et il me semble compréhensible que l'adhésion d'une ou de plusieurs communes dans le parc constitue un moment approprié pour envisager une réforme globale des statuts.

En ce qui concerne l'impression d'une perte d'élan et de dynamisme du parc naturel, il est indéniable que les négociations en vue de l'adhésion des communes de Rambrouch et de Wiltz ont mobilisé l'attention du comité, du bureau et de la direction du parc depuis 2009 et que, notamment l'adaptation de l'étude détaillée, dont une première version a été approuvée par le comité en février 2011, a requis un travail substantiel pour la direction et le personnel du parc naturel. Néanmoins j'estime que, malgré ce travail supplémentaire, les rapports d'activité publiés par le parc naturel ainsi que les nombreux projets finalisés ou mis en route sont témoins que le Parc Naturel de la Haute-Sûre est toujours un acteur très dynamique dans la région. Citons dans ce contexte les projets suivants:

- définition et établissement, dans le cadre d'un projet Interreg, des documents d'autorisation d'une aire de jeux aquatiques, qui sera aménagée à Bavigne (finalisation des documents en 2013);
- élaboration d'un concept et mise en place de la première «Naturparkschoul» au Luxembourg inaugurée en automne 2012;
- négociations et coordination avec tous les partenaires et ministères pour pouvoir assurer la continuation du partenariat de rivière de la Haute-Sûre;
- organisation du festival «WaterArt» en 2012;
- réorganisation du conseil agricole et élaboration d'une nouvelle convention avec le Ministère de l'Agriculture;
- actualisation de la convention avec le Ministère de la Culture pour la mise en valeur de la draperie;
- initiatives pour élaborer ensemble avec les producteurs «Vum Séi» une nouvelle approche pour le marketing des produits régionaux et pour approfondir la coopération entre les producteurs;
- porteur du projet Interreg «Réseau des parcs naturels dans la Grande Région» et approfondissement des échanges avec les parcs naturels de la Grande Région;
- réalisation d'un guide digital du parc naturel avec deux sentiers;
- etc.

Parallèlement à tous ces projets, il ne faut pas oublier que de nombreux projets et activités sont réalisés et renouvelés de manière continue, sans que cela n'ait eu un impact médiatique spécifique, vu qu'ils font «naturellement» partie du parc (p. ex. bateau solaire, expositions et workshops dans la «Duchfabrik», sentiers didactiques, circuit des légendes, calendrier des parcs naturels, stations biologiques, etc.). L'enjeu n'est donc pas nécessairement de renouveler l'élan et le dynamisme du parc naturel, mais plutôt de mieux communiquer la multitude et la complexité des activités dans des domaines très divers tels que le tourisme, la culture, la protection de la nature, l'éducation à l'environnement, l'agriculture etc., tout en s'adressant chaque fois aux acteurs concernés et intéressés, ce qui n'est pas toujours le grand public. Néanmoins, dans un esprit de mieux pouvoir communiquer, le site Internet du parc naturel a été réorganisé et le bureau exécutif a pris l'habitude de réunir plus régulièrement l'ensemble des collègues échevinaux et les conseils communaux pour les informer et discuter sur les projets en cours et les actions futures.

En ce qui concerne la fusion évoquée par les honorables Députés, je suis convaincu que celle-ci pourra renforcer l'action des parcs à travers une synergie des moyens financiers et humains. De même, je suis convaincu que par ce moyen, la partie nord du Grand-Duché sera renforcée à travers une coopération d'un plus grand nombre de communes, allant éventuellement au-delà des communes membres d'un des deux parcs actuels.

La démarche est d'un côté administrative, d'un autre côté politique. Le Ministre a déjà reçu en août 2012 et une deuxième fois en novembre 2012, conjointement des délégations des deux parcs pour leur communiquer son attachement à une fusion. Il se tient à disposition pour venir exposer aux élus et à la population les avantages d'une fusion des deux parcs naturels existants au nord du pays. La prochaine étape consiste dans une discussion approfondie dans les deux comités, et en cas d'accord et de volonté de progresser, sera entamée la procédure administrative telle qu'elle est définie par la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels qui comprend, en résumé, les étapes suivantes: étude préparatoire, étude détaillée, enquête publique, règlement grand-ducal portant déclaration du nouveau parc naturel fusionné. De nombreux éléments pour ce faire sont sur la table suite à l'initiative du Ministère de faire étudier par un consultant externe, ensemble avec les directions des deux parcs, dans quelle mesure les activités des deux parcs sont concordantes ou sont spécifiques dans l'un ou dans l'autre des parcs. Ce travail constitue à mes yeux une base solide à exploiter. Il s'avère que les actions sont concordantes dans une large mesure, ce qui plaide évidemment pour la fusion.

Toutefois, la procédure administrative ne démarrera qu'après l'accomplissement de l'adhésion de la commune de Wiltz. Ce sera également le moment d'approcher les communes de la région qui ne sont pas actuellement membre dans l'un des parcs pour les sensibiliser à une éventuelle adhésion au parc fusionné.

Question 2466 (13.12.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **promotion de la presse écrite**:

D'Gesetz zur Förderung vun der geschriwwener Press, dat zënter 14 Joer a Kraaft ass (loi du 3 août 1998 sur la promotion de la presse écrite), huet mat sech bruecht, dass am Statsbudget ëmmer en deemtsprechende Betrag virgesinn ass. Dee Montant gëtt opgrond vun enger Berechnung, an där haaptsächlech d'Zuel vun der redaktionelle Säite berücksichtegt gëtt, ënert de verschiddene Presseorganer verdeelt. Zil vun deser direkter Hëllef wier de Wëllen, d'Meenungspluralitéit ze förderen.

Dëslescht huet den zoustännege Minister während enger öffentlecher Table ronde behaupt, d'Avis officiele wieren eng „verstoppte Pressehëllef“ an datt u sech kee Bedarf méi besteet, fir se an den Zeitungen drécken ze loosenen.

An deemem Kontext wëilt ech dem Här Minister fir Kommunikatiounen a Medien des Froe stellen:

1. Wéi ass d'Evolution vum Gesamtbetrag fir d'Pressehëllef zënter dem Akrafttriede vum deemtsprechende Gesetz?
2. Huet sech d'Regierung déi néideg Instrumenter ginn, fir se iwwerpräieren, ob d'Pressehëllef och wierklech zur Meenungspluralitéit bäidréit? Wa jo, wat fir eng Instrumenter sinn dat a wat fir eng Konklusioone kann d'Regierung doräusser zéien? Wann net, huet d'Regierung d'Absicht esou en Instrument ze schafen?
3. Wéi vill Suen huet d'Regierung zënter 2009 fir d'Publiziere vun Avis officiellen an der geschriwwener Press ausginn? A wéi deelt sech de Gesamtbetrag fir d'Avis officiellen op déi verschiddenen Zeitungen op?
4. No wat fir enge Kritäre gëtt decidéiert, a wat fir engen Zeitungen Avis officiele publizéiert ginn oder net? No wat fir enge Kritäre gëtt decidéiert, ob en Avis officiel iwwerhaupt an der geschriwwener Press publizéiert gëtt oder net?

Réponse (22.1.2013) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*:

1. D'Evolution vun der Pressehëllef säit 1976 fannt dir am Tableau, deen annexéiert ass.



2. Et ass net contestéiert, dass d'Pressehëllef et erlaabt, dass zu Lëtzebuerg eng Rei Dageszeitungen a Wochenzeitungen erauskommen an dass déiselwecht Vielfalt ouni Pressehëllef net méiglech wier.

Déi Zeitungen droen ouni Zweifel zur Meinungsppluralitéit bäi. Ech erënnere drun, dass d'Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Promotioun vun der geschriwwener Press an der

Chamber mat grousser Majoritéit ugeholl ginn ass. Just den ADR war dogéint.

3. De gréissten Deel vun den offiziellen Aweise geet iwwert de Service Information et Presse an iwwert den département des Travaux publics vun dem Ministère du Développement durable an d'Press. De Betrag vun deenen Aweise säit 2009 ass hei opgelëscht:

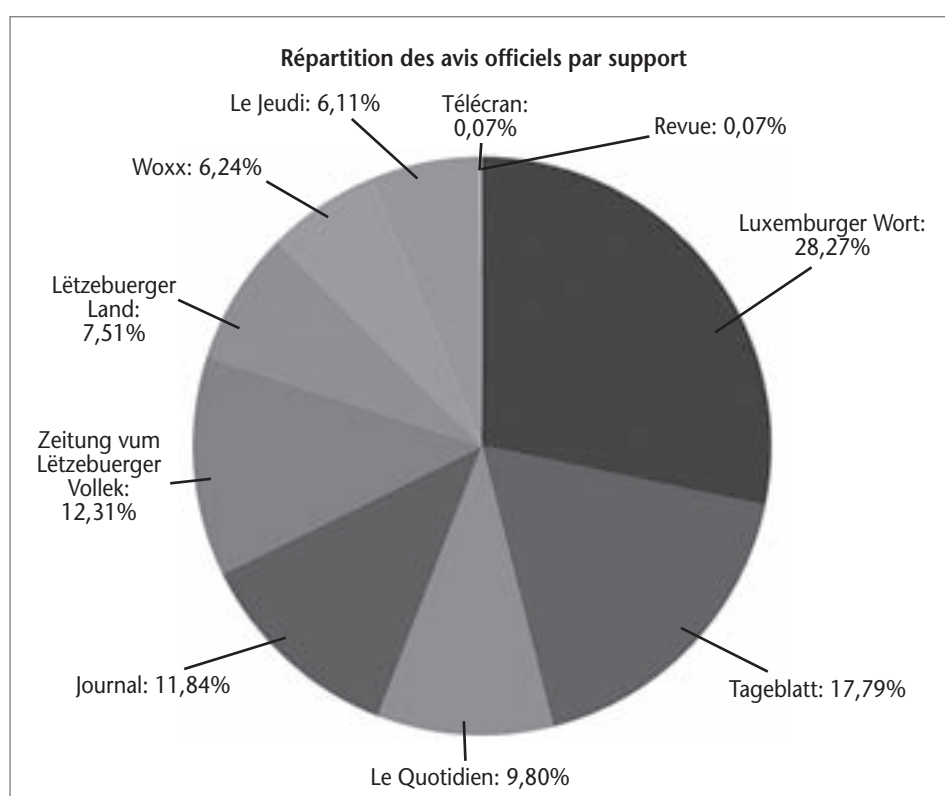
| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | Total 2009-2012 |
|--|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|
| Service Information et Presse (*) | 1.164.007 | 973.547 | 99.869 | 1.041.494 | 4.169.919 |
| Administrations relevant du département des Travaux publics: | | | | | |
| Administration des Ponts et Chaussées | 254.235 | 177.032 | 190.439 | 117.175 | 738.882 |
| Administration des Travaux publics | 830.588 | 656.620 | 544.032 | 461.143 | 2.492.382 |
| Total | 2.248.830 | 1.807.199 | 834.340 | 1.619.812 | 7.401.183 |

(*) Fir d'Joer 2012 begräift de Service Information et Presse nëmme Donnée vu Januar bis November.

Répartition des dépenses pour avis officiels par support: Total 2009-2012 (*)

| | 09-12 | |
|-------------------------------|---------------------|---------------|
| Luxemburger Wort | 1.837.396,9 | 28,3% |
| Tageblatt | 1.156.313,3 | 17,8% |
| Le Quotidien | 636.910,6 | 9,8% |
| Journal | 769.589,5 | 11,8% |
| Zeitung vum Lëtzebuerg Vollek | 800.100,8 | 12,3% |
| Lëtzebuerg Land | 488.178,6 | 7,5% |
| Woxx | 405.294,0 | 6,2% |
| Le Jeudi | 397.215,0 | 6,1% |
| Télécran | 4.865,9 | 0,1% |
| Revue | 4.283,8 | 0,1% |
| | 6.500.148,24 | 100,0% |

(*) Dës Répartitioun am Tableau an och an der Grafik versteet sech ouni d'Voix, déi zënter 2009 net méi verkaf gëtt.



d'Chamber online op www.chd.lu

4. All Avis officiel gëtt an der Press publizéiert, an zwar an allen Zeitungen, déi och d'Pressehëllef kréien, ausser den Illustrierten, an ausser, wann aus Zäitgrënn den Avis net séier genuch an enger Zeitung, normalerweis eng Wochenzeitung, géif erschéngen.

Annexe:

| Promotion de la presse écrite | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|
| Année | Wort | Voix | Jeudi | Quotidien | Journal | Land | Revue | Tageblatt | Télécran | Woxx/Gréng Spoun | Zeitung | Total |
| (*) 1976 | 91.038 | - | - | - | 44.584 | 23.863 | 34.180 | 73.406 | - | - | 45.253 | 312.324 |
| (*) 1977 | 95.011 | - | - | - | 56.881 | 26.695 | 39.282 | 84.374 | - | - | 51.004 | 353.248 |
| (*) 1978 | 94.442 | - | - | - | 55.392 | 27.063 | 43.359 | 84.087 | - | - | 53.615 | 357.958 |
| (*) 1979 | 95.827 | - | - | - | 61.504 | 28.597 | 44.865 | 90.826 | - | - | 62.616 | 384.235 |
| (*) 1980 | 98.679 | - | - | - | 67.859 | 30.155 | 45.849 | 97.307 | - | - | 69.176 | 409.024 |
| (*) 1981 | 107.232 | - | - | - | 75.142 | 33.796 | 51.875 | 101.393 | - | - | 76.770 | 446.208 |
| (*) 1982 | 114.177 | - | - | - | 75.034 | 33.925 | 43.876 | 108.148 | 39.588 | - | 81.040 | 495.787 |
| (*) 1983 | 116.970 | - | - | - | 79.090 | 33.597 | 45.799 | 117.330 | 40.834 | - | 81.799 | 515.420 |
| (*) 1984 | 117.276 | - | - | - | 82.772 | 34.775 | 46.159 | 122.489 | 42.252 | - | 89.726 | 535.450 |
| (*) 1985 | 116.037 | - | - | - | 83.934 | 35.806 | 47.072 | 122.627 | 43.628 | - | 101.221 | 550.324 |
| (*) 1986 | 124.850 | - | - | - | 86.412 | 36.321 | 44.174 | 124.850 | 44.271 | - | 103.079 | 563.958 |
| (*) 1987 | 133.844 | - | - | - | 95.738 | 40.515 | 48.288 | 133.844 | 49.471 | - | 108.118 | 609.818 |
| (*) 1988 | 136.233 | - | - | - | 94.426 | 41.396 | 47.927 | 136.233 | 48.449 | - | 110.112 | 614.776 |
| (*) 1989 | 134.224 | - | - | - | 94.462 | 42.306 | 49.072 | 134.224 | 48.832 | - | 111.657 | 614.776 |
| (*) 1990 | 297.801 | - | - | - | 186.808 | 63.042 | 88.326 | 297.801 | 105.165 | - | 185.031 | 1.223.974 |
| (*) 1991 | 328.098 | - | - | - | 184.955 | 89.073 | 110.355 | 328.098 | 114.581 | - | 195.731 | 1.350.896 |
| (*) 1992 | 331.565 | - | - | - | 198.788 | 93.503 | 123.331 | 331.565 | 122.802 | - | 215.281 | 1.416.835 |
| (*) 1993 | 339.316 | - | - | - | 207.374 | 98.791 | 129.705 | 339.316 | 133.427 | - | 235.712 | 1.483.642 |
| (*) 1994 | 353.942 | - | - | - | 219.879 | 103.777 | 137.646 | 353.942 | 137.702 | 46.627 | 247.033 | 1.600.593 |
| (*) 1995 | 406.394 | - | - | - | 237.768 | 109.777 | 159.014 | 406.394 | 156.814 | 99.155 | 255.156 | 1.827.471 |
| (*) 1996 | 410.699 | - | - | - | 257.772 | 109.383 | 155.717 | 410.699 | 167.352 | 107.803 | 239.779 | 1.859.201 |
| (*) 1997 | 500.331 | - | - | - | 327.733 | 126.296 | 189.497 | 500.331 | 196.208 | 126.353 | 251.126 | 2.217.876 |
| (*) 1998 | 601.010 | - | 114.511 | - | 389.677 | 145.211 | 211.057 | 601.010 | 219.872 | 147.484 | 245.843 | 2.675.674 |
| (*) 1999 | 995.974 | - | 208.165 | - | 425.623 | 168.875 | 242.920 | 817.448 | 245.134 | 159.394 | 265.060 | 3.528.594 |
| (*) 2000 | 1.160.676 | - | 223.720 | - | 458.616 | 168.875 | 257.630 | 876.742 | 263.374 | 167.802 | 275.414 | 3.852.850 |
| 2001 | 1.262.731 | - | 265.577 | - | 452.861 | 188.179 | 285.407 | 1.078.810 | 287.451 | 186.147 | 291.114 | 4.289.277 |
| 2002 | 1.202.773 | 222.123 | 255.600 | 109.078 | 464.137 | 204.521 | 284.933 | 1.149.000 | 288.334 | 180.111 | 295.365 | 4.655.974 |
| 2003 | 1.159.497 | 922.354 | 265.059 | 824.324 | 494.147 | 208.276 | 276.102 | 1.141.418 | 282.379 | 179.343 | 296.146 | 6.049.045 |
| 2004 | 1.171.668 | 869.507 | 283.352 | 819.667 | 483.876 | 200.215 | 291.838 | 1.182.349 | 282.454 | 179.178 | 307.215 | 6.071.320 |
| 2005 | 1.324.089 | 819.515 | 295.321 | 897.752 | 507.225 | 206.220 | 315.608 | 1.400.572 | 302.711 | 184.181 | 320.125 | 6.573.320 |
| 2006 | 1.410.870 | 841.559 | 300.214 | 1.055.338 | 490.674 | 214.768 | 318.380 | 1.516.011 | 316.719 | 190.427 | 311.736 | 6.966.696 |
| 2007 | 1.494.357 | 907.575 | 336.204 | 1.091.203 | 526.010 | 229.224 | 322.751 | 1.634.714 | 334.328 | 203.221 | 334.826 | 7.414.412 |
| 2008 | 1.489.776 | 942.846 | 368.683 | 1.182.487 | 523.533 | 236.361 | 318.239 | 1.702.054 | 335.243 | 226.156 | 346.545 | 7.671.924 |
| 2009 | 1.524.659 | 933.222 | 358.006 | 1.197.239 | 540.422 | 254.462 | 321.985 | 1.659.554 | 375.763 | 230.417 | 353.281 | 7.749.010 |
| 2010 | 1.493.224 | 898.843 | 349.532 | 1.204.855 | 529.621 | 259.955 | 332.813 | 1.642.507 | 376.472 | 233.348 | 355.937 | 7.677.106 |
| 2011 | 1.516.769 | 488.357 | 327.751 | 1.230.289 | 549.047 | 268.405 | 336.972 | 1.650.446 | 401.758 | 240.865 | 368.206 | 7.378.864 |
| | 22.352.056 | 7.845.901 | 3.951.694 | 9.612.230 | 9.709.774 | 4.216.000 | 5.842.010 | 22.551.919 | 5.803.370 | 3.088.056 | 7.333.849 | 102.306.860 |

(*) montants originaux payés en LUF-convertis en EUR

Question 2468 (13.12.2012) de **M. Eugène Berger (DP)** concernant **l'horaire et le trajet de la ligne d'autobus n°194 (Sandweiler-Luxembourg-Bettembourg):**

Selon mes informations, il est prévu de modifier au cours des prochaines semaines et l'horaire et le trajet de la ligne n°194 (Sandweiler-Luxembourg-Bettembourg). Cette ligne connaît cependant dans sa version actuelle un certain succès, notamment dans la commune de Roeser.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, en quoi consisteraient les changements prévus? Sera-t-il tenu compte des besoins des usagers de cette ligne, notamment de ceux des habitants de la commune de Roeser?

Réponse (20.2.2013) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet de la ligne RGTR 194 reliant Sandweiler-Luxembourg-Bettembourg.

Dans le cadre des travaux pour le réaménagement du «Centre Royal Hamilius» au cœur de la ville de Luxembourg et avec l'arrivée du futur tram, le département des Transports est obligé de réorganiser une grande partie du réseau des lignes régionales RGTR desservant le territoire de la ville de Luxembourg et ses alentours.

La liaison entre Sandweiler, Luxembourg-ville et Bettembourg assurée par la ligne RGTR Euro-bus 194, connaîtra également quelques changements mineurs au niveau de la Gare centrale et sur l'axe Luxembourg-ville - Sandweiler.

En ce qui concerne l'axe Bettembourg - Luxembourg-ville passant par la commune de Roeser, la ligne restera dans sa configuration et sa cadence actuelle.

Question 2470 (17.12.2012) de **M. Jean Colombera (ADR)** concernant **l'éventuelle fusion entre le Centre Hospitalier du Kirchberg et la Zithaklinik:**

Die Gerüchte verdichten sich bezüglich einer weiteren Fusion im nationalen Gesundheitswesen. Dem Vernehmen nach gäbe es intensive Gespräche zwischen noch verbleibenden freistehenden Klinikstrukturen, die sich nunmehr auf der Ebene der Region Zentrum fusionieren wollen, auch aufgrund der von ihnen vorstehenden ideologischen Hierarchien.

Falls es zu einer konkreten Fusion kommen sollte, würde dies sicherlich das Kräfteverhältnis der Kliniken in der Region Zentrum neu definieren, es sei denn, der sich in Ausarbeitung befindliche „Plan hospitalier“ des Ministers würde diese Kräfteverschiebung wieder über eine ausgeglichene Zuerkennung von Kompetenzzentren relativieren.

Fragen:

1) Geschieht diese Vorbereitung einer Fusion auf Initiative des Gesundheitsministers oder auf Eigeninitiative der interessierten Parteien?

2) Falls es zu einer Fusion in der Region Zentrum kommen sollte, wie werden dann im neuen „Plan hospitalier“ die Kompetenzzentren verteilt? Etwa nach vorgelegten Qualitätsdaten der einzelnen Kliniken oder doch eher nach politischen Gesichtspunkten?

3) Ist die Fusion mit der Bildung eines neuen Klinik-Konsortiums in der Region Zentrum im Sinne der Vorstellung, die sich der zuständige Minister von der Verteilung der Aktivitäten in den drei Kliniken dieser Region macht, oder ist der Minister durch diese Fusionsabsichten vor Tatsachen gestellt, die nicht kompatibel wären mit seinen bisherigen, fortgeschrittenen Plänen im „Plan hospitalier“?

4) Wie transparent will der zuständige Minister die Diskussionen und späteren Entscheidungen zur Attribution von Kompetenzzentren in den einzelnen Kliniken halten? Wird er die von ihm festgelegten Rahmenbedingungen für die Fusion und die von den Kliniken vorgelegten Qualitätsdaten veröffentlichen wollen?

5) Wird er sich bei seiner letztendlichen Entscheidung zu dieser Fusion auch auf die Daten der Picker-Studien beziehen, die der Öffentlichkeit noch nicht vorgestellt wurden?

Réponse (5.2.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Die Entscheidung zugunsten einer engeren Zusammenarbeit zwischen der Zithaklinik und der Fondation François-Elisabeth mit dem Ziel einer späteren Fusion wurde von den Verwaltungsräten dieser beiden Häuser getroffen.

Im Gegensatz zu den öffentlich-rechtlichen Krankenhäusern (établissements publics) wie z. B. der CHL, der CHdN, das Rehazentrum oder der CHNP, sind die Zithaklinik und die Fondation François-Elisabeth privatrechtliche Einrichtungen (Statut der AG oder der Stiftung), die nicht unter der direkten Aufsicht (tutelle) des Gesundheitsministers stehen.

Alle Krankenhäuser, unabhängig von ihrem juristischen Statut (rein privatrechtliche oder öffentlich-rechtliche Einrichtungen), werden zum größten Teil durch öffentliche Mittel finanziert.

Laut Artikel 2 des Krankenhausgesetzes vom 28. August 1998 soll die großherzogliche Verordnung, die den neuen Spitalplan reglementiert, unter anderem die Klassifizierung aller Krankenhäuser vornehmen sowie die Aktivitätsfelder definieren. Im neuen Spitalplan können auch verschiedene medizinische Gebiete oder Spezialisierungen festgehalten werden, in denen es zu Kompetenzbündelungen kommt.

Die später erfolgende konkrete Schaffung eines oder mehrerer Kompetenzzentren muss jedoch laut Artikel 26bis des erwähnten Gesetzes vom 28. August 1998 von der „Fédération des Hôpitaux“ angefragt werden, um dann schließlich vom Gesundheitsminister genehmigt zu werden.

Die großherzogliche Verordnung, die den neuen Spitalplan reglementieren soll, muss von der aktuellen juristischen Situation der Krankenhäuser ausgehen, kann aber die Zusammenarbeit von den vom ehrenwerten Abgeordneten erwähnten Krankenhäusern berücksichtigen.

Question 2471 (17.12.2012) de **M. Jean Colombera (ADR)** concernant **la participation aux frais médicaux:**

Auf den Abrechnungsunterlagen, welche die Gesundheitskasse den Versicherten bei Abrechnung von vorbezahlten Gesundheitsdienstleistungen zustellt, ist auf der Seite 2 die Rubrik „Montant de la participation cumulée“ (article 154bis alinéas 1 et 3 des statuts de la CNS) vorgegeben, in der dargestellt wird, welche statistischen Zuzahlungen der betroffene CNS-Versicherte bis zu diesem Zeitpunkt für das laufende Jahr hat aufbringen müssen.

Allerdings wird in dieser Aufstellung nicht aufgezeigt, wie viel der CNS-Versicherte im Rahmen des „Montant facturé“ ursprünglich hat zahlen müssen. Es ist nämlich wichtig zu wissen, was die Differenz zwischen dem „Montant facturé“ und dem „Montant remboursé“ ist und was der Versicherte aus seiner eigenen Tasche insgesamt für die Gesundheitsleistungen zugezahlt hat.

Fragen:

1) Denkt der Minister nicht auch, dass diese Rubrik zukünftig auf der „Détail de remboursement“-Unterlage beigefügt werden müsste?

2) Denkt der Minister nicht auch, dass der CNS-Versicherte selbst und kontinuierlich erfahren müsste, wie sich seine Eigenbeteiligung an den Gesundheitsleistungen entwickelt?

3) In welchem Maße will der Minister gegen überteuerte Rechnungen von Gesundheitsdienstleistern vorgehen, insbesondere um sozial Schwächere vor Abzocke in der Gesundheitsökonomie zu schützen?

Réponse (4.2.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:**

Ad 1) Der Betrag „Montant de la participation cumulée“, welcher auf der Rückseite der Gesundheitskassenabrechnungen angegeben ist, soll es dem Versicherten ermöglichen, zum Ende des Jahres ohne viel Aufwand festzustellen, ob er Anspruch auf eine zusätzliche Kostenrückerstattung gemäß Artikel 154bis der Statuten der Gesundheitskasse hat. Diese zusätzliche Kostenrückerstattung ist geschuldet, falls der persönliche Aufwand 2,5% des jährlichen Einkommens, das als Basis für die Beitragserhebung dient, übersteigt.

Dieser Betrag entspricht den in Artikel 154bis der Statuten festgeschriebenen persönlichen Zuzahlungen des Patienten und nur jenen, welche durch Anwendung des vorgesehenen Rückerstattungsprozentsatzes entstehen. Persönliche Zuzahlungen, welche aus einer Differenz zwischen dem berechneten Betrag und dem offiziellen Betrag entstehen, sind nicht berücksichtigt, genauso wie solche, welche durch andere Bestimmungen der Statuten entstehen.

Ad 2) Was die Angabe des Totals der persönlichen Zuzahlungen der Versicherten angeht, darf man nicht vergessen, dass diese Aufstellung nur jene Zuzahlungen umfasst, welche außerhalb des „Tiers payant“ erfolgen. Dadurch besteht stets ein Unterschied zwischen der kumulierten Zuzahlung (welche die genannten Zuzahlungen des Artikels 154bis und die Rückerstattungen umfasst) und dem Detail der Rückerstattung (welches immer nur solche Rückerstattungen erfasst werden, welche über die Rückerstattungsprozedur erfasst wären).

Würde man die Gesamtsumme der Zuzahlungen angeben (Tiers payant und Rückerstattung), so entspräche diese auch nicht der Realität, da Beträge, welche über die Tarife hinaus oder außerhalb der Tarife bezahlt werden, nicht berücksichtigt wären, obwohl es persönliche Zuzahlungen im weitesten Sinne sind. Dasselbe gilt zum Beispiel für persönliche Beteiligungen im Spitalsbereich.

Ad 3) Die Patienten haben die Möglichkeit, zum Beispiel bei der Erstellung von Zahnprothesen usw. ein zweites Preisangebot beim gleichen oder bei einem anderen Arzt anzufragen, um die Korrektheit des Angebots zu überprüfen.

Im Zuge der Einführung des „Tiers payant social“ zum 1. Januar 2013 für Menschen mit niedrigem Einkommen ist vorgesehen, dass zum Beispiel bei Zahnbehandlungen das Sozialamt den Versicherten, der Anspruch auf Direktübernahme der Kosten hat, auffordern kann, einen zweiten Preisvorschlag einzuholen, um auf diese Weise abzuklären, ob der erste Preisvorschlag im Rahmen liegt.

Question 2472 (18.12.2012) de **Mme Anne Brasseur (DP)** concernant **le portail pédagogique «mySchool!»:**

En 2000, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a commencé à développer le portail pédagogique «mySchool!». Un des atouts majeurs de cette plateforme électronique consiste dans la mise à disposition gratuite d'une vaste palette de ressources pédagogiques, de dictionnaires et d'encyclopédies aux élèves et enseignants.

Il me revient toutefois que plusieurs ouvrages de référence viennent d'être désabonnés pour des raisons de restrictions budgétaires.

Vu l'importance croissante des TIC et dans la vie quotidienne et dans l'enseignement, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'informer sur les raisons des coupes budgétaires pour le projet «mySchool!»?

- Est-il exact que le SCRIPT s'apprête à développer un grand nombre de supports pédagogiques en ligne pour les modules de la formation professionnelle?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il soit indispensable que «mySchool!» continue à bénéficier des moyens nécessaires pour offrir un service de qualité aux enseignants et élèves?

Réponse (9.1.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

La promotion des activités pédagogiques et des services visant à développer les compétences dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) demeure un axe de progression important de l'éducation nationale.

La plateforme «mySchool!» se base sur plusieurs piliers dont la mise à disposition gratuite de contenus et outils pédagogiques. Le portail de l'éducation offre également un vaste choix de services destinés aux élèves, enseignants et administrations des écoles.

Globalement le budget du Centre de Technologie de l'Éducation (CTE), service du MENFP qui gère le projet «mySchool!», ne s'est pas revu à la baisse. La volonté de continuer à investir dans les TIC à l'école est confirmée.

Il revient au Service de la Formation professionnelle de coordonner le développement de supports pédagogiques pour les modules de la formation professionnelle. Tous les programmes de formation de la formation professionnelle ainsi que les méthodes didactiques y relatives sont accessibles sur le site Internet de «mySchool!». Pour l'enseignement général de la formation professionnelle, le SCRIPT coordonne les contenus mis en ligne et envisage l'élaboration de webfolios illustrant les modules des langues allemande et française à mettre en ligne sur le site Internet de «mySchool!».

Vu l'importance d'autres projets du CTE, la partie du budget de fonctionnement utilisée pour les contenus pédagogiques de «mySchool!» a été réévaluée et adaptée. Les contenus les moins souvent consultés et qui sont les plus coûteux ont été désabonnés en premier lieu.

Question 2473 (18.12.2012) de **MM. François Bausch et Camille Gira (déi gréng)** concernant **la libéralisation des services aéroportuaires:**

Mercredi, le 12 décembre 2012, le Parlement européen a refusé et renvoyé en commission parlementaire dans le cadre du débat du «paquet aéroportuaire» le règlement¹ par lequel la Commission voudrait libéraliser davantage les services rendus aux différents usagers de l'aéroport nécessaires à l'exercice de leurs activités aériennes comme par exemple les opérations de piste, le guidage au sol, dégivrage et nettoyage des avions, le ravitaillement huile et carburant, la manutention des bagages, le «handling» du tri postal et du fret.

La libéralisation de ces services n'est certes prévue que pour les grands aéroports avec un trafic annuel supérieur à cinq millions de mouvements de passagers ou à 100.000 tonnes de fret. Avec un nombre annuel de mouvements de passagers en dessous de deux millions, mais un volume de fret avoisinant les 650.000 tonnes, l'Aéroport national de Findel serait concerné pour les seuls services liés au fret.

Le règlement prévoit entre autres une obligation de passer d'un minimum de deux prestataires de services à trois afin d'augmenter la concurrence. Or, le Luxembourg peine déjà à trouver deux prestataires de services, le nombre prévu par la législation actuelle. Le problème serait d'autant plus grave que la directive actuelle impose uniquement une obligation de moyens, alors que la proposition de règlement imposera une obligation de résultat. Monsieur le Ministre Wiseler avait expliqué en date du 4 et du 10 janvier en commission parlementaire de la Chambre des Députés que ce règlement européen poserait «un grave problème», serait «impossible à mettre en œuvre au Luxembourg» et risquerait de poser de «réels problèmes d'un point de vue économique, tout en se révélant contreproductive» pour le fonctionnement de l'Aéroport national.

La Chambre des Députés partageait pleinement cette analyse et entendait renforcer la position de négociation du Gouvernement en votant le 26 janvier 2012, pendant la procédure du contrôle de subsidiarité des propositions législatives européennes, une résolution stipulant que le texte européen viole les principes de subsidiarité et de proportionnalité.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quelles suites le Gouvernement a-t-il réservées à la résolution votée par le Parlement le 26 janvier invoquant le principe de subsidiarité à l'égard de la gestion des services aéroportuaires?

2. Quelles ont été les démarches entreprises par le Gouvernement lors des réunions politiques et techniques du Conseil?

3. Quelles démarches le Gouvernement a-t-il entreprises afin de voir protégé le bon fonctionnement des services aéroportuaires à l'Aéroport national de Findel?

4. Quel serait l'impact d'une libéralisation des services aéroportuaires pour le «handling» du fret à l'Aéroport de Findel et les activités de LuxairCARGO dans ce domaine?

5. Est-ce que face au refus indirect du Parlement européen de ce règlement, Monsieur le Ministre voit-il une chance de renforcer le débat et de réaffirmer son refus également au niveau du Conseil des Ministres de l'UE et d'arriver à des modifications du texte? Dans l'affirmative, quelles seront les initiatives luxembourgeoises en la matière?

Réponse (30.1.2013) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Les honorables Députés Camille Gira et François Bausch s'enquerraient de la position adoptée par le Gouvernement lors de la négociation de la proposition de règlement du Parlement euro-

¹ Dont notamment le règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil [COM(2011)0824-2011/0397(COD)]

péen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil.

Cette proposition de règlement est censée venir remplacer la directive 96/67/CE du Conseil du 15 octobre 1996 transposée dans le droit national par la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'Aéroport de Luxembourg (...). Elle a notamment pour objet d'imposer deux prestataires de services pour chaque catégorie de prestations au-delà de deux millions de mouvements de passagers ou de 50.000 tonnes de fret, mais aussi un troisième prestataire de services à partir cinq millions de mouvements de passagers ou 100.000 tonnes de fret. Ces seuils devant être dépassés pendant trois ans d'affilée, seule la catégorie du fret est concernée à court terme.

Concernant la première question, il y a lieu de soulever que le Gouvernement a présenté et défendu l'avis de la Chambre des Députés au groupe de travail du Conseil européen dès la première lecture de la proposition de règlement sous examen.

Concernant la seconde et à la troisième question, le Gouvernement a énoncé une opposition de principe à l'introduction d'un 3^e prestataire de services. Il n'a malheureusement pas pu trouver un nombre d'alliés suffisant auprès d'autres nations pour faire pencher la balance en sa faveur sur cette question dû au fait que la majorité des aéroports ne connaissent pas de difficultés à trouver des agents en escale. La situation à l'Aéroport de Findel est, en effet, particulière car le client Cargolux présente à peu près 80% du marché d'assistance en escale visé.

À partir de ce constat, le Gouvernement a alors plaidé pour un certain nombre de mesures reprises dans le texte, parmi lesquelles il convient de citer:

- la limitation de l'obligation d'autoriser un nombre de prestataires d'assistance en escale à une obligation de moyens qui se résume à relancer tous les 18 mois - trois ans un nouvel appel d'offre si aucun autre prestataire ne souhaite s'établir;

- le soutien des propositions de dispositions en matière de dialogue social;

- la suppression pour un gestionnaire d'aéroports qui souhaite offrir des prestations d'assistance en escale de l'obligation de garantir une séparation légale entre les activités, c'est-à-dire de créer deux entités juridiques indépendantes, et l'introduction d'une simple séparation comptable;

- la suppression de l'exigence d'un agrément harmonisé;

- la limitation de l'obligation d'installer le système de coordination des services CDM qu'aux plus grands aéroports de l'Union européenne (exemption de l'Aéroport de Findel).

Concernant la quatrième question, il convient de préciser que sous la législation actuelle deux prestataires de services devraient être autorisés pour le fret. Pour l'instant, seul Luxair-CARGO offre ses services à l'Aéroport de Findel. Cargolux étant actuellement le client de Luxair-CARGO, cette dernière détient pratiquement 80% du marché en la matière et il est, dès lors, difficile pour un second prestataire de s'établir.

Le Gouvernement a alors, ensemble avec les autres États membres, non seulement insisté pour que la présence d'un certain nombre de prestataires ne soit qu'une obligation de moyens et ne devienne pas une obligation de résultat, mais aussi que ces moyens soient encadrés.

Un consensus autour du texte suivant a partant été trouvé: «Si une procédure d'adjudication ne permet pas de trouver un nombre suffisant de prestataires conformément à l'article 6, paragraphe 2, l'autorité adjudicatrice lance une nouvelle procédure dans les 18 mois qui suivent la fin de la procédure précédente. Après avoir consulté le comité des usagers, l'autorité adjudicatrice peut prolonger cette période jusqu'à 36 mois au plus.»

Concernant la dernière question, le Gouvernement reste, en ordre principal, d'avis que:

- il n'est pas opportun de passer d'une directive à un règlement communautaire;

- le règlement n'arrivera de toute façon pas, au vu de la situation particulière de l'Aéroport de Findel, à remplir son but concernant le fret;

- la directive existante contient assez d'éléments pour une mise en concurrence correcte.

Question 2474 (19.12.2012) de **Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **sanctions disciplinaires dans la fonction publique:**

L'article 47 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État comporte un catalogue de sanctions disciplinaires allant du simple avertissement à la révocation, cette dernière constituant la sanction disciplinaire la plus sévère. Selon le point 10. de cet article, la révocation entraîne non seulement la perte de l'emploi et du titre, mais également la perte du droit à la pension.

La perte du droit à la pension est atténuée par le mécanisme institué à l'article 4 de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension. Il n'en reste pas moins que l'agent concerné subit des effets patrimoniaux considérables.

Il a été jugé que la sanction disciplinaire revêtant un caractère de gravité certain doit être assimilée à une sanction pénale.

C'est dans ce contexte que nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

1) Est-ce que la perte du droit à la pension en cas de révocation d'un agent de l'État et donc le transfert des cotisations de la caisse de pension du secteur public à la caisse nationale de pension reste toujours justifié alors que les différences entre les deux régimes de pension public et privé se sont estompées au fil des années?

2) Est-ce que le mécanisme relatif au transfert des cotisations, tel que prévu à l'article 6 de la loi du 28 juillet 2000 précitée ne constitue pas une violation du principe d'égalité devant la loi alors que le montant perçu au titre des cotisations au régime de pension du secteur public dépassant le maximum cotisable au titre du régime de pension du secteur privé reste acquis au régime de pension du secteur public?

3) Est-ce que le fait d'infliger à un agent de l'État pour un même fait une sanction répressive sur le plan pénal ainsi qu'une sanction disciplinaire entraînant la révocation avec perte des droits à la pension n'est pas constitutif d'une violation de la règle ne bis in idem?

Réponse (23.1.2013) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

La question parlementaire posée par Madame la Députée Diane Adehm et Monsieur le Député Gilles Roth a trait à l'application des sanctions disciplinaires dans la fonction publique et elle vise à ce titre plus particulièrement la sanction de la révocation ainsi que les effets que cette peine peut entraîner sur les droits à la pension des fonctionnaires concernés. S'y ajoute encore in fine une interrogation concernant le respect du principe non bis in idem qui serait entravé dans les cas où les fonctionnaires sanctionnés auraient en même temps été sujets à une sanction pénale.

En ce qui concerne tout d'abord le volet relatif aux droits à la pension du fonctionnaire sanctionné par la peine de la révocation, il y a tout d'abord lieu de relever que l'article 47.10., alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit effectivement qu'en cas de révocation, le fonctionnaire encourt également la perte du droit à la pension sans préjudice quant aux droits découlant de l'assurance rétroactive. Cependant, l'article 47.10., alinéa 2 ajoute que: «Toutefois, la perte du droit à la pension n'est encourue que par le fonctionnaire visé par la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État.» L'article 4 de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension prévoit encore que toute personne relevant du champ d'application d'un régime spécial transitoire, ce qui vise notamment le régime prévu par la loi du 26 mai 1954, et qui est déchu de tout droit à la pension (pour quelque motif que ce soit), est assurée rétroactivement conformément à l'article 171 du Code des assurances sociales, c'est-à-dire que cette personne touchera une pension suivant les règles du régime général.

Pour répondre donc à la première question posée par les honorables Députés, à savoir si la perte du droit à la pension qui est encouru par le fonctionnaire révoqué est toujours justifiée au vu du fait que les différences entre les régimes de pension public et privé s'estompent, il y a lieu de répondre par l'affirmative alors que cette perte survient précisément dans les hypothèses où le fonctionnaire ressort d'un régime spécial transitoire, donc justement d'un régime qui présente encore des différences avec le régime général.

En ce qui concerne le transfert de cotisations en cas de changement de régime de pension du fonctionnaire révoqué, il est vrai que l'article 6 prévoit que: «L'assurance rétroactive n'ouvre pas droit à la restitution de la retenue pour pension au-delà du maximum cotisable.» Il s'agit encore une fois d'une disposition qui n'est pas spécialement liée au cas du fonctionnaire révoqué, mais qui s'applique à tous les cas dans lesquels l'assurance rétroactive est amenée à jouer. Elle s'explique par le fait qu'il n'existe pas vraiment de lien absolu entre les cotisations payées par un assuré et les prestations auxquelles il aura droit par la suite. Si on se cantonne au seul cas du fonctionnaire révoqué, il y a lieu de se demander en plus s'il faut encore accorder à ce fonctionnaire des avantages tenant à son ancien régime de pension.

Finalement, les honorables Députés s'interrogent sur l'application du principe non bis in idem au cas du fonctionnaire qui serait sanctionné pénalement et disciplinairement pour un même fait. Or, la jurisprudence a relevé à plusieurs reprises l'autonomie du droit disciplinaire par rapport au droit pénal en soulignant notamment que les finalités des sanctions dans le domaine pénal et disciplinaire ne sont pas les mêmes alors que la sanction pénale tend de manière générale à la préservation de l'ordre public ou de l'ordre social tandis que la répression disciplinaire tend à assurer la cohérence interne à l'administration en sanctionnant un agent ayant manqué à ses obligations et à sauvegarder la crédibilité auprès des administrés (cf. à ce titre TA du 12 mars 2008, Pas. Adm., V^o Fonction publique, n^o154). Cette approche a été confirmée à de nombreuses reprises par la Cour européenne des droits de l'Homme et plus récemment encore dans une affaire tranchée en date du 31 janvier 2012 (Durand c/ France, n^o10212/07).

Question 2475 (19.12.2012) de **M. Lucien Clement** (CSV) concernant la **procédure de recrutement des instituteurs de l'enseignement fondamental:**

Il résulte de l'article 5 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental que: «(...) Les candidats ayant passé avec succès les épreuves du concours sont nommés à la fonction d'instituteur dans l'ordre de leur classement jusqu'à concurrence du nombre des admissions à la fonction arrêté conformément aux dispositions de l'article 33. Le classement des candidats à l'issue du concours vaut pour l'année scolaire subséquente. (...)».

L'article 18 du règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental précise qu'après la session annuelle du concours, un classement est établi pour tous les candidats et que seuls les candidats classés en rang utile à l'issue du concours peuvent accéder à la fonction d'instituteur au début de l'année scolaire subséquente, dans la limite des postes disponibles et prioritairement selon la préférence, communiquée au Ministre.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de Réforme administrative:

1. Les Ministres peuvent-ils me faire part de leur appréciation de la légalité de l'article 18 du règlement grand-ducal précité, alors que la loi de base semble indiquer que le classement lors du concours est valable pour toute l'année scolaire subséquente?

2. Plus concrètement, une personne, classée en rang utile à l'issue du concours de l'année (X), mais qui, sans avoir attendu sa nomination à la fonction d'instituteur au début de l'année scolaire subséquente (X+1), décide de parachever son parcours universitaire, peut-elle, sur base de son classement accéder à la fonction d'instituteur

(i) en cours d'année scolaire (X+1) (après avoir terminé son année universitaire), ou

(ii) l'année scolaire suivante (X+2)?

Dans la négative, quelles sont les raisons à la base d'un tel refus? Quelles sont les options qui s'offrent dans le domaine de l'enseignement fondamental à cette personne en cours d'année scolaire (X+1)?

3. La personne visée sub 2. devra-t-elle repasser le concours en l'année (X+1), malgré sa réussite au concours et son classement en rang utile en l'année (X)? Dans l'affirmative, ne faudrait-il pas prolonger la durée de validité des résultats obtenus à l'occasion du concours d'instituteur?

4. Une personne, détentrice d'un diplôme de master, nommée à la fonction d'instituteur, a-t-elle actuellement droit à un surplus de salaire par rapport à une même personne, détentrice d'un bachelier professionnel?

Réponse commune (24.1.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Ad 1) et 2)

L'article 18 du règlement grand-ducal du 9 mars 2009 déterminant les modalités du concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental constitue une mesure d'exécution qui respecte des dispositions de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

L'apparente dissonance entre la disposition de l'article 5, alinéa 4, de la loi précitée («Le classement des candidats à l'issue du concours vaut pour l'année scolaire subséquente.») et la disposition de l'article 18, alinéa 2, du règlement grand-ducal précité («(...) les candidats classés en rang utile à l'issue du concours peuvent accéder à la fonction d'instituteur au début de l'année scolaire subséquente dans la limite des postes disponibles (...)») n'en est pas une.

Il résulte en effet des dispositions des articles 8 et 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental que les admissions à la fonction d'instituteur doivent coïncider avec le début d'une année scolaire:

1) Tout poste d'instituteur vacant auquel aucun instituteur n'a pu être affecté devra être déclaré vacant sur la première liste des postes vacants de l'année scolaire subséquente (article 9, alinéa 5, de la loi précitée).

2) Le Ministre établit chaque année la liste des postes d'instituteur vacants, qui est une liste nationale et qui est publiée au plus tard pour le 1^{er} juin de chaque année (article 9, alinéa premier, de la loi précitée).

3) Dans le cadre de la première liste des postes d'instituteur vacants seuls les instituteurs, c'est-à-dire des agents (déjà) nommés à la fonction d'instituteur, peuvent postuler (article 8, alinéas 3, 4 et 5, de la loi précitée; article 9, alinéa 2 de la loi précitée).

4) Après la fin des opérations de la première liste des postes d'instituteur vacants, le Ministre établit une nouvelle liste des postes restés vacants. Aux postes restés encore vacants sont affectés par ordre de priorité (conformément à l'article 5 de la loi précitée):

- les instituteurs nouvellement nommés à la fonction,

- des membres de la réserve de suppléants,

- des remplaçants.

Les nominations à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental ainsi que les affectations afférentes aux différents postes figurant sur les listes susmentionnées de postes d'instituteur vacants se font et prennent effet à partir du début de l'année scolaire subséquente à celle pendant laquelle ces listes sont publiées.

Des considérations exposées ci-dessus, il découle aussi que toutes les réponses aux questions posées par l'honorable Député sous le point 2) sont négatives. Par ailleurs une personne classée en rang utile à l'issue du concours d'accès à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental lors d'une année (X) et qui a renoncé à une nomination aux fonctions d'instituteur dans ce cadre, peut, le cas échéant, effectuer, suite à sa demande, des remplacements dans l'enseignement fondamental au cours de l'année scolaire (X+1) selon les modalités définies par la réglementation afférente.

Ad 3)

Les personnes s'étant classées en rang utile à l'issue du concours d'admission à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental et ayant renoncé à une nomination aux fonctions d'instituteur dans ce cadre, doivent se présenter de nouveau à un concours d'admission à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental, si elles veulent être nommées à la fonction afférente. Pour des raisons liées à la planification des besoins en personnel enseignant et éducatif et dans le souci de respecter la limite du nombre de postes à attribuer selon les dispositions de la loi budgétaire, conformément aux articles 5 et 33 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, il n'y a pas lieu de prolonger la validité des résultats obtenus à l'occasion d'un concours d'instituteur.



Ad 4)

Les traitements revenant aux agents nommés à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental sont ceux fixés à l'annexe C, rubrique IV. Enseignement, de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

En application de l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, les candidats à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental doivent être titulaires d'un diplôme de bachelier professionnel en sciences de l'éducation délivré par l'Université du Luxembourg ou d'un diplôme reconnu équivalent. Les dispositions sous rubrique ne prévoient pas de modes de rémunération ou d'indemnités particulières pour les agents nommés à la fonction d'instituteur qui sont détenteurs d'un diplôme de master.

Question 2476 (19.12.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **contournement d'Alzingen**:

RTL Radio Lëtzebuerg vient de publier une note de l'Administration des Ponts et Chaussées concernant le développement des infrastructures routières au sud-ouest de la ville de Luxembourg. Dans cette note on retrouve notamment un graphique montrant le tracé de la «nouvelle N3» qui prendrait son départ au sud de Alzingen et se raccorderait à la rue des Scillas à Howald.

Le tracé présenté dans cette note traverse des zones de protection d'habitats naturels, notamment une zone Natura 2000 au niveau du Roeserbann.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations et précisions concernant la réalisation du contournement d'Alzingen («nouvelle N3»)? Dans quelle phase se trouvent actuellement les travaux préparatoires? Le tracé présenté dans la note susmentionnée est-il déjà à considérer comme définitif?

- Monsieur le Ministre est-il au courant que le tracé proposé par l'Administration des Ponts et Chaussées traverse une zone de protection européenne?

Réponse (17.1.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet du contournement d'Alzingen.

À préciser tout d'abord que la note publiée par RTL concerne la «nouvelle N3» dont la partie centrale et la partie nord ont été présentées les 18 septembre et 17 octobre 2012 à la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés dans le cadre de la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructures telle qu'instaurée par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire. L'extrait de plan publié sur le site de RTL se limite au tronçon central du projet.

Par contre, le contournement sud de Alzingen (appelé contournement de Hesperange dans la note de RTL) constitue la partie sud de la «nouvelle N3» et fait partie des projets qui ont déjà été autorisés dans le cadre du débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures en 2011.

La note RTL précise aussi que le 12 décembre 2012 «le règlement grand-ducal où les zones de protection de la nature ont été enregistrées, a été publié au Mémorial», donc postérieurement à la motion de 2012 par laquelle la Chambre des Députés a autorisé l'élaboration des études de ce projet.

Le contournement sud de Alzingen tout comme la «nouvelle N3» dans son ensemble fait partie du PST (Plan directeur sectoriel transports) en phase 2.

Conformément au document discuté à la Commission du Développement durable en automne 2012, l'étude d'incidence sur les zones Natura 2000 a été lancée. À noter que le bilan de la SUP (strategische Umweltprüfung) réalisé dans le cadre du PST retient que les impacts positifs sur l'environnement humain et naturel prévalent sur les impacts négatifs et que ces derniers peuvent être minimisés dans le cadre des mesures compensatoires respectivement de l'adaptation du projet.

Cependant, le tracé n'est pas définitif. Le projet qui est soumis à la procédure prévue par la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des in-

cidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires doit être soumis par la suite au Conseil de Gouvernement pour décision sur la variante, après la consultation du public.

Question 2477 (19.12.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant le **rapport de l'Administration des enquêtes publiques sur un incident entre un avion et un véhicule en date du 21 janvier 2010**:

L'Administration des enquêtes publiques vient de publier son rapport sur un incident entre un avion et un véhicule de maintenance qui s'est produit en date du 21 janvier 2010 à l'Aéroport de Luxembourg.

Conformément à la loi du 30 avril 2008 portant création de l'Administration des enquêtes techniques, l'enquête technique a pour seul objet de prévenir de futurs accidents en déterminant les circonstances et les causes de l'évènement analysé et en établissant des recommandations de sécurité utiles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pourquoi ce rapport n'a pas pu être publié dans le délai prévu par la loi (douze mois après l'incident)?

- Lesquelles des recommandations de l'Administration des enquêtes techniques Monsieur le Ministre entend-il faire les siennes? Dans quels délais pourra-t-on s'attendre à leur mise en place?

- Est-il exact que l'acquisition d'un système de détecteur de mouvement pour les véhicules de maintenance n'a pas encore été réalisée malgré une soumission publiée déjà en 2010? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant empêché jusqu'ici une telle acquisition?

- Finalement, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre les raisons de la révocation du directeur de l'Administration de la navigation aérienne au 31 décembre 2012?

Réponse (24.1.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet du rapport d'enquête publié par l'Administration des enquêtes techniques (ci-après «AET») concernant l'incident du 21 janvier 2010 impliquant un avion Boeing 747-400 et une camionnette d'entretien.

Le délai suivant lequel le rapport final devait être établi par l'AET n'est pas de douze mois après l'incident. Suivant l'article 6, paragraphe 2, de la loi du 30 avril 2008 portant création de l'administration concernée celle-ci «adresse son rapport final dans les meilleurs délais au Ministre et si possible dans les douze mois suivant la date de l'accident ou de l'incident grave». Le législateur n'a partant pas souhaité imposer de délai contraignant à l'AET, mais a simplement exprimé le souhait qu'elle fasse de son mieux afin de rendre un rapport endéans douze mois.

En l'espèce, l'on ne saurait reprocher à l'AET d'avoir eu un retard quelconque dans son enquête alors que celle-ci a requis la collecte d'informations auprès d'intervenants multiples et que d'autres enquêtes ont eu lieu parallèlement puisque l'AET est une institution ayant des compétences d'enquêtes portant sur plusieurs domaines et non pas exclusivement l'aviation (rail, maritime, navigation intérieure).

Par le biais de son rapport, l'AET a, en effet, émis certaines recommandations.

Il échet de constater à l'heure actuelle que la majorité de ces recommandations portant sur l'adaptation de procédures, la mise à disposition des ressources, ainsi que la mise à jour des manuels, ont déjà été clôturées et validées par l'autorité de supervision nationale dans le cadre de la recertification du prestataire de services de navigation aérienne, l'Administration de la navigation aérienne (ci-après «ANA»), en octobre 2012.

L'ensemble des recommandations feront l'objet d'une analyse conjointe dans les prochaines semaines entre les différents services et administrations concernés aux fins de faire le point sur la situation. Certaines mesures structurelles devront faire l'objet d'un plan d'action à moyen/long terme.

Pour ce qui est de la recommandation de la mise en place d'un système de radar sol, la nécessité d'installer un tel système ne fait aucun doute. Le projet d'acquisition et d'installation du radar n'a, au vu du degré hautement complexe du projet et des contraintes en matière de législation sur les marchés publics, pas pu avancer comme initialement prévu par l'Admi-

nistration de la navigation aérienne. L'adjudicataire pour la réalisation du radar sol a entre-temps pu être désigné et un «project management plan» détaillé a été établi en collaboration avec Eurocontrol de sorte qu'à partir de 2014 le radar sol pourra fonctionner et à partir de l'été 2015 il devrait être complètement opérationnel.

En dernier lieu, il est à préciser que l'information selon laquelle le directeur de l'ANA aurait été révoqué, n'est pas correcte. Il a été proposé au directeur de l'ANA de rejoindre en tant que Premier Conseiller de Gouvernement les services du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ceci afin de renforcer les effectifs du Ministère par un juriste expérimenté. Ce renforcement permettra au Ministère du Développement durable et des Infrastructures de répondre aux exigences croissantes en matière de transposition en droit national de normes communautaires et internationales.

Question 2478 (19.12.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**encadrement d'enfants à troubles comportementaux**:

Je viens d'apprendre que le nombre d'enfants qui souffrent de troubles comportementaux sérieux va croissant si bien que les personnes chargées de leur encadrement se voient confrontées aux défis les plus divers. Il est par ailleurs un secret de Polichinelle que les capacités d'accueil des structures, destinées à aider et à accompagner ces enfants en difficultés, ne sont pas suffisamment développées pour répondre à l'ensemble des besoins qui se présentent à travers le pays.

Force est de rappeler également que les structures en question sont actuellement localisées soit dans la région centre, soit dans la région sud du Grand-Duché de Luxembourg. En d'autres termes, la prise en charge d'un tel enfant dans la région nord s'avère extrêmement laborieuse, voire impossible. Qui pis est, les parents habitant la partie septentrionale du pays et dont les enfants bénéficient, le cas échéant, d'un traitement spécialisé dans un hôpital de la capitale, doivent parcourir des distances considérables, ce qui leur fait perdre beaucoup de temps. Il va sans dire que le temps disponible à un tel traitement est très limité, ce qui ne profite sûrement ni aux enfants visés ni aux professionnels appelés à les guérir.

À noter que des communes et écoles fondamentales de la circonscription nord ont consacré des efforts appréciables pour élargir leur offre d'encadrement d'enfants à troubles comportementaux. En l'absence d'une structure pédopsychiatrique à proximité, ces efforts risquent de ne pas porter les fruits attendus. Hélas, il me revient d'ailleurs que le Ministère de la Santé n'a pas encore répondu à un appel écrit que les milieux intéressés lui ont adressé il y a quelques mois.

Voilà pourquoi, je prends la respectueuse liberté de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre se propose-t-il de créer une structure pédopsychiatrique dans le cadre du Centre Hospitalier du Nord (Ettelbruck/Wiltz) en vue d'y assurer des prises en charge aussi bien ambulantes que stationnaires?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il informer sur d'éventuelles démarches entreprises dans ce sens?

Réponse commune (15.2.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

L'augmentation des capacités d'accueil des structures, destinées à aider et à accompagner des enfants qui souffrent de troubles comportementaux est une nécessité, surtout pour la région nord de notre pays. À l'instar des internats thérapeutiques existants, la création d'une telle structure dans le nord du pays est actuellement en discussion avec un gestionnaire.

De même, un projet mené conjointement avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est en élaboration à Troisvierges. Ce projet consiste à créer une structure spécialement conçue pour enfants atteints de troubles comportementaux.

Par ailleurs, de manière plus générale, la prise en charge d'enfants ou de jeunes adolescents qui sont atteints de troubles psychiatriques se fait actuellement par le biais de différents services hospitaliers, à savoir:

- le département de psychiatrie juvénile de l'Hôpital Kirchberg (CHK) qui dispose de 23 lits, destinés aux mineurs âgés entre 14 et 18 ans

souffrant d'une pathologie psychiatrique en phase aiguë;

- l'unité de pédopsychiatrie à la Clinique pédiatrique du Centre Hospitalier du Luxembourg (CHL) qui a une capacité de huit lits pour accueillir des jeunes entre zéro et 13 ans en situation de crise;

- l'unité psychiatrique juvénile du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique à Ettelbruck (CHNP) qui dispose de douze lits appelée à héberger des adolescents de douze à 18 ans, qui présentent des troubles psychiatriques graves, nécessitant un traitement intensif à plus longue durée.

Par ailleurs, un hôpital de jour psychiatrique, qui est rattaché au service de psychiatrie juvénile du CHK, assure une prise en charge ambulatoire à des mineurs âgés entre 14 et 18 ans. Cet hôpital de jour psychiatrique se trouve effectivement pour le moment au «Centre médical», situé à côté de la Clinique Ste Marie à Esch-sur-Alzette.

Cette délocalisation temporaire ne constitue toutefois qu'une solution transitoire en attendant la concrétisation et la réalisation du projet définitif de localisation à Luxembourg-ville, ceci afin de faciliter la fréquentation pour les jeunes habitant la région nord ou certaines parties de l'ouest et de l'est du pays.

Le Ministre de la Santé peut dès lors parfaitement comprendre les observations développées par l'honorable Député en ce qui concerne les réticences éventuelles dont feraient état certains mineurs âgés entre 14 et 18 ans résidant dans le nord du pays pour se déplacer jusqu'à l'hôpital de jour à Esch-sur-Alzette afin d'y bénéficier d'une de prise en charge psychiatrique ambulatoire.

Dans ce contexte, le Ministre de la Santé vient de demander à ses services d'examiner toutes les options qui permettraient d'assurer une prise en charge ambulatoire psychiatrique plus proche de leur lieu de résidence aux mineurs concernés.

Question 2479 (19.12.2012) **M. Jacques-Yves Henckes** (Indépendant) concernant la **dette effective**:

La Chambre des Salariés vient de citer dans un bulletin d'information une étude de la «Stiftung Marktwirtschaft»¹ relative à la dette effective du Luxembourg: selon cette étude la dette explicite du Luxembourg serait de 19% du PIB en 2010, mais que sa dette implicite serait de 1.116% du PIB et ce au vu de la charge future des pensions du secteur public. Le Luxembourg ne serait dépassé que par l'Irlande dans ce scénario de catastrophe, alors que la Grèce aurait une dette implicite plus faible que le Luxembourg.

Vu que vous avez déclaré récemment à la Chambre des Députés que vous disposiez de chiffres relatifs à ce problème, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Existe-t-il une étude actuarielle relative aux pensions du secteur public (État, communes, CFL etc.)?

2. À défaut le Gouvernement peut-il fournir des estimations sur l'évolution futur des coûts des pensions du secteur public dans les cinq voire dix et 20 années à venir?

3. Les pensions du secteur public sont-elles couvertes exclusivement par les recettes budgétaires annuelles de l'État?

4. Quel est le montant moyen d'une pension vieillesse dans le secteur public par rapport au secteur privé en 2012?

5. Quel est le pourcentage de pensions dans le secteur public situé au-delà de 5.000 euros?

Réponse (7.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Dans le contexte de la question parlementaire n°2479 du 19 décembre 2012 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes, il y a lieu de souligner que l'étude de la «Stiftung Marktwirtschaft» sur la comparaison de la dette publique entre différents États membres de décembre 2011 se base sur des chiffres relatifs à l'évolution des dépenses publiques liées au vieillissement (pensions publiques, soins de santé et de

¹ Stefan Moog, Bernd Raffelhüschen: Ehrbare Staaten? Tatsächliche Staatsverschuldung in Europa im Vergleich. Stiftung Marktwirtschaft, Argumente zu Marktwirtschaft und Politik, Nr.115, Dezember 2011

longue durée,...) de la Commission européenne (CE) datant de l'année 2009. Or, depuis lors la CE a publié en 2012 des nouvelles projections sur l'évolution future des dépenses publiques liées au vieillissement. De ce fait il faut retenir que l'étude évoquée de la «Stiftung Marktwirtschaft» est périmée, notamment en ce qui concerne la comparaison des États membres suite au fait que depuis de multiples mesures de consolidation des finances publiques ont été entamées par différents États membres.

Les projections les plus récentes de la CE de 2012 indiquent que les dépenses liées au vieillissement du secteur public du Luxembourg augmenteraient jusqu'en 2060 de l'ordre de 12 points de pourcentage du produit intérieur brut (PIB). En ce qui concerne les dépenses liées aux pensions du secteur public, la charge financière progresserait de 9% du PIB en 2010 à 19% du PIB en 2060, soit une augmentation de dix points de pourcentage (doublement des dépenses des pensions publiques d'ici 2060). À préciser que dans le contexte des projections de la CE, et conformément avec les règles comptables du Système européen de comptabilité (SEC), le secteur public regroupe les secteurs de l'administration centrale, des administrations locales et des administrations de la sécurité sociale. En ce qui concerne les projections de la CE, les dépenses de pension des secteurs de l'administration centrale et locales (régimes spéciaux) resteront stables de l'ordre de 2% du PIB sur la période 2010-2060, tandis que les dépenses des administrations de sécurité sociale (régime général) évolueront de 7% du PIB en 2010 à plus de 16% du PIB en 2060.

Le scénario retenu par la CE suppose que la croissance de l'emploi sera en moyenne proche de 0,5% entre 2010 et 2060 et celle de la productivité de l'ordre de 1,5%. Sur la même période la croissance économique sera en moyenne de 2,0%. Pour l'année de base 2010, il est supposé que le salaire moyen de l'économie est de 3.710 euros, la pension moyenne du régime général de 1.750 euros et celle des régimes spéciaux de 4.840 euros. Suite à la réforme de régimes spéciaux en 1999, le montant moyen des pensions de ces régimes est censé diminuer progressivement au cours de la période de projection. Par contre, le montant moyen des pensions du régime général devra augmenter graduellement, et ceci suite à des carrières de plus en plus complètes des assurés féminins et des assurés non résidents. Les projections de la CE de 2012 supposent que l'ajustement des pensions, tel que défini à l'article 225 du Code de la sécurité sociale et applicable jusqu'en 2012, ne sera appliqué que de moitié à partir du moment où les dépenses dépassent les recettes de cotisations. Par contre, les projections de la CE en 2009 supposaient des ajustements entiers sur toute la période de projection de manière à ce que ces projections tablent sur un triplement des dépenses pour pensions publiques vers 2060 (26% du PIB en 2060).

L'impact financier de la réforme du système de pension, telle que votée en décembre 2012, est comparable aux résultats présentés dans le cadre des projections de la CE de 2012. Ainsi, et en termes de performances financières, la réforme des pensions publiques présente des résultats similaires aux projections de la CE de 2012 (demi-ajustement des pensions selon l'ancienne législation). Par contre, en comparaison avec le scénario retenu dans les projections de la CE de 2009 (ajustement entier des pensions selon l'ancienne législation), une réduction de plus d'un tiers des dépenses de pensions publiques vers 2060 est à retenir. Par ailleurs, ces résultats ont été présentés par le Gouvernement dans la 13^e actualisation du Programme de stabilité du Grand-Duché de Luxembourg pour la période 2012-2015 en avril 2012.

Question 2480 (20.12.2012) de **M. Claude Adam** (déi gréng) concernant l'éducation précoce:

L'éducation précoce, première année facultative du système scolaire luxembourgeois s'adressant aux enfants de trois ans, fut introduite comme projet-pilote dans les premières communes en 1998/1999. Depuis l'année scolaire 2009/2010, les communes sont désormais obligées à offrir l'éducation précoce. Dans sa réponse du 3 juin 2011 à ma question parlementaire n°1426 du 6 mai 2011 (cf. compte rendu n°14/2010-2011), Madame la Ministre a indiqué que le nombre d'enfants fréquentant

l'éducation précoce avait varié entre 4.036 enfants pour l'année scolaire 2008/2009, 4.105 pour l'année scolaire 2009/2010 et 3.961 selon les chiffres encore provisoires de l'année 2010/2011.

Vu qu'il est important de surveiller également la proportion des enfants qui ne fréquentent pas le précoce et d'analyser les raisons du choix des parents concernés, je souhaite avoir les informations supplémentaires suivantes:

1) Combien d'enfants fréquentaient l'éducation précoce pendant les années scolaires 2010/2011, 2011/2012 et 2012/2013 (chiffres provisoires)?

2) Quel est le pourcentage des enfants d'une même année de naissance ne fréquentant pas le précoce pour ces mêmes années scolaires?

3) Est-ce que le MENFP a identifié des facteurs expliquant la non-fréquentation du précoce?

4) De quelles informations est-ce que Madame la Ministre dispose concernant les enfants ne fréquentant pas le précoce? Quelle proportion est gardée à la maison? Quelle proportion est inscrite dans une crèche publique ou privée?

5) Quel est le niveau socioéconomique et socioculturel de ces enfants, respectivement de leurs parents? Quels sont leurs nationalités et leur première langue maternelle?

Réponse (25.1.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) et 2)

| Année scolaire | Enfants qui fréquentent le C1-précoce | % des enfants non-inscrits au C1-précoce |
|----------------|---------------------------------------|--|
| 2010/2011 | 4.101 | 25.4 |
| 2011/2012 | 4.182 | 26.6 |
| 2012/2013 | 4.234 | 24.3 |

Source: Fichier «Scolaria» du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP).

Les données se rapportant aux années scolaires 2010/2011 et 2011/2012 ont été extraites au cours du mois de février de l'année scolaire respective; ces chiffres en cours d'année diffèrent des chiffres disponibles à la rentrée compte tenu du solde migratoire (90 à 110 enfants dans la tranche d'âge afférente) ainsi que du fait que certaines communes procèdent à l'admission en cours d'année des enfants obtenant leurs trois ans entre septembre et janvier.

Pour l'année scolaire 2012/2013 le nombre d'inscriptions est ajusté en fonction des valeurs des deux années précédentes.

Afin d'établir le pourcentage des enfants qui ne fréquentent pas l'éducation précoce, les données fournies par l'IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale), basées sur le nombre d'enfants pour lesquels est versée une allocation familiale conformément à la législation en vigueur, ont été prises en considération.

Ad 3)

Dans le cadre de l'organisation de l'éducation précoce, des contraintes infrastructurelles peuvent empêcher des communes à offrir un maximum de plages hebdomadaires à un maximum d'enfants, notamment si le nombre d'enfants en âge de fréquenter l'éducation précoce varie considérablement d'une année scolaire à l'autre. Il convient cependant de noter dans ce contexte que les recommandations du ministère de prévoir un minimum de quatre plages par semaine par enfant sont suivies par les autorités communales et que le nombre de communes offrant huit plages, ce qui correspond à cinq matinées et trois après-midis, ne cesse de croître comme le démontrent les chiffres avancés supra.

L'éducation précoce fait partie de l'enseignement fondamental et de ce fait épouse l'horaire scolaire de l'école fondamentale. D'autre part, un certain nombre de parents souhaitent une prise en charge de leurs enfants s'étendant sur la toute la journée. Dans la mesure où certaines communes n'offrent pas de prise en charge en dehors des heures scolaires pour les enfants fréquentant l'éducation précoce, les parents concernés risquent de se mettre à la recherche d'autres prestataires répondant respectivement à leurs besoins et/ou à leurs souhaits.

Ad 4)

En ce qui concerne les enfants qui ne fréquentent pas l'éducation précoce, mon département ne dispose pas d'informations.

Ad 5)

Le MENFP ne dispose pas de données, de quelque nature qu'elles soient, concernant les enfants qui ne sont pas inscrits à l'éducation précoce.

Pour ce qui est des enfants inscrits à l'éducation précoce, le MENFP ne dispose pas de base de données nominatives concernant le niveau socioéconomique et socioculturel.

Le MENFP dispose toutefois de données relatives à la répartition des enfants fréquentant l'éducation précoce suivant leur 1^{re} langue parlée et suivant leur nationalité qui s'annonce comme suit pour les années scolaires 2010/2011 et 2011/2012:

| 1 ^{re} langue parlée | 2010/2011 | 2011/2012 |
|-------------------------------|-----------|-----------|
| afrikaans | 0,02% | 0,02% |
| albanais | 0,71% | 0,65% |
| allemand | 2,12% | 2,20% |
| américain | 0,02% | 0,12% |
| amharique | 0,02% | 0,02% |
| anglais | 1,85% | 2,56% |
| arabe | 0,44% | 0,41% |
| arménien | 0,05% | 0,05% |
| bengali | 0,02% | |
| biélorusse | | 0,02% |
| bosnien | 0,90% | 0,86% |
| bulgare | 0,05% | 0,12% |
| cantonais | 0,10% | |
| castillan | 0,02% | |
| chinois | 0,88% | 0,86% |
| coréen | 0,02% | |
| créole | 0,10% | 0,26% |
| créole capverdien | 0,68% | 0,86% |
| croate | 0,05% | 0,17% |
| danois | 0,15% | 0,17% |
| espagnol | 0,71% | 1,08% |
| estonien | 0,05% | 0,07% |
| finlandais | 0,07% | 0,07% |
| flamand | 0,12% | 0,05% |
| français | 12,73% | 14,16% |
| grec | 0,02% | 0,10% |
| haïtien | 0,02% | |
| hindi | 0,05% | 0,07% |
| hongrois | 0,17% | 0,14% |
| indéterminée | 0,21% | 0,04% |
| irlandais | 0,02% | 0,05% |
| islandais | 0,15% | 0,10% |
| italien | 2,00% | 2,13% |
| japonais | 0,05% | 0,05% |
| kosovar | 0,07% | 0,12% |
| lao | | 0,02% |
| letton | | 0,02% |
| lituanien | 0,02% | 0,10% |
| luxembourgeois | 41,16% | 39,12% |
| macédonien | 0,22% | 0,17% |
| malien | 0,02% | 0,02% |
| mandarin | 0,02% | |
| monténégrin | 1,39% | 1,27% |
| néerlandais | 0,66% | 0,57% |
| népalais | 0,12% | 0,02% |
| norvégien | 0,05% | |
| persan | 0,05% | 0,12% |
| polonais | 0,49% | 0,74% |
| portugais | 26,60% | 26,21% |
| roumain | 0,17% | 0,22% |
| russe | 0,54% | 0,57% |
| serbe | 1,88% | 1,75% |
| slovaque | 0,07% | 0,10% |
| slovène | | 0,05% |
| suédois | 0,20% | 0,14% |
| tchèque | 0,29% | 0,12% |
| thaïlandais | 0,15% | |
| tongien | 0,02% | |
| turque | 0,20% | 0,26% |
| ukrainien | 0,02% | 0,02% |
| vietnamien | 0,07% | 0,14% |
| wolof | 0,02% | 0,02% |
| yougoslave | 0,93% | 0,65% |

| nationalité | 2010/2011 | 2011/2012 |
|----------------|-----------|-----------|
| afghane | | 0,02% |
| albanaise | 0,07% | 0,05% |
| algérienne | 0,07% | 0,12% |
| allemande | 1,73% | 1,77% |
| américaine | 0,15% | 0,19% |
| angolaise | | 0,02% |
| argentine | | 0,02% |
| arménienne | | 0,02% |
| australienne | | 0,02% |
| autrichienne | 0,07% | 0,05% |
| bangladaise | 0,02% | |
| biélorussienne | | 0,02% |

| | | |
|-----------------|--------|--------|
| belge | 2,00% | 2,32% |
| bosniaque | 0,49% | 0,48% |
| brésilienne | 0,12% | 0,19% |
| britannique | 0,68% | 1,12% |
| bulgare | 0,05% | 0,07% |
| camerounaise | 0,05% | |
| canadienne | 0,07% | 0,05% |
| cap-verdienne | 0,63% | 0,31% |
| chilienne | | 0,02% |
| chinoise | 0,49% | 0,48% |
| chypriote | | 0,02% |
| congolaise | 0,05% | 0,07% |
| croate | | 0,05% |
| danoise | 0,15% | 0,19% |
| égyptienne | 0,02% | 0,02% |
| espagnole | 0,54% | 0,60% |
| estonienne | 0,05% | 0,05% |
| finlandaise | 0,07% | 0,07% |
| française | 5,17% | 5,67% |
| grecque | | 0,07% |
| Guinée-Bissau | | 0,02% |
| guinéenne | | 0,05% |
| haïtienne | 0,10% | 0,05% |
| hongroise | 0,15% | 0,07% |
| indéterminée | 0,41% | 0,41% |
| indienne | 0,05% | 0,07% |
| iranienne | 0,05% | 0,02% |
| irakienne | | 0,02% |
| irlandaise | 0,32% | 0,38% |
| islandaise | 0,12% | 0,05% |
| italienne | 1,27% | 1,70% |
| ivoirienne | 0,02% | |
| japonaise | 0,02% | |
| kényane | | 0,02% |
| kosovare | 0,51% | 0,31% |
| lettonne | | 0,07% |
| lituanienne | 0,02% | 0,05% |
| luxembourgeoise | 56,96% | 56,24% |
| macédonienne | 0,15% | 0,19% |
| malaisienne | 0,02% | 0,02% |
| maltaise | | 0,02% |
| marocaine | 0,05% | 0,02% |
| mauricienne | 0,02% | 0,07% |
| monténégrine | 1,98% | 1,58% |
| néerlandaise | 0,73% | 0,48% |
| néo-zélandaise | 0,02% | |
| népalaise | 0,12% | 0,02% |
| nigérienne | 0,02% | 0,02% |
| norvégienne | 0,05% | |
| pakistanaise | 0,02% | 0,02% |
| péruvienne | | 0,02% |
| philippine | 0,10% | 0,05% |
| polonaise | 0,34% | 0,57% |
| portugaise | 21,36% | 21,02% |
| roumaine | 0,17% | 0,19% |
| russe | 0,07% | 0,07% |
| rwandaise | 0,02% | |
| sénégalaise | 0,02% | 0,02% |
| serbe | 1,17% | 1,10% |
| slovaque | 0,02% | 0,12% |
| slovène | | 0,05% |
| sud-africaine | 0,07% | 0,05% |
| sud-coréenne | 0,02% | |
| suédoise | 0,15% | 0,17% |
| suisse | 0,10% | 0,05% |
| syrienne | 0,02% | |
| tchèque | 0,17% | 0,05% |
| togolaise | 0,02% | |
| tunisienne | 0,02% | 0,07% |
| turque | 0,02% | 0,14% |
| ukrainienne | 0,05% | 0,05% |
| vietnamienne | 0,02% | 0,02% |
| yougoslave | 0,05% | |
| zambienne | 0,02% | |

Pour l'année scolaire 2012/2013, les données afférentes ne sont pas encore disponibles.

Question 2481 (24.12.2012) de **MM. Marcel Oberweis** et **Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant le **cancer de la peau au Luxembourg**:

Selon un article du journal «La Libre Belgique» paru le 4 décembre 2012, des études menées en Europe relèvent l'exposition alarmante des européens aux rayons UV. En Lettonie par

exemple, 19% des élèves âgés entre huit et douze ans prétendent déjà avoir utilisé les bancs solaires. Des spécialistes en dermatologie craignent une croissance drastique des cas de mélanomes d'ici 15 à 20 ans. Une autre étude effectuée en Italie constate que 18% des Italiens font du banc solaire sur toute l'année, alors que 45% en font durant la mauvaise saison.

En outre, une plus vaste analyse nous apprend qu'un sur 20 cancers de la peau serait attribuable à l'emploi de ces bancs solaires. Les jeunes générations seraient le plus exposées au risque de développement de mélanomes, et notamment la population masculine. Enfin, une autre enquête prèdit qu'en Europe, une personne sur dix développera au cours de sa vie un cancer de la peau. Une des causes nous paraît désormais évidente.

C'est dans ce cadre que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il de données statistiques et/ou d'études qui permettraient de cerner ce phénomène au Luxembourg? Quelle est la fréquence d'exposition aux rayons UV (naturels et artificiels) de notre population?

- Au cas où cette fréquence s'avère relativement importante, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre pour débanaliser l'exposition aux rayons UV via notamment les bancs solaires?

- Monsieur le Ministre serait-il prêt à présenter un projet de loi visant à définir un cadre légal sur l'interdiction des bancs solaires aux personnes mineures, comme c'est le cas de la Belgique?

Réponse (28.1.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Je tiens à informer les honorables Députés que mes services ne disposent pas de chiffres précis concernant la fréquence d'exposition de la population luxembourgeoise à des rayons UV. Dès lors, une mise en rapport entre cette exposition et le nombre de mélanomes de la peau diagnostiqués auprès de la population autochtone n'est pas possible.

En ce qui concerne plus particulièrement l'exposition de la population à des rayons UV artificiels, le Ministère de la Santé avait déjà en 1995 publié une recommandation concernant l'exploitation et l'utilisation de bancs solaires. Cette recommandation est consultable sur le site du Ministère.

(<http://www.ms.public.lu/fr/activites/radioprotection/info-non-ionisants/rayonnem-ultravio/index.html>)

La recommandation invite notamment les personnes ayant suivi ces cours de veiller à ce que ni des enfants, ni des adolescents, ni des personnes à peau très sensible aux UV n'utilisent les bancs solaires. Elle comporte encore des avertissements concernant entre autres les risques de cancer de la peau, le vieillissement prématuré de la peau, ainsi que les risques pour les yeux.

Ensemble avec la Chambre des Métiers respectivement la Chambre de Commerce, la division de la Radioprotection de la direction de la Santé organise annuellement des cours de formation pour exploitants de bancs solaires.

Les exploitants d'instituts de bronzage, qui ont participé à cette formation, peuvent soumettre leur établissement à un système de contrôle volontaire réalisé par les services de la direction de la Santé. Lorsque dans le cadre d'un tel contrôle, il est constaté que l'établissement applique les recommandations en matière d'hygiène et d'avertissements sur les risques sanitaires, il lui est délivré un label attestant de sa conformité avec lesdites recommandations.

Depuis 2005, des campagnes de sensibilisation aux risques liés à l'exposition excessive aux rayons UV se sont par ailleurs adressées à différents groupes cibles.

De surcroît, mon ministère, de concert avec la Société luxembourgeoise de dermatologie-vénérologie, a lancé en mai 2012, pour la septième fois, la campagne de sensibilisation au sujet du cancer de la peau, qui poursuit un double objectif:

- sensibiliser le public aux méfaits du soleil en limitant l'exposition aux rayons UV,
- informer le public que le dépistage précoce d'une tumeur maligne de la peau peut sauver la vie.

Toujours est-il qu'aucune norme contraignante ne s'applique aux solariums.

Cela étant, je viens de charger mes services d'élaborer le texte d'un avant-projet de loi portant réglementation des bancs solaires, donc y compris les conditions ayant trait à leur utilisation.

Question 2482 (24.12.2012) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant la direction de la section «Public Health» du CRP-Santé:

Die Abteilung „Public Health“ des CRP-Santé steht dem Vernehmen nach vor großen Umrwälzungen und eine auf der Internetpräsenz dieses nationalen Forschungszentrums veröffentlichte Anzeige für die Neubesetzung des Führungspostens in dieser besagten Abteilung scheint denn auch diese Vermutung zum Teil zu bestätigen. Das Anforderungsprofil für diese Führungsposition scheint zu bestätigen, dass die Qualifizierungsansprüche an die neue Führungskraft demnach höher gestellt werden, als sie es noch in den letzten zwölf Jahren war.

Fragen:

1) Wieso wird jetzt ein Abschluss als medizinischer Arzt mit PhD-Abschluss eingefordert, wo bisher weder Arztausbildung noch PhD-Studium als Kernkompetenz gefragt waren?

2) Warum muss der Kandidat perfekt Englisch und Französisch beherrschen?

3) In dieser Anzeige geht die Rede von „internationaler Positionierung“ dieser Abteilung. Welche - aufgrund von veröffentlichten Rankings - internationale Position hat diese Abteilung „Public Health“ des CRP-Santé mittlerweile erreicht?

4) Wo ist die Abteilung „Public Health“ in ihrer Entwicklung angekommen, wohl wissend, dass es dieses CRP bereits über 20 Jahre gibt?

5) Wird der/die ausgewählte Kandidat/in automatisch den Posten des beigeordneten Direktors des CRP-Santé zuerkannt bekommen, so wie dies bisweilen der Fall war?

Réponse (22.1.2013) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Im Zusammenhang mit der vorliegenden Frage ist es vorab sinnvoll, erneut (ich verweise auf die Antworten zu verschiedenen Anfragen des ehrenwerten Abgeordneten) an das im Forschungsrahmengesetz vom 9. März 1987 verankerte Prinzip der Autonomie der öffentlichen Forschungszentren zu erinnern. Personalpolitik und Geschäftsführung obliegen also in erster Instanz den Verwaltungsräten der öffentlichen Forschungszentren.

Die bisherige Leiterin des „Centre d'Études en Santé (CES)“, einer Einheit der Abteilung „Santé Publique“, hat beschlossen, sich neuen beruflichen und privaten Zielen zu widmen und wird Anfang 2013 nach zwölfjähriger, erfolgreicher Tätigkeit das CRP-Santé verlassen.

Im Sinne der aktuellen Praxis und des kommenden Gesetzesentwurfs über die öffentlichen Forschungszentren hat der Verwaltungsrat beschlossen, einen Abteilungsleiter (directeur de département) für die gesamte Abteilung „Santé Publique“ zu ernennen. Dieser Posten, der über das CES hinausgeht, hat so bisher nicht bestanden. Es ist auch zu bemerken, dass die Arbeitsbereiche und die Fragestellungen an die Abteilung „Santé Publique“ über die letzten zwölf Jahre erheblich ausgeweitet wurden. Es ist daher nur normal, dass die Qualifikationsansprüche an die neue Führungskraft diesem Umstand angepasst werden.

Die Qualifikation als Mediziner ist erfordert, da die meisten Themenbereiche direkt medizinische Fragen betreffen und ein gutes Grundverständnis der Thematik Voraussetzung für eine erfolgreiche Arbeit ist. Eine solide Ausbildung als Forscher (wie z. B. durch ein PhD bescheinigt) ist auch nötig, da der Forschungsanteil an den Aktivitäten der Abteilung stetig zunimmt.

Englisch ist heute die internationale Sprache der Forschung. Französisch als gebräuchliche schriftliche Amtssprache ist notwendig als Kommunikationsmittel mit den hauptsächlichen Kollaborationspartnern der Abteilung (z. B. Ministère/direction de la Santé, Ministère de la Sécurité sociale, Caisse Nationale de Santé, Krankenhäuser...).

Die Abteilung „Santé Publique“ hat über die letzten Jahre die Resultate ihrer Forschung vermehrt in internationalen Wissenschaftszeitungen publiziert und dadurch eine größere Sichtbarkeit erlangt. Einzelheiten zu den Publikationen können über die Internetseite des CRP-Santé eingesehen werden. Die Abteilung hat auch aktiv an europäischen Forschungsprojekten teilgenommen oder diese teils sogar selbst geleitet.

Im Sinne der Leistungsverträge mit der Regierung wurde die Abteilung „Santé Publique“ Ende 2012 von internationalen Experten bewertet. Die Ergebnisse dieser Evaluierung werden in Kürze der zuständigen Kommission der Abgeordnetenkammer vorgestellt und veröffentlicht werden.

Die Ernennung eines beigeordneten Direktors des CRP-Santé obliegt dem Verwaltungsrat. Es gibt diesbezüglich weder gesetzliche noch interne Vorgaben bzw. Automatismen.

Question 2483 (31.12.2012) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant la contribution financière du Luxembourg à l'OMS:

Kürzlich war die WHO-Direktorin Dr. Margaret Chan zu einem Arbeitsbesuch in Luxemburg. Unter anderem lobte sie das luxemburgische Gesundheitssystem, das für alle Bürger den gleichen Zugang zur medizinischen Versorgung gewährt und auf einer generellen Solidarität beruht. Dies entspricht der Philosophie der Weltgesundheitsorganisation und hat in den Augen der Direktorin Vorzeigecharakter. Ihr Besuch war aber unter anderem auch politisch motiviert, denn die Weltgesundheitsorganisation ist 65 Jahre nach ihrer Gründung reformbedürftig und muss neu ausgerichtet werden. Deshalb muss sie von den Mitgliedsländern unterstützt werden. Hierfür müssen politische Entscheidungen betreffend die Finanzierung getroffen werden.

Fragen:

1) Welche konkrete finanzielle Hilfe hat das Gesundheitsministerium der Direktorin der Weltgesundheitsorganisation versprochen?

2) Ist noch ein anderes Ministerium, wie zum Beispiel das Familienministerium, finanziell involviert, um Projekte wie die Familienplanung weltweit zu unterstützen? Wenn ja, um welchen Betrag handelt es sich?

3) Gibt es außer den finanziellen Unterstützungen noch andere Verpflichtungen, die von der Regierung eingehalten werden müssen?

Réponse commune (11.2.2013) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est une organisation internationale spécialisée, liée à l'Organisation des Nations Unies, et dont le siège est à Genève.

Pour assurer son rôle qui, selon la constitution de l'OMS, consiste à amener tous les peuples du monde au niveau de santé le plus élevé possible, l'OMS se fixe des orientations stratégiques visant à soutenir les États membres dans leurs efforts d'amélioration de la santé des populations. Ainsi, les fonctions essentielles de l'OMS peuvent se résumer en la promotion de la santé à travers l'élaboration de directives, de plans stratégiques et d'autres outils de lutte contre les maladies.

La contribution financière du Luxembourg à l'OMS se chiffre pour l'exercice budgétaire 2013 à 338.100 euros (budget du Ministère de la Santé).

Parmi les instruments juridiques émanant de l'OMS et qui ont force obligatoire dans les États membres, donc y compris au Luxembourg, peut être cité à titre d'exemple le Règlement sanitaire international (RSI, 2005). Cet instrument a pour but de prévenir les risques graves pour la santé publique pouvant constituer une menace dans le monde entier, ceci en prenant les mesures qui s'imposent.

Rappelons également que la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, qui constitue d'ailleurs le premier traité international adopté dans le cadre de cette organisation internationale, a été approuvée par une loi du 8 juin 2005, adoptée à l'unanimité par la Chambre des Députés.

Dans le cadre d'une visite de travail au Luxembourg, début décembre 2012, le directeur général de l'OMS, Madame le Dr Margaret Chan, a eu, au niveau du Gouvernement, des entrevues avec la Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire ainsi qu'avec le Ministre de la Santé.

Au cours de ces entrevues ont été évoqués la contribution luxembourgeoise aux programmes de l'OMS, la réforme en cours de l'organisation ainsi que les défis qui attendent l'OMS après l'année 2015, notamment en vue de la discussion sur la refonte des objectifs du millénaire au développement (OMD).

Depuis la signature de l'accord-cadre du Luxembourg avec l'OMS, une des priorités thématiques de celle-ci, financée depuis plusieurs années par le Luxembourg (ligne budgétaire 35.030), se concentre sur la santé infantile, des adolescents et la santé maternelle. Les activités entreprises au titre de cet objectif stratégique visent principalement à assurer l'accès universel à des interventions de santé publique efficaces

pour la mère, le nouveau-né, l'enfant et l'adolescent, et à la santé sexuelle et génésique.

Depuis 2006, les contributions totales du Luxembourg à cette priorité thématique se sont élevées à hauteur de 13.530.000 EUR (contribution 2013: 2.200.000 EUR).

Question 2485 (3.1.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant la démolition de l'ancien poste douanier de Wormeldange:

In einem Bericht in der Online-Ausgabe einer großen Tageszeitung vom 6. September 2012 wurde über die Abrissarbeiten am Zollhaus in Wormeldingen berichtet. Es wurde in diesem Beitrag darauf hingewiesen, dass diese Infrastruktur nicht mehr benötigt werde und dass das Gebäude baufällig sei. Nun begibt es sich allerdings, dass an der Brückenseite, Richtung Grevenmacher, quasi zur selben Zeit ein größeres Bauvorhaben in Angriff genommen wurde. Bei diesen Bauarbeiten wurde eine tiefe Baugrube ausgehoben. Von diesen Arbeiten wurde im Beitrag nichts erwähnt, obwohl zu jenem Zeitpunkt die Erdaushubarbeiten an der Baustelle seitlich der Moselbrücke unabsehbar waren.

Fragen:

1) Gibt es einen direkten Zusammenhang zwischen dem Bauvorhaben seitlich der Grenzbrücke in Wormeldingen und der Entscheidung, das Zollhaus abzutragen?

2) Wurde ein Antrag einer Drittperson gestellt mit der Bitte an die zuständigen Obergkeiten, dieses Zollhaus entfernen zu lassen?

3) Kann der Minister bestätigen, dass es ausschließlich die Idee und Initiative der zuständigen Bauverwaltung war, dieses Zollhaus zu diesem Zeitpunkt und mit den im Beitrag angeführten Argumenten abtragen zu lassen?

4) Musste der Minister im Rahmen der Prozedur sein ausdrückliches Einverständnis für diese Abrissaktion geben?

5) Was ist der genaue Kostenpunkt des Abrisses sowie der anschließenden Instandsetzung des Vorplatzes auf der Wormeldinger Brücke?

Réponse (20.2.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Der Herr Abgeordnete fragt Informationen zu dem eventuellen Zusammenhang zwischen einem privaten Bauvorhaben in Wormeldingen und den Abrissarbeiten am Zollhaus in Wormeldingen.

Die Straßenbauverwaltung kann bestätigen, dass es nur indirekt einen Zusammenhang zwischen dem Bauvorhaben einer privaten Kellerei und der Entscheidung, das Zollhaus abzutragen, gibt.

Sowohl die Straßenbau- und die Bautenverwaltung als auch die Gemeindeverwaltung vertreten denselben Standpunkt hinsichtlich des Abrisses des Gebäudes, da das Zollgebäude alt und baufällig war und vom Staat nicht mehr genutzt wurde. Außerdem waren die obengenannten Entscheidungsträger auch der Meinung, dass das neue private Gebäude sich auf jeden Fall besser in das Ortsbild einfügen würde, wenn das Zollhaus nicht im Vordergrund die Sicht auf das Gebäude beeinträchtigen würde.

Es wurde auch tatsächlich in dem Sinne ein Antrag einer Drittperson im März 2011 gestellt, das Zollhaus entfernen zu lassen, da dieses Zollhaus einen Dachüberstand von etwa einem halben Meter auf das Privatgelände hatte.

Der Abriss des Zollgebäudes sowie die Instandsetzung des Vorplatzes wurden unter der Verantwortung der Bautenverwaltung durchgeführt.

Die Höhe der Kosten für die oben erwähnten Arbeiten betragen 100.000 Euro und sind von der Bautenverwaltung getragen worden.

Question 2486 (7.1.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant la sécurité sur les pistes cyclables:

Das Fahrradfahren wird immer populärer und es gibt gute Entwicklungen. Allerdings stellt man fest, dass die Sicherheitslage auf den Fahr-

radwegen sich nicht unbedingt mit verbessert. Grund ist das Benutzen dieser Radwege durch Rollerskater, Fußgänger mit oder ohne Tiere (an der Leine oder nicht), landwirtschaftliche Geräte bis hin zu Reiter/innen, die diese Wege verständlicherweise den normalen Straßen vorziehen (ob legal oder nicht).

Fragen:

1) Gelten für die Fahrradwege in gleichem Maße der „Code de la Route“ und alle anderen Reglements wie für eine normale Straße?

2) Wie sieht es mit dem An-der-Leine-Führen von Hunden aus?

3) Wie sieht es mit der Anwendung von Versicherungen aus, wenn es zu Vorfällen kommt? (Haftpflichtversicherung, wenn ein Radfahrer einen Spaziergänger anstößt)

4) Wie wird auf den ausgewiesenen Radwegen überholt? Muss der Radfahrer auf der rechten Seite des Fußgängers vorbeifahren oder auf der linken?

5) Muss der Fußgänger wie auf einer normalen Straße auf der ihm entgegenkommenden Seite des Verkehrs gehen oder kann er in der Mitte der Straße gehen, ohne sich an die grundlegenden Regeln des „Code de la Route“ zu halten?

6) Sind die Regeln, die in Luxemburg für Fahrradwege gelten, ebenfalls europaweit anwendbar und kommen sie in der Tat so zur Anwendung? Gibt es einen „Code de la route européen“?

7) Gibt es eine nationale Internetseite, auf der die aktuellen Regeln für die Radwege nachzulesen wären?

Réponse (22.2.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet de la circulation sur les pistes cyclables («Fahrradwege»), indiquées par le signal D,4.

Tout d'abord, il y a lieu de préciser que les dispositions générales du Code de la Route visent la circulation des usagers sur l'ensemble de la voie publique. Ces dispositions générales peuvent être complétées par des dispositions particulières en fonction du type de voie publique; c'est le cas pour les pistes cyclables.

L'accès en est réservé aux cyclistes. Les conducteurs en service urgent et les conducteurs assurant l'entretien, le nettoyage, le déneigement ou le débaiement de la voie publique ou l'entretien de l'équipement routier peuvent y accéder pour autant que leur service l'exige (art. 104). Les piétons peuvent emprunter les pistes cyclables lorsqu'il n'y a ni trottoir, ni chemin pour piétons, ni accotement, et à condition de céder le passage aux cyclistes (art. 104 et 162).

En ce qui concerne l'éventuelle obligation de tenir les chiens en laisse, l'on précise que le Code de la Route retient que toute personne qui emprunte la voie publique doit éviter de gêner ou de mettre en danger sans nécessité les autres usagers (art. 117). Il est par ailleurs interdit de laisser divaguer des animaux sur la voie publique (art. 161).

En cas d'incident, les règles de droit commun concernant la responsabilité civile prévalent.

Le cycliste qui passe à côté d'un piéton qui se promène dans le même sens n'effectue pas un dépassement au sens du Code de la Route. Par contre, s'il passe à côté d'un autre cycliste, il effectue un dépassement (art. 2). Le dépassement se fait en principe à gauche, selon les dispositions des articles 125 et 126, le conducteur dépassé ayant l'obligation de circuler près du bord droit (art. 118).

Les piétons peuvent emprunter toute la largeur de la piste cyclable (art. 162).

Les dispositions retenues dans les codes de la route des pays européens ont, pour la plupart d'entre eux, leur origine dans celles de la convention sur la circulation et la signalisation routières, signée à Vienne en 1968 et adaptée périodiquement depuis lors. Par contre, il n'y pas de Code de la Route européen proprement dit valable pour l'ensemble des pays européens.

Par conséquent, des divergences sont possibles d'un pays à l'autre, en général sur des points de détail ou de moindre importance.

À l'heure actuelle, les dispositions particulières aux pistes cyclables ne sont pas accessibles sur un site particulier. Or, la législation routière est accessible sur Internet et en particulier sur Legilux.

Question 2488 (7.1.2013) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant les **pilules contraceptives de troisième génération**:

Récemment, en France, une jeune femme ayant subi un accident cardio-vasculaire dû à des pilules de troisième génération avait porté plainte contre un géant pharmaceutique. Suite à la polémique qui enfla dès lors, la Ministre de la Santé française a décidé le 2 janvier 2013 de mettre fin au remboursement des pilules contraceptives de troisième génération dès le 31 mars 2013.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Les pilules en question sont-elles aussi en vente au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis et les craintes de son homologue française et entend-il intervenir dans le même sens, voire les retirer du marché?

Réponse (8.2.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

1. Les pilules contraceptives dites «de 3^e et 4^e génération» sont commercialisées au Luxembourg.

2. Les contraceptifs oraux estroprogestatifs sont parmi les moyens les plus efficaces pour la prévention des grossesses non désirées. Tous les contraceptifs estroprogestatifs sont cependant associés à une augmentation du risque d'accident thromboembolique artériel ou veineux.

Il est établi que pour les contraceptifs de 3^e et 4^e génération, le risque de complications thromboemboliques veineuses est plus élevé que pour les pilules de 2^e génération, mais reste faible. Le Résumé des Caractéristiques du Produit (RCP) rend attentif à ces risques.

3. À condition de respecter les recommandations du RCP, et en prenant en compte les facteurs de risque, tout comme en évaluant la balance bénéfice-risque individuelle pour chaque patiente, le risque de thrombose chez les femmes prenant un contraceptif oral combiné reste faible, mais les conséquences d'une thrombose sont potentiellement graves.

Avant toute prescription, il est ainsi important de rechercher des facteurs de risque de thrombose personnels ou familiaux. Chez les femmes ayant des facteurs de risque constituant une contre-indication, un autre mode de contraception devrait être envisagé.

Il convient, dans ce contexte, de rappeler que le risque de troubles vasculaires augmente avec l'âge, et certainement à partir de 35 ans.

Il est aussi recommandé d'effectuer un suivi clinique afin de surveiller la tolérance au traitement, en particulier au cours des périodes où le risque de thrombose est le plus élevé, c'est-à-dire au cours de la première année de traitement et en cas de passage d'un contraceptif d'une génération à un contraceptif d'une autre génération.

Mes services viennent ainsi de rappeler par voie de circulaire au corps médical les risques de thrombose associés aux contraceptifs oraux combinés, l'importance de procéder à une balance bénéfice-risque individuelle pour chaque patiente, ainsi que l'importance d'effectuer un suivi régulier des patientes.

4. À la demande de la France, le Comité sur l'évaluation des risques relatifs à la Pharmacovigilance de l'Agence Européenne des Médicaments siégeant à Londres va revoir ces contraceptifs et examiner si les notices actuelles permettent à suffisance aux médecins et aux patientes d'avoir la meilleure information possible; ceci en vue de prendre les décisions appropriées dans l'intérêt de la patiente.

Mes services suivent de près l'évolution des dernières connaissances et sont associés aux travaux de l'Agence Européenne des Médicaments. Comme suite à l'évaluation scientifique menée au niveau européen, les démarches appropriées seront le cas échéant prises.

Question 2489 (7.1.2013) de **M. Lucien Clement** (CSV) concernant la **suspension des fonctionnaires communaux**:

L'article 55 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux dispose qu'un fonctionnaire communal qui manque à ses devoirs s'expose à une sanction disciplinaire. Si une procédure disciplinaire est donc ouverte à l'encontre de ce fonctionnaire, la suspension de l'exercice de ses fonctions peut, et dans certains cas, doit être

prononcée conformément à l'article 59 de la loi précitée.

Or, à la différence de la commune qui doit (i) continuer à payer le fonctionnaire suspendu et (ii) pourvoir à son remplacement, ce dernier n'est pas privé de sa rémunération. Il est donc primordial pour les responsables communaux que les procédures disciplinaires puissent être menées à terme dans des délais raisonnables.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Dans quel(s) délai(s) une procédure disciplinaire ouverte à l'encontre d'un fonctionnaire communal doit être clôturée afin que le délai raisonnable tel que prévu à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales soit respecté?

- Si un agent communal, qui remplit des fonctions dans deux communes et suspendu dans l'une d'entre elles, peut toujours assumer ses fonctions dans l'autre.

- Si, à la fin de la procédure disciplinaire, la réintégration d'un fonctionnaire communal antérieurement suspendu dans la commune d'origine répond aux exigences des bonnes pratiques dans le secteur public.

Réponse commune (4.2.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

La loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux prévoit que la suspension de l'exercice de ses fonctions peut être ordonnée à l'encontre d'un fonctionnaire faisant l'objet d'une procédure disciplinaire. Cette suspension peut être décidée soit par le collège des bourgmestre et échevins, soit par le commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire, auquel cas elle devient caduque si elle n'est pas confirmée dans la huitaine par le collège des bourgmestre et échevins.

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député Lucien Clement demande tout d'abord dans quel(s) délai(s) une procédure disciplinaire ouverte à l'encontre d'un fonctionnaire communal doit être clôturée afin que le délai raisonnable tel que prévu à l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales soit respecté?

L'article 6, paragraphe 1^{er}, 1^{ère} phrase de la Convention européenne des droits de l'Homme dispose que «Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial...». La convention ne précise toutefois ni la durée de ce délai raisonnable ni quels sont les critères qui doivent être pris en compte pour qu'un délai puisse être considéré comme raisonnable ou non. Toutefois, la Cour européenne des droits de l'Homme a précisé que pour apprécier si le délai raisonnable prévu par l'article 6 a été respecté, il y a lieu de prendre en compte la complexité de l'affaire, le comportement du requérant, le comportement des autorités judiciaires et administratives, ainsi que l'enjeu de la procédure pour le requérant. Pour faire cette appréciation, la Cour se penche en principe sur les circonstances particulières de la cause sans qu'elle ne fixe un délai absolu. Mais il arrive aussi que la Cour procède à une appréciation globale au lieu de vérifier directement les critères précités.

À noter que la jurisprudence des juridictions administratives luxembourgeoises suit également ces lignes directrices en statuant notamment que «Le caractère raisonnable du délai s'apprécie dans chaque cas et aux divers stades de la procédure, en fonction des circonstances de la cause, de la nature de l'affaire, du comportement de la personne sanctionnée et de celui de l'autorité» (cf. notamment TA 12-3-08, n°2201a, confirmé sur ce point par CA 1-11-08, n°24324C).

Quant à la deuxième question posée par Monsieur le Député Clement, au sujet de la possibilité pour un fonctionnaire suspendu auprès d'une commune, de continuer à assumer ses fonctions auprès d'une autre commune, la situation diffère en fonction de l'autorité qui a ordonné la suspension visée.

Au cas où celle-ci provient d'un collège échevinal, il est évident qu'elle ne saurait concerner que l'exercice des fonctions que l'agent assume auprès de la commune concernée. En effet les communes constituent des collectivités autonomes, à base territoriale, en vertu de l'article 107 de la Constitution, de sorte que les compétences des autorités communales sont limitées au territoire de leur commune et par consé-

quent, en matière de gestion du personnel, aux agents occupés par celle-ci. Il en résulte que la suspension de l'exercice de ses fonctions d'un fonctionnaire communal occupé par plusieurs communes requiert le cas échéant une décision y afférente propre de chaque collège des bourgmestre et échevins concerné, chacune de ces décisions étant facultative dans le chef de l'autorité compétente.

Lorsque la suspension est ordonnée par le commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire, il appartient au commissaire d'appliquer celle-ci en raison de la gravité de la faute commise aux fonctions que le fonctionnaire visé assume auprès de différentes communes, auquel cas la suspension doit être confirmée en exécution de l'article 68 du statut général des fonctionnaires communaux séparément par chacun des collèges échevinaux concernés dans la huitaine sous peine de devenir caduque.

En ce qui concerne la réintégration d'un fonctionnaire communal suspendu de ses fonctions après l'aboutissement de la procédure disciplinaire, il importe de constater que l'article 59 du statut général des fonctionnaires communaux limite l'effet d'une telle décision à la durée de la procédure disciplinaire et ceci jusqu'à la décision définitive. Il en résulte que la suspension cesse de produire ses effets à ce moment, de sorte que le fonctionnaire concerné est d'office réintégré dans ses fonctions, à moins que la sanction disciplinaire définitivement arrêtée ne s'y oppose formellement.

Question 2490 (7.1.2013) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **projet révisé d'un «stade-mall» à Livange**:

Il me revient par voie de presse¹ que le promoteur du projet «stade-mall» à Livange aurait présenté le 26 septembre un projet révisé au Ministre des Sports. Ceci en vue des discussions à mener au sein du Conseil de Gouvernement sur le futur site du stade national de football au lendemain du congrès de la Fédération luxembourgeoise de Football qui s'est tenu le 17 novembre 2012. Le Ministre des Sports n'aurait cependant pas retenu le projet de Livange parce que la réalisation aurait pris trop longtemps, le projet n'aurait plus eu le soutien public et politique nécessaire et parce que la ville de Luxembourg se serait montrée d'accord pour rénover le Stade Josy Barthel. D'après les informations parues dans la presse, le Ministre des Sports aurait néanmoins privé les membres du Gouvernement de l'information qu'un projet révisé d'un «stade-mall» existerait. Lors des discussions sur le futur emplacement du stade national au Conseil du Gouvernement du 16 novembre 2012 aussi bien Madame la Ministre des Classes moyennes que Monsieur le Ministre des Sports auraient dit qu'ils n'auraient pas connaissance d'un nouveau projet à Livange.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports et à Madame la Ministre des Classes moyennes:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Plus précisément, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer que lors des discussions au sein du Conseil, les membres du Gouvernement avaient été privés de l'information qu'un nouveau projet «stade-mall» existerait?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer, si le projet de Differdange a été présenté au Conseil de Gouvernement?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer en détail sur les raisons qui l'ont amené à retenir le projet de rénovation du Stade Josy Barthel?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me donner leur appréciation, comment cette façon de procéder va de pair avec l'engagement pris par le Gouvernement par lettre confidentielle du 2 avril 2009 de «soutenir fermement la réalisation d'un projet d'ensemble sur ce site autour d'un stade national de football avec les infrastructures commerciales nécessaires à la viabilité financière du projet du stade»?

- Sachant que le Gouvernement s'était également engagé à trouver un nouveau site d'ensemble pour le promoteur du projet de Wickrange, au cas où le projet de Livange ne se réaliserait pas, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si les promoteurs des projets de Livange et de Wickrange sont déjà entrés en contact avec des membres du Gouvernement ou des fonctionnaires afin de recevoir des mesures de compensation?

¹ Radio 100,7 Moies Panorama du 4 janvier 2012



Réponse commune (22.2.2013) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*, et de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*:

Suite aux discussions au sujet du dossier Livange/Wickrange courant octobre 2011 à la Chambre des Députés, les ministres soussignés ont reçu en date du 3 janvier 2012 le promoteur, Monsieur Flavio Becca, pour discuter avec lui l'éventualité d'une réduction de la surface du volet commercial du projet «Livange» en exécution d'une motion adoptée par le Parlement.

Le 31 août 2012 Monsieur le Premier Ministre a reçu une délégation de la Fédération luxembourgeoise de football (FLF) qui lui a remis une pétition des clubs de football luxembourgeois insistant sur la nécessité d'avoir enfin au Grand-Duché un stade de football national digne de ce nom.

En date du 5 septembre 2012, Monsieur Michel Platini, président de l'UEFA, l'organisme européen du football, a adressé une lettre à la FLF l'invitant fermement à œuvrer pour la construction d'un stade national de football conforme aux standards UEFA requis, notamment en termes de sécurité et de confort pour les spectateurs et les médias. Faute de quoi l'équipe nationale de football de même que les clubs luxembourgeois engagés dans une compétition internationale, ne seraient plus habilités à jouer leurs matchs au Luxembourg et ceci à partir de septembre 2014.

Le 14 septembre 2012 le Ministre des Sports a eu une entrevue avec le collègue échevinal de la ville de Luxembourg lors de laquelle ce dernier a marqué son intérêt et son accord pour qu'on procède à une rénovation du Stade Josy Barthel à la route d'Arlon à Luxembourg-ville.

Lors d'une entrevue en date du 26 septembre 2012 et sur demande expresse du Ministre des Sports si entre-temps un projet commercial revu à la baisse serait désormais disponible pour le site de Livange, Monsieur Becca a remis au Ministre un document de travail inofficiel sans lettre d'accompagnement, document qui n'avait pas la prétention d'être le projet révisé définitif tel que sollicité en début d'année 2012 par les deux ministres soussignés.

Le 8 octobre 2012 Monsieur le Bourgmestre de la ville de Differdange a également présenté un projet de Stade national de football au Ministre des Sports, projet à réaliser moyennant transformation du tout nouveau terrain de football de Differdange.

Les 9 et 16 novembre 2012 le Conseil de Gouvernement, saisi par le Ministre des Sports, a discuté la question et a décidé de retenir l'option de la rénovation et de la mise aux normes internationales du Stade Josy Barthel, suite notamment à la lettre de Monsieur Platini que le Luxembourg ne dispose à l'heure actuelle pas de stade de football qui répond aux normes requises en termes de sécurité et de confort pour les spectateurs et les médias. Cette décision a été prise sur proposition du Ministre des Sports et après que celui-ci avait présenté les différentes options possibles - construction d'un nouveau stade à Livange, transformation du nouveau stade de Differdange et rénovation du Stade Josy Barthel - et analysé les avantages et les désavantages des trois sites. La décision d'opter pour la troisième option, c'est-à-dire la rénovation du Stade Josy Barthel, se base avant tout sur la considération du facteur temps, devant la menace de l'UEFA de ne plus tolérer des matches internationaux officiels à Luxembourg. On peut renvoyer à ce sujet aussi à la difficulté qu'a éprouvée le F91 Dudelange à trouver un terrain au Luxembourg pour jouer son match de qualification du 4^e tour de la Champions League. Alors que les préparatifs pour les travaux de rénovation du Stade Josy Barthel peuvent démarrer de suite - et en fait le groupe de travail de la FLF a présenté un projet le 30 janvier 2013 au Ministre des Sports - tel ne serait pas le cas à Livange où une opposition farouche au projet d'ensemble, notamment de Monsieur le Député Berger, ferait que les différentes procédures d'autorisation, à supposer un référendum positif dans la commune de Roeser, traîneraient en longueur et retarderaient le projet de construction d'une manière incompatible avec les exigences de l'UEFA.

Pour ce qui est du projet de transformation et de mise aux normes du tout nouveau stade de Differdange, celui-ci ne se ferait qu'avec difficulté et nécessiterait la démolition et la reconstruction d'éléments du stade qui viennent seulement d'être terminés.

La décision du Conseil de Gouvernement a été rendue publique le lendemain, c'est-à-dire le 17 novembre 2012, par le Ministre des Sports lors du congrès de la FLF. Ce même Ministre, avant d'annoncer cette décision au congrès de la FLF, a pris soin d'avertir auparavant Messieurs les bourgmestres de Luxembourg-ville et de Differdange ainsi que le promoteur du projet

de Livange, Monsieur Flavio Becca, de la décision prise par le Conseil de Gouvernement.

La décision d'opter pour la solution «Josy Barthel» a donc été prise en toute transparence sur le vu de considérations objectives facilement vérifiables et sur la base d'un rapport oral détaillé soumis au Conseil de Gouvernement.

Par ailleurs, si la Ministre des Classes moyennes a déclaré lors d'un entretien à la radio 100,7 le 31 décembre 2012 qu'elle n'avait pas connaissance d'un projet amendé concernant le site de Livange, cela s'explique par le fait - comme indiqué plus haut - que non seulement un projet révisé et amendé définitif n'existait pas, mais encore qu'à ce moment-là, elle n'avait pas vu l'ébauche de projet à ce sujet.

Début janvier 2013, lors d'une réunion interministérielle, le Ministre des Sports a présenté pour information à la Ministre des Classes moyennes le document de travail inofficiel concernant le site de Livange.

Il convient dès lors de retenir que le Conseil de Gouvernement n'avait pas été saisi officiellement d'un nouveau projet. À ce sujet, il faut rappeler qu'une procédure légale existe pour des projets de centres commerciaux, et elle a été et sera suivie chaque fois qu'une demande est introduite dans ce sens auprès du Ministère des Classes moyennes. En l'occurrence, un tel projet révisé n'a pas été introduit.

Pour ce qui est de la question de Monsieur le Député concernant le soutien du Gouvernement au projet de Livange, la réponse va de soi compte tenu de l'évolution du dossier décrite ci-dessus. Enfin, et en réponse à la dernière question posée par Monsieur le Député, nous sommes en mesure de l'informer qu'une des parties à l'accord qui a été trouvé en 2009 a contacté le Gouvernement en vue d'une discussion des suites à donner à l'accord en question.

Question 2491 (7.1.2013) de **M. Lucien Clement** (CSV) concernant la **nouvelle décharge entre Beidler et Brouch**:

Op Grond vun engem Artikel, deen de leschten 29. November am Lëtzebuurger Wort iwwert de Projet vun engem Bauschuttipp tëscht Beidler a Brouch erschéngen ass, ass a verschidene Lieserbréiwier drop higewise ginn, datt keng Transparenz an der Aart a Weis wier, wéi deen Dossier behandelt gëtt.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister stellen:

- No wat fir enger Prozedur gouf de Standuert „Uewen Alpich“ tëscht Beidler a Brouch als zukünfteg Bauschuttdeponie erausgesicht?

- Goufen déi zwou betraffe Gemenge Jonglënster a Biver iwwert dee Choix informéiert a wa jo, wéi?

- Firwat gouf bis elo mat de betraffene Bierger net geschwat an hinnen den Dossier och net zougängelech gemaach?

- Ass den Här Minister der Meenung, datt eng Distanz vu 500 m tëscht der Bauschuttdeponie an deenen éischten Haiser wäit genuch ass?

- Sollt et zu der Realisation vun der Bauschuttdeponie kommen, wat gëtt ennerholl fir d'Intérette vun de Leit ze schützen?

- Gëtt parallell zu dem Projet bei Brouch och nach un engem alternative Projet um Territoire vun der Gemeng Bech geplangt, a wa jo, firwat?

Réponse (25.1.2013) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

De Standuert Beidler gouf der Prozedur no erausgesicht, wéi se am PDS (plan directeur sectoriel) iwwert d'Bauschuttdeponie fir déi entsprecheend Region festgehale gouf. Méiglech Standuerter goufen no de Kritäre vun der Annexe 5 vun deem Reglement matenee verglach. Dobäi ass de Site „Uewen Alpich“ opgrond vun der beschter Bewäertung zrëckbehale ginn.

Am Joer 2007 gouf d'Auswahlprozedur och all deene Gemenge virgestallt, déi duerch ee potenzielle Site betraff waren. Déi betraffe Gemenge goufen och ëm hir Meenung gefrot, wat d'Bewertungskritären uginn. Doropshi goufen d'Bewäertungen entsprecheend de pertinente Bemierkunge vun de Gemengen iwwerschafft. Bei der éischter Evaluatioun vu verschiddene Standuerter an der Region, goufen d'Gemengen och ëm hir Meenung zu de potenzielle Site gefrot a woussten also deemools schon, dass eng nei Bauschuttdeponie an hirer Region virgesi wier. D'Gemenge Biver a Jonglënster sinn an enger Versammlung de 14. Juni 2010 informéiert ginn, dat „Uewen Alpich“

als dee Site mat der beschter Bewäertung zrëckbehale gouf.

Den 1. Dezember 2010 gouf et eng Informationsversammlung fir d'Besëtzer vun de Grondstécker, mat dem delegéierte Minister fir nohaltig Entwécklung an Infrastrukturen an de betraffene Gemengeverrieder, wou de Site „Uewen Alpich“ als dee Site mat der beschter Bewäertung virgestallt ginn ass. Et gouf och eng weider Kéier d'Prozedur opgegraff, erkläert wat eng Bauschuttdeponie ass a wéi d'Prozedur weidergefouert gëtt. Een detailléierten Dossier kann nach net geléiwert ginn, well déi genee Planung aktuell nach net gemaach ass. Eng entsprecheend Machbarkeetsstudie gouf der Biergerinitiative an de Gemengen a Presenz vun delegéierte Minister fir nohaltig Entwécklung an Infrastrukturen den 10. Dezember 2012 am Ministère virgestallt. An där Versammlung ass och iwwert d'Kanalisation vun Verkéier a Richtung Bauschuttdeponie diskutéiert ginn.

Wat d'Distanz zu den Haiser ugeet, ass laut de Kritäre vun der Annexe 5 déi bescht Bewäertung fir de Kritär „Distanz“ ginn, wann d'Deponie op d'mannst 500 m ewech ass. Déi effektiv Distanz ass, fir de gréissten Deel, iwwer 500 m. Just eng Phas kënnt bis op 500 m un d'Haiser erun.

D'Impaktstudie muss gemaach ginn an den detailléierten Projet muss de Kritäre vun groussherzogleche Reglement iwwert d'Deponien entsprechen. Bei där Studie ginn all méiglech Konsequenzen, enner anerem och d'Kaméidisproblematik, studéiert.

Duerno gëtt et natierlech eng Kommodo-Prozedur mat Abléck an den Dossier an Asprochrecht. Dobäi mussen déi spéider Topographie an d'Notzung vun de Fläche bekannt sinn an d'Exploitatioun muss deem Rechnung droen. An deem Fall ass déi weider Notzung fir landwirtschaftlech Zwecker, esou wéi dat op deene meeschte Plazen de Fall ass.

Et gëtt zu deem Zäitpunkt keng parallell Planung fir eng Bauschuttdeponie an der Gemeng Bech.

Question 2492 (8.1.2013) de **M. Robert Weber** (CSV) concernant le **rapport d'activité 2011**:

Chaque membre du Gouvernement, responsable d'un ministère, doit présenter annuellement pour le mois de mars un rapport sur les activités de son ministère. À toutes fins utiles, je vous cite le règlement de la Chambre des Députés (juillet 2011) notamment l'article 98 qui dit clairement: «Les rapports écrits des Ministères sur l'activité de l'exercice précédent doivent être mis à la disposition de la Chambre avant le 1^{er} mars au plus tard.»

Or, le rapport d'activité du Ministère du Travail pour l'année 2011 fait toujours défaut. Il est introuvable à la Chambre des Députés et ne se trouve pas non plus sur le site Internet, ni du Ministère du Travail, ni du Gouvernement.

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ce rapport fait toujours défaut?

- Si telle était la situation, pourquoi ce rapport n'est-il pas public?

- Et quand Monsieur le Ministre entend-il publier ce rapport d'activité 2011?

Réponse (24.1.2013) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Robert Weber, il y a lieu de préciser que, suite à une panne dans le flux d'information, le rapport d'activité 2011 n'avait pas été mis sur le site Internet dans les délais imposés.

Cet oubli regrettable a été redressé dès le lendemain de la demande formulée par l'honorable Député.

Question 2493 (9.1.2013) de **M. Jean Colomera** (Onofhängeg) concernant la **création monétaire**:

Es ist Usus, dass der Staat, um funktionsfähig zu bleiben, Geld bei den Finanzinstituten leihen muss. Diese Finanzinstitute schaffen Geld aus dem Nichts, verleihen es an den Staat und bekommen dafür auch noch Zinsen. Dieses System ist an sich kontraproduktiv, da die Finanzinstitute durch die dadurch entstehende Hypothek indirekt Miteigentümer der Infrastrukturen des Staates sind und der Staat sich auf Wachstum einstellen muss, um die Schuld und Schuldzinsen zurückzubezahlen. Dieser stän-

dige Wachstumsdruck hat eine negative Reperkussion auf das soziale Zusammenleben der Bürger/innen. Nun steht in der Verfassung im Artikel 39 Folgendes: «Le Grand-Duc a le droit de battre monnaie en exécution de la loi.» Falls der souveräne Staat sein Geld selber drucken würde, brauchte er keine Zinsen zu bezahlen und er könnte es auch problemlos ohne Zins weiterverleihen.

Fragen:

1) Warum lässt der Staat sein Privilegium, selber Geld zu drucken, ungenutzt und warum gibt er sich in die Abhängigkeit von den Banken?

2) Welche Bank hat das Privilegium, Geld zu drucken? Auf Basis von welchem Gesetz ist ihr dies gestattet worden? Ist dies nicht verfassungswidrig?

3) Warum wird nicht vorhandenes Geld nach dem Druck und dem Verleih noch zusätzlich verzinst?

Réponse (15.2.2013) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande au Gouvernement pourquoi, en cas de déficit des finances publiques, l'État couvre l'excédent des dépenses sur les recettes en ayant recours à l'émission de dette publique plutôt que d'imprimer la monnaie nécessaire pour effectuer les dépenses.

Il convient de relever que d'un point de vue économique, la monétisation du déficit public est génératrice d'inflation et donc d'érosion du pouvoir d'achat des citoyens et des entreprises.

D'un point de vue politique et juridique, il convient de relever que la monétisation du déficit public n'est pas compatible avec le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et impliquerait la sortie du Luxembourg de l'euro.

Or, le Gouvernement estime que la participation du Luxembourg dans l'Union économique et monétaire reste le meilleur garant pour la stabilité et la prospérité du Luxembourg et par conséquent, ni une sortie de l'euro, ni la monétisation du déficit ou de la dette publique sont considérées comme des options viables politiquement.

Question 2494 (9.1.2013) de **M. Jean Colomera** (Onofhängeg) concernant la **carte de stationnement pour personnes handicapées**:

En ce qui concerne la délivrance d'une carte de stationnement pour personnes handicapées, une commission médicale vérifie les conditions pour une éventuelle obtention. Or, il s'avère que certaines personnes sont invitées à Luxembourg-Kirchberg devant la commission pour vérification de leur handicap. Parmi celles-ci des personnes invalides ayant des difficultés à se déplacer et en plus habitant dans des régions relativement éloignées du Centre. Le déplacement s'effectuant ainsi sous des conditions pénibles et étant difficilement réalisable.

Questions:

1. De quelle manière s'effectue le tri des personnes devant se déplacer devant la commission médicale? Est-il effectué de façon aléatoire ou est-il sujet à différents critères?

2. Pourquoi les gens doivent-ils se déplacer à Luxembourg? Une décentralisation ne serait elle pas plus commode surtout pour des personnes ayant des difficultés à se déplacer et venant de loin?

3. Pourquoi, à l'instar de l'examen prévu pour l'obtention de l'Assurance Dépendance, un membre de cette commission médicale ne peut-il pas se déplacer au domicile du requérant?

4. Y a-t-il des changements prévus à l'avenir pour améliorer cette situation pour le moins fastidieuse?

Réponse (20.2.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions quant à la procédure d'examen des demandes en obtention d'une carte de stationnement pour personnes à mobilité réduite.

Tout d'abord, il convient de relever que la procédure d'examen en question est fixée par le

règlement grand-ducal du 31 janvier 2003 concernant la création et l'utilisation d'une carte de stationnement pour personnes handicapées.

Conformément aux dispositions réglementaires en question, le médecin-directeur de l'Administration du Contrôle médical décide au cas par cas, sur base des éléments du dossier médical, si une personne doit se soumettre à un examen médical à effectuer par la commission médicale prévue à l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques pour vérifier si l'intéressé remplit les conditions d'obtention de ladite carte de stationnement.

Les demandeurs, pour lesquels le médecin-directeur de l'Administration du Contrôle médical décide un tel examen médical, doivent se présenter devant la commission médicale, qui est installée dans les locaux du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, sis à Luxembourg-Kirchberg, 4, Place de l'Europe. Pour chaque affaire, la commission médicale est composée de trois membres et a pour mission, outre d'effectuer un examen médical, d'entendre l'intéressé dans ses explications, de dresser un procès-verbal et d'émettre un avis motivé pris à la majorité des voix. Il importe encore de relever que pour l'année 2012, 2.671 demandes en obtention d'une carte de stationnement pour personnes handicapées, contre 2.537 demandes pour l'année 2011, ont été traitées.

Dans ces conditions, des visites à domicile s'avèrent difficilement réalisables. À noter encore dans ce contexte que la commission médicale en question n'est compétente que pour instruire les dossiers de demandeurs qui sont titulaires d'un permis de conduire en cours de validité.

Aucun changement à la réglementation en vigueur n'est prévu à l'heure actuelle.

Question 2500 (14.1.2013) de **M. Jean Colombero** (*Onofhängeg*) concernant la **prothèse totale de hanche (PTH)**:

Im September 2012 kam es zu einer Premiere in Frankreich anlässlich derer ein Hüftgelenk (prothèse totale de hanche - PTH) im Rahmen einer ambulanten Chirurgie ersetzt wurde (Tagesklinik). Dies ist sicherlich ein Meilenstein für die ambulante Chirurgie und es kann die Frage gestellt werden, wie schnell eine solche mini-invasive Chirurgie in unserem Gesundheitssystem Einzug erhalten kann.

Fragen:

- 1) Wie viele PTH-Operationen werden jährlich hierzulande realisiert? Welche Klinik hat derzeit die meisten PTH-Operationen im Jahr?
- 2) Was ist im Durchschnitt der Kostenpunkt für eine normal verlaufende, also komplikationslose PTH hierzulande (Operation, Prothese, Rehabilitation, Kinesiotherapie)? Welchen absoluten Teil (Gesamtsumme) nimmt die Chirurgie der PTH im Budget der CNS ein?
- 3) Was ist derzeit die Durchschnittsaufenthaltsdauer für PTH-Operierte?
- 4) Was gedenkt der Minister zu tun, um diese neue Technik so schnell wie möglich im Gesundheitssystem einzuführen? Gedenkt er finanzielle Prämien festzulegen für Kliniken, die diese Technik umsetzen wollen?
- 5) Kann hiermit ein Kompetenzzentrum für mini-invasive PTH-Chirurgie mit wissenschaftlicher Begleitung eingerichtet werden? Welche Klinik hat derzeit die besten Qualitätsdaten für PTH (Vermeidung von Infektionen, Post-OP-Thrombosen, Nachblutungen...)?
- 6) Wann denkt der Minister, dass die erste PTH in ambulanter Chirurgie implantiert wird?

Réponse (18.2.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Ad 1) La CNS a pris en charge en 2008 un nombre total de 920 prothèses totales de la hanche (PTH). Ce nombre a augmenté à 1.055 en 2011. Pour 2012, le nombre actuellement enregistré est de 827 cas. (À noter toutefois que ce dernier nombre n'est pas encore définitif). Les changements d'une PTH n'ont pas été pris en compte.

La répartition selon les hôpitaux des interventions en relation avec l'acte médical 2E90 «Prothèse totale de la hanche» est reprise dans le tableau ci-dessous:

| Nom de l'hôpital | Nombre d'épisodes | | | | |
|------------------|-------------------|------|------|-------|------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
| CHL | 109 | 130 | 135 | 144 | 113 |
| CHEM | 236 | 267 | 246 | 332 | 232 |
| St Louis | 126 | 112 | 7 | | |
| Ste Thérèse | 192 | 192 | 169 | 209 | 154 |
| HPMA | 1 | | | | |
| CSM | 3 | 8 | 9 | 12 | 7 |
| Wiltz | 12 | 21 | | | |
| Kirchberg | 241 | 234 | 244 | 236 | 193 |
| CHdN | | | 94 | 122 | 128 |
| Total | 920 | 964 | 904 | 1 055 | 827 |

Ad 2) Il n'est pour l'instant pas possible de déterminer le coût moyen pour une intervention spécifique dans un hôpital luxembourgeois. Si la CNS connaît exactement les honoraires médicaux pris en charge pour chaque intervention, le mécanisme de la budgétisation fait qu'une combinaison effective des frais directement liés à l'acte médical et des frais hospitaliers s'avère irréalisable.

Il convient toutefois de noter que les travaux en vue de la transposition de la directive en matière de soins de santé transfrontaliers qui oblige chaque État membre de rembourser à un patient qui a subi un traitement dans un autre État membre les coûts du traitement jusqu'à hauteur de ce qui aurait été pris en charge si ces soins avaient été dispensés sur son territoire, sont en cours. Dans ce cadre, la CNS devra se doter de mécanismes lui permettant de rembourser les assurés qui se procurent des soins même hospitaliers outre les frontières luxembourgeoises. La loi-réforme du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé a introduit à l'article 74 une obligation pour chaque hôpital de tenir une comptabilité analytique standardisée à définir par la CNS. Jusqu'à cette date, les modalités de la comptabilité hospitalière étaient prévues par la loi hospitalière, or il a été jugé plus opportun que la CNS, acteur principal dans le financement de l'activité hospitalière puisse imposer les paramètres lui permettant d'effectuer une analyse de la structure des coûts des différents services et des établissements, notamment en vue d'une forfaitisation de la prise en charge de certaines prestations.

Les données fournies par les hôpitaux sur base des paramètres définis par la CNS seront liées à la documentation médicale y relative et permettront à la CNS de déterminer le coût des interventions.

Ad 3) Le tableau ci-dessous reprend les durées moyennes de séjour des épisodes hospitaliers enregistrés en relation avec la mise en compte de l'acte 2E90:

| Nom de l'hôpital | Durée moyenne de séjour (DMS) | | | | |
|------------------|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
| CHL | 20,98 | 17,85 | 16,18 | 15,67 | 17,90 |
| CHEM | 16,94 | 16,18 | 12,25 | 14,12 | 15,53 |
| St. Louis | 16,61 | 17,84 | 13,00 | | |
| Ste Thérèse | 15,88 | 15,98 | 15,22 | 14,14 | 13,57 |
| HPMA | 22,00 | | | | |
| CSM | 42,67 | 23,13 | 43,11 | 28,75 | 25,43 |
| Wiltz | 18,33 | 24,33 | | | |
| Kirchberg | 16,76 | 14,52 | 16,27 | 14,75 | 14,94 |
| CHdN | | | 19,12 | 18,51 | 16,48 |
| Total | 17,21 | 16,39 | 15,50 | 15,15 | 15,59 |

Ad 4) L'adoption de modalités organisationnelles relatives aux modes de prise en charge ambulatoire pour des interventions chirurgicales programmées est favorisée dans tous les établissements hospitaliers, entre autres par le programme des incitants-qualité. Ceci concerne actuellement des gestes chirurgicaux peu invasifs comme le traitement de la cataracte, l'arthroscopie du genou, la cure de hernie inguinale ou le stripping de varices, dont un pourcentage défini doit être réalisé en ambulatoire.

La faisabilité de la mise en place de PTH en chirurgie ambulatoire a été démontrée et publiée aux États-Unis en 2009. L'expérience publiée par des centres réalisant des centaines de PTH annuelles montre que la sécurité du patient, son confort et la qualité des résultats à court et moyen terme après PTH ambulatoire peuvent être assurés si des processus de prise en charge très rigoureux sont mis en place, partagés et respectés par tous les intervenants. Certaines incertitudes relatives à la PTH ambulatoire doivent cependant encore être levées, comme la proportion de patients éligibles pour

ce mode de prise en charge, les critères de sélection de ces patients, la capacité de centres à faible volume d'activité d'assurer les conditions organisationnelles requises par cette chirurgie ou la qualité des résultats à long terme pour les patients.

Pour ces raisons, et dans l'attente de réponses à ces questions, aucune disposition incitant les établissements hospitaliers luxembourgeois à développer un programme de PTH ambulatoire n'est prévue actuellement.

Ad 5) Une information concernant la qualité des résultats des divers établissements hospitaliers en matière de PTH n'est actuellement pas disponible, faute de documentation exhaustive, standardisée et validée en la matière. La loi du 17 décembre 2010 prévoit la mise en place de cette documentation exhaustive.

Ad 6) La décision de mise en place d'une PTH en chirurgie ambulatoire est laissée à l'appréciation de l'équipe médico-soignante de l'hôpital en concertation avec le patient, en fonction de critères d'éligibilité du patient, de critères techniques relatifs au geste chirurgical et de critères organisationnels propres à l'établissement hospitalier. Ce n'est donc pas le ministre du ressort qui en décide ou pourrait faire des prévisions à ce niveau.

Question 2501 (14.1.2013) de **M. Jean Colombero** (*Onofhängeg*) concernant le **shopping au Luxembourg**:

„Shopping in Luxembourg“ est une bonne idée, mais la concurrence semble meilleure que ce qu'on a ici, au moins ce qui concerne l'information. So konnte der interessierte Besucher von spezifischen Internetseiten unserer Nachbarstädte zum Thema „Einkaufen“ feststellen, dass beispielsweise die Einkaufswelt Trier es sich zur Aufgabe gemacht hat, über die In-

3) Denkt der Minister nicht auch, dass Luxemburg alles tun muss, um auf dem konventionellen Shoppingstandbein hervorragend aufgestellt zu sein, da ja bekanntlich das e-Shopping hierzulande weiter relativ wenig bekannt ist.

Réponse (26.2.2013) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*:

Ad 1) Es gibt zahlreiche Möglichkeiten für den Verbraucher, sich über den Einkaufsstandort Luxemburg zu informieren, sowohl online als auch offline.

Die Vermarktung Luxemburgs als Einzelhandelsstandort wird von Seiten der Regierung und der Privatwirtschaft seit Ende 2006 besonders gefördert, nämlich durch das Programm „Luxembourg - Pôle de Commerce de la Grande Région“ (POC), welches vom Ministerium für Mittelstand und Tourismus, der Horesca, der Fédération des Artisans und der Confédération luxembourgeoise du commerce getragen wird.

Das Team des POC initiiert und koordiniert vielfältige Aktionen, die unter anderem der besseren Information des Endverbrauchers dienen. Zusammenfassend wird unter dem Markennamen „Shopping in Luxembourg - Good Idea“ kommuniziert. Laut einer Untersuchung von 2012 kennen inzwischen über 60% der Einwohner des Großherzogtums diese Marke. Zentrales Kommunikationsmedium ist der vier-sprachige Shopping-Blog goodidea.lu mit angeschlossener Facebook- und Twitterpräsenz sowie einer monatlichen Newsletter.

Die Kernbotschaft, dass Einkaufen in Luxemburg eine gute Idee ist, wird in erster Linie über konkrete Inhalte kommuniziert: Es werden beispielsweise Geschäfte vorgestellt, die Luxemburgs Shoppinglandschaft von der der Großregion unterscheiden. Ebenso werden Einkaufstermine kommuniziert - je nach Saison und Anlass im Kontext großangelegter Kampagnen (etwa zu Sonntagsöffnungen in der Adventszeit). Auf goodidea.lu existiert zudem seit Frühjahr 2012 ein Handelskalender, der Events und Termine aus dem Einzelhandelssektor auflistet, darunter auch Sonntagsöffnungen von verschiedenen Gemeinden.

Good Idea ist auch mit einer Mobilversion der Internetseite am Markt, wo unter anderem die sogenannte „Géolocalisation“ angeboten wird. Der Verbraucher findet über den Ortungsdienst standort- bzw. situationsbezogene Informationen zu Geschäften. Ergänzt werden diese Aktivitäten durch gezieltes Suchmaschinen-Marketing. Ziel ist, die Konsumenten bereits beim ersten Schritt ihrer Online-Konsumaktivität (Suche und Meinungsbildung) zu leiten.

Bei der Vervollständigung und Verlässlichkeit der Informationen hat der POC eine Koordinationsfunktion und setzt auf eine enge Zusammenarbeit mit den Geschäftsverbänden und Verantwortlichen von Einkaufszentren. Auf kommunaler Ebene bzw. Ebene einzelner Geschäftsverbände lassen sich Informationen leichter koordinieren und kommunizieren als auf nationaler Ebene.

Die Geschäftsverbände der verschiedenen Städte bieten ebenfalls Informationen zum Thema Shopping an, sowohl online als offline. So bietet beispielsweise der hauptstädtische Geschäftsverband „Union commerciale de la ville de Luxembourg“ auf seiner Internetseite cityshopping.lu alle relevanten Informationen zum Shopping in der Hauptstadt. Seit Kurzem gibt es die bisher dreisprachige Internetplattform sogar auf Chinesisch.

Das Office National du Tourisme bietet auf seiner Internetplattform visitluxembourg.com ebenfalls eine spezielle Rubrik zum Thema Shopping in Luxemburg.

Ad 2) Die Bedeutung des Internets als Informationsquelle ist heutzutage enorm. Laut Statec verfügen 92% der Luxemburger Haushalte über einen Computer mit Internetanschluss.¹ Für eine kurzfristige, präzise und schnelle Information und Kommunikation ist das Internet unumgänglich, allerdings gibt es auch immer noch konventionelle Bezugsquellen.

Wie bereits erwähnt, wird viel über den Shoppingstandort Luxemburg online und offline kommuniziert und der Verbraucher hat verschiedene Möglichkeiten, sich ausgiebig zu informieren. Man sollte beachten, dass es im Bereich der Mediennutzung und des Einkaufsverhaltens seitens der Verbraucher massive Änderungen gibt: Von der Produktsuche und -information über Verfügbarkeit der Produkte bis hin zur Einkaufsstättenwahl und Kaufentscheidung laufen viele Prozesse heutzutage online und mobil ab.

Auch in Luxemburg wird bereits ein erheblicher Teil der konventionellen (offline) Einkäufe durch

¹ Statec: Regards 01 sur les technologies de l'information et de la communication dans les ménages

das Internet beeinflusst. Der Einfluss von e-Shopping auf den Händler beginnt nicht erst im Moment des Kaufaktes, sondern schon viel früher. Daher werden der POC sowie die verschiedenen Geschäftsverbände ihre Onlineaktivitäten zur Vermarktung Luxemburgs noch weiter ausbauen. Der stationäre Handel ist sicherlich ein Standbein, das weiterhin gefördert werden muss, allerdings muss er es schaffen, ein Einkaufserlebnis zu bieten und den potenziellen Kunden auch online adäquat zu begegnen.

Ad 3) Das e-Shopping gewinnt auch hierzulande immer mehr an Beliebtheit. Eine rezente Studie des Statec¹ belegt, dass 62% der befragten Personen in den drei Monaten vor der Befragung ein Produkt oder eine Dienstleistung über Internet gekauft haben. Dieser Trend wird sich in Zukunft sicherlich noch weiterentwickeln.

Dennoch kann das e-Shopping das konventionelle Einkaufserlebnis nicht ersetzen. Der traditionelle Einzelhandel ist zweifellos ein wichtiges Standbein für Luxemburg und wird deshalb dauerhaft unterstützt. Luxemburg ist im Shoppingbereich ausgezeichnet aufgestellt. Das Land besitzt ein hervorragendes und abwechslungsreiches Angebot. Das Ministerium für Mittelstand und Tourismus unterstützt die kleinen und mittelständischen Unternehmen des Einzelhandels, sei es durch finanzielle Hilfen oder durch die Vermarktung Luxemburgs als Reiseziel und Shoppingstandort.

So hat das Ministerium für Mittelstand der CLC seit 2007 9,85 Millionen Euro zur Verfügung gestellt, um den Einkaufsstandort Luxemburg zu fördern und zu vermarkten.

Question 2503 (15.1.2013) de M. André Bauler (DP) concernant le changement de section ou de filière de formation:

Tous les ans des élèves de l'ES ou de l'EST ayant opté au début de l'année scolaire pour une section ou une voie de formation spécifique du cycle supérieur décident de changer en demandant de se voir accueillis dans une spécialisation qui répond mieux à leurs attentes et capacités.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle informer selon quels critères ces changements de section ou de filière de formation sont organisés?

- Un test d'admission dans une ou plusieurs branches de la nouvelle spécialisation est-il requis au préalable?

- Les directions des lycées sont-elles tenues de respecter ces consignes à la lettre?

Réponse (20.2.2013) de M^{me} Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Les changements de section ou de voie de formation en cours d'année ne sont possibles qu'avec l'accord du directeur.

En effet, la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques stipule: «L'admission conditionnelle concerne les élèves admis sur dossier par le directeur qui n'ont pas suivi l'année précédente la classe qui donne accès à la classe visée et les élèves inscrits en cours d'année. Le conseil de classe décide à la fin du trimestre ou à la fin du semestre au cours duquel l'inscription conditionnelle a eu lieu, sur base des résultats scolaires, si cette inscription est à confirmer à titre définitif ou si l'élève est orienté vers une autre classe.»

Le directeur peut donc inscrire conditionnellement un élève en cours d'année sur dossier. Le contenu du dossier est fixé par le directeur au cas par cas en tenant compte notamment des résultats antérieurs de l'élève. Il peut contenir le résultat d'un test d'admission.

L'admission définitive est ensuite prononcée le cas échéant par le conseil de classe à la fin du trimestre ou du semestre. Le règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire précise à l'article 10: «Pour l'élève qui souhaite changer de section lors du passage de 3^e en 2^e ou de 2^e en 1^e, le directeur, après examen du dossier, fixe, le cas échéant, la ou les branches dans lesquelles l'élève est tenu de se présenter à une épreuve d'admission; le directeur lui communique le programme à préparer et désigne les examinateurs. Toutefois, l'élève qui souhaite changer de section lors du passage de 2^e en 1^e subit d'of-

fici des examens d'admission dans les branches qui ne figurent pas au programme de la classe de 2^e qu'il a accomplie et qui sont inscrites sur le diplôme de fin d'études secondaires de la section visée. Si l'élève change d'établissement, c'est le directeur du lycée d'accueil qui fixe les épreuves d'admission et qui les organise dans son établissement. Est admis définitivement l'élève qui, pour chaque épreuve d'admission, a obtenu une note suffisante.»

Cette réglementation est aussi appliquée pour un changement en cours d'année. Il n'y a pas d'autres consignes étant donné que chaque changement de section est un cas individuel qui nécessite une décision individuelle de la part de la direction.

Question 2505 (16.1.2013) de M^{me} Josée Lorsché (déli gréng) concernant le plan d'encadrement périscolaire:

La collaboration entre les écoles fondamentales et les organismes socio-éducatifs fait l'objet du règlement grand-ducal du 16 mars 2012 entré en vigueur à la rentrée scolaire 2012-2013.

Ledit règlement stipule que les communes sont tenues de présenter un plan d'encadrement périscolaire (PEP) englobant toutes les activités éducatives, linguistiques, culturelles et sportives ainsi que toute autre structure d'accueil destinée aux enfants de l'école fondamentale.

Pour répondre aux exigences du PEP et assurer aussi bien la continuité des activités existantes que le développement de nouveaux projets, les communes se voient de plus en plus confrontées à des contraintes liées à la création de nouvelles infrastructures, à la mise en conformité de certaines infrastructures existantes et au transport des enfants vers les différents sites. Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Madame la Ministre peut-elle m'informer si les infrastructures existantes de l'école fondamentale peuvent, en cas de disponibilité et en commun accord entre le personnel enseignant et le personnel des structures d'accueil, être occupées par les groupes d'enfants des maisons relais sans qu'une nouvelle autorisation d'exploitation y relative soit requise de la part de l'ITM?

2) Lors d'une réunion d'information organisée en date du 11 janvier 2013 par le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de l'Éducation nationale et s'adressant aux responsables des services scolaires et des structures d'accueil de six communes, le représentant du Ministère de la Famille tenait à souligner qu'en général, aucune autorisation de la part du Ministère de la Famille ne serait requise en ce qui concerne le partage des infrastructures scolaires et périscolaires entre les classes de l'école fondamentale et les groupes d'enfants des maisons relais. Madame la Ministre peut-elle confirmer qu'un tel partage ne doit pas être préalablement autorisé de façon formelle?

3) Est-ce qu'une participation financière de l'État aux frais de transport des élèves vers les différents sites d'accueil est envisagée afin de soutenir les efforts des communes d'offrir aux enfants un encadrement périscolaire optimal et accessible à tous et de créer des synergies entre les différents organismes éducatifs?

Réponse (20.2.2013) de M^{me} Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Me référant à la question parlementaire n°2505 du 16 janvier 2013 de l'honorable Députée Madame Josée Lorsché, je tiens à préciser que lors des échanges de vues organisés à titre mensuel entre les représentants du Ministère de la Famille et de l'Inspection du Travail et des Mines il a été retenu que

a) à partir du 1^{er} juillet 2012 l'Inspection du Travail et des Mines (ITM) est compétente pour le volet sécurité et salubrité dans les services d'éducation et d'accueil pour enfants (crèches, garderies, foyers de jour et maisons relais) suivant les dispositions du texte réglementaire du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature

et classification des établissements classés;

b) une demande en vue d'une autorisation d'exploitation devra être introduite auprès de l'ITM pour tous les locaux destinés à l'accueil des enfants en dehors des heures de classe et faisant partie intégrante d'une activité agréée au sens des règlements grand-ducaux du 20 décembre 2001 (sans hébergement pour enfants) et du 20 juillet 2005 (maison relais pour enfants). Une distinction est faite entre les locaux planifiés et agréés avant le 31 décembre 2012 et tombant sous le champ d'application de la période transitoire prévue par la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et ceux qui sont répertoriés à partir de janvier 2013;

c) en ce qui concerne les établissements tombant sous le champ d'application de la législation sur la sécurité dans la fonction publique dont la plupart des maisons relais pour enfants scolarisés, les prescriptions de sécurité relevées par l'ITM sont identiques à celles prévues par la législation sur la sécurité dans la fonction publique.

En ce qui concerne le partage des infrastructures scolaires et parascolaires entre les classes de l'école fondamentale et les groupes d'enfants des maisons relais, je tiens à rappeler que conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 20 juillet 2005 (maison relais pour enfants), les locaux destinés à l'accueil des enfants (en dehors des heures de classe) dans le cadre de l'éducation non formelle sont à identifier en tant que tels. Des salles de classe peuvent servir de lieu d'accueil pour enfants dans le cadre de l'éducation non formelle (en dehors des heures de classe), mais ces salles de classe doivent être identifiées en tant que telles et une autorisation préalable auprès de l'ITM est indispensable. Cependant, étant donné que les salles de classe tombent sous le champ d'application de la législation sur la sécurité dans la fonction publique, cette demande d'autorisation d'exploitation auprès de l'ITM n'est qu'un acte formel et administratif.

En ce qui concerne la question relative à la participation financière de l'État aux frais de transport des élèves vers les différents sites d'accueil, je tiens à rappeler que suivant les dispositions de la convention signée entre le gestionnaire d'une maison relais pour enfants, le Ministère de la Famille et le cas échéant l'administration communale, seuls les frais de personnel relatifs à l'accueil des enfants auprès des écoles sont éligibles au niveau du décompte annuel.

Question 2506 (17.1.2013) de M. Jean Colombera (Onofhängeg) concernant l'organisation du CEPS:

Au moment où le CEPS traverse une très grave crise structurelle et financière, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Pourquoi une partie du personnel a travaillé/travaille aussi au sein de l'IGSS?

2) Quel est le nombre de gens ayant travaillé/travaillant dans les deux structures?

3) Quel travail effectif pour le CEPS ce personnel rétribué par le CEPS a-t-il effectué dans les locaux de l'IGSS?

4) Ce personnel en partie embauché à l'IGSS a-t-il satisfait à des besoins intrinsèques de l'IGSS?

5) Ce personnel rétribué au profit de l'IGSS serait-il la contrepartie d'un service public que l'IGSS devrait gratuitement rendre à tout organisme public comme le CEPS ou le Statec par exemple?

6) Est-ce que, au niveau de la direction du CEPS, les co-directeurs/co-directrices sont titulaires d'un doctorat?

7) Le Ministère de tutelle lui assurant 60% de son budget, où le CEPS va-t-il chercher les 40% restants?

8) Comment expliquer pour le CEPS les relations de quasi-exclusivité ou de quasi-mono-

pole d'une part en France avec les universités de Strasbourg et de Nancy 2 et d'autre part en Belgique avec l'Université catholique de Louvain? Quid des autres universités?

9) Combien de membres du CEPS sont accueillis par des Instituts étrangers de référence comme visiteurs?

10) Que s'est-il passé suite au rapport critique réalisé par Interface en 2011 et quel sera l'avenir du CEPS?

Réponse commune (25.2.2013) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

Il est à souligner que la présente réponse a été préparée en concertation avec Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, plusieurs points de la question relevant de sa compétence directe.

Actuellement aucun employé du CEPS n'effectue des travaux à l'IGSS. Il y a quelques années, deux employés du CEPS ont effectué des travaux à l'IGSS concernant la préparation de fichiers statistiques nécessaires pour la réalisation de projets d'études ou de recherche. Comme ces fichiers sont établis à partir de données opérationnelles sensibles du point de vue de la protection des données personnelles, ces travaux devaient être effectués de façon impériative dans les locaux et avec les équipements de l'IGSS, sous la direction et la surveillance directe des agents de l'IGSS.

Les statistiques et les données statistiques anonymisées que l'IGSS met à la disposition des instituts de recherche ou d'études, ou à des chercheurs individuels pour leurs travaux de doctorat, sont toujours, et sans aucune exception, fournies de façon gratuite, sans autre compensation. Il est à rappeler que dans la plupart des cas, ces données doivent être préparées de façon spécifique pour les projets en question. En outre, les fichiers fournis ne doivent pas présenter des risques au niveau de la protection des données. Compte tenu de ces contraintes et des priorités de travail de l'IGSS, notamment en ce qui concerne la préparation de projets de réformes de la protection sociale, les délais de réponse de l'IGSS pour des demandes de données statistiques se situent actuellement entre trois et six mois au moins.

Deux des trois personnes composant la direction du CEPS sont titulaires d'un doctorat. La troisième personne a une expérience très étendue de 20 années en matière d'études et de recherche au CEPS.

Les 40% des recettes du CEPS qui ne proviennent pas de la dotation du Ministère de tutelle, proviennent du financement de projets de recherche compétitive (notamment FNR et FP7) et de contrats d'études conclus avec divers ministères, notamment le Ministère du Travail et de l'Emploi et le Ministère de la Famille, avec le Statec, la ville de Luxembourg et diverses institutions internationales, comme Eurostat et la Commission européenne.

Le CEPS n'a pas de relations particulières avec l'Université catholique de Louvain (UCL, Louvain-la-Neuve). Il organise par contre le diplôme de master Impalla ensemble avec la Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven) I, l'université de Tilburg et l'université de Nancy. Le CEPS a aussi signé des conventions avec l'Université du Luxembourg. Dans le cadre de projets de recherche, les chercheurs du CEPS collaborent avec des dizaines d'universités et d'instituts de recherche internationaux. Le CEPS accueille en outre 19 doctorants inscrits dans 16 universités différentes (France: 9, Allemagne: 2, Belgique: 2, Irlande: 1, Danemark: 1, Suisse: 1).

Depuis 2010, sept chercheurs du CEPS ont été accueillis comme visiteurs par onze instituts étrangers de référence.

Contrairement à ce que suggère l'énoncé de la question, le rapport d'évaluation réalisé par Interface en 2011 sur le pôle Geode du CEPS a été très positif. Les recommandations de ce rapport d'évaluation, ainsi que de celui réalisé en 2010, ont été prises en compte lors de la réflexion sur la stratégie future du CEPS qui a été effectuée en 2012 avec la participation de plus de 100 personnes au sein du CEPS, de représentants de clients ou de partenaires du CEPS, du Ministère de tutelle et d'experts internationaux. Cet exercice a permis de réaliser un nouveau plan stratégique adopté par le conseil d'administration du CEPS en date du 13 décembre 2012. Par ailleurs, le conseil d'administration a engagé un nouveau directeur général qui entrera en fonction le 15 avril 2013.



Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

¹ Statec: Regards 01 sur les technologies de l'information et de la communication dans les ménages